

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CONJONCTURES, DISCOURS ET STRUCTURES DE LA GLOBALISATION :
RUPTURES ET CONTINUITÉS : AUTOUR DE QUATRE MODÈLES DE
DÉCOUPAGE ET D'ANALYSE DU MONDE DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE

THÈSE PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
TESNIM KHRIJI

OCTOBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont encouragée, soutenue et conseillée tout le long de ma démarche.

Des remerciements chaleureux et sincères vont à mon directeur de recherche, M. Jacques-Alexandre Mascotto, pour sa grande ouverture intellectuelle, sa confiance et sa généreuse compréhension qui m'ont aidée durant les divers moments de mon travail. En outre, la très grande vitalité intellectuelle de son enseignement a été pour moi une source d'inspiration et d'un apprentissage fort enrichissant. Je lui exprime ma profonde reconnaissance et tout mon respect.

Mes remerciements vont également à ma mère et mon père pour leur amour inconditionnel et leur confiance. Cela a été d'un grand réconfort durant tous les moments, surtout les plus difficiles. J'aimerais exprimer aussi ma sincère reconnaissance à mon mari et mes enfants qui m'ont soutenue et qui ont renforcé ma détermination à mener mon travail à terme.

Mes remerciements vont enfin à mes sœurs et frères ainsi qu'à tous mes amis qui m'ont d'une manière ou d'une autre aidée. À tous ma considération et ma reconnaissance

«La réflexion peut-elle connaître la puissance? Oui, par ses effets et surtout en la contrariant, en partant d'un contre-projet, d'une contre-stratégie, d'un contre-pouvoir, non d'une dénégation mais d'une négation. La puissance se conçoit mal, se représente mal. Par contre, elle s'évoque, elle s'imagine. Elle offre à l'imaginaire le domaine où il se déploie, du compte de fée aux grandes tragédies. Vous n'y voyez que princes et rois, puissances divines et infernales. Oublier que la puissance s'explore et s'exorcise par l'imaginaire, omettre qu'il oppose ainsi aux symboles du pouvoir ses propres symbolismes, c'est ne rien comprendre à l'imaginaire et aux symboles. La fiction où se déploie l'imaginaire de la puissance n'est ni vraie ni fausse. Là règnent les images et les symboles »

Henri Lefèbvre, *De L'État · le mode de production étatique.*

«...Les mythes ne sont jamais figés, ils ne sont pas inventés et racontés une bonne fois pour toutes mais constituent une forme de création continue en permutant les éléments et en transformant l'ordre du récit...Jusqu'au jour où le mythe est identifié comme mythe, où l'on découvre que sa vérité ne découle que de la multitude des récits sans cesse réélaborés et racontés »

Gilbert Rist. *Il était une fois le développement.*

« Une aporie est un "chemin qui ne mène nulle part", mais comme dans le bois (*Holzwege*, les "chemins forestiers" avait décrit Heidegger), il faut revenir en arrière pour se retrouver quand on est perdu. Les traces, les ornières n'ont pas encore été effacés parce qu'on y a passé et repassé souvent avant nous, en y charriant les lourds matériaux de l'histoire. L'idéologie actuelle, en devenant productive de façon immédiatement opérationnelle et la pratique actuelle, en devenant immédiatement idéologie, effacent les traces, ou bien elles ne les conservent qu'en les déplaçant de leur lieu et de leur temps propres, pour notre distraction (*entertainment*). Seule cette (con)fusion de l'action et de sa signification dans l'opération du moyen et de la fin dans le procès est vraiment sérieuse, elle se produit en même temps partout et nulle part puisqu'en elle toute durée s'annule en se concentrant dans l'infini ubiquitaire de l'instantané, que par dérision on appelle alors le "temps réel", cet unique présent qui est visé et produit par le *just in time*. Ainsi s'abolit l'histoire et avec elle le sens ».

Michel Freitag, « Penser l'aporie postmoderne ».

« Le réel positif, celui qui est ou serait immédiatement réel ne se pense pas et ne se dit pas, il se recopie, il se clone. « Ce qui est est », point final. L'être est ce qui est. Le réel positif est tautologique : il n'y a rien d'autre que ce qui est, entièrement fermé sur soi-même, dans le silence et l'obscurité, sans posture et sans phrase. Mais ainsi rien n'existe, rien n'est vu, rien n'est dit, rien n'est su, rien n'est désiré ni craint. Le réel est dit et vu et désiré comme réel n'est pas celui qui est simplement : c'est ce qui existe dans une distance, une distance qui est en lui comme une faille intime, ontologique. Et nous sommes nous-mêmes, comme sujets, la constitution de cette faille. Nous n'habitons que dans la non immédiateté d'exister quelque part dans ce qui nous a depuis toujours précédé. Il a fallu d'abord que nous venions au monde... Et que le monde qui était là avant nous, perdure après nous ».

Michel Freitag, « Penser l'aporie postmoderne ».

«History in any substantive sense is plural. It is diverse, multiple, and particular. (...) Such plurality is, however, but a part of the problem, though admittedly the major part. Even within a single area or people there is a plurality of histories: technological, economic, political, religious, educational, artistic, moral and so on. To suppose that any one of those histories is literally confined within the single area or people of our interest (...) is, absurd. Not only are there many histories; there are many chronologies, many *times*, if I may put into accurate plurality here what is usually thought of in terms of single homogeneous flow. ...when we ruminat upon past, present and future... by a gigantic act of faith we assume that the chronology in which we fit (with difficulty and distortion enough!), (...) is also the chronology of mankind»

Robert A. Nisbet, *Social Change and History: Aspects of Western Theory of Development.*

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iv
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.....	13
CADRE CONCEPTUEL, MÉTHODOLOGIE, ET PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE : DE QUELQUES PROBLÈMES RELATIFS AU DÉCOUPAGE ET À LA CONSTRUCTION DE L'OBJET DE L'ANALYSE	13
1.1 Le rapport entre forme et contenu dans la construction d'un objet d'analyse.....	14
1.1.1 La problématique de la permanence et du changement: le problème ontologique de l'être et du devenir ou la question de l'identité à travers le temps.....	20
1.1.2 Temps historique, transition et mutation: continuisme/discontinuisme	26
1.1.3 De la pluralité des temps	31
1.2 Autres problèmes relatifs au découpage de l'objet d'analyse.....	34
1.2.1 Au-delà de certains modes d'analyse binaires en sciences sociales	34
1.2.2 Idéologie et politique : construction de la problématique générale de la thèse.....	40
1.2.2.1 L'idéologie et la médiation significative de l'action	42
1.2.2.2 Du politique.....	47
1.3 Le politique comme mode d'institution et de régulation de la société moderne : souveraineté, légitimité et légalité.....	51
1.3.1 La souveraineté comme puissance publique et logique de l'État : la suprématie du politique	57
1.3.2 La souveraineté comme fondement de l'ordre spatial européen moderne- La réglementation de la guerre	60
CHAPITRE II	66
LA GLOBALISATION COMME AVÈNEMENT D' « UNE SOCIÉTÉ-MONDE » ET « FIN DE L'HISTOIRE ». CRITIQUE DE L'IDÉOLOGIE NÉOLIBÉRALE.....	66
2.1 La globalisation comme avènement d'une « nouvelle économie ».....	67
2.2 Le discours néolibéral de la globalisation	70
2.2.1 La globalisation comme « fin de l'histoire » et la réactivation du mythe du progrès.....	70

2.2.2	Au fondement de la « constitution » de la globalisation : La dépolitisation à l'œuvre	77
2.2.2.1	Le discours éthique du capitalisme de la « troisième voie »	77
2.2.2.2	La globalisation comme lutte antiprotectionniste et le droit de l'investisseur (le nouveau citoyen de la démocratie)	80
2.2.2.3	De la territorialité politique de l'État-nation à l'espace économique de la globalisation : la globalisation comme libération de l'économie de l'artifice du politique	82
2.2.2.4	Une conception aseptisée et consensuelle de la démocratie : Le « mythe de l'harmonie collective »	86
2.2.2.5	La thèse de la « paix démocratique » : Le marché comme régulateur des conflits.....	97
2.2.2.6	L'humanitaire comme modalité d'ingérence : le droit d'ingérence et l'euphémisation de la guerre.....	99
2.3	Au-delà du discours néolibéral de la globalisation : L'articulation entre le politique et l'économique dans le capitalisme et la neutralisation du politique	102
2.3.1	Du « marché » et de « l'intérêt » comme réalités objectives: la nature normative et idéologico-politique de l'économique	102
2.3.2	De la continuité principielle du libéralisme classique et du néolibéralisme : le marché comme mode de structuration des rapports sociaux	108
2.3.3	Critique de la neutralisation du politique dans le libéralisme: Carl Schmitt.....	118
2.3.4	Au-delà du mythe du marché autorégulateur	135
2.3.4.1	Capitalisme et puissance	135
2.3.4.2	Le capitalisme comme système hybride : règne de la liberté et de son contraire : aux origines du dynamisme du capitalisme.....	138
2.3.4.3	L'État libéral est-il neutre? Le rôle de l'État et le passage de la régulation politique à la régulation systémique dans le capitalisme organisé.....	142
2.3.4.4	Le rôle de l'hégémonie américaine dans l'économie mondiale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale	146
2.3.5	De la régulation politique à la régulation systémique de l'économie et de la société.....	149

2.3.5.1	Le rôle stratégique des États dans l'avènement et le maintien du nouveau capitalisme.....	149
2.3.5.2	Le capitalisme financier et la conversion du pouvoir en puissance	150
CHAPITRE III.....		156
DE L'IDÉOLOGIE DE LA « FIN DE L'HISTOIRE » À LA SYMBOLIQUE DU « CHOC DES CIVILISATIONS » : LE DISCOURS DE LA PUISSANCE ET LA POLITIQUE GLOBALE DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE		156
3.1	De l'État gestionnaire à l'État sécuritaire : l'état d'exception.....	158
3.1.1	La thèse du « choc des civilisations » comme fondement idéologique de l'interventionnisme militaire américain après le 11 septembre : les nouvelles lignes de conflictualité dans un monde globalisé.....	159
3.1.2	De la nature stratégique de l'outillage conceptuel servant à découper l'espace global du monde de l'après-guerre froide : l'exemple de la thèse du choc des civilisations.....	169
3.1.3	Le retour au colonialisme et la nouvelle doctrine impérialiste.....	175
3.1.4	L'ennemi interne et la montée du discours autoritaire et répressif de la droite.....	181
3.2	Quelques éléments d'analyse de la production idéologique et géostratégique des nouvelles lignes de division globales dans le monde de l'après-guerre froide.....	185
3.2.1	Une « étrange utopie réaliste » : l'utopie néolibérale et les nouvelles lignes de division	185
3.2.2	De la logique processuelle et pragmatique de la globalisation à la rethéologisation du politique: la construction du chaos.....	200
3.2.2.1	La thèse du retour du religieux : quelques éléments pour une analyse critique.....	202
3.2.2.2	Du chaos comme objectif stratégique.....	209
3.2.3	La production géopolitique, idéologique et programmatique de l'espace global et les stratégies de survie du capitalisme : le sens de 1989 : triomphe ou crise du libéralisme?.....	214
3.3	De la gouvernance néolibérale à la gouvernance néoconservatrice : les lignes de continuité et d'accord entre néolibéralisme et néoconservatisme ...	227
3.3.1	Le néolibéralisme comme un nouveau « mode de gouvernementalité » des rapports sociaux	227
3.3.2	Au-delà de l'opposition apparente du néolibéralisme et du néoconservatisme : La négation du politique comme horizon commun	228
3.4	Guerre impériale et guerre sociale : L'affirmation de la puissance et le regain d'agressivité : Un retour de l'État? La continuité des objectifs de la puissance au-delà de ses diverses stratégies.....	238

3.5	Le capitalisme et la dialectique de la répression et de la libération.....	249
CHAPITRE IV		255
LES STRUCTURES HISTORIQUES ET LA DYNAMIQUE D'EXPANSION DU CAPITALISME: DE L'ACTUALITÉ DES « THÉORIES DU CAPITALISME GLOBAL » : LA « THÉORIE DES SYSTÈMES-MONDES ».....		255
4.1	L'héritage de Marx : autour du marché global	257
4.2	De la continuité des structures du capitalisme : la mondialisation n'est pas un nouveau phénomène.....	259
4.3	L'« économie-monde capitaliste moderne » : Le capitalisme comme « système historique »	262
4.3.1	L'accumulation comme la <i>differentia specifica</i> du capitalisme	265
4.3.2	Contre l'idée de « société-monde » (ou d'empire sans centre) comme résultat de l'expansion du capitalisme: L'économie-monde comme réseau hiérarchisé et structurellement polarisé	267
4.3.3	Le système interétatique	272
4.3.4	Rythmes cycliques et tendances séculaires	274
4.3.5	La semi-périphérie	276
4.3.6	La justification idéologique de la hiérarchisation spatiale : une certaine représentation du temps.....	278
4.3.7	Pour comprendre la globalisation : ouvrir les sciences sociales vers une « science sociale-historique ».....	279
4.4	Critique de la théorie des systèmes-mondes et pistes pour le renouveau des théories du capitalisme global.....	284
CHAPITRE V		298
DE LA GLOBALISATION COMME NOUVEL ORDRE ONTOLOGIQUE DE LA SOCIALITÉ ET DE LA SOCIÉTÉ : VERS UNE CRITIQUE PHÉNOMÉNOLOGICO-POLITIQUE DE LA GLOBALISATION À LA LUMIÈRE DE LA SOCIOLOGIE RÉALISTE ET DIALECTIQUE DE MICHEL FREITAG		298
5.1	Au-delà des modes de penser binaires des sciences sociales : la théorie générale freitagienne de la société et de l'action.....	305
5.1.1	Les dichotomies classiques des sciences sociales et les modes de penser binaires.....	305
5.1.2	De l'épistémologie normative de la science à l'opérativité directe des concepts des sciences sociales	309
5.1.3	La sociologie réaliste et dialectique de Michel Freitag	319
5.2	Les modes de reproduction des rapports sociaux.....	328
5.2.1	Le « mode de reproduction culturel-symbolique »	328
5.2.2	Le « mode de reproduction politico-institutionnel »	329

5.2.3	Le « mode de reproduction décisionnel-opérationnel » et la théorie critique de la postmodernité	336
5.3	Modernité et capitalisme	350
5.4	De l'idéologie de légitimation politique moderne à l'imaginaire symbolique postmoderne	360
5.4.1	La conflictualisation des « interrelations sociales »	362
5.4.2	De la totalisation politique à l'intégration systémique des entités sociales opérationnelles : Analyse phénoménologique des conséquences de la dissolution du politique.....	368
	CONCLUSION.....	383
	BIBLIOGRAPHIE.....	394

RÉSUMÉ

La globalisation n'a pas cessé de susciter des débats au sein de toutes les disciplines des sciences sociales. Ces débats touchent à la nature des transformations que les sociétés contemporaines sont en train de vivre sous le signe de cette globalisation. De même, ils expriment des interrogations et des réflexions sur le sens de l'ordre mais aussi des désordres du monde de l'après-guerre froide.

La présente thèse tente de contribuer à ces débats et réflexions en se situant dans la tradition de la sociologie critique. Une sociologie critique se doit de dégager le sens d'une époque (télôs) ou son principe d'organisation pour être en mesure d'éclairer les objets et les enjeux qu'elle analyse. La question de départ de cette thèse est ainsi la suivante : À partir de quel principe d'intelligibilité peut-on saisir le sens des transformations que connaissent les sociétés contemporaines ainsi que celui de l'ordre (ou du désordre) du monde de l'après-guerre froide? Cette première question m'amène à essayer d'appréhender ce sens en dégagant d'abord les discours dominants qui tentent d'en rendre compte. Si une théorie critique se doit de dégager le télôs d'une époque pour pouvoir l'analyser, elle doit aussi construire ou définir un idéal-type sociétal qui lui permet d'évaluer les tendances du présent pour mieux le confronter, mais aussi de scander les transformations de son objet d'analyse, c'est-à-dire saisir les continuités et les ruptures dans la trame de son histoire.

En traitant de la globalisation, la présente thèse privilégie le point de vue du politique, tel qu'il s'est exprimé dans la modernité, comme idéal-type sociétal ou postulat normatif qui lui sert de critère pour évaluer les tendances du présent, mais aussi pour juger de la validité et de la valeur heuristique des grilles dominantes de son analyse. Elle mobilise dans sa démarche une conception du politique qui en fait non pas une essence, ni un dispositif de contrôle et de domination, ni un vecteur d'influence, mais plutôt un principe d'institution de l'être-ensemble de la société (Hannah Arendt, Jacques Rancière, etc.). Ce principe est au fondement de son autoréflexivité et de son action sur elle-même (Michel Freitag). C'est le sens du politique tel qu'il s'est normativement exprimé au sein de la modernité (chapitre I). Munie de ce critère normatif, ma thèse examine les discours qui ont affirmé rendre compte de la globalisation et qui sont dominants depuis la fin de la guerre froide.

Elle se penche particulièrement sur deux discours dominants sur l'ordre global qui font appel à deux principes différents de découpage et d'explication du monde : 1- celui qui en parle comme étant un monde unifié et homogénéisé techno-économiquement et formant tendanciellement « une société-monde », incarnant pour certains la « fin de l'histoire » et réunissant, pour d'autres, les conditions d'un « parachèvement de la modernité » (chapitre II). 2- celui qui analyse l'ordre global en faisant de la distance culturelle le fondement d'un modèle explicatif du monde qui l'organise en entités incommensurables fermées sur elles-mêmes (ex : les civilisations, les religions), ce qui rend difficile les échanges avec l'extérieur. La logique qui définirait l'ordre global serait l'affrontement ou du conflit qui s'exprimerait en termes civilisationnels-religieux-culturels dans le cadre de la globalisation (ex : thèse du choc des civilisations). Ces deux discours se rattachent à des conjonctures particulières du monde de l'après-guerre froide mais ils sont aussi devenus des paradigmes spontanés pour l'imaginaire globalisé. Ils ont, au-delà de leur opposition apparente, été, notamment, mobilisés comme justification idéologique de la politique globale dans le monde de l'après-guerre froide (Chapitre III).

La présente thèse soumet ces deux discours à une critique immanente qui en dégage les énoncés principaux, puis met en lumière leurs fondements théoriques mais aussi leurs présupposés implicites. Ceci lui permet de mieux soumettre ces discours également à une critique normative engagée à partir du critère du politique. Cette critique permet d'affirmer que loin d'éclairer les enjeux impliqués dans les processus de la globalisation néolibérale, les discours dominants et les découpages du monde qu'ils mobilisent ne permettent pas de saisir la complexité sociohistorique de la réalité de l'ordre global, tel qu'il est vécu dans les sociétés contemporaines. Ils occultent la production techno-économique mais aussi politique et idéologique de l'ordre global, qui est nécessairement polarisante, et donc convergent comme modes de forclusion du politique et d'imposition de l'évidence sensible de la légitimité de la domination de cet ordre. Ils ne répondent pas ainsi au besoin qui s'impose d'urgence, pour l'analyse du contexte global, d'une approche théorique offrant une compréhension synthétique des processus de la globalisation.

Cette approche devrait permettre d'appréhender le sens de la continuité des structures du capitalisme, des conditions de son existence, mais aussi de ses ruptures, comme l'exigerait une théorie critique. C'est ainsi que le quatrième chapitre de la présente thèse confronte les postulats du discours néolibéral (thèse de la fin de l'histoire, le modèle explicatif de la société-monde, etc.), ainsi que ceux qui fondent la thèse du choc des civilisations (explications culturalistes des conflits, retour de l'État, etc.), aux thèses de la « théorie des systèmes-mondes », qui est fondée sur l'idée de la nature polarisante du capitalisme et qui renouvelle la théorie classique de l'impérialisme. Tout en soulignant la force explicative de cette théorie, cette thèse interroge la valeur heuristique du corpus conceptuel proposé dans le cadre de la perspective des systèmes-mondes.

Le cinquième chapitre tente de saisir la spécificité de la globalisation néolibérale à la lumière de la critique phénoménologico-politique de la globalisation élaborée par Michel Freitag. Ce chapitre expose les fondements épistémologiques et théoriques de la théorie freitagienne de la société et de l'action sans laquelle il n'est pas possible de saisir toute la portée de l'évaluation freitagienne des transformations des sociétés contemporaines. La théorisation freitagienne de ces transformations est intégrée dans le cadre de la typologie générale des sociétés établie par Freitag qui est exposée en mettant l'accent sur la compréhension phénoménologico-politique de la globalisation qui y est proposée. Cette compréhension est présentée comme permettant un décryptage du sens des enjeux actuels des sociétés contemporaines ainsi qu'une définition des priorités qui s'imposent à la pensée critique.

Mots clés : Globalisation, capitalisme, néolibéralisme, ordre global, sociologie critique, civilisation, modernité, postmodernité, politique, institution, domination, légitimité, contrôle, société contemporaine, société-monde, système-monde, discours, idéologie, hégémonie, impérialisme, développement, complexité, espace, histoire, structure, conjoncture, après-guerre froide, État, polarisation.

INTRODUCTION

En cette fin de la première décennie du XXI^e siècle, il semble que le constat, fait à propos de la fin du XX^e siècle, puisse encore être vrai :

« Nous sommes, (...) dans un temps de passage opaque, crise, riche en apories et en incertitudes bien davantage qu'en évidences. En un moment où se défont les grandes catégories de la pensée. où se brouillent la plupart des repères... ».¹

Les deux dernières décennies, celle de la fin du XX^e siècle et celle du début du XXI^e ont été marquées par trois dates-charnières : le 9 novembre 1989 (chute du mur de Berlin), le 11 septembre 2001 (attaques terroristes contre les Etats-Unis) et le 15 octobre 2008 (paroxysme de la crise des marchés financiers). Ces trois événements « ont bouleversé l'architecture économique, sociale, politique, idéologique et militaire mondiale ». Ils ont même à chaque fois rendu « obsolètes, partiellement ou totalement, les grilles de lecture antérieures »². Chacun de ces événements a amené une interrogation fondamentale dans la littérature spécialisée sur la part d'anomie et d'illisibilité que recèle la réalité du monde contemporain. Mais plus que cette réalité elle-même, les analyses ont mis en cause l'inefficacité de nos outils conceptuels habituels pour rendre compte des changements en cours. Ces analyses ne s'arrêtent pas, cependant, au constat d'une impuissance apparente à penser ce monde mais tentent parfois de façon créative et critique de forger de nouveaux concepts ou de revisiter des approches permettant de mieux saisir les enjeux et les dynamiques à l'œuvre.

Dans les événements en question, la réflexion critique a été interpellée pour « rendre compte du passage du bipolarisme de la guerre froide à l'hégémonie américaine (Le "moment unipolaire" au sens de Krauthammer), et maintenant au monde multipolaire qui se dessine »³. Au-delà des événements, qui ne sont que « poussière de l'histoire » dans les mots de Fernand Braudel, des conjonctures enclenchées par ces événements et des discours idéologiques que ces conjonctures engagent, la réflexion critique est interpellée pour élaborer une compréhension et une évaluation du sens du déroulement de l'histoire et de la

¹ Jacqueline Russ. *La marche des idées contemporaines: un panorama de la modernité*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 5.

² Dominique Vidal. « Par-delà les modes ». *Le Monde diplomatique*, mars 2009. En ligne. URL : http://www.monde-diplomatique.fr/2009/03/VIDAL_16881 consulté le 02 mars 2009.

³ Ibid.

complexité du social-historique impliquée. Il s'agit de saisir les continuités et les ruptures à l'œuvre dans la trame de cette histoire, mais aussi de juger de la validité et de la valeur heuristique des grilles de sa lecture.

Ces moments-charnières sont aussi des faits sociaux de type « total » au sens de Marcel Mauss. Les structures sociales-historiques évoluant habituellement dans la « longue durée » deviennent plus accessibles à l'analyse, leur rythme d'évolution se condensant de façon exceptionnelle, révélant ainsi les logiques fondamentales qui travaillent le cours de l'histoire. Des temps événementiel (le temps court de l'histoire) et conjoncturel (moyen), notre attention est alors captée par la « longue durée » (temps long de l'histoire)⁴ qui se révèle mieux à l'examen. L'évolution des structures de la « longue durée » peut s'exprimer dans différents sens. Elles peuvent subir une transition si les changements en cours amènent de nouveaux éléments qui, tout en interagissant avec les anciens, ne brisent pas le cours du temps. Mais ces changements peuvent aussi se traduire en mutations qui nous font passer d'une certaine configuration sociale-historique à une autre.

L'intrication extrême des dynamiques à l'œuvre dans ces moments-charnières en font un objet d'analyse privilégié pour de nombreuses analyses spécialisées. À partir de quel modèle d'analyse comprendre ces dynamiques? À partir de quel principe d'intelligibilité saisir leur sens? Comment dégager dans le tissu du social-historique les variables significatives qui pourraient rendre compte de ce sens sans atrophier les réalités observées, ni les réifier, c'est-à-dire en respectant la nature changeante et dynamique, de même que complexe, de la réalité?

Ces questions renvoient au besoin qui s'exprime souvent, lors des moments-charnières de l'histoire, de paradigmes de synthèse réflexive permettant d'élaborer une compréhension synthétique de leur sens. Ainsi si c'est la tendance à l'hyper-spécialisation et à la fragmentation des objets et des champs de la recherche qui marquent le cours normal des diverses disciplines des sciences sociales, le besoin d'approches synthétiques, critiques et globales revitalise l'analyse théorique qui s'enrichit grandement de la condensation du sens historique qu'elle est appelée à penser. De la description positive qui part des postulats, tenus pour évidents, sur lesquels repose l'ordre dominant, et de l'approche de la « résolution des

⁴ Cf. Chapitre 1 sur l'idée de « la longue durée » ainsi que celle de la pluralité des temps dans laquelle elle s'insère, telle que l'a proposée l'historien français, maître de l'école des *Annales*, Fernand Braudel.

problèmes »⁵ qui sont conçues dans le sens de la consolidation de la stabilité de l'ordre (adaptation), cette analyse théorique confronte la nature historique et socialement construite de ces postulats et les soumet à l'analyse critique. Elle accède ainsi à l'impensé des discours et aux présupposés, sous-jacents au consensus habituel, qui se donnent mieux à l'analyse lors de la rupture de ce consensus ou de sa mise en cause.

Lors des conjonctures enclenchées par les événements décrits ci-haut, nous avons assisté, à l'occasion de chaque nouvelle inflexion du cours de l'histoire, à la prédominance d'un discours qui se présente comme étant en rupture avec le passé, reflétant la rupture de l'ordre dominant des choses et le passage à une situation inédite de l'histoire. Avec la chute du mur de Berlin, le libéralisme s'est présenté comme ayant triomphé des ténèbres des totalitarismes ouvrant l'histoire à la réalisation de son sens, dans une présumée « fin de l'histoire », ou « parachèvement de la modernité ». C'est ainsi que la globalisation était censée dans le discours néolibéral procéder à la généralisation imminente des bienfaits de la libéralisation économique (croissance économique, démocratie, etc.) dans un monde débarrassé des idéologies, de la lutte des classes, interdépendant (grâce à l'économie globalisée) et interconnecté désormais grâce au décloisonnement offert par les moyens de transport et les technologies de la communication. Tout cela le rapprocherait de l'avènement d'une société-monde, renforcée par la porosité des frontières et l'affaiblissement salutaire des souverainetés étatiques, qui laisseraient la place à une dynamisation de la société civile ainsi qu'à une pacification des passions (causées naguère par la politique et l'idéologie).

Les attaques terroristes contre les États-Unis en 2001, ont semblé avoir impulsé un changement de discours radical nous faisant passer de la prédominance du discours néolibéral à celle du discours néoconservateur avec les priorités qu'il accorde aux questions de la sécurité, la pénalisation du droit (durcissement des législations sur les questions de la délinquance par exemple), son obsession ontologisante et sa criminalisation de l'ennemi, ainsi qu'à l'interventionnisme militaire. Sur « le territoire de sa fin »⁶ (des idéologies, du politique, de la lutte des classes), nous aurions ainsi assisté au « retour du politique ».

⁵ C.f. Robert Cox et Timothy J. Sinclair. *Approaches to World Order*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

⁶ Jacques Rancière. *Aux bords du politique*. Paris. Gallimard, 2004.

La crise la plus récente du capitalisme semble avoir pris le dessus sur la prédominance des thèmes traditionnels des deux discours, surtout avec le retour au pouvoir d'une administration démocrate aux États-Unis, avec à sa tête le premier président de l'histoire américaine qui soit d'origine afro-américaine, dans un contexte caractérisé par la montée des critiques à l'égard des choix bellicistes de l'administration précédente (républicaine) qui était influencée par les idées néoconservatrices. La crise financière et économique, présentée comme quelque chose d'inédit, et qui préoccupe les esprits, appelle des diagnostics incessants (des financiers, des économistes, etc.) pour analyser ses développements, en faire les pronostics, ainsi que pour penser les voies de sa sortie, avec un penchant évident vers la récupération, par le discours dominant, des critiques les plus courantes de la globalisation néolibérale, accompagnées par des mises en garde contre « le protectionnisme » ainsi que des affirmations du « retour de l'État fort ».

Au-delà des revirements des discours dominants, comment comprendre les transformations impulsées par les événements en question? Comment faire la part, dans ces transformations, de ce qui relève d'un véritable changement et de ce qui n'est qu'un effet de conjoncture? À partir de quel principe d'intelligibilité les analyser? Comment scander leur évolution et décrypter leur sens?

Les événements sont généralement la pointe de l'iceberg ou le paroxysme d'une évolution lente dont le rythme des dynamiques fondamentales s'accélère sous l'effet de leur cristallisation dans certaines conditions historiques qui les condensent. Comment saisir les ruptures et les continuités qui s'esquissent dans cette évolution des formations sociales impliquées? Quel découpage conceptuel dans le social-historique permet de saisir ces ruptures et ces continuités?

Une grande partie des découpages conceptuels sur lesquels reposent les grilles de lecture de notre monde et de ses dynamiques s'est articulé pendant longtemps autour de l'État. En effet, l'État-nation est la plus habituelle de nos unités d'analyse. Il semble être un repère naturel et évident de décryptage du monde. Marie-Françoise Durand écrit, à cet égard :

« De toutes nos grilles de lecture du monde et de ses découpages, la plus spontanément utilisée est encore celle des États et des rapports qu'ils entretiennent entre eux. Spontanément héritée d'une solide tradition scolaire et universitaire («la géographie du Brésil», «l'histoire de l'Allemagne», «la politique du Japon»), mais aussi de la très forte prégnance de l'État comme espace de

référence de la citoyenneté, de l'activité militaire, diplomatique, ou bien de nombreuses pratiques sociales courantes»⁷.

Le succès et la vitesse de la généralisation à l'ensemble de la planète de ce modèle, défini juridiquement par un gouvernement, un territoire et une population et analysant le monde comme un champ de forces géopolitiques⁸, ont fait de l'État «un principe unique de lisibilité» et «un point d'ancrage commode pour décrypter le monde». Il reste la revendication et l'aspiration ultime des peuples sans État. De plus, la question de l'État, largement étudiée, est apparemment inépuisable.

D'autres modèles explicatifs du monde lui font, cependant, concurrence avant même la chute du mur de Berlin. Faisant appel à d'autres variables d'explication des dynamiques globales du changement que la variable géopolitique, certaines analyses ont mis l'accent sur l'interdépendance planétaire et l'unification économique-technologique du monde dans le cadre de la globalisation comme signalant l'avènement d'une « société-monde »⁹ fondée sur la légitimité, la reconnaissance mutuelle et le respect des droits de l'homme (les enthousiastes de la globalisation au sens de David Held).

D'autres analyses ont mis l'accent sur les identités et les subjectivités qui deviennent de plus en plus en plus dissociées de ce pôle objectif qu'est l'État (analyse de la postmodernité) et qui jouent un rôle de plus en plus prépondérant dans le monde de l'après guerre froide. L'accent sur ces identités peut même être poussé jusqu'à faire de la distance culturelle le fondement d'un modèle explicatif du monde qui l'organise en entités incommensurables,

⁷ Marie-Françoise Durand. « Autour du modèle-État ». in Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy et Denis Retraillé. *Le monde: espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 2^e éd. revue et augmentée. 1993. pp. 45-95, p. 45.

⁸ Dans leur tentative de penser la complexité du monde actuel. Durand, Lévy et Retraillé utilisent quatre modèles offrant chacun une grille de lecture irréductible aux autres. 1) le monde comme ensemble des ensembles. 2) le monde comme champ de forces. 3) le monde comme réseau hiérarchisé. 4) le monde comme société. (Voir Jacques Lévy, « Espaces-monde: mode d'emploi ». Introduction à Durand, Lévy et Retraillé. *Le monde: espaces et systèmes*, op. cit., pp. 19-44, pp. 21-27 et passim). Le modèle auquel nous nous référons ici est le deuxième. «C'est le modèle géopolitique couramment utilisé dans l'analyse des relations internationales». La «logique géopolitique» caractérisant ce deuxième modèle est définie par Lévy comme étant «l'ensemble des processus qui ont l'existence et l'intégrité politique des États pour enjeu» (Ibid., pp. 23-24).

⁹ Dans ce modèle «la distance est par définition nulle, puisque tous les points de la Terre appartiennent à une même société» La combinaison de la communauté culturelle, de l'identité politique, et de l'intégration économique, structurés à l'échelle mondiale effacerait les distances. Le type de relation qui décrit le fonctionnement de ce modèle est la communication. Si ce concept peut être qualifié comme correspondant à un «mythe optimiste de l'eschatologie humaniste» selon Lévy, «une approche froide de la mondialité contemporaine conduit toutefois à affirmer la pertinence au moins partielle de ce modèle. Il existe, en effet, des problèmes mondiaux» (Lévy., loc. cit., p. 26).

fermées sur elles-mêmes (religions, civilisations), ce qui rend difficiles les échanges avec l'extérieur¹⁰ (ex : thèse du « choc de civilisations » de Bernard Lewis et Samuel Huntington).

Chacun de ces modèles a été au cœur d'un discours différent sur la globalisation et paraissait plus prépondérant que les autres dans une certaine conjoncture. Ceci a suscité de nombreuses questions sur la configuration du présent ainsi que sur ses tendances: si les analyses du monde fondées sur le modèle de l'État semblent avoir brouillé sa réalité, est-ce vers le modèle de la « société-monde » que les processus de la globalisation nous mènent malgré tout? Nous dirigeons-nous vers « un monde transparent de l'information partagée, fondé sur la légitimité et la reconnaissance »¹¹? Ou celle-ci mènera-t-elle plutôt à des affrontements entre ensembles géoculturels?

Loin d'éclairer les enjeux impliqués et de permettre de saisir leur complexité, les modèles d'analyse dominants mobilisés pour répondre à ces questions nous en éloignent. Ils ne répondent pas au besoin, qui s'impose, d'une approche théorique offrant une compréhension synthétique des éléments épars et permettant d'appréhender le sens des ruptures, tout en relevant les continuités qui définissent l'identité des dynamiques fondamentales et les conditions d'existence de l'ordre global (structures économiques, institutions politiques, structures sociales, structures mentales, conditions ontologiques).

La présente thèse part des conjonctures de l'après-guerre froide ainsi que des discours, thèmes et modèles d'analyse qui en sont caractéristiques et qui en condensent le sens, pour tenter de saisir, au-delà des discours dominants (néolibéral puis néoconservateur) marquant l'« air du temps », les convergences et divergences idéologiques de ces discours, après avoir soumis à l'analyse critique les postulats de chacun d'entre eux (chapitre 2, chapitre 3). Elle défend l'idée que la rupture apparente entre ces deux discours, mais aussi entre leurs modes privilégiés d'explication du monde, doit être dépassée pour examiner leur convergence dans

¹⁰ Le modèle de référence ici serait le monde comme ensemble de mondes où les particularismes rendent difficiles de véritables échanges avec l'extérieur, malgré le désenclavement offert par les moyens de transport et de communication. La conscience de la différence est ici l'outil de compréhension de notre rapport au monde (identités holistiques). (Ibid., p. 23). Ce modèle obéirait à une logique de confrontation intercommunautaire entre identités holistiques. Certaines analyses suggèrent, à cet égard, que les grands blocs idéologico-politiques ayant disparu et les interactions entre individus à l'échelle de la planète ayant augmenté, la logique de la confrontation opposera dorénavant des ensembles géoculturels. (Voir par exemple Samuel P. Huntington. *Le choc des civilisations*, trad. de l'américain par Jean-Luc Fidel, Paris, Odile Jacob, 1997).

¹¹ Ibid., p. 43.

la façon dont ils ont été mobilisés pour justifier les politiques globales dans le monde de l'après-guerre froide.

Les postulats qui fondent les deux discours se retrouvent aussi au fondement de la « constitution » néolibérale de la mondialisation¹². Mon analyse se penche sur la conception qu'elle partagent du politique et plus particulièrement sur leur convergence comme deux modes de forclusion du politique et d'imposition de l'évidence sensible de la légitimité de la domination (à travers la nouvelle constitution de l'économie néolibérale) et de brouillage de la production économique-technique, mais aussi politique et stratégique, nécessairement polarisante (classes sociales, centres-périphéries, hégémonie-satellites), de l'espace de l'économie-monde capitaliste.

Avant même la fin de la guerre froide, dès le début des années 1970, les « théories du capitalisme global »¹³, dont Immanuel Wallerstein, Giovanni Arrighi, Samir Amin, André Gunder Frank, etc. en sont quelques représentants, se sont affrontées à la tâche de la construction de modèles explicatifs alternatifs pour comprendre le monde contemporain. La « théorie des systèmes-mondes » (*World-Systems Theory*)¹⁴ figure au centre de ces théories.

Le modèle explicatif proposé par cette théorie comprend le monde comme « un réseau hiérarchisé »¹⁵. En effet, le sociologue américain Immanuel Wallerstein construit ce modèle autour d'une unité d'analyse qui n'est ni l'État, ni la société, mais le « système historique »¹⁶. Le type de système historique auquel le monde contemporain appartient est selon lui l'économie-monde¹⁷ capitaliste, concept utilisé d'abord par l'historien français Fernand

¹² C.f. Éric Pineault. « L'AMI. Constitution pour une économie globalisée? », in Michel Freitag et Éric Pineault. *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*. Québec. Nota Bene. 1999. pp. 35-93.

¹³ C.f. Fouad Nohra (préface par Samir Amin), *Théories du capitalisme mondial*, Paris. Montréal, L'Harmattan. 1997.

¹⁴ Systèmes-mondes au pluriel ou système-monde au singulier? En se référant à son approche. Immanuel Wallerstein utilise en général le singulier et le pluriel. Une ambiguïté pourrait être notée à cet égard.

¹⁵ Ce modèle est l'un des quatre modèles qui font l'objet de l'analyse de l'organisation du monde présentée par Durand. Lévy et Retaille. Voir Lévy. loc. cit., p. 25.

¹⁶ Immanuel Wallerstein, *Le capitalisme historique*. trad. de l'américain par Philippe Steiner et Christian Tutin. Paris. La Découverte. 1985.

¹⁷ Ce mot est la traduction de Braudel du mot allemand *Weltwirtschaft* qu'il a trouvé pour la première fois chez un chercheur allemand des années 20. Celui-ci l'utilisait dans le même sens auquel se référerait Braudel. Selon Wallerstein « Braudel lut cela en allemand, et dans cette langue il n'y avait aucune possibilité de faire la distinction à laquelle il est arrivé en français. Il n'a pas traduit *Weltwirtschaft* par économie mondiale mais par économie-monde. C'est un néologisme bien sûr, mais il est important. Une économie-monde, ce n'est pas le monde, c'est un monde qui est une économie alors que l'économie mondiale se réfère simplement à l'économie

Braudel¹⁸ (école des Annales) pour analyser la réalité historique et adapté ensuite par Wallerstein à la «science sociale historique»¹⁹. Selon ce dernier, cette économie-monde est née en Europe au début du XVI^e siècle, mais elle s'est ensuite progressivement étendue dans l'espace pour couvrir l'ensemble de la planète. Au sein de cette économie-monde, des rapports dissymétriques lient des «zones centrales» et des «zones périphériques» et les maintiennent dans une hiérarchie où des «zones semipériphériques» occupent une position intermédiaire. Mais selon ce modèle explicatif, ce positionnement n'a pas seulement un sens économique. « Il s'applique plus généralement à ce qu'il est convenu d'appeler développement». Cette dynamique globale du système est orientée, en fait, vers ce que les représentations dominantes de ce système historique considèrent comme «le progrès».²⁰

L'objet d'analyse de cette approche est identifié par Wallerstein comme étant «le capitalisme à travers l'ensemble de son histoire et dans l'unité de sa réalité concrète comme système historique»²¹. La nouvelle unité d'analyse correspond donc à un découpage spatio-temporel qui l'inscrit dans la «longue durée» et dans un espace d'une étendue plus large. Cette perspective théorique comprend les transformations caractéristiques du monde de l'après-guerre froide, en les inscrivant en continuité avec l'histoire de l'économie-monde capitaliste-moderne, en partant de l'idée du lien profond entre capitalisme et expansion globale à cause de la centralité des dynamiques d'expansion pour un système historique dont le maître-mot est l'accumulation.

Si la globalisation est à analyser dans le cadre plus large de l'histoire de cette économie-monde capitaliste, donc ne présente pas un fait inédit dans l'histoire du capitalisme, la globalisation néolibérale présente indéniablement des caractéristiques qui la distinguent des

internationale. Ce sont donc des divisions bien différentes. On ne pouvait pas obtenir cette distinction en allemand, il a eu l'idée de la faire en français.» Il ajoute: « En anglais la différence est presque aussi difficile à faire, je n'y parviens qu'en utilisant un trait d'union world-economy, c'est l'économie-monde, alors que world economy c'est l'économie mondiale (. . .). Chauuu (Pierre chaunu, historien français) a par la suite fait un fréquent usage de ce terme et je l'ai repris. La différence c'est que j'ai essayé de théoriser. Chacun de nous est prisonnier de sa biographie.» (Immanuel Wallerstein, « Hôtel de l'Amérique ». in *EspacesTemps*, n°: 34-35, 1986, pp. 42-46, p. 43).

¹⁸ Fernand Braudel, *la dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985. Voir Chapitres 1 et 2 de la présente thèse pour un aperçu plus détaillé de l'approche proposée par Braudel pour analyser la réalité historique.

¹⁹ Au sujet de la «science sociale historique», que Wallerstein propose de construire, voir Chapitre 4 de la présente thèse, dans lequel projet théorique de ce auteur est décrit.

²⁰ Lévy, loc. cit., p. 25.

²¹ Wallerstein, *Le capitalisme historique*, op. cit., p. 11

phases précédentes de l'histoire du capitalisme historique. Ma thèse tente d'appréhender la nouveauté radicale des structures de la domination inhérentes à la globalisation néolibérale sans sous-estimer la continuité fondamentale des structures et des dynamiques de l'évolution de l'histoire de l'économie-monde capitaliste. C'est en partant de cette double exigence qu'elle amorce une réflexion sur les fondements ontologiques, épistémologiques, cognitifs, et sociaux des structures de la domination qui caractérisent l'ordre global du « nouveau capitalisme ».

L'hégémonie américaine et la politique étrangère pratiquée par les États-Unis dans le monde de l'après-guerre froide figurent au centre des enjeux examinés dans le cadre de la présente thèse. Cependant, son objectif ne sera pas de faire un exposé de la politique étrangère américaine ni du système politique américain mais d'engager une analyse critique des fondements historiques, sociopolitiques et ontologiques²² des transformations qui marquent le monde de l'après guerre froide, au cœur desquelles l'articulation entre la logique opérationnelle systémique de la globalisation et l'interventionnisme militaro-humanitaire de hégémonie américaine joue un rôle central.

Le changement de « l'air du temps » après le retour des démocrates au pouvoir aux États-Unis fait que les huit ans de l'administration de Georges W. Bush semblent constituer un dérapage dans l'histoire de la démocratie américaine. La présente thèse part, au contraire, de l'hypothèse qu'au-delà des ruptures qu'elle inaugure, et des divergences réelles avec l'administration de Bill Clinton ou de Barack Obama, l'administration de G. W. Bush (essentiellement ses politiques étrangères en ce qui concerne l'ordre global) s'inscrit dans une continuité fondamentale avec les orientations générales et les objectifs de la politique étrangère américaine. Cette thèse cherche à retracer les éléments de continuité et de rupture qui caractériseraient son action dans le monde ainsi que la structure des rapports de domination qui marquent notre existence surtout depuis le milieu des années 1970, qui inaugurent aussi le début de ce qu'on appelle la globalisation, dont les États-Unis ont été le fer de lance depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

²² La logique opérationnelle-système agit à un niveau très profond de l'expérience humaine. Selon Freitag, « au cœur de l'opérationnalité systémique, on a (...) la dissolution "ontologique" de la régulation symbolique et de toute dimension synthétique qui lui correspond, et cela s'enracine dans la dissolution plus profonde encore de la dimension synthétique de l'expérience sensible propre à la vie en général, une expérience synthétique qui renvoie elle-même à une intégration fonctionnelle subjective des rapports des êtres vivants avec le milieu extérieur ». (« L'avenir de la société, globalisation ou mondialisation? », loc.cit., p. 173).

La présente thèse confronte les discours dominants sur les transformations du monde de l'après-guerre froide aux thèses de la théorie des systèmes-mondes. Après avoir remis en question les postulats de l'idéologie néolibérale (Chapitre 2 : thèse de « la fin de l'histoire », le modèle explicatif de la société-monde, la globalisation sans centre, le mythe du marché autorégulateur, la négation du politique, du rôle de l'État, etc.) ainsi que ceux qui fondent la thèse du « choc des civilisations » (chapitre 3 : explications culturalistes des conflits qui caractérisent l'ordre global), elle expose les thèses de la théorie des systèmes-mondes (chapitre 4) qui est fondée sur l'idée de la nature polarisante du capitalisme et qui renouvelle la théorie classique de l'impérialisme. Tout en soulignant la force explicative de cette théorie, et en la mobilisant pour comprendre le présent, ma thèse interroge la valeur heuristique du corpus conceptuel proposé dans le cadre de la perspective des systèmes-mondes et fait une critique de quelques uns de ses postulats mais aussi de ses implications, ce qui l'amène à chercher des pistes de son renouvellement.

Dans cette thèse, la production de l'espace global, qui a historiquement pris la forme d'une économie-monde et qui constitue l'une des stratégies du capitalisme dans sa quête non seulement de la survie (accumulation) mais aussi de la puissance, est analysée comme le corollaire d'un processus opérationnel-systémique où « il ne s'agit plus tellement de la reproduction de la société que directement de sa production, de son engendrement continu » à travers « un système de contrôle et de gestion généralisée du social » dans lequel « la séparation du pouvoir et de la société tend à s'abolir »²³.

S'il est vrai, en effet, que les transformations des sociétés contemporaines ne sont pas en rupture avec l'histoire du capitalisme et si la globalisation apparaît comme la réalisation de l'idéologie économique, le néolibéralisme s'inscrivant dans une continuité principielle avec libéralisme classique qui incarne l'esprit de la modernité²⁴, il n'en demeure pas moins vrai que les processus de globalisation renvoient plus fondamentalement aujourd'hui à une « véritable mutation des sociétés modernes et de leurs modes de constitution ». Ils reflètent, en fait, un processus de transformation et de mutation non seulement des modes de production capitalistes mais plus fondamentalement des modes de régulation (reproduction) des rapports sociaux. Cette transformation ne permet pas de comprendre la période

²³ Michel Freitag, *Le naufrage de l'université. Et autres essais d'épistémologie politique*. Québec. Nota Bene. 1998, p. 143

²⁴ C.f Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1999.

contemporaine comme simple prolongement du mode d'être de la société capitaliste moderne mais comme relevant d' « une mutation vers une nouvelle condition sociétale (...) dans laquelle les références normatives (qu'elles soient culturelles ou politiques) font place systématiquement à un mode de régulation pragmatique et opérationnel de la réalité sociale, qui tend elle-même à prendre la forme d'un système»²⁵.

La sociologie réaliste et dialectique du sociologue québécois d'origine suisse, Michel Freitag, qui exprime une grande sensibilité au caractère complexe et dialectique de l'histoire, est mobilisée comme voie complétant les apports des théories du capitalisme global (dont la théorie des systèmes-mondes) et permettant d'intégrer les modes de production capitalistes dans une compréhension plus large et plus fondamentale des modes de constitution, de régulation et d'intégration des sociétés. La théorisation freitagienne des modes de reproduction de la société permet, en outre, de saisir l'articulation entre capitalisme et modernité dans l'évolution qui a amené une mutation du « mode de reproduction politico-institutionnel » de la modernité mais aussi les continuités et les ruptures qui s'esquissent dans le contexte de la globalisation. C'est à partir de ce concept intégrateur que Freitag évalue les changements examinés. Il lui sert de critère pour dégager le sens de la modernité mais aussi de sa mutation rampante sous le signe de la postmodernité.

Si les théories du capitalisme global, comme celle du système-monde capitaliste, permettent de saisir la configuration des structures de domination qui caractérisent le monde moderne et qui sous-tendent la géopolitique mondiale en mouvement, la théorie freitagienne des modes de reproduction de la société permet d'intégrer ces structures et cette configuration dans le cadre d'une compréhension des fondements ontologiques, politiques, sociaux et culturels de ces structures mais aussi des modalités de leur inscription dans la société. Elle permet aussi d'appréhender la manière dont ils engagent les membres de la société. Intégrant l'évolution de ces structures de la domination à son analyse des transformations des sociétés contemporaines, la sociologie réaliste et dialectique freitagienne permet également se saisir les origines de la transformation qui convertit le pouvoir en procédures de contrôle.

La réflexion autour des modèles théoriques d'analyse et d'interprétation des transformations de notre monde nous amènent à scander également les changements fondamentaux qui affectent les idées et la culture. Les matrices conceptuelles de référence dans les débats sur

²⁵ Freitag, *Le naufrage de l'université*, op. cit., p. 142.

l'ordre du monde ne peuvent pas être séparées de l'évolution des structures mentales, de l'idéologie ni de l'imaginaire socio-politique et épistémique (Freitag) caractéristiques de la société. La science, elle-même, et les modèles explicatifs qu'elle engendre, ne sont pas séparés des structures de la domination et des rapports de force qui prédominent.

L'analyse freitagienne de la société postmoderne nous permet de saisir l'intrication extrême des structures de la connaissance et des rapports de force dans la société. Remettant en question la conception positiviste de la science et défendant une compréhension normative de celle-ci, il nous amène à saisir la transformation qui nous fait passer d'une rationalité normative rattachée au projet civilisationnel humaniste moderne en une rationalité opérationnelle et systémique qui devient la condition de possibilité, de consolidation et de reproduction des rapports de domination dans la société contemporaine.

La présente thèse tente de comprendre les fondements épistémologiques des choix théoriques de Freitag en les situant par rapport aux développements de l'épistémologie de la connaissance. Elle retrace, avec Freitag, l'évolution de cette transformation des structures de la connaissance qui, tout en se fondant concrètement dans les acquis de la modernité, réalise sa subversion interne qui amène son débordement dans la postmodernité. Cette évolution nous éloigne des idéaux modernes d'une connaissance qui est la voie de la réalisation de l'autonomisation de l'individu et de sa libération ainsi que le lieu de l'exercice d'une réflexivité critique amenant une connaissance-de-soi-de-la-société. Loin de réaliser l'autonomisation du sujet, elle est devenue, à travers sa soumission aux impératifs technologico-économiques, le relais de son assujettissement à une plus grande aliénation. La sociologie freitagienne critique de la société contemporaine permet de saisir la globalisation comme généralisation des modes de régulation caractéristiques de la postmodernité à toutes les sociétés. À la lumière de cette sociologie critique, la globalisation s'éclaire comme avènement d'un « nouvel ordre ontologique de la socialité et de la société ».

CHAPITRE 1

CADRE CONCEPTUEL, MÉTHODOLOGIE, ET PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE : DE QUELQUES PROBLÈMES RELATIFS AU DÉCOUPAGE ET À LA CONSTRUCTION DE L'OBJET DE L'ANALYSE

Comment analyser les dynamiques du présent? Comment appréhender une réalité qui se dérobe à l'analyse? Quels concepts permettront de décrypter le sens des dynamiques qui travaillent l'ordre global et lesquels permettent de penser ses origines, ses structures et son évolution? Quelle sorte de savoir permet de penser et de maintenir la pluralité réelle des temps et des espaces au-delà de l'unité techno-économique du monde qui tend à s'y imposer? On peut déjà affirmer que l'on ne peut poser ces questions sur le présent et sur l'ordre global sans avoir déjà fait un choix préalable du type de théorie dans lequel ils s'inscrivent. La théorie que ce genre de questions interpelle peut déjà être définie comme ce que Robert Cox appelle une « théorie critique », par opposition à une théorie principalement centrée sur une approche de « résolution des problèmes » (*Problem Solving Theory*²⁶).

Comme la définit Cox, cette théorie critique conçoit le monde actuel et l'ordre (ou le désordre) qui le caractérise comme étant collectivement construit. Il n'a en fait rien de fatal ni de naturel. Partant de ce postulat, la théorie critique se donne comme tâche première de chercher à comprendre l'origine de l'état actuel des choses ainsi que l'évolution qui a abouti à la configuration qu'elles y présentent. Sa méthode privilégiée est ainsi historique, génétique, ou régressive-progressive, par opposition à une méthode positiviste qui conçoit le monde tel qu'il est actuellement comme donnée première, qu'elle cherche à analyser pour mieux corriger ses fluctuations, maintenir son équilibre et faciliter l'adaptation.

Si cette deuxième méthode est prédominante dans les moments les plus stables de l'histoire d'un ordre social (local, mondial ou global) analysé, c'est plutôt à la méthode historique qu'on fait appel lorsque cet ordre social connaît une crise, c'est-à-dire quand son sens et sa légitimité sont remis en question.

La réflexion critique sur les transformations du monde pose des problèmes théoriques relatifs à la construction de l'objet de son analyse et au statut épistémologique des découpages

²⁶ C.f. Timothy J. Sinclair, « Beyond International Relations Theory: Robert W. Cox and Approaches to World Order », in Cox et Sinclair. *op.cit.*, pp. 3-18.

conceptuels proposés. Tout chercheur en sciences sociales fait face dans sa construction de l'objet de son analyse à un certain nombre de difficultés épistémologiques qui sont reliées au problème du rapport entre les concepts et la réalité. Une théorie critique est particulièrement sensible aux fondements ontologiques de l'ordre prédominant, c'est-à-dire aux conditions de sa possibilité, de son existence et de son maintien, mais aussi au statut épistémologique des découpages conceptuels courants de son objet d'analyse ainsi qu'à ses propres dilemmes face au choix qu'elle a à faire quant à la définition de l'espace significatif de l'action qu'elle cherche à délimiter. Cet espace est l'objet privilégié de la sociologie et tout découpage d'un objet d'analyse dans son champ passe nécessairement par une telle définition préalable.

Ce découpage pose à l'analyste des dilemmes de méthode dont la résolution impose des choix théoriques importants, qui ne sont pas toujours explicités mais qui reposent toujours sur une certaine ontologie qui définit le rapport entre forme et contenu des découpages conceptuels proposés. À l'origine de ces problèmes, qui obligent classiquement les analystes à choisir entre des options théoriques opposées, se trouve d'abord la relation paradoxale entre la permanence et le changement, qui est identifiée dans la présente thèse comme étant déterminante dans tout découpage de la réalité. Elle est particulièrement décisive pour la méthode historique qui a des choix à faire dans la détermination du statut de son objet dans le temps. D'autres problèmes sont reliés à la définition du statut conceptuel de ces découpages.

1.1 Le rapport entre forme et contenu dans la construction d'un objet d'analyse.

La réflexion sur les transformations de notre monde et la tentative d'en dégager le sens (transition et rupture ou circonvolutions conjoncturelles²⁷), impliquent toujours une certaine grille de lecture et d'interprétation de ce monde, un certain découpage de la réalité en vue de la construction d'un objet de la connaissance.

La phase de la construction de l'objet est en effet une « phase essentielle de la recherche qui consiste à découper un secteur de la réalité, c'est-à-dire à sélectionner certains éléments significatifs de cette réalité multiforme et à découvrir derrière les apparences un système de

²⁷ Durand, Lévy et Retaillé, loc. cit., p. 14.

relations propre au secteur étudié »²⁸. Contrairement à ce que suggèrent les thèses positivistes ou empiristes²⁹, «les objets scientifiques ne sont (...) pas donnés tels quels au départ mais construits (par les différents choix opérés, par les méthodes utilisées, par les concepts mis en œuvre) »³⁰. Rendre les faits de la réalité intelligibles, les intégrer dans une explication et une compréhension du monde exige ainsi d'en construire des concepts. Cette « exigence de conceptualisation se traduit plus généralement par la construction de modèles »³¹, visant à rendre compte de la réalité dans sa synchronie³² et sa diachronie³³ et respectant sa diversité ou sa complexité.

Le passage nécessaire par la conceptualisation et la formalisation, rendant intelligibles des séquences de la réalité, pose cependant le problème du rapport entre cette réalité et les concepts construits. Bien que nous ayons tous le sentiment que le monde se modifie avec le temps, les constructions conceptuelles sur lesquelles un modèle est fondé, sont le produit de généralisations qui nient le temps. Elles sont construites en faisant appel à ces «idéaux immobiles» que sont les principes, les lois et les théories³⁴. Cette immobilité est la condition

²⁸ Alain Accardo et Philippe Corcuff, *La sociologie de Bourdieu: textes choisis et commentés*, Bordeaux, Le Mascaret, 2^e éd. revue et corrigée, 1986, p. 228.

²⁹ Le positivisme, point de vue philosophique sur la science, rejoint la doctrine empiriste pour affirmer que «les faits parlent d'eux-mêmes. Pour une description plus détaillée du positivisme consulter les pages 35 et 36 du présent chapitre.

³⁰ Accardo et Corcuff, op. cit., p. 228.

³¹ Gilles Ferréol. « Objectivation des connaissances », in Gilles Ferréol (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Paris, 1991, pp. 167-175. p. 167. On peut définir un modèle comme suit: « chercher à comprendre un phénomène social. c'est s'en faire une représentation. à la fois simplifiée et cependant respectueuse de sa complexité. Cette représentation, qui s'appuie sur l'observation, est une construction qui vise à rendre compte de l'objet dans sa synchronie et dans sa diachronie. On appellera modèle le résultat de cette élaboration. Il découle d'un effort de formalisation de l'objet étudié et a pour finalité d'en proposer une interprétation - du point de vue du chercheur - de cet objet. L'utilisation de modèles en sociologie est aussi ancienne que la sociologie elle-même ». Il y a différents types de modèles selon le rapport qu'ils entretiennent avec la réalité: modèles matériels et modèles formels (statistiques, expérimentaux, simulables, qualitatifs). Mais « qu'il soit mathématique- expérimental ou simulable - ou qualitatif, un modèle est, d'abord, une aide à la réflexion théorique. Par l'exigence de formalisation, donc de rigueur, qui préside à sa construction, il permet d'en évaluer la cohérence interne et l'adéquation avec l'objet, et d'en dégager toutes les conséquences. Il est aussi dans une perspective opérationnelle, une aide à l'action ». (Yves Chevalier. « Modèle ». in Raymond Boudon, Philippe Besnard, Mohamed Cherkaoui et Bernard-Pierre Lécuyer [dir.], op. cit., pp. 152-153).

³² La synchronie désigne «en linguistique: solidarité des parties d'un tout, considérée en dehors de toute évolution. En une signification générale: investigation conduite en s'attachant au système et à la structure » (Jacqueline Russ. *La marche des idées contemporaines: un panorama de la modernité*, op.cit., p. 451).

³³ La diachronie désigne «en linguistique: évolution des faits dans le temps: en un sens général, caractère d'une étude s'attachant à l'évolution des phénomènes» (Ibid., p. 445).

³⁴ Étienne Klein, *Le temps*, Paris, Flammarion, 1995, p. 22.

de possibilité même de la conceptualisation à travers laquelle un modèle découpe la réalité. Dans ce sens, un modèle ne peut être produit sans poser la constance de l'existence des éléments de cette réalité ou l'identité des choses à des moments séparés de leur existence. L'idée de leur existence dépend donc de celle de leur invariance à travers le temps.

Si un modèle vise à rendre compte de la réalité dans sa synchronie comme dans sa diachronie, dans sa permanence comme dans son changement, la diachronie est ainsi souvent «atrophiée»³⁵ par la forte présence de l'idée de l'invariance dans les modèles qui sont censés être applicables à tout temps et à tout espace. De plus, cette forte présence de l'idée de l'invariance aboutit à réifier les constructions conceptuelles qu'implique ce modèle (immobilisation du mouvement de la réalité, confusion entre forme et réalité)³⁶.

Cependant, cette réalité se présente toujours à la conscience comme «structurée dans le temps»³⁷. Le monde nous semble en devenir continu et irréversible. En décrivant ce fait de la réalité, Michel Lussault écrit:

«(...) tout événement, toute situation, tout phénomène est le fruit d'un état irrémédiablement daté du fonctionnement du système que forme la société. L'historicité du moindre phénomène est donc intégrale et radicale, ce que traduit la notion d'irréversibilité»³⁸.

Ceci signifie-t-il que les phénomènes sont irréductibles? Autrement dit, ceci doit-il nous amener à adopter «une posture qui clame l'absolue et définitive singularité de tout

³⁵ Michel Lussault, «Renouveler le dialogue», in *EspacesTemps*, n° 68-69-70, 1998, pp. 31-44, p. 34.

³⁶ Corcuff et Accardo définissent la réification comme un «terme généralement utilisé pour exprimer l'idée qu'une réalité vivante, mouvante, capable de changement, est dégradée en chose inerte, figée sans vie. Par exemple on dira que la foi religieuse vivante se "réifie" en devenant un ensemble de dogmes et de rites, ou que le travail humain se réifie en devenant marchandise, etc. Une forme particulièrement pernicieuse de réification du point de vue intellectuel consiste à croire que les concepts (notions abstraites par excellence) sont des choses tangibles et à confondre par exemple la masse avec le poids ou la classe avec un groupe d'individus dénombrables. Peut être aussi utilisé comme synonyme d'objectivation». (op. cit., p. 234). Ici le terme de réification s'applique dans ses deux sens: d'une part l'utilisation des lois et des principes dans les modèles fige le mouvement de la réalité, et d'autre part ils peuvent aboutir à confondre forme et réalité.

³⁷ Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* (préface de Michel Mafessoli), trad. de l'américain par Pierre Taminiaux, Paris, Meridiens Klincksieck, 1992, p. 41

³⁸ Ibid., p. 35. Lussault, géographe et membre du comité de rédaction de la revue *EspacesTemps*, définit la notion d'irréversibilité ainsi: «l'irréversibilité (...) signifie qu'une situation historique ne prend toute sa plénitude que ramenée à un état précis de l'organisation et du fonctionnement de la société, ceux-ci en permanente évolution. Ainsi un phénomène, apparemment identique, constaté à deux moments séparés, possédera en fait deux valeurs distinctes, car son insertion dans le jeu du système social sera nécessairement différente». (Ibid.). Il s'agit là d'une irréversibilité radicale. Le terme d'irréversibilité est utilisé par Ilya Prigogine dans un sens qui ne signifie pas irréductibilité des phénomènes. Il est possible d'exprimer cette notion par des lois. Il utilise «la physique des systèmes chaotiques pour étendre la dynamique d'une façon qui pourrait donner un sens physique intrinsèque à la flèche du temps». (Klein, op. cit., p. 40).

événement »? Répondre à ces questions en «poussant à l'extrême la conception de la dynamique évolutive du temps», aboutirait, paradoxalement, à «ruin(er) la possibilité de la saisie d'une histoire des phénomènes », à détruire le temps et l'histoire, puisque leur réalité cesserait simplement d'être.³⁹

Mais alors comment se représenter le divers, le changeant, le nouveau, en respectant la complexité de la réalité et sans en figer le mouvement? Comment saisir une réalité qui se dérobe continuellement à l'analyse? Comment concevoir le rapport entre les découpages que nous faisons de la réalité et à partir desquels nos modèles explicatifs sont construits, et cette réalité elle-même?

Ces questions ont, depuis longtemps, hanté les philosophes de la connaissance et se trouvent à l'origine et à l'horizon de toute démarche théorique. Leur traitement les a souvent poussés à adopter des solutions opposées à ce dilemme mettant l'accent soit sur la stabilité et l'invariance, soit sur le changement et la singularité des phénomènes.⁴⁰ Plusieurs dichotomies s'imposent en effet à notre pensée dans sa saisie de la réalité. Ceci a souvent obligé les analystes non pas à respecter la dialectique de la permanence et changement, telle qu'elle se déploie dans la réalité mais à choisir entre des camps opposés divisés selon les couples continu/discontinu, ordre/désordre, synchronie/diachronie, système/histoire, etc., pour en rendre compte.

³⁹ Ibid. En décrivant ce paradoxe de la réalité du temps. Klein écrit: « (...) Ensuite, il y a le paradoxe, et même le prodige, de la réalité même du temps. Puisque le passé n'est plus, que l'avenir n'est pas encore, puisque le présent lui-même a déjà fini d'être dès qu'il est sur le point de commencer, comment pourrait-on concevoir un être du temps? Comment pourrait-il y avoir une existence du temps si le temps n'est ainsi composé que d'inexistences? Convenons qu'il serait bien hasardeux de fonder la réalité du temps sur celle de l'instant, qu'on se présente toujours comme une sorte d'atome temporel, de point-limite insécable suspendu entre deux néants: l'instant n'est qu'un frisson, et un frisson n'a guère de poids ontologique (...) A peine né l'instant nouveau doit passer à l'ancien (...) Le temps est toujours disparaissant. "Il ne se montre que nié" (...). Son mode d'être serait-il de ne pas être? Pourtant si l'on devait penser que le temps n'est rien, il faudrait d'un seul coup nier la globalité de notre expérience humaine, ce qui fait tout de même beaucoup. Pas plus que nous ne pouvons concevoir l'existence du temps, pas plus n'en pouvons-nous concevoir l'inexistence. » (Klein, op. cit., p. 76).

⁴⁰ À propos de la notion de changement, on peut distinguer deux points de vue: « Ou bien l'on tient la stabilité pour première et le changement pour second, non pas selon le temps mais selon la priorité de l'être. La sociologie du changement porte dès lors sur les facteurs qui affectent un état A pour le transformer en un état B. (...) Ce point de vue est probablement le point de vue naturel et spontané. Un second point de vue consiste à inverser les priorités ontologiques et à affirmer que le changement est premier et que la stabilité est seulement un ralentissement du changement. (...). Dans cette perspective, la matière historique et sociale est faite de processus incessants et de leurs résultats, avec des phases d'accélération et de ralentissement. Il faut de plus les percevoir comme des activités humaines conduites par des individus et, plus couramment, par des groupes concrets (ménages, familles, lignages, Églises, politiques, etc.) Au total, la matière historique changeante est l'agrégation de multitudes d'actes humains de connaissance, de création et d'action. » (Jean Baechler, « Changement », in Raymond Boudon, Philippe Besnard, Mohamed Cherkaoui et Bernard-Pierre Lécuyer [dir.], op. cit., pp. 36-38, pp. 36-37).

D'autres dichotomies viennent aussi déterminer, sur un mode binaire, le traitement des philosophes et des chercheurs en sciences sociales de la question du rapport entre nos concepts et la réalité. Le problème de la connaissance est en fait souvent posé d'une manière qui suppose l'opposition de «deux mondes»⁴¹: le monde des idées et le monde sensible, où l'un est plus réel que l'autre. D'où l'idée que l'idéal serait opposé au réel ou au matériel. En outre, cette manière de poser le problème de la connaissance est fondée sur l'idée de l'opposition entre un sujet connaissant et un monde extérieur et objectif à connaître, idée dont les traces conceptuelles sont toujours visibles en sciences sociales. C'est ce qui mène à interroger la nature des découpages que ce sujet effectue dans la réalité, ainsi que le statut épistémologique des conceptualisations construites. Procèdent-ils de critères seulement subjectifs, propres à la nature du sujet? Ou de critères propres à la nature de l'objet? Autrement dit, ces découpages n'existent-ils que dans la tête de celui qui les a effectués (artéfactuels, le nominalisme)? Ou sont-ils des reproductions du réel?

À cause de leurs conséquences épistémologiques, ces questions importantes ont, elles aussi, préoccupé tant les philosophes que les chercheurs en sciences sociales confrontés à la dichotomie classique de l'objectif et du subjectif, dans la question de la détermination du statut épistémologique de nos concepts et de leur rapport à réalité. Ces questions sont aussi déterminantes en ce qui concerne le problème de l'identité des choses à travers le temps. En effet, si nos découpages ne sont qu'artéfactuels (ex : constructivisme radical de l'école de

⁴¹ Notion par laquelle on décrit la pensée de Platon qui cherche à concilier la permanence et le changement en supposant l'existence de «deux mondes». Peter Kunzmann, Frantz-Peter Burkard et Frantz Wiedmann écrivent à propos de la «théorie des deux mondes» de Platon: « (...) Il existe (...) chez Platon une théorie des deux mondes. Le premier est le monde sensible, c'est-à-dire, le monde dans lequel nous vivons, affecté par le changement et la dégradation. Le second est le monde intelligible (qui est l'essence du premier), c'est-à-dire le monde des idées immuables. Tout comme les Éléates l'avaient déjà revendiqué pour l'être, le seul monde qui est véritablement est celui de la permanence, donc le monde des idées. Le monde sensible est soumis à l'empire des idées, aussi bien éthiquement qu'ontologiquement. Il ne tire son être que par participation (méthexis), ou par imitation (mimésis) du monde proprement existant des Idées. » Ces idées sont selon Platon « les archétypes de la réalité d'après lesquels sont formés les objets du monde visible » Elles «existent de manière objective, c'est-à-dire indépendamment de notre aptitude à les connaître, ou de notre monde de la pensée. Elles ne résultent donc pas d'une disposition particulière de notre entendement mais peuvent être connues par lui (Idéalisme objectif). » (*Atlas de la Philosophie*, trad. de l'all. par Zoé Housez et Stéphane Robillard, Paris, livre de poche, 1991, p. 39).

En tentant de faire «une synthèse entre les éléments de permanence et de stabilité au-delà de la sphère changeante de la réalité, Platon «subordonne le monde sensible en perpétuel changement (désordre, mobilité, dégradation) à un monde des idées (ordre, permanence), un monde idéal (ordre) qui, lui, reste immuable. Au-delà du domaine sensible existe une réalité, objet de la pensée pure, modèle de toutes choses, réalité non perçue et cependant plus réelle que les fugitifs êtres sensibles ». Ce monde sensible est tendu vers le monde des idées par une immense aspiration, un élan, dans une «dialectique profondément dynamique» qui se réalise à travers l'Idée du Bien comme but et commencement. (Jacqueline Russ, *Histoire de la philosophie de Socrate à Foucault*, Paris, Hatier, 1985, pp. 24-26.)

Palo Alto), leur existence est arbitraire et l'identité des choses serait plutôt une illusion. En revanche, si ces découpages sont des reproductions du réel, l'existence des choses serait objective; ce qui leur confère une véritable identité.

Ceci pose un dilemme à notre connaissance: d'un côté, si l'identité des choses dans le temps n'est qu'illusoire, toute possibilité de construire une connaissance est ruinée parce que la continuité des entités à travers le temps est une condition de la causalité et que celle-ci est une condition *sine qua non* de la science; d'un autre côté, concevoir nos découpages comme des reproductions du réel mène à confondre réalité et forme, à réifier nos découpages de la réalité et figer cette réalité. Le traitement de ce dilemme a souvent été dominé par la dichotomie sujet/objet.

Ces questions débouchent souvent sur des débats concernant la conception même de la réalité (dominée par des dichotomies telles que: simple/complexe, donné/construit, nécessaire/contingent, continu/discontinu, etc.⁴²). En effet, chaque position prise par rapport à ces dilemmes est fondée sur « une sorte de croyance de base sur ce qu'est le réel, sur ce que doit être la posture à adopter pour le connaître ». Les observations servant à construire nos modèles sont ancrées dans des présuppositions premières auxquelles l'analyste « a adhéré, d'une manière profonde et entière, bien avant d'entreprendre un travail soumis aux exigences de la méthode scientifique en général et de celle de sa discipline en particulier »⁴³.

C'est à ces interrogations sur les fondements même de notre connaissance que nous sommes confrontés quand nous nous engageons dans une réflexion sur le sens des transformations de notre monde. Ces interrogations, omniprésentes dans toute démarche théorique, sont aujourd'hui très importantes. Elles le deviennent toujours quand un modèle d'interprétation et d'explication (ex : l'État-société comme unité d'analyse première de la sociologie. le débat sur le concept de société comme concept purement artéfactuel ou comme réalité historique qui n'est pas la simple invention du sociologue) est l'objet d'une critique mettant en cause son rapport avec la réalité qu'on cherche à interpréter. La mise en lumière d'un

⁴² Selon Anne Wallemacq la pensée moderne est caractérisée par un ensemble de dichotomies construites sur le modèle du dualisme objet/sujet (ex: matière/forme. système/histoire. être/devenir. stabilité/changement. donné/construit. nécessaire/contingent, etc.). Et la tradition dominante a toujours obligé les penseurs à choisir dans les polémiques entre des positions diamétralement opposées. Voir Anne Wallemacq. *L'ennui et l'agitation: figures du temps*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1991. pp. 12-13.

⁴³ Jacques Hamel et Mohamed Sliha. « Sur la transition ». *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n° 1, avril 1990. pp. 5-14, p. 5.

grand écart et d'une non cohérence entre eux mène généralement à la crise de ce modèle et à son remplacement par un autre. Ce qui pose à nouveau les questions des critères du découpage, de ses limites, de son statut épistémologique, etc.

Derrière les dilemmes que ces questions impliquent habituellement, pendant la phase de la construction de l'objet de la connaissance, se trouvent les dichotomies qui semblent s'imposer à la pensée dans sa saisie de la réalité et obliger l'analyste à choisir entre des options opposées, apparemment incompatibles. À l'origine de ces dichotomies existe la relation paradoxale entre permanence et changement, qui est déterminante dans notre découpage de la réalité.

1.1.1 La problématique de la permanence et du changement: le problème ontologique de l'être et du devenir ou la question de l'identité à travers le temps.

Si au fil de l'histoire des idées plusieurs théories de la permanence et du changement ont été formulées, elles étaient souvent soit des théories de la permanence, soit des théories du changement. En effet, «on a été porté soit à prendre la permanence et l'invariance comme l'état «naturel» et «spontané» qu'on acceptait d'évidence et qui ne demandait aucune explication, ce qui faisait du changement le problème à élucider, soit à prendre la position inverse».⁴⁴ Ceci est dû à l'idée traditionnelle en vertu de laquelle permanence et changement sont incompatibles et antinomiques.

En remontant à ses racines philosophiques, la problématique du changement et de la permanence s'avère être un problème ontologique relatif aux «conditions d'identification d'un particulier avec lui-même à deux moments distincts de sa carrière»⁴⁵, c'est-à-dire à travers le temps. Ce problème ontologique qui se trouve à l'origine de la science - étant la condition *sine qua non* de la régularité et de la recherche des lois⁴⁶ -, s'inscrit au cœur des

⁴⁴ Ibid., p. 20.

⁴⁵ Ibid., p. 10.

⁴⁶ Dans le même sens. Émile Meyerson identifie le problème de l'identité comme un problème ontologique qui se trouve à l'origine de la science. Selon lui, la science n'est pas basée uniquement sur des faits empiriques, contrairement à ce que soutiennent les thèses positivistes. Il écrit: «L'ontologie fait corps avec la science et ne peut en être séparée (...): des considérations sur la conservation, l'identité interviennent à chaque pas dans la science légale, empirique, laquelle est, en dépit des apparences, saturée d'éléments a priori» En fait, l'identité de la matière à travers le temps est la condition *sine qua non* de la régularité, donc de la recherche des lois (légalité) qui domine la science. Ce postulat, qui est selon Meyerson d'origine purement rationnelle, constitue «l'essence de notre entendement», la «véritable essence de la logique», le «vrai moule où l'homme coule sa pensée». (*Identité et Réalité*. Paris. Félix Alcan. 1926. pp. 490. 494. 463. 37).

questions traditionnelles de persistance, de changement et «d'individuation des particuliers». Il est une source traditionnelle de perplexité. La question principale à laquelle l'ontologie tente de répondre est la suivante: Qu'est-ce qui fait qu'un particulier est le même (identité) à travers le temps ou malgré les changements qu'il subit?

À cause des confusions que peut induire le mot «identité», il faut ici préciser sa définition du point de vue ontologique et distinguer les concepts qui se rangent sous cette définition. Ainsi on peut définir l'identité du point de vue ontologique comme « la relation que tous les individus (particuliers et entités) entretiennent nécessairement avec eux-mêmes, tout au long de leur carrière, et qu'aucun autre individu n'entretient avec eux». ⁴⁷

Poser la question du changement en termes d'identité, c'est ainsi chercher à savoir s'il est possible d'arriver à «cerner s'il y a un sens à parler d'un seul et même particulier persistant dans le changement, (...) à comprendre ce qui nous pousse à accepter une ontologie des continuants» ⁴⁸. C'est en fait à travers un paradoxe que s'exprime le problème philosophique du changement: « (i) ou bien le particulier qui change demeure un et le même et alors il n'a pas changé (ii) ou bien le particulier a vraiment changé et alors il n'est plus un et le même » ⁴⁹.

Ce paradoxe, qui sous-tend un vieux débat non tranché, remonte à la pensée grecque. Celle-ci était marquée par deux pôles opposés: Parménide ⁵⁰ (v. 515 - v. 445 av. J.-C.), le

⁴⁷ Stéphane Ferret, *Le bateau de Thésée. Le problème de l'identité à travers le temps*, Paris, Minuit, 1996, p. 11. Ferret ajoute: « (...) C'est une relation d'équivalence, c'est-à-dire réflexive (...), symétrique (...) et transitive (...). (Elle) se distingue des autres relations d'équivalence par des caractéristiques propres de substitution, notamment par le principe dit de l'indiscernabilité des identiques qui stipule que: « si x est identique à y, alors x et y partagent toutes leurs propriétés ». Ce principe est l'une des sources des confusions qui font que nous avons tendance à associer identité et immuabilité. (Ibid.). Selon lui, il importe également de faire la distinction entre trois concepts: l'identité numérique, l'identité qualitative et l'identité spécifique (ou sortale), qu'il décrit comme suit:

«(i) l'identité numérique qui définit la relation qu'un particulier entretient avec lui-même tout au long de sa carrière; (ii) l'identité qualitative qui désigne une ressemblance aussi poussée qu'on voudra entre un ou plusieurs particuliers; (iii) L'identité spécifique ou sortale qui réunit sous une même catégorie d'espèce ou de genre des particuliers numériquement différents. » (Ibid.).

⁴⁸ Ibid., p. 21.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Kunzmann, Burkard, et Wiedmann écrivent: « Dans l'histoire de la philosophie, la théorie de Parménide, (...) de l'unité de l'être est riche de conséquences. Ce qui existe (l'étant) se caractérise par les attributs suivants: sans commencement, éternel, homogène, immuable, hors du temps, un continu. L'existence du non-être, en revanche, est combattue, d'où le principe fondamental suivant: «car l'être est en effet, mais le néant n'est pas». L'être qui emplit tout est immobile et immuable car sinon, il faudrait faire l'hypothèse d'un non-être différent d'où

philosophe de l'être et de l'immobilité fondamentale, et son contemporain Héraclite⁵¹ (v. 550 - v. 480 av. J.-C.), le philosophe du devenir et de la mouvance. Pour la première vision, selon laquelle les particuliers persistent dans le changement car la non-existence est combattue, c'est l'être qui est fondamental. Le monde serait constitué de continuants et « il n'y a rien de nouveau sous le soleil ». Alors que pour la deuxième, le monde serait constitué de « devenants », car c'est de la tension des contraires que surgit ce qui est. C'est le devenir qui est premier pour cette thèse du « Mobilisme universel » que traduit le fameux dicton d'Héraclite : « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ». Ferret écrit, dans ce sens :

« le modèle du fleuve s'applique (...) à la totalité des particuliers: non pas monde de l'être, mais de "l'être-fleuve", c'est-à-dire du devenir, monde du flux et du reflux où les particuliers se dérobent toujours incessamment à eux-mêmes (...). Bref, non plus monde de continuants, mais monde de devenants. »⁵².

Cependant, l'identité des particuliers à travers le temps et leur changement ne sont pas incompatibles, contrairement à la croyance générale. Stéphane Ferret souligne que la croyance répandue et non fondée en l'opposition du changement et de l'identité repose sur plusieurs confusions et théories fausses qui doivent être réfutées⁵³. Mais si l'identité est

procéderait le mouvement. La discordance entre cette théorie et l'expérience quotidienne qui témoigne d'un changement perpétuel), fait de PARMÉNIDE un penseur à part. Pour lui, en effet, l'expérience des sens est tenue pour trompeuse et sous l'emprise de l'apparence. A partir de là, l'intuition empirique est strictement séparée de la connaissance rationnelle. Il n'y a de connaissance vraie que de l'être un et immuable» (op. cit., p. 33).

⁵¹ Selon Kunzmann, Burkard, et Wiedmann écrivent « Héraclite adopte une position opposée à la théorie éléate. Il place au premier plan le devenir et l'écoulement ininterrompu du temps auquel est soumis tout ce qui est. (...) Le monde est présenté comme un échange perpétuel de déterminations opposées (...). rien ne peut être pensé sans son contraire: vie et mort, jour et nuit. C'est de cette tension des contraires que surgit tout ce qui est. (...) Mais tout est gouverné par le logos qui, comme loi, achève le processus de la transformation. Connaître le logos, c'est là la sagesse. Le logos est législateur pour tout ce qui est, et il est l'unité des contraires: «et de toutes choses l'Un et de l'Un toutes choses», avec cette pensée de l'unité des contraires. Héraclite peut être considéré comme le premier penseur dialectique. (...) De la même façon que Parménide, Héraclite opère une distinction entre ce qui est évident pour le sens, et ce qui est accessible à la pensée. La véritable sagesse ne peut être atteinte que par une pensée en harmonie avec le logos qui est la raison universelle » (Ibid.).

⁵² Ibid., p. 23.

⁵³ Ferret, *Le bateau de Thésée*, op. cit., p. 24. L'auteur identifie trois sources de confusion: «(la) mésinterprétation du principe de l'indiscernabilité des identiques: l'utilisation d'une théorie fautive: la théorie de l'invariance: la confusion entre deux sens de « même »: le « même » dénotant l'identité numérique et le « même » dénotant l'identité qualitative. En fait, contrairement à l'interprétation erronée du principe leibnizien de l'indiscernabilité des identiques et à notre tendance spontanée à lier étroitement le concept d'identité et les idées d'invariance, de constance, d'immuabilité et d'invariabilité, « deux particuliers qualitativement les mêmes peuvent être numériquement différents (deux boules de billards) » et « un seul et même particulier à deux moments distincts de sa carrière, peut posséder des qualités différentes (une boule de billard blanche peinte en rouge ». En outre, selon Ferret la théorie de l'invariance, apparemment légitime, doit être refusée. En fait, elle « repose sur l'identification des particuliers à l'agrégat des parties qui les composent ». Or, « un particulier et l'agrégat des parties qui le composent p(euvent) correspondre à des carrières sensiblement différentes ». Enfin, le mot « même » a différents sens dans le langage ordinaire qui sont confondus. En fait, « même » peut être utilisé

compatible avec le changement, ce ne sont pas tous les changements qui préservent l'identité. Il en découle, pour Ferret, que la tâche essentielle ne consiste pas à «expliquer comment se concilient les concepts de continuant et de changement mais comment il convient de les articuler»⁵⁴.

Pour répondre à cette question, Ferret reprend la distinction aristotélicienne de deux types de changement: «changements de type 1 » qui préservent l'identité des particuliers (changement de degré et de lieu) et des «changements de type 2» qui rompent cette identité (changement de nature ou de substance). C'est sur le même principe que Paul Watzlawick, John Weakland et Richard Fish⁵⁵ distinguent deux sortes de changement dont l'un prend place à l'intérieur d'un système donné et l'autre modifie le système lui-même (mutation). Ainsi, comme le souligne Ferret, «tout le problème consiste à faire la différence entre la persistance d'un particulier à travers le changement (changement de type 1: une seule et même chose qui change, continuité) et son remplacement par un particulier numériquement différent (changement de l'identité spécifique ou sortale, discontinuité) »⁵⁶.

Pour établir une frontière conceptuelle entre les changements de type 1 et les changements de type 2, Ferret reprend la thèse de la dépendance sortale de l'individuation, défendue par David Wiggins⁵⁷, selon laquelle «la sorte constitue la frontière infranchissable par le même » qui permet de répondre précisément à la question de la limite de l'identité. En effet, «si l'on veut pouvoir accepter l'identité numérique d'un particulier, les changements doivent être circonscrits à la sorte de la chose à laquelle ce particulier appartient».⁵⁸ La distinction entre les deux types de changements peut être ainsi établie:

pour identifier et pour comparer. « Dans le premier cas, j'utilise « même » pour indiquer que je fais référence à un seul et même particulier. Dans le deuxième cas, j'utilise « même » pour désigner une ou plusieurs caractéristiques qualitatives que partagent les deux particuliers numériquement différents auxquels je me réfère ». (Ibid., pp. 31, 26, 30).

⁵⁴ Ibid., p. 32.

⁵⁵ *Changements : Paradoxes et Psychotérapie*, trad. de l'américain par Pierre Ferlain, Paris, Seuil, 1975.

⁵⁶ Ibid., p. 33.

⁵⁷ David Wiggins, *Sameness and Substance*, Oxford, Basil Blackwell, 1980, in Ferret, *Le bateau de Thésée*, op. cit., p. 13).

⁵⁸ Ferret, *Le bateau de Thésée*, op. cit., pp. 33-39.

« (i) une condition nécessaire, mais non suffisante, pour qu'un changement soit un changement de type 1 est que ce changement s'effectue au sein d'une seule et même sorte (*a priori* problème d'identité authentique);

(ii) une condition suffisante, mais non nécessaire, pour qu'un changement soit un changement de type 2 est que ce changement s'effectue par le passage d'une seule et même sorte à une autre (*a priori* ne mérite pas d'être examiné selon Aristote)»⁵⁹.

Le critère de distinction entre les deux types de changement dérive de la distinction entre l'identité numérique et l'identité spécifique ou sortale⁶⁰. La première ne serait pas incompatible avec le changement, contrairement à la deuxième. Dans ce sens, quoique jusqu'à un certain point la composition interne d'un particulier change, son identité numérique est maintenue tant qu'il a toujours la même identité spécifique⁶¹.

Mais la question est: jusqu'à quel point cette composition interne peut-elle changer sans détruire l'identité spécifique et, par là même, l'identité numérique? Jusqu'à quel point un particulier peut-il changer en demeurant le même? Ces questions soulèvent le problème crucial de la limite que Ferret formule ainsi: « jusqu'à quel point peut-on remplacer (amputer dans le cas des particuliers naturels) les différentes parties d'un artefact sans détruire son identité? ». Il pose aussi ce problème dans un livre antérieur « le philosophe et son scalpel » où, en traitant du problème de l'identité personnelle, il tente de cerner les limites du

⁵⁹ Ibid., p. 37.

⁶⁰ L'identité spécifique est en fait une condition nécessaire de l'identité numérique. Selon Ferret. « cette affirmation (...) essentialiste (...) se niche au coeur de l'aporie du changement et fonde la différence entre les changements qui préservent l'identité des changements qui la détruisent ». (Ibid., p. 17)

⁶¹ La question de l'identité numérique dans le temps prend cette forme « à quelles conditions nécessaires ou suffisantes des occurrences de particuliers sont-elles des occurrences de la carrière d'un seul et même particulier? » (Ibid., p. 83-84). Les réponses traditionnellement retenues pour cette question se réfèrent aux critères suivants: La continuité spatio-temporelle et l'unicité compositionnelle. S. Ferret affirme le primat de l'unicité compositionnelle sur la continuité spatio-temporelle. Selon lui, le premier critère conditionne et détermine l'identité, tandis que le deuxième n'en est qu'une conséquence possible. De plus, ce critère de l'unicité compositionnelle sous un concept sortal, se présente comme « le plus intuitif et le plus fondamental des (...) critères d'identité à travers le temps ». Reformulée d'une manière qui la concilie avec le changement, la thèse de l'unicité compositionnelle pose que « deux occurrences de particuliers a et b sont deux occurrences de la carrière d'un seul et même particulier si et seulement si (i) a et b sont sortalement identiques, (ii) les composants de a sont, jusqu'à un certain point, inclus dans b et les composants de b sont, jusqu'à un certain point, inclus dans a, et (iii) les composants de a et b sont assemblés selon une structure et un agencement similaires. » (Ibid., pp. 107, 106, 102).

changement. Il écrit:« jusqu'à quel point peut-on changer (ex : amputation de membres et leur remplacement par des prothèses) tout en demeurant la même personne? ». ⁶²

La fixation d'une limite aboutirait selon Ferret à des paradoxes insolubles comme celui du problème du « bateau de Thésée » ⁶³, qu'il examine minutieusement car il met en conflit les deux critères traditionnels d'identité (la continuité spatio-temporelle et l'unicité compositionnelle) et démontre leur insuffisance pour rendre compte des problèmes de l'identité.

Ces analyses mettent en lumière des aspects subtils du problème de la permanence et du changement qui permettent de dégager la perspective dans laquelle nous pouvons interpréter le sens des changements de notre monde. Dans ce sens, les dilemmes rencontrés dans la construction d'un objet de la connaissance semblent engendrés par les paradoxes du changement et de la permanence ainsi que par les dichotomies qui en découlent. Le travail de construction théorique d'un objet d'analyse qui évolue dans le temps consiste à articuler le changement et la permanence de façon à permettre de saisir leur interdépendance (ex : la dialectique). Ce travail devrait également permettre de distinguer le cas où l'interdépendance entre le changement et la permanence est possible (changement de type 1 préservant l'identité d'un particulier) du type de changement (2) qui touche la définition même d'un particulier, c'est-à-dire les règles de son fonctionnement. Il n'est plus possible alors de parler d'une continuité de cette identité dans le temps mais d'une rupture, d'un passage d'une entité ontologique à une autre.

Appliquée à l'analyse du temps historique, cette idée du passage d'un état à un autre peut être exprimée à travers la notion de mutation. Cette idée souligne une discontinuité radicale dans la saisie du temps historique. La transition, quant à elle, nécessite de dépasser la dichotomie continu/discontinu dans la saisie du temps historique.

⁶² Ibid., p. 102; Ferret, *Le philosophe et son scalpel: le problème de l'identité personnelle*, Paris, Minuit. 1993.

⁶³ Le problème posé est ainsi décrit: « En ce qui concerne la différence produite par les réparations incessantes effectuées sur le bateau de Thésée. réparations qui consistaient à enlever les vieilles planches et à en mettre de nouvelles. les Sophistes d'Athènes avaient coutume de débattre pour savoir si le bateau obtenu. une fois que toutes les planches ont été remplacées. était le même bateau numérique que celui du départ. Et si un homme avait gardé les vieilles planches qui ont été enlevées et les avaient ensuite assemblées dans le même ordre pour en faire un bateau. celui-ci. sans doute. serait le même bateau numérique que celui du départ. De sorte qu'il y aurait deux bateaux numériquement les mêmes. ce qui est absurde » (Ferret. *Le bateau de Thésée*, op. cit., p. 108).

Pour bien appréhender la spécificité de cette perspective, examinons plus en profondeur le traitement de ce couple conceptuel, en ce qui concerne la saisie du temps historique et l'interprétation du sens de son déroulement.

1.1.2 Temps historique, transition et mutation: continuisme/discontinuisme

L'une des conséquences de la problématique du changement et de la permanence est l'idée de la «continuité/discontinuité» du temps historique, qui occupe une place importante dans l'étude du «social-historique». Elle est à l'origine du clivage opposant ceux qui conçoivent l'histoire comme un «procès continu» à ceux qui la considèrent plutôt comme un «procès discontinu».

Retenant comme principe d'intelligibilité de l'histoire la continuité dans la succession de périodes distinctes et non la «scansion du temps en segments», le continuiste tient l'existence éventuelle dans la durée de moments différents «pour bien secondaire par rapport à la continuité». Pour lui, cette «tendance (...) paraît centrale, (elle) est censée parcourir d'un bout à l'autre l'évolution de l'humanité et (...) il (lui) assigne le rôle de force motrice du devenir». ⁶⁴

Le discontinuisme met l'accent sur les ruptures historiques. Mais même s'ils mettent tous l'accent sur les ruptures, ce ne sont pas tous les discontinuismes qui prennent en compte les phénomènes de transition. Il existe en fait un continuisme radical et un continuisme modéré. ⁶⁵ Étant donné que le premier correspond à une sorte de «rupturalisme» concevant les ensembles historiques comme étant séparés par des cassures, comme «se tournant le dos» ⁶⁶, on ne peut dans son cadre parler de transition mais de «mutation». C'est plutôt dans le cadre d'un discontinuisme modéré, appelé aussi «discontinuisme de la périodisation» que

⁶⁴ Ibid., p. 6

⁶⁵ Ibid., pp. 7-8.

⁶⁶ Exemple: Foucault. L'irréductibilité des entités historiques qu'il repère. Il est considéré à cet égard comme le rupturaliste par excellence. (Ibid.). Consulter aussi à ce sujet François Dosse. «Foucault face à l'histoire». loc. cit. *EspacesTemps*, n°: 30, 1985, pp. 4-22.

la transition est considérée comme l'une des dynamiques ou «modes majeurs de structuration-déstructuration des configurations sociales»⁶⁷.

Si le privilège théorique est accordé dans cette perspective à la discontinuité, elle pose qu'il y a quand même un «cours de base», une «trame», un «cours fondamental de l'histoire humaine» constituant un «cours continu». Dans ce sens, le «discontinuisme de la périodisation», est une combinaison de visions continuiste et discontinuiste «à dominante discontinuiste» où la logique du discontinu, qui «détermine périodiquement des ruptures vers du significativement nouveau», soumet l'enchaînement permanent des phénomènes dans le temps à un découpage de périodes différentes séparées par des fractures⁶⁸.

Dans la réflexion sur la genèse et le développement du monde contemporain nous sommes confrontés à des dilemmes issus des problèmes décrits ci-dessus. Rupture ou continuité? Cette question est souvent posée d'une manière ou une autre dans les réflexions sur le monde dans lequel nous vivons en ce début du vingt-et-unième siècle. Elle est devenue de plus en plus centrale depuis les attentats du 11 septembre, soulignant le besoin de comprendre les enjeux internationaux et les tendances à l'œuvre dans la marche du monde. Pour comprendre les transformations sociétales en jeu, cette thèse part de l'idée que nous avons besoin d'un mode d'analyse du social-historique qui permet de voir le fonctionnement des modes

⁶⁷ Sfia et Hamel écrivent à cet égard: « Dès lors, celui qui armé de cette grille d'analyse - celle du «discontinuisme de la périodisation» -, observe la «scène du monde» - dans son étendue temporelle et spatiale - peut se trouver, selon le cas, devant l'une ou l'autre des deux réalités suivantes: ou bien une dynamique qui, pour l'essentiel, est celle d'un système de rapports sociaux qui est en phase de *reproduction* (simple ou élargie, intensive ou extensive, etc.); ou bien une dynamique qui, pour l'essentiel, est un processus de transition d'un système de rapports sociaux à un autre. Reproduction et transition sont les deux modes majeurs de structuration-déstructuration des configurations sociales » (loc. cit., p. 8). C'est dans cette perspective que s'inscrit l'analyse que fait I. Wallerstein du développement historique et des transitions qui peuvent marquer le temps historique.

⁶⁸ Ibid. Sfia et Hamel écrivent aussi: « Le «discontinuisme de la périodisation» (...) est présent, comme paradigme en quelque sorte «immédiat», chez bien des analystes de l'histoire. (...) (L)es grands représentants (de l'école historique française) ont été, chacun à sa façon, des «discontinuistes de la périodisation». Plus spécialement, les deux fondateurs de cette école, Lucien Febvre et Marc Bloch, se sont représenté le temps historique comme un continu mais comme un continu qui sert de *support* à une *succession d'époques* distinctes, de *formes* distinctes: des types de civilisation pour Lucien Febvre, des types de société pour Marc Bloch. Mais c'est le marxisme «historiciste» qui illustre le mieux l'approche «discontinuiste périodisante». Et c'est peut-être quelqu'un comme Pierre Vilar qui, plus clairement que quiconque, a formulé l'idée que la *trame* de l'histoire c'est l'évolution continue des rapports sociaux structures sociales, luttes de classe, etc.), mais que, parce que des changements qualitatifs des rapports sociaux interviennent de temps à autre, l'histoire consiste en une *succession de systèmes de rapports sociaux* ». (Ibid.)

majeurs de structuration-déstructuration des configurations⁶⁹ sociales dans la longue durée, c'est-à-dire la reproduction, la transition et la mutation.

Ma thèse tente de répondre à la même question principale qui préoccupe Ferret: qu'est-ce qui fait qu'un particulier est le même (identité) à travers le temps malgré les changements qu'il peut subir? En ce qui concerne cette question qui se trouve au fondement de toute démarche théorique et qui cherche à savoir s'il y a un sens à parler d'un seul et même particulier qui continue à exister à travers les changements dans le temps, Ferret met l'accent sur le problème de l'identité dans le temps comme étant le fondement ontologique de la question du changement.

La présente thèse identifie comme décisive la question cruciale des limites décrite par Ferret. Cette question se pose aussi dans le problème du découpage d'une unité d'analyse du social-historique: État-société, société-monde, aires géoculturelles ou économie-monde qui se constitue en système-monde. Elle est aussi décisive quand il s'agit de déterminer et d'évaluer le sens des transformations que connaissent les sociétés contemporaines sous le signe de la globalisation.

Au-delà de ses transformations, le capitalisme continue de définir les dynamiques qui affectent les sociétés contemporaines. L'identité de ce système historique comme économie-monde est maintenue à travers ses transformations. Cette économie-monde, peut être définie comme un système fondé sur «une division axiale du travail faisant appel à des processus de

⁶⁹ Je reprends ce concept de la sociologie de Norbert Élias. Ce concept est issu de sa critique de l'opposition classique entre individu et société qui apparaît comme l'un des fils conducteurs de ses travaux comme elle l'est pour la sociologie de Michel Freitag (voir plus bas dans le texte pour une explication plus détaillée de la sociologie dialectique de Freitag). Mettre en cause cette opposition suppose d'abord dans la pensée d'Élias la mise à distance des tendances substantialistes associées à nos usages courants du langage ensuite l'utilisation des armes de l'histoire pour étudier l'« émergence historique d'une problématique de la conscience de soi et de l'intériorité (comme opposées aux autres et à l'extériorité) dans la philosophie occidentale » comme « symptôme (...) de transformations sociales plus larges, d'évolutions des structures de la personnalité propres à un "stade" particulier du "processus de civilisation" occidental. La tentative d'Élias de dépassement de l'opposition individus/société dans le champ des sciences sociales se traduit aussi dans la sociologie d'Élias par le déplacement de l'objet de la sociologie qui n'est pas la société comme simple agrégation des unités individuelles (individualisme méthodologique, ni comme ensemble un ensemble interdépendant des actions individuelles (holisme). « L'objet propre de la sociologie pour Norbert Élias, ce sont des individus interdépendants. C'est dans cette perspective que les notions d'individu et de société peuvent retrouver un sens sociologique, mais subordonné à la notion d'interdépendance... La société est donc conçue comme le tissu mouvant et changeant des multiples dépendances réciproques qui lient les individus les uns avec les autres. Mais le tissu social est traversé par de nombreuses formes d'interrelations qui s'entrecroisent. Norbert Élias nomme "configuration" (parfois aussi traduit par "figuration" ou "formation") les formes spécifiques d'interdépendance qui relient les individus entre eux » (Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995). Dans mon texte le concept de configuration a le même sens que celui qu'utilise Élias et répond à l'exigence qui sera décrite plus bas d'éviter les faux problèmes classiques de la sociologie reliés à l'opposition individualisme-holisme.

production intégrés». Cela permet de définir les limites et l'évolution de la production de l'espace caractéristique de cette économie-monde.⁷⁰ Ces limites peuvent changer à travers le temps (et dans l'espace) sans modifier l'identité de ce système historique tant que cette définition reste valable. Ainsi l'économie-monde (née au XVI^e siècle) est toujours le même système historique qui organise le monde et qui est la scène de ses changements, malgré les transformations qu'elle a connues et même si ses limites spatiales se sont étendues à l'échelle de la planète. Il est donc important de mettre en lumière les éléments de continuité et de similitude⁷¹ qui font l'identité de ce système historique au cours de son évolution, depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours. Les transformations actuelles de notre monde sont à comprendre dans leur inscription dans l'histoire de l'économie-monde capitaliste⁷².

Dans les débats sur les transformations des sociétés contemporaines et par rapport à la question de la définition du sens de l'évolution de la modernité (parachèvement de la modernité ou rupture postmoderne), Michel Freitag applique le même principe du critère de définition de l'identité (et des limites formelles de cette identité) à son objet d'analyse, la société moderne, pour appréhender ses transformations dans le temps. Il identifie « le mode de reproduction politico-institutionnel » comme ce qui définit la modernité et en fait un critère pour juger et évaluer le sens des transformations des sociétés contemporaines. Il affirme ainsi qu'une théorie critique

« (...) ne saurait se contenter de constater l'ampleur du changement social mais (...) prend nécessairement position sur son sens et sa valeur. Or un tel sens et une telle valeur ne peuvent être appréhendés dans le changement que si celui-ci révèle une certaine cohérence systématique qui peut elle-même être rapportée à quelques principes, lesquels par la référence qui leur est faite dans le cours même de la vie sociale, sous-tendent et orientent le développement de ses formes historiques....Pour la pensée critique parler de "changement" ne veut pas dire grand-chose si le sens de ce changement, par delà son évidence factuelle, reste conceptuellement insaisissable ou innommable ».⁷³

⁷⁰ Wallerstein. « Système mondial contre système-monde: le dérapage conceptuel de Frank ». in *Sociologies et sociétés*, loc.cit., pp. 219-222., p. 221.

⁷¹ Wallerstein. « Vers une recomposition des sciences sociales ». *EspacesTemps*, n° 29, 1985, pp. 36-42. p. 38.

⁷² « (...) we seek to assess what happened in the world-system between 1945 and 1990, in order to make plausible projections about the trajectory of the world-system in the next twenty-five to fifty years. The years 1945-1990, however, cannot be appropriately appreciated without understanding that they are merely the latest period in the long history of the modern world-system, a historical social system which originated in the sixteenth century». (Terence Hopkins et Immanuel Wallerstein [coordination de]. « The World-System: Is There a Crisis? ». in *The Age of Transition: Trajectory of the World-System 1945-2025* . London, Zed Books, 1996, pp. 1-10, p. 2).

⁷³ Freitag, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*. Québec, Les presses de l'université Laval, 2002, p. 58.

Cette analyse des changements sociaux à long terme ou dans la « longue durée » cherche en même temps à ne pas se contenter de constater l'ampleur du changement social mais à en interpréter le sens et la valeur. Dans la théorie freitagienne de la société, le critère du mode de régulation des rapports sociaux définit le type formel de la société. Pour Freitag, « le concept intégrateur permettant de saisir théoriquement la réalité sociétale historique » de la société moderne sera le mode de « mode de reproduction politico-institutionnel ». « C'est celui qui va (lui) permettre de donner, analytiquement, un sens conceptuel précis à la notion historique de modernité, et ensuite, par contraste, à celui de postmodernité »⁷⁴. Quand il l'applique à la société contemporaine, ce critère lui permet en effet de soutenir que le mode de régulation des rapports sociaux dominant obéit formellement à toute une autre logique et produit une société toute autre que celles de la modernité. Cela lui permet de parler de la mutation postmoderne (discontinuité radicale) de la société et non plus d'une transformation qui serait un parachèvement ou un déclin de la modernité (perspective continuiste). Nous assistons dans le cadre de la globalisation également selon lui à la généralisation des modes de régulation caractéristiques de la postmodernité.

Dans la ligne de Freitag, en essayant d'appréhender la signification des transformations socio-politiques que connaissent les sociétés contemporaines sous le signe de la globalisation (mais aussi à saisir les contradictions de la modernité), la présente thèse adopte le politique, comme mode de régulation des rapports sociaux, comme critère de leur évaluation. Son évolution comme mode de régulation des rapports sociaux permet de saisir la spécificité de l'époque contemporaine.

Au-delà de leurs différences et de leurs spécificités, la théorie des systèmes-mondes ainsi que la théorie critique de la postmodernité de Michel Freitag tentent ainsi de répondre à la question de la rupture et de la continuité des formations sociales en partant de la même méthode. Si elles ne mobilisent pas les mêmes unités d'analyse pour comprendre l'origine et l'évolution de ces formations, elles partagent la même sensibilité aux problèmes relatifs à la définition des limites de leur objet d'analyse qu'ils affrontent d'emblée comme un aspect fondamental de l'élaboration des matrices conceptuelles sur lesquelles repose leur travail théorique. Leurs matrices conceptuelles respectives sont construites avec une sensibilité particulière au traitement de la question du changement historique.

⁷⁴ Yves Bonny. « Introduction ». in Michel Freitag. *L'oubli de la société*, op.cit., pp. 11-53 , p. 40.

De même, cherchant à répondre à la question de la rupture et de la continuité sans réduire la complexité de la réalité à une alternative entre une histoire conçue comme procès continu ou l'existence éventuelle dans la durée de moments différents et tenue «pour bien secondaire par rapport à la continuité»⁷⁵, ou une histoire conçue comme procès radicalement discontinu, cette thèse part de l'idée braudélienne de la pluralité des temps. Le modèle braudélien constitue le principe d'organisation de ses chapitres. Dans sa réflexion sur le sens des transformations que connaissent les sociétés contemporaines sous le signe de la globalisation, ma thèse tente de dépasser le temps court de l'histoire dans le cadre duquel s'incrivent les événements (introduction) au sein de l'ordre global, elle interroge le sens des conjonctures de la globalisation en examinant les discours qui tentent d'en rendre compte (chapitre 2 et chapitre 3). Elle défend la thèse que ce sens est mieux à même d'être saisi dans la moyenne et la longue durée du temps historique (ce que les chapitres 4 et 5 tentent de faire) qui permettent de prendre en considération la continuité (chapitre 4) et la rupture des formations sociales analysées, ainsi que des modes de régulation sociétaux qui en sont caractéristiques (chapitre 5).

1.1.3 De la pluralité des temps

Fernand Braudel, maître de l'école historique française des *Annales* et héritier de ses directeurs, Marc Bloch et Lucien Febvre, a essayé de répondre au défi du dépassement de l'opposition entre l'analyse diachronique et l'analyse synchronique en mettant en lumière la non-linéarité du déroulement historique et la pluralité des temps. Avant même l'éclosion du structuralisme, l'école des *Annales* a déplacé le centre d'intérêt de l'étude historique de «l'histoire historisante» vers la longue durée, «vers les grands socles sous-jacents, trop facilement enterrés par l'école positive au profit d'une histoire à souffle court, étroitement politico-militaire». Cependant, les données structurelles sont dynamisées à travers la

⁷⁵ L'une des conséquences de la problématique philosophique de la permanence et du changement, ou de l'être et du devenir (Héraclite versus Parménide), est l'idée de la «continuité/discontinuité» du temps historique, qui occupe une place importante dans l'étude du «social-historique». Elle est à l'origine du clivage opposant ceux qui conçoivent l'histoire comme un «procès continu» à ceux qui la considèrent plutôt comme un «procès discontinu». Retenant comme principe d'intelligibilité de l'histoire la continuité dans la succession de périodes distinctes et non la «scansion du temps en segments», le continuiste tient l'existence éventuelle dans la durée de moments différents «pour bien secondaire par rapport à la continuité». Pour lui, cette «tendance (...) paraît centrale. (elle) est censée parcourir d'un bout à l'autre l'évolution de l'humanité et (...) il (lui) assigne le rôle de force motrice du devenir». Il est possible de distinguer trois grandes formes du continuisme: a) l'idée qu'il y a progrès continu. b) l'idée qu'il y a une régression continue. c) l'idée qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Cf Hamel et Sfia. « Sur la transition », loc.cit., p. 5.

dialectisation des phénomènes de conjoncture et de structure, affirme François Dosse⁷⁶. C'est donc une rupture épistémologique que vise à réaliser l'école des annales.

Fondé en 1929, dans un contexte marqué par la crise économique ainsi que par le traumatisme de la guerre de 1914 et de ses effets, le projet de l'école des Annales prend ses distances avec l'histoire «événementielle» mettant l'accent sur le politico-militaire ainsi qu'avec l'évolutionnisme qui domine les sciences sociales. Cette histoire renouvelée emprunte toutefois à ces sciences sociales leurs procédures qu'elle vise à intégrer dans un programme de synthèse théorique.

Ce programme qui occupe une place centrale dans son projet offre une troisième voie entre l'histoire historisante et événementielle et entre les généralisations structurelles (incluant même le marxisme). Cela met en cause le débat, qui a souvent été décrit comme une opposition entre méthode idiographique (met l'accent sur la singularité des faits sociaux et historiques) et méthode nomothétique (met l'accent sur la recherche de lois générales qui décrivent les phénomènes observés) (*Methodenstreit*) et qui a souvent obligé les analystes du social-historique à choisir entre ces deux modes de recherche. C'est pour en finir avec cette fausse alternative que Braudel insiste sur la nécessité de complexifier le réel et non de le simplifier, qu'il met l'accent sur la non-linéarité du discours historique.

Il élabore alors une typologie de temporalités multiples, où «la longue durée se double (...) d'une pluralisation du temporel, (où) elle se subdivise en plusieurs temporalités»⁷⁷. Cette «structure feuilletée du temps» présente une construction de temps solidaires les uns les autres, s'intégrant dans une totalité indissociable: le court terme, le moyen terme, le long terme. Il est, cependant, important de ne pas considérer ces temps, que construit Braudel comme un «contre-feu au structuralisme», comme s'intégrant dans une longue tranche chronologique. La longue durée désigne un rythme d'évolution.

En soulignant les risques de déformation de la longue durée, Jacques Le Goff, l'un des représentants de la troisième génération des *Annales*, affirme que le schéma des temps construit par Braudel correspond à des rythmes différents de la durée, de l'évolution de l'histoire. En ce sens, il n'y a pas pour lui une identité entre la longue durée et les structures

⁷⁶ *Histoire du structuralisme*, tome I. Paris, La Découverte, 1991, p. 217

⁷⁷ François Dosse, « L'histoire en miettes. des Annales militantes aux Annales triomphantes », *EspacesTemps*, n° 29, 1985, pp. 47-60, p. 51

de Lévi-Strauss. Selon Le Goff, «ce n'est pas la substance de la longue durée qui l'intéressait (Braudel) le plus mais le rythme»⁷⁸ La position qu'adopte Braudel dans le découpage historique est décrite comme celle du «juste milieu» dans les débats en sciences sociales autour de son œuvre. Elle s'inscrit dans une vision synthétique large qui «frappe les imaginations » et saisit de nombreux chercheurs en sciences sociales. L'invitation à prendre en considération la complexité et le dynamisme de la réalité socio-historique loin du réductionnisme positiviste exacerbé et de l'universalisme pur a trouvé un écho chez toute une génération de chercheurs «dans le sillage des événements de 1968, qui ont bouleversé le monde universitaire»⁷⁹.

Une sociologie qui sans négliger la courte durée, le temps de l'événementiel, s'intéresse à la moyenne et la longue durée du temps historique permet de prendre en considération la continuité et la rupture des modes de régulation sociétaux. Seule une analyse qui rend compte tant de l'identité, de la continuité, du changement, que de la pluri-dimensionnalité et du caractère dialectique la réalité elle-même stimulera la pensée critique dans ce sens. Répondre à une telle exigence permettra d'éviter un faux choix entre une analyse totalisante en termes d'invariants historiques et une description absorbée dans les particularismes et les faits singuliers de l'histoire, c'est-à-dire dans l'événementiel.

C'est ce genre d'analyse qui permet de répondre à la question de la rupture et de la continuité sans réduire la complexité de la réalité à une alternative entre une histoire conçue comme procès continu où l'existence éventuelle dans la durée de moments différents et tenue «pour bien secondaire par rapport à la continuité»⁸⁰, ou une histoire conçue comme procès radicalement discontinu. Cette analyse des changements sociaux à long terme ou de longue durée cherche en même temps à ne pas se contenter de constater l'ampleur du changement social mais à en interpréter le sens et la valeur. De même, elle cherche à ne pas figer les rapports sociaux examinés dans une description qui est soit subjectiviste, soit objectiviste, positiviste et réifiante.

⁷⁸ Jacques Le Goff. « Le changement dans la continuité ». *EspacesTemps*, n°: 34-35, 1986, pp. 20-22.

⁷⁹ Immanuel Wallerstein. Centre Fernand Braudel, « *Report on an Intellectual Project: The Fernand Braudel Center, 1976-1991* », publié sur le site internet de ce centre. URL : <http://www.binghamton.edu/fbc/fbcintel.htm>, consulté le 11 février 2005.

⁸⁰ Hamel et Sfia. « Sur la transition ». loc.cit., p. 5.

1.2 Autres problèmes relatifs au découpage de l'objet d'analyse

1.2.1 Au-delà de certains modes d'analyse binaires en sciences sociales

Ayant gardé les traces conceptuelles des traditions philosophiques dont elles sont issues, les sciences sociales sont dominées dans leurs analyses des phénomènes sociaux par des dichotomies telles que matériel/idéal, réel/idéal, objectif/subjectif, théorique/pratique, etc. En accordant, dans la relation entre le sujet et l'objet de la connaissance, un poids à un pôle de cette relation plutôt qu'à l'autre, elles reproduisent les oppositions traditionnelles entre réalisme et idéalisme⁸¹.

La première position théorique « assimile la connaissance à une simple réception de l'objet par le sujet ». Celui-ci est alors censé seulement refléter le réel. Il en est « affecté » et le problème de la validité de la connaissance met en cause la déformation que le sujet peut induire. Mais, dans tous les cas, « l'initiative incombe dans le processus de la connaissance, ainsi conçu, au réel qui s'offre à la sensibilité »⁸².

Il y a différentes perspectives réalistes mais, au-delà de la diversité des réalismes, il y a des hypothèses de base constituant l'identité fondamentale de cette épistémologie⁸³. Cette option épistémologique pose en effet « la réalité essentielle de la réalité existentielle » (hypothèse ontologique). Les concepts correspondent, en ce sens, à une réalité postulée indépendante

⁸¹ Corcuff parle de l'opposition entre idéalisme et matérialisme, qui domine les analyses en sciences sociales, comme étant associée à la dichotomie idéal/réel. Il écrit : « Dans la tradition philosophique, l'idéalisme "consiste à ramener toute existence à la pensée" (...) le matérialisme étant "la doctrine d'après laquelle il n'existe d'autre substance que la matière" (...) l'opposition entre les idées et la matière est elle-même souvent associée à d'autres couples de concepts. Comme esprit/corps ou idéal/réel » (op.cit. p. 40).

Cette distinction philosophique a été reprise par Karl Marx (1818-1883) et a servi à distinguer d'un côté "une superstructure" (dont la "conscience sociale") plongeant ses racines dans une "infrastructure" ("La structure économique"). Selon Corcuff, « ce type d'analyse a joué un certain rôle dans les années 1950-1970. où le débat autour du "marxisme" a eu des effets importants dans les sciences sociales. ce qui s'est aujourd'hui estompé. Toutefois, l'opposition infrastructure/superstructure, réactivant des couples plus anciens en philosophie, comme essence/apparence ou réel/apparence, n'est pas sans impact encore actuellement au sein de nos disciplines, dans la façon d'opposer un "vrai réel" (plus "dur" et plus "déterminant") à un réel plus "superficiel" ou plus "illusoire" (plus "faux" et plus "déterminé") » (Ibid.).

⁸² Jean-Michel Besnier, *Histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, t. 1, Paris, Grasset & Fasquelle, 1993, pp. 557-558.

⁸³ Jean-Louis Le Moigne, *Les épistémologies constructivistes*, Paris, P.U.F., 1995, p. 17

des observateurs qui la décrivent», antérieure à eux, immatérielle (réel en soi). Cette réalité est potentiellement connaissable ou

« (...) descriptible sous forme de connaissances généralement additives. et ces connaissances nous disent peu à peu l'essence, la substance, la permanence des choses, par-delà la diversité éventuelle de leurs apparences et de leur comportement»⁸⁴.

Cette connaissance que constitue progressivement la science est communicable et enseignable, étant donné sa vérifiabilité (ou sa falsifiabilité).⁸⁵ L'hypothèse déterministe est complémentaire à l'hypothèse ontologique. L'épistémologie réaliste (et positiviste) pose en fait aussi qu'«il existe quelque forme de détermination interne propre à la réalité connaissable, détermination elle-même susceptible d'être connue». Le principe de causalité exprime cette hypothèse et assure que chaque effet de la réalité est produit par quelque cause «toute simple et facile» (idéal cartésien).⁸⁶ Ce principe est considéré comme une condition nécessaire pour la science.

Le positivisme, point de vue philosophique sur la science, rejoint la doctrine empiriste pour affirmer que «les faits parlent d'eux-mêmes. Alain Accardo et Pierre Corcuff décrivent cette doctrine comme posant que « la science consiste essentiellement à enregistrer l'expérience, à constater des faits, à les "laisser parler" sans rien y ajouter»⁸⁷. Auguste Comte, le père en philosophie du positivisme, le définit d'abord en rejetant toute légitimité de la métaphysique. « Le principe de la connaissance consiste à partir de l'observable et à s'y tenir. La pensée ne peut atteindre que des relations et des lois ». On retrouve ce même refus de reconnaître toute prétention philosophique à un savoir distinct au savoir scientifique dans le néopositivisme logique du cercle de Vienne. La métaphysique y est en effet « citée comme l'exemple du non-sens engendré par la méconnaissance de la logique réelle du langage ». Seule l'expérience sensible constitue le critère de vérité objective. Fidèles à cet ensemble de principes épistémologiques, le positivisme sociologique et le néopositivisme « postulent que le traitement mathématique et logique des faits et la preuve empirique sont les sources

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ Ibid., pp. 19-20.

⁸⁶ Ibid., p. 21.

⁸⁷ Accardo et Corcuff, op.cit., p. 229.

exclusives d'une sociologie scientifique, laquelle exclut tout projet autre que la découverte entre les faits de relations constantes de similitude, de succession ou d'interaction»⁸⁸.

Si cette épistémologie donne priorité à l'objet en ce qui concerne la détermination des fondements de notre connaissance, l'idéalisme explique cette connaissance par les «compétences cognitives»⁸⁹ du sujet connaissant. Les diverses épistémologies idéalistes sont en fait fondées sur l'argument initial du

« (...) primat absolu du sujet connaissant capable d'attacher quelque valeur à la connaissance qu'il constitue: la connaissance implique un sujet connaissant et n'a pas de sens ou de valeur en dehors de lui. Autrement dit, ce sujet n'est pas tenu de postuler (ou d'exclure) l'existence ou la non existence du réel connaissable qui lui serait étranger, et l'inconnu n'est pour lui qu'un connaissable en instance d'actualisation»⁹⁰.

Le réel se réduit dans la version extrême de cet idéalisme à ce que l'esprit en pense comme l'illustre l'immatérialisme de George Berkeley⁹¹. La version la plus élaborée de l'idéalisme est celle de «l'idéalisme transcendantal» d'Immanuel Kant. En essayant de dépasser l'opposition entre l'idéalisme et l'empirisme pour rendre compte de l'acquisition des savoirs, Kant propose en fait l'idée de «la rencontre entre un sujet doté de compétences a priori et une matière irréductible à ce sujet»⁹². Mais la connaissance n'est possible que par une construction effectuée par le sujet à travers les formes a priori qui s'appliquent au «matériau

⁸⁸ André Akoun, « Positivisme et néopositivisme », in Raymond Boudon, Philippe Besnard, Mohamed Cherkaoui et Bernard-Pierre Lécuyer (dir.), *Dictionnaire de La sociologie*, Paris, Larousse, 1995, p. 178

⁸⁹ Ces facultés sont la sensibilité, l'imagination et l'entendement. Besnier écrit: «L'analyse de la représentation conduit en effet à distinguer dans le sujet au moins trois facultés responsables de la connaissance (...): 1) la sensibilité, grâce à laquelle le réel se donne à nous comme objet de la perception; 2) l'imagination qui nous le propose comme non physiquement présent, soit à titre de souvenir, soit comme produit à partir de fragments empruntés à la perception; 3) l'entendement qui nous le découpe de manière abstraite, à travers quelques uns de ses aspects (ses prédicats) susceptibles d'être identifiés dans d'autres objets». (*Histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, op. cit. p. 557).

⁹⁰ Le Moigne, op. cit., p. 67.

⁹¹ Besnier, *Histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, op. cit., p. 558. «George Berkeley (1685- 1753) développe sa théorie de l'immatérialisme (en partant de) la présupposition lockienne (John Locke) selon laquelle seules les idées (représentations) peuvent être les objets immédiats de la conscience (...). (II) se dresse contre (le) matérialisme (selon lequel l'origine des idées réside dans les choses matérielles du monde extérieur) et cherche à montrer qu'il est inutile de supposer des choses matérielles derrière les idées, et que l'être des objets n'est rien d'autre que l'être-perçu sensible. (...) Seuls existent les idées et l'esprit, car le concept de matière est une fiction de langage, qui recouvre en raccourci des sensations diverses que nous regroupons et que par commodité nous appelons indûment matière». (Kunzmann, Burkard et Wiedmann, op. cit., p. 123).

⁹² Besnier, *Histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, op. cit., t.1, p. 558.

de l'expérience sensible»⁹³. En essayant de «sauver la science» du scepticisme de Hume⁹⁴, Kant propose un changement de méthode qualifié par plusieurs comme une révolution copernicienne dans l'histoire de la philosophie⁹⁵.

Dans cette perspective, ce ne sont pas les objets qui déterminent la connaissance mais plutôt notre faculté de connaître. Les faits sont impuissants en eux-mêmes à constituer un savoir universel et nécessaire.⁹⁶ Ils sont organisés par les formes a priori de l'espace et du temps qui font partie de la structure même de notre esprit et qui sont nécessaires et universelles. L'universalité a priori de ces «prismes», à travers lesquels l'expérience se réfracte et qui construisent l'ordre du monde, est à l'origine de la possibilité de la science et de son universalité. Ainsi, « la causalité cesse d'être, comme le pensait Hume, une simple habitude psychologique pour devenir une structure nécessaire et universelle de l'esprit humain ».⁹⁷

Cette antinomie de l'objectif et du subjectif a donné lieu au sein de l'épistémologie à distinction de la vraie connaissance de la fausse connaissance, ou de l'idéologie. Cette

⁹³ Besnier, *Les théories de la connaissance*, Paris, Flammarion, 1996, pp. 116-117. Cet auteur écrit à propos de l'idéalisme: «...L'idéalisme en est ainsi venu à s'opposer au réalisme ou au matérialisme en accordant au sujet de la connaissance les pleins pouvoirs pour "informer" la réalité. Absolu, il conduit ce sujet à se croire producteur du monde lui-même: transcendantal, il suppose en lui des formes a priori destinées à s'appliquer au matériau de l'expérience sensible. Dans ce dernier sens, il s'accommode avec le réalisme empirique» (Ibid.).

⁹⁴ Selon David Hume, grande figure du XVIII^e siècle anglais, la causalité est une croyance subjective. Son projet fondamental est « d'introduire dans la science de l'homme la méthode d'investigation empirique », c'est-à-dire de compter sur l'expérience et l'observation. Il développe, dans cette perspective, un scepticisme mesuré, qui opère une limitation critique des possibilités de connaissance de l'homme ». En fait, Hume ébranle l'optimisme des Lumières qui croyaient au progrès ainsi que l'idée d'une science certaine comme celle de Descartes en ramenant le principe de causalité « à une liaison associative habituelle (habitude mentale) et à une croyance subjective ». Selon lui, « le particulier qui se répète ne peut jamais être une preuve du général (induction) ». Ce scepticisme humien a ébranlé Kant, en le « réveillant d'un sommeil dogmatique », mais « une fois le dogmatisme mis en cause, tout est à reconstruire: il faut sauver du doute sceptique la science de Newton ». (Kunzmann, Burkard et Wiedmann, op. cit., p. 125; Russ, *Histoire de la philosophie*, op. cit., pp. 99-100. Consulter aussi pp. 97-107).

⁹⁵ Besnier décrit, comme suit, ce changement de méthode: « on cherchait, avant Kant à comprendre comment nous recevons dans notre esprit les représentations (des faits) qui façonneront notre savoir - un savoir qui, dans la science, prétend à l'universalité. (...) à l'instar de Copernic prenant le parti de l'héliocentrisme, Kant décide (...) de changer de perspective: on ne dira plus que le sujet connaissant doit tourner autour de l'objet pour le comprendre mais, au contraire que cet objet se règle sur les facultés du sujet, c'est-à-dire qu'il est connu en autant qu'il satisfait aux caractéristiques structurelles de ces facultés » (*Les théories de la connaissance*, op.cit., p. 49).

⁹⁶ Selon Immanuel Kant « la nécessité et l'universalité, qui qualifient les vérités scientifiques, sont les "marques sûres d'une connaissance a priori" ». La causalité procède justement de cette connaissance: elle est à ce titre soustraite aux contingences de l'expérience et appartient à la catégorie de relation sans laquelle le monde des objets physiques serait inconcevable pour nous (...) sans un tel principe, la physique de Newton ne serait que fantaisie». (Ibid., p. 50).

⁹⁷ Russ, *Histoire de la philosophie*, op.cit., p. 105.

distinction a été faite à partir de la conception de la science fondée sur la méthode de Descartes et le projet newtonien d'une science universelle. La vérité étant associée dans ce projet à l'observable et aux lois gouvernant ses relations, la science est devenue synonyme de la science naturelle définie comme totalement distinguée d'une autre forme de connaissance «parfois appelée “arts”, parfois “humanités”, d'autres fois “lettres” ou “belles lettres” ou encore “philosophie”»⁹⁸.

Ainsi, si «la science en vint à être définie comme la recherche des lois universelles de la nature qui restent vraies en tout temps»⁹⁹, c'est cet idéal que les sciences sociales naissantes ont adopté dans leur quête de légitimité et à travers le processus de leur institutionnalisation. Leur création se révèle donc comme faisant «partie intégrante de la tentative du XIX^e siècle de garantir et de développer une connaissance «objective» de la réalité sur la base de découvertes empiriques»¹⁰⁰. Le positivisme fut alors adopté par les sciences sociales, aspirant à reproduire le modèle d'une science universelle (modèle de la Mécanique céleste, des sciences de la nature), comme le fondement de leur légitimité. Les principes du positivisme logique (surtout le principe de la vérification)¹⁰¹ s'inscrivant dans la philosophie analytique et qui a été une orientation principale de la pensée européenne dans les années 1920 et 1930, ont reproduit et approfondi le gouffre séparant les sciences de la nature des humanités surtout à partir du milieu du XIX^e siècle.

⁹⁸ Immanuel Wallerstein (sous la direction de), *Ouvrir les sciences sociales: rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales*. trad. de l'américain par Jean-Michel et Sophie Blanquer, Paris, Descartes, 1996, pp. 12.

⁹⁹ Ibid., p. 19.

¹⁰⁰ Avec son principe de la vérification, selon lequel n'ont de sens que les propositions analytiques tautologiques (les énoncés logico-mathématiques) ou empiriques (pouvant faire l'objet d'une vérification expérimentale). Le positivisme logique jette dans la zone du non-sens tout énoncé échappant à ce critère et « lance son cri de guerre contre la tradition philosophique spéculative et métaphysique ». Cette doctrine anti-métaphysique, étroitement liée aux sciences et fruit de l'élaboration de philosophes et de savants, nous donne, ajoute Russ, « un exemple particulièrement saisissant de l'application de l'idéal cartésien. Valorisation du savoir scientifique, volonté rationaliste, passion de l'unité de la science: tout signale cette orientation apparentée au projet de Descartes ou de l'*Aufklärung* » (*La marche des idées contemporaines*, op. cit., p. 38). Bien que le principe de vérification ait fait l'objet de critiques nombreuses et diverses s'attaquant par exemple à l'idée de l'indépendance des faits ou soulignant l'importance du contexte et des modèles discréditant ainsi le positivisme logique, celui-ci constitue encore une base idéologique importante de nombreux travaux et recherches. Selon Lee, il continue à trouver dans les succès présumés de la science et de la technique au XX^e siècle sa plus grande légitimation comme modèle de compréhension et de contrôle du monde matériel. Richard Lee, « Structures of Knowledge », in *The Age of Transition: Trajectory of the World-System 1945-2025*, London, Zed Books, 1996, pp. 178-206. p. 18.

Soucieuse d'accéder à une connaissance objective de son objet, la société, la sociologie naissante adopte le positivisme comme mode d'analyse privilégié qui distinguerait la connaissance véritablement sociologique d'une fausse connaissance qui ne serait qu'idéologique. Il garantirait sa scientificité en assurant une neutralité axiologique. L'adoption de la mécanique newtonienne et du positivisme comme modèles pour l'établissement de généralisations a renforcé dans les sciences sociales la recherche des structures atemporelles stables, des déterminismes et des certitudes qui sont présumés être vrais en tout temps et en tout lieu ainsi que la construction d'un langage scientifique nominaliste¹⁰² qui affirme sa distance du sens commun.

Dans son traitement du statut épistémologique des découpages conceptuels élaborés pour l'analyse du social-historique, ma thèse part d'une critique du positivisme en essayant de sortir du faux problème de l'opposition de l'idéalisme et du matérialisme en reconnaissant la «part idéale du matériel» c'est-à-dire que «tout rapport social, quel qu'il soit, inclut une part idéale, une part de pensée, de représentations; ces représentations ne sont pas seulement la forme que revêt ce rapport pour la conscience, mais font partie de son contenu». Ainsi, « la pensée n'apparaît plus comme un niveau séparé d'autres niveaux». Mais ceci n'implique pas que «tout soit idéal dans le réel»¹⁰³.

¹⁰² L'épistémologie scientiste établit une ligne de démarcation entre la connaissance scientifique et celle du sens commun que voile l'idéologie. Elle « suscite alors la production d'un langage scientifique formalisé ». Cette « ontologie savante » est fondée sur « la dénégation nominaliste de l'existence réelle de "genres", d'"essences", de "structures transcendantales" à travers les événements empiriques (qui) empêche d'articuler ouvertement la sphère de l'objet avec la connaissance rationnelle ». Si le nominalisme est au sens de Freitag « une sorte de maladie moderne liée à la spécialisation et à la volonté de formalisation (qui se traduit par la tendance) de vouloir tout "libérer", c'est-à-dire affranchir ou séparer de l'être (voir la libération de la linguistique par Saussure, celle des mathématiques par l'axiomatisation) », la querelle entre nominalisme et réalisme est vieille. On la retrouve déjà dans la philosophie de la première scholastique dans la « querelle des universaux » face à la question cruciale, qui est apparue au Moyen-Âge, du statut des universaux (les concepts universels, les espèces –par exemple être vivant- opposés aux choses singulières). La première scholastique posait la question principale suivante : « l'être est-il uniquement propre aux universaux, les choses singulières n'étant alors que dérivations dépendant entièrement d'eux, ou sont-ce uniquement les choses singulières concrètes qui ont une existence concrète, les universaux n'étant alors que de simples noms que l'homme invente? (...) les universaux et les genres existent-ils en soi, ou uniquement dans la pensée? S'ils existent vraiment sont-ils corporels ou non corporels: sont-ils séparés des choses sensibles ou se trouvent-ils en eux? ». Les tenants du « réalisme des universaux » soutiennent que « seuls les universaux existent en soi, les choses singulières existent seulement en tant que formes subordonnées à l'essence qui leur est commune ». Quant aux tenants du nominalisme, ils défendent l'idée selon laquelle « seul le singulier existe réellement (les individus), tandis que les universaux n'existent que dans l'esprit humain. Ils peuvent être compris soit comme des concepts extraits des choses, soit comme des noms conventionnels » (Kunzmann, Burkard et Wiedmann, op. cit., p. 75).

¹⁰³ Maurice Godelier, *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 1984, pp. 171, 182, 199 et 222, in Corcuff, op. cit., p. 10.

Un autre faux problème que ma thèse tentera d'éviter est l'opposition entre l'objectif et le subjectif. Dans sa critique de cette dichotomie, cette thèse tentera de ne pas se contenter de juxtaposer les approches subjectivistes et objectivistes. Ceci fait qu'elle s'inscrit dans une voie qui converge avec la double critique, adressée par Bourdieu à ces deux types d'approches¹⁰⁴, et à partir de laquelle il identifie un enjeu double :

«(1) Sur le plan conceptuel, rendre compte des relations entre les aspects objectifs et subjectifs du monde social et (2) quant à la construction de l'objet sociologique, établir des passages entre le point de vue extérieur de l'observateur sur ce qu'il observe et les façons dont les acteurs perçoivent et vivent ce qu'ils font dans le cours de leurs actions»¹⁰⁵.

Un troisième faux problème que ma thèse tentera d'écarter est l'opposition entre le collectif et l'individuel, qui se trouve à l'origine de l'opposition entre le «holisme» (accent sur le tout plutôt que les parties) et de «l'individualisme méthodologique» (accent sur l'individu comme unité de base de l'analyse des processus sociaux). Cette opposition rituelle, qui explique «la difficulté pour les sciences sociales à penser la co-production des parties et du tout»¹⁰⁶, sera remise en question dans la problématique de cette thèse à travers le déplacement de l'objet même de la sociologie. Cet objet n'est

« ni la société ni les individus, envisagés comme des entités séparées, mais les relations entre individus (au sens large et pas seulement les interactions de face-à-face), ainsi que les univers objectivés qu'elles fabriquent et qui leur servent de supports, en tant qu'ils sont constitutifs tout à la fois des individus et des phénomènes sociaux »¹⁰⁷.

À la fois contre le holisme et l'individualisme, ma thèse tendra alors à « appréhender des individus pluriels produits et producteurs de rapports sociaux variés»¹⁰⁸.

1.2.2 Idéologie et politique : construction de la problématique générale de la thèse

C'est dans le cadre d'une critique de ces dichotomies que ma thèse aborde le concept d'idéologie. Contre le concept d'idéologie comme distorsion, ma thèse met au centre de la

¹⁰⁴ Voir la critique de Bourdieu du subjectivisme et de l'objectivisme. in Corcuff. op. cit., pp. 11-12.

¹⁰⁵ Ibid., pp. 12-13.

¹⁰⁶ Ibid., p. 15.

¹⁰⁷ Ibid., p. 16.

¹⁰⁸ Ibid.

problématique qui la sous-tend un concept d'idéologie qui s'intègre dans un cadre qui reconnaît au contraire la centralité de la médiation symbolique de l'action¹⁰⁹ comme dans l'approche dialectique proposée par Michel Freitag mais aussi dans l'approche herméneutique de Paul Ricœur ou encore comme l'a fait avant eux Max Weber dans sa sociologie compréhensive. C'est dans ce sens que ma thèse abordera les idéologies de la globalisation et les discours qu'elles fondent. Il s'agira dans le cadre de cette thèse d'analyser et d'esquisser leurs formes et leurs fonctions constituantes pour un certain type d'action. Ces discours seront analysés comme étant constitués par «un ensemble d'énoncés, produit(s) à partir d'une (certaine) position idéologique (néolibérale ou néoconservatrice) », qui oriente un ensemble de politiques (intérieures et extérieures) et qui informe une action stratégique. De même, « cherchant à imposer à la collectivité les présupposés¹¹⁰ de ce(s) idéologie(s) »¹¹¹, les-dits discours fonctionnent sur le mode performatif¹¹² même s'ils sont d'allure constative.

¹⁰⁹ Cf. chapitre 5.

¹¹⁰ Dominique Perrot et Gilbert Rist définissent le présupposé dans leurs travaux respectifs, en s'inspirant d'Oswald Ducrot, comme constituant l'implicite du discours. Dominique Perrot écrit « le présupposé n'est qu'une forme de ce qu'on appelle l'implicite (...) L'implicite permet de "dire" un certain nombre de choses sans endosser la responsabilité de les avoir dites, ce qui revient à bénéficier à la fois de "l'efficacité de la parole et de l'innocence du silence" ». Perrot illustre sa définition par un exemple: « Dans l'exemple, "Jean avait l'air triste aujourd'hui", le contenu posé susceptible d'être discuté, est la tristesse apparente, réelle, fictive ou non du sujet. En revanche, l'existence même de Jean est, elle, présupposée. Ce message doit être accepté pour que le message posé puisse passer, susciter questions, discussions, accord, désaccord, bref communication. De ce fait, le lecteur souhaitant débattre du contenu posé d'un texte quelconque est contraint - sans en être conscient - d'inscrire sa parole dans le cadre établi par les présupposés (...) présents à l'intérieur du texte ». (« Passager clandestin et indispensable du discours: le présupposé », in Gilbert Rist et Fabrizio Sabelli [textes résumés et présentés par]. *Il était une fois le développement*, Lausanne, Ed. d'en bas, 1986, pp. 91-111, pp. 91-92.). Cité par Rist aussi. Oswald Ducrot affirme que le présupposé tient au fait que « Tout ce qui est dit peut être contredit (...) Il est donc nécessaire à toute croyance fondamentale (...) de trouver, si elle s'exprime, un moyen d'expression qui ne l'étaie pas, qui n'en fasse pas un objet assignable donc contestable (... il s'agit de permettre au locuteur) de susciter certaines opinions chez le destinataire sans prendre le risque de les formuler lui-même (...et) donc de faire croire sans avoir dit » (Oswald Ducrot, *Dire et ne pas dire. Principes de sémantique linguistique*, Paris, Hermann, 1991, p. 6 et 15, cité par Gilbert Rist, *le développement. histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de La Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996, p. 79).

Selon Perrot, « on maintient d'habitude hors de question ce qui justement devrait être au coeur des interrogations. "Si l'évidence d'une idée se présente comme l'impossibilité de la mettre en cause, la présupposition d'un certain contenu lui confère une sorte de pseudo-évidence, dans la mesure où elle organise un discours où il ne pourra plus être mis en cause" ». Donc « Interroger de façon critique les présupposés d'un texte revient à en ébranler les fondements, à briser le consensus minimal qui fixe les conditions de possibilité de l'échange. Si chacun d'entre nous est d'habitude d'accord de discuter le contenu, le posé d'un message, cette disposition étant qualifiée d'ouverture au dialogue, en revanche nous ne sommes que rarement enclins à mettre en cause nos présupposés. Ceci s'explique par le fait que le cadre du discours est (...) plus important que son contenu. Sans lui, le contenu perd toute pertinence et il est excessivement difficile de communiquer avec quelqu'un dont on ne partage pas les présupposés car, c'est précisément dans les présupposés que se loge et se joue l'identité profonde du texte ou de la parole » (Ducrot, op. cit., p. 94 cité par Perrot, op. cit., p. 92; et Perrot, op. cit., pp. 93-94).

¹¹¹ Thierry Guilbert, *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 12.

1.2.2.1 L'idéologie et la médiation significative de l'action

La définition dominante de l'idéologie dans la tradition occidentale et qui est issue des écrits de Marx la conçoit en effet comme une distorsion de la réalité ayant pour fonction de produire une image inversée de celle-ci (la métaphore de la *camera obscura* que Marx emprunte à Feuerbach, qui parlait de la religion comme un reflet inversé de la réalité). L'idéologie est ainsi caractérisée dans la tradition marxiste comme reflet inversé des rapports réels. « Comme Feuerbach, Marx considère la religion comme le paradigme, le principal exemple d'une réflexion inversée de la réalité, qui met toute chose à l'envers ». Réagissant contre le modèle hégélien qu'ils accusent de mettre les choses à l'envers (idéalisme), ils entendent les remettre au bon sens. Marx reprend ainsi l'image frappante du renversement de Feuerbach qui « devient l'image séminale du concept d'idéologie dans sa pensée » et il « étend le fonctionnement paradigmatique de l'inversion (dans la religion) entre sujet et prédicat à la totalité du monde des idées »¹¹³. L'idéologie est ainsi caractérisée dans la tradition marxiste comme reflet (inversé) des rapports réels donc comme croyance fautive et mystification qui sert à occulter ces rapports réels des yeux des classes dominées au profit de la légitimation et du maintien de la domination de la classe au pouvoir. Le terme d'idéologie a ainsi dans cette tradition une connotation négative qui est fondamentale. L'idéologie « apparaît ici comme le moyen général grâce auquel le processus de la vie réelle est obscurci »¹¹⁴.

Mais analysant le concept d'idéologie dans les œuvres de Marx, Paul Ricoeur distingue deux concepts: « le premier concept est (...) déterminé par son opposition à la réalité ». Tandis que le deuxième est déterminé par son opposition à la science. La première critique que Marx fait de l'idéologie met l'accent sur l'idée que la matérialité de la vie pratique ou la praxis précède l'idéalité des idées contre la philosophie qui a selon lui « inversé la succession effective, l'ordre de la genèse réelle ». Ainsi le travail qu'il s'assigne comme un matérialiste est de « remettre les choses à l'endroit, dans leur ordre véritable », c'est-à-dire

¹¹² Par opposition un un énoncé constatif qui ne fait que décrire une situation de façon objective, un énoncé performatif (explicite) « accomplit l'acte qu'il dénote. (...) l'énonciation explicite produit une imposition symbolique tandis que l'énonciation implicite fixe un cadre qu'il est difficile de contester sauf à chercher la confrontation. Ce cadre fixé par l'énoncé performatif produit un effet d'évidence de la même qu'un énoncé gnomique et un énoncé implicite l'imposition d'un cadre, d'un certain schéma de communication » (Thierry Guilbert, *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*. L'Harmattan. Paris. 2008

¹¹³ Paul Ricoeur, *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997, p. 21.

¹¹⁴ Ibid., p. 22.

« renverser un renversement ». Quant à la deuxième étape du concept d'idéologie, elle correspond au fait que « le matérialisme a pris la forme d'une théorie et même d'un système à partir du *Capital* et particulièrement dans l'œuvre d'Engels ». À partir de ce moment « l'idéologie a pour signification son opposition à la science elle-même identifiée au corps de connaissances et au capital comme son paradigme » et elle devient synonyme de « tout ce qui est préscientifique dans notre approche à la réalité »¹¹⁵.

Sans renier la pertinence du concept marxiste d'idéologie, Ricœur insiste plutôt sur les fonctions moins négatives de l'idéologie car selon lui la fonction de distorsion ne couvre qu'une « petite surface de l'imagination sociale. L'idéologie, tout comme l'utopie est pour lui une expression de l'imaginaire social ou de ce qu'il appelle encore « l'imagination culturelle » que Cornélius Castoriadis avait déjà pensé comme une faculté politique.¹¹⁶ Au cœur de l'analyse que fait Ricœur de l'idéologie se trouve l'idée de la structure symbolique¹¹⁷ de l'action. Pour lui, « c'est uniquement sur la base de cette médiation symbolique que nous pouvons comprendre et situer de manière adéquate aussi bien la nature de l'idéologie comme distorsion que ses autres fonctions ». Selon Ricœur, comme d'ailleurs dans la sociologie dialectique de Michel Freitag, si la distorsion est le caractère spécifique de l'idéologie quand les représentations prétendent à l'autonomie, le concept d'idéologie ne renvoie pas uniquement aux fausses représentations de la réalité. L'idéologie est plus fondamentalement elle-même une représentation liée à l'action (qui peut être vraie ou fausse).

C'est chez Marx même que Ricœur trouve la base de son argumentation quand celui-ci « accorde qu'il peut y avoir "un langage de la vie réelle" qui préexiste à la distorsion ». Il

¹¹⁵ Ibid., p. 23.

¹¹⁶ Comme l'explique Robert Redecker, selon Castoriadis, « les êtres humains se définissent avant tout non par le fait qu'ils sont raisonnables, mais par le fait qu'ils sont pourvus d'une imagination radicale ». L'imagination radicale est ce qui distingue l'homme des autres animaux. Elle « se situe à la racine humaine sociétés, institutions, normes politiques et morales, philosophie, œuvres esthétiques ». Elle permet la remise en cause permanente de l'ordre et des lois établis. Selon lui la politique qui est une « mise en question des institutions existantes et leur changement par une action collective délibérée », ne peut jaillir que de la rupture historique en vertu de laquelle les hommes s'aperçoivent de l'origine simplement humaine des grandes significations imaginaires qui structurent la vie sociale. La démocratie est la « possibilité politique ouverte par cette rupture ». Mais le capitalisme menace l'idéal démocratique et paralyse la créativité politique ou l'imagination radicale. « Tout se passe comme si l'imaginaire constitué par le capitalisme avait durablement bloqué l'imagination radicale créatrice ». Robert Redecker, « Radicalité de l'imagination ». *Le Monde diplomatique*, Juin 2000, En ligne, URL: http://www.monde-diplomatique.fr/2000/06/REDECKER_13835 . consulté le 12 novembre 2005.

s'agit du « discours de la praxis » qui « découle de la médiation symbolique ». C'est cette médiation symbolique de l'action qui permet de situer la nature de l'idéologie au sens de Ricœur. Pour lui, « l'idéologie est un phénomène indépassable de l'existence sociale, dans la mesure où la réalité sociale a depuis toujours une constitution symbolique et comporte une interprétation, dans des images et des représentations du lien social lui-même »¹¹⁸. La représentation fait partie intégrante de la définition de l'activité (action). Il n'y a pas d'abord action puis représentation. L'objet des sciences sociales c'est cette action qui désigne un comportement humain comme tel « quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un sens subjectif »¹¹⁹. Cette action est à la fois subjective ou intersubjective (toujours orientée vers autrui selon Weber). Elle ne « dépend pas seulement du fait qu'elle a un sens pour le sujet : elle doit aussi avoir du sens en relation avec d'autres sujets »¹²⁰. L'élément intersubjectif est ainsi présent dès le départ.

Reprenant le concept d'action symbolique de Clifford Geertz en le remplaçant par celui de la « médiation symbolique de l'action –moins équivoque que celui d'action symbolique-, Ricœur affirme que l'idéologie joue à un niveau fondamental un rôle constitutif de l'existence sociale car nous « ne pouvons rien percevoir sans projeter en même temps un ensemble de formes (patterns), un réseau, dirait Geertz, de matrices et de cadres à travers lesquels nous articulons nos rôles sociaux, notre position dans la société, comme étant ceci ou cela ». Ainsi « l'action est immédiatement réglée par des formes culturelles, qui procurent matrices et cadres pour l'organisation de processus sociaux ou psychologiques ». À ce niveau l'idéologie joue un rôle positif d'intégration de l'identité, rôle souligné déjà par ailleurs par Eric Erikson dans *Identité, Youth and Crisis* où il affirme qu'« un système idéologique est un ensemble cohérent d'images, d'idées et d'idéaux qui (...) fournit aux membres une orientation générale cohérente, même si elle est systématiquement simplifiée dans l'espace et dans le temps, dans les moyens et les fins »¹²¹.

Entre la fonction intégratrice ou constituante de l'idéologie et sa fonction de distorsion se trouve, selon Pierre Bourdieu une « ligne de connexion » celle qui consiste en « l'usage de

¹¹⁸ « Science et idéologie », in *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique*. I. Paris. Seuil. 1983. cité par George H. Taylor. « Introduction à Paul Ricœur ». *Idéologie et utopie*, loc.cit., pp. 7-12, p. 10.

¹¹⁹ Ibid., p. 245.

¹²⁰ Ibid.

¹²¹ New York, Norton. 1963. cité in Ricoeur. op. cit., p. 340.

l'autorité dans une communauté donnée ». Toute domination pose le problème de la légitimation ou encore comme dirait Bourdieu la domination est en soi un fait arbitraire, en ce sens qu'elle « ne contient pas en elle-même sa raison d'être, sa nécessité »¹²². C'est ici que l'idéologie joue un rôle des plus significatifs. C'est dans le politique que la pensée idéologique acquiert une concentration spéciale – par rapport au son rôle diffus d'intégration de l'identité. Ici « le rôle de l'idéologie est de rendre possible une politique autonome en procurant les concepts d'autorité nécessaires qui la rendent sensée »¹²³ (idéologie de légitimation). Il s'agit de la dimension symbolique du pouvoir comme dirait Bourdieu.

Pour analyser la question de la légitimation de l'autorité, Ricœur fait quant à lui appel à Weber qui est celui qui l'a le mieux analysée. Dans sa sociologie compréhensive qui s'intéresse à l'action humaine comme activité signifiante, à la fois subjective et intersubjective (action orientée vers autrui et qui s'oriente significativement d'après le comportement d'autrui) Weber a analysé la question de la domination (*Herrschaft*) en se concentrant sur la jonction entre les prétentions à la légitimité et les croyances en ladite légitimité, c'est-à-dire sur « le nœud qui soutient le système de l'autorité »¹²⁴. À moins de recourir simplement à la violence physique -qui ne disparaît pas mais devient liée à l'exigence de la légitimité-, tout système de domination doit être accepté et reconnu comme légitime, c'est-à-dire prendre un sens de sorte que les dominés eux-mêmes adhèrent au principe de leur propre domination (légitimité qui garantit une soumission sans recours à la force brutale). Ricœur explique que « c'est le rôle de l'idéologie de légitimer l'autorité. Plus précisément tandis que l'idéologie sert (...) de code d'interprétation qui assure l'intégration, elle le fait en justifiant le système présent d'autorité ». C'est à l'intérieur du modèle conceptuel de l'activité significative (modèle motivationnel) que le problème de la légitimité est situé.

Comme l'explique Paul Ricœur dans *Idéologie et utopie* Weber ne parle pas d'idéologie mais de croyance. Ainsi écrit-il :

¹²² Alain Accardo, *Initiation à la sociologie . L'illusionnisme social. Une lecture de Bourdieu*. Bordeaux, Le Mascaret. 1983, 1991 (nouvelle édition refondue). p. 42.

¹²³ Ibid.

¹²⁴ Ricœur, p. 244.

« La coutume, les avantages personnels ne peuvent pas, pas plus que les motifs d'alliance strictement affectifs ou relevant d'idéaux, établir des fondements suffisamment fiables d'une domination, Un facteur supplémentaire s'y ajoute normalement : la croyance en la légitimité »¹²⁵.

Il est, cependant, possible selon Ricœur de montrer que la notion de croyance dans la pensée de Weber correspond bien au rôle joué par l'idéologie dans la légitimation du pouvoir. En effet selon Weber, la croyance en la légitimité de la revendication d'autorité d'un système d'autorité donné ajoute quelque chose qui permet à la revendication de légitimité de la part du pouvoir d'être « entendue, admise ou attendue par ceux qui sont soumis à la domination ». Or le problème de l'idéologie concerne précisément « ce supplément, ce fossé entre la revendication et la croyance en quelque chose de plus que ce qui peut être rationnellement compris en termes d'intérêts (...) ou de considérations rationnelles »¹²⁶. L'idéologie comble le fossé entre la revendication et la croyance qui pourrait indiquer au sens de Ricœur la « source effective de ce que Marx appelait la plus-value ». Sans nier le rôle de la plus-value dans la production capitaliste, il invite à « ouvrir l'acceptation (...) que son usage le plus insistant pourrait bien être dans la structure du pouvoir ».¹²⁷ Il existerait selon Ricœur ainsi plusieurs sources de plus-value¹²⁸ « non seulement une source économique mais une source reliée à l'autorité et au pouvoir ». C'est ce qui l'amène à suggérer qu'il faudrait probablement « élaborer une théorie parallèle (à celle de Marx) de la plus value, non plus en relation au travail mais au pouvoir ».¹²⁹

¹²⁵ Cité in Ricoeur, *op.cit.*, p. 266.

¹²⁶ Ricoeur, *op.cit.*, p. 267.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 33.

¹²⁸ La plus-value est un concept central dans la théorie marxienne. Elle constitue la base de la théorie économique de Marx. Dans l'analyse marxiste il arrive après la théorie de la valeur-travail et la théorie du salaire. « Marx substitue dans la plus-value, la notion de "force de travail" à celle de la "valeur travail" que l'on trouve chez l'économiste italien Ricardo. Marx améliore ainsi la théorie de la valeur, si l'on admet avec lui qu'une marchandise est proportionnelle à la quantité de travail social moyen investi en elle, et que la force de travail de l'ouvrier est une marchandise (elle s'achète par son salaire comme un produit) comme une autre, payée à sa valeur. L'ouvrier produit en conséquence par son travail des marchandises pour une valeur supérieure à celle de son salaire; la plus-value est donc le surplus en capital qui reste au propriétaire des moyens de production. Elle résulte de la différence entre ce que produit un ouvrier et ce qu'il touche en salaire. Dans ce circuit d'échange, il y a eu captation de capital qui peut s'accumuler en détriment de l'ouvrier. C'est par la production de la plus-value que celui-ci se trouve exploité dans sa force de travail » (Michel Richard, « Louis Althusser. Le théoricien marxiste dans la lutte des classes », in Marie-Françoise Côte-Jallade, Michel Richard et Jean-François Skrypczak, *Penseurs pour Aujourd'hui*, Lyon, Chronique Sociale, 1985, pp. 101-126, pp. 108-109).

¹²⁹ Ricoeur, *op.cit.*, p. 268. Une théorie parallèle de la plus-value en relation au pouvoir pourrait selon Ricoeur expliquer « ce qui s'est passé dans les sociétés socialistes, là où la plus-value marxiste a été plus ou moins supprimée sans que disparaisse la plus-value en termes de pouvoir » (*Ibid.*, p. 267).

Dans son analyse de l'articulation entre les discours de la globalisation et ses structures régulatrices objectives, la présente thèse insiste sur les limites d'une analyse purement economiciste de la globalisation en tentant de saisir l'imaginaire qui se trouve au fondement de ses discours mais aussi qui fonde la configuration des rapports de domination qui lui sont spécifiques. Elle tentera de mettre en lumière le travail idéologique qui a préparé son imposition comme le mode de développement de toutes les sociétés humaines.

1.2.2.2 Du politique

L'imaginaire idéologique fonctionne sur le mode du récit. Or le rapport du récit au temps a été démontré par Ricœur¹³⁰ selon lequel «la "structure aporétique du temps" (est une) source de l'angoisse profonde de l'homme, à laquelle il n'y a pas de réponse possible hors du récit»¹³¹. En effet, ce philosophe constate que «toutes les spéculations théoriques (...) achoppent sur le problème de la définition de la nature du temps». Le choix étant impossible entre temps subjectif et temps objectif, il développe une approche originale du temps qui le relie ainsi à l'activité narrative. Il écrit:

«La spéculation sur le temps. est une rumination inconclusive à laquelle seule réplique l'activité narrative. Non que celle-ci résolve par suppléance les apories. Si elle les résout. c'est dans un sens poétique et non théorique du terme. La mise en intrigue (...) (du récit) répond à l'aporie spéculative par un faire poétique capable (de l')éclaircir. »¹³².

Ce récit rend acceptables les «faits et les méfaits du temps» en proposant une «médiation imparfaite» entre le passé, le présent et l'avenir ou «entre les trois dimensions de l'attente, de l'avenir et de la force du présent». En fait, le récit «assure la présentification de l'absence» dans la mémoire¹³³, «justifie l'actuel» et annonce le futur. Donc il assure à l'histoire sa

¹³⁰ Paul Ricœur. *Temps et récit*: I: L'intrigue et le récit historique. II: La configuration dans le récit de fiction. III: Le temps raconté. Paris. Seuil, 1991. (1983-1984-1985). p. 233.

¹³¹ Michel Lussault, « Renouveler le dialogue ». *EspacesTemps*. n°: 68-69-70, 1998, pp. 31-44, p. 38.

¹³² Paul Ricœur. *Temps et récit*. t. I, p. 24, in M. Lussault, loc. cit., p. 38.

¹³³ Lussault écrit à ce propos: «La narration assure la présentification de l'absence. L'insertion dynamique dans l'actualité d'une action (...) des époques disparues (...). Le récit assure là la fonction première de la représentation, "énonciation puissante d'une absence" (...) Par là même. le récit apaise donc le scandale de la disparition. puisqu'il crée une chaîne solidaire. celle de l'existence (du groupe humain) qui survit à la labilité et qui en garde la mémoire... » (Ibid.).

légitimité en «harmonis(ant) les épisodes du grand Tout d'une histoire doté d'un sens - signification et direction»¹³⁴.

Le temps du récit au niveau symbolique est aussi le temps du mythe. Au premier degré du système de régulation sociale on trouve le mythe. C'est à travers lui que se réalise aussi « le premier degré d'extériorisation sociale de la médiation symbolique »¹³⁵. Comme tous les anthropologues s'accordent à dire, «le mythe contribue à expliquer la constitution du lien social. Il est selon Malinowski, Caillois et Girard «le moyen approprié de justifier les comportements collectifs et l'ordre social»¹³⁶. Avec lui c'est

« la structure sociale et sa reproduction qui (...) émergent comme objets de l'action sociale ». Si toute action et toute parole est trouve leur prototype formel, son objet n'est pas directement l'action mais « le système symbolique assurant la signification et l'intégration de l'action »¹³⁷.

Le mythe assure ainsi ce que Marcel Gauchet décrit comme la disjonction de l'espace social d'avec lui-même qui le fonde en même temps et qui permet à la société de se représenter et de stabiliser son ordre en extériorisant son fondement. Selon lui, «pas de société connue qui ne se soit pensée sans différence ou étrangeté par rapport au lieu de son fondement, qui n'ait projeté ailleurs, au-delà d'elle-même, le point depuis lequel la comprendre et l'ordonner ». Il s'agit même, selon lui, d'une condition de possibilité essentielle pour l'existence de la société : « Pas de société possible qui se tiendrait toute en proximité avec elle-même, en coïncidence avec ses règles et en union intime avec les raisons présidant à son organisation ». L'écart, la distance et la disjonction de la société d'avec elle-même se réalise à travers sa disjonction d'avec « un dehors réputé siège exclusif de sa vérité et de son droit. C'est autrement dit par rapport à un point de vue de pouvoir absolu sur elle qu'une société se définit ». Gauchet décrit ici le fondement du politique. Il soutient que «l'écart politique de la société d'avec elle-même, tel qu'incarné notamment dans la transcendance d'un point de vue de pouvoir, est cause et forme première de toute société ».¹³⁸ Le sens du politique s'éclaire selon lui à travers l'exploration et l'analyse des formes précédentes de représentation de

¹³⁴ Ricœur. *Temps et récit*, t. III, p. 457, in Alain Adde, *Sur la nature du temps*, Paris, P.U.F., 1998, p. 58.

¹³⁵ Michel Freitag, *Dialectique et société*, Tome II, *Culture, pouvoir et contrôle. Les modes de reproduction formels de la société*, op.cit., p. 122.

¹³⁶ Stéphane Rials et Philippe Raynaud (dir.), *Dictionnaire de philosophie politique*. Paris, P.U.F, 1996.

¹³⁷ Michel Freitag, *Dialectique et société*, Tome II, op.cit., p. 123.

¹³⁸ *La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005, p. 71.

l'origine du lien social (le mythe, la religion) à l'égard desquels le politique a une « dette de sens ».

La modernité se définit comme une rupture avec le système symbolique garanti par la tradition et assurant l'intégration de l'action et l'institution de la société. Si « c'est au travers de sa disjonction qu'un espace social s'instaure, et spécialement de sa disjonction »¹³⁹, c'est le mythe politique de la souveraineté, qui assure la transcendance d'un point de vue absolu du pouvoir dans le cadre de la théorie politique moderne. Le principe de la souveraineté se trouve en fait au fondement de la façon dont la modernité a pensé, en dehors de la métaphysique le fondement de la société, c'est-à-dire sa représentation d'elle-même, de son identité et de son unité. Il est au cœur de l'idéologie de légitimation moderne du pouvoir.

C'est par rapport à ce critère du politique, qui constitue le cadre de définition de la souveraineté, de la légalité et de la légitimité modernes que ma thèse interroge les transformations des sociétés contemporaines dans le sillage des processus de la globalisation mais aussi celles de l'imaginaire idéologique de la modernité. Partant de l'idée arendtienne selon laquelle le politique est un mode éminent du vivre ensemble et de l'institution d'un monde commun qui n'exclut pas le conflit mais qui permet l'expression du « dissensus » (Rancière), mon analyse tentera de retracer les origines des paradoxes qui caractérisent l'imaginaire globalisant et les modes de régulation du vivre ensemble qui lui sont spécifiques (régulation systémique et la négation de la différence d'un côté, ontologisation de l'ennemi de l'autre côté). L'État-national constituant la manière typiquement moderne de constitution et de structuration de l'identité des sociétés modernes, ma thèse examinera les transformations de ce mode de constitution de l'espace social et politique en poursuivant l'objectif général de comprendre les fondements historiques, sociopolitiques et ontologiques des transformations qui marquent le monde de l'après guerre froide.

Pour mieux répondre à la question de la continuité et/ou de la rupture, ma thèse part de la conception idéal-typique du politique (qui sert d'idéologie de légitimation formelle au titre du pouvoir) dans la modernité, pour ensuite interroger les transformations de cette conception dans les sociétés démocratiques contemporaines sous le signe de la globalisation. La doctrine de la souveraineté se trouvant à l'origine de l'idée de la puissance publique comme au cœur des rapports entre puissances a été ainsi identifiée comme un élément

¹³⁹ Ibid.

central à partir duquel saisir le sens du politique tel que formulé dans la théorie politique moderne mais qui sert aussi de critère pour scander les changements du politique non seulement au niveau de l'État-nation mais également au niveau international et au sein d'un ordre global (fondé sur l'unité techno-économique du monde). Ce concept et les changements qu'il connaît dans la politique contemporaine fourniront ainsi le cadre théorique et conceptuel à partir duquel sera évaluée l'évolution des rapports de domination à l'échelle globale qui a permis l'imposition d'une « constitution de la globalisation » qui a pour modèle la démocratie libérale telle qu'elle s'est historiquement exprimée aux États-Unis.

Dans la même ligne que Marcel Gauchet, Claude Lefort, Cornélius Castoriadis, Michel Freitag, mais aussi d'autres (ex : Chantal Mouffe), ma thèse saisit le politique non pas comme « une instance spécifique et "objective" » mais comme « la manière dont les rapports sociaux se trouvent d'emblée représentés »¹⁴⁰. Il est, comme dirait Hegel, le lieu de totalisation de la société, de synthèse du particulier et de l'universel. Loin d'une définition instrumentale, le politique s'éclaire non pas comme principe de la domination mais comme ce qui permet sa contestation.

Dans sa compréhension du politique, ma thèse fait ainsi référence à la contribution d'auteurs qui, au-delà de leurs conceptions spécifiques du politique, le conçoivent non pas comme une essence mais comme ce qui existe dans l'écart de la société d'avec elle-même, comme une relation qui ne vit que de la pluralité des êtres humains (Arendt, Freitag). Si pour Schmitt, il est un degré d'intensité¹⁴¹, que l'État ne pourrait réduire ni résumer, pour Rancière¹⁴² il s'éclaire dans son opposition au principe de la police, c'est-à-dire contre ce qui élimine l'écart, le supplément, la faille qui s'établit dans le rapport de la société d'avec elle-même où elle se représente comme plus que la somme de ses « parties réelles, des groupes effectifs définis par des différences de naissance, les fonctions, les places, les intérêts qui constituent le corps social »¹⁴³. Freitag aussi a une conception non chosiste et non essentialiste du

¹⁴⁰ Chantal Mouffe, *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*. Paris. La Découverte/Mauss. 1994. p. 25.

¹⁴¹ Consulter le chapitre 2 de la présente thèse, notamment pp. 118-125 et passim.

¹⁴² Consulter le chapitre 3 de la présente thèse. notamment pp. 231-233 et passim.

¹⁴³ Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 2004, p. 241

politique. Sa phénoménologie du politique ¹⁴⁴ l'amène à le concevoir lui aussi comme ce qui ne vit que de cette distance, de cette faille du réel par rapport à lui-même qui permet sa représentation ainsi que la dialectisation du particulier et de l'universel qui rend possible leur synthèse.

Ma thèse engage sa réflexion à partir de cette conception du politique qui servira à évaluer son sens dans la modernité mais aussi les transformations qu'il a connu et qui aboutissent à la généralisation de la forclusion du politique dans le cadre de la globalisation. Si l'idéal-type du politique tel qu'élaboré dans la théorie politique moderne lui sert de matrice conceptuelle de référence, cette thèse s'intéresse également à l'interaction entre la façon dont la modernité a défini a son rapport à elle-même (identité) et au monde (altérité) à travers l'institution politique de la société et l'expérience politique historique concrète (la colonisation, l'expansion territoriale, l'expérience existentielle spatio-temporelle, les données économiques, sociales et politiques, l'articulation avec le capitalisme, avec les luttes sociales, etc.).

1.3 Le politique comme mode d'institution et de régulation de la société moderne : souveraineté, légitimité et légalité

La modernité est souvent décrite comme un processus de « désenchantement du monde »¹⁴⁵. La pensée moderne est en effet caractérisée par le refus d'un ordre social reposant sur une légitimité dont la source se trouverait en dehors (à l'extérieur) de l'être humain (tradition, religion). Ainsi la genèse de la modernité est-elle marquée par « l'évacuation progressive de l'instance normative et contraignante qui avait été déterminante pour la dynamique propre à l'Occident jusqu'à la révolution cartésienne de la pensée (laissant émerger) la pensée autonome de l'homme »¹⁴⁶. La pensée moderne se définit en rupture avec la tradition,

¹⁴⁴ Consulter le chapitre 5 de la présente thèse. notamment pp. 330-336.

¹⁴⁵ Notion weberienne (Max Weber. *Le savant et le politique*.), souvent reprise pour parler du processus de la rationalisation moderne. C.f. Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*. Paris. Gallimard. 1985.

¹⁴⁶ Garbis Kortian. « L'histoire et l'État de droit dans la modernité politique ». in Rada Ivekovic, Jacques Poulain et Daniel Janicot (dir.), *Guérir de la guerre et juger la paix*. Actes du colloque international de Philosophie tenu au siège de l'UNESCO du 21 ou 23 juin 1995. Paris. L'Harmattan. 1998. pp. 101-115. p. 102.

comme affirmation de l'autonomie de l'individu - pilier et valeur suprême du projet de la modernité - face aux «mystères supposés du monde»¹⁴⁷.

En réaction contre le théocentrisme médiéval, l'humanisme des lumières exalte les capacités de l'être humain, sa faculté suprême étant la raison, « élevée au rang d'une nouvelle transcendance »¹⁴⁸. Les lumières posent la possibilité pour l'être humain de penser d'une manière autonome et libre en s'émancipant de la religion et de la tradition. Ne reconnaissant plus comme valide leur fonction normative, « la raison se soumet à ses propres exigences de justification ou de légitimation en recourant à un procédé de tribunalisation de la raison »¹⁴⁹. C'est par l'usage de la raison que l'individu exerce sa liberté pour connaître la structure de la réalité et décoder ses lois nécessaires en la décomposant en ses éléments simples afin de trouver une solution rationnelle pour toutes les questions. Ainsi triomphait à partir des XVIII^e et XIX^e siècles, avec Descartes, Locke et Newton la conviction que «par la raison, on pouvait atteindre la vérité, la certitude sous la forme de lois universelles»¹⁵⁰. Cet usage de la raison et de la science vise principalement la maîtrise de la nature, corollaire de la liberté de l'individu¹⁵¹ comme piliers du projet de la modernité tel que l'exprime la pensée des Lumières.

La pensée des Lumières a produit une philosophie de l'histoire centrée sur l'idée d'un progrès de l'humanité advenant grâce à cette raison qui devient autonome. L'optimisme humaniste qui est caractéristique de la pensée des Lumières conçoit le temps de la modernité

¹⁴⁷ Jean Michel Besnier, *Histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, t. 1, Paris, Grasset & Fasquelle, 1993, p. 13.

¹⁴⁸ Yves Bonny. *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou modernisme?*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 34.

¹⁴⁹ Kortian, loc.cit., p. 103.

¹⁵⁰ Immanuel Wallerstein, *Impenser la science sociale: pour sortir du XIX^e siècle*, trad. de l'ang. (É. -U.) par Anne-Emmanuelle Demartini et Xavier Papais. Paris, P.U.F., 1995. p. 40.

¹⁵¹ L'un des piliers du projet de la modernité est la conception du fondement de la légitimité de L'État moderne. Ce projet est fondé sur le refus «d'accorder une quelconque légitimité à un pouvoir divin (...). la seule source de légitimité du pouvoir politique réside dans l'opinion publique, en dépit de ses variations et de ses fluctuations » (Pierre Fougeryollas. *L'attraction du futur: Essai sur la signification du présent*. Paris. Méridiens-Klinkcksieck, 1991, p. 38). Kunzmann, Burkard et Wiedmann écrivent, dans ce sens: «Pour l'organisation de L'État, la pensée des Lumières a eu des effets radicaux (à travers) des principes importants: - la théorie des contrats: la souveraineté doit être considérée comme un contrat passé entre le peuple et le gouvernement; - la souveraineté du peuple: l'autorité de l'État repose sur le peuple; - la séparation des pouvoirs, celui-là doit être partagé entre différents organes exerçant un contrôle (les uns sur les autres (...)) - l'exigence de la séparation démocratique du pouvoir» (op. cit., p. 103).

comme celui de l'amélioration du sort du plus grand nombre grâce aux progrès irréversibles de la raison, libérant «l'humanité de tout ce à quoi elle se trouve encore asservie» et la science des «subjectivités idéologiques antérieures pour atteindre une objectivité spécifiquement scientifique»¹⁵².

Les progrès de la raison sont censés s'accomplir surtout dans le champ du politique en instaurant ce que Kant décrit de façon exemplaire, suivant les Lumières, comme une «Constitution civile parfaite», c'est-à-dire «en réalisant un état de droit qui puisse substituer le respect des droits des hommes aux rapports de violence». La raison politique moderne a ainsi tenté de transformer les rapports de violence et les rapports de force objectifs inhérents à la réalité socio-politique elle-même, en rapports de droit par l'instauration d'un État de droit. Ainsi si la tradition et la religion étaient au fondement des rapports de domination qui relient le souverain et ses sujets, leur rejet comme fondements de la légitimité du pouvoir amène la pensée moderne à chercher de nouvelles sources de légitimation de la domination et de l'obéissance qui relient gouvernants et gouvernés.

En outre, l'autonomie nouvellement acquise de l'individu pose pour les penseurs de la modernité les problèmes de la fondation, de l'institution et de la régulation du lien social qui se trouvent au cœur des rapports entre l'individu et société et à travers eux ceux de l'individualité et de la puissance de l'État. La grande question qui mobilise les penseurs de la modernité est celle de penser la société comme auto-instituée «ne reposant sur aucun ordre extérieur à l'homme»¹⁵³. C'est ce que Grotius appelait l'établissement humain, par opposition à l'établissement divin, c'est-à-dire un ordre social reposant sur la loi divine.

Le refus de cet ordre est ce qui se trouve à l'origine de l'émancipation progressive du politique à travers laquelle s'effectue l'affirmation de la figure centrale de l'individu.

« (...) En même temps que le politique s'autonomise, c'est le sujet qui se distingue du corps social. "L'État n'est plus dérivé comme un tout partiel de l'harmonie voulue par Dieu du tout universel" (...). Il est à lui-même sa propre source et ne se connaît pas d'autre fondement que celui d'une réunion, ordonnée par le droit naturel, des individus formant une communauté détentrice de tout pouvoir sur elle-même»¹⁵⁴.

¹⁵² Fougeyrollas, op.cit., p. 45.

¹⁵³ Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1979. 1989. 1999, p. 11

¹⁵⁴ Ibid.

Les individus sont traités dans la pensée développée par l'école du *droit naturel* comme « autosuffisants » et non comme membres d'un corps social, c'est-à-dire comme « êtres sociaux qui ne sont qu'une pièce d'un grand puzzle »¹⁵⁵. L'individu devient le fondement de l'ordre social qui est supposé provenir d'un contrat établi entre lui et d'autres individus. Il n'y a d'autre possibilité de penser l'institution qui en résulte qu'en partant de ce que l'individu est réellement. La réflexion sur la nature humaine ne part plus d'une philosophie morale mais d'une analyse qui se veut désormais scientifique « pour donner un fondement solide et indiscutable de la société »¹⁵⁶. Le seul fondement solide possible de l'ordre social est dans la « science des passions », c'est-à-dire la science de la nature humaine séparée de la philosophie morale. La politique apparaît dans ce contexte non plus comme recherche de la vertu ou de la cité idéale mais comme « l'art combinatoire des passions » qui institue le social et permet à la société de fonctionner.

La question de l'institution du social marque profondément la pensée de la modernité. Hobbes, Rousseau, Mandeville, Smith, Helvétius et Bentham tentent chacun à sa façon de répondre à cette question sur la base d'une science réaliste de l'homme. La notion de pacte social a été forgée au XVII^e siècle par les théoriciens du droit naturel (ex : Pufendorf, Vattel) pour répondre à la question de l'origine de la société. Cette notion « devient largement répandue au XVIII^e siècle. Différentes conceptions du contrat social ont été ainsi défendues par les philosophes politiques des XVIII^e et XVIII^e siècles. Elles « reposent sur des visions divergentes de l'état de nature et des passions humaines » même si elles adoptent une même démarche qui cherche à répondre à la question de l'institution de la société sur la seule base d'une science réaliste de l'homme.

Avec Machiavel et Hobbes l'ordre politique s'affirme ainsi comme un domaine exclusivement humain, c'est-à-dire comme ordre autonome par rapport à « l'autre cité »¹⁵⁷. « Comme Machiavel Hobbes abandonne la recherche de la bonne société »¹⁵⁸. Leurs pensées marquent un clivage entre l'antiquité et l'époque moderne. « Désormais la question de

¹⁵⁵ Ibid., p. 12.

¹⁵⁶ Ibid.

¹⁵⁷ Saint Thomas d'Aquin est identifié comme celui qui a ouvert la voie à cette autonomisation du politique comme lieu de décision en reprenant et soumettant à la critique la séparation entre « la cité des hommes » et « la cité de Dieu » qui avait été introduite par Saint Augustin.

¹⁵⁸ Rosanvallon, *op.cit.*, p. 11

l'origine l'emportera sur celle de la fin, c'est-à-dire du *télos* : la cité n'est pas le corps naturel dont je suis membre; pour qu'il existe il faut le construire, il faut fonder la cité, l'État, l'instituer, l'asseoir sur des institutions stables. ». Pour établir le fondement du pouvoir et de l'obéissance la question à laquelle il faut désormais répondre n'est plus celle de « comment doit-on vivre? » mais « à quelles conditions une vie sociale est-elle possible? »¹⁵⁹.

La modernité marque l'avènement du pouvoir politique et de la société comme co-institués par des règles juridiques. Le politique est le lien qui tient ensemble les individus dans la société. Ce lien politique n'a rien de naturel mais naît du passage de l'« état de nature » à « la société civile »¹⁶⁰ en vertu d'un pacte qui constitue le pouvoir et la société en même temps, auquel les individus ne peuvent se soustraire mais qui leur assure la sécurité en monopolisant le recours légitime à la violence qu'ils perdent par là même. Né dans et par la violence, le pouvoir politique a ainsi pour Hobbes la figure du *Léviathan*, ce monstre biblique « sorti des profondeurs à l'appel du Seigneur (et qui) semble capable du meilleur comme du pire ».¹⁶¹ Ce pouvoir politique acquiert, en vertu du pacte, un caractère absolu comme l'ultime lieu de décision.¹⁶² Le pouvoir souverain pour Hobbes est ainsi « le pouvoir suprême telle qu'on ne saurait imaginer que les hommes en édifient un plus grand ».

Telle qu'elle s'est exprimée dans la pensée de Machiavel ainsi que dans celle de Hobbes, l'idée de souveraineté est fondée sur l'hypothèse d'un état de guerre originel entre les individus (état de nature chez Hobbes). En partant de la réalité de la guerre et de la menace permanente qui règne sur l'existence des hommes (due pour Hobbes à leur méchanceté naturelle) et non plus de l'hypothèse de la justice et de la bonté du souverain, Machiavel établit la nécessité d'une puissance de commandement qui est en mesure d'assurer la défense et la sécurité de la société.

¹⁵⁹ Arion Kelkel. « La modernité et la mutation du politique ». dans Françoise Gaillard. Jacques Poulain et Richard Schusterman (sous la direction de). *La modernité en questions. De Richard Rorty à Jürgen Habermas*. Paris, Cerf, 1998, pp. 295-321, p. 303.

¹⁶⁰ La distinction entre société civile et société politique n'a pas de sens dans cette perspective et n'entre d'ailleurs dans la « pratique sociale qu'au XVIII^e siècle avec la constitution d'un « droit civil distinct » et avec le concept de « civilité » » Henri Lefebvre, *De l'État. 3 : le mode de production étatique*. Paris, coll. 10/18. Union Générale d'Éditions, 1977. p. 42.

¹⁶¹ Ibid. p. 40.

¹⁶² Grotius explique ainsi qu'est souverain, non pas qui décide seul mais celui qui décide en dernier ressort. (Cf. Blandine Kriegel, *Cours de Philosophie politique*, Paris, Librairie Générale Française, 1996. p. 45). Schmitt reprend cette même définition quand il répond à la question « qui est souverain? » ainsi : celui qui décide de la situation d'exception. Voir Carl Schmitt. *La notion de politique*. Paris, Calmann-Lévy, 1988.

Le Prince pour Machiavel est la source même de cette puissance de commandement et « n'a pas à être légitimé par une instance extérieure (la nature ou Dieu) ». Il est « lui-même la source de la légitimité » et « loin d'avoir besoin d'être légitimé, c'est lui qui, par sa réussite, crée les conditions de toute la légitimité ultérieure »¹⁶³. On le sait, Rousseau inverse cet ordre pour faire du peuple le seul fondement de la légitimité et le détenteur de la souveraineté (pouvoir constituant v.s pouvoir constitué). Quant à Hobbes, s'il affirme que le souverain représente le peuple et s'il reconnaît conceptuellement cette souveraineté du peuple, il pense que « le représenté ne préexiste pas logiquement ou chronologiquement, mais voit son être, son identité constitués par l'acte même où il se donne ce représentant (le contrat ou le pacte) ».¹⁶⁴

Si pour Hobbes, « la multitude re(çoit) son unité de celui qu'elle se donn(e) comme représentant », selon Rousseau, le peuple « se donne à lui-même sa propre unité par la formation du pacte social ». L'idée de « contrat social » établit le peuple comme auto-institution, chacun mettant « en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale; et nous recevons en corps chaque membre comme partie indivisible du tout »¹⁶⁵. Selon Rousseau :

« (...) cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres prenait autrefois le nom de *Cité* et prend maintenant celui de *république* ou de corps politique, lequel est appelé par ses membres *État* quand il est passif, *Souverain* quand il est actif, *Puissance* en le comparant aux autres ».¹⁶⁶

Tel est le cadre de la formation de l'identité politique du sujet moderne. Ce qui caractérise l'identité collective moderne est qu'elle est universaliste comme l'illustre la tendance de l'État moderne, qui est son mode formel de constitution, vers « l'État universel englobant l'ensemble de l'Humanité et impliquant une citoyenneté universelle »¹⁶⁷. En outre, le mode normatif de constitution de cet État universel le pose « comme devant être en accord avec le monde déterministe de la nature, et en cela aussi rationnel ». L'identité collective au sens

¹⁶³ Guy Palayret, *La société, le droit et l'État moderne*. Paris, Ellipses, 1998, pp. 15-17.

¹⁶⁴ Ibid.

¹⁶⁵ *Du Contrat social*. Livre I, chap. vi, Paris, Flammarion, 1992. p. 40

¹⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁷ Michel Freitag, *L'oubli de la société* (chapitre III. « L'identité et l'altérité et le politique »). Québec. Les Presses de l'Université Laval. 2002, p. 207

large est ainsi « constituée sous le mode d'une Raison universelle, à valeur transcendante, qui est en même temps "objective" (l'intelligibilité ou la légalité de la nature selon le déterminisme universel, qui s'exprime dans le "principe de raison"...), et subjectivement commune par principe à tous les êtres humains en qui elle s'accomplit dans l'exercice du jugement libre et éclairé, comme liberté métaphysique ». ¹⁶⁸

Dans la philosophie politique moderne, le principe de la souveraineté qui se trouve au fondement de l'idée moderne de la puissance publique intègre les volontés particulières, permettant l'intégration harmonieuse du divers et du multiple à travers leur union synthétique dans la figure du souverain (Hegel). Ce principe de la souveraineté ne traite pas du problème du « un » et du « multiple » seulement au niveau de la communauté politique nationale, il a aussi, avec l'idée de la souveraineté nationale, constitué une forme de règlement des rapports entre États indépendants se trouvant au cœur du droit international public.

1.3.1 La souveraineté comme puissance publique et logique de l'État : la suprématie du politique

Les philosophes modernes du politique ont identifié le principe de la souveraineté comme fondement de l'autorité politique qui définit l'essence de l'État. Il constitue, en effet, la clef de voûte de la théorie politique moderne. Le juriste français Jean Bodin, considéré comme l'inventeur de la souveraineté dans son sens moderne, insiste sur l'unité de la souveraineté et son indivisibilité comme fondement de la république. À partir de son œuvre, la souveraineté désigne ainsi « un pouvoir unifié, indivisible et suprême attribué à un être impersonnel, l'État » ¹⁶⁹. La souveraineté devient synonyme de puissance publique. C'est « la puissance absolue et perpétuelle d'une République ». ¹⁷⁰ Ainsi la philosophie politique moderne établit-elle le pouvoir absolu des hommes sur eux-mêmes comme l'élément fondamental et initial ¹⁷¹.

¹⁶⁸ Ibid., p. 206.

¹⁶⁹ Olivier Beaud. « La souveraineté ». dans Stéphane Rials et Philippe Raynaud (eds.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, P.U.F., 1996, pp 626-632, p. 627. Voir aussi Olivier Beaud, *La puissance de l'État*, Paris, PUF, 1994.

¹⁷⁰ Jean Bodin, *Les Six Livres de la République*, Livre I, Chap. 8. Paris. Fayard. 1986. p. 179.

¹⁷¹ Henri Lefebvre. *L'État dans le monde moderne*, Paris, coll. 10/18. Union Générale d'éditions. 1976. p. 21

Avec ce concept, la pensée politique qui se met en place à partir du début du XVI^e siècle inaugure l'avènement de « l'ère de la forme-État européen » qui devient possible grâce à la reconnaissance de la suprématie du politique sur les autres dimensions de l'existence humaine. Dès lors, « la gestion du politique » est « confiée à cette entité abstraite, spécifiquement moderne qu'est l'État »- et non plus à ceux qui sont à sa tête »¹⁷². Cet État « réalise d'abord une universalisation du pouvoir qui signifie une universalisation du rapport de commandement (domination sur tout l'espace politique étatique qui devient homogène) et d'obéissance (exigée de toutes les personnes sur son territoire) ». Cet exercice du pouvoir politique est lié à un territoire c'est-à-dire un espace limité par des frontières et en relation à un peuple ou plus exactement à une nation¹⁷³. La projection spatiale de la souveraineté sur un territoire constitue ainsi une médiatisation de la domination qui devient impersonnelle.

Si la domination devient impersonnelle avec la notion moderne de la souveraineté, elle n'implique pas moins une hiérarchisation des pouvoirs entre le souverain et le sujet. Cette notion qui s'est précisée et systématisée avec la naissance (à l'époque de la Renaissance) et la formation de l'État moderne, renvoie à « ce caractère de supériorité, à cette qualité qui retomb(e) sur un pouvoir placé au-dessus de tous les autres » et qui « ne souffre aucun supérieur en son genre ». Dans son acception médiévale comme principe politique, la souveraineté ne conférait pas un pouvoir illimité au Prince qui était quand même « le plus élevé en son genre ». Il n'était pas la source et l'auteur du droit. « Son insertion au sein de la chrétienté et sa soumission au droit, qui embrassait à cette époque le droit divin, naturel et coutumier, constituaient de grandes limitations dans l'art de gouverner ». De même, « la souveraineté du *Prince* n'abolissait pas celle de l'Empereur ou du Pape dans leur domaine respectif et, par conséquent, la reconnaissance de facto de la première par les partisans du pouvoir impérial n'entraînait pas en contradiction avec leur allégeance »¹⁷⁴.

¹⁷² Jean-François Kervégan, « Souveraineté et représentation chez Hegel », dans Jean Mario Cazzaniga et Yves Charles Zarka, *Penser la souveraineté moderne et contemporaine*. Paris et Pise, Librairie Philosophique J. Vrin. ETS, 2002, pp. 445-462, p. 449.

¹⁷³ Ce pendant identitaire particulariste de l'État formellement universaliste « comportait le développement d'un type nouveau et paradoxal de rapports à l'identité et l'altérité collectives à l'intérieur desquels nous vivons encore largement ». À l'intérieur de cette nation, il existe une égalité substantielle des droits entre les citoyens dans un droit commun. (Michel Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 200).

¹⁷⁴ Isabelle Duplessis. « La souveraineté politique ». in Josiane Boulad-Ayoub et Luc Bonneville (sous la dir.), *Souverainetés en crise*, Paris et Québec, L'Harmattan. Les Presses de l'université Laval. 2003. pp. 17-27.

Le Prince n'avait que la *potestas ordinata*, ou *ordinaria*, celle de se conformer aux lois alors que la *potestas absoluta*, celle où la puissance et le droit se confondaient revenait seulement à Dieu. Le juriste français Jean Bodin, traduit cette souveraineté par le terme *majestas* qui, «dans la langue juridique romaine désigne un état juridique (un *status*) par comparaison avec d'autres statuts, et implique une vision comparative du pouvoir». La notion moderne de souveraineté exprime quant à elle «une idée de suprématie, tirée d'une laïcisation du pouvoir divin, et qui donc témoigne d'une vision superlative du pouvoir»¹⁷⁵. Elle fait du Souverain un «Prince au-dessus des lois civiles» (*legibus solutus*). La souveraineté lui confère la faculté d'abroger et de créer les normes juridiques. L'État a une maîtrise totale du droit positif. Hobbes a pu ainsi écrire :

«Le Souverain d'une république (qu'il s'agisse d'une assemblée ou d'un individu) n'est pas assujéti aux lois civiles. En effet, ayant le pouvoir de faire les lois et de les repousser, il peut quand cela lui plaît se libérer de cette sujétion en repoussant les lois qui le dérangent et en faisant de nouvelles»¹⁷⁶.

Cette idée du monopole du droit positif détenu par la souveraineté est reconnue comme caractéristique de l'État moderne dans toutes les théories politiques modernes (même celles qui se sont exprimées contre l'absolutisme)¹⁷⁷.

Selon Bodin la souveraineté s'affirme comme capacité législative et fonde le pouvoir souverain comme n'ayant pas d'égal à l'intérieur (pour pouvoir faire la Loi ce pouvoir ne peut souffrir de concurrent ou d'égal), ni de supérieur à l'extérieur où il n'a que des égaux. La «*summa potestas*» de Bodin implique néanmoins une rationalité. Identifié souvent comme ayant introduit ce concept sur le plan juridique et non pas seulement politique, dans ses *Six livres de la République*, Bodin présente le principe de souveraineté comme « la figure politique de la puissance absolue, inaliénable, mais attachée à une '*res publica*' ». Pour lui, « la souveraineté caractérise l'État en le distinguant de toute autre association, contractuelle ou naturelle : famille, corporation, etc. ». Si le siège de la souveraineté est la forme du gouvernement, elle n'entraîne pas l'arbitraire du souverain mais la légalité. Ceci implique une rationalisation du pouvoir. Selon Bodin, « la souveraineté exige pour son plein exercice

¹⁷⁵ Olivier Beaud. « La souveraineté ». loc.cit., p. 627.

¹⁷⁶ Léviathan. p. 283. cité in Beaud. loc. cit., p. 627.

¹⁷⁷ «Chez Montesquieu, comme chez Rousseau, la souveraineté comme puissance publique forme le critère de l'État dont elle traduit la judiciarisation » (Beaud. loc.cit., p., 627).

une juridiction et un droit, donc une constitution »¹⁷⁸. Cette impersonnalisation de la souveraineté est médiatisée par « la généralisation de l'emprise étatique sur tout le territoire national »¹⁷⁹. Cette emprise ne s'affirme cependant que sur ce territoire.

1.3.2 La souveraineté comme fondement de l'ordre spatial européen moderne- La réglementation de la guerre

À l'extérieur du territoire de l'État, c'est le principe d'égalité qui est censé organiser les rapports avec les autres États impliquant des rapports de consentement ou de coopération et non plus des rapports de subordination entre le souverain et ses sujets. La souveraineté interne et la souveraineté externe forment un seul et même système. Ainsi si la souveraineté est absolue dans sa sphère interne comme principe de commandement, elle est relative à l'extérieur où elle rencontre les autres souverainetés qui lui sont égales. Se trouvant au cœur du *jus gentium*, ancien droit universel des Romains, celui-ci s'est transformé en un droit international public dominé par les catégories du traité et de la coutume. En vertu de la doctrine moderne du *Jus gentium* du droit international, le principe de la souveraineté, qui constitue l'essence de la puissance publique et se trouve au fondement de la théorie politique moderne et qui a présidé à la formation de l'État-nation, implique aussi la reconnaissance de la pluralité des États et de leur égalité.

Cette doctrine a été « exposée par Grotius au XVII^e siècle (qui marque aussi avec le XVI^e siècle la naissance de l'État moderne) dans son célèbre droit de la guerre et de la paix ». Pour Grotius, « les États sont entre eux, comme les hommes dans l'état de nature, égaux et soumis au droit naturel ». Ainsi « aucun ne peut contraindre aucun. Chaque souverain est empereur en son propre royaume »¹⁸⁰.

En créant l'État souverain territorial centralisé et sécularisé dont la neutralité confessionnelle a permis le dépassement de la guerre civile religieuse avec son concept de la « guerre juste », l'ordre juridique global moderne fondé sur la coexistence des États souverains a selon Carl Schmitt rendu possible la réglementation de la conduite de la guerre entre ces États. Ceci a été possible grâce à la définition de leurs limites à l'intérieur de

¹⁷⁸ Ibid. pp. 40, 41

¹⁷⁹ Beaud, op.cit., p. 628.

¹⁸⁰ Blandine Kriegel, op.cit., p. 45.

l'Europe et en traçant des lignes d'amitié globales qui ouvrent l'espace outre-mer à la conquête spatiale sans que cela mène à une rivalité intereuropéenne mortelle.

La souveraineté constitue ainsi la clé de voute de l'ordre spatial politique et juridique émergeant avec le passage de l'Europe médiévale à la modernité politique. Non seulement elle constitue «le cadre naturel de la communauté politique»¹⁸¹, à l'intérieur duquel se définit l'espace public ainsi que l'identité politique du sujet moderne mais aussi elle est censée aux yeux de Schmitt organiser les rapports entre États. Elle marque la naissance de l'État moderne comme puissance publique et signale l'autonomie du politique avec un État spatialement clos sur lui-même, souverain face à l'empereur et au pape mais aussi face à tout voisin. C'est ainsi que le droit public européen a réussi, en ce qui concerne les relations interétatiques européennes, à «sortir de la problématique de la guerre juste» pour entrer dans celle de la guerre «réglementée», faisant des adversaires, des ennemis justes (*justus hostis*)»¹⁸².

Si la souveraineté se trouve au cœur de l'idée du « contrat social » qui institue le pouvoir et la société en même temps et met fin à la guerre de tous (Hobbes) contre tous caractéristique de l'état de nature, au niveau des relations interétatiques, il n'existe pas en revanche d'autorité supra-nationale dont la puissance est contraignante pour les États. La souveraineté externe de l'État reste insuffisante pour garantir la stabilité des relations entre les États. L'inégalité des rapports de forces fait que les États ne sont pas égaux en souveraineté, ce qui crée une instabilité potentielle qui ne favorise pas la paix mais plutôt la guerre. Cette aporie de la théorie politique moderne sera le point de départ de la théorie réaliste des relations internationales (Les théoriciens de l'équilibre comme Emmerich Von Vattel et David Hume; Hans Morgenthau), mais aussi de nombreux projets et réflexions autour des façons de parvenir à un ordre international propice à la pacification des relations entre les États (ex : Kant et son *Projet de paix perpétuelle* en 1795, Le projet du libéralisme du marché comme régulateur des rapports sociaux et politiques).

Dans le cadre de son analyse des transformations du politique dans les sociétés contemporaines, la présente thèse examine comment ce modèle qui domine la réflexion sur

¹⁸¹ Henri Lefebvre, *L'État dans le monde moderne*, op.cit., p. 8.

¹⁸² André Brigot. « Persistance et utilité des recherches de géopolitique », *Études internationales*. Québec, juillet-août 2000. En ligne, URL : <http://www.ehess.fr/centres/cimes/publi/abmod.html>, consulté le 15 mai 2005.

l'organisation du monde et ses dynamiques a été de plus en plus remis en question dans le cadre de la «globalisation». La souveraineté est sérieusement mise en cause dans des questions d'une grande importance telle que la législation du travail, dans les négociations sur les processus de libéralisation des économies nationales où une multinationale est considérée comme une personne juridique ayant des droits (ex : le droit de la circulation des capitaux, la clause de la nation la plus favorisée, droit de l'investisseur à la protection contre les « troubles sociaux »), ainsi qu'au nom de « la limitation du discrétionnaire des pouvoirs publics contre l'individu », désignant l'investisseur dans le langage des négociations sur le commerce international. Dans ces négociations, des cadres contraignants pour les États leurs sont imposés, contrairement aux investissements. Emblème de la puissance et du pouvoir de l'État, la souveraineté semble ainsi dépassée comme un archaïsme.

Ce recul de la souveraineté a été analysé comme une libération de la société civile qui ouvre la voie à son auto-organisation et à sa revitalisation. Cette société civile a été l'objet des discours des instances de la « gouvernance » internationales comme étant un ingrédient principal dans les processus de revitalisation de la démocratie (dans les pays du Nord) ou de démocratisation (dans les pays du Sud), comme de l'avènement de la « bonne gouvernance ». Principe fondamental du droit international public organisé autour des principes westphaliens (caractère inviolable de la souveraineté, égalité entre les souverainetés), cette souveraineté semble également devenue caduque dans les nouvelles justifications (ex : John Rawls¹⁸³, Philip Bobbitt¹⁸⁴) de l'interventionnisme humanitaire occidental dans le monde de l'après-guerre froide (ex : en Bosnie, les deux guerres contre l'Irak en 1991 et en 2003, contre l'Afghanistan).

Les mesures de lutte contre le terrorisme ont, quant à elles, marqué le retour de l'affirmation de la souveraineté de l'État qui retrouve sa fonction hobbesienne de garant légitime de la sécurité. Certains ont parlé du retour du politique qui était supplanté par l'économique durant le triomphe de la logique néolibérale (Ulrick Beck¹⁸⁵). L'État a semblé faire un retour en

¹⁸³ *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, Montréal, Boréal, 2006. p. 117 (traduit de l'Américain par Bertrand Guillaume).

¹⁸⁴ *The Shield of Achilles : War, Peace and the Course of History*, New-York et London, Penguin Books, 2002.

¹⁸⁵ « Globalization's Chernobyl ». *Financial Times*, du 05 novembre 2001

force soudain en matière de lutte contre le terrorisme mais aussi lors de la crise la plus récente du capitalisme.

S'agit-il vraiment d'un retour du politique? Cette affirmation de la souveraineté de l'État et de son monopole de la violence légitime pour assurer la sécurité s'inscrit-elle en rupture avec l'idée libérale d'un État non interventionniste et neutre (chapitre 2), qui renonce à sa souveraineté et fonctionne à l'intérieur d'une rationalité déterminée par la logique du marché? Est-elle en rupture avec la tradition politique libérale mettant l'accent sur le règne de la loi et faisant la promotion des droits de l'homme (État de droit)? Assistons-nous vraiment à un retour soudain de l'État et à un passage de l'État néolibéral, non interventionniste et plutôt neutre à l'État néoconservateur qui signifierait le retour du politique? Les événements du 11 septembre et la crise économique sont-ils suffisants pour expliquer ce passage qui nous fait basculer de la logique de la fin du politique à son retour en force?

L'espace territorial-national que la gouvernance néolibérale met en cause dans le cadre de la globalisation n'est pas uniquement le lieu d'exercice de la souveraineté de l'État, comprise comme principe de sa puissance. Il est aussi le lieu d'expression de la volonté générale¹⁸⁶ (Jean-Jacques Rousseau). Cette volonté générale constitue le fondement de la légitimité démocratique et l'expression de l'identité (la nation, le peuple) d'une société, le lieu d'expression de son auto-réflexivité comme de son action sur elle-même comme l'a définie la théorie politique moderne. À cet espace territorial national, qui constitue le cadre de définition et de synthèse de l'identité politique du sujet moderne ainsi que de l'intégration de la société (intégration du un et du multiple, de l'universel et du particulier), la globalisation substitue l'espace abstrait constitué par les réseaux, celui de la technicité (Martin Heidegger¹⁸⁷, Michel Freitag¹⁸⁸), dépourvu de sens social et culturel, c'est-à-dire l'espace de fonctionnement opérationnel des multinationales. Le sens de l'équilibre démocratique du pouvoir est ainsi détruit en reléguant la souveraineté dans ses deux sens : nationale et populaire à l'arrière plan permettant de parler d'une crise de la légitimité¹⁸⁹. Cette crise se

¹⁸⁶ C.f. pp. 109, 114, 122.

¹⁸⁷ *La question de la technique*, in *Essais et conférences*. Paris, Gallimard. 1980 (1954. traduction française en 1958 par André Préau).

¹⁸⁸ *Dialectique et société*, vol. II, op.cit. *L'oubli de la société*, op.cit., notamment chap. V « la nature de la techniques ». pp. 325-417.

¹⁸⁹ Cette crise de légitimité à laquelle les États font face fait l'objet de nombreuses analyses dont Patrick McCarthy et Erik Jones (eds.), *Disintegration or Transformation. The Crisis of the State in Advanced Industrial*

traduit par une désaffection par rapport à la participation politique à l'intérieur des sociétés démocratiques libérales.

La gouvernance néolibérale caractérisée par la disparition du principe de la souveraineté de l'État comme emblème de sa puissance n'a pas empêché le discrétionnaire des États de se retourner contre les droits des individus et leur libertés à l'occasion de « la guerre contre le terrorisme » qui les a soumis à un encadrement sécuritaire draconien au nom de l'état d'exception dont on n'a pas défini les limites temporelles comme le prévoient les constitutions démocratiques (chapitre 3). Comment sommes-nous rendus du « territoire de la fin »¹⁹⁰ (du politique) à l'état d'exception infini et généralisé légitimant le règne de la raison d'État? Comment sommes nous passés de la logique de la globalisation néolibérale à la rhétorique culturalisée du choc des civilisations?

D'un autre côté, les conservateurs et néoconservateurs ont contribué de leur part à promouvoir une vision du monde qui se nourrit des mythes bibliques et scripturaires. Ainsi Bush parle de Ben Laden comme « *the evil one* ». Quant à Blair et Sarkozy, ils affirment que la question spirituelle est plus importante que la question sociale. Comment comprendre tout ceci? S'agit-il d'une rethéologisation du politique? Du retour en force du religieux souvent décrit par les sociologues?

Au-delà de leurs divergences, la thèse de la fin du politique et celle de son retour relèvent paradoxalement de la même logique, du même imaginaire caractérisé par la forclusion du politique. Il s'agit d'une hypothèse centrale de la présente thèse. Après avoir examiné la continuité principielle entre libéralisme et néolibéralisme dans le cadre de son traitement critique de quelques thèses sur la globalisation (chapitre 2), la présente thèse analyse les expressions néoconservatrices de cette forclusion du politique tout en mettant l'accent sur la portée stratégique des découpages conceptuels forgés dans le cadre des discours néolibéral et néoconservateur, qui sont présentés comme deux modes d'imposition de l'évidence d'une certaine configuration des rapports de domination sous-jacents à l'ordre global. Ces rapports de force sont appréhendés comme inhérents aux structures de l'économie-monde capitaliste (Chapitre 4) dont l'évolution définit le cadre de développement de ces discours. Ma thèse souligne également la convergence des motifs idéalistes et réalistes (contre une analyse

Societies. New York. Saint-Martin's Press. 1995; Norberto Bobbio. *L'État et la démocratie internationale*, Bruxelles. Complexe, 1998; Robert W. Cox et Michael G. Schechter, *The Political Economy of a Plural World Critical Reflections on Power, Morals and Civilisation*, London et New York, Routledge, 2002.

¹⁹⁰ Cf. Rancière. *Aux bords du politique*, op.cit.

purement réaliste ou idéaliste) dans les politiques orientées par ces discours et leurs matrices conceptuelles.

Le dernier chapitre (chapitre 5) de cette thèse intègre l'analyse des structures de la domination caractéristiques du capitalisme dans le cadre de la compréhension plus large des modes de régulation de la société élaborée par Michel Freitag. Ce chapitre se penche particulièrement sur l'analyse freitagienne des transformations des sociétés contemporaines qui met l'accent sur le thème de la mutation postmoderne dans son traitement de l'articulation des dynamiques du capitalisme et de celles de la modernité. À partir de cette analyse, Freitag pense la globalisation comme la généralisation des modes de régulation caractéristiques de la postmodernité à toutes les sociétés. La vaste désymbolisation des rapports sociaux qu'elle implique s'inscrit selon lui non pas dans « une fin de l'histoire » mais témoigne de l'avènement « d'un nouvel ordre ontologique de la socialité et de la société », dont le mouvement de déconstruction généralisée qui affecte la culture et les idées (scientifiques, philosophiques, sociologiques, etc.) depuis la fin des années 1960 n'est que l'un des symptômes.

Ce nouvel ordre ontologique de la socialité et de la société est saisi comme constituant le fondement d'un nouvel ordre global qui ne cherche pas à réaliser une intégration politique du divers et du multiple aboutissant ainsi à des apories multiples. Une aporie est un chemin qui ne mène nulle part. Comment la pensée critique peut-elle l'affronter? C'est la question à laquelle la conclusion de cette thèse tente de tracer quelques voies de réponse.

CHAPITRE 2

LA GLOBALISATION COMME AVÈNEMENT D' « UNE SOCIÉTÉ-MONDE » ET « FIN DE L'HISTOIRE ». CRITIQUE DE L'IDÉOLOGIE NÉOLIBÉRALE

D'abord confiné, à partir du milieu des années 1960 au champ académique dans le cadre de travaux en science économique et en géopolitique qui analysent l'accroissement des mouvements de biens, de main d'œuvre, de technologie et de capital à l'échelle internationale, le terme de « mondialisation » ou de « globalisation »¹⁹¹, se généralise à partir des années 1980, pour passer dans la décennie suivante dans le vocabulaire quotidien confortant la thèse de l'émergence d' « un village global » ou de « la société-monde ». Le terme de mondialisation est en effet censé désigner le développement de « l'interdépendance » au niveau mondial à travers l'extension des échanges qu'ils soient économiques, technologiques, ou culturels. Il s'agirait ainsi d'un

« (...) processus qui transforme l'organisation spatiale des relations sociales et des transactions – leur extension, leur intensité, leur rapidité et leur impact – et qui génère des flux et des réseaux transcontinentaux et interrégionaux d'activités, d'interactions et d'exercice du pouvoir »¹⁹².

L'idée d'interdépendance qui décrit ce processus évoque, en ce sens, « la notion d'un monde uni, d'un monde sans frontière géographique ni idéologique »¹⁹³.

Repris par les instances de la « gouvernance mondiale », tels que le Fond monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BA), et l'Organisation mondiale du commerce

¹⁹¹ Mondialisation et globalisation, les deux mots sont utilisés comme équivalents. Comme je décris ici leur usage dans le discours dominant, je les utiliserais temporairement dans cette section de façon équivalente aussi pour ensuite utiliser principalement le terme de globalisation quand il s'agira de décrire la généralisation des modes de régulation systémiques et opérationnels, c'est-à-dire « ce procès historique qui tend à assujettir la totalité des espaces sociaux (et largement aussi naturels) à certaines logiques formelles et abstraites qui sont celles de l'économie de marché, des développements technologiques, des moyens de communication et d'information ». (Michel Freitag, « L'avenir de la société : globalisation ou mondialisation? L'enjeu d'une théorie sociale unificatrice : sociologie critique ou théorisation systémique positive? ». *Société*, no 24-25, hiver 2005, pp. 133-188, p. 161).

¹⁹² David Held et al., « Global Transformations. Politics, Economics and Culture ». CA, Stanford University Press, 2000, cité in Marie-Claude Smouts, Dario Battista et Pascal Venesson (sous la direction de Guy Hermet), *Dictionnaire des relations internationales*. Paris, Dalloz, (catégorie : mondialisation), 2006 (deuxième édition), p. 348.

¹⁹³ En définissant la mondialisation on met souvent l'accent sur cette notion d'interdépendance. Il faut cependant distinguer deux représentations différentes de cette interdépendance : celle des pro-mondialistes qui pensent le monde comme unifié et celle qui est sous-jacente aux critiques de la globalisation comme dans les mouvements de sa contestation qui font de l'unification du monde la base de leur résistance à la globalisation néolibérale.

(OMC), fille du GAAT (*General Agreement on Tariffs and Trade* : l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le terme de mondialisation décrit l'extension, supposée nécessaire et irréversible, de la logique économique du marché à toutes les sociétés. La mondialisation devient ainsi l'objet d'un agenda global qui concerne toutes les sociétés. Elle est censée être une réalité à laquelle elles doivent toutes s'adapter. Elles seraient ainsi obligées d'ajuster leurs économies nationales (ajustement structurel, modernisation, innovation technologique), comme leurs institutions politiques et sociales (dérégulation, assaut contre l'État social) pour faciliter leur intégration dans l'économie mondiale. Si le processus de mondialisation est censé relever d'une logique inhérente à l'économie du marché et à l'évolution naturelle des économies nationales, son déploiement est conçu en effet comme nécessitant comme condition préalable l'élimination des rigidités socio-politiques qui lui feraient obstacle (rationalisation).

Aux yeux des enthousiastes de la globalisation, la disparition de tout système économique concurrent au capitalisme avec la chute de l'URSS et les réformes des pays de l'Est a aussi ouvert le champ à l'unification du monde. Forte de cette implosion du camp communiste ennemi, l'idéologie néolibérale nous enjoignait alors de croire que plus rien ne diviserait le monde de l'après-guerre froide qui serait aussi celui de la généralisation des bienfaits de la globalisation de l'économie du marché, présentée comme une nécessité objective, inhérente à l'évolution de l'économie du marché. L'intégration du marché global et la vitesse de sa croissance seraient, en outre, facilitées par les progrès de la révolution des technologies de la communication et de l'information (TCI) qui réduiraient les distances et permettraient une véritable intégration spatiale du monde au point qu'on pourrait désormais parler de l'avènement d'une « société-monde » organisée sur le modèle des réseaux de l'*Internet*. En plus de réduire les distances, les TCI ont été analysées comme ayant introduit « une bifurcation des modes de production »¹⁹⁴ qui aboutit à l'apparition d'une « nouvelle économie » qui serait caractéristique de l'ère globale.

2.1 La globalisation comme avènement d'une « nouvelle économie »

Cette nouvelle économie est caractérisée par « le rôle croissant de la connaissance et de l'information » ainsi que par « le renouveau des gains de productivité, la prépondérance des

¹⁹⁴ Jean-Hervé Lorenzi. « Un nouveau système productif? ». in Pierre Dockès (dir.). *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 123-165, p. 129.

coûts fixes, l'émergence d'une nouvelle organisation industrielle et les nouveaux *business models* »¹⁹⁵. La révolution technologique des TCI serait aux yeux de nombreux analystes de la nouvelle économie comparable dans son importance à celle de la révolution industrielle¹⁹⁶. Selon Pierre Dockès « par sa nature même (cette révolution) affecte l'ensemble des activités productives et engendre de nouvelles industries motrices »¹⁹⁷. Au sens de Jean-Hervé Lorenzi, l'information et la connaissance sont à la base d'un « bouleversement systémique » du processus de production et des modes de consommation. Ils sont les moteurs de nouveaux lieux d'accumulation qui déclenchent un « accroissement de la concurrence mondiale et l'accélération du rythme des innovations mais aussi (...) des modifications profondes et irréversibles des modes de consommation et de l'organisation du travail »¹⁹⁸. Les nouvelles technologies de la communication et de l'information entraînent aussi une modification de la structure du PIB des pays industrialisés¹⁹⁹ dans lequel la part de « l'immatériel » augmente dans le capital productif et « le secteur des services joue un rôle de plus en plus important par rapport au secteur productif »²⁰⁰.

À cause du rôle croissant de la connaissance et de l'information qui la caractérise, la nouvelle économie est une économie qui est de plus en plus interconnectée. Elle s'organise en réseaux invisibles. La libre circulation de l'information fait qu'elle « échappe à tout contrôle politique et social » et rend désuète la notion de frontière ou d'obstacle physique à l'expansion des marchés. La configuration de ces marchés n'est plus nationale mais transnationale, ce qui implique une transformation de la logique de l'accumulation qui devient planétaire entraînant « une division du travail intrafirme planétaire, des stratégies des firmes pensées et menées à l'échelle du globe » d'où « l'ubiquité des grands groupes, les

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ C.f. Jacques Freyssinet. « Modes d'accumulation du capital : une nouvelle dialectique? ». in Pierre Dockès. op.cit., pp. 55-80.

¹⁹⁷ Pierre Dockès. « Périodisation du capitalisme et émergence d'un nouveau capitalisme ». in Pierre Dockès (dir.), op.cit., pp. 81-110, p. 99.

¹⁹⁸ Lorenzi, loc.cit., p. 124.

¹⁹⁹ Les industries des technologies de l'information représentaient 8.2% du PIB des Etats-Unis en 1998, contre 4,9% en 1985.

²⁰⁰ Lorenzi, loc.cit., p. 24.

marchés “globaux”, les délocalisations et fusions à l’échelle mondiale »²⁰¹. Si elle apparaît comme un processus objectif et automatique, la globalisation traduit en effet

« le fait que dans le cadre actuel, celui du (capitalisme avancé), les activités des sphères de la production et de la commercialisation sont guidés par une stratégie “globale”, portant simultanément sur la zone d’approvisionnement, la localisation de la production et la mise en marché. De même dans la sphère financière sont déterminés par une stratégie globale les choix déterminant les portefeuilles d’actifs (actions, obligations, devises, etc.) et les marchés sur lesquels ces actifs sont transigés à l’échelle mondiale »²⁰².

Dans cette globalisation, la sphère financière devient prépondérante. Grâce à la mobilité instantanée qui devient possible par l’interconnexion informatique, les transactions financières sur le marché des échanges connaissent durant les années 1990 une croissance fulgurante. Ainsi « la nouvelle économie » est caractérisée par une formidable croissance des marchés financiers (surtout entre 1995 et 2000, mais traversée quand-même par des crises) qui est « sans rapport avec la croissance réelle beaucoup plus faible de l’économie » et qui ont « nourri les illusions quant à un pouvoir magique des marchés financiers de créer par eux-mêmes de la richesse »²⁰³. Le « décloisonnement interne et externe des systèmes financiers nationaux » a été impulsé d’abord par l’abandon de l’étalon or et l’effondrement du système monétaire international de *Bretton Woods* en 1971 qui ont donné lieu à des taux de change fluctuants et non plus fixes, et ensuite par « les mesures de libéralisation et de déréglementation mises en vigueur par les États-Unis et la Grande Bretagne entre 1979 et 1982 ». Ces mesures ont « permis l’émergence d’un système financier mondialisé, dominé par les États-Unis en raison de l’importance de leur dollar jouant le rôle de monnaie internationale, et de la dimension de leur marchés boursiers et d’obligations »²⁰⁴.

Cette grande dérégulation des marchés boursiers a donné naissance à une économie où la production industrielle joue un rôle moins important que la spéculation dans la génération des profits. En outre, non seulement la logique industrielle est subordonnée désormais à une logique financière, mais en plus la logique de l’investissement spéculatif obéit elle-même à la recherche du rendement maximum à court terme. D’où « la place prépondérante sur les

²⁰¹ Pierre Dockès, « Périodisation du capitalisme et émergence d’un néocapitalisme », in Dockès (dir.), op cit., p. 100.

²⁰² Louis Gill, *Le néolibéralisme*. Québec. Chaire d’études socio-économiques de l’UQAM. (deuxième édition revue et mise à jour). 2002. p. 40.

²⁰³ Gill, op. cit., p. 68.

²⁰⁴ Ibid., p. 39.

marchés financiers des gestionnaires de fonds communs de placement et de fonds de retraite dont la stratégie d'investissement est d'abord guidée par la recherche du rendement maximum à court terme »²⁰⁵.

Dans le discours dominant de la globalisation, celui qui a surtout été énoncé et promu par les instances de la gouvernance globale tels que la Banque Mondiale, l'OMC, Le FMI, l'OCDE et plusieurs « *think tanks* » néolibéraux, cette nouvelle situation nécessite que les États adaptent leurs systèmes de régulation à la nouvelle réalité mondiale des réseaux en délaissant les vieilles pratiques protectionnistes et en libéralisant leurs économies. Mais la nouvelle économie se trouve plus fondamentalement au cœur d'une redéfinition qui touche la substance et la nature même de nos vies et de nos sociétés²⁰⁶.

La mutation profonde des sociétés qui en résultera n'est, cependant, appréhendée dans ce discours que dans un sens positif qui se présente comme l'accélération des processus déjà à l'œuvre dans les sociétés démocratiques de la « modernité avancée » : rationalisation (une plus grande efficacité), ouverture (obsolescence des frontières), homogénéisation (fin des divisions idéologiques), démocratisation et pacification. Ces transformations reflèteraient une logique propre à l'économie du marché et ne seraient que l'actualisation des virtualités contenues dans cette logique qui peut se déployer librement avec la disparition de toute alternative de devenir historique concurrente à celle que nous offre l'économie du marché. *There is no alternative* (TINA) affirmait déjà dans les années 1980 Margaret Thatcher.

Examinons d'abord les éléments de ce discours avant de tenter de saisir les dynamiques sociales et sociétales qu'ils engagent ainsi que les configurations sociales, économiques, politiques et culturelles qui émergent dans le cadre de la globalisation.

2.2 Le discours néolibéral de la globalisation

2.2.1 La globalisation comme « fin de l'histoire » et la réactivation du mythe du progrès

Interprétant l'histoire du capitalisme comme celle d'un progrès continu et illimité, les thèses triomphalistes du néolibéralisme présentent la globalisation comme le résultat de l'évolution

²⁰⁵ Ibid., p. 42.

²⁰⁶ Consulter le chapitre 5 de la présente thèse pour un exposé plus détaillé des modalités de cette redéfinition ainsi que de ses conséquences.

naturelle de l'économie du marché. Le sens du développement historique irait selon une logique linéaire des structures primaires autonomes telles que celles de l'État, la société et l'économie nationale pour s'élargir vers l'espace transnational et le marché global dont les limites se confondent avec celle de la planète. La globalisation de l'économie se présente dans le discours néolibéral comme phénomène inédit dans l'histoire humaine traduisant un mouvement irrésistible de la réalité auquel toutes les sociétés doivent s'adapter. Ce processus d'évolution objective couronne la marche de la civilisation capitaliste vers le progrès, c'est-à-dire vers une plus grande maîtrise du destin de l'humanité ainsi que le bonheur et le bien-être pour le plus grand nombre grâce à l'avancement des sciences et à l'innovation technologique²⁰⁷.

Le discours néolibéral de la globalisation réactive ainsi les mythes du progrès et de l'abondance matérielle. Ce progrès serait « la source d'une hausse forte, régulière et assez indéfinie de la productivité ». Il serait aussi « socialement neutre, émancipateur et bienveillant pour chacun ». Cette réactivation du mythe du progrès s'accompagne jusqu'à

²⁰⁷ C. f. FMI, « La mondialisation : faut-il s'en réjouir ou la redouter? », publié le 10 avril 2000, sur le site officiel du Fonds monétaire international, Washington, (En ligne), URL : <http://imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/041200f.htm>, consulté le 12 janvier 2004. Tout en recensant les critiques de la globalisation, et ses crises (ex : les crises des marchés émergents dans les années 1990) ne les considère que comme la contrepartie des avantages de cette globalisation. Elle est aux yeux des rédacteurs du document un processus qui doit bénéficier à tous au bout du compte, certains récoltent les avantages avant les autres qui à leur tour en bénéficieront à condition d'engager des réformes pour stimuler la croissance. La globalisation s'inscrit donc, en ce sens, dans la marche globale vers le progrès. Ainsi le document affirme-t-il ce qui suit : « D'aucuns voient dans la mondialisation un processus bénéfique -- qui contribuera de façon décisive au développement économique mondial -- inévitable et irréversible. D'autres sont hostiles à ce processus, voire le redoutent, estimant qu'il accroît les inégalités au sein des pays et entre eux, menace l'emploi et le niveau de vie et entrave le progrès social. L'objectif de la présente étude, qui fait un tour d'horizon de certains aspects de la mondialisation, est d'indiquer aux pays comment tirer parti de ce processus, tout en évaluant avec réalisme le potentiel et les risques. La globalisation qui offre de grandes chances de parvenir à un développement authentiquement mondial avance de façon irrégulière. Certains pays s'intègrent à l'économie mondiale plus rapidement que d'autres. Dans ceux qui ont pu s'intégrer, la croissance est plus forte et la pauvreté diminue. Sous l'effet de politiques tournées vers l'extérieur, les pays d'Asie de l'Est, qui figuraient parmi les plus pauvres de la planète il y a 40 ans, sont pour la plupart devenus dynamiques et prospères. À mesure que le niveau de vie augmentait dans ces pays, ils ont pu s'ouvrir à la démocratie et, sur le plan économique, accomplir des progrès dans des domaines comme l'environnement et les conditions de travail. Dans les années 70 et 80, de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique ont, contrairement à ceux d'Asie, poursuivi des politiques tournées vers l'intérieur et leur économie a stagné ou régressé, la pauvreté a augmenté et une forte inflation est devenue la norme. Des événements extérieurs défavorables ont aggravé les difficultés de beaucoup d'entre eux, surtout en Afrique. Cependant, à mesure que ces pays modifiaient leur politique, leur revenu a commencé à augmenter. Une profonde mutation est en cours. L'encourager -- et non l'inverser -- est le meilleur moyen de stimuler la croissance, le développement et la lutte contre la pauvreté. Les crises sur les marchés émergents dans les années 90 ont montré très clairement que les avantages de la mondialisation n'étaient pas sans contrepartie, à cause des risques, d'une part, d'instabilité des mouvements de capitaux et, d'autre part, de dégradation du tissu social, de l'économie et de l'environnement que pouvait engendrer la pauvreté. Pour toutes les parties prenantes, qu'elles viennent des pays en développement ou des économies avancées, ou, cela va de soi, qu'il s'agisse des investisseurs, c'est une raison, non pas de revenir en arrière, mais de lancer les réformes nécessaires pour renforcer les économies et le système financier international de façon à accélérer la croissance et à réduire la pauvreté » (Ibid.) : C. f. également *Perspectives de l'économie mondiale*, Washington, Fonds monétaire international, mai 2000, (En ligne), URL : <http://imf.org/external/pubs/ft/wco/2000/01/index.htm>, consulté le 21 juin 2004.

1995, date de la première crise financière de l'ère globale de « l'illusion d'une fin des crises économiques et même du cycle »²⁰⁸, c'est ce qui ouvre la porte après la récession des années 1979 et 1980, au retour du mythe d'une croissance soutenue aboutissant à la richesse et au bonheur matériel pour tous.

Mais, dans ce discours néolibéral, l'accès à ce bonheur matériel pour tous doit d'abord passer par l'acceptation d'un taux de chômage « naturel » qu'il serait contre-productif de vouloir éliminer par des mesures politiques. « Ce taux naturel de chômage reflèterait les données réelles de l'économie, parmi lesquelles les caractéristiques du marché du travail ». Les politiques monétaires ou fiscales qui visent à réduire le chômage ne pourraient qu'être génératrices d'inflation sans parvenir à réduire le chômage²⁰⁹. C'est ce dogme que défend le monétarisme, ce courant de pensée développé dans les années 1960 autour de Milton Friedman, le prix Nobel de l'économie en 1976.

²⁰⁸ Pierre Dockès, « Introduction », in Pierre Dockès (dir.), op.cit., p. 18

²⁰⁹ Louis Gill, *néolibéralisme*, op.cit., p. 16. Il faut noter que les diagnostics néolibéraux actuels de l'augmentation des taux de chômage avec la plus récente crise financière, qui est entrain de s'étendre à l'économie, ne sont pas différents. Ils continuent à considérer les taux de chômage élevés comme quelque chose de nécessaire pour assurer la flexibilité des marchés. Voir « The Job Crisis », *The Economist*, du 15 Mars, 2009 (édition imprimée), c.f. URL: <http://www.economist.com/printedition/>), les articles de ce numéro, et surtout son éditorial portant le même titre, « The Job Crisis » (c.f. édition électronique) constituent une bonne occasion de comprendre les dessous de la pensée néolibérale. Il est ainsi affirmé dans ce numéro que les licenciements d'aujourd'hui sont nécessaires pour assurer la flexibilité des marchés et assurer l'embauche de demain. Dans une absence totale de toute considération pour le sens humain de ces licenciements et leurs effets destructeurs sur la vie des gens, les néolibéraux en parlent comme la destruction d'activités passées et de la création d'activités nouvelles (la destruction créatrice). L'article principal de ce numéro affirme ainsi que : « *Over the next couple of years, politicians will have to perform a difficult policy U-turn; for, in the long term, they need flexible labour markets. That will mean abolishing job-subsidy programmes, taking away protected workers' privileges and making it easier for businesses to restructure by laying people off. Countries such as Japan, with two-tier workforces in which an army of temporary workers with few protections toil alongside mollicoddled folk with many, will need to narrow that disparity by making the latter easier to fire. The euphemism for that is "flexibility". The bare truth is that the more easily jobs can be destroyed, the more easily new ones can be created. The programmes that help today, by keeping people in existing jobs, will tomorrow become a drag on the great adjustment that lies ahead. As time goes by, spending on keeping people in old jobs will need to be cut, and replaced with spending on training them for new ones. Governments will have to switch from policies to support demand to policies to make their labour markets more flexible. That is going to require fancy political footwork; but politicians will have to perform those steps, because if they fail to, they will stifle growth.* ». Article disponible en ligne, URL: http://www.economist.com/opinion/displaystory.cfm?story_id=13278305, consulté le 19 mars 2009. Les néolibéraux semblent ainsi tenir pour sacrées leurs préoccupations classiques pour la flexibilité des marchés et la croissance économique peu importe leurs coûts sociaux et leurs significations humaines. Ils prouvent encore une fois leur indifférence à la société réelle et à tout ce qui touche de près ou de loin à la vie des gens ordinaires. Comme l'a bien montré Kees Van der Pijl (*The Making of an Atlantic Ruling Class*, London, Verso, 1984 et surtout *Transnational Classes and International Relations*, London, Routledge, 1998) et bien d'autres (C.f. Jacques Mascotto, « L'overclass et son imaginaire », entrevue réalisée par Jean François Fillion et Jean-Claude Ravet, *Relations*, n° 703, septembre 2005, pp. 17-20) selon qui l'idéologie qui sous-tend le discours néolibéral est essentiellement celle d'une classe (transnationale) coupée par le bas qui n'a aucune idée des conditions de vie de la grande majorité de la population et qui a les moyens de s'assurer que la richesse lui revient de droit. Quand elle emploie les gens c'est qu'elle les fait participer dans cette richesse par pure générosité (retour de la mentalité féodale), et si leurs emplois semblent entraver l'accumulation de cette richesse, elle croit être en droit d'éliminer et de maintenir en état d'infrahumanité ceux qui entravent cette accumulation.

Cherchant à restaurer un libéralisme pur face au « libéralisme réformiste » de Keynes, qu'il proposait pour sortir l'économie mondiale du marasme suite à la Grande crise de 1929-1930, le monétarisme préconise le renversement complet de la politique économique menée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Sur la base d'une analyse des causes de cette crise qui est opposée à l'opinion conventionnelle de la science économique de l'époque (les années 1960)²¹⁰, Friedman s'est attaché à montrer que « la monnaie est la cause majeure de l'instabilité de l'économie, responsable notamment de l'inflation » dont la maîtrise doit être l'objectif prioritaire. Dite « politique de désinflation compétitive », la politique monétariste préconise la nécessité de lutter contre l'inflation grâce à « une politique monétaire restrictive, visant la stabilité des prix, et non plus une politique budgétaire expansionniste de plein emploi ». La politique monétaire doit être « une politique de nature systématique (suivant une règle simple de croissance de la masse monétaire à un taux prédéfini) menée par une banque centrale indépendante, et non plus discrétionnaire (c'est-à-dire menée par les autorités publiques au gré de la conjoncture) »²¹¹.

Les tenants de l'école de Chicago (qui a développé entre autres la théorie monétariste) sont hostiles à la plupart des modes d'intervention de l'État dans l'économie. Ils se disent « sceptiques sur la relation entre les intentions et les effets réels de ces interventions ». S'ils n'avaient pas d'autre choix, des économistes tels que J. Stigler et Friedman « tendraient à préférer un "monopole sans contrôle" (...) à une intervention de l'État ou à une appropriation publique accompagnée d'une gestion étatique ». Pour eux, le keynésianisme a largement nui à « l'efficacité économique » et à « la liberté individuelle ». Conçues pour stimuler la croissance économique (en stimulant la demande à travers l'amélioration du pouvoir d'achat et le niveau de vie en visant le plein emploi) et appliquées aux économies

²¹⁰ Les tenants de l'école de Chicago ont affirmé que « l'accélération de l'inflation que l'on (avait) constaté aux États-Unis (et par la suite dans les autres économies de l'Europe de l'Ouest) ne se serait pas produite si le système fédéral de réserve n'avait pas permis à la masse monétaire d'augmenter à un rythme excessivement rapide ». Selon la théorie des « cycles d'affaires » de Friedman « la principale cause de récession est une réduction des taux d'expansion de la masse monétaire ». Il affirme ainsi que « c'est la politique monétaire restrictive de la Réserve fédérale en 1928 et 1929, conçue pour combattre la spéculation sur le marché financier, qui a suscité la Grande crise ». De même « il croit que le système fédéral aurait pu éviter la baisse brutale de la masse monétaire pendant la Grande crise s'il l'avait voulu » (c.f. Milton Friedman et Anna J. Schwartz. *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton. New Jersey. Princeton University Press, 1971, 1969, 1963). Il propose donc « l'idée selon laquelle on devrait exiger aux autorités monétaires qu'elles maintiennent un taux constant de croissance de la masse monétaire ». Colin D. Campbell, « L'École de Chicago ». in Douglas Greenwald (éd.), (préface de Michel Albert) *Encyclopédie économique*. Paris. Economica. 1984. pp. 264-269. p. 266. C.f. également le site internet de l'école de Chicago (en économie) URL <http://economics.uchicago.edu>

²¹¹ Pierre Bezbach et Sophie Gherardi, *Dictionnaire de l'économie*. Paris. Larousse. 2000. p. 384 (catégorie monétarisme).

libérales en ruine après la Grande crise de 1929-1930, les recettes keynésiennes auraient fait fausse route et causé la stagflation²¹² des années 70 et 80. Elles auraient empêché l'entreprise privée de jouer un rôle moteur dans la stimulation de la croissance de l'économie en donnant une trop grande place à l'État dans l'économie. Aux yeux des néolibéraux, l'État

« doit non seulement se retirer des activités productives où il entre directement en concurrence avec le secteur privé, mais réduire au maximum les dépenses associées improductives de santé et d'éducation publiques, de protection sociale et de redistribution des revenus »²¹³.

Les néolibéraux ont ainsi plaidé pour la suppression des « rigidités » dont souffrirait l'économie à cause de l'interventionnisme étatique mais aussi à cause d'un pouvoir syndical « excessif ». Comme l'explique Louis Gill :

« (...) pour les néolibéraux les racines de la crise mondiale de 1974, qui voit se combiner pour la première fois dans l'histoire une stagnation économique et un taux de chômage élevé avec un taux d'inflation élevé, se trouvent dans le pouvoir excessif du mouvement ouvrier qui a mis en échec l'accumulation privée par ses revendications salariales et ses pressions pour une augmentation des dépenses de l'État »²¹⁴.

À l'origine de l'opposition keynésianisme-monétarisme se trouve ainsi une analyse différente de l'origine de la « Grande Crise » de 1929-1930 et c'est le monétarisme qui va l'emporter lors d'une autre crise, celle que les économies occidentales ont connu à partir de 1974.

Aux États-Unis, dont Friedman a analysé la politique économique avant la crise de 1929, on a assisté dans les années 1970, comme l'affirme Giovanni Arrighi, au « passage, sous la

²¹² Selon W. Craig Riddell du département d'économie de l'université de British Columbia « La stagflation est la combinaison d'un taux de chômage élevé et d'un haut taux d'inflation. Avant la fin des années 60, les variations de l'activité économique provenaient principalement des perturbations de la demande (fluctuations de la demande globale ou des dépenses totales). Une hausse de la demande globale entraîne une augmentation de la production, de l'emploi et des prix, alors qu'un fléchissement provoque une baisse de la production, une augmentation du taux de chômage et une diminution du taux d'inflation. Dans les années 70 et 80, la stagflation découle en partie des soubresauts de l'offre (augmentation des prix provoquée par celle des coûts de production). Si les gouvernements réagissent à une forte augmentation des prix résultant de perturbations de l'offre en maintenant constante la dépense globale de l'économie, celle-ci connaîtra une grave récession, car des dépenses d'énergie ou d'alimentation plus élevées devront être compensées par une diminution des dépenses pour d'autres biens et services, ce qui aboutit à un recul de la production et de l'emploi. Si les gouvernements accroissent les dépenses totales, il y aura inflation. La majorité des gouvernements occidentaux ont choisi une politique qui se situe entre ces deux extrêmes, augmentant ainsi à la fois l'inflation et le chômage. Les anticipations peuvent aussi avoir un effet sur la stagflation. Quand les gens prévoient que l'inflation va se maintenir, ils déterminent les salaires et les prix en conséquence, donnant ainsi à l'inflation une impulsion qu'on ne peut freiner rapidement ». (En ligne) URL: <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=flARTI0007648> consulté le 20 novembre 2008

²¹³ Gill, op.cit., p. 18.

²¹⁴ Ibid., p. 16.

présidence Carter, d'une politique monétaire hautement permissive à une politique hautement restrictive, favorisant la "monnaie saine", ce qui marque selon lui la naissance de ce qu'on appelle « le nouveau capitalisme ». Au sens d'Arrighi, cette politique « a inauguré l'abandon de l'idéologie de la pratique du New Deal qui se réalisera pleinement sous Reagan ». Si le New Deal (réponse à la crise de 1929-1930 aux États-Unis sous Roosevelt et Truman) « se fondait sur un transfert des leviers financiers des mains privées vers celles de l'État », son abandon a ouvert la porte au retour de la haute finance privée dans les sphères de commande de l'économie mondiale. Ce retour s'est traduit par une forte pensée dérégulationniste (Thatcher, Kohl) des marchés financiers non seulement aux États-Unis qui cherchaient à « créer des conditions aussi favorables pour la spéculation financière que dans le reste du monde »²¹⁵, mais partout dans le monde à travers l'abandon des institutions de *Bretton Woods* comme instances de régulation, de stabilisation et d'organisation du commerce international et de l'ensemble de l'environnement économique international.

Pourtant, ces institutions (FMI, Banque mondiale) qui ont défini les lignes du système financier international après la deuxième guerre mondiale, mettant en place une organisation monétaire mondiale autour du dollar américain mais en le rattachant nominalement à l'or (système de taux de change fixe auquel s'oppose le système des taux de change flottants dont Milton Friedman est le théoricien principal), ont permis de contrôler les marchés spéculatifs qui provoquent le développement de flux financiers sans rapport avec le flux des marchandises et de favoriser ainsi un développement économique considérable sans crises majeures.

Si c'est avec un démocrate (Carter) que le « nouveau capitalisme » a vu sa naissance (avec l'abandon de la convertibilité du dollar en or en 1971 et l'adoption en 1973 du régime de changes flottants), c'est d'abord au Chili qu'il a été testé « sous la dictature du général Augusto Pinochet, au lendemain du coup d'État militaire qui a renversé dans le sang le régime d'unité populaire démocratiquement élu en 1970 ». Le « virage néolibéral » a pris toute son ampleur, cependant, avec à la fin des années 1970 avec une vague d'élections favorisant la droite dans un certain nombre de pays déterminants, principalement la Grande

²¹⁵ Giovanni Arrighi. « Hégémonie américaine et marché mondial ». in Gilbert Achcar (dir.). *L'hégémonie américaine*, *Actuel Marx*, n° 27, premier trimestre 2000, Paris, PUF, pp. 54-69, p. 67

Bretagne et les États-Unis²¹⁶. À partir de 1982 (élection de la coalition démocrate-chrétienne dirigée par Helmut Kohl restée au pouvoir jusqu'en 1998), un virage à droite s'est effectué dans tous les pays d'Europe occidentale du Nord, à l'exception de la Suède, de l'Autriche et de la Norvège où le « partenariat social » se transforma en moyen d'implantation des politiques néolibérales dès la fin des années 1980 dans le contexte d'une économie mondiale dominée désormais par le néolibéralisme.

L'élection de partis socialistes en France, en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce n'a pas amené de véritables déviations par rapport à cette vague de néolibéralisme. Ne respectant leurs engagements électoraux que très brièvement, les partis socialistes au pouvoir, seuls ou en coalition, se sont mis eux aussi à la médecine monétariste en « abandonnant l'objectif du plein emploi pour donner la priorité à la lutte contre l'inflation, au contrôle des déficits budgétaires, aux réformes fiscales favorables aux détenteurs de capitaux, et aux privatisations ». De même, les partis travaillistes en Australie et en Nouvelle Zélande « poussèrent plus loin que dans la Grande Bretagne de Margaret Thatcher le programme néolibéral »²¹⁷.

La chute de L'URSS en 1989 et les réformes dans les régimes de l'Europe de l'Est qui formaient ses satellites, a semblé apporter la preuve finale du triomphe des lois du marché non seulement comme seul régulateur possible de l'économie mais désormais comme modèle pour toutes les relations sociales. Si pendant la guerre froide c'est essentiellement la droite -Thatcher en Grande Bretagne et Reagan aux États-Unis qui a proposé ce que Perry Anderson décrit, dans le langage d'Antonio Gramsci, comme « la formule organique du néolibéralisme » (*organic formula of neoliberalism*)²¹⁸, c'est plutôt la gauche (élection des partis du centre-gauche dans la plupart des pays de l'Europe de l'ouest), avec le démocrate William Clinton aux États-Unis et le travailliste Anthony Blair (avec sa politique de la *Third Way*) qui se chargera après la fin de la guerre froide du *marketing* de cette « formule organique » du néolibéralisme. Empruntant dans le discours de la gauche des thèmes qui donnent au néolibéralisme une enveloppe idéologique plus attrayante que celle du monétarisme à la Friedman et à la Hayek, les nouveaux défenseurs du néolibéralisme nous

²¹⁶ Gill, op.cit., p. 19. Cf. également Perry Anderson, « US Elections - Testing Formula Two ». *New Left Review*, n° 8, mars-avril, 2001, En ligne. URL : <http://www.newleftreview.org/A2310>, consulté le 22 septembre 2004.

²¹⁷ Ibid., p. 22.

²¹⁸ Perry Anderson, loc.cit.

ont alors proposé un capitalisme de la « troisième voie », soucieux d'éthique et de morale, mais qui ne sera pas moins « efficace » pour euphémiser la nature de la nouvelle « constitution »²¹⁹ de la globalisation et ses enjeux.

2.2.2 Au fondement de la « constitution » de la globalisation: La dépolitisation à l'œuvre

2.2.2.1 Le discours éthique du capitalisme de la « troisième voie »

Si l'application des recettes économiques néolibérales a abouti au gonflement du chômage, à la polarisation ainsi que l'effritement des classes moyennes (cheval de Troie du keynésianisme) et à la montée des inégalités (qui vont être certainement beaucoup plus exacerbées avec la plus récente crise du capitalisme), cela ne préoccupe guère les néolibéraux. Friedman, comme les autres tenants du discours néolibéral, s'est toujours affirmé peu préoccupé de ces effets des politiques monétaristes centrées sur le déficit (le fameux slogan du déficit zéro) et la monnaie saine. Pour eux toute tentative d'entraver ce processus de libéralisation de l'économie « transforme(ra)it la richesse et la puissance en misère et en faiblesse », comme l'affirmaient déjà les économistes classiques²²⁰.

Mais dans la « formule organique du néolibéralisme » proposée par Clinton et Blair (que l'on essaye actuellement de réactiver comme une formule plus clémente du capitalisme réformé²²¹) comme par les leaders politiques européens, « flexibilité du travail »,

²¹⁹ C.f. Éric Pineault. « L'AMI. Constitution pour une économie globalisée? ». in Michel Freitag et Éric Pineault. *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*. Québec. Nota Bene. 1999. pp. 35-93.

²²⁰ Serge Halimi. « Notre utopie contre la leur ». *Manière de voir. Le Monde diplomatique*, n° 72 (Le nouveau capitalisme). Décembre 2003-janvier 2004, *Le Monde diplomatique*, pp. 94-95, p. 94. Il faut noter que les adeptes les plus fidèles du marché libre (les libertariens) qui sont contre toute intervention de l'État en économie, malgré la crise actuelle des marchés financiers, qui est doré et déjà en train de ravager les fondements de l'économie réelle et d'augmenter considérablement les taux de chômage, continuent à s'opposer à l'intervention de l'État et persistent à croire au caractère évident du credo néolibéral. C.f. Jeffrey A. Miron. « Bankruptcy Not Bailout Is the Right Answer ». publié sur le site de *CNN Politics.com* le 28 septembre 2008, URL : <http://www.cnn.com/2008/POLITICS/09/29/miron.bailout/> (consulté le 21 octobre 2008); consulter également son article sur le même site qui offre des conseils libertariens pour stimuler l'économie américaine qui pensent que plus de marché libre et un retour aux principes purs du capitalisme et non le contraire est la solution à sa crise actuelle. Cette crise serait à son avis causée par le fait que l'on s'est éloigné de ces principes. URL : <http://www.cnn.com/2009/POLITICS/02/05/miron.libertarian.stimulus.index.html> Miron est un professeur de macroéconomie à Harvard qui s'est exprimé avec de nombreux autres économistes (166 économistes) contre le plan américain de renflouage (*bailout*) des banques et des compagnies américaines en faillite. Il a signé avec eux une lettre aux leaders du congrès américain à ce sujet.

²²¹ À l'occasion d'un colloque à Paris (« Comment refonder le capitalisme? », janvier 2009 à Paris) sur la crise du capitalisme financier et la réforme du système capitaliste, l'ex-ministre britannique Tony Blair, le président français Nicolas Sarkozy, la chancelière allemande Angela Merkel affirment tous la nécessité de moraliser le capitalisme pour le sauver des déboires et des excès du capitalisme financier. La crise actuelle est considérée comme majeure mais elle n'appelle pas à la remise en question du capitalisme sur la base d'autres principes que

compression des salaires, déréglementation, désengagement de l'État, privatisation, rigueur budgétaire ont été conçus comme des mesures qui reflèteraient « l'âge du réalisme enfin conquis »²²². Les politiques de la « troisième voie » prétendaient ainsi être à l'écoute des critiques du néolibéralisme radical à la Thatcher et à la Reagan mais aussi libérées de la nostalgie de la social-démocratie du passé. Partant de l'idée tenue pour une évidence de la capacité du capitalisme à se transformer, les théoriciens de la « troisième voie » (dont Anthony Giddens²²³) nous incitaient à vivre avec le capitalisme plutôt que de chercher à le renverser.

ceux qui lui sont propres. Sarkozy affirme ainsi que « *L'anticapitalisme est une impasse. (...) la crise du capitalisme financier n'est pas la crise du capitalisme* ». Selon lui, « *Il faut moraliser le capitalisme, pas le détruire* ». (cité in Christian Losson, « Sarkozy, Merkel et Blair cogitent sur la crise. Analyse : colloque comment refonder le capitalisme? », *Libération*, 9 janvier 2009, URL : <http://www.liberation.fr/economie-0101310587-sarkozv-merkel-et-blair-cogitent-sur-la-crise>), consulté le 15 janvier 2009. Tony Blair, quant à lui, passe aux aveux sans abandonner la troisième voie : « *Avec Bill Clinton, on voulait corriger l'excédent d'Etat, mais on est allé trop loin dans l'autre sens (sic!)* ». Mais il a finalement appris deux choses . « Primo. *"qu'une société plus juste est une société plus prospère"*. Deuzio. *"qu'il faut jouer de façon collective"* ». (cité in Christian Losson, *Ibid.*). Encore une fois les chefs européens qui désirent s'engager dans un processus de refondation du capitalisme refusent cependant toute réflexion de fond sur les causes profondes de la crise actuelle.

²²² Jaques Rancière. *Chronique des temps consensuels*. Paris. Éditions du Seuil, 2005.

²²³ Selon Anthony Giddens, ancien directeur de la *London School of Economics*, animateur d'un *think tank* (*Policy Network*) connu pour être le conseiller de l'ex. premier ministre Tony Blair et pour être le concepteur de la « *third way* » (*The Third Way*, Cambridge, Polity Press, 1998) adoptée par le New Labour britannique. Selon Giddens, « il existe une troisième voie entre le socialisme traditionnel et la religion du marché à condition de privilégier le capital humain tout en tenant compte de la mondialisation ». Il prône « un partenariat public-privé pour que le service public respecte les règles du privé et ne soit plus absolument identifié à l'État ». Mais s'il pense que « certaines de ses missions peuvent être transférées à des agences (il affirme) rester persuadé que la nation a besoin d'un État fort avec la haute main sur l'éducation et la santé. Cet État doit être capable d'identifier les besoins des citoyens-consommateurs et d'y répondre avec un secteur public développé ». (Quel avenir pour la troisième voie?. Entrevue de Anthony Giddens avec le *Nouvel Observateur* de la semaine du 22 Novembre 2007, no. 2246, URL : http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution_p2246/articles/a360471-.html). Giddens n'est pas seulement le concepteur de cette troisième voie, il est l'inspirateur de sa modernisation qu'il conçoit comme devant se poursuivre selon sept principes qu'il décrit comme suit : « Je choisis sept principes capitaux. 1) Continuer à mettre l'accent sur l'économie en la maintenant ouverte et en supprimant tout ce qui fausse la concurrence. 2) Occuper le «centre». Ce centre n'est pas défini par les partis, mais par les électeurs qui, en majorité, se disent proches de lui. C'est ce centre qu'il faut séduire et déplacer vers la gauche. Gouverner au centre ne veut pas dire se livrer à des calculs électoraux et politiques, mais définir un «compromis» dépassant les vieux clivages et débouchant sur un contrat entre l'Etat et le citoyen. 3) Donner la priorité à l'éducation. 4) Intensifier notre combat contre la pauvreté, qu'elle ait pour cause des revenus insuffisants ou l'absence de formation. 5) Privilégier la lutte contre le crime et les comportements antisociaux qui peuvent être provoqués par l'extrême pauvreté. 6) Ouvrir le pays aux immigrants, mais en en régulant les flux. 7) Lutter contre le terrorisme » (*Ibid.*). Giddens plaide en plus pour l'invention d'un État différent qui, en plus d'être un État qui « donne les moyens de faire ("*enabling State*") et procure aux individus les ressources et les capacités leur permettant de prendre leur vie en main, (doit aussi être) un Etat garant ("*ensuring State*") qui, en échange de devoirs et d'obligations des citoyens bénéficiaires, leur apporte des garanties en matière d'éducation ou de santé ». Il faut selon Giddens « accepter le jeu de l'économie de marché » et « moderniser l'économie, seule capable de produire une société équitable (sic!) ». Une gauche qui n'arrive pas à accepter cette idée « n'est pas assez pragmatique ». Selon lui, « le marxisme, malgré ses prétentions scientifiques intègre moins efficacement que le marché dont (sa) méthode propose de corriger les excès ». Au lieu de rester emprisonné dans un clivage gauche-droite, mieux vaut acquiescer « une capacité d'innovation suffisante » pour faire face aux « défis des sociétés modernes (qui consistent à devoir) apprivoiser la mondialisation, préserver l'identité nationale tout en maintenant le multiculturalisme, maîtriser les flux migratoires et élever le niveau de la connaissance pour garder

Une émulsion étrange faite d'un pastiche de thèmes jugés traditionnellement incompatibles, est proposée dans le nouveau discours idéologique qui fait la promotion du nouveau capitalisme de l'après-guerre froide. Ainsi l'accent sur la concurrence et sur l'esprit d'entreprise des individus²²⁴ est complété par un discours éthique mettant de l'avant les valeurs de « l'interdépendance », de la « responsabilité » et de la « communauté ». Ce discours éthique permet d'établir l'idée paradoxale de la compatibilité de la concurrence économique et de la cohésion sociale réalisant ainsi le mariage harmonieux de l'efficacité marchande et de la solidarité civile, mais aussi de la consommation effrénée et de la charité généreuse.

Au niveau des politiques publiques, tout en continuant le processus de dérégulation des marchés financiers mais aussi du marché du travail, on a en outre entrepris d'injecter des doses homéopathiques de mesures de « conciliation sociale » : redistributions fiscales mineures, quelques politiques de création de l'emploi (et de formation professionnelle) et de réforme scolaire qui s'inscrivaient dans le cadre d'une politique de la « troisième voie ». C'est à travers cette nouvelle formule, plus attrayante pour un électorat épuisé par les coupures budgétaires et les pertes d'emploi que les néolibéraux ont cherché à créer un consensus autour du laissez-faire et à neutraliser les critiques et les résistances à leurs politiques. À la version dure du néolibéralisme de la fin des années 1970, succède ainsi une version qui semble adoucie, mais qui au fond « consolide, voire approfondit, les conquêtes (de la première version), mais de manière indirecte comme à la dérobée ». Ce que cette deuxième version cherche, c'est « d'éviter les affrontements avec le salariat, de les désamorcer par des réformes marginales et sectorielles »²²⁵. Les salariés et les syndicats ne sont plus ainsi réprimés tout simplement mais sont affaiblis et domestiqués par une stratégie de dépolitisation qui parvient mieux à stabiliser l'économie néolibérale que le premier radicalisme ultralibéral à la Thatcher et à la Reagan.

notre rang dans une économie globalisée (et qui) déterminent le vrai clivage opposant les modernes aux conservateurs » (Ibid.).

²²⁴ La concurrence permettrait de libérer les talents. L'esprit d'entreprise et l'autonomie des individus. La libération de l'énergie vitale du marché libérerait par la même celle des individus qui seraient désormais jugés sur leur potentiel. C.f. « la théorie de l'entrepreneur » développée par l'économiste de la New York University, et professeur émérite Israël Kirzner, (traduit de l'américain par Raoul Audoine) *Concurrence et esprit d'entreprise*, Paris. Économica. 2005. Consulter sur ces éléments principaux de la culture du nouveau capitalisme Richard Sennett, *La Culture du nouveau capitalisme*, Paris, Albin Michel, 2006.

²²⁵ Philippe Marlière. « Un néotravailleursisme très conservateur », Mai 2005. consulté sur le site internet du *Monde diplomatique*, En ligne. URL. <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/05/MARLIERE/12217.htm> consulté le 21 juin 2006.

2.2.2.2 La globalisation comme lutte antiprotectionniste et le droit de l'investisseur (le nouveau citoyen de la démocratie)

Faisant la promotion du « libre jeu des forces du marché », la nouvelle formule du néolibéralisme a aussi présenté la globalisation comme une libéralisation des échanges commerciaux qui fait reculer le protectionnisme accusé d'avoir joué un rôle important dans la crise de 1929-1930²²⁶. L'OMC fut créée en 1995 pour veiller au respect des principes néolibéraux en matière de commerce mondial. La plus jeune des organisations de la « gouvernance mondiale » est dotée de « pouvoirs supranationaux échappant au contrôle parlementaire des pays nationaux (...) elle dispose du pouvoir d'imposer des règles de conduite à ces États-nationaux ». L'objectif est d'assurer et de garantir la liberté du

²²⁶ La littérature promouvant le « système commercial de l'OMC fondé sur les principes de la liberté des échanges » présente ce système comme une contribution majeure à la création et la préservation de la paix qui doit prévaloir contre le protectionnisme qui est responsable de la perte de confiance dans la libéralisation des échanges et des guerres commerciales qui nuisent à tout le monde. Ces guerres sont tenues responsables de l'aggravation de la dépression économique majeure du capitalisme 1929-1930 et des conflits qui ont contribué à déclencher la deuxième guerre mondiale. Un document intitulé *Les 10 avantages du système commercial de l'OMC* affirme ainsi que : « La paix est la résultante de deux des principes les plus fondamentaux du système commercial : favoriser la liberté des échanges et offrir aux pays un moyen constructif et équitable de régler les différends portant sur les questions commerciales. La paix résulte aussi de la confiance et de la coopération que le système engendre et renforce sur le plan international. L'histoire regorge d'exemples de différends commerciaux qui ont dégénéré en guerres. L'un des plus frappants est celui de la guerre commerciale de 1930, où les pays ont à qui mieux élevé des obstacles au commerce pour protéger leurs producteurs nationaux et ont pris des mesures de rétorsion face aux obstacles érigés par les autres, ce qui a aggravé la grande dépression et, en définitif, contribué au déclenchement de la deuxième guerre mondiale. (...) Le protectionnisme à courte vue considère qu'il est avantageux de défendre certains secteurs contre les importations et oublie de se demander comment les autres pays vont réagir. À long terme en réalité, une mesure protectionniste adoptée par un pays peut facilement pousser les autres pays à prendre des mesures de rétorsion, provoquer une perte de confiance dans la libéralisation des échanges et créer des difficultés économiques sérieuses pour tout le monde, y compris les secteurs qui ont été initialement protégés. Chacun est perdant ». (URL : http://www.wto.org/french/thewto/whatisthe10ben/10b01_f.htm) consulté le mai 2006. Le même diagnostic de la crise de 1929 est appliqué aujourd'hui à la présente crise économique et aux « menaces de protectionnisme », qui selon les défenseurs du libre échange placent sur l'économie aujourd'hui à cause de la panique générale des marchés. Selon Pascal Lamy, le président de l'OMC « L'une des principales leçons de la Grande crise, une leçon à retenir, est que le protectionnisme et l'isolationnisme économique ne fonctionnent pas. Ce sont des politiques du passé qui ne devraient avoir aucune place dans notre avenir. En période de crise, on pourrait être tenté de donner aux producteurs l'assurance qu'ils sont protégés de la concurrence en fermant les frontières aux biens et services importés, mais il ne faut pas agir ainsi. La tristement célèbre Loi *Smoot-Hawley* de 1930, qui institua aux États-Unis des droits de douane exceptionnellement élevés sur plus de 20 000 produits importés, a eu pour seule conséquence de déclencher une guerre commerciale entre les nations. Cela a entraîné l'appauvrissement de tous et a montré que le protectionnisme et les politiques du chacun pour soi conduisaient à une impasse ». *site web de l'Organisation mondiale du commerce*. Section Nouvelles, « Pascal Lamy met en garde contre le protectionnisme dans un climat de crise financière », 24 septembre 2008, en ligne, URL : http://www.wto.org/french/news/fsapl101_f.htm consulté le 10 octobre 2008. Or, comme le montre bien Frédéric Lordon, ces arguments qui défendent le libre échange se fondent sur une fausse image de l'économie et des marchés capitalistes. En réalité, il n'existe pas de pays capitaliste qui ne protège pas, d'une façon ou d'une autre, son économie donc la concurrence est déjà dès le départ, distordue et jamais vraiment libre. Cf. Frédéric Lordon, « La menace protectionniste », ce concept vide de sens », mardi 17 février 2009, *Les blogs du Diplo* (Le monde diplomatique en ligne), URL : <http://blog.mondediplo.net/2009-02-17-La-menace-protectionniste-ce-concept-vide-de-sens> consulté le 20 février 2009. Cf. également Frédéric Lordon, « Protectionnisme? La concurrence est déjà distordue, il faut donc des distorsions compensatoires », Entretien de Pascal Fournier avec Frédéric Lordon en ligne, URL : http://www.laidulouperunepisode.org/SON_009-Lordon-partie2.mp3 consulté le 10 octobre 2008.

commerce. Des accords de « libre échange » ont aussi proliféré dans le même sens. « Discutés comme des accords sur l'investissement direct étranger (IDE), que ce soit sur une base bilatérale ou régionale », ces accords sont « l'une des tendances les plus remarquées sur la scène économique internationale des dernières années »²²⁷. Ils visent tous à « sanctionner un cadre institutionnel à la fois plus sécuritaire, plus transparent, plus prévisible et plus propice à l'investissement international (...). Ils établissent progressivement la trame d'un nouveau cadre normatif »²²⁸. L'OMC parle ainsi de « l'apparition d'un consensus quasi-mondial sur les principes fondamentaux de la politique commerciale »²²⁹. Ce consensus toucherait non seulement la politique commerciale mais l'ensemble des politiques économiques. Il est favorable à « l'investissement » et établit la nécessité de le libérer des contraintes nationales à sa circulation mais aussi de le protéger même contre la concurrence des États. C'est ce que l'Accord multilatéral sur l'investissement (l'AMI²³⁰) visait à instituer en réduisant la souveraineté de l'État au nom de la nécessité de limiter « le discrétionnaire des pouvoirs publics contre l'individu »- l'individu désignant dans le langage de l'AMI l'investisseur.

En réalité la promotion du principe de la liberté et des droits de l'investisseur vise avant tout la garantie de la circulation libre des capitaux. Contrairement aux traditionnelles négociations commerciales entre États (quotas d'importation, tarifs douaniers), les accords sur l'IDE portent sur les institutions intérieures des pays : la structure du système bancaire, les termes du droit de la propriété privée, la réglementation en termes de concurrence, la législation sociale (ex : droit de travail). La souveraineté de l'État se trouve ainsi « mise en échec sur des questions d'importance capitale comme la législation du travail, la protection de l'environnement, etc. »²³¹, alors que le pouvoir de négociation des multinationales, qui sont aussi représentées à l'OMC, s'est renforcé à travers la reconnaissance de la liberté de

²²⁷ Christian Dublock et Dorval Brunelle. « Globalisation et nouveaux cadres normatifs. Le cas de l'accord multilatéral sur l'investissement ». in Michel Freitag, et Éric Pineault (sous la direction de). *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*. op cit. pp. 95-150, p. 132.

²²⁸ Ibid., p. 133.

²²⁹ OMC, 1996. cité in Deblock et Brunelle. loc. cit. p. 128.

²³⁰ Même s'il a été mis en échec, les principes discutés dans l'AMI discrètement au sein de l'OCDE et non de l'OMC, traduisent les vœux de l'idéologie néolibérale qu'on a continué à chercher l'institutionnalisation après la mise en échec de l'AMI, grâce à une grande mobilisation (altermondialiste, citoyenne) contre son imposition

²³¹ Gill, op. cit., p. 32.

circulation des capitaux. L'Accord multilatéral sur l'investissement, négocié quant à lui au sein de l'OCDE et non pas au sein de l'OMC²³²,

« prévoyait la protection complète de l'investissement (donc des multinationales et de leurs transactions) et des profits escomptés, en toute circonstance en particulier en cas de « troubles sociaux » ou d'événements quelconques ayant causé à un investisseur des manques à gagner ou des pertes de profit »²³³.

Il détruit ainsi le principe de la souveraineté de l'État et lui substitue celle de l'« investisseur », catégorie utilisée pour parler des multinationales.

Détournant le consensus libéral et populaire dans le monde autour des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit au profit de la promotion et de la défense d'autres droits, ceux de l'investisseur, le discours néolibéral préside à la production légale très élaborée d'un cadre normatif contraignant pour les États, contrairement aux droits de l'homme dont le respect n'est garanti que par la bonne volonté de ces mêmes États²³⁴. La démocratie, qui est censée dans la théorie politique libérale protéger l'individu contre le pouvoir, se transforme en principe de protection de la liberté individuelle de l'investisseur contre les prérogatives de la puissance et le discrétionnaire des pouvoirs publics. Ce qui semble être une victoire pour la liberté tout court, n'est ainsi qu'une façade pour l'établissement de la puissance des multinationales sur le terrain définitif du droit.

2.2.2.3 De la territorialité politique de l'État-nation à l'espace économique de la globalisation : la globalisation comme libération de l'économie de l'artifice du politique

Cette évolution est pourtant présentée comme une libération. Elle est censée inaugurer le passage de la territorialité politique de l'État-nation, qui a constitué le cadre classique de la formation du sujet politique moderne, à l'espace économique organisé par le marché et n'obéissant qu'à ses exigences. Dans l'idéologie néolibérale, ce passage est interprété comme une « libération » de l'économie des contraintes imposées par l'artifice du politique (dérégulation ou fin des États-nations et leurs réglementations de l'économie) et même

²³² Cf. Eric Pineault, « L'AMI, constitution pour une économie? », in Michel Freitag et Éric Pineault, *Le monde enchaîné*, op.cit., pp. 35-93.

²³³ Gill, op.cit., p. 33.

²³⁴ Par exemple, les arbitrages de l'organisation mondiale du commerce ne peuvent être renversés que par une décision unanime des membres.

comme une révolution qui touche, non seulement l'économique, mais toutes les sphères de l'existence. Le résultat de cette libération est un espace sans frontières, un espace abstrait qui n'a pas de centralité et où tous les points sont censés s'équivaloir (l'Empire²³⁵ sans centre de la globalisation) ainsi qu'une supposée « société civile globale²³⁶ » conçue comme un marché fluide s'étendant à tous les hommes et permettant de dépasser les divisions des pays et des races²³⁷.

L'uniformisation de l'espace à travers l'instauration du marché mondial, ou la globalisation de l'économie constituerait aussi aux yeux des tenants de l'idéologie libérale un affranchissement des particularismes archaïques (identités nationales, ethniques et religieuses) qui seraient responsables des conflits et des guerres. L'extension du marché est supposée rimer avec la généralisation des bienfaits du capitalisme et même avec la pacification²³⁸ et la démocratisation (*free trade free elections*) des sociétés. Établissant des équivalences entre commerce libre et paix et entre capitalisme et démocratie, les tenants de ce discours présentent « l'ère globale » comme inaugurant celle du règne de la paix qui caractériserait « la fin de l'histoire ».

²³⁵ Michael Hardt et Antonio Negri (traduit de l'Américain par Denis Armand-Canal), *Empire*, Harvard University Press, 2000. (édition française : Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000.

²³⁶ Face aux problèmes de nature globale et aux forces du marché, les États sont de plus en plus considérés comme étant impuissants. Ce qui laisse la place à l'intervention des ONG internationales et aux collectifs de citoyens et autres composantes « d'une opinion internationale militante (...) qui s'organise et intervient au plan international », Rostane Mehdi et Delphine Perrin, « À la recherche d'une démocratie onusienne », dans Rostane Mehdi (dir.), *La démocratisation du système des Nations Unies*, Paris, Pédone, 2001, p. 21-31, cité in Mathieu Amouroux, « "La société civile globale" une "chimère insaisissable" à l'épreuve de la reconnaissance juridique », *Lex electronica*, volume 12, no 2, Automne 2007, En ligne . URL : <https://papyrus.bib.umontreal.ca/jspui/bitstream/1866/2301/1/La%20soci%C3%A9t%C3%A9%20civile%20globale.pdf> consulté le 28 janvier 2008

²³⁷ Cette idée est déjà présente dans la pensée d'Adam Smith quand il décrit un marchand comme quelqu'un qui « n'est nécessairement citoyen d'aucun pays en particulier. Il lui est en grande partie indifférent en quel lieu il tiennent son commerce, il ne faut que le plus léger dégoût pour qu'il se décide à emporter son capital d'un pays à un autre, et avec lui toute l'industrie que ce capital mettait en activité ». N'étant limité que par la faculté de l'échange, tenue pour naturelle, le marché ne peut être limité géographiquement. C'est un réseau qui s'étend aux confins de la terre entière. À travers ces lignes prophétiques, qui en font, selon Pierre Rosanvallon, le premier internationaliste conséquent, Adam Smith rompt ainsi avec l'idée (présente encore dans la tradition mercantiliste) qui identifiait territoire politique et espace économique et introduit la notion de « La société civile, conçue comme un marché fluide (et qui) s'étend à tous les hommes et permet de dépasser les divisions de pays et de races (société civile globale) ». (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Garnier-Flammarion, 1991, vol. I, livre III, chap. 4, cité in Alain de Benoist, « Critique de l'idéologie libérale ». En ligne. URL. http://www.alaindebenoist.com/pdf/critique_de_l_ideologie_liberales.pdf, consulté le 23 septembre 2005. Consulter aussi Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1989, pp. 188-189).

²³⁸ Cf. OMC. « Les 10 avantages du système commercial de l'OMC », loc.cit.

Dans le discours dominant, le triomphe du libéralisme des « ténèbres » du « totalitarisme » et de la « barbarie » communistes marquerait la disparition des derniers obstacles au plein déploiement de la logique du marché. Le monde se dirigerait vers une unification ou une uniformisation qui serait non seulement économique mais aussi politique et culturelle. La globalisation serait ainsi un mouvement d'homogénéisation des sociétés humaines qui aboutirait à une convergence des valeurs, à l'échelle mondiale, donc à l'harmonie et à la paix globales. Cette harmonie serait possible grâce à une plus grande intégration des régions de la planète dans l'économie du marché ainsi que la réduction de leurs distances à travers le développement fulgurant des nouvelles technologies de la communication. Une « communauté internationale » serait devenue un acteur central marqué par l'avènement d'une « conscience pacifiée » grâce à la disparition des idéologies. C'est ainsi que s'annonçait « la constitution mondiale de la mondialisation »²³⁹.

Au sens de ses promoteurs, l'intégration économique structurée à l'échelle mondiale effacerait les distances grâce à l'avènement d'une « conscience planétaire »²⁴⁰, conséquence ultime de la mondialisation²⁴¹. Plusieurs analyses optimistes ont affirmé que cette conscience pacifiée serait renforcée par le recul de la souveraineté de l'État face aux pouvoirs de la société civile (nationale et globale) ainsi que par « la tendance (qui) paraît incontestablement à l'augmentation des interactions sociales entre les habitants de la planète »²⁴² permettant même de parler de l'avènement d'« une société-monde »²⁴³.

²³⁹ Voir Michel Freitag et Eric Pineault (dir.), *Le monde enchaîné*, op.cit.

²⁴⁰ Edgar Morin utilise cette expression dans son livre *Terre-patrie* (avec la collaboration d'A.B. Kern), Paris, Seuil, 1993. C.f. aussi Natacha Quester Séméon-Faria, « Le cybermonde canal de la conscience planétaire? » publié sur le site de *Cyberhumanisme.org*, URL : http://www.cyberhumanisme.org/conscience_planetaire.html; Il faut noter également que cette expression fait partie de la littérature gnostique de la Kabbale qui célèbre la globalisation comme renforcement « du fait que nous vivons dans un seul grand village ». Ainsi Ervin Lazslo, Fondateur du club de Budapest, concluant un symposium sur le thème « Vers une nouvelle conscience planétaire » affirme que la globalisation établit « les fondations d'un nouveau regard mondial qui embrasse le monde qui (est) intrinsèquement organique, interdépendant et interconnecté ». Cf. l'article *Vers une nouvelle conscience planétaire. Sagesse et science en dialogue vers une conscience globale* écrit sous la rubrique « kabbale dans le monde » sur le site du Bnei Baruch, Institut de recherche et d'étude de la kabbale. URL : <http://www.kabbalah.info/fr/kabbalah-worldwide/vers-conscience-planetaire>, consulté le 12 novembre 2008.

²⁴¹ C.f. Alain Minc, *La mondialisation heureuse. La France sera-t-elle le mauvais élève de la mondialisation? Elle mérite mieux*, Paris, Pocket, 1999.

²⁴² Jacques Lévy, « Espaces-mondes: mode d'emploi », Introduction à Durand, Lévy et Retailé, *Le monde: espaces et systèmes*, op. cit., pp. 19-44, p. 21

²⁴³ Selon Lévy la globalisation ne peut pas être comprise seulement à partir d'un modèle explicatif économique. Elle touche tous les domaines notamment la culture, la politique, les rapports sociaux, les modes de vie. (C.f. Jacques Lévy et al., *L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.

Défini juridiquement par un gouvernement, un territoire et une population²⁴⁴, l'État souverain, qui constitue le cadre de la puissance dans la théorie politique moderne, et qui est rapidement devenu depuis sa fondation un repère naturel et évident de décryptage du monde²⁴⁵ a été ainsi de plus en plus remis en question à travers l'idée de la «mondialisation» ou de la «globalisation» (échanges commerciaux, réseaux d'information et de communication, mouvements migratoires, mouvements financiers). Reprenant l'argument de Daniel Bell²⁴⁶, nombreux sont ceux qui ont affirmé ainsi que dans un contexte d'interdépendance planétaire, l'État est devenu trop petit pour les grands problèmes (ce sont les transnationales qui doivent les régler) et trop grand pour les petits problèmes (c'est la société civile qui doit s'en charger). Ainsi est devenue courante l'idée que « la souveraineté en tant qu'emblème de la puissance et du pouvoir de l'État serait aussi bien philosophiquement que sociologiquement dépassée »²⁴⁷. Selon Fukuyama :

2008). Elle fait que la planète est devenue l'échelle pertinente de l'espace social des hommes. Lévy parle d'une société-monde comme « une "société complète" dotée notamment d'une fonction politique de plein exercice (et) qui a longtemps été ignorée par les chercheurs ». Lévy ajoute: « Aussi lacunaire et brouillée soit-elle, la dimension politique du monde actuel semble bien pourtant une réalité, gagnant peu à peu en autonomie et de plus en plus sollicitée pour prendre en charge un nombre croissant de problèmes identifiés comme mondiaux. C'est ici que la responsabilité des habitants de l'espace monde prend sa pleine mesure » (« Quels espaces pour la société-monde? ». *Le monde.fr*, le 25 juin 2003, URL http://www.lemonde.fr/savoirs-et-connaissances/article/2003/06/25/jacques-levy-quels-espaces-pour-la-societe-monde_325363_3328.html consulté le 30 mai 2005. Si Lévy parle de la société-monde comme modèle explicatif à prendre en considération dans l'analyse des espaces et des systèmes du monde actuel mais qui ne résume pas à lui seul l'ensemble des dynamiques qui définissent les tendances et les enjeux qui travaillent le monde (la logique géopolitique, la logique culturelle-civilisationnelle, la logique économique) d'autres parlent de la société-monde et du gouvernement du monde comme quelque chose qui est déjà là et qui domine les autres logiques, sinon les élimine. Ainsi prenant acte de la transformation du monde de l'après-guerre froide et tentant de repenser les formes de la domination mondiale, Antonio Negri et Michael Hardt parlent de l'Empire comme « un appareil décentralisé et déterritorialisé de gouvernement qui intègre progressivement l'espace du monde entier ». C. f. *Empire*, op.cit.

²⁴⁴ L'État comme unité d'analyse se trouve au centre du modèle géopolitique couramment utilisé dans l'analyse des relations internationales. La «logique géopolitique» caractérisant ce modèle est définie comme étant «l'ensemble des processus qui ont l'existence et l'intégrité politique des États pour enjeu». (Lévy, «Espaces-mondes: mode d'emploi ». in Lévy, Durand et Retraillé, op.cit., pp. 21-27 et passim).

²⁴⁵ Le succès et la vitesse de la généralisation à l'ensemble de la planète de ce modèle, dont l'émergence des frontières peut être considérée comme un bon marqueur, ont en fait «un principe unique de lisibilité» et «un point d'ancrage commode pour décrypter le monde». Il est, en effet, l'« espace de référence de la citoyenneté, de l'activité militaire, diplomatique, ou bien de nombreuses pratiques sociales courantes ». le « point d'ancrage des loyalismes et des solidarités, un dépositaire de l'identité, un pôle de cohérence culturelle et sociale pour les plus anciens, les plus stables, les plus achevés, pour ceux qui ont réussi l'adéquation populations/territoires. Il en est la virtualité pour les peuples sans États et qui le revendiquent (ex: Kurdes partagés entre plusieurs États, éclatement de la Yougoslavie, des républiques de l'ex-URSS...) » Marie-Françoise Durand, « Autour du modèle-État ». in Durand, Lévy et Retraillé, op.cit., pp. 45-95, p. 45, 93, 90.

²⁴⁶ *The End of Ideology*, Glencoe, Free Press, 1967.

²⁴⁷ Stéphane Rials et Philippe Raynaud (eds.), *Dictionnaire de philosophie politique*, P.U.F, 1996, p. 230. Parmi les représentants de cette tendance nous trouvons, par exemple, Peter Berger et Richard John Neuhaus, *To Empower People From State to Civil Society*, American Enterprise Institute (AEI) for Public Policy Research

« Dans l' "État homogène et universel" (qui caractérise la fin de l'histoire), toutes les contradictions antérieures sont résolues et tous les besoins humains sont satisfaits. Il n'y a plus de luttes ni conflits à propos de grands problèmes et, par conséquent, il n'y a plus besoin de généraux et d'hommes d'État : ce qui demeure, c'est essentiellement l'activité économique »²⁴⁸.

Les hésitations théoriques de nombreux spécialistes des sciences sociales quant à une analyse strictement étatique fondée sur le modèle de « l'État-territoire-national » sont devenues encore plus nombreuses après la brusque fin de la guerre froide, l'effondrement rapide du bloc communiste et la deuxième guerre du Golfe (la guerre contre l'Irak en 1991). Ces hésitations se sont exprimées surtout à travers la succession d'interrogations sur « l'unité de base du système international, voire son existence, sur la notion d'acteurs, l'irruption des sociétés, les modalités de leur coexistence avec le monde des États »²⁴⁹.

En sociologie, la problématique récente de la globalisation ou de la mondialisation a radicalisé et amplifié les interrogations sur l'existence de la société et la possibilité d'une sociologie générale²⁵⁰, qui engagent l'identité même de la discipline et traversent la discipline depuis une soixantaine d'années.

2.2.2.4 Une conception aseptisée et consensuelle de la démocratie : Le « mythe de l'harmonie collective »

Parallèlement à cette remise en question de l'État comme unité politique première, dès le milieu des années 80, et devenant de plus en plus foisonnante durant les années 90, toute une littérature a mis l'accent sur le concept de « société civile »²⁵¹, cette « sphère des intérêts

Press, Washington, 1996;); Marie-Claude Sinouts et Bertrand Badie, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de sciences-po et Dalloz, 1992; voir également Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.

²⁴⁸ Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire et le dernier homme ». *Commentaire*, no. 47, 1989, p. 458.

²⁴⁹ Durand, loc. cit., p. 63.

²⁵⁰ Ces questions ont fait l'objet des débats lors du symposium organisé par le GEODE (Groupe d'étude et d'observation de la démocratie) qui s'est tenu à Paris du 12 au 14 juin 2003 et dont le thème était formulé ainsi « Une théorie sociologique générale est-elle possible (et souhaitable) à l'ère de la mondialisation? ». Les textes des participants ont été publiés dans *La revue du MAUSS* (Le nouveau rôle des sciences sociales dans la perspective d'une théorie de l'action Une théorie sociologique générale est-elle pensable?), no. 24, 2004.

²⁵¹ La définition de ce concept ainsi que son usage ont évolué historiquement. Ainsi si la théorie traditionnelle du droit naturel le définissait en contraste avec l'état de nature et comme équivalent à la « société politique ». la théorie moderne du droit naturel l'a reformulé comme cette sphère qui se trouve entre la propriété privée et l'État et même comme s'opposant à l'État (ex : Adam Ferguson, *An Essay on the History of Civil Society*, 1767.). Hegel définit la société civile comme cette sphère des intérêts privés où chacun est pour soi et le reste n'est rien pour lui. c'est-à-dire en l'opposant à l'État. À partir du milieu des années 80. concept est repris dans les critiques puis dans les réformes des régimes communistes comme un antidote à la tyrannie de l'État et au totalitarisme. Il est décrit comme un ingrédient essentiel de la démocratie participative. Pour une discussion détaillée de la diversité des

particuliers » - dans la société civile où chacun est pour soi et où tout le reste n'est rien, comme l'a définie Hegel en l'opposant à l'État. Face à cet État où la souveraineté aurait disparu comme symbole de la puissance, nous n'aurions plus une société civile qui en serait l'antithèse mais une société civile caractérisée par une plus grande participation²⁵² dans la gestion et « la gouvernance » des affaires de la « cité » rendue possible par la réduction de la taille de l'État. Autour de la notion de « société civile », cette littérature a, en outre, construit un discours qui promeut le renforcement de l'État de droit, dont le champ d'action se trouve borné par celui des « droits humains », ainsi que l'élargissement du modèle de la démocratie libérale à toutes les sociétés. Dans ce discours, la société civile est supposée jouer un rôle important grâce au recul de la souveraineté qui libère l'espace pour son auto-organisation et lui confère des fonctions d'administration que l'on croyait réservées à l'administration publique²⁵³.

C'est ce qu'on décrit comme le passage à la « bonne gouvernance »²⁵⁴. Appliquée dans le champ politique, cette notion d'origine anglo-saxonne, issue du milieu de l'entreprise²⁵⁵, et

définitions du concept de société civile et sur les problèmes qui lui sont reliés consulter Gordon White. « Civil Society. Democratization and Development : Clearing the Analytical Ground », *Democratization*, Automne 1994, pp. 375-390, voir aussi sur les débats en sciences sociales autour de la notion de société civile, et sur l'opportunité de la sauvegarder consulter D. W. Miller. « Perhaps We Bowl Alone, but Does it Really Matter? », *The Chronicle of Higher Education*, 16 juillet 1999, David Rieff, « The false Dawn of Civil Society ». *The Nation*, 22 février 1999; Lester M. Salamon and Helmut K. Anheier, *The Civil Society Sector : A new Global Force*, Center for Civil Society Studies, John Hopkins University Institute for Policy Studies, 1996, Lester M. Salamon and Helmut Anheier, « Social Origins of Civil Society Explaining the Nonprofit Sector Cross-Nationally », *Voluntas*, vol. 10, n° : 1, 1999.

²⁵² George F. McLean (éd.). *Civil Society and Social Reconstruction*, Washington D.C., The Council for Research in Values and Philosophy. 1997: The Institute of Philosophy and Public Policy. « Civil Society and Democratic Citizenship ». *Report*, vol. 18, no. 3, été 1998; Bob Edwards and Michael Foley. « The Paradox of Civil Society ». *Journal of Democracy*, vol. 7, no. 3, juillet 1996, pp. 38-52; UNESCO. « Quand l'État fait défaut, ils s'organisent pour vivre ensemble »: *Dossier. le courrier de l'UNESCO*, février 2001

²⁵³ Olivier Beaud. « La souveraineté ». in Rials et Raynaud (eds.). *Dictionnaire de philosophie politique*, op.cit., pp. 625-633, p. 632.

²⁵⁴ Selon l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) « La bonne gouvernance aide à renforcer la démocratie et les droits de l'homme, à promouvoir la prospérité économique et la cohésion sociale, à réduire la pauvreté, à soutenir la protection de l'environnement et l'utilisation durable de ressources naturelles, et à renforcer la confiance publique dans l'action et l'administration de l'état », (En ligne, URL : http://www.oecd.org/topic/0,3373,fr_2649_37405_1_1_1_37405,00.html).

²⁵⁵ Si l'on peut trouver le terme de gouvernance dans la langue française, renvoyant dans le langage politique du Moyen-âge au gouvernement, ce mot disparaît progressivement dans cette langue et réapparaît à partir des années 1970 dans le contexte de l'entreprise dans l'expression de « *corporate governance* » que l'on peut traduire en français comme « la gouvernance d'entreprise ». Selon l'OCDE « Les principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE ont été approuvés en 1999 par les ministres des pays de l'OCDE et se sont depuis lors imposés comme une référence à l'échelon international pour les responsables de l'action gouvernementale. Les investisseurs, les sociétés et autres parties prenantes » (OCDE. « Principes de gouvernement de l'entreprise de l'OCDE ». En ligne. URL: <http://www.oecd.org/dataoecd/32/19/31652074.PDF> consulté le 23 mars 2008). Ces

aux contours ambigus²⁵⁶ est censée correspondre à « un changement de style dans la manière de gouverner ». En effet, « la gouvernance améliorerait l'efficacité de l'État en assouplissant la vie sociale ». Pour Anthony Giddens,²⁵⁷ elle servirait à « démocratiser la démocratie » en la libérant de la charge de l'État social et en la rapprochant de la société civile. L'État réduit à son expression minimale coordonnerait et orienterait une société civile qui jouerait un rôle prépondérant dans l'élaboration, l'application et le contrôle des différentes politiques.

La référence principale du discours de la bonne gouvernance est la démocratie américaine qui constitue le modèle de la démocratie libérale aux yeux des défenseurs du néolibéralisme (comme elle l'était déjà aux yeux de Tocqueville). Or la conception américaine de ce qu'est une société civile est selon Jenny Howell et Jude Pearce²⁵⁸ caractérisée par l'idée que le développement du capitalisme ne mène pas à l'atomisation de la société ainsi qu'à sa division mais peut favoriser l'avènement d'un nouvel ordre moral ou éthique. Ainsi selon Robert Putnam l'économie capitaliste renforcerait la confiance et la coopération entre membres de la société civile et faciliterait la cohésion sociale à travers les réseaux d'engagement civique et les normes de réciprocité cultivées au sein de cette société²⁵⁹. Selon

principes ont été revus en 2002 à la demande des ministres de l'OCDE et à la lumière des scandales de grandes entreprises tels que ENRON, PARMALAT, etc. « Après plus d'un an de consultations ouvertes et fructueuses, donnant également la possibilité au grand public de faire ses commentaires (...), les nouveaux principes ont été lancés » (C.f. la rubrique Principes de gouvernement d'entreprise 2004 sur le site Web de l'OCDE: http://www.oecd.org/document/56/0,3343,fr_2649_34813_31530872_1_1_1_1,00.html, consulté le 06 janvier 2009). Selon l'organisation de coopération et de développement économiques « un gouvernement d'entreprise de qualité –cet ensemble de règles et de pratiques qui régissent les relations entre les dirigeants et les actionnaires des sociétés, ainsi que d'autres parties prenantes comme les salariés et les créanciers –est un gage de croissance et de stabilité financière. En effet, Cela permet de renforcer la confiance, l'intégrité du marché des capitaux et l'efficacité économique » (OCDE, « Synthèses : Les principes du gouvernement d'entreprise de l'OCDE », En ligne, URL: <http://www.oecd.org/dataoecd/22/33/33724341.pdf>, consulté le 06 janvier 2009).

²⁵⁶ Le Haut Conseil de coopération internationale (France). *Les non-dits de la bonne gouvernance. Pour un débat politique sur la pauvreté et la gouvernance*. Paris, Karthala, 2001.

²⁵⁷ *The Third Way*, op.cit., voir aussi Lester M. Salamon and Helmut Anheier, *The Third Route – Government-Nonprofit Collaboration in Germany and the United States*, Center for Civil Society Studies, Johns Hopkins University Institute for Policy Studies, 1996; Lester M. Salamon, « The New Governance and the Tools of public Action – An Introduction », *Fordham Urban Law Journal*, vol. 28, n° 5, juin 2001

²⁵⁸ Jude Howell et Jenny Pearce., *Civil Society and Development: A Critical Exploration*, London. Lynne Rienner Publishers, 2001. voir notamment pp. 17, 21, 26-27, 31

²⁵⁹ De même en constatant la baisse de la participation volontaire des américains à des associations Robert Putnam rejette plusieurs hypothèses habituellement avancées pour expliquer ce phénomène. Il remet en question par exemple, l'idée selon laquelle les gens travaillent davantage aujourd'hui qu'il y a vingt ou trente ans et sont donc moins disponibles pour l'activité associative. C.f. Robert Putnam, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York. Simon and Shuster, 2000, Cf. aussi Robert Putnam, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1993. Voir la lecture critique de cet ouvrage par Antoine Bevort dans Antoine Bevort., « Performances institutionnelles et traditions civiques

Howell et Pearce, cette conception consensuelle de la société civile est fortement influencée par la vision américaine de la démocratie ainsi que de son propre passé. Dans cette vision américaine la société civile est conçue comme support à la vie économique (*maintenance system*) à travers la création et le renforcement d'institutions démocratiques qui protègent le règne de la loi, *the rule of law*, et qui ne reconnaissent comme légitimes que certaines formes appropriées d'opposition pacifique qui ne permettent pas l'élaboration de véritables débats et alternatives de pouvoir. Il s'agit d'une vision conservatrice qui privilégie la stabilité politique nécessaire à la bonne marche de l'économie.

Au cours des années 1990, la conception aseptisée et consensuelle de la société civile se trouve aussi au cœur du discours qui devient dominant au sein d'organisations internationales, telles que la Banque mondiale, considérées comme les agents de la gouvernance mondiale. Ce discours vient remplacer le paradigme du « développement »²⁶⁰,

en Italie. En relisant Robert Putnam», *Revue Française de Science Politique*, vol. 47, n° 2, avril 1997, pp. 234-247.

²⁶⁰ Les théories de la modernisation et du développement ont eu une influence considérable sur les sciences sociales dans la période postérieure à 1945 et ont constitué une norme pour les politiques nationales des pays décolonisés. Selon André Guichaoua et Yves Goussault, si ce sur quoi insistent les théoriciens de la modernisation (aspects socio-culturels de la modernisation) peut distinguer leurs analyses de celles des théoriciens du développement (accent sur les indicateurs du développement, identification de ses causes et mécanismes, recherche sur ses issues), les deux termes de modernisation et de développement sont utilisés généralement indifféremment, tout en étant eux-mêmes synonymes d'industrialisation et de croissance économique. Mais, surtout, presque toutes les analyses faites sous l'un ou l'autre des deux termes reconstituent sur le plan théorique, d'une manière explicite ou pas, un schéma bipolaire entre deux types de société aux caractéristiques opposées: les sociétés modernes et les sociétés non-modernes ou traditionnelles. « Pour l'essentiel le débat sur ces caractéristiques porte non pas sur leur contenu ou leurs présupposés, largement partagés, mais sur les moyens de changement. Rupture ou passage graduel » (André Guichaoua et Yves Goussault, *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 19). L'illustration la plus connue de ces théories de la modernisation est le schéma de Walt W. Rostow (*Les étapes de la croissance économique*, trad. franç., Paris, Seuil, 1963) classant les sociétés sur un axe de développement qui distingue cinq étapes: « société traditionnelle, préparation au décollage économique (diffusion de l'éducation, accroissement de l'épargne et de l'investissement, introduction de technologies plus productives), décollage économique (phase au cours de laquelle le taux d'investissement est censé doubler, marche vers la maturité (recours général à des technologies modernes et diversification des productions), et enfin, société de consommation » (Guichaoua et Goussault, op. cit., pp. 15-16, 19-20). Les théories de la modernisation et du développement tentaient ainsi d'expliquer l'asymétrie des rapports dans un monde où les nations se divisent entre riches (occidentales) et pauvres (non occidentales) en partant de l'État-nation comme unité d'analyse et en érigeant les sociétés occidentales industrialisées comme modèle que les pays de tiers-monde doivent imiter, pour réaliser les mêmes succès économiques et construire les mêmes structures politiques. Selon Richard Lee (le directeur actuel du centre Fernand Braudel (*Fernand Braudel Centre*) affilié à la *State University of New York-SUNY*): « *Modernization theory represented the effort of western social science (in the light of the Cold War and the political drive for national liberation) to come to grips with a world which included the non-western and non-rich. It both expressed a real concern for development and harboured a political component in the search to control the appeal of communism in the Third world. A Soviet version mirrored its western counterpart* ». (R. Lee, « The Structures of Knowledge », loc. cit., p. 181). Selon Richard Lee, ce modèle de développement a été fourni par la science qui a offert l'idée du développement linéaire basé empiriquement et épistémologiquement sur des unités indépendantes. En rassemblant autour de lui toutes les tendances idéologiques, pendant la première moitié de ce siècle, ce modèle a éclipsé toutes les autres alternatives. Mais dès la fin des années 60, ce modèle est de plus en plus apparu comme incapable d'être à la hauteur de ses promesses de progrès universel.

qui a été conçu dans les années 50 dans le cadre de la politique de « l'endiguement » (*containment*) du communisme et qui a été ensuite presque abandonné avec la chute des régimes communistes interprétée comme un triomphe du libéralisme. Dans ce discours, l'élargissement à l'ensemble des pays du tiers-monde du modèle de la *friction-free democracy* et de la « bonne gouvernance » fournirait les ingrédients nécessaires pour un environnement favorable à l'éclosion et à l'épanouissement de l'économie de marché. Les programmes de la Banque Mondiale en font un critère et une condition de l'aide à accorder à ces pays. Adoptant un langage pro-démocratique, la Banque mondiale, qui « depuis cinquante ans est arbitre des questions de développement » et dont les publications telles que le *World Development Report*²⁶¹ « fixe les priorités, diffuse la terminologie, les concepts et la problématique à travers lesquels l'idée même de développement est formulée », impose le thème de « bonne gouvernance » comme « matrice des politiques du développement au cours des années 1990 ». Elle explique les désastreux effets des politiques d'ajustement structurel²⁶² des années 1980 appliquées dans les pays du Tiers-monde par les blocages

²⁶¹ Ce document analytique est produit annuellement par la banque mondiale. Chaque année il se penche sur un aspect particulier du développement choisi par le président de la banque mondiale comme le décrit le site Web de la banque mondiale. Voir l'adresse électronique permanente sur laquelle sont publiés les rapports en question, URL : <http://go.worldbank.org/MPUHAJOPF0>

²⁶² A partir de 1945, le modèle de développement dominant en Europe et aux Etats-Unis est le modèle de la régulation fordiste qui a été élaboré entre les deux guerres mondiales pour répondre à la crise de 1929 (mais aussi à d'autres défis de taille tel que la révolution de 1917 qui pose la problème de la lutte ouvrière, les luttes de libération nationale, qui imposent une nouvelle carte du système international, la montée du fascisme qui pose d'urgence le problème du totalitarisme). Dans les pays du sud, libérés de la colonisation le modèle de développement dominant promu par la banque mondiale est celui du décollage rostowien qui préconise la nécessité pour les pays décolonisés de rattraper les pays développés, de s'intégrer dans un système économique international fondé sur le libre échange suivant la théorie ricardienne des avantages comparatifs. L'approche privilégiée par les pays eux-mêmes, est celle des indépendances nationales qui pose la nécessité de réaliser l'indépendance économique après l'indépendance politique. Dans le débat opposant marché et planification, on choisit plutôt la deuxième voie. Le modèle des indépendances nationales « emprunte au modèle de la régulation fordiste, surtout dans la phase de reconstruction de 1945, au modèle soviétique à travers ses variations dans les pays de l'Est, la Chine et le Vietnam. Il est enrichi en Amérique Latine à travers les débats sur la dépendance. Il est précisé en Inde, en Indonésie, au Ghana, en Tanzanie, en Algérie, et au Venezuela » (Gustave Massiah, « Grandeur et décadence de l'ajustement structurel. Les programmes de l'ajustement structurel et le développement », article publié sur globenet.org le site de l'association internationale de techniciens, chercheurs et experts (AITEC), en avril 2000. URL : <http://www.globenet.org/aitec/contributions/pasetdeveloppement.htm>, consulté le 19 décembre 2006). Ce modèle préconise une accumulation indépendante qui est réalisée sur la base de l'industrie lourde, la mobilisation de l'industrie pour la modernisation de l'agriculture ainsi que le contrôle et la valorisation des ressources naturelles. Il se fondait aussi sur la politique de substitution des importations, de contrôle du marché extérieur, de nationalisation des entreprises et de développement du marché intérieur. Ce modèle impliquait un « État puissant et incontesté, garant de l'unité nationale, fondé sur la théorisation du parti unique » (Ibid). Après avoir d'abord financé partiellement les infrastructures lourdes et accompagné la construction des États, la banque mondiale a combattu la priorité donnée à l'industrie lourde dans le modèle des indépendances nationales. Elle a proposé le modèle des besoins fondamentaux (*basic needs*) et de la petite entreprise ainsi que de l'accès des paysans au marché et le « développement rural intégré » (Ibid.) profitant des critiques des ratés du modèle des indépendances nationales qui ont anéanti la crédibilité des régimes dans les pays du sud (État importé de plus en plus militarisé, déséquilibres économiques structurels, bouleversement rapide et désorganisé des structure sociales à travers l'exclusion de la majorité paysanne en agriculture, l'urbanisation rapide et croissante, la fonctionnarisation accélérée, inefficacité des entreprises d'État, bureaucratie lourde handicapante, prolifération de la corruption, absence de libertés et déni des droits fondamentaux). La

politiques internes et préconise leur démocratisation. Elle met ainsi l'accent sur la « participation » des citoyens, la « transparence » des institutions, le respect de « l'État de droit » et l'épanouissement de « la société civile ». Ainsi,

« (...) tandis que la devise de l'ajustement structurel était de "fixer les bons prix" (*get the prices right*), avec la "bonne gouvernance", "trouver le bon équilibre politique" (*get the politics right*) devient le nouveau mot d'ordre, préalable à un ajustement structurel réussi ».²⁶³

La théorie politique libérale des années 1990 a ainsi promu une conception aseptisée de la société civile fondée sur le « mythe de l'harmonie collective »²⁶⁴ fondant une pensée du consensus qui serait désormais facilitée par « la disparition des idéologies »²⁶⁵ qui auraient, au

crise pétrolière des années 1970 divise le front des pays du sud et les fragilise exacerbant les déséquilibres structurels et précipitant la crise de la dette à travers le recyclage des pétrodollars. Cette crise est aussi exacerbée par la libéralisation des taux de change et l'évolution des taux d'intérêts. La dette des pays du sud explose. Les politiques monétaristes proposées par la banque mondiale et le fonds monétaire international mettent en œuvre des programmes d'ajustement structurel des pays du sud (sur le modèle du Chili) qui rendent obligatoire le passage par les institutions financières internationales pour le financement du développement. « Dans les années 1980, le nouveau modèle de l'ajustement structurel devient dominant. Il préconise l'ajustement des économies au marché mondial. Il propose la libéralisation, c'est-à-dire la régulation par les marchés et la réduction du rôle des États dans l'économie: la priorité donnée à l'exportation et à l'exploitation effrénée des ressources: la libéralisation des échanges: la priorité à l'investissement international et aux privatisations: la flexibilité et la pression sur les salaires ainsi que la réduction des systèmes publics de protection sociale; la réduction des dépenses budgétaires considérées comme improductives qui se traduit par la réduction des budgets de santé et d'éducation: la dévaluation des monnaies » (Ibid.). A tout cela s'ajouteront, plus tard, comme corollaires, la défense de l'idéologie des droits de l'homme, déjà mise de l'avant par Carter, et la promotion du dogme affirmant l'identité entre marché et démocratie. Consulter également Gilbert Rist, *Le développement - Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1996.

²⁶³ Nicholas Guilhot. « Banque mondiale réclame "bonne gouvernance" », in, *Manière de voir/Le Monde diplomatique* (Le nouveau capitalisme), no. 72. Décembre 2003-Janvier 2004, pp. 62-65, pp. 62, 65. Il faut noter qu'avec le passage de l'accent mis sur l'« ajustement structurel » à l'idée de « bonne gouvernance » comme ingrédient principal du développement du tiers-monde, on passe aussi à l'idée d'un « ajustement culturel » nécessaire pour que le fameux décollage se réalise. Il s'agit d'un retour à la vieille théorie de la modernisation de Rostow qui considère le sous-développement comme étant explicable par un déficit culturel des régions concernées. Cf. à titre d'exemple de ce genre d'analyses. Daniel Etounga-Manguelle. « De l'ajustement structurel à l'ajustement culturel. la seule solution pour l'Afrique », *Bulletin DMPN*, n° 2, août 1994, pp. 6-7.

²⁶⁴ John Keane souligne les dangers de la popularité du concept de société civile qui se fonde souvent sur la croyance en la possibilité de l'élimination du conflit. Il parle ainsi du « *myth of Collective Harmony with its dangerous belief in the possibility of a world without division and conflict, its disgust for the political, its quest for actors' authenticity and mutual recognition of Truth, and its fantasy of abolishing state institutions based on representatives, spokespersons, delegates, mandate-holders* ». John Keane, *Civil Society. Old Images, New Visions*, Stanford, California, Stanford University Press, 1998, p. 33.

²⁶⁵ Dès les années soixante en analysant la nature du phénomène idéologique. Daniel Bell, *La fin de l'idéologie* (traduit de l'américain par Emmanuelle Baillon, préface de Raymond Boudon). Paris, PUF, 1997 a parlé de la fin des idéologies. Jean François Lyotard affirme en 1979 que « l'ère postmoderne » est celle de la fin de la croyance aux méta-récits ou des grands récits de légitimation, des idéologies, des valeurs ou encore des doctrines philosophiques qui ont pour objet l'émancipation de l'humanité et sont donc liés à l'idée du progrès qui a tant marqué la modernité. Elles connaissent un déclin considérable avec les attaques que subit cette idée. Depuis la parution de ce livre le concept d'idéologie a été au centre de nombreuses analyses des sociétés post-industrielles (Alain Touraine), du capitalisme avancé (Anthony Giddens) mais elle ne se limite pas toujours au sens fort de l'idéologie comme idéologie politique. Le concept est aussi lié dans d'autres analyses au symbolique et à l'action significative (Clifford Geertz, Paul Ricoeur, Michel Freitag) pour inclure les idées, les idéaux, les croyances, les

sens des néolibéraux, constitué un obstacle à une communication parfaite. Grâce à la nouvelle « société-monde », dont les contours se dessinent, nous nous dirigerions donc vers « un monde transparent de l'information partagée, fondé sur la légitimité et la reconnaissance »²⁶⁶ réalisant ainsi les conditions d'un « parachèvement de la modernité » et de son « potentiel dialogique » (Jürgen Habermas). Le type de relation qui décrirait le fonctionnement du modèle de la société-monde qui sous-tend ces analyses optimistes est la communication²⁶⁷.

L'idéologie néolibérale, qui s'est présentée comme l'unique option de devenir historique qui s'offre à l'humanité, s'est donc imaginée que « le droit et la morale allaient venir remplacer le politique et que l'avènement des identités « post-conventionnelles » assurerait le triomphe de la raison sur les passions »²⁶⁸ et marquerait le parachèvement de la modernité. C'est ce qui explique l'intérêt général, surtout pendant les années 1990 et jusqu'au début des années

valeurs, les visions du monde (*Weltanschauungen*), les systèmes moraux, les philosophies. C.f. Chapitre 1, pp. 42-47.

²⁶⁶ Durand, Lévy et Retaille, *Le monde. Espaces et systèmes*, op.cit., p. 43.

²⁶⁷ C.f. Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, (T1 : *Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, T2 : *Pour une critique de la raison fonctionnaliste*) Paris, Fayard, 1998. À côté de l'agir stratégique orienté par une raison instrumentale organisée selon le système fin-moyens, il existe selon Habermas un agir communicationnel orienté par sa nature même vers l'entente et la compréhension intersubjective. « Le présupposé de cet agir communicationnel, c'est que tout locuteur, en vertu du simple fait qu'il est capable de comprendre et de se faire comprendre peut donner à ses affirmations une prétention à la validité universelle. Lorsque cette prétention subit avec succès toutes les épreuves d'une discussion sans contraintes et sans distorsions (émotionnelles ou autres), l'affirmation est valide et sa valeur est universelle ». Aux yeux de Habermas « les assertions éthiques n'ont pas moins de titres que d'autres à prétendre subir avec succès ces épreuves et à être jugées universellement valides à la fin de la procédure ». Habermas s'affirme ainsi « cognitiviste en morale ». Il « souligne que cette procédure est formelle en ce sens qu'elle ne prétend pas déterminer d'avance quelles prétentions subiront ces épreuves » (« Théorie de l'agir communicationnel ». *Le Magazine littéraire*, n° : 361, janvier, 1998). Dans *La théorie de l'agir communicationnel* (T1), Habermas affirme avoir tenté de poursuivre l'élaboration de quatre thèmes de la pensée postmétaphysique. Il écrit ainsi « Par l'esquisse d'une pragmatique formelle, je voudrais radicaliser le tournant linguistique qui, depuis Frege, ainsi que dans le structuralisme, ne fut accompli qu'au prix d'abstractions inadéquates. Par les concepts complémentaires de monde vécu et d'agir communicationnel, j'entends donner tout son sérieux à cette mise en situation de la raison qui, de Dilthey à Sartre et Merleau-Ponty en passant par Heidegger, ne fut accomplie que dans la dépendance à l'égard de la philosophie de la conscience. Une raison incarnée dans l'agir communicationnel permet d'appréhender l'ensemble dialectique que composent l'ouverture langagière au monde et les procès d'apprentissage dans le monde. En analysant la base de validité des discours, je voudrais surmonter le logocentrisme qui a marqué effectivement la tradition occidentale. L'ontologie était fixée sur l'étant en sa totalité, la philosophie de la conscience, sur le sujet qui se représente des objets, et l'analyse du langage, sur le discours constatant des faits, et par là, sur le primat de la proposition assertorique. On peut dissiper cette étroitesse de vue sans que la raison en tant que telle s'en trouve dénoncée. Sur cette voie, on peut prendre congé du concept d'Absolu mais également de la pensée totalisante de la philosophie de la réflexion s'incluant elle-même avec le monde (Kant, Hegel). Bien qu'elle travaille ces thèmes de pensée philosophiques, la théorie de l'agir communicationnel demeure en son noyau une théorie de la société » (extrait tiré de la présentation du livre).

²⁶⁸ Chantal Mouffe, *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, La Découverte/Mauss, 1994, p. 8.

2000, pour des auteurs tels que Jürgen Habermas et John Rawls ainsi que pour certaines formes de philosophie du droit et de philosophie morale d'inspiration kantienne²⁶⁹.

C'est ainsi que, dans l'optique libérale, la politique est « rendue à sa nature de gestion avisée des intérêts d'une communauté ». ²⁷⁰ La politique libérale de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e se pense débarrassée de l'utopie du XIX^e siècle, c'est-à-dire, comme le décrit si bien Jacques Rancière, du siècle du « peuple rêvé, de la promesse communautaire et des îles d'utopie, le siècle de la politique du futur qui avait ouvert le gouffre où le notre a failli sombrer ». C'est que la politique « abandonne les illusions attachées au pouvoir, à la représentation volontariste de l'art politique comme programme de libération et promesse de bonheur, (...à) l'assimilation de la *potestas* politique à l'*imperium* de quelque idée, de quelque *telos* du groupe ». ²⁷¹

La politique n'impliquerait plus ainsi une tension entre légitimité (l'idée justificatrice du principe du pouvoir –notamment le peuple dans l'héritage politique des Lumières) et souveraineté²⁷². Cette dissociation du pouvoir et de la souveraineté permettrait de rendre obsolète la connexion étroite entre pouvoir et violence et ouvrirait la voie à « un exercice du politique synchrone avec les rythmes du monde, le bruissement des choses, la circulation des énergies, de l'information et des désirs »²⁷³. La cybernétique serait le modèle de cet exercice du politique²⁷⁴.

²⁶⁹ C.f. Thomas Scanlon, *What We are to Each Other*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2000; John Rawls, *Justice et démocratie*. (traduction de l'Américain par Catherine Audard). Paris. Seuil, 1993 (notamment « le constructivisme kantien dans la théorie morale », pp. 72-152); Thomas Nagel, *The View From Nowhere*, Oxford, Oxford University Press, 1986; Christian Bernier et Fabien Capeilleres (éds.), *Kant et les kantismes dans la philosophie contemporaine 1804-2004*, France, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

²⁷⁰ Jacques Rancière. *Aux bords du politique*, op.cit., p. 9.

²⁷¹ Ibid., p. 14.

²⁷² Consulter le chapitre 1 de la présente thèse pour une discussion plus approfondie des deux concepts de légitimité et de souveraineté.

²⁷³ Rancière. *Aux bords du politique*, op.cit., p. 14.

²⁷⁴ L'essor informatique et les nouveaux modèles gestionnaires vont dans le même sens que le programme scientifique et idéologique de la cybernétique américaine des années 1940 et 1950. qui propose des théories de « pilotage » (du grec *kubernēitos*) « des sociétés néolibérales grâce à la gestion de l'entropie et aux nouvelles technologies, élaborées essentiellement par des scientifiques américains dans les années 1940 ». Ce capitalisme cybernétique « associe aujourd'hui plasticité des synapses cérébraux et flexibilité de la force de travail humaine (...) avec sa nouvelle gestion de l'information et des désirs consommateurs ». François Cusset. « Cybernétique et théorie française faux alliés, vrais ennemis ». *Multitude* 22, Automne 2005. URL : <http://multitudes.samizdat.net/Cybernetique-et-theorie-francaise> consulté le 8 mai 2007

L'extension des mécanismes autorégulateurs (avec le marché comme image centrale d'une structure autorégulatrice) qui coïncide avec la globalisation permet en effet la conversion de la société en système dont la théorie des systèmes luhmannienne²⁷⁵ serait la meilleure description. On passe avec cette conversion de la société en système complexe auto-poïétique organisé en réseaux et constitué objectivement par les organisations des théories politiques aux théories de l'influence, de la décision et de la gestion ainsi qu'aux modèles de la rétroaction cybernétique, aux théorisations formelles de l'information et de la communication, aux théories opérationnalistes, etc.

On est ainsi loin des théories du sujet et de la subjectivité. Les théories cybernétiques « répondent de manière positive (...) à la négativité pure des théories de la déconstruction, de la mort du sujet, de la fin des grands récits, des flux désirants et des corps sans organes, de la multitude et de ses "non lieux", de la fin de l'histoire »²⁷⁶. Sans sujet ni fin les systèmes globalisés se présentent comme des systèmes autoréférentiels et auto-poïétiques fonctionnant sans « référence à aucune "identité", ni "altérité" possédant une consistance et une cohérence ontologiques propres ». Car « la "vie" du système est purement processuelle (au sens du *processing* informatique), opérationnelle, réactive et intégrative ». Plus besoin d'une « métaphysique du sujet », ni de lieu de synthèse réflexive ou de

²⁷⁵ Basant son argumentation sur les thèses de la cybernétique et de la systémique organisationnelle (Morin), de l'autopoïèse cognitive (Maturana, Varela, etc.), Niklas Luhmann conçoit la société comme un système (ex. Niklas Luhmann, « A General Theory of Organized Social Systems in Geert Hofstede et Sami Kassem (ed.s), *European Contribution to Organization Theory*, Amsterdam, Van Gorcum, 1976, pp. 96-113; Niklas Luhmann, « Modern Systems Theory and the Theory of Society » in Volker Meja, Dieter Misgeld et Nico Stehr (ed.s), *Modern German Sociology*, New York, Columbia University Press, 1987; Niklas Luhmann, « Remarques préliminaires en vue d'une théorie des systèmes sociaux », *Critique*, tome 27, no 413, 1981, pp. 995-1014) La société est selon lui un système autoréférentiel et autopoïétique qui émerge comme structure d'ordre qui réduit la complexité et rend prévisible la contingence du monde conçu lui-même comme environnement virtuel ou comme la somme des possibilités non actualisées. Il ne s'agit pas d'une totalité possédant une consistance et une cohérence ontologique propres mais d'une entité qui est à différencier par rapport à un environnement qui est constitué par « les informations que le système doit traiter pour assurer sa propre reproduction ». Cet environnement comportant toujours plus d'information qu'il est en mesure de traiter, le système est « condamné à (sélectionner et à) internaliser une part de son environnement en accroissant sa propre complexité » (Freitag, « L'avenir de la société », loc.cit., p. 170). Selon lui « un système social, qu'il s'agisse d'une interaction face à face ou d'une société globale n'est pas composé d'individus, ni d'acteurs dans-des-rôles ou même d'actions (comme l'affirmait Parsons au niveau de sa théorie générale de l'action), mais bien d'actes de communications » (Michel Lalonde, « La sociologie systémique de Niklas Luhmann L'Être et la société comme résolution de problèmes », in *Cahiers de recherche du Groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité* [La postmodernité comme théorie de la société], n° 23, séminaire du 10 décembre 1993, pp. 1-25, p. 7). Cette communication doit être comprise de façon détachée du sujet mais aussi de la notion sociologique de l'action comme une action significative (comportant en elle-même sa signification). Sa théorisation de la société ne fait pas donc de place à l'homme même si elle place la communication à son centre. Pour lui en effet « la vie du système est purement processuelle (au sens du *processing* informatique), opérationnelle, réactive et intégrative » (Freitag, « L'avenir de la société », p. 171).

²⁷⁶ Ibid., p. 169.

«totalisation interne ou externe» quand les technologies communicationnelles, informatiques, cybernétiques «sont les seules à pouvoir intégrer la multiplicité des informations en des réponses (ou “choix” ou “décisions”) opérationnelles déterminées»²⁷⁷. Ceci est aussi vrai pour la démocratie, qui devient le mode de gestion des intérêts, qui possède les mêmes qualités que l’entité qui l’a engendrée, le marché. Elle est caractérisée du point de vue cybernétique par «(la) liberté des éléments, (la) fluidité, (l’)adaptabilité, qui conduisent à davantage de créativité et d’innovation»²⁷⁸.

De cette réalité non synthétique des réseaux disparaissent, ainsi, toute dialectique de l’aliénation et de l’émancipation et toute utilité d’une théorie critique permettant de soumettre le mouvement du réel à un jugement ontologique ou existentiel, sociologique ou politique, historique ou même circonstanciel. Il ne reste comme option que l’adaptation.

Circulation, communication, fluidité, réseaux, transparence, adaptabilité, innovation, voici donc les maîtres-mots qui dans le discours dominant devaient décrire cette nouvelle ère, du triomphe de la « bonne démocratie », la démocratie libérale, pluraliste mais « consensuelle » dont l’avènement serait devenu possible grâce à l’évolution progressive du mouvement de pacification des sociétés démocratiques modernes où « les passions fortes ont cédé la place à l’ajustement des satisfactions narcissiques ». Le consensus qui en résulte semblait après la fin de la guerre froide être la nouvelle « humeur » qui « devait accorder sans heurt les institutions de la démocratie à ses mœurs »²⁷⁹.

²⁷⁷ Ibid., p. 170.

²⁷⁸ C.f. Cybernétique et politique à l’adresse électronique suivante : <http://www.svti.net/Cybernetics2.html> Les rédacteurs du site le site politique et Cybernétique recommandent l’application de principes de la cybernétique à la politique pour inventer un capitalisme à visage humain tout en faisant l’éloge de l’économie du marché. Ainsi les rédacteurs de ce site affirment-ils que : « Du point de vue de la cybernétique, une économie de marché possède des qualités indéniables: liberté des éléments, fluidité, adaptabilité, qui conduisent à davantage de créativité et d’innovation, et à une accélération de la vitesse d’évolution de la société. Mais une économie de marché a aussi de graves défauts systémiques. Le système d’une économie de marché comporte une surabondance de boucles positives, et un nombre insuffisant de boucles négatives. En d’autres termes, une économie libérale comporte de multiples cercles vicieux, où la richesse appelle la richesse, et où la misère appelle la misère (que ce soit à l’échelle d’un individu, d’une entreprise, ou d’une économie nationale). Par ailleurs, une économie basée sur une détermination des prix par le marché, qui se fonde exclusivement sur des analyses à court terme, s’avère incapable d’attribuer une valeur correcte à certains paramètres tels que le bonheur des individus, la qualité de la vie, la beauté de l’environnement et la préservation de l’écosystème. Pour le système économique actuel, ces paramètres ont une valeur nulle, et leur usage ou leur détérioration sont considérés comme “gratuits” Il revient donc aux gouvernements d’établir des boucles correctrices, par le biais de la fiscalité, des subventions, ou d’autres mécanismes incitatifs, afin que ces données soient prises en compte au sein du système économique. Les paramètres oubliés doivent également être réintégrés dans les modèles économiques sur lesquels les états et les entreprises basent leurs décisions ». URL : <http://www.svti.net/Cybernetics2.html>, consulté le 2 mars 2009.

²⁷⁹ Jacques Rancière. *Chronique des temps consensuels*, Paris, Seuil, 2005, pp. 7-8.

Débarassé des passions fortes et surtout de l'utopie qui les engendrait et de la dialectique de l'aliénation et de l'émancipation qui a longtemps divisé le temps et l'espace de la modernité, l'exercice politique semblait pouvoir finalement être « entièrement au présent » (le temps du système est le présent éternel). Pour lui, « le futur ne serait plus que l'expansion du présent »²⁸⁰. Ainsi, si avec le passage à la modernité l'humanité est censée avoir accédé à une nouvelle temporalité, celle qui est dominée par l'idée de progrès, ou celle du futur débarrassé du passé où tout se passe dans la dialectique entre le présent et le futur de l'utopie, nous accédons avec cette nouvelle idée du politique débarrassé de l'utopie, à une autre nouvelle temporalité, à une temporalité qui n'est plus « divisée par la promesse ²⁸¹ », de laquelle disparaît la tension entre le présent et l'avenir.

Ceci implique une nouvelle façon de concevoir le politique et le social ainsi que leurs rapports : gérer le social à travers une machine gouvernementale et administrative dont l'interface est *user friendly* et avec laquelle les différents groupes et associations qui forment la société civile négocient leurs intérêts selon le « modèle commercial » qui devient le modèle selon lequel fonctionne aussi le droit. Ces intérêts concurrents ne s'expriment pas politiquement selon des projets qui s'affrontent et qui constituent des alternatives réelles mais sont négociés de façon à maximiser l'intérêt privé de chacun dans une démocratie débarrassée des antagonismes ou une *friction free democracy* gouvernée par le centre. À la nouvelle temporalité de la fin de l'utopie correspond ainsi un espace libéré, lui aussi de la division. Il s'agit d'une « nouvelle configuration de l'espace politique », un espace libéré de la division²⁸².

Nous entrons, en effet, l'ère de « la fin de la division » (disparition de la « lutte des classes »), celle de la société qui serait finalement exempte de contradictions. La réalisation de la démocratie signifierait la fin de toutes les options alternatives de devenir historique. La démocratie libérale, comme projet historique serait l'horizon indépassable de notre époque. Cette démocratie n'est plus conçue, cependant, comme un élément principal dans une projection d'idéaux (liberté, égalité, fraternité, progrès, etc.) dont la « réalisation restait (...)

²⁸⁰ Rancière. *Aux bords du politique*, p. 25.

²⁸¹ Ibid.

²⁸² Ibid., p. 26.

toujours virtuelle »²⁸³ et qui orienteraient les dynamiques de la vie politique collective mais plutôt comme le « milieu ambiant des individualités postmodernes »²⁸⁴ et de la « société du savoir » où le travail deviendrait « symbolique » et l'économie serait dématérialisée. Elle constituerait un « mode de vie » ou *way of life* dont la démocratie américaine serait l'illustration la plus parfaite grâce à « des manières de faire et un mode de vie, qui sont censés découler de l'application sans entraves des puissances créatrices d'une nature humaine un fois pour toutes purifiée et régénérée innocente et parfaite »²⁸⁵. Dans ce mode de vie, la liberté serait un fait évident et naturel qui se traduirait en liberté d'entreprendre et d'acquiescer et en défense des droits de l'individu à l'égard des pouvoirs de l'État²⁸⁶.

Avec la disparition de la menace communiste et l'abandon du paradigme de la lutte des classes, la théorie politique libérale a ainsi cru qu'elle peut faire l'économie de l'antagonisme. Dans cette société qui n'aurait plus de contradictions le moment politique, comme moment conflictuel²⁸⁷, serait dépassé.

2.2.2.5 La thèse de la « paix démocratique » : Le marché comme régulateur des conflits

Cette théorie politique a imaginé qu'elle s'est finalement débarrassée du « dissensus » que ce soit dans les sociétés ou dans les rapports entre les États, qui seraient désormais ralliés autour du modèle libéral et unis par l'économie mondialisée dépassant les frontières nationales et signalant ainsi la fin de l'État-nation et des nationalismes.

Si la théorie réaliste classique affirme que les États ne poursuivent que leur intérêt et ne cherchent qu'à préserver et accroître leur puissance et si elle faisait de « l'intérêt national »

²⁸³ Michel Freitag. « La Métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique ». *Société*, no 12-13, hiver 1994, pp. 1-137, notamment pp. 68-73.

²⁸⁴ Ibid.

²⁸⁵ Michel Freitag. « De la terreur au meilleur des mondes. Genèse et structure des totalitarismes archaïques ». in Daniel Dagenais (sous la dir.) *Hannah Arendt. Le totalitarisme et le monde contemporain*. Ste-Foy. Presses de l'Université Laval. 2003. pp. 248-350, p. 293.

²⁸⁶ Michel Freitag. « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde vers un totalitarisme systémique ». in Daniel Dagenais. op.cit.. pp.353-404, p. 358.

²⁸⁷ Selon Carl Schmitt le politique « définit le degré d'unité le plus intense. à partir d'où se définit la distinction la plus intense. la discrimination entre ami et ennemi ». *La notion de politique*, Paris, Calmann-Lévy 1988. p. 6.

le fondement de la nature « polémogène » des relations entre États souverains²⁸⁸, la théorie politique libérale stipule que l'intérêt bien compris aboutirait, au contraire, à la paix générale. Comme dans le « modèle commercial », les actions intéressées de chacun peuvent être profitables à tous réalisant ainsi l'harmonie générale. Au fondement de cette idée se trouve l'idée du « marché autorégulateur » régi seulement par une « une main invisible » qui assure la rencontre des intérêts égoïstes ainsi que leur assimilation à « l'optimum collectif ».

Le modèle du marché comme régulateur de conflits est appliqué non seulement au niveau des sociétés civiles elles-mêmes, conçues comme marchés fluides qui permettraient à des intérêts divergents de se rencontrer et de s'harmoniser sans recours au politique, mais aussi à l'échelle des relations internationales, qui sont caractérisées par l'absence d'une autorité légale supérieure et qui sont donc toujours dans l'état de la nature. Que ce soit au niveau des sociétés civiles ou entre les États, « tous les litiges doivent être réglés ainsi selon le modèle commercial, c'est-à-dire la négociation appuyée par le droit »²⁸⁹, compris non comme législation mais comme « *litigation* », c'est-à-dire comme pouvoir d'arbitrage entre des parties aux intérêts antagonistes. Le politique, comme la guerre, serait le règne des passions et s'opposerait dans ce sens à l'intérêt bien compris. Étant donné que le marché est fondé sur la rationalité des intérêts, moralement supérieure à l'emprise des passions, l'extension du commerce est censée rendre superflu le mode de régulation politique des rapports sociaux, que ce soit à l'intérieur de l'État ou entre les États. Le commerce substituerait la négociation à la confrontation politique, permettant à chacun de trouver son meilleur intérêt²⁹⁰. « Plus la tendance commerciale domine, plus la tendance guerrière doit s'affaiblir », affirmait déjà Benjamin Constant²⁹¹. Cette « théorie », qui associe le commerce et le recul de la guerre, voire qui fait du commerce le moteur d'une « paix perpétuelle », prend aujourd'hui l'aspect

²⁸⁸ L'absence d'une société politique au niveau international ainsi que d'une autorité légale supérieure contrairement à la situation à l'intérieur des États-nationaux, fait que les relations interétatiques obéissent à la loi de la guerre. Cf. Guillaume Devin, *Sociologie des relations internationales*. Paris. La Découverte. 2002.

²⁸⁹ Alain de Benoist. « Repenser la guerre ». En ligne, URL : http://www.alaindebnoist.com/pdf/repenser_la_guerre.pdf, consulté le 22-03-2003.

²⁹⁰ Ibid.

²⁹¹ *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*, Cité par de Benoist, « Repenser la guerre, loc.cit.

d'une boîte de Pandore où, en plus des idées de Constant, l'on trouve un mélange disparate d'idées telles que celles de Locke, de Kant (paix perpétuelle), mais aussi de Vittoria²⁹².

2.2.2.6 L'humanitaire comme modalité d'ingérence : le droit d'ingérence et l'euphémisation de la guerre

Si dans l'optique libérale la guerre est censée disparaître au bout du compte, elle est d'abord appelée à se transformer d'une défense d'intérêts nationaux, qui ne peuvent que causer les antagonismes et la « haine » entre peuples, à la défense de « principes moraux universalistes ». Les seules guerres désormais justes et légitimes sont les « interventions humanitaires » menées au nom du « droit d'ingérence » pour défendre les « droits humains » (ex : guerre du Kosovo).

En vue d'examiner ce que doit être l'objectif d'une politique étrangère d'un « peuple démocratique libéral », John Rawls part ainsi d'une typologie des peuples à partir de laquelle procède sa théorie du « Droit des peuples ». Pour élaborer cette politique étrangère, *le Droit des Peuples* examine deux types de « peuples bien ordonnés », les « peuples démocratiques libéraux » et les « peuples hiérarchiques décents ». Il prend également en compte les « États hors-la-loi » et ceux qui sont « entravés » par des conditions défavorables. Si selon Rawls, « les peuples ordonnés » ne se font pas la guerre (thèse de la

²⁹² Cette théorie reprend à son compte l'affirmation d'un rapport profond entre le droit naturel et le *droit des gens* ainsi que la référence à l'existence d'une « société universelle » (*totus orbis*) qui dépasse la « société politique » (*respublica*) (Saint Thomas, Vittoria, Suarez, Grotius, c.f. Jean-François Courtine. « Vittoria, Suarez et la naissance du droit naturel moderne », in Alain Renaut (dir.), *Histoire de la philosophie politique, Tome II. Naissances de la modernité*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, pp. 127-181) qui servaient de socle conceptuel et de cadre fondamental à la théorie de la « guerre juste ». Elle part aussi d'une idée de la liberté qui suppose que les individus puissent faire abstraction de leurs origines, de leur environnement, du contexte dans lequel ils vivent et où s'exercent leurs choix. c'est-à-dire de tout ce qui fait qu'ils sont tels qu'ils sont, et non pas autrement (John Locke déclarait qu'« un enfant ne naît sujet d'aucun pays », puis, devenu adulte, « il est dans la liberté de choisir le gouvernement sous lequel il trouve bon de vivre, et de s'unir au corps politique qui lui plaît le plus », *Deuxième traité du gouvernement civil* (1690), chap. VIII, cité in Alain de Benoist. « Critique de l'idéologie libérale », En ligne, URL : http://www.alaindebenoist.com/pdf/critique_de_l_ideologie_liberales.pdf, consulté le 02 décembre 2006). On y retrouve également la croyance profonde en l'idée de la perfectibilité de la nature humaine héritée de la foi des Lumières en la notion de progrès, et de la possibilité de réaliser par la rationalité une pacification graduelle de l'humanité (Kant, Habermas). Selon Kant le droit des peuples doit assurer la liberté et la paix des peuples entre eux. Dans son *Projet de paix perpétuelle* (1795), « Kant annonce comme conditions la constitution républicaine (idée qu'il emprunte aux Lumières et qui constitue et garantit la séparation des pouvoirs, la souveraineté populaire et les droits de l'homme) des peuples, un lien fédéral pour la paix entre les États, un droit (limité) mondial des citoyens ». (Peter Kunzmann, Frantz-Peter Burkard et Frantz Wiedman, *Atlas de la Philosophie*, Paris, Le livre de poche, 1993, p. 145 (traduit de l'Allemand par Zoé Housez et Stéphane Robillard). L'ensemble de ces idées est repris par l'idéologie néolibérale qui soutient dans ses versions les plus optimistes l'idée que la mondialisation serait synonyme avec l'avènement de la « société-monde » fondée sur la légitimité et la reconnaissance et d'un nouvel ordre international qui serait caractérisé par la suprématie des droits de l'homme, de l'État de droit et de la démocratie. Ce sont les États-Unis, comme « hégémonie bienveillante » (*benevolent*) du monde globalisé qui seraient appelés à jouer le rôle de police internationale agissant partout au nom du droit et de la morale pour éliminer les obstacles à l'avènement du « petit village interconnecté » dans lequel nous sommes censés vivre.

paix démocratique), cela ne veut pas dire que la guerre disparaît. En effet, Rawls formule une doctrine de la guerre juste selon laquelle « les *peuples ordonnés* (...) ne combattent que les États qui ne sont pas bien ordonnés et dont les visées expansionnistes menacent la sécurité et les institutions libres des régimes bien ordonnés et provoquent la guerre »²⁹³. Il s'ajoute à ceci un devoir d'aide qui incombe aux « *sociétés ordonnées* » vis-à-vis des « *sociétés entravées* ».

Ce discours idéologique messianique devient dominant depuis l'effondrement de l'ex-URSS. Il s'exprime particulièrement dans la prépondérance de l'humanitaire comme mode d'intervention régulier et habituel (Bosnie, Irak, etc.) dans le monde de l'après guerre froide. On affirmait ainsi, dans les années 1990, que « la gouvernance humanitaire » (*humane governance*)²⁹⁴, celle des « droits de l'homme », remplacerait la géopolitique²⁹⁶. Richard Falk parle d'une gouvernance sans gouvernement (sans État) en affirmant que l'État en soi ne garantit pas des politiques humanitaires (*humane*) et qu'il est possible d'imaginer une gouvernance sans l'État (ex : les ONG). La transition de la géopolitique à la « gouvernance humanitaire » est synonyme pour lui d'un passage d'une problématique de la puissance et de la domination caractéristique de la guerre froide à une problématique centrée sur les normes qui donnent priorité à la dignité, aux droits de l'homme, à l'harmonie de l'environnement et à la démocratie. Falk appelle ainsi à une transformation des engagements normatifs comme première étape vers la transformation de la gouvernance et des institutions du droit. En outre, l'aide au développement engagée à long terme a été remplacée par l'humanitaire, principalement non gouvernemental, d'urgence qui « a acquis une place incontournable sur

²⁹³ *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, Montréal. Boréal, 2006. p. 117 (traduit de l'Américain par Bertrand Guillaume).

²⁹⁴ Le terme de « *humane* » renvoie dans la langue anglaise à ce qui « humain, compatissant, clément; qui évite de faire souffrir » on peut parler ainsi d'une « *humane task* » dans le sens d'action humanitaire (*Harrap's New Shorter French and English dictionary*, 1967).

²⁹⁵ Richard Falk, *On Humane Governance. Towards a New Global Politics . The World Order Models Project Report of the Global Civilization Initiative*, Pennsylvania, University Park, University Of Pennsylvania Press, 1995. Voir aussi Robert O'Brien, Jan Aarte Scholte, Anne Marie Goetz et Marc Williams. *Contesting global Governance : Multilateral Economic Institutions and Global Social Movements*. Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

²⁹⁶ Voir notamment le chapitre I . « From Geopolitics to Humane Governance A Necessary Journey » dans *Humane Governance*, op.cit., pp. 1-9.

la scène internationale au point d'apparaître comme un des prismes dominants à travers desquels les relations internationales sont analysées »²⁹⁷.

Si l'idée du passage à une gouvernance humanitaire semble témoigner de la disparition des considérations reliées aux intérêts de la puissance, ainsi que du recul de la logique géopolitique et géostratégique, au profit d'une logique d'assistance fondée sur l'idée du respect des droits de l'homme, les faits sont loin de correspondre à cette transformation. L'intérêt géostratégique continue en effet à motiver l'action dite humanitaire. Le critère de définition de l'humanitaire obéit au prisme des intérêts nationaux. Qu'est-ce qui fait ainsi que la situation du peuple Palestinien complètement inacceptable du point de vue du droit international et par tous les critères nécessiterait moins l'intervention humanitaire que celle du Darfour par exemple? Selon quels critères a-t-on pu définir le régime Irakien de Saddam Hussein de dictatorial en oubliant les autres dictatures de la région du monde arabe? Seuls les intérêts de la puissance peuvent favoriser ce genre de discrimination humanitaire.

Le discours éthique qui se réclame d'une morale universelle comme celle qui a animé la pensée de Kant, celle d'un cosmopolitisme éthique et éclairé, utilise l'argument de la démocratisation pour justifier l'intervention militaire contre des États jugés « hors-la loi » mais, comme l'affirme Georges Corm, le néolibéralisme utilise le principe de la démocratie ainsi que le principe humanitaire pour dénoncer des abus contre ces principes seulement dans les parties du monde où se passent des choses qui ne correspondent pas à la conception des intérêts géostratégiques des grandes puissances. Ainsi ce discours éthique « n'est plus qu'une caricature que nous offre tous les jours l'utilisation abusive du droit international par les États-Unis à travers l'instrumentalisation des Nations Unies »²⁹⁸.

Mais avant d'approfondir cette critique²⁹⁹, (chapitre 3), il est important de relever les enjeux et le parti pris idéologique du discours néolibéral en examinant sa nature performative, ses présupposés, ses fondements théoriques et idéologiques (sa continuité avec le libéralisme) ainsi que les problèmes sous-jacents à la construction de son matrice conceptuelle. La suite du texte remettra en question l'image du marché libre et mettra en lumière la nature politique de l'ordre que le discours néolibérale tente d'imposer de fait.

²⁹⁷ Paulo-Serge Lopes. « Médecins sans frontières et le droit international ». Congrès AFSP, En ligne <http://sites.iniv-lyon2.fr/congres-afsp/IMG/pdf/Lopes.pdf> consulté le 8 novembre 2007.

²⁹⁸ Georges Corm, op.cit., p. 116.

²⁹⁹ Cette critique est élaborée de façon plus approfondie dans le troisième chapitre de la présente thèse.

2.3 Au-delà du discours néolibéral de la globalisation: L'articulation entre le politique et l'économique dans le capitalisme et la neutralisation du politique

Au cœur de l'idéologie de la globalisation se trouve l'idée du passage à un mode de régulation post-étatique et apolitique de l'économie dont l'expansion à l'ensemble de la vie collective des sociétés et même de l'humanité serait souhaitable. Étant compris comme le lieu de la rencontre libre des intérêts, le marché nous libérerait des passions politiques et semblerait être le mécanisme d'intégration globale du monde de l'après-guerre froide finalement débarrassé de l'idéologie, mais aussi de la politique elle-même, avec le déclin de la souveraineté, l'affirmation de la société civile et le triomphe de la trinité de l'État de droit, des droits de l'homme et de la démocratie. Dans sa promotion du commerce comme moteur de la paix, le néolibéralisme repose sur une croyance indéfectible au caractère objectif et naturel des catégories économiques ainsi que sur une foi intarissable en la suprématie de l'économique sur les autres modes de régulation des rapports sociaux.

Ces croyances ne traduisent en rien, cependant, la réalité objective de l'économie mais relèvent d'un discours normatif qui n'est devenu possible que grâce à la généralisation du marché. En réaffirmant ces croyances, le néolibéralisme reprend sous forme de slogans³⁰⁰ les éléments principaux du credo libéral (libéralisme classique) qui tient pour sacrée la « liberté individuelle » et « l'égalité de tous devant la loi »³⁰¹ et qui puise sa matrice conceptuelle dans les principes de la modernité.

2.3.1 Du « marché » et de « l'intérêt » comme réalités objectives: la nature normative et idéologico-politique de l'économique

L'image de la rencontre libre des intérêts qui conduit l'économie, et éventuellement tout l'ordre social vers l'équilibre est l'un des postulats fondamentaux de la science économique. Elle fonde le projet d'élaborer une science positive des phénomènes économiques censés

³⁰⁰ Freitag, *L'impasse de la globalisation. Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*. Montréal. Écosociété. 2008, p. 28.

³⁰¹ Selon les critiques du libéralisme réformiste « utiliser l'État pour égaliser les situations de départ des individus (si bien que tous ont des chances égales) revient à utiliser le système juridique pour traiter les gens riches différemment des gens pauvres. Cela signifie l'abandon du vœu idéal des libéraux classiques de l'égalité devant la loi » Laurence S. Moss. « Libéralisme réformiste ». in Douglas Greenwald (éd.). *Encyclopédie économique*, op.cit., p. 559.

relever d'une logique propre témoignant de « régularités à caractère objectif ». De par leur caractère objectif et positif, les phénomènes économiques peuvent « servir de fondement à l'établissement de normes “rationnelles” » dans le champ de la réalité humaine sociale et historique. Ainsi l'intérêt comme fondement du calcul rationnel ne serait pas un principe limité aux pratiques économiques mais serait le prototype de toute action rationnelle (théorie du choix rationnel), donc résumerait les finalités de l'action humaine et pourrait servir comme fondement de sa régulation.

En définissant la globalisation seulement comme le résultat du développement économique d'une logique auto-instituée des intérêts tels qu'ils sont régulés par le marché, le néolibéralisme présente cette globalisation comme l'aboutissement d'un processus objectif et autonome (rationalisation de l'économie et de la société, expansion du marché) qui serait indépendant de toute volonté politique et de toute considération idéologique.

Il s'agirait au sens de cette idéologie de l'aboutissement d'un processus de rationalisation inhérent à la modernité et indépendant de la volonté des individus et de la société. Au terme de ce processus l'individu et les sociétés parviennent à se débarrasser de ce qui constitue un obstacle au triomphe d'une rationalité qui parvient finalement à dominer toute l'action humaine, qui ne répond plus qu'aux critères de l'utilité comprise dans un sens strictement économique. L'économie, le marché et le rapport économique en général sont ainsi érigés comme des données naturelles et évidentes.

Or la prétention de la science économique à l'objectivité scientifique est d'une nature normative et idéologico-politique. L'économie et le rapport économique fondé sur la logique des intérêts sont eux-mêmes le produit d'une contingence historique. Les concepts de la science économique, tenus dans le discours de la globalisation comme évidents en eux-mêmes sont tous contingents de l'émergence de l'échange marchand. Comme l'affirme Michel Freitag, « il n'existe de besoins, de biens, de satisfaction, de rareté, d'utilité, de production et d'échange économiques que dans les conditions de l'échange marchand, lequel connaît par ailleurs toutes sortes de degrés de généralité ». En outre, au sens de Freitag,

« il n'y a de logique économique objective, et donc aussi de calcul économique rationnel (...) de la part des sujets que dans l'hypothèse – jamais entièrement satisfaite en droit si l'activité

économique doit encore rester une action humaine et sociale (...) – d'une généralisation du marché ». ³⁰²

Michel Freitag remet en question l'idée du marché comme norme ou détermination objective³⁰³. Si l'idéologie économique se fonde sur le postulat selon lequel l'échange marchand est naturel, aux yeux de Freitag, le marché est une institution historique qui doit être analysée dans le cadre du « procès social-historique de mutation de la forme fondamentale de régulation normative des rapports sociaux qui caractérisait les sociétés traditionnelles ». Plutôt que de relever d'une réalité régie par une logique propre, « le processus de développement économique, conforme à une logique auto-instituée des intérêts, représente un changement de la nature même de la socialité et de la société »³⁰⁴.

Ainsi l'analyse économique qui est fondée sur le postulat normatif de l'autonomie des régularités économiques et qui prétend n'être qu'une mise à jour de la logique auto-instituée des intérêts « n'a rien d'une activité cognitive et positive qui pourrait prétendre à la neutralité normative ». Bien plus, « elle représente l'idéologie fondamentale d'un nouvel ordre ontologique de la socialité et éventuellement de la société tout entière »³⁰⁵. L'idéologie économique naturalise ainsi ses présupposés en se présentant comme une simple retranscription d'un ordre naturel préexistant, antérieur à toute délibération et à toute décision, présent dès l'aube de l'humanité et impose alors sans la justifier l'idée de la régulation naturelle du marché.

Contrairement au postulat qui fonde cette nouvelle façon de représentation et de structuration de l'espace social, le marché est une institution historique et non une donnée naturelle. On peut saisir sa spécificité historique dans le cadre d'une analyse qui part du constat de l'absence de l'économie (donc aussi de l'échange marchand) dans les sociétés d'auto-subsistance. Comme l'ont montré de nombreuses études historiques et anthropologiques (les Trobriandais, le nouvel Empire Égyptien, les Bergdama de l'Afrique du sud-ouest), le trait dominant des sociétés primitives et traditionnelles c'est l'autarcie, c'est-à-dire la production pour sa propre consommation. Contrairement à ce qu'affirme l'idéologie économique, le

³⁰² *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*. Québec. Presses Universitaires de Laval. 2002, pp. 249-323. p. 260.

³⁰³ Contrairement par exemple à Fernand Braudel qui considère le marché comme une donnée universelle.

³⁰⁴ *L'oubli de la société*. op.cit., p. 257. C'est moi qui souligne.

³⁰⁵ Ibid.

marché n'est pas une réalité universelle ni naturelle. Les normes qui régissent les actions des membres de ces sociétés étudiées par les historiens et les anthropologues sont relatives aux principes de la réciprocité et de la redistribution. L'économie est ainsi encadrée dans les relations sociales qui priment sur l'intérêt individuel. Dans ces sociétés, l'interdépendance des sujets humains se réalise à travers

« une culture commune à valeur indissociablement cognitive, normative et expressive, (qui) commande de par le sens qui leur est donné et qui leur appartient dès lors immédiatement toutes les actions qui entrent dans la reproduction aussi bien les personnes que la société ». ³⁰⁶

Ce sont selon Freitag des communautés que l'on peut nommer des « communautés de culture » (*Gemeinschaft*-communauté, par opposition à *Gesellschaft*-société).

Comme l'a bien montré Karl Polanyi dans *La Grande transformation*³⁰⁷, l'installation du marché requiert la destruction des formes de réciprocité et de redistribution, donc la destruction des sociétés traditionnelles elles-mêmes, où l'être humain ne dépend pas du marché pour sa subsistance, où il est inséré dans des rapports de solidarité et où il n'est donc jamais menacé par la faim (sauf si tous les membres du groupe ou de la communauté sont touchés par la famine ou la disette), pour créer un marché de travail³⁰⁸ où cet être humain est obligé de vendre son travail pour survivre. Le règne du marché correspond à la destruction des relations sociales qui encadrent le besoin de subsistance et les transactions nécessaires à cette fin (qui ne peuvent être décrites comme formant une sphère économique autonome), il crée la rareté³⁰⁹ et sa propre notion du besoin³¹⁰ qui lui est reliée, fonde l'économie et préside à l'élaboration d'autres structures sociales qui deviennent déterminées par le marché, c'est-à-dire que tout y est réduit à la valeur marchande. Le monde devient matière première et instrument de ponction de cette valeur.

³⁰⁶ Ibid., p. 261

³⁰⁷ Paris, Gallimard, 1983.

³⁰⁸ Selon Freitag. « dans les sociétés prémodernes de statuts et de services. (...) toutes les activités sont liées entre elles à l'intérieur de structures complexes d'interdépendances normatives particularistes et hiérarchisées ». Mais, avec la révolution industrielle, le travail acquiert sa « forme abstraite-universelle en devenant pour tous, au moins virtuellement la seule condition d'accès aux moyens fondamentaux de la vie et la forme principale de l'interdépendance et de la solidarité sociales » (*L'oubli de la société*, op.cit., p. 276).

³⁰⁹ Cf. Marshall Sahlins. *Âge de Pierre. Âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976.

³¹⁰ Jean Baudrillard a bien montré la nature artificielle des besoins créés par l'économie capitaliste. Voir particulièrement son livre toujours d'actualité *La société de consommation*, Paris, Denoël, 1970.

Ainsi le marché s'impose en réduisant toute chose (naturelle ou sociale) à son règne et ne peut exister que sur la base de la destruction des formes de régulation sociale qui lui sont antérieures. Dans le même sens Freitag affirme que l'on arrive à l'économie par

« (...) la "déculturation" des rapports entre les personnes et avec les choses, avec l'abstraction de leur socialité immédiate et immanente si l'on entend par là la manière dont les actions humaines vis-à-vis du monde et d'autrui sont insérées dans des normes concrètes intériorisées (ou encore plus tard, dans l'histoire, la manière dont elles sont soumises explicitement et formellement à une volonté politique substantive, qui les régit par la médiation de la loi et d'une sanction extériorisée). (...) On accède à l'économie par l'autonomisation du sujet individuel, par la suppression ou l'effacement des rapports d'interdépendance concrète entre les personnes, de l'assignation collective d'une valeur aux choses et de l'assignation normative immédiate des choses aux personnes»³¹¹.

L'autonomisation du sujet individuel se fait à travers l'affirmation de l'individu comme n'étant « nullement redevable à la société de sa propre personne ou de ses capacités, dont il est au contraire, par essence, le propriétaire exclusif »³¹². L'individu s'affirme ainsi comme le propriétaire exclusif de ses facultés physiques et intellectuelles, dont il n'est nullement redevable à la société. Cet individualisme n'a pu s'imposer graduellement qu'en sapant les rapports sociaux traditionnels qui intégraient l'individu dans la collectivité. Au lieu de fonder les liens sociaux dans une socialité primaire directement régulée par des normes concrètes qui en définissent le sens, l'individualisme trouve dans le contrat l'expression idéale du lien social fondé désormais dans une théorie des droits et de l'obligation qui mettent au centre de l'ordre social nouveau l'intérêt et la volonté des individus (et non une transcendance ou une tradition).

Cet individualisme est une condition nécessaire de l'avènement de la société et de l'économie du marché qui émerge dans son sillon. Dans la société de marché l'accès du sujet individuel aux choses n'est plus limité par l'ensemble des normes traditionnelles qui en régissaient effectivement l'usage. Il est libéré normativement à travers l'institution politico-juridique de la propriété privée. Au sens de Freitag,

« (...) toute la science économique naissante au XVIII^e siècle se nomme "politique" car elle n'est qu'un plaidoyer en faveur de l'institution politico-juridique de la propriété privée au sens strict, c'est-à-dire concrètement de l'élargissement de son champ à la totalité des choses, et ceci donc à l'encontre de l'ensemble des normes traditionnelles qui en régissent encore la possession

³¹¹ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 261

³¹² Crawford B. Macpherson. *La théorie politique de l'individualisme possessif. De Hobbes à Locke*. Paris, Gallimard, 2004, p. 18.

et l'usage. Et avec la propriété naît justement l'économique, comme champ de son libre jeu et comme logique dérivée de celui-ci »³¹³.

Les choses ne deviennent des biens qu'à travers leur abstraction, qui n'est elle-même réalisée qu'à travers l'institution de la propriété privée, permettant ainsi leur inclusion dans l'échange marchand. Cette abstraction des choses dans l'échange libre est ce qui désormais constitue leur valeur et non plus leur usage concret. Ainsi « la valeur économique s'entend celle qui assure l'équivalence de tous les usages dans l'abstraction réelle des normes sociales concrètes, et dans l'abstraction formelle des besoins concrets dans l'échange généralisé »³¹⁴.

Cette abstraction de la réalité qui fonde la valeur économique se trouve au cœur de l'image de la rencontre libre des intérêts sur le marché qui s'exprime juridiquement dans l'idée de la conclusion libre du contrat de travail. Ce contrat réunit systématiquement et met formellement sur le même plan le travailleur libre, propriétaire de sa force de travail, et le propriétaire des moyens de production. L'image du marché comme libre rencontre des intérêts individuels fonctionne donc sur le principe de l'équivalence stricte des biens dans l'échange ignorant les différences entre la nature du bien possédé (propriété de la force de travail et propriété des moyens de production).

Le contrat de travail fournit le cadre formel de cette rencontre libre entre deux parties censées être égales dans la souveraineté de chacune d'entre elles sur sa propriété. Fondé sur des notions modernes censées être universelles de liberté et de propriété, ce contrat n'est cependant qu'une contradiction juridico-politique qui se trouve au cœur du capitalisme, comme l'avait bien montré Marx. En effet,

« (...) le statut du propriétaire, en général, et celui du travailleur libre, en particulier, qui s'associent dans le contrat de travail liant un patron et un salarié, ont formellement quelque chose en commun, à savoir qu'ils reposent sur le même concept juridique de la propriété, un concept qui est fondé sur le postulat "transcendantal", d'application virtuellement universelle, de la liberté et de la liberté de la personne »³¹⁵.

Cependant, « dans ce contrat de travail, la liberté de l'un va pouvoir acheter la liberté de l'autre, afin d'en avoir la libre disposition et de se la soumettre souverainement ». Ainsi la

³¹³ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 263.

³¹⁴ Ibid.

³¹⁵ Michel Freitag, « La globalisation contre les sociétés. Par delà l'échec circonstanciel de l'AMI. La portée historique de l'autonomisation du capital financier », in Michel Freitag et Éric Pineault (sous la direction de), *Le monde enchaîné*. Québec: Nota Bene, 1999, p. 243.

liberté formelle qui fonde le contrat de travail réunit en réalité des motifs structurellement dissymétriques qui sont «la libre recherche du profit pour l'un (et) la nécessité absolue de la survie qu'impose le besoin de l'autre» qui a «perdu dans la société la disposition des conditions sociales et matérielles de satisfaction de (ses) besoins» avec «son émancipation des structures de dépendance communautaire et personnelle “médiévales” ni serf, ni serviteur, ni artisan»³¹⁶.

Le corollaire de cette émancipation de l'individu vis-à-vis des structures de dépendance traditionnelles est la production d'un ensemble de «règles formelles à caractère négatif qui assure aux individus la sanction et la protection du pouvoir social (l'État) dans l'exercice de leur autonomie, de leur “libre arbitre” qui est, ontologiquement, le domaine réel de l'économique».³¹⁷ Cette «révolution structurelle qui touche au mode même de constitution de la société»³¹⁸ et qui a permis la constitution d'une sphère proprement économique de l'action sociale est une «révolution radicale effectuée dans la réalité» et non une découverte faite par l'analyse. Il s'agit d'une «transformation fondamentale du mode d'être normatif de la société, et, conséquemment, une transformation parallèle du discours de légitimation qui représente son mode d'autocompréhension normative expressive»³¹⁹. Cette transformation du mode d'être normatif de la société, qui a permis la genèse de l'économique comme réalité objective, correspond à la modernité.

2.3.2 De la continuité principielle du libéralisme classique et du néolibéralisme : le marché comme mode de structuration des rapports sociaux

La modernité marque l'avènement du pouvoir politique et de la société comme co-institués par des règles juridiques. Le politique est le lien qui tient ensemble les individus dans la société. L'idée de « contrat social » établit le peuple comme auto-institution, chacun mettant « en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté

³¹⁶ Ibid.

³¹⁷ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 269.

³¹⁸ Ibid., p. 267. C'est moi qui souligne ici.

³¹⁹ Ibid., p. 268. C'est également moi qui souligne. Cette transformation du discours de légitimation de la réalité peut être illustrée par l'évolution du débat sur l'usure et l'intérêt qui est passé de la condamnation de l'usure à la reconnaissance de la légitimité de l'intérêt au moyen âge. Pour une plus ample description de ce débat voir Michel Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., notamment pp. 264-269.

générale; et nous recevons en corps chaque membre comme partie indivisible du tout »³²⁰.

Selon Rousseau :

« cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de toutes les autres prenait autrefois le nom de *Cité* et prend maintenant celui de *république* ou de corps politique, lequel est appelé par ses membres *État* quand il est passif, *Souverain* quand il est actif, *Puissance* en le comparant aux autres ». ³²¹

Tel est le cadre de la formation de l'identité politique du sujet moderne et le fondement commun de l'obligation et de la liberté au sens moderne.

Selon Rosanvallon, c'est comme critique des théories du contrat social qu'il faut comprendre la naissance du libéralisme (économique et politique) et non seulement comme une théorie - ou une idéologie- accompagnant le développement des forces productives et la montée en puissance de la bourgeoisie comme classe dominante. L'idée de marché « a essentiellement un sens sociologique et politique ». Dans sa dimension la plus large, cette notion « n'est pas seulement technique, elle renvoie à toute une problématique implicite de la régulation sociale et politique dans son ensemble »³²². Elle s'oppose en effet à l'idée de contrat telle que conçue par Hobbes ou Rousseau. Elle ne doit pas, selon Rosanvallon, être simplement saisie comme concept technique définissant une mode de régulation de l'activité économique par un système de prix librement formés.

L'exploration sur la longue durée de cette notion de marché dans sa dimension la plus large permet à Rosanvallon de soutenir que « l'affirmation du libéralisme économique révèle plus profondément l'aspiration à l'avènement d'une société civile immédiate à elle-même, autorégulée ». La société de marché est, dans cette perspective, « l'archétype d'une nouvelle représentation du social » en vertu de laquelle « c'est le marché (économique) et non pas le contrat (politique) qui est le vrai régulateur de la société (et pas seulement de l'économie) »³²³. Il s'agit de l'utopie centrale du libéralisme que Rosanvallon présente non pas comme une doctrine mais comme une culture. C'est « la culture en travail du monde moderne qui cherche à la fois à s'émanciper de l'absolutisme royal et de la suprématie de

³²⁰ *Du Contrat social*, Livre I, chap. vi, Paris, Flammarion, 1992, p. 40.

³²¹ *Ibid.*

³²² Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1999, p. ii.

³²³ *Ibid.*

l'Église à partir du XVII^e siècle». Si on peut donc identifier dans les libéralismes une unité, c'est celle d'un «champ problématique, d'un travail, d'une somme d'aspirations»³²⁴

Deux utopies sont à relier à l'utopie centrale de la société de marché. « La première est celle d'un règne du droit qui pourrait servir de substitut à l'ordre politique du conflit et de la négociation ». Au sens de Rosanvallon cette utopie « constitue l'autre volet de l'utopie de régulation qui sous-tend le concept moderne de marché ». La deuxième utopie est « une utopie anthropologique : celle d'un monde moral et social composé de purs individus, absolument autonomes et souverains maîtres d'eux-mêmes »³²⁵.

C'est pour répondre aux problèmes théoriques auxquelles se heurtaient les théories du contrat social de Hobbes à Rousseau que la représentation de la société civile comme marché tente de répondre. Rosanvallon mentionne particulièrement deux problèmes. « Le premier est lié au fait que si les théories du contrat social fondent le principe de la paix civile, elles ne permettent pas de traiter la question de la paix et de la guerre ». Le deuxième problème est relatif à la question du fondement de l'obligation dans le pacte social. Ainsi,

« alors que le contrat social envisage la formation de la société comme un jeu à somme positive (tout le monde "gagne" en termes de sécurité et de paix civile), les rapports entre les nations continuent à être compris comme un jeu à somme nulle (on ne peut gagner que si les autres perdent) »³²⁶.

Ne considérant plus comme centrale la question du pacte social originaire, Montesquieu³²⁷ est préoccupé par le problème du despotisme qui caractérise le pouvoir absolutiste. Il « se consacre à l'analyse de la société de son époque et cherche la voie d'une monarchie tempérée qui rende le despotisme impossible ». Il soutient ainsi que « le despotisme est la conséquence naturelle d'un pouvoir livré à lui-même, qui n'est pas réglé par des lois positives » étant donné que « la logique du pouvoir est de s'accroître sans cesse »³²⁸. Montesquieu conçoit un système basé sur deux idées principales : « il faut combattre le pouvoir par le pouvoir, il faut s'appuyer sur les passions compensatrices pour contenir le

³²⁴ Ibid., p. x.

³²⁵ Ibid.

³²⁶ Ibid., p. iii.

³²⁷ *L'Esprit des lois, Œuvres complètes*, Paris, Seuil, 1964.

³²⁸ Ibid., p. 28.

pouvoir et maintenir la paix »³²⁹. Deux solutions sont envisagées dans cet objectif. Il formule la première dans sa « théorie de la distinction et de la séparation des pouvoirs », la seconde est sa « conception du commerce comme adoucissant les mœurs et portant à la paix »³³⁰.

Cette passion s'appelle selon Helvétius l'intérêt. Il affirme ainsi qu'il faut fonder la société sur l'intérêt car il est « la source de toutes les passions » et constitue « la mesure de l'action des hommes »³³¹ et c'est seulement de la conformité et de l'opposition de l'intérêt des particuliers avec l'intérêt général que dépend le bonheur ou le malheur public. On peut ainsi définir l'art politique comme « l'art de la composition des intérêts » et c'est le but de la législation d'assurer cette convergence de l'intérêt général avec les intérêts particuliers et de rendre donc les hommes vertueux. On voit ainsi déjà avec Helvétius que la politique se confond avec la législation (confusion entre légalité et légitimité). Comme le souligne Rosanvallon « elle (la politique) n'est pas comme chez Rousseau un principe de régulation et de constitution de la société ». Elle « n'est pas l'infrastructure de la société, elle n'en est plus qu'une superstructure qui se réduit à l'entretien de la puissance nécessaire à l'exécution des lois »³³².

Cette conception de la législation comme régulation du social trouvera sa forme la plus achevée avec Bentham qui cherche à « fonder une véritable “arithmétique morale” qui puisse fournir une base mathématique à la théorie des peines légales ». Dans cette recherche conçue de façon scientifique, Bentham « formulera le principe utilitariste de l'identification artificielle des intérêts, déjà pressentis par Helvétius »³³³.

Cherchant un principe simple organisateur de la société, Helvétius recommande comme Montesquieu de partir de l'analyse lucide des passions des hommes et non contre elles pour parvenir à une économie des passions qui sert de base à la régulation de la société. Rosanvallon note ainsi que « pour lui, les hommes sont nés ni bons, ni méchants, ils sont

³²⁹ Ibid., p. 29.

³³⁰ Ibid., p. 30.

³³¹ Claude-Adrien Helvétius. *De L'Esprit* (1785). Paris. Éditions sociales. 1968. p. 116. cité in Rosanvallon, op.cit., p. 31.

³³² Rosanvallon, op.cit., p. 31.

³³³ Ibid.

d'abord motivés par le «sentiment de l'amour de soi», c'est la passion fondamentale qui a donné naissance à toutes les autres passions »³³⁴.

Si la pensée libérale s'attaque à la conception hobbesienne du pacte social qui conduit à l'absolutisme au sens de Montesquieu, l'idée lockéenne du pacte social y constitue une référence centrale. Pour répondre à la question de l'origine de la forme de l'État, Locke s'appuie, comme Hobbes sur l'hypothèse d'un état de nature et de l'instauration d'un contrat social. Pour lui,

« dans l'état de nature. avant la réunion des hommes en État, règne une parfaite liberté et égalité de tous. L'individu a un pouvoir illimité de disposer de soi-même et de sa propriété. Chacun est cependant soumis à la loi naturelle, dont une des règles suprêmes est la conservation de la nature créée par Dieu. Le droit naturel interdit ainsi de porter atteinte à la vie, la santé, la liberté et la propriété des autres, ou de les détruire »³³⁵.

Dans la pensée de Locke, la loi de la nature régit les relations entre les hommes dotés d'une sociabilité naturelle au sein de la communauté originaire de l'ordre naturel. Contrairement à Hobbes, Locke soutient ainsi que l'état de nature pourrait être pacifique, s'il n'y avait pas toujours des individus qui ne respectent pas la loi naturelle.

« Comme l'égalité règne entre tous. chacun a le droit d'être juge et de condamner et sanctionner celui qui a rompu l'état de paix. Mais comme chacun serait juge de sa propre affaire, on aboutirait en fait à un état de guerre permanent, s'il n'existait pas une instance supérieure dans les mains de laquelle le verdict et l'exécution soient déposés de façon contraignante pour tous »³³⁶.

Pour créer cette force supérieure, les individus renoncent donc à faire exécuter individuellement les lois naturelles par leur propre force et se réunissent seulement dans le but de la créer collectivement. Ainsi, « le pouvoir politique est lié à la loi naturelle. En particulier, il doit respecter chez l'individu son aspiration à l'autoconservation, sa liberté ainsi que sa propriété »³³⁷. L'idée lockéenne de la liberté (que le néolibéralisme reprend) suppose que les individus peuvent faire abstraction de leurs origines, de leur environnement,

³³⁴ Ibid., p. 30.

³³⁵ Peter Kunzmann, Frantz-Peter Burkard et Frantz Wiedmann. *Atlas de la philosophie*. Librairie Générale Française pour le texte français. Livre de Poche, 1993. p. 121

³³⁶ Ibid.

³³⁷ Ibid.

du contexte dans lequel ils vivent et où s'exercent leurs choix, c'est-à-dire de tout ce qui fait qu'ils sont tels qu'ils sont, et non pas autrement³³⁸.

Tenant pour dangereuse la théorie du contrat social de Rousseau, ainsi que les notions qui lui sont reliées (volonté générale, l'égalité comme fondement de la société politique), Benjamin Constant associait le commerce au triomphe de la liberté dans son sens moderne et non ancien³³⁹ du terme.

« Si pour les Anciens le partage du pouvoir social entre tous les citoyens d'une même patrie constituait le sens de la liberté. pour les Modernes la liberté est la sécurité dans la jouissance des affaires privées; et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances. Le triomphe de ce sens de la liberté est un triomphe de l'individualité qui va de pair avec l'affaiblissement de l'autorité étatique »³⁴⁰.

Remettant en question l'absolutisme inhérent à la notion de souveraineté comme attribut du pouvoir, Constant insiste sur l'idée que la seule souveraineté légitime est une souveraineté limitée. Selon lui, « aucune autorité sur terre n'est illimitée », car « les citoyens possèdent des droits individuels indépendants de toute autorité sociale ou politique et toute autorité qui viole ces droits devient illégitime ». » Pour Constant, « le Contrat *social* de Rousseau est le plus terrible auxiliaire de tous les genres de despotisme ». Il affirme, contrairement à ce que pense Rousseau, que « l'assentiment de la majorité ne suffit nullement dans tous les cas pour légitimer ses actes » et la juridiction de la souveraineté doit s'arrêter au point où commencent l'indépendance et l'existence individuelle.³⁴¹

Comme Locke, Constant célèbre, en fait, « la jouissance paisible de l'indépendance individuelle privée ». Pour lui, « les hommes n'ont besoin, pour être heureux, que d'être

³³⁸ John Locke déclarait qu'« un enfant ne naît sujet d'aucun pays ». puisque, devenu adulte, « il est dans la liberté de choisir le gouvernement sous lequel il trouve bon de vivre, et de s'unir au corps politique qui lui plaît le plus ». *Deuxième traité du gouvernement civil* (1690), chap. VIII. cité in Alain de Benoist. « Critique de l'idéologie libérale », En ligne, URL. http://www.alaindebenoist.com/pdf/critique_de_l_ideologie_liberal.pdf . consulté le 21 janvier 2005.

³³⁹ Par opposition à la liberté des Anciens qui était collective et politique, celle des Modernes est individuelle. Pour Constant le citoyen ne peut plus participer activement à la politique comme le faisaient les Anciens pour pouvoir réaliser sa liberté. Celle-ci se compose « de la jouissance paisible de l'indépendance privée » (« De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes ». Discours présenté à l'athénée royal à Paris en 1819. disponible en ligne sur le site dédiée à la pensée libertarienne de Friedrich von Hayek *Catallaxia*: URL http://www.catallaxia.org/wiki/Benjamin_Constant:De_la_libert%C3%A9_des_Anciens_compar%C3%A9e_%C3%A0_celle_des_Modernes consulté le 02 mai 2005.

³⁴⁰ Evelyne Pisier. *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 1996, p. 81.

³⁴¹ « *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* », loc.cit. cité in Pisier. op.cit. . p. 81

laissés dans une indépendance parfaite, sur tout ce qui a rapport à leurs occupations, à leurs entreprises, à leur sphère d'activité, à leurs fantaisies »³⁴². Cette indépendance est donc liée à « jouissance paisible » d'un ensemble de droits : « le droit de faire sécession, (le) droit de n'être tenu par aucun devoir d'appartenance ni par aucune de ces allégeances qui, en certaines circonstances, peuvent en effet se révéler incompatibles avec "l'indépendance privée" »³⁴³.

Tenant pour sacrée cette indépendance privée, la conception libérale de l'ordre social fait appel à la métaphore de la « main invisible », pour résoudre le problème du fondement de l'obligation dans le pacte social sans revenir à une conception despotique de ce pacte (Smith). Cette notion de main invisible permet selon Rosanvallon de « penser une société sans centre, d'abolir *pratiquement* la distinction entre intérieur et extérieur, entre l'individu et la société »³⁴⁴. Pour Rousseau, l'harmonie entre intérêt général et intérêt individuel, entre individu et société se réalise dans le pacte social qui fonde à la fois l'obligation et la liberté de chacun et de tous. Selon lui, « l'obligation de respecter le pacte social et de se soumettre à la volonté générale est seulement fondée sur le libre engagement de chacun » et se présente comme « l'affirmation la plus élevée de la liberté »³⁴⁵, le pacte social étant « un accord admirable de l'intérêt et de la justice »³⁴⁶ (pas de contradiction entre la liberté et la nécessité). Mais cette conception n'a pas dans la pensée de Rousseau de fondement effectivement opératoire (il faut attendre Hegel qui à travers sa conception de l'État donne à la conception rousseauiste de la liberté un fondement concrètement opérationnel en la médiatisant³⁴⁷).

La métaphore de la main invisible ne permet plus de penser la société politiquement à travers les mécanismes d'engagements réciproques du contrat, mais plutôt biologiquement à travers les principes auto-dynamiques des mécanismes du marché sans avoir besoin d'un recours à

³⁴² Ibid.

³⁴³ De Benoist. « Critique de l'idéologie libérale ». loc.cit.

³⁴⁴ Rosanvallon, op.cit., p. 46

³⁴⁵ Ibid.

³⁴⁶ Rousseau, *Contrat social*. livre II. op.cit.. p. 374. cité in Rosanvallon. op.cit.. p. 46

³⁴⁷ Selon Rosanvallon « la théorie rousseauiste de l'imédiateté entre l'individu et le corps politique appelle la conception hégélienne de l'État moderne comme figure, nécessairement séparée, de l'identité de l'universel et du particulier » (Ibid.).

la figure du souverain. C'est ainsi que « le mécanisme du marché renverse la problématique de la loi ». En effet, « la loi de la valeur règle les rapports d'échange entre les marchandises, et les rapports entre les personnes qui sont compris comme des marchandises, sans aucune intervention extérieure »³⁴⁸.

La métaphore de la « main invisible » va au-delà de la sphère économique. Elle se présente dans le libéralisme comme une logique précédant à toute délibération et à toute décision. En vertu de cette métaphore, conçoit l'ordre social comme « une simple retranscription de l'ordre naturel ». Cette conception de l'ordre social permet de « renouveler le sens des interrogations politiques du XVIII^e siècle de marché », d'apporter une réponse théorique au problème de l'harmonie sociale qui préoccupait les penseurs sociaux et de « renouveler la théorie de l'institution du social »³⁴⁹. Cette institution n'a plus besoin d'être faite selon un principe transcendant à la société (d'origine métaphysique ou politique) mais se réalise de façon totalement immanente à elle, en réalisant ainsi radicalement les vœux d'autonomie de la modernité. Ainsi comme l'affirme Rosanvallon,

« le problème central avec la naissance et l'affirmation de l'idéologie économique ne réside pas dans un mécanisme d'équilibrage des passions. dans un jeu des passions économiques (les intérêts) contre les passions politiques. Il est plus profondément celui de l'accession (et non de la réduction) de la société toute entière à l'économique comme seul espace possible de réalisation de l'harmonie sociale »³⁵⁰.

Il s'agit ici d'un tournant décisif qui ouvre la voie à la prédominance d'une « compréhension économique de la politique et de toute la vie sociale » où « l'économie résout en elle-même au moins pour l'essentiel, la question du politique et de la régulation du social (ex : Adam Smith) »³⁵¹.

C'est ainsi dans l'économie que les représentants de l'école historique écossaise du XVIII^e (Adam Smith, Adam Ferguson, John Millar, William Robertson, etc.) recherchent les fondements de la société. C'est dans l'économie politique qu'ils fondent l'anatomie de la société civile qu'ils ne conçoivent pas comme distincte de l'état de nature qui est déjà économique dès l'aube de l'humanité. La conception de la société comme marché et de l'être

³⁴⁸ Ibid., pp. 46-47.

³⁴⁹ Ibid. p. 47

³⁵⁰ Ibid., p. 60.

³⁵¹ Ibid., p. 61.

humain comme *homo oeconomicus* devient même la condition de la liberté moderne et de la démocratie avec James Stewart³⁵².

Plus récemment, tentant de restituer la conception de la société comme marché, malgré les soubresauts et les crises du capitalisme qui ont plusieurs fois remis en question son existence même, et qui ont amené le libéralisme à se réformer et à s'engager dans la voie d'un encadrement social et politique du fonctionnement de l'économie (social-démocratie, keynésianisme), Milton Friedman a réaffirmé la nécessité de retourner à la conception de l'ordre économique comme étant la conséquence non intentionnelle et non voulue des actions d'un grand nombre de personnes mues par leurs seuls intérêts³⁵³. Friedrich Von Hayek développe abondamment l'idée de Friedman notamment avec la notion d'« ordre spontané »³⁵⁴ que l'on retrouve au cœur de son étude fondamentale des principes sur lesquels repose l'ordre politique d'une société libre.

La pensée libertarienne dans laquelle s'inscrit la pensée de Hayek nie complètement l'existence d'un bien public³⁵⁵. Au fondement de cette négation se trouve la contestation de toute approche globale de la société. Rien ne doit entraver le bon fonctionnement de l'ordre spontané. L'État n'est ainsi reconnu que comme garant des conditions nécessaires au libre jeu de l'économie, de la liberté des échanges, des droits individuels et du respect de la loi. Les institutions, les autorités politiques ne peuvent avoir de finalités propres. Comme l'État, elles doivent rester neutres et renoncer à promouvoir un modèle de « vie bonne ».

Selon Hayek, si le bon fonctionnement du marché n'est pas entravé, il assure non seulement le meilleur rendement des échanges mais aussi de façon optimale l'indépendance de chaque agent, permettant de réaliser un ensemble d'équilibres partiels dans lesquels réside l'équilibre global. C'est dans et par le marché (compris comme *catallaxie*) que se réalise non

³⁵² James Stewart, *An Inquiry into the Principles of Political Economy*, 1767 (traduction française en cinq volumes). Paris, 1789, cité in Rosanvallon. op.cit . p. 48.

³⁵³ Cf. Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*. Chicago, University of Chicago Press, 1961.

³⁵⁴ Cf. Friedrich Von Hayek. *Droit. Législation et Liberté*. vol. 1 « Règles et ordre ». vol. 2 « Le mirage de la justice sociale ». vol. 3 « L'ordre politique d'un peuple libre ». Paris. PUF. 1995.

³⁵⁵ Contrairement à cette idée hayékienne, qui se trouve au cœur de l'idéologie néolibérale, l'idéologie économique du libéralisme classique prend naissance au cœur de la pensée moderne et s'exprime dans son mouvement le plus intérieur comme la solution concrète aux problèmes les plus décisifs du XVII^e et du XVIII^e siècles, de l'institution et de la régulation du sociale ainsi que de réalisation de l'harmonie sociale en pensant les mécanismes de l'ajustement des intérêts privés avec l'intérêt global de la société, qui se traduisent dans l'utilitarisme en une arithmétique des passions.

seulement la liberté mais aussi la justice puisque le marché se définit comme « un jeu qui augmente les chances de tous les joueurs » tout en neutralisant le jeu de la rivalité, de l'envie et du conflit en réalisant ainsi la pacification de l'ordre spontané. Dans ce jeu, les perdants, les laissés-pour-compte, les exclus, n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes³⁵⁶.

La métaphore de la « main invisible » va ainsi au-delà de la sphère économique. Un mode de régulation sociale abstrait émerge de cette régulation naturelle du marché. La même logique de la main invisible fonctionnant selon des lois objectives est censée permettre de régler les relations entre les individus sans qu'existe entre eux aucun rapport de subordination ou de commandement³⁵⁷. Le marché instaure donc de façon spontanée « une loi régulatrice de l'ordre social sans législateur »³⁵⁸.

Cette description du fonctionnement de l'ordre social capitaliste comme étant dénué de rapports de subordination et de commandement et que les principes de la cybernétique peuvent résumer parfaitement, s'accorde bien avec l'idée kelsenienne (Hans Kelsen : le normativisme juridique³⁵⁹) un ordre juridique auto-fondateur qui s'avère bien adapté à un ordre auto-régulateur.

« Aux yeux de Kelsen. (...) la question de la souveraineté n'a pas même à être posée : elle est pour le juriste hors champ dans la mesure où elle renvoie à des problématiques relatives aux fondements et aux caractères formels du pouvoir qui n'ont pas leur place dans une "théorie pure du droit" »³⁶⁰.

³⁵⁶ Hayek radicalise ainsi la rupture avec les théories du contrat social. Si le libéralisme classique fonde les institutions modernes sur un choix conscient basé sur une rationalité abstraite, Hayek conçoit les institutions comme le résultat d'une sélection lente fondée sur l'habitude ou la coutume. Selon lui les hommes n'ont pas maîtrisé leur environnement en passant graduellement des formes primitives de rassemblement humain à la « Grande société » par déduction logique ni à travers l'analyse rationnelle mais en suivant des règles acquises à travers l'expérience et dont le temps a prouvé l'efficacité. Ces règles qui ne sont pas inventées *a priori* mais sélectionnées *a posteriori* dans un processus d'essais et d'erreurs puis de stabilisations obéissent à cette règle de l'efficacité comme dans le modèle darwinien de la sélection et de l'évolution naturelles des espèces. Cf. Friedrich Von Hayek, *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 2008.

³⁵⁷ Rosanvallon, op.cit., p. 132.

³⁵⁸ Ibid., p. 46.

³⁵⁹ Le juriste autrichien Hans Kelsen offre l'exemple le plus pur du normativisme positiviste. Selon lui, « la théorie pure du droit est la théorie du positivisme juridique, Selon Jean-François Kervégan, tout l'effort de Kelsen depuis 1912 vise à épurer la science juridique de tout ce qui est "sociologique", c'est-à-dire de tout ce qui ne relève pas de la normativité. Cf. le texte de Kervégan. « Hans Kelsen. La méthode et la notion fondamentale de la théorie pure du droit ». *Revue de métaphysique et morale*, no 41, 1934, p. 204; Hans Kelsen, *Théorie pure du droit*, 2^e éd. (trad. Par Eisenmann). Paris, Dalloz, 1962, pp. 147-148.

³⁶⁰ Frank Lessay. « John Austin lecteur de Hobbes : la souveraineté à l'épreuve du positivisme juridique ». in Jean-Mario Cazzaniga et Yves-Charles Zarka, op.cit., pp. 385-404, p. 386.

Éliminer la question de la souveraineté signifierait, au contraire pour Carl Schmitt, passer outre la question du politique sans lui trouver nécessairement la bonne réponse.

2.3.3 Critique de la neutralisation du politique dans le libéralisme: Carl Schmitt

Rédigées il y a plus de cinquante ans dans le contexte des deux grandes guerres (de 1914 à 1949 ainsi que pendant le deuxième après-guerre), les idées de Carl Schmitt, grand critique du libéralisme (et de l'impérialisme américain) et l'une des figures intellectuelles, sont certes des plus controversées³⁶¹, mais elles ne manquent ni de lucidité ni de pertinence comme le souligne Jean-François Kervégan. Ces idées sont encore d'une étonnante actualité pour trouver des éléments d'analyse éclairant et permettant de penser les enjeux du présent. Ses critiques du libéralisme et sa conception du politique ont été reprises par de nombreux auteurs de différentes sensibilités idéologiques : Étienne Balibar, Chantal Mouffe, Susan Buck-Morss, Giorgio Agamben, Gopal Balakrishnan, Gary Ullman, Alain de Benoist, etc. reprennent chacun à sa façon des éléments de la pensée de Schmitt pour analyser des enjeux actuels.

Comme Hegel, Carl Schmitt refuse de façon radicale le juridisme qui aboutit à une séparation abstraite du droit et de la politique. Cette séparation implique toujours pour Schmitt, comme pour Hegel une subordination de fait du droit à une politique qui ne se reconnaît pas et ne se présente pas comme telle mais qui se drape de morale (ex : les applications du droit au nom de l'humanité), de principes universalistes et de normes juridiques censées être a-politiques (unité économique et technologique du monde). Repoussant, comme Hegel, les abstractions normativistes, universalistes et moralistes du droit qui se trouvent au fondement du libéralisme, Schmitt, soumet à la critique la doctrine de l'État de droit et les représentations libérales qui forment son assise.

³⁶¹ Il est indéniable que certaines orientations de la pensée de Schmitt (ex : intérêt pour la politique extérieure et le droit international public à partir de 1937-38) sont au diapason de la politique de l'Allemagne nazie. Selon S. Quaritsch, la pensée de Schmitt s'alimente de trois sources : le catholicisme, l'étatisme et le nationalisme. Jean François Kervégan, affirme que le dernier motif est surtout présent dans la période de 1933-1937. Il parle de 1933 d'une « conversion » de Schmitt qui le rallie la pensée de Schmitt au nazisme. Ainsi au cours de cette période « les écrits de Schmitt sont avant tout destinées à conquérir puis à préserver des positions de pouvoir intellectuel au sein du régime nazi ». Mais selon Kervégan « si on laisse de côté la période 1933-1937. () on peut considérer que l'ensemble de sa réflexion de juriste et de philosophe du politique concerne le destin de cette configuration spécifiquement moderne – elle est née du processus de "sécularisation" rendu nécessaire par l'éclatement de l'unité du christianisme occidental et par la constitution de nouveaux modes de produire, d'agir et d'être – qu'est l'État ». Jean-François Kervégan. « Carl Schmitt et l'unité du monde ». *Les études philosophiques*. Paris. PUF. janvier 2004, pp. 3-23.

Selon Kervégan, spécialiste de la pensée de Hegel comme de celle de Schmitt, « l'un des problèmes qui révèle l'actualité singulière de Schmitt, est celui de l'unité politique du monde ». Ce problème se traduit surtout à partir de 1943-1945 par un questionnement plus historique, philosophique et juridique sur l'ordre du monde que Kervégan formule ainsi : « l'histoire s'oriente-t-elle vers une unification politique du monde dont les Nations Unies seraient le creuset? Quels sont les présupposés philosophiques et politiques d'une telle idée? ». Sous jacente à cette interrogation mais aussi à l'ensemble de la réflexion de Schmitt se trouve une préoccupation du « destin de l'État, cette configuration spécifiquement moderne, née du processus de sécularisation rendue nécessaire par l'éclatement de l'unité du christianisme occidental »³⁶².

Cette préoccupation amène Schmitt à se pencher sur ce qui constitue l'essence du politique. Adoptant une conception hobbesienne des relations sociales et politiques, il définit la politique comme le lieu de l'affrontement de parties hostiles organisées selon l'axe ami-ennemi. Le politique se définit pour lui par son essence conflictuelle. Il accorde à ce principe d'hostilité une place centrale dans la compréhension des rapports politiques et sociaux dans l'histoire. Selon lui, le politique résulte du simple fait de la diversité humaine et « le jour où il n'y aura plus de lutte entre les peuples, les religions, les classes, il n'y aura plus (que) des faits sociaux purs de toute politique »³⁶³. Selon Nicolaus Sombart, qui l'a bien connu,

« si Schmitt s'appuie sur l'outillage intellectuel d'un juriste, c'est en philosophe de l'histoire qu'il a pensé son époque. comme Hegel, comme Toynbee... Son regard embrassait la planète comme le lieu des affrontements pour la suprématie où se joue la destinée pour l'humanité »³⁶⁴.

Si le politique est d'essence conflictuelle, il n'a pas de substance aux yeux de Schmitt. Il est selon lui caractérisé par un degré d'intensité associé à la situation de conflictualité. Pour lui, le politique : « définit le degré d'unité le plus intense, à partir d'où se définit la distinction la plus intense, la discrimination entre ami et ennemi ». Il ajoute

« il suffit pour définir sa nature, qu'il soit dans son existence même et en un sens particulièrement fort, cet être autre, étranger, et tel qu'à la limite des conflits avec lui soient possibles qui ne

³⁶² Ibid., p. 5.

³⁶³ Nicolaus Sombart, (entretien avec). *Libération*, Salon du livre 2001, en ligne. URL <http://www.liberation.com/livres/salon2001/actu/1503schmitt2.html>, consulté le 13 mars 2004.

³⁶⁴ Ibid.

sauraient être résolus ni par un ensemble de normes générales établies à l'avance, ni par la sentence d'un tiers, réputé non concerné et impartial »³⁶⁵.

Dans sa pensée le pouvoir est donc une relation. Il doit échapper à une définition chosiste et ne doit pas être considéré comme équivalent avec l'État.³⁶⁶ Contre le modèle libéral d'une société autorégulée dénuée de conflits (*friction-free*) issu d'un imaginaire qui diabolise l'ennemi et aboutit à une forclusion du politique, Schmitt, comme Hannah Arendt, conçoit le politique non pas comme quelque chose d'abstrait ou d'instrumental mais comme relationnel, ne pouvant exister qu'entre les hommes et ne survivant que grâce à leur pluralité, à laquelle le rapport ami-ennemi est selon lui inhérent, ainsi que grâce à l'ouverture de l'histoire aux initiatives découlant de l'infinité des intentions.

Si dans la vision réaliste de Schmitt des rapports sociaux le politique ne peut être compris sans référence à la conflictualité potentielle qui caractérise les rapports humains, il ne tend pas nécessairement à la guerre et n'est pas équivalent au règne de la violence. C'est ce qui, au contraire, limite et contient cette violence. L'objectif de Schmitt est, en fait, de « déterminer les conditions dans lesquelles les guerres entre États souverains pourraient être limitées »³⁶⁷, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles la violence est contenue et circonscrite.

Contenir la violence, c'est d'abord, reconnaître conceptuellement son existence inhérente à la vie humaine.³⁶⁸ Ainsi Schmitt ne part pas de la bonté de l'homme empêchée par les

³⁶⁵ *La notion de politique*, op.cit., p. 67.

³⁶⁶ Rebelle à toute définition chosiste, Hannah Arendt conçoit en effet le pouvoir non pas comme quelque chose de matériel ou d'instrumental mais comme existant entre les hommes qui parlent et agissent en commun. La communauté politique au sens de Arendt n'a rien d'une communauté native, originare, c'est une communauté instituée dans et par l'agir qui instaure un lien humain, un espace de cohabitation entre ceux que rien ne relie *a priori*, en vue de faire advenir un monde commun qui n'est pas donné d'avance, c'est-à-dire d'un monde proprement humain. Pour Arendt l'institution d'un monde sensé va de pair avec l'institution d'un monde commun. La communauté politique est ainsi entièrement instituée. Elle est plurielle, ce qui nécessite d'« examiner les différents modes de pluralité humaine et des institutions qui leur correspondent », c'est-à-dire sur les formes de gouvernement, leurs principes, et sur les modes d'être-ensemble, de vivre-ensemble avec d'autres hommes, leurs égaux, d'où jaillit l'action ». Arion Kelkel, loc.cit., p. 313.

³⁶⁷ Alain de Benoist, préface à Carl Schmitt, *Du politique. « légalité et légitimité » et autres essais*, Puisseaux, Éditions Pardès, 1990, p. xiv.

³⁶⁸ C'est cette idée qui se trouve à la base de la reprise de nombreux auteurs contemporains (de gauche ou de droite) de la critique schmittienne du libéralisme. C.f. par exemple Étienne Balibar (« Schmitt: une lecture conservatrice de Hobbes? », in *Droits*, n° 38, 2003). Gopal Balkrishnan (*The Enemy: An Intellectual Portrait of Carl Schmitt*, London, New York, Verso, 2000). Gary Ulmen (« The Concept of Nomos. Introduction to Carl Schmitt's Appropriation. Distribution. Production », *Telos*, n° 95, Printemps 1993). Chantal Mouffe (« Carl Schmitt and the Paradox of Liberal Democracy », *The Canadian Journal of Law and Jurisprudence*, janvier 1997; *The Challenge of Carl Schmitt*, London, Verso, 1999) Susan-Buck-Morss (*Dreamworld and Catastrophe*

mécanismes sociaux (Rousseau, Locke, les anarchistes, les pacifistes) mais du postulat de la dangerosité de l'homme pour l'homme comme l'a fait Hobbes. Pour lui, « c'est avec Cain que commence le politique, donc la possibilité du meurtre »³⁶⁹. Nier conceptuellement cette possibilité, c'est préparer la radicalisation réelle de la violence. C'est aussi nier le principe d'hostilité ami-ennemi, c'est-à-dire éliminer le politique qui alors revient sous des formes pathologiques et non plus comme règne de « la raison relative ».

Cette logique « réaliste » condamne ainsi le pacifisme pur, qui est l'allié du libéralisme politique, et qui croit à la possibilité de l'élimination de toutes les guerres sauf celles qui sont menées au nom de l'humanité et des principes moraux. Or cette moralisation de la guerre la transforme du même coup en guerre totale, transformant par la même l'ennemi en criminel, en un ennemi ontologique, dont la défaite légitime l'écrasement. Pour Schmitt, dans la « guerre en forme », celle qui était reconnue dans le *jus publicum europaeum*, la défaite de l'ennemi n'implique pas, au contraire, son écrasement ou sa capitulation sans condition. À ses yeux, nier l'ennemi, comme adversaire politique (et non pas personnel : *hostis* et non pas *inimicus*) est nier le droit et la paix. En le criminalisant, « on sape le droit des conflits armés et on interdit la paix et la relation politique concrète entre les adversaires, puisqu'on ne négocie pas avec un criminel, on l'exécute ». Il affirme que « toute extermination de l'ennemi n'est qu'une autodestruction », car « on se classe d'après son ennemi »³⁷⁰. Cette logique condamne aussi les prétentions pacificatrices de l'idéologie économique du libéralisme et souligne sa nature profondément politique.

Par ailleurs selon Schmitt, à l'intérieur des sociétés de la démocratie libérale, cherchant à réduire au minimum son intervention dans la société civile, l'État libéral « prétend (...) à la neutralité vis-à-vis des intérêts particuliers contradictoires qui (la) traversent » en supposant « une délimitation nette de la sphère politique étatique et de la sphère non politique

The Passing of Mass Utopia in East and West, Cambridge, Mass., MIT Press, 2002); mais aussi, du côté de la nouvelle droite (révolution néoconservatrice) Alain de Benoist (*Carl Schmitt actuel - Guerre juste*, Paris, Éditions Crisis, 2007), Nicolaus Sombart (*Les mâles vertus des allemands - Autour du syndrome Carl Schmitt*, [traduit de l'allemand par Jean-Luc Évard], Paris, Éditions du Cerf. Collection Passages, 1999), etc.

³⁶⁹ Jacques Monod. « La déstabilisation humanitaire du droit international et le retour de la « guerre juste » Une lecture critique du nomos de la terre, dans *Études philosophiques* ». PUF, janvier 2004, pp. 39-56, p.42.

³⁷⁰ David Cumin, « L'ennemi dans les relations internationales. Le point de vue de Carl Schmitt » (voir notamment la section « Police internationale ou reconnaissance de l'ennemi? »). Institut de Stratégie Comparée. Commission Française d'Histoire Militaire. Institut d'Histoire des Conflits Contemporain. *Stratisc.org*, En ligne. URL : http://www.stratisc.org/strat/strat72_Cumin2-_tdm.html, consulté le 28 mars 2004

(sociale) »³⁷¹. Si dans le modèle libéral les intérêts sociaux (organisés en partis) s'expriment en effet politiquement à travers les institutions du parlementarisme libéral et transforment ainsi l'État en une simple auto-organisation de la société, de laquelle la souveraineté disparaît, selon Schmitt dans cet État administratif « il n'y a tout simplement rien qui ne soit, du moins potentiellement, étatique et politique ». Ceci l'amène à constater le paradoxe suivant : L'État administratif-bureaucratique qui transforme l'État moderne législatif en « simple organe d'arbitrage entre les divers groupes sociaux », ou en une simple « auto-organisation de la société », est en même temps un État « potentiellement total »³⁷² (par faiblesse, par opposition à l'État total par force de type fasciste ou communiste) qui étend son intervention dans tous les domaines au nom de la légalité qui devient le fondement unique de sa légitimité.

La critique schmittienne de la théorie libérale du droit qui fonde l'État de droit repose sur une certaine interprétation des rapports entre légitimité et légalité, qui constitue un problème classique du droit constitutionnel. Schmitt analyse, en effet, la confusion entre légitimité et légalité qui se trouve au cœur de l'État de droit démocratique moderne. Dans la légitimation démocratique du pouvoir étatique, la souveraineté du peuple s'exprime par le « pouvoir constituant » et le « pouvoir de suffrage », notions libérales, conceptualisées à l'occasion des révolutions, française et américaine, par l'abbé Sieyès et les *Founding Fathers*. C'est la confiance en la concordance entre la majorité parlementaire et la volonté du peuple, c'est-à-dire « la volonté générale », qui rend possible le concept de loi formelle et qui permet au parlement d'être la source de la légalité.

Cependant le pouvoir constituant, dont le peuple est le seul titulaire, « a pour caractéristique de s'épuiser dans l'acte par lequel il se manifeste ». Ceci débouche sur le paradoxe suivant du pouvoir constituant : « droit d'insurrection à l'origine, il prohibe, après qu'il ait triomphé, toute remise en cause de la légalité qu'il a instituée »³⁷³. Le législateur garde en main le monopole de la légalité à travers l'élimination de tout droit de résistance³⁷⁴ en tant que

³⁷¹ Kervégan. « Carl Schmitt et l'unité du monde ». loc.cit., p. 7.

³⁷² Carl Schmitt, *Parlementarisme et démocratie*, (traduction de P. Pasquino et J.-L. Schlegel), Paris, Seuil. 1988. pp. 162. 161. cité in Kervégan. « Carl Schmitt et l'unité du monde ». loc.cit.. p. 7.

³⁷³ Olivier Beaud. « L'état d'exception ». in Philippe Raynaud et Stéphane Rials. *Dictionnaire de philosophie politique*. Paris, PUF, 1996, p. 632-636, p. 364.

³⁷⁴ La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen sur laquelle est fondée la République française pose quatre droits fondamentaux : Liberté, propriété, sûreté et résistance à l'oppression. Ce droit qui fait partie du droit constitutionnel français né avec la révolution française fait l'objet de nombreux débats juridiques et politiques. Les

droit et de toute possibilité légale de changer la légalité. Ceci est d'autant plus évident durant « les moments critiques » ou l'état d'exception. Schmitt évoque ainsi l'incapacité de l'État législateur parlementaire « fonctionnaliste-formaliste » à résoudre le problème qui se pose depuis l'Antiquité, de la résistance à la tyrannie³⁷⁵.

La position de Schmitt en ce qui concerne le problème de la légalité et de la légitimité se rapproche de celle de Weber³⁷⁶. En effet, pour Schmitt, comme pour Weber, la légitimation du pouvoir ne peut être fondée mécaniquement sur « la simple constatation empirique de l'effectivité, c'est-à-dire de la continuité d'un système coercitif qui obtient obéissance » et le droit ne peut être conçu simplement comme un appareil technique rationnel. Le critère de la légalité n'est pas suffisant comme fondement de la légitimité du pouvoir. Autrement dit : « la légalité et le système juridique ne sont pas la cause de la légitimité, mais seulement sa forme nécessaire »³⁷⁷.

Dans sa critique de cette neutralisation du politique dans la théorie libérale du droit, Schmitt place la décision³⁷⁸ au cœur du droit. Si

juristes tentent souvent de le contourner et selon Beaud le système politique anglais ne lui a pas trouvé de solution qui soit en mesure de protéger le pouvoir contre sa menace. Ils affirment que c'est la constitution américaine qui réussit à trouver une solution qui élimine la menace que ce droit pose au pouvoir en construisant une démocratie immunisée contre la politique des « factions », « La souveraineté », loc. cit.

³⁷⁵ La démocratie bien comprise est selon Schmitt incompatible avec l'éthique libérale de la discussion qui élimine la décision. C'est plutôt dans le plébiscite qu'elle trouverait son expression caractéristique.

³⁷⁶ Solange Mercier Josa. À propos de « Légalité et légitimité » de Carl Schmitt ». in Carlos Miguel Herrera, *Le droit, le politique : Autour de Max Weber, Hans Kelsen et Carl Schmitt*, Colloque organisé par l'URA 1394 CNRS-Université de Paris X « Philosophie politique, économique et sociale » avec le patronage de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 83-117; consulter également, Catherine Colliot-Télène, « Carl Schmitt contre max Weber. Rationalité juridique et rationalité économique », in Herrera, op.cit., pp. 205-227.

³⁷⁷ Giacomo Marramao. « Pouvoir et puissance. À propos de Carl Schmitt ». in Herrera, op.cit., pp. 69-81, p. 73.

³⁷⁸ Selon Schmitt les juristes se trouvent aujourd'hui entre deux menaces : celle de la technique et celle de la nouvelle théologie, c'est-à-dire, de l'idéologie. Selon Beaud « un ordre juridique quelconque repose sur deux composantes : la norme, ou plutôt le système des normes générales et abstraites qui définissent ce qui doit être, et la décision qui soumet à la norme du droit l'effectivité concrète et singulière des choses, qui conforme l'être au devoir être » (Olivier Beaud, « L'état d'exception », loc.cit., p. 232). La critique du normativisme forme le noyau des deux premiers chapitres de *Théologie politique* de Schmitt parus auparavant dans un recueil d'essais en hommage à la mémoire de Max Weber, aux séminaires duquel Schmitt assista à Munich, à la fin de la Première Guerre Mondiale. L'opposition entre normativisme et décisionnisme acquiert sa systématité dans la pensée de Schmitt graduellement (en 1922 dans la 1^{ère} éd. de *théologie politique*, elle n'est qu'ébauchée et présentée que comme simple hypothèse, elle devient plus systématique dans la préface de la deuxième éd. en 1932) et surtout dans l'écrit sur les trois types de la pensée juridique (1934). Selon Kervégan « il est de fait que si les positions de Schmitt ont connu, tant sur le plan théorique que sur le plan politique, des fluctuations importantes dont il est parfois difficile de saisir la cohérence, son opposition au « normativisme abstrait » matrice théorique de toutes les illusions libérales, ne s'est jamais démentie. En un sens c'est sans doute l'anti-normativisme qui caractérise de la

« (...) un ordre juridique quelconque repose sur deux composantes : la norme, ou plutôt le système des normes générales et abstraites qui définissent ce qui doit être, et la décision qui soumet à la norme du droit l'effectivité concrète et singulière des choses, qui conforme l'être au devoir être»³⁷⁹,

Schmitt reproche à la théorie libérale du droit son positivisme, son formalisme (critique développée aussi dans la théorie marxiste) ainsi que son normativisme³⁸⁰ (surtout celui de Hans Kelsen) abstrait qui prétend éliminer la décision.

Conformément à sa conception décisionniste du droit, Schmitt considère le moment de l'exception comme le moment révélateur du siège de la souveraineté. Ainsi si la théorie libérale de l'État de droit prétend éliminer la question de la décision, Schmitt considère le moment d'exception comme le lieu où prend fin la confusion entre la légalité et la légitimité dans la théorie normative du droit et où le lieu de la souveraineté, masqué dans le cours normal du droit, est révélé.

manière la plus exacte et la plus constante la doctrine de Schmitt. » (« La critique schmittienne du normativisme kelsénien », in Herrera, op.cit., pp. 229-241, p. 231. A la généralité et caractère indéterminé du système libéral fondé sur « la doctrine pure du droit » (normativisme), Schmitt oppose la décision comme « la coupure, la scission innovatrice qui est à l'origine de tout système concret et réellement existant » (Ibid.). Soulignant le caractère fondateur de la décision il écrit : « Tout ordre repose sur une décision (...). Même l'ordre juridique repose, à l'instar de tout ordre, sur une décision et non pas sur une norme » (*Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988, p. 20). La problématique décisionniste est présente dans la pensée de Schmitt avant les écrits où elle se manifeste pour la première fois (*Politische Romantick* en 1919 et *Die Diktatur* en 1921) sans être formulée comme telle dans *Gesetz und Urteil* (Munich, Beck, 1969).

³⁷⁹ Beaud, « L'état d'exception », loc.cit., p. 232.

³⁸⁰ Derrière la conception décisionniste schmittienne de la souveraineté se trouve surtout la critique de la tentative visant à nier ou à démasquer l'essence du politique qui caractérise aux yeux de Schmitt le libéralisme. Contre la neutralisation du politique à laquelle aboutissent les principes du libéralisme politique, Schmitt refuse de définir le politique comme le lieu de la conciliation des intérêts divergents (à travers la discussion). De plus, il ne définit pas le politique comme mis en œuvre par les instances étatiques et institutionnelles. Le politique ne peut, à ses yeux, être défini topologiquement. « Il ne peut être que temporairement localisé dans la région ou *Zentralgebiet* » (Mercier-Josa, « À propos de Légalité et légitimité de Carl Schmitt », loc.cit., p. 95). Il ne constitue pas, en effet, une sphère autonome mais il est un « critère ». C'est ce qui le distingue de la définition du pouvoir-influence caractéristique du modèle fonctionnaliste. Selon Schmitt, la distinction entre l'ami et l'ennemi représente le critère autonome et irréductible de définition du politique. Schmitt fait du critère simple de la discrimination entre l'ami et l'ennemi un axe important de la politique comparable à la distinction entre le bien et le mal qui structure l'ordre éthique, ou à celle du beau et du laid dans l'ordre esthétique ou encore à la division rentable/non rentable en économie. La notion d'ennemi serait comparable dans sa centralité pour la notion du politique à l'importance qu'a la notion de péché pour le théologien. « Le théologien cesse de l'être s'il ne distingue plus entre élus et non élus » (Ibid). Cette polarité est pour lui « la relation spécifique et fondamentale qui ne se laisse déduire d'aucune autre relation et à laquelle on peut réduire toute activité et tout motif politique est celle d'ami et d'ennemi (...) ». Somme toute, le critère du politique, c'est la possibilité pour une opposition quelconque d'évoluer vers un conflit extrême mettant aux prises des ennemis » (Julien Freund, préface à Carl Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, pp. 22-23.). Pour lui « un regroupement est d'autant plus politique qu'il est plus proche de l'extrémité et de la pureté de l'antithèse ami-ennemi » (Jean-François Kervégan, « Carl Schmitt et l'unité du monde », loc.cit.

Ainsi, si dans la théorie libérale du droit, le principe de limitation de la souveraineté est censé avoir pour conséquence sociologique la vaste libération de l'espace pour « l'auto-organisation de la société civile » ainsi qu'une nouvelle légitimité des « droits de l'homme »³⁸¹ qui devait selon les libéraux se transformer en un « programme juridique méthodique », c'est-à-dire en légalité qui se traduit par la notion d'« État de droit »³⁸², l'« état d'exception » signifie plutôt l'élargissement des prérogatives de l'État libéral au point d'éliminer la société civile et de remettre en question la notion même d'État de droit. Le programme libéral pour limiter la souveraineté de l'État aboutit donc à l'élargissement des prérogatives de l'État au détriment des libertés citoyennes à l'intérieur et des souverainetés nationales à l'extérieur³⁸³.

La validité de cette idée schmittienne peut être illustrée par la politique de l'État américain et sa structure du pouvoir, c'est-à-dire dans le pays aux formes politiques exemplaires du point de vue libéral. Dans son fameux livre *De la démocratie en Amérique*³⁸⁴, Alexis de Tocqueville se livrait à la constitution d'un type, la société démocratique, à partir duquel se déduisent les tendances possibles de la société future car, comme beaucoup de penseurs libéraux, il tient l'Amérique comme modèle de référence de ce que doit être la société démocratique. Pour lui, cette société démocratique sera ou bien despotique ou bien libérale et les États-Unis d'Amérique ont réussi à trouver les « remèdes » contre le despotisme. Il s'est

³⁸¹ Rompant avec la tradition, la philosophie des Anciens, « installa la nature en tant que mesure du juste ». C'est ce qui a donné naissance à la notion de droit naturel comme un ordre du monde où « tous les êtres naturels ont une fin naturelle, une destinée naturelle qui détermine quelles sont les opérations qui sont bonnes pour eux » (Léo Strauss, « What is Political Philosophy? », in Leo Strauss, *Political Philosophy Six Essays*, New York, 1975, p. 20, cité in Alain Renaut, « Représentation moderne du monde et humanisme », in Alain Renaut (sous la direction de), *Naissances de la modernité*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, p. 185). Ainsi ce qui se trouve au fondement des droits et des devoirs est la loi naturelle. Les Modernes ont, quant à eux, appréhendé le monde selon des schèmes qui marquent l'effondrement de cette représentation de la nature. C'est « l'homme » qui a remplacé la « nature » dans le système de représentations et de valeurs qui président à la conception du meilleur régime ». Coupant avec l'idée de la loi naturelle comme celle-là même de l'ordre du monde », les Modernes conçoivent l'homme comme « le fondement (sujet) de ses normes et de ses représentations ». Les droits de l'homme ont ainsi remplacé la loi naturelle. (Alain Renaut, « Représentation moderne du monde et humanisme », op.cit., pp. 185-186).

³⁸² La thèse libérale qui domine aujourd'hui la théorie politique conçoit l'État libéral comme ayant un domaine d'action borné par les droits de l'homme, qu'il se doit de garantir par une organisation adéquate. Dans cette théorie, la souveraineté de l'État recule devant les « droits de l'homme » qui sont « juridiquement opposables à la puissance publique par les individus ». Limitée par ces droits, la souveraineté devient relative et non plus absolue dans son étendue (ex. l'absolutisme de Thomas Hobbes remis en question par le libéralisme de John Locke). Ainsi, « au principe absolutiste de la compétence *de principe* de l'État, se substitue le principe opposé de la compétence *d'exception* » (Beaud, loc.cit., p. 632). La conséquence sociologique de cette idée est « la vaste libération de l'espace pour l'auto-organisation de la société civile » (Ibid.). Cette nouvelle légitimité des droits de l'homme doit selon les libéraux se transformer en un « programme juridique méthodique », c'est-à-dire en légalité qui se traduit par la notion d'État de droit.

³⁸³ C.f. Pour un exposé plus détaillé de ce paradoxe consulter le chapitre 3 de la présente thèse.

³⁸⁴ Paris, Flammarion, 1983.

ainsi penché sur l'expérience américaine pour énumérer et analyser les traits propres aux institutions et aux mœurs de ce pays (égalité des conditions comme fondement de la démocratie et de la liberté politique, liberté d'association illimitée tant politique que civile, institutions concrètes de la souveraineté populaire qu'aucune aristocratie n'a tenté de freiner, constitution fédérale et pouvoir décentralisé), pour mieux comprendre les caractéristiques de la démocratie libérale. Pour lui les principes politiques de souveraineté et de légitimité démocratiques, qui ont marqué le discours qui défendait l'indépendance de l'Amérique face à l'empire britannique durant la révolution américaine, se trouvent au cœur des institutions politiques américaines. La déclaration d'indépendance commence par la fameuse expression, « nous, le peuple » descendant en droite ligne de la théorie de la souveraineté populaire défendue par Locke dans le *Second Traité* du gouvernement civil.

Mais selon Tocqueville: « En Amérique, on voit des lois écrites; on en aperçoit l'exécution journalière; tout se meut autour de vous, et on ne découvre nulle part le moteur. La main qui dirige la machine sociale échappe à chaque instant »³⁸⁵. Les pouvoirs publics aux États-Unis sont en effet fragmentés et ne détiennent chacun qu'une parcelle d'autorité. C'est ce qui fait que cet État existe tout en étant vécu comme moins pesant qu'en d'autres lieux comme le suggère l'idéologie libérale, il y aurait ainsi moins d'État aux États-Unis qu'ailleurs. L'État américain est, pour les libéraux, exemplaire. C'est celui où le modèle du *laissez-faire* a trouvé les meilleures conditions pour fonctionner parfaitement. Il « serait absent des affaires économiques de la nation. Depuis toujours, selon la formule de René Rémond, le gouvernement américain est considéré comme “un gouvernement que l'on ne sent point” »³⁸⁶. On suppose ainsi que l'autorité centrale n'existe pas, ce qui se traduirait par un pouvoir présidentiel très limité et une volonté nationale qui n'est jamais plus que l'addition des volontés partielles de la multitude de façon à ce que le pouvoir ne soit jamais monopolisé par une « faction quelconque »³⁸⁷.

³⁸⁵ Vol. 1, Paris, Gallimard, 1981, p. 69.

³⁸⁶ Marie-France Toinet, Hubert Kelpf et Denis Lacorne, *Le libéralisme à l'américaine L'État et le marché*, Paris, Economica, 1989, p. 1

³⁸⁷ Ibid. L'adoption de la constitution américaine et de ses premiers amendements (1787-1789), qui ont rendu possible la création des États-Unis d'Amérique a aussi permis de protéger l'Amérique libérée contre ce que les fédéralistes voyaient comme l'anarchie et le despotisme d'un nouveau genre, d'origine populaire. Ce projet de la constitution élaboré par une commission réunie à Philadelphie pour étudier les problèmes posés par les rapports entre les treize États était une réponse à ce qui était vu comme les faiblesses du régime antécédent fondé sur les articles de la confédération. Ce qu'on reprochait à ce régime c'était son incapacité à protéger la propriété privée et l'ordre public contre les pressions exercées par des citoyens en colère comme par exemple dans la révolution

Le bicamérisme est l'un de ces mécanismes qui fragmente ces volontés et qui est donc censé constituer une balance de pouvoir³⁸⁸. La constitution américaine prévoit la formation de deux chambres : la chambre basse, celle des représentants «pour laquelle les critères d'obtention

de Shays, qui souleva des fermiers du Massachusetts contre la saisie de leurs terres endettées. Comme le souligne Charles A. Beard, l'adoption de la constitution et le triomphe de l'option fédéraliste furent ainsi «une défaite des éléments populaires au profit des classes commerçantes». Beard soutient l'argument anti-fédéraliste selon lequel «la "république commerçante" que souhaitaient les fédéralistes abouti(t) à accroître les inégalités sociales et politiques, à accentuer unilatéralement les aspects non démocratiques du régime et à créer un système de balance du pouvoir artificiel» (*An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, New York, Mc Millan, 1935. cité in Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis. De 1492 à nos jours*, (trad. franç. Par Frédéric Cotton), Agone, 2002, p. 118). Argumentant contre les objections des anti-fédéralistes, Hamilton, John Jay et James Madison (Publius) introduisent une distinction essentielle entre la République et la démocratie. Selon eux, les anti-fédéralistes confondent une république avec une démocratie et appliquent à la première les objections tirées de la seconde. Or la république représentative est, selon eux, une forme politique supérieure aux démocraties du passé (les petites républiques de la Grèce et de l'Italie). Le véritable problème qui préoccupait la convention c'était de contrôler la majorité et d'éviter sa «tyrannie». Dans une argumentation formelle, Madison soutient que dans une démocratie rien n'empêche la majorité de nuire au bien public et aux droits des individus. Considérant la formation de coalitions majoritaires et de factions comme un mal et supposant que le «pluralisme» n'est pas nécessairement bénéfique, mais aussi que l'existence des factions est une conséquence nécessaire de la liberté et de la nature humaine, la théorie de Madison prétend non pas chercher à combattre les factions mais à «corriger leurs effets». Selon Madison, la république est supérieure à la démocratie à ce sujet car elle «dispose de deux moyens très efficaces pour neutraliser les effets négatifs des factions et pour les amener à concourir au bien publique». Le premier de ces remèdes se réalise à travers la constitution américaine. Cette constitution permet, en effet, «un agencement judicieux des mécanismes de représentation, qui doit permettre "d'épurer et d'élargir l'esprit public" de manière à dépasser "les considérations momentanées ou partiales" (législature nationale), mais qui doit aussi tenir compte des intérêts locaux des États» (Philippe Raynaud, «la révolution américaine», in Philippe Raynaud et Stéphane Rials (eds.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, pp. 560-576, p. 574). Le deuxième remède contre les «effets des factions» réside dans la multiplication des partis et des intérêts «de manière à empêcher ceux-ci de se cristalliser dans des factions durables et cohérentes». Ainsi John Jay, Alexander Hamilton et James Madison écrivent dans *le fédéraliste* : «Étendez la sphère (de la société), elle comprendra une plus grande variété de partis et d'intérêts, vous aurez moins à craindre de voir à une majorité un motif commun, il sera plus difficile à ceux qui l'éprouvent de connaître leur propre force et d'agir de concert» (cité in Raynaud, op. cit., p. 574). De même, dans une lettre de 1787 envoyée à Thomas Jefferson, James Madison écrit «Diviser pour régner, cette règle corrompue propre à la tyrannie est, sous certaines conditions, la seule politique qui permettra à une république d'être administrée par de justes principes» (Cité in Daniel Lazarre, «Cette pesante constitution américaine», *Le Monde diplomatique*, février 2000). Protégeant l'unité de la «nation» et le «bien public» contre toute action politique, les pères fondateurs ont ainsi garanti la pérennité de ce document éternel qu'est la constitution et l'on tenu loin de toute revendication populaire et de toute action des mouvements sociaux. Cet effort pour neutraliser le politique à travers l'appropriation des «factions» auxquelles on assigne une place limitée dans le jeu politique est selon Philippe Raynaud l'un des traits qui «distinguent durablement l'esprit de la Révolution américaine de celui qui devait dominer dans la Révolution française» (Raynaud, op. cit., p. 574). Cette doctrine proposée dans le fédéraliste, reposant sur la systématisation d'idées déjà présentes dans la philosophie libérale (ex les idées de Hume) et tentant d'empêcher la cristallisation de divisions politiques importantes au sein des Etats-Unis, est illustrée par deux nouveautés introduites par la constitution de 1787. La première fût que les pouvoirs de l'union s'exercent non seulement sur les États mais aussi sur les individus qui les composent. Quant à la deuxième innovation, elle réside dans l'idée que «dans la mesure même où elle permet d'étendre les dimensions de la république, l'union constitue le meilleur remède contre les troubles puisque, sans supprimer les factions, elle permet d'en réduire la nocivité en les multipliant et en prévenant la formation de coalitions majoritaires qui pourraient menacer les droits et les intérêts de la minorité» (Ibid.).

³⁸⁸ La constitution américaine supposée édifier un cadre légal à la Démocratie et à l'égalité, est au sens de Turgot fondée sur un principe –le bicamérisme- qui «contredit le principe de l'unité de la nation (et) n'a pas de sens que lorsque existe une aristocratie» (C.f. Lettre au Dr. Price, dans Mirabeau, *Considérations sur l'ordre de Cincinnati*, p. 190, cité in Raynaud, «La révolution américaine», loc.cit., p. 564). Ce mécanisme est fondé sur l'idée de la nécessité de «pallier à l'imprudence de la démocratie» comme l'affirme Alexander Hamilton, conseiller de George Washington pendant la guerre et défenseur fervent du fédéralisme.

des droits de vote (sont) fixées par les législatures respectives des différents États (presque toutes exigeaient que l'on soit propriétaire)», et le Sénat, «judicieusement composé de sénateurs élus par les corps législatifs qui désigneraient également les grands électeurs chargés d'élire le président»³⁸⁹. La politique américaine repose donc sur une conception du pouvoir qui «récuse les postulats familiers de (l'État européen) : la souveraineté de l'État (souveraineté duale³⁹⁰), l'unicité de la loi, l'intérêt général, le service public »³⁹¹, et qui est censée être favorable au « pluralisme ». La tradition pluraliste, qu'on appelle aussi la tradition madisonienne remonte aux origines même de la République américaine telle qu'elle s'est exprimée aux débats de *la convention de Philadelphie* ainsi que dans *le Fédéraliste*. James Madison est considéré comme le meilleur représentant de cette « école pluraliste ». D'après cette tradition, « le pouvoir n'est pas localisable; il est dispersé et son espace constitutif est celui du réseau dont chaque point ou chaque nœud correspond à la rencontre fortuite d'une pluralité de déterminations ou de ramifications locales »³⁹².

La doctrine du bicamérisme est aussi renforcée par d'autres développements, dus pour l'essentiel à Hamilton, sur les pouvoirs exécutif et législatif. Selon *le fédéraliste*, l'exécutif est un complément de la représentation qui est indispensable et dangereux. Les fondateurs de la nouvelle république se proposent de le créer car il «donne au régime représentatif l'énergie indispensable à la réalisation des buts de la république et à la sûreté de la société contre les attaques étrangères». L'exécutif doit avoir «l'aptitude à prendre en compte l'urgence et à agir sur le particulier sans se laisser paralyser par le jeu des intérêts». Mais considérant ce pouvoir comme dangereux, les fondateurs de la nouvelle république ont cherché à le «contenir dans ses limites propres en le constitutionnalisant »³⁹³. Le pouvoir de l'exécutif ne peut donc s'exercer que dans les crises, dans les situations d'exception. Dans ces situations, qu'il doit alors déclencher pour pouvoir exercer son pouvoir, l'exécutif prend

³⁸⁹ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*. (trad. franç. Par Frédéric Cotton), Marseille, Montréal. Agone/Lux. 2002. p. 115.

³⁹⁰ Voir Thierry Chopin, *La République « une et divisible »*. *Les fondements de la Fédération américaine* (Préface de Pierre Rosanvallon), Paris. Plon/Commentaire, 2002.

³⁹¹ Ibid.

³⁹² Marie-France Toinet, Hubert Kempf et Denis Lacorne. op.cit. p. 223. Voir aussi à propos de l'école pluraliste américaine Robert Dahl. *A Preface to Democratic Theory*. Chicago, University of Chicago Press. 1956, pp. 30-31. Sur la différenciation pluraliste d'un espace en réseaux voir aussi Michel Serres. *Hermès I. la communication*, Paris. Éditions de Minuit. 1968. pp. 11-16 (cités in Toinet, Kempf et Lacorne. op.cit.. p. 223).

³⁹³ Toinet, Kempf et Lacorne. op.cit.. p. 223

les devants et prend les décisions importantes comme par exemple définir l'ennemi et déclencher la guerre contre lui. Ceci est d'ailleurs sa fonction la plus clairement définie dans la constitution. Quant à ses fonctions internes, elles demeurent non seulement floues mais très limitées par les pouvoirs législatif et judiciaire.

Les fondateurs de la constitution ont aussi cherché à limiter le pouvoir judiciaire en le constitutionnalisant mais ont aussi, par la même, accordé aux tribunaux des pouvoirs étendus. En effet, ils reconnaissent aux tribunaux des pouvoirs, tel que celui de «déclarer nuls les actes législatifs comme contraires à la constitution». Ils affirment que ce qui limite le plus ce pouvoir c'est que «cette faculté attribuée aux tribunaux n'a d'autre raison d'être que la supériorité de la volonté du peuple déclarée dans la constitution sur la volonté de la législature, exprimée dans ses lois».³⁹⁴

Cette affirmation de l'idée de la souveraineté du peuple fondant la prééminence de l'ordre constitutionnel est, cependant, en contradiction avec le fait que les fondateurs de cette constitution s'étaient clairement exprimés sur la signification de la souveraineté populaire à leurs yeux et sur la nécessité de corriger ``l'imprudence de la démocratie`` en contrôlant de très près le pouvoir du peuple, la multitude, qui leur inspirait tant d'effroi à cause de sa capacité de nuire aux intérêts de l'élite minoritaire, et ce en généralisant un système de restrictions et de limitations. Ainsi, comme l'affirme Daniel Lizarre, pour les fondateurs de la constitution «face à la dangerosité inhérente à tout pouvoir politique, la préservation de la liberté imposait que l'autorité soit fragmentée, qu'elle se dévore elle-même»¹³⁹⁵.

³⁹⁴ Ibid.

³⁹⁵ Loin d'avoir pu mater toutes les divisions politiques au sein de l'union, la constitution aboutit, soixante-dix ans après son adoption à une sanglante guerre civile. En enveloppant l'esclavage de garanties légales presque impossibles à défaire (donner exemples), cette constitution favorisa la guerre de Sécession de 1861-1865. S'appuyant sur les droits des citoyens américains qui incluent la défense de la propriété des esclaves et rendent l'esclavage possible et légitime, les théoriciens du Sud et les élites des planteurs, défendaient les intérêts esclavagistes contre les abolitionnistes du Nord qui menaçaient leur confortable et prospère mode de vie en cherchant une expansion économique fondée sur des terres libres, de la main d'œuvre et un marché libre ainsi que «des protections tarifaires suffisamment élevées pour satisfaire les manufacturiers et la création d'une banque des Etats-Unis» (Zinn, op.cit., p. 219). Ce conflit, qui n'avait en réalité rien à faire avec l'esclavage comme institution morale mais qui oppose les intérêts de deux élites, «montre les limites de la culture du compromis qui avait triomphé à Philadelphie» (Raynaud, loc.cit., p. 575). Proposant une reformulation de la doctrine madisonienne des factions, plusieurs théoriciens sudistes appelaient à redonner une base quasi-organique à la division des intérêts du Sud et du Nord. A cause de cette division d'intérêts, pendant un demi-siècle 600 000 américains «sont morts au combat et (...) les armées de l'Union ont envahi le territoire du Sud, c'est-à-dire de la Vendée américaine». Lizarre soutient que contrairement à ce qu'affirmaient les fondateurs de la constitution, qui se targuaient d'avoir «évité une période de terreur Jacobine au XVIII^e si cl » (loc.cit.), les Américains n'ont fait que la décaler d'un siècle. Ayant engagé le combat contre les Etats esclavagistes en 1861 «non pas pour mettre fin à l'esclavage mais pour conserver intact l'immense territoire national avec son marché et ses ressources», sitôt la guerre était terminée «les Noirs retrouvèrent un régime de servitude presque aussi terrible que l'esclavage auquel

Si la constitution américaine exprime une méfiance contre toute intervention de l'État dans la sphère sociale³⁹⁶, en vertu des principes des pères fondateurs, et que l'on ne sentait point son poids du temps de Tocqueville, en réalité, il n'est pas seulement bel et bien présent mais encore sa taille et son intervention ont cru de façon soutenue durant les crises comme l'affirme Robert Higgs dans *Crisis and Leviathan*³⁹⁷. Chaque crise l'amène à intervenir de façon exceptionnelle, sans que cette intervention soit reconnue comme de son ressort, mais également sans véritable retour à l'état normal après la crise. Le résultat est une politique schizophrène qui tout en se réclamant de l'idée de l'état minimal ne met pas moins la main sur l'ensemble du tissu social. De même, cet État, dont la politique interne est paralysée par la structure du pouvoir et qui ne peut agir que dans les moments d'exception, dans la guerre et en politique extérieure définit sa souveraineté sous le signe de la guerre.

Fondée sur le postulat central de «diviser pour régner», la constitution des États-Unis aboutit selon Lazarre à une politique qui empêche la souveraineté de s'exprimer, qui «tourne le peuple contre lui-même» et qui est, ainsi, «profondément névrosée, oscillant en permanence de la stagnation à l'hystérie» au lieu de créer «la république du juste milieu escomptée pour décourager l'extrémisme et promouvoir la modération»³⁹⁸.

ils venaient d'échapper» et «l'État central retrouva sa fonction de croupion» (Ibid.). Andrew Johnson, vice-président, puis président, à l'issue de la guerre, après l'assassinat de Lincoln (Abraham) a joué un rôle important comme frein à l'évolution positive que constituaient les amendements et les lois instaurant l'égalité raciale et limitant les droits des États. Son rôle illustre la paralysie de la vie politique causée par la balance des pouvoirs proposée dans la constitution. En effet, Johnson «opposa plusieurs fois son veto à certains décrets favorables aux Noirs et accepta le retour des États confédérés dans l'Union sans exiger en contrepartie de mesures garantissant l'égalité des Noirs». Selon Zinn, Johnson «s'opposait continuellement aux sénateurs et aux membres du Congrès qui, soit pour de simples raisons de justice soit par calcul politique, soutenaient l'égalité des droits et le droit de vote pour les affranchis». Cependant ce président fut renvoyé quand «profitant du fait qu'il avait violé un règlement mineur, ces membres du Congrès lancèrent une procédure d'*Impeachment* contre (lui)» (Ibid.). Ainsi, la structure fragmentée du pouvoir, qui mène à la désintégration du système des partis, «interdit à une formation politique d'espérer contrôler tous les leviers de commande du pouvoir fédéral», à moins d'être confronté à un état d'urgence (Zinn, op.cit., p. 230). C'est ce qui fait que la politique nationale américaine est marquée par la confusion et la récurrence des paralysies. Selon Lazarre, cette obstruction permanente du pouvoir met en cause l'idée même d'un gouvernement représentatif car elle a abouti à l'opacification du processus politique qui a cessé d'opérer à la lumière du débat public. Les échanges se passent, en effet, «dans le cadre des centaines de commissions et de sous-commissions souvent abritées par les lobbyistes». Par-dessus tout ceci, «la cour suprême, au nom de la liberté s'est opposée à toute réglementation des financements électoraux» (Lazarre, loc.cit.). Quant aux libertés publiques, si elles étaient préservées comme droits de la personne avec la Bill of Rights, elles ont été mises en cause de façon continue depuis les années 1970. Sous l'influence des conservateurs, leur interprétation est devenue de plus en plus restrictive au nom de la lutte contre le crime et plus récemment au nom de la guerre contre le terrorisme.

³⁹⁶ Claus Offe, *Reflections on America · Tocqueville, Weber and Adorno in the United States*, London, Polity Press, 2005.

³⁹⁷ *Critical Episodes in the Growth of American Government*, New York, Oxford University Press, 1987.

³⁹⁸ Ibid.

Dans son livre *Dreamworld and Catastrophe*³⁹⁹ Susan Buck-Morss attaque ce qu'elle appelle la zone aveugle du pouvoir (*Blind spot*) de la théorie libérale en posant cette question: comment se fait-il que l'État ait le monopole de la violence? Comment justifie-t-il l'usage de cette violence? Buck-Morss commence son analyse des formes politiques communes au socialisme et au capitalisme en posant le paradoxe suivant: Les régimes politiques modernes gouvernent au nom d'une légitimité démocratique, c'est-à-dire au nom du peuple. Mais au nom de cette même légitimité, ils construisent une zone de pouvoir absolu qui est hors du contrôle et de la surveillance du peuple et qui se manifeste durant les « moments critiques » ou l'état d'exception. Dans cette zone, l'État exerce un pouvoir au dessus de celui de la loi. Ce qui amène Buck-Morss à parler d'une «zone aveugle du pouvoir» qui est une zone de terreur, une zone impossible à dompter, qui est inhérente aux régimes démocratiques. Cependant, comme Schmitt⁴⁰⁰, Buck-Morss admet que cette zone aveugle du pouvoir ne résume pas le pouvoir dans son sens moderne. L'État de droit fonctionnant dans le cadre de la légalité et soumis au contrôle institutionnel et formel normal ainsi qu'au contre-pouvoir de la société civile, constitue pour elle l'autorité normale qui est l'objet de la théorie politique contemporaine de la démocratie de Jürgen Habermas à John Rawls. Mais la légalité n'épuise pas non plus la légitimité d'un tel État. Quand il s'agit de la question de la souveraineté, il n'y a pas de légitimité légale, affirme Buck-Morss. Selon elle, les souverainetés modernes possèdent ainsi une forme de légitimité pré-légale à laquelle correspond le monopole «légitime» de la violence qui se trouve à l'essence de l'État moderne.

Ce paradoxe se retrouve aussi au sein des relations entre les États. L'espace de la politique globale est en effet structuré par les principes instaurés lors *des accords de Westphalie* (souverainetés multiples fondant la multiplicité des États-nations et qui sont égales entre elles) qui ont établi la fin des empires, la naissance des États-nations européens et l'égalité

³⁹⁹ *Dreamworld and Catastrophe · The Passing of Mass Utopia in East and West*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2002.

⁴⁰⁰ Comme Schmitt, Buck-Morss choisit de fonder sa compréhension de la souveraineté et du pouvoir sur une conception décisionniste et concrète mettant l'accent sur l'exception et non pas sur l'idée de l'État de droit. Reprenant l'idée de Schmitt selon laquelle «l'acte d'identifier un ennemi est l'acte de souveraineté, c'est l'acte politique par excellence». Buck-Morss décide d'aller plus loin en soutenant que le fait d'identifier un ennemi est aussi l'acte qui définit la collectivité. Elle écrit: «*defining the enemy is the act that brings the collective into being*». (p. 9). Pour elle, c'est la situation exceptionnelle de la menace d'un ennemi commun à la collectivité qui se trouve à l'origine de l'État et le constitue comme une entité légale incarnant la volonté souveraine du peuple s'exerçant par l'entremise de la constitution (loi fondamentale). Ainsi la zone aveugle du pouvoir de la théorie libérale est à redéfinir au sens de Buck-Morss comme une zone de la guerre – la protection de la collectivité face à un ennemi à travers la guerre est la source de la souveraineté de l'État libéral démocratique et de sa prétention au monopole légitime de la violence.

juridique des États à travers la reconnaissance du principe de leur souveraineté, dans les faits on peut identifier aujourd'hui la persistance dans les rapports entre les sociétés humaines d'éléments pré-westphaliens et post-westphaliens qui sont entremêlés ensemble. Comme l'affirme Kees Van der Pijl

«Les relations entre communautés occupant des espaces séparés et se considérant comme mutuellement étrangères continuent d'être modelées d'une manière qui rappelle les modes de relations tribales et empire/nomade même dans un contexte de relations de souveraineté multiple»⁴⁰¹.

Il identifie la persistance du mode de relations étrangères⁴⁰² « empire\nomade » aujourd'hui dans « le contexte de la politique mondiale – et encore plus nettement depuis que les États-Unis et la Grande-Bretagne cherchent à étendre la juridiction du centre de gravité sur le reste du monde par la force et un flagrant tordage de bras ». Il peut aussi déceler la persistance d' « un mode encore plus ancien, celui entre groupes tribaux (groupes de souche, clans, tribus, anciennes sociétés aristocratiques), (qui) demeure lui aussi opératoire sous des formes plus développées ». Selon lui ce « mode tribal survit surtout aux marges de la société mondiale contemporaine, entre les peuples indigènes en Nouvelle-Guinée ou en Amazonie », on peut affirmer que « les dimensions émotionnelles de ces structures d'exploitation intercommunautaires du mode tribal constituent un sédiment de notre inconscient collectif ».

⁴⁰¹ « Modes de relations étrangères. Élargir le champ des relations internationales ». *Études internationales* (Regards Philosophiques croisés sur l'étude des relations internationales). volume 37. n° 2, juin 2006, pp. 257-275, disponible en ligne à l'adresse électronique suivante : http://www.crudit.org/revue/ci_2006.v37.n2/013361ar.html#no21

⁴⁰² Van der Pijl parle du mode de relations étrangères comme on peut parler d'un mode de production. Pour justifier la construction de cette expression il écrit : « La critique de l'économie telle qu'elle a été développée par Marx reposait sur la notion de mode de production. Un mode de production articule un certain degré de développement des forces productives – c'est-à-dire le degré d'exploitation de la nature, incluant le substrat humain lui-même, qu'une société est capable d'attendre – avec un ensemble de relations de production. Celles-ci illustrent la manière par laquelle les moyens de (re)production d'une société – c'est-à-dire les instruments (mécanique, organisationnel et idéologique) grâce auxquels la nature et le substrat humain peuvent être exploités – sont distribués ainsi que les relations d'exploitation sociale – supportant la domination et le pouvoir – dans lesquelles ces moyens sont eux-mêmes produits et reproduits. L'exploitation est ainsi la catégorie centrale du marxisme et cela constituera également le point de départ du concept de modes de relations étrangères que nous proposons dans cet article. De la même manière que l'étude de l'exploitation en tant que telle se développa une fois que l'hypothèse d'un seul cadre pertinent pour étudier l'économie fut abandonnée au profit d'une gamme de modes de production, le champ des relations internationales pourrait profiter d'une dissection de son objet d'étude en termes de modes de relations étrangères. (...) L'exploitation de la nature, que nous comprenons comme l'appropriation de la nature extérieure et intérieure (humaine) au-delà du simple métabolisme, prend forme dans deux dimensions. La première est l'organisation sociale de la communauté, la seconde est celle des relations que des communautés particulières occupant un espace particulier entretiennent avec les autres. De même, la structure de classe d'une communauté est ainsi constituée sur ces deux dimensions, alors que la ou les classes dirigeantes tirent leurs capacités à diriger de cette combinaison. ». (Ibid.)

Il peut dès lors, au sens de Pijl, « être relancé dans des situations de crises sociales extrêmes et de détresse comme, par exemple, dans l'Allemagne post-Versailles »⁴⁰³.

Cette persistance de modes pré-modernes d'établissement des relations entre les États à côté du mode interétatique fondé sur l'égalité formelle des États est analysée souvent comme une anomalie⁴⁰⁴ mais elle a été centrale dès le début de l'ordre institué avec *les accords de Westphalie*. Si ces accords ont fondé la naissance de l'État-nation, et ont cherché à pacifier les relations intereuropéennes en organisant les rapports interétatiques sur la base du principe de la souveraineté qui fondait l'égalité formelle entre les États, cette pacification de l'ordre westphalien s'est accompagnée d'une division de l'espace du monde en une zone du droit et en une zone de non droit. Cette division a permis l'ouverture de ce monde à une conquête impérialiste et à un pillage qui n'a pas remis en question le libéralisme politique interne (mais plutôt l'a conforté en exportant la violence).

Au-delà du modèle de l'État-national-libéral, il se forme dès lors dès son origine⁴⁰⁵ un paradoxe qui fait coexister jusqu'à aujourd'hui des rapports interétatiques fondés formellement sur l'égalité et des rapports fondés sur la domination-vassalité entre ceux qui les États qui sont réellement souverains et ceux dont la souveraineté n'est qu'une fiction. Ainsi la logique libérale a pu fonctionner dans la réalité en combinant une multiplicité de modes de régulation des relations sociales et interétatiques (Kees van der Pijl⁴⁰⁶).

⁴⁰³ Ibid.

⁴⁰⁴ Kees Van der Pijl évoque en exemple de ce genre d'analyse Immanuel Wallerstein, *The Modern World System*, vol. 1, New York, Academic Press, 1974 et Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, New York, Random House, 1987.

⁴⁰⁵ Carl Schmitt étudie la construction de cet ordre juridique global européen qui selon lui visait, à partir du XVI^{ème} siècle, non à évacuer la guerre, mais à la limiter. Comment cet ordre juridique pouvait-il limiter la guerre? En créant l'État souverain territorial centralisé et sécularisé dont la neutralité confessionnelle a permis le dépassement de la guerre civile religieuse avec son concept de la « guerre juste ». Cet État moderne « spatialement clos sur lui-même, souverain face à l'empereur et au pape mais aussi face à tout voisin (...) s'ouvre à un espace libre illimité pour des prises de terre outre-mer » (Cumin, loc.cit.). L'ordre juridique global moderne fondé sur la coexistence des États souverains a selon Schmitt rendu possible la réglementation de la conduite de la guerre entre ces États en définissant leurs limites à l'intérieur de l'Europe et en traçant des lignes d'amitié globales qui ouvrent l'espace outre-mer (sol « libre » et mer libre), cet espace du non-droit, à la conquête spatiale sans que cela mène à une rivalité intereuropéenne mortelle. C'est ainsi que le droit public européen a réussi, en ce qui concerne les relations interétatiques européennes, à « sortir de la problématique de la guerre juste » pour entrer dans celle de la guerre « réglementée », faisant des adversaires, des ennemis justes (*justus hostis*)» André Brigot, « Persistance et utilité des recherches de géopolitique », *Études internationales*, Québec, juillet-août 2000. En ligne, URL: <http://www.chess.fr/centres/cirpes/publi/abnrod.html> consulté le 15 mai 2005.

⁴⁰⁶ « Modes de relations étrangères. Élargir le champ des relations internationales ». loc.cit.

La souveraineté de l'État, sujet du droit international, caractéristique de l'ordre juridique continental (ex : la France), a été affirmée en même temps qu'une entreprise de conquête territoriale et impérialiste à l'extérieur de l'Europe ainsi que simultanément avec le programme du libéralisme anglo-saxon d'un droit détaché de tout ordre concret, fondé sur l'idée d'une humanité unie par l'économie et débarrassée de toute limite (fin des États et des antagonismes) et donc de toute politique. Les politiques impérialistes que ce programme libéral implique se fondent sur des méthodes de domination indirectes (commerce et économie, idéologie humanitaire, droit : doctrine Monroe, libéralisme) qui se présentent comme n'étant pas l'œuvre d'une organisation étatique. Ces paradoxes continuent aujourd'hui à marquer (malgré les décolonisations et l'inclusion des nouveaux États indépendants au sein de l'ONU) la configuration des relations entre les États de la planète, censés être tous égaux en souveraineté selon les termes du droit international.

C'est l'Angleterre qui a d'abord promu le programme du libéralisme d'un impérialisme économique qui fait que l'hégémonie britannique (*Pax Britannica*) et sa puissance maritime se présentaient comme politiquement et culturellement neutres, ne visant que l'augmentation et la fructification de la richesse des nations, qui leur est mutuellement bénéfique. Mais ce sont les États-Unis qui, après la fin de la deuxième guerre mondiale, pratiquent une hégémonie qui est censée ne pas être fondée sur une idéologie politique au sens strict du terme. Cette hégémonie serait fondée sur la supériorité d'un mode de vie (*way of life*) non idéologique⁴⁰⁷ qui présente les conditions idéales pour la réalisation de la démocratie, du laisser-faire (marché auto-régulateur) et la rencontre heureuse des intérêts américains non égoïstes avec ceux des autres peuples du monde. Le mythe du marché libre, d'un ordre régulateur semblerait y avoir trouvé les meilleures conditions pour se réaliser pleinement et pour produire une version encore plus moderne de la modernité. Mais le marché auto-régulateur censé constituer un meilleur principe d'intégration de la société que le politique, n'a jamais pu se contenter pour fonctionner dans la réalité des mécanismes de la logique économique.

⁴⁰⁷ Selon Arthur Schlesinger, « les américains ont eu la bonne fortune de ne pas être une société idéologique », cité in Jacques-Alexandre Mascotto, « La désintégration du monde », *Cahiers de recherche du groupe interuniversitaire d'étude sur la postmodernité*, no : 42, séminaire du 27 septembre 1996. En ligne URI : <http://www.er.uqam.ca/nobel/societe07/index.php/cahiersgiep42.pdf>, consulté le 2 décembre 2008.

2.3.4 Au delà de mythe du marché autorégulateur

Si la forclusion du pouvoir est inhérente au libéralisme, comme idéologie fondamentale du capitalisme (idéologie de l'absence d'idéologie), il ne s'est pas imposé uniquement à travers le triomphe de la logique économique. Il a dû instrumentaliser de façon de plus en plus extensive et intensive des champs qui ne relèvent pas de sa propre rationalité pour pouvoir s'imposer. C'est pour cela que dans la réalité, le capitalisme a toujours fonctionné en n'étant pas purement capitaliste mais en engageant à sa base un système hybride. Autrement dit le mythe du marché auto-régulateur n'a jamais fonctionné uniquement selon le principe de l'auto-dynamisme du capitalisme. Dans l'évolution du capitalisme et l'avènement de la globalisation néolibérale, l'État est ainsi loin d'être un simple observateur et le fait que sa souveraineté semble en déclin ne réduit en rien son caractère intrinsèquement politique, ni la volonté de la puissance qui anime elle-même le marché et l'institue politiquement sans jamais s'avouer ni se représenter comme telle.

2.3.4.1 Capitalisme et puissance

La théorie économique prend rarement en compte les rapports de force inhérents au marché. Elle évacue de ses notions fondamentales toute forme de coercition qui, elle, serait du domaine de spécialité de la science politique. Adam Smith fonde la science économique en éliminant la notion de puissance de la sphère économique en montrant que le l'échange est un jeu à somme nulle entre valeurs égales. Dans la *Richesse des Nations*⁴⁰⁸, il défend la liberté naturelle du commerce contre les privilèges et les monopoles favorables aux marchands et aux corporations marchandes caractéristiques du système mercantile. Contre le mercantilisme dont il tient à distinguer sa théorie, qui servira de fondement à la théorie du libéralisme économique, Smith s'applique à montrer que la concurrence libre entre intérêts particuliers peut, sans aucune intervention de l'État, réaliser le bien-être de tous.

L'idée du marché auto-régulateur n'est pas spécifique au libéralisme. Même les théories marxistes du mode de reproduction capitaliste la reprennent. Bien que dans ces théories le mode de production soit conçu comme le lieu d'interactions des différents niveaux de structures que sont l'économique, le politique et l'idéologique, « les structures économiques

⁴⁰⁸ *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (*An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. London. W. Strahan and T. Cadell. 1776). Traduit en 1881 par Germain Garnier à partir de l'édition revue par Adolphe Blanqui en 1843. texte intégral disponible sous forme électronique sur le site « *Les classiques des sciences sociales* » de l'Université du Québec à Chicoutimi). URL. http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_f.richesse_nations_L1.html

y sont déterminantes en dernière instance ». Elle est déterminante en tant que « condition permissive », c'est-à-dire « en tant que condition sans laquelle un développement ne peut avoir lieu ». Mais elle est aussi déterminante en ce qu'elle « exerce la causalité déterminante dans l'orientation du mode de production et de la formation sociale dans son ensemble »⁴⁰⁹. Dans la théorie marxiste, cette orientation est exprimée dans le principe d'auto-dynamisme du capital. Le mode de production capitaliste se définit à partir de la tendance constante qu'a le capital à s'accroître à l'infini. Le capital est ainsi naturellement porté vers la reproduction élargie maximale (distinction entre reproduction simple, A-M-A, et reproduction élargie, A-M-A' de Marx qu'il expose dans *Le capital*⁴¹⁰). C'est ce principe qui explique la causalité en dernière instance de l'économie.

Selon Serge Latouche ce principe d'auto-dynamisme est, cependant, un postulat non démontré. Il affirme que « rien n'établit que le capital tend nécessairement (et par lui-même) à la reproduction élargie »⁴¹¹. A ses yeux, « il n'y a pas de force endogène assurant à tout moment la croissance automatique et illimitée du capital »⁴¹². Dans son analyse, l'accumulation n'est pas un processus objectif ni un auto-dynamisme mais « suppose l'intervention de l'action du capitaliste lui-même, en tant qu'il est affecté par des motifs socioculturels, voire qui ne relèvent pas des lois économiques »⁴¹³. Si cette action n'a pas lieu, ou si ces forces exogènes n'interviennent pas, la dynamique du capital retourne à l'état d'inertie. Au principe d'auto-dynamisme du capital, Latouche oppose ainsi « le principe de l'entropie du capital » qui rend plus lisible l'histoire de l'accumulation capitaliste et même celle de ses échecs. Cet argument peut être rapproché de celui de Weber où il accorde à l'éthique protestante une place centrale comme facteur déterminant de l'accumulation

⁴⁰⁹ Fouad Nohra (préface par Samir Amin). *Théories du capitalisme mondial*. Paris, Montréal. Harmattan. 1997. pp. 76-77.

⁴¹⁰ Livre III (Le procès d'ensemble de la production capitaliste). T. 1, T. 2. Paris. Gallimard. 2008 (1867). (§ 4 La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial, Chapitre XVI · Le capital du commerce de marchandises). disponible sous forme électronique. URL . http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_15.htm

⁴¹¹ Ibid., p. 82.

⁴¹² Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement?*. PUF, 1986, pp. 24-27. cité in Nohra, op.cit. p. 82.

⁴¹³ Ibid.

capitaliste⁴¹⁴. Latouche remplace l'éthique protestante par les structures psychiques inconscientes (la névrose obsessionnelle). Ainsi, contrairement à ce que prétendent les présupposés théoriques du libéralisme, la rationalité économique ne se maintient pas par sa propre force.

Cette rationalité économique s'appuie sans cesse sur la force stratégique, c'est-à-dire sur la puissance pour se maintenir et s'imposer aux autres rationalités (sociale, politique, etc.). Mettant l'accent sur la force stratégique qui ne cesse de traverser la rationalité économique du capital et sur les conditions préalables à la mise en œuvre de cette rationalité, Frédéric Lordon affirme dans *La politique du capital*, que « le capital avant de se lancer dans la recherche du profit, doit impérativement s'assurer de sa politique; en d'autres termes, il doit (...) éviter d'être annihilé et détruit par une puissance antagonique plus forte »⁴¹⁵. Ainsi,

« la finalité poursuivie par le capital ne réside pas exclusivement dans la recherche pure et simple du profit et de sa maximisation exponentielle mais également, et plus nécessairement, dans l'expression vitale de son être – de sa puissance au sens strictement spinozien du terme ».⁴¹⁶

La mise en œuvre de toute rationalité économique a donc pour condition nécessaire préalable la puissance du capital. Lordon opère ainsi un déplacement théorique important par rapport à toute explication simplement économique de la stratégie du capital. Selon lui,

« la croyance en la pure économicité des choses économiques, et notamment la croyance que l'avènement de l'économie signifie l'arrondissement parfait des pulsions sauvages et leur domestication intégrale au service de la seule maximisation du profit, est mensongère »⁴¹⁷.

⁴¹⁴ *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, traduit de l'allemand par Jacques Chavy, Paris, Gallimard, 2004 (1905).

⁴¹⁵ Saverio Ansaldi, « Politique de la puissance, politique du capital. Sur le livre de Frédéric Lordon *La politique du capital* ». *Multitudes.net*. http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=1384, consulté le 13 mars 2004.

⁴¹⁶ Ibid. En se basant sur la théorie du conatus qui représente un présupposé majeur de la philosophie spinoziste et selon laquelle « chaque mode de la substance infinie – chaque chose finie – possède une quantité de puissance qui la détermine dans l'effort de persévérer dans l'existence ». Frédéric Lordon, économiste, tente d'interpréter un événement financier (le conflit qui opposa de janvier à août 1999, la BNP à la Société générale et à Paribas) et d'en « dégager les critères analytiques nécessaires à sa compréhension ». Il montre que « les rapports entre les "sujets" du capital ne sont pas fondés sur une "pure économicité" mais bien plus profondément sur une dynamique de puissance utilisant des relations "médiatisées par l'échange marchand". La politique du capital se révèle ainsi comme étant par essence, une affaire de "souveraineté" c'est-à-dire comme une nécessité de persévérer dans son être à partir de l'affrontement avec la puissance d'autrui. Et ce qui en jeu dans cet affrontement n'est rien d'autre que la "vie" ou, mieux encore, la "survie" du capital ». Ibid. Cf. *La politique du capital*. Paris, Odile Jacob, 2002.

⁴¹⁷ Ibid.

À l'analyse classique qui fait du calcul du profit le seul mobile de l'activité capitaliste, Lordon oppose celle qui « fait référence à la puissance politique du capital et à sa rationalité immanente ». L'affirmation réitérée de la puissance « politique » du capital est ainsi une « exigence vitale » qui accompagne nécessairement la recherche du profit.

2.3.4.2 Le capitalisme comme système hybride : règne de la liberté et de son contraire : aux origines du dynamisme du capitalisme

La réalisation du profit se présente dans la théorie économique libérale classique comme correspondant à l'image, centrale dans le libéralisme, d'un jeu à somme nulle. Son principe fondamental est qu'il existe un ordre naturel qui tend à conduire le système économique vers l'équilibre. La loi de l'offre et de la demande, par exemple, conduit à l'équilibre entre la production et la consommation sous réserve de liberté des marchés et de libre concurrence, seules sensées garantir l'ajustement optimum des ressources disponibles (offre) à la demande. S'il peut agir librement, l'homme en tant que premier agent économique peut atteindre cet ordre naturel qui assure l'harmonie entre les intérêts de l'individu et de la société. Dans la lignée des idées de Smith, les économistes néo-classiques « ramènent tous les phénomènes économiques à l'échange, (et) considèrent les institutions nécessaires au bon fonctionnement du marché comme données, prenant le marché de concurrence pure et parfaite comme référence »⁴¹⁸.

Il existe, néanmoins comme l'affirme Pierre Dockès, « une conception riche du pouvoir chez les “historiens économistes” et les “économistes historiens” de l'École des Annales ». On peut citer Marc Bloch mais aussi Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein. Dans une formule devenue célèbre, Braudel affirme que le capitalisme n'est pas le règne du marché mais de « l'anti-marché », c'est-à-dire des monopoles⁴¹⁹. Ainsi, au lieu de considérer le marché libre comme clef du système capitaliste historique, il attribue ce rôle aux monopoles. « Ce sont les monopoles dominant le marché qui constituent la singularité de notre système, qui le distinguent clairement de la société féodale ». ⁴²⁰ Ainsi comme l'explique Dockès,

⁴¹⁸ Pierre Dockès. « Pouvoir, autorité et convention d'obéissance ». *Journal of World-System Research*, vol. VI, number 3, Fall-Winter 2000, en ligne, URL http://www.wsr-ucr.edu/archive/vol6_number3/pdf/jwsr-v6n3-dockes.pdf

⁴¹⁹ *Civilisation matérielle. économie et capitalisme. XV^e-XVII^e siècles* (3 volumes), Paris. Armand Colin. 1979.

⁴²⁰ Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., op. cit., p. 232.

« Si les “jeux de l'échange” (...), disons sur les marchés “ordinaires”, la concurrence est le référent. les jeux du capital livrent toute une autre logique. Le capital (qui) représente la couche supérieure de la sphère économique (souvent la haute finance) qui “d'en haut”, domine et oriente la production (sans directement la mettre en œuvre), dirige les grands courants commerciaux, structure et dynamise l'économie à l'échelle d'une économie-monde. En d'autres termes. le capital est pouvoir »⁴²¹.

Fernand Braudel établit en effet une distinction entre la vie matérielle, la vie économique et le capitalisme qui forment, selon lui, les trois étages de l'édifice de l'économie capitaliste. À travers cette distinction, Braudel met l'accent sur la multidimensionnalité de la réalité historique et la complexité du social. Comme le souligne Giuliana Gemelli, pour Braudel

« (...) le système social ne s'identifie avec aucune des structures qui le composent, mais il représente plutôt, selon la définition, empruntée à Georges Gurvitch, “l'ensemble des ensembles”, c'est-à-dire une idée-limite où on peut isoler des totalités. Celles-ci permettent de définir des sous-ensembles, caractérisés par des équilibres instables et en tension permanente, qui sont comme des points d'arrêt vertical hypothétique tout au long d'un processus horizontal qui représente la zone d'interaction avec le milieu. La vie matérielle, le marché et le contre-marché représentent ces points de suspension verticale, l'économie-monde est leur système dynamique»⁴²².

Le contraste qui caractérise la vie économique et le capitalisme sert aussi à dissocier le marché et le capitalisme que les deux visions concurrentes du monde, le libéralisme et le marxisme, associent en soutenant que «le capitalisme suppos(e) avant tout l'institution d'un marché libre et concurrentiel»⁴²³. Cette idée souvent controversée⁴²⁴, en vertu de laquelle le capitalisme est le domaine du contre-marché est destinée avant tout à choquer et à

« (...) rappeler que ce qui est normal dans le capitalisme ce n'est pas la concurrence mais le monopole. Ce n'est pas seulement normal, c'est central pour le fonctionnement du capitalisme. Ce n'est ni une distorsion, ni une nouveauté, ni un développement tardif. (...) L'idée fondamentale (ici est) qu'il y a une sorte de tension dans le capitalisme entre le marché dit concurrentiel et les monopoles»⁴²⁵.

Pour Braudel ainsi, comme le remarque Samir Amin, « le propre du capitalisme ne se situe pas « dans le marché » mais « au-delà du marché », dans le monopole. Selon Amin ce monopole est celui de la propriété privée des moyens de production. « Le caractère

⁴²¹ Dockès. « Pouvoir, autorité et convention d'obéissance ». loc.cit.

⁴²² Gemelli, op. cit., pp. 120-121

⁴²³ Wallerstein, « Hôtel d'Amérique », *Espace-Temps* n° 34-35, 1986, pp. 42-46, p. 46.

⁴²⁴ Voir, par exemple, les critiques d'économistes comme Michel Aglietta. « Le Schumpeter de l'histoire », *EspacesTemps*, n° 34-35, 1986, pp. 38-41, et de Alain Lipietz, « Le Proudhon du vingtième siècle », *EspacesTemps*, n° 34-35, 1986, pp. 47-50.

⁴²⁵ Wallerstein. « Hôtel d'Amérique ». loc.cit., p. 46.

spécifique propre au capitalisme est celui d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Une propriété qui est par définition celle d'une minorité, privilégiée »⁴²⁶. Au sens d'Amin, ce monopole est avant tout social et politique. Il est détenu par une fraction de la strate dominante du capital qu'il qualifie de « grand capital financier ». Les capitalistes qui monopolisent cette strate

« (...) ont un accès privilégié aux capitaux nécessaires pour l'épanouissement de leurs activités, lesquelles peuvent concerner différents secteurs de l'économie : production industrielle, commercialisation, services financiers, recherche et développement). Cet accès privilégié leur donne un pouvoir particulier et puissant dans le façonnement des marchés, qu'ils régulent donc à leur profit. En particulier c'est ce groupe oligopolistique (de la bourgeoisie) qui domine les marchés financiers (les taux d'intérêts) et, dans l'économie mondiale, les taux de change. C'est elle qui commande les investissements décisifs dans les branches dominantes de l'économie, les investissements à l'étranger, le grand commerce international des produits de base, la recherche technologique de pointe, les fusions etc. »⁴²⁷.

Pour Amin « la financiarisation du capitalisme » qui caractérise la globalisation « n'est rien d'autre que l'expression de la nouvelle politique économique », c'est-à-dire d'une stratégie qui ne constitue pas en elle-même une « exigence objective » de la haute finance mais qui est commandée par ses intérêts de puissance. Comme Braudel, Amin affirme que le « capital financier » « n'est pas géré par les règles de la "compétition" ». Il s'agit d'un oligopole qui est plutôt géré par

« (...) un mélange de concurrence et d'accords oligopolistiques – dit souvent "consensus" – lui-même instable, dans le sens qu'un moment dominé par le consensus (comme le nôtre) pourrait être suivi d'un autre de concurrence féroce. Celle-ci prendrait alors la forme de conflits entre les États, car si chacune des unités qui composent l'oligopole opère sur le terrain transnational de l'économie mondiale, celles-ci demeurent nationales par l'appartenance de leurs directions majeures à la bourgeoisie d'un État particulier ».⁴²⁸

Cette idée du mélange de consensus et de concurrence, qui fait partie des stratégies de la haute finance, rejoint l'accent mis par Braudel sur le caractère hybride, complexe et dynamique de l'économie-monde – encore un autre concept introduit par Braudel- à travers sa distinction entre les trois sous-ensembles du capitalisme. C'est vers le caractère multidimensionnel de la réalité concrète du capitalisme que Braudel tente avec lucidité

⁴²⁶ Samir Amin. « Économie de marché ou capitalisme financiarisé? ». URL <http://www.univesidadnomada.net/IMG/doc/CAPITALFINANCIEROsamiramin.doc> consulté le 21 novembre 2007.

⁴²⁷ Ibid.

⁴²⁸ Ibid.

d'attirer notre attention, loin de l'image idéalisée du capitalisme projetée autant par ses «encenseurs» (libéralisme) que par ses «dénonciateurs» (marxisme). Cette lucidité invite à

« (...) consentir à une ambiguïté fondamentale du capitalisme ou à une ambivalence (au lieu d'une univocité triomphale), une ambiguïté et une ambivalence à la source, cette fois, et non plus seulement dans les effets, qui obligent à ne pas fermer les yeux, à les ouvrir tout grands, au contraire, sur ses coups d'épée dans l'eau, ses fiascos et ses scories, à tenir compte vraiment de la totalité de l'ensemble»⁴²⁹.

Au sens de Braudel, cette totalité ne peut cependant jamais être complètement objectivée par l'analyste non seulement à cause de l'ambiguïté fondamentale du capitalisme mais aussi à cause de l'opacité de la vie quotidienne. En fait, si «le marché est le monde des réalités claires transparentes même», comme le prétend le discours économique, la vie matérielle (qui est censée en constituer la base, est selon Braudel une zone difficile d'accès pour l'analyse. Elle est «souvent difficile à observer, faute de documentation historique suffisante»⁴³⁰.

Par les mêmes formulations inversées, Braudel affirme par ailleurs que la distinction ancienne entre les trois secteurs spécialisés du commerce, de la manufacture et de la finance, est nulle du point de vue de la réalité historique du capitalisme. En fait, si «les libéraux et l'essentiel des marxistes voyaient dans les capitalistes les grands promoteurs de la spécialisation économique; à l'inverse, Braudel était persuadé que la réussite d'un capitaliste s'explique par son refus de la spécialisation».⁴³¹ La convergence et les grands conglomerats des secteurs de l'économie qui semblent caractériser seulement le capitalisme de nos jours semblent être aux yeux de Braudel une constance dans l'histoire de l'économie-monde capitaliste.

Pour remettre en question l'image du libre échange censé caractériser le capitalisme dans la pensée dominante, Immanuel Wallerstein s'inspire lui aussi de Braudel. Il reprend l'image

⁴²⁹ Michel Morineau, « Un grand dessein: civilisation matérielle. économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècle) », in Maurice Aymard et al., *Lire Braudel*, Paris. La Découverte, pp. 25-57, p. 25. Il faut noter que Braudel ne souligne pas explicitement les conséquences de ses affirmations. Ce sont plutôt les spécialistes des sciences sociales et d'autres historiens qui en font l'objet de leurs polémiques. L'oeuvre de Braudel a eu en effet une influence considérable sur la scène intellectuelle non seulement française ou européenne mais aussi américaine. Consulter au sujet de l'influence de l'oeuvre de Braudel en France, en Europe et aux Etats Unis Gemelli, « Le rôle de la conjoncture (les Annales ESC. les Annales en Europe. Braudel et L. Amérique) », in *Fernand Braudel*, op. cit., pp. 137-245.

⁴³⁰ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle. économie et capitalisme. XV^e-XVIII^e siècles*, vol. 1, 8, op.cit.. cité in Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit.. p. 238.

⁴³¹ Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit.. p. 241

inversée que Braudel esquisse du capitalisme. Au lieu de considérer le marché libre comme clef du capitalisme historique, il attribue lui aussi ce rôle aux monopoles. « Ce sont les monopoles dominant le marché qui constituent la singularité de notre système, qui le distinguent clairement de la société féodale»⁴³². Le trait dominant de l'économie capitaliste n'est pas ainsi un marché conçu comme le lieu de rencontre libre des intérêts. Le slogan du « laissez-faire » qui se trouve au cœur de l'idée de la liberté du commerce ne correspond que partiellement à la façon dont le capitalisme a toujours fonctionné.

Ceci signifie que le capitalisme n'est pas un système qui « se fonde sur la libre compétition entre producteurs, la liberté du travail et des échanges marchands, le concept de liberté renvoyant à leur disponibilité sur le marché de l'offre et de la demande », contrairement à ce que stipule l'idée dominante du capitalisme dans l'idéologie libérale⁴³³. Le capitalisme apparaît plutôt comme un système complexe réunissant la liberté et son contraire comme peut également le symboliser le contrat de travail, qui réunit formellement deux parties également libres mais où en réalité la liberté de l'une des parties permet d'acheter celle de l'autre.

2.3.4.3 L'État libéral est-il neutre? Le rôle de l'État et le passage de la régulation politique à la régulation systémique dans le capitalisme organisé

La liberté au sens moderne est assurée par un ensemble de « règles formelles à caractère négatif qui assure aux individus la sanction et la protection du pouvoir social (l'État) dans l'exercice de leur autonomie, de leur "libre arbitre" » mais qui dégagent en même temps ontologiquement, le domaine réel de l'économie⁴³⁴. Il s'agit, comme nous l'avons vu plus haut dans le texte, d'une « révolution structurelle qui touche au mode même de constitution de la société »⁴³⁵ et qui a permis la constitution d'une sphère proprement économique de l'action sociale, en libérant en même temps l'accès du sujet individuel aux choses, à travers l'institution politico-juridique de la propriété privée.

⁴³² Ibid., pp. 237, 232.

⁴³³ Wallerstein, *Impenser la science sociale*. op. cit., pp. 69, 282.

⁴³⁴ Freitag, *L'oubli de la société*. op.cit., p. 269.

⁴³⁵ Ibid., p. 267.

La loi qui protège la propriété présuppose un rôle essentiel de l'État. Mais l'État ne fait pas que protéger la propriété privée. Pour Polanyi, les économies libérales du laissez-faire n'étaient pas du tout une "évolution naturelle" mais, au contraire, elles s'appuyaient sur une législation étatique importante. Sans cette législation le capitalisme ne pourrait pas fonctionner. Selon lui, l'économie du laissez-faire est une utopie du marché imposée par l'État qui met le marché au cœur de l'ordre social.

Au sens de Henri Lefebvre, « c'est dans l'État et par l'État que le libre jeu de la logique économique (...) est socialisé, régulé abstraitement, et institutionnalisé de manière "universaliste" »⁴³⁶. Comme lui, Freitag insiste sur l'idée du rôle de l'État dans cette socialisation du jeu libre de la logique économique. Selon lui « c'est à la suite de quoi seulement le calcul individuel peut servir de fondement à une régularité collective, et prendre par là – et par là seulement, valeur de rationalité objective ». Il écrit aussi, « formellement et conceptuellement, l'État est donc la condition et non l'effet de cette raison-là. Et c'est pourquoi toute autre fin qu'il voudrait poursuivre – comme il n'a jamais vraiment cessé de faire à l'encontre des injonctions du libéralisme- est "irrationnelle" »⁴³⁷.

Ainsi « l'utopie néolibérale n'aurait jamais survécu sans (l'assistance et la protection) de l'intervention publique. L'État (qui) dérègle le travail et la terre, crée ou étend les marchés financiers, fait régner l'ordre »⁴³⁸. Polanyi a déjà souligné la contradiction entre l'idée de l'État minimum et le fait que « la machine administrative et gouvernementale doit tourner à plein régime pour fabriquer du marché ». Il décrit ainsi le paradoxe :

« C'est une affaire très compliquée que de rendre la "liberté simple et naturelle" d'Adam Smith compatible avec les besoins d'une société humaine. (...) Même ceux dont la philosophie tout entière exigerait la restriction des activités de l'État n'ont pu qu'investir ce même État des pouvoirs, organes et instruments nouveaux nécessaires à l'établissement du laissez faire »⁴³⁹.

Polanyi parle de trois types de biens : la terre, le travail et la monnaie qui illustrent l'impossibilité pour la logique du laissez faire de fonctionner de façon autonome. Selon lui ces trois richesses n'ont pas été produites pour être vendues. donc elles ne sont que des

⁴³⁶ *De l'État, vol. 3 : le mode de production étatique*, coll. 10/18, Union Générale d'Éditions. Paris. 1979. p. 175.

⁴³⁷ Michel Freitag, *L'oubli de la société*. (chap. IV L'économie et les mutations de la société). op.cit.. p. 275.

⁴³⁸ Serge Halimi. « Notre utopie contre la leur » *Manière de voir : Le Monde diplomatique : le nouveau capitalisme*. n°72. décembre-janvier 2004, pp.94-95. p. 95.

⁴³⁹ Cité par Serge Halimi. loc.cit.. p. 94.

« marchandises fictives ». Cependant, cette fiction est ce qui rend possible l'organisation concrète des marchés de la monnaie, du travail et de la terre qui font l'objet de transactions réelles (achat, vente). À quoi sert cette fiction? Elle sert à l'affranchissement de l'économie à l'égard de toutes les normes sociales concrètes auxquelles la possession traditionnelle était soumise et qui pourraient ainsi empêcher le fonctionnement effectif de la logique du marché.

Mais si ces fictions sont nécessaires à la mise en œuvre de la logique marchande, elles ne peuvent jamais se réaliser totalement. Si le travail, la terre et la monnaie devenaient effectivement des marchandises, la société deviendrait ainsi réellement et dans son entièreté une « société de marché », ce qui, au sens de Polanyi, ne peut que conduire à sa destruction. Il soutient que « permettre au mécanisme du marché d'être l'unique directeur du sort des êtres humains et de leur environnement naturel aurait pour résultat la démolition de la société ». Pour lui, en effet, « l'idée d'un marché s'ajustant de lui-même est complètement utopique ». Il affirme qu'une telle institution « ne pourrait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert »⁴⁴⁰.

Autrement dit, comme le souligne si bien Eric Hobsbawm, « le capitalisme avait réussi parce qu'il n'était pas simplement capitaliste »⁴⁴¹. Ce sont les interventions législatives de forme universaliste de l'État « limitatives, d'abord, puis directement et positivement régulatrices »⁴⁴² et non pas « les lois objectives et impersonnelles de l'économie » qui ont permis au capitalisme de survivre comme modèle sociétal viable.

Tout ceci nous amène à la nécessité de remettre en question la nature purement économique de la valeur marchande. La valeur économique apparaît ici comme ne valant que par autre chose que la logique propre à l'économie. Il ne peut y avoir valeur par exemple dans les trois domaines de la terre, du travail et de la monnaie que grâce à l'intervention politique de l'État. Freitag affirme dans ce sens :

⁴⁴⁰ Karl Polanyi, *La grande transformation*. Paris, Gallimard. 1983, p. 22.

⁴⁴¹ *L'Age des extrêmes Histoire du court XX^e siècle*. Éditions Complexe. 1999. 2003. p. 447.

⁴⁴² Freitag. *L'oubli de la société*, op.cit., p. 296.

« Certes il existe un marché du travail, un marché immobilier et un marché monétaire. Mais ce ne sont pas les lois de ces marchés qui déterminent la substance et la structure de la valeur de ces biens, ce sont des lois, des interventions et des mesures politiques de toute espèce, de telle sorte que le marché ne régularise plus que les fluctuations marginales de "valeurs", et les grandeurs effectives de ces valeurs (pour parler de manière formelle) ne sont pas les résultats de telles fluctuations marginales, elles en représentent les présupposés fixés par ailleurs normativement, selon des "jeux" et "enjeux" sociopolitiques qui ne sont pas économiques au sens des lois inhérentes à l'économie »⁴⁴³.

Les interventions législatives de l'État sont, en grande partie, dues aux pressions des mouvements sociaux et des partis réformistes. Ainsi en ce qui concerne le travail, par exemple, la contradiction entre la reconnaissance de l'égalité formelle entre le travailleur libre et le propriétaire des moyens de production se trouve à l'origine du mouvement de résistance ouvrière et des luttes sociales qui ont cherché dès le XIX^e siècle à reconstruire politiquement les solidarités sociales en réponse au développement du capitalisme industriel. Ces luttes se sont exprimées au nom des principes universels de la modernité : la liberté, l'égalité pour soumettre l'économie à une conception de la justice. Elles ont forcé le capitalisme à un ajustement dans le sens d'un « compromis social-démocratique » qui a transformé le libéralisme pur en « libéralisme réformiste » ou réformateur⁴⁴⁴ (État providence, keynésianisme) permettant « l'intégration contrôlée de ce mode de production dans le mode de reproduction plus général des sociétés »⁴⁴⁵. Ainsi l'emprise de la logique économique sur la vie des sociétés modernes a-t-elle pu être limitée à travers « les formes modernes de *régulation politique de l'économie* (qui) mettaient (...) en jeu un pouvoir collectif exigeant une reconnaissance de légitimité »⁴⁴⁶. C'est cette régulation politique du capitalisme qui a permis au capitalisme organisé de fonctionner. Cette régulation politique de l'économie, qui a donné lieu à ce compromis social-démocratique durement acquis, préserve « la vie matérielle », telle que l'avait décrite Braudel, de l'emprise totale du capitalisme sur la société.

⁴⁴³ Ibid.

⁴⁴⁴ L'expression est empruntée à Immanuel Wallerstein qui l'utilise dans son livre *L'après-libéralisme. Essai sur un système-monde à réinventer*. (traduit de l'américain par Patrick Hutchinson). La Tour D'Aigues, Éditions de l'aube, 1999.

⁴⁴⁵ Freitag. « La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique : une critique ontologique et anthropologique ». contribution au colloque 2001 Bogues. Globalisme et pluralisme, tenu à Montréal du 24 au 27 Avril 2002 (Panel V Mondialisation et diversité culturelle, une utopie?), en ligne, URL : www.er.uqam.ca/nobel_gricis_actes_bogues_Freitag.pdf, consulté le 16 janvier 2004, paru aussi dans Armand Mattelart et Gaëtan Tremblay (dir.), *Bogues 2001. Globalisme et pluralisme. Communication, démocratie et globalisation*. Québec. Presses de l'Université Laval, 2002, pp 279-295.

⁴⁴⁶ Freitag. « La globalisation contre les sociétés ». loc.cit., p. 277

2.3.4.4 Le rôle de l'hégémonie américaine dans l'économie mondiale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale

Si au niveau national, les structures du capitalisme articulent un marché domestique (marqué par la mobilité des marchandises du capital et du travail), et un ensemble d'appareils d'État qui lui correspondent, le *système mondial capitaliste* est quant à lui caractérisée, au contraire, par « la dichotomie entre l'existence d'un marché global, intégré (...), et l'absence d'un ordre politique unique à l'échelle du monde, qui serait plus qu'une pluralité d'instances étatiques régies par le droit international public et/ou la violence du rapport de forces »⁴⁴⁷. Mais il s'est formé à travers l'histoire du capitalisme une alliance ou « une unité de fait »⁴⁴⁸ entre ce capitalisme et le système des États modernes.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ce sont les États-Unis d'Amérique, au cœur du système interétatique, qui sont le moteur mais aussi le principal bénéficiaire de l'intégration capitaliste et de l'économie de marché mondialisée. Ce sont eux qui assoient les bases de l'économie du marché dans le monde de l'après guerre. Ils président en effet à sa reconstruction politique après l'effondrement du marché mondial sous la domination britannique (durant les années 1930). Contrairement à la Grande Bretagne au XIX^e siècle qui dépendait du commerce extérieur, les États-Unis n'étaient, cependant, que

« (...) partiellement intégrés au système économique mondial, avec lequel ils sont également en concurrence, et dont ils perturbent régulièrement le mode de fonctionnement habituel. Aucun réseau d'institutions commerciales et financière américain n'existe pour gérer et relier entre elles les opérations quotidiennes au sein du système commercial mondial »⁴⁴⁹.

La reconstruction politique du marché mondial (Plan Marshall) a consolidé la position des États-Unis comme une hégémonie à travers l'ONU et les institutions de *Bretton Woods* de 1944- (le FMI et la Banque mondiale), qui sont subordonnées de fait à la politique américaine. C'est à travers ces institutions que le marché mondial a été reconstruit en

⁴⁴⁷ Herrera, loc.cit. Cette asymétrie entre structures économiques et structures politiques au niveau de l'économie-monde moderne fait l'objet de la réflexion des théoriciens du système-monde capitaliste moderne. Ils analysent « les causes, mécanismes et conséquences de cette asymétrie à l'œuvre dans l'accumulation du capital, en termes de relations inégales de domination entre nations et d'exploitation entre classes notamment », et produisent « une théorie globale prenant pour objet et proposant pour concept le *monde* moderne en tant qu'entité concrète socio-historique faisant *système*, i.e. formant un assemblage » (Ibid.).

⁴⁴⁸ Mascotto, « La désintégration du monde », loc.cit.

⁴⁴⁹ W. I. Elliott, (dir.), *The Political Economy of American Foreign Policy. Its Concepts, Strategy and Limits*, New York, Henry Holt, 1955. cité in Giovanni Arrighi, « Hégémonie américaine et marché mondial », in Gilbert Achcar (dir.), *L'hégémonie américaine. Actuel Marx*, n° 27, premier trimestre 2000, Paris, PUF, pp. 54-69, p. 56.

substituant « la régulation publique à la régulation privée en ce qui concerne la haute finance (différence importante avec le marché mondial sous hégémonie britannique) », qui a été l'une des prémisses non seulement du *New Deal* américain mais aussi du processus analogue du « *New Deal* mondial » de l'après-guerre⁴⁵⁰. D'autres mesures ont été aussi implantées dans le même objectif tels qu'« un nouveau système monétaire basé sur le dollar, l'aide économique aux pays détruits par la guerre (*Plan Marshall*, l'aide au Japon) » ainsi que le déploiement de la puissance militaire américaine à l'échelle mondiale. Ces mesures étaient cependant « insuffisante(s) pour assurer la redistribution de liquidités et d'autres ressources des États-Unis vers le reste du monde pour faire face au chaos engendré par la guerre »⁴⁵¹.

Selon Giovanni Arrighi, cette situation n'a pu être dépassée que par « l'invention de la guerre froide » qui a permis à Truman de transformer la vision rooseveltienne de l'hégémonie américaine en un « monde unique » (*One World*) en celle du « monde libre » (*Free world*) dictant une politique d'« endiguement » dirigée contre le URSS et cherchant à

« (...) faire de l'Europe occidentale et du Japon des bastions et des fleurons d'une économie mondiale de marché centrée sur les États-Unis et organisée par eux non seulement à travers le Plan Marshall mais à travers une forte intégration entre forces militaires américaines et européennes (OTAN) servant à empêcher l'Europe en tant qu'aire économique de se couper des États-Unis ».⁴⁵²

Les problèmes de liquidités de l'après-guerre, nécessaires à l'intégration européenne et à l'expansion économique mondiale, n'ont pu être résolus une bonne fois pour toutes qu'à travers « le plus vaste effort d'armement en tant de paix » faisant partie de la politique d'endiguement face à « la menace communiste ». Soulignant le lien entre militarisme, politique et expansion économique, Arrighi soutient que ce qui a facilité le commerce et a fourni à la production à l'échelle mondiale toute la liquidité nécessaire à leur expansion, c'est l'aide militaire aux gouvernements étrangers (pendant et après la guerre de Corée) et les dépenses américaines propres à l'extérieur – toutes deux en augmentation constante entre 1950 et 1958 et de nouveau entre 1964 et 1973. Selon lui, « ...grâce à un gouvernement américain agissant comme une banque centrale mondiale hautement permissive, le

⁴⁵⁰ Arrighi, loc.cit., p. 58.

⁴⁵¹ Ibid, p. 59.

⁴⁵² Ibid.

commerce mondial et la production ont connu une croissance sans précédent » saluée comme « l'âge d'or du capitalisme »⁴⁵³.

Cette expansion financière qui s'est traduite entre les années 1950 et 1970 par une forte croissance, a cependant abouti à une « accumulation du capital plus importante que ce qui peut être réinvesti de manière rentable dans les sphères existantes du commerce et de la production », c'est-à-dire à une crise de suraccumulation aggravée par le choc pétrolier de 1973. Ce choc a selon Arrighi « produit un surplus de plus de l'ordre de plus de 80 millions de dollars à recycler par les banques renforçant ainsi considérablement le poids des marchés financiers et des institutions qui agissent en leur sein ». La chute des taux de profit suite à la surabondance de capital par rapport aux débouchés de production a été si importante que « le capital a pu paraître comme un bien gratuit »⁴⁵⁴. Arrighi affirme que cette situation ne s'est radicalement modifiée que vers la fin des années 1970 et surtout au début des années 1980 quand « le capital est soudainement redevenu un bien rare (...), les taux d'intérêts réels se sont envolés et la rentabilité des placements sur les marchés financiers a atteint des sommets sans précédent »⁴⁵⁵.

Arrighi identifie un tournant de la politique américaine comme étant à l'origine de ce renversement inespéré du capital qui consistait au « passage, sous la présidence Carter, d'une politique monétaire hautement permissive à une politique hautement restrictive, favorisant la "monnaie saine" », ce qui marque la naissance de ce qu'on appelle « le nouveau capitalisme »⁴⁵⁶ ou de la globalisation néolibérale. Cette globalisation, centrée sur le capitalisme financier et les activités des multinationales a aussi été facilitée par l'intervention politique active du gouvernement américain sous Reagan ainsi que de son allié principal, le gouvernement britannique sous Thatcher, puis de l'ensemble des États qui ont accepté de ne pas résister à leurs ordres du jour en mettant en œuvre des politiques de déréglementation, de privatisation, et de libéralisation des échanges.

⁴⁵³ Ibid. pp. 59. 60. 61.

⁴⁵⁴ Ibid., p. 63.

⁴⁵⁵ Ibid.

⁴⁵⁶ Ibid.

2.3.5 De la régulation politique à la régulation systémique de l'économie et de la société

2.3.5.1 Le rôle stratégique des États dans l'avènement et le maintien du nouveau capitalisme

Loin d'avoir été un simple observateur de la dérégulation des économies nationales dans le cadre de la globalisation néolibérale, l'État a activement participé à ce processus. D'ailleurs les textes des Accords du libre échange ALÉNA-AMI-ZLÉA foisonnent de réglementations et déploient toutes sortes de stratégies imaginatives pour assister et protéger le marché. Les États ont joué un rôle actif dans l'établissement de ce nouveau cadre normatif libérant l'investissement. Cherchant à tourner à leur avantage l'économie transnationale qui ne se joue plus dans les espaces économiques internationaux mais dans leurs interstices, ces États ont engagé un « virage libre échangiste » orientant leurs politiques publiques vers l'augmentation de leur « compétitivité » sur le marché global. Derrière ce virage on trouve une double préoccupation. La première est « d'améliorer, à travers l'investissement étranger, la compétitivité, la croissance et la performance générale de l'économie »; quant à la seconde, c'est « l'idée d'arrimer la croissance économique à celle des marchés internationaux, grâce aux exportations, d'une part, et grâce à une présence accrue des producteurs nationaux sur les marchés étrangers d'autre part ».⁴⁵⁷

Tout ceci a transformé l'État en un « vaste système d'ingénierie juridique, bureaucratique et financière mis au service de la performance commerciale de l'entreprise » et assurant « le cadre légal le plus favorable au fonctionnement dit spontané du marché »⁴⁵⁸. Le marché est ainsi une construction politique au sein de laquelle l'État n'est plus l'expression d'une communauté politique, ni celle de l'intérêt public collectif mais il est « chargé de créer les conditions les plus favorables à la compétitivité des entreprises »⁴⁵⁹.

Soucieux d'augmenter leur « compétitivité internationale », les gouvernements ont ainsi sensiblement assoupli leurs législations pour libérer « l'investissement » des contraintes nationales à sa circulation, alors que les pratiques des entreprises sont, elles, « devenues

⁴⁵⁷ Deblock et Brunelle, loc.cit., p. 130.

⁴⁵⁸ Ricardo Petrella, « L'Évangile de la compétitivité ». *Manière de voir: Le nouveau capitalisme*, op.cit., pp. 45-47, p. 47.

⁴⁵⁹ Ibid.

d'autant plus difficiles à réglementer qu'elles ont une dimension transfrontière qui tend à échapper au pouvoir de juridiction des États»⁴⁶⁰. L'AMI visait entre autres « la reconnaissance de la souveraineté économique de ce nouvel espace organisationnel intra-firme et transnational »⁴⁶¹. Cet espace transnational est le lieu de déroulement des opérations des entreprises multinationales. Cet espace n'est pas celui de l'échange des capitaux comme pourrait le suggérer l'idée de libre échange entre unités politiques et économiques mais celui de « la circulation du capital ». Selon Éric Pineault,

« Cette circulation ne s'effectue pas nécessairement sous la forme de flux de ressources financières d'un pays à un autre – et elle réfère moins encore à des opérations matérielles d'investissement productifs; elle renvoie plutôt à l'ensemble des opérations qu'effectue une multinationale dans le cadre de ses activités de valorisation de son capital »⁴⁶².

2.3.5.2 Le capitalisme financier et la conversion du pouvoir en puissance

L'image tripartite et pyramidale du capitalisme qu'esquisse Braudel s'applique toujours à l'économie régulée politiquement et orientée vers la satisfaction des besoins de la vie matérielle même si le capitalisme financier reste toujours aux commandes. La vie matérielle, même si elle sert de base nécessaire à la chrématistique qui s'est formellement émancipée de l'*oikos*, y reste inabsorbable⁴⁶³ totalement dans les rets de ce régime sociétal et économique. Cette irréductibilité de la vie matérielle (on peut dire de la société) au capitalisme permet la persistance de limites à la domination totale du capital sur l'ensemble de la société. La puissance du capital reste en effet limitée par la vie quotidienne (vie matérielle) et les structures du marché concret. L'économie réelle y est encore attachée à la vie matérielle et l'échange des biens vise leur jouissance finale (par opposition à l'étage supérieur du capitalisme qui est le règne du monopole, donc de la logique de la puissance).

⁴⁶⁰ Deblock et Brunelle, loc.cit., p. 134.

⁴⁶¹ Éric Pineault, « L'AMI. constitution pour une économie globalisée. Un rappel des faits et une interprétation de leur signification sociale », in Michel Freitag et Éric Pineault, *Le monde enchaîné*, op.cit., pp. 35-93, p. 65.

⁴⁶² Ibid., p. 63.

⁴⁶³ L'image tripartite de l'économie-monde capitaliste qu'esquisse Braudel (Cf. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, op.cit.) souligne « la non absorption totale de la vie économique et sociale par (le capitalisme) » (Michel Morineau. Un grand dessein: civilisation matérielle, économie et capitalisme À travers cette métaphore Braudel souligne cette irréductibilité et cette résistance de l'ensemble de la vie économique au capitalisme en décrivant les caractéristiques de l'économie-monde, qui est un concept utilisé par Braudel pour désigner « des espaces de dimensions assez vastes organisés économiquement comme des tous, des univers se suffisant à eux-mêmes et fonctionnant au profit, par l'impulsion d'un centre, une cité, ordinairement en Europe, à l'époque moderne » (XV^e-XVIII^e siècle). in Maurice Aymard (dir.), *Lire Braudel*. Paris. La Découverte, pp. 25-57, p. 25, 51).

Mais aujourd'hui cette image pyramidale doit être modifiée puisque l'autonomisation des marchés financiers à caractère spéculatif transforme le marché seulement en un réseau reliant les multinationales entre elles. Il est l'espace de déploiement de leurs stratégies et de leur puissance. Cette puissance comprend l'économie comme « détachée de la vie concrète, du besoin, de la jouissance, du bien-être et de la justice ». Comprenant l'économie comme logique autonome en soi et pour soi, elle ne s'intéresse qu'à « l'exercice du pouvoir entendu sous la nouvelle forme du contrôle qui ne requiert aucune légitimité. C'est dans ce seul espace que se déploie le système financier »⁴⁶⁴.

Ce système qui ne requiert aucune légitimité et qui est le lieu de la ruse, de l'escroquerie, de la fraude érigée en système⁴⁶⁵, et de la stratégie du tueur⁴⁶⁶, est de moins en moins régulé politiquement. La nouvelle forme de contrôle direct qu'exerce le système financier prend la forme universelle du droit (ex : les textes de l'Accord multilatéral sur l'investissement étranger : L'AMI et les décisions de l'OMC) mais elle est entièrement imprévisible à cause de son caractère irréfléchi et purement réactif. Les droits de disposition virtuels qui font l'objet de l'échange et de la spéculation dans le système financier sont « subsumés à partir des pratiques réelles »⁴⁶⁷. Ils se substituent au droit substantiel. Ils sont en ce sens différents du droit comme régulation normative qui met en jeu « un pouvoir collectif exigeant une reconnaissance de légitimité, un pouvoir qui n'était pas pure puissance et dans lequel s'expriment idéalement une volonté collective élaborée dans un espace public de délibération »⁴⁶⁸.

⁴⁶⁴ Freitag. « La globalisation contre les sociétés ». loc.cit., p. 277.

⁴⁶⁵ Louis Gill (op.cit) le montre bien dans son petit livre sur le néolibéralisme. Selon lui l'enronisme est l'enfant légitime du néolibéralisme en faisant bien sûr ici référence au scandale financier de la faillite du géant *Enron* à la fin de 2001

⁴⁶⁶ En parlant de la convergence des moyens de communication impulsée par la révolution numérique. Ignacio Ramonet décrit la stratégie d'affaires caractéristiques de ce secteur comme la logique du tueur. Il écrit « dans cette grande mutation du capitalisme, la logique dominante est celle du tueur. Ce n'est pas l'alliance mais la prise de contrôle et la fusion-absorption. Sont concernés par cette guerre les firmes qui produisent des contenus – édition, agences de presse, journaux, cinéma, musique, radios, télévisions, sites Web etc.- et les entreprises de télécommunications et d'informatique qui les élaborent, les transportent, les traitent, les cryptent et les décryptent ». « Les seigneurs des réseaux », *Le Monde diplomatique*, mai 2002, p. 25. cité in Louis Gill, op.cit., p. 71

⁴⁶⁷ Freitag. « La globalisation contre les sociétés ». loc.cit., p. 279.

⁴⁶⁸ Ibid., p. 277.

La constitution néolibérale de la globalisation cherche à détruire cet espace délibératif au sein duquel « pouvait s'opérer une véritable synthèse collective des finalités et des volontés particulières »⁴⁶⁹ pour lui substituer l'espace global, celui de la circulation des capitaux. Cet espace global qui échappe complètement à l'exercice de la souveraineté des États – notamment en matière monétaire – est celui de l'exercice d'une nouvelle domination, une domination technocratique du « nouveau système financier globalisé », qui est formellement apolitique.

En démantelant la souveraineté de manière technocratique, la constitution néolibérale de la globalisation détruit les médiations politiques entre « le monde du système » et le « monde de la vie » (ou de la vie matérielle au sens de Braudel) qui étaient encore possibles dans le schéma tripartite et pyramidal de Braudel. Au lieu de faire contrepoids au « monde du système », comme le permet encore l'économie-monde capitaliste telle que décrite dans ce schéma, le monde de la vie se trouve complètement aspiré par lui (le monde du système). « Exerçant non seulement de fait mais aussi de droit la souveraineté au niveau mondial, du moins dans les domaines de plus en plus entrelacés de l'économie, de la communication informatisée et des développements technologiques », le nouveau système financier globalisé pénètre « tous les aspects de la vie collective concrète, et surtout, (il) s'implante (...) directement au cœur de (...) la vie privée »⁴⁷⁰.

Toutes les pratiques sociales et non pas seulement les pratiques économiques sont ainsi de plus en plus absorbées par le système de contrôle autoréférentiel du capitalisme financier (marchés financiers). Il se substitue de fait graduellement au droit commun comme modalité de leur régulation. Tous les conflits qui ne peuvent plus s'exprimer politiquement mais se placent sur le terrain de l'éthique ou de la psychologie sociale (ex : les techniques de résolution des conflits, les relations de travail, qui deviennent des modalités universelles de gestion du social) sont traités localement, de façon partielle et fragmentaire, au cas par cas et non à travers une normativité collectivement réfléchie. Le nouveau droit qui en résulte n'exprime plus une volonté collective, ni une exigence de justice, mais il est la transcription pragmatique d'un ordre immédiatement opérationnel. Il entérine la capacité de sanctionnement du système financier spéculatif global ainsi que sa capacité d'exercice de la possession qui exclut toute forme de légitimité.

⁴⁶⁹ Ibid.

⁴⁷⁰ Ibid. 278.

Il phagocyte l'économie et affronte dans sa logique de la puissance « toute autre forme encore sociale de pouvoir »⁴⁷¹. En colonisant le monde de la vie, le mode de régulation opérationnel-systémique en exclut⁴⁷² la société comme mode d'existence de la collectivité, comme « maîtrise réfléchie de la vie collective » ainsi que comme l'expression politique de son identité synthétique, c'est-à-dire comme mise en jeu « d'un pouvoir qui n'(est) pas une puissance et dans lequel s'exprime idéalement une volonté collective élaborée dans un espace public de délibération »⁴⁷³. Jaques Rancière affirme en ce sens que l'enjeu en ce qui concerne la constitution d'espaces supranationaux (comme celui de l'Europe dans son analyse) est « le brouillage du rapport entre le peuple souverain et l'espace de sa souveraineté ». Selon lui, il ne s'agit pas dans la création d'espaces supranationaux de « remplacer les petits États nationaux par un plus grand qui les engloberait »⁴⁷⁴. Ce dont il s'agit c'est d'imposer une nouvelle « constitution » qui produit politiquement les nouveaux espaces transnationaux.

Mais cette nouvelle « constitution » (comme celle qui a fait l'objet d'un referendum européen) n'est pas une vraie constitution. « Elle n'est l'émanation d'aucun peuple » et « ne fonde aucun État »⁴⁷⁵. Comme la constitution de la globalisation qu'on a cherché à imposer à travers les accords commerciaux multinationaux tels que l'ALÉNA, l'AMI, la ZLÉA, etc., la constitution européenne a été discutée loin des lieux de débats démocratiques et seulement dans des rencontres à huit clos non ouvertes au public. L'AMI n'a été, par exemple, discuté que de façon discrète entre représentants des multinationales, représentants ministériels nationaux et technocrates sous les auspices de L'OCDE.

La « constitution mondiale de la globalisation » ne se présente donc pas comme telle. Ses promoteurs ont évité soigneusement de soulever et d'assumer « positivement et explicitement un tel projet à caractère doublement politique, un projet qui en soi, mériterait d'être discuté et débattu publiquement entre les pays qui participent à la négociation ». Le

⁴⁷¹ Ibid., p. 276. C'est moi qui souligne.

⁴⁷² Les modalités et les conséquences de cette exclusion font l'objet d'une analyse plus détaillée dans le chapitre 5 de la présente thèse.

⁴⁷³ Freitag. « La globalisation contre les sociétés ». loc.cit., p. 277.

⁴⁷⁴ *Chronique des temps consensuels*, op.cit., p. 208.

⁴⁷⁵ Ibid.

discours de la mondialisation a présenté l'AMI comme « une simple lutte antiprotectionniste », comme les autres législations protégeant le « libre échange » et introduites dans le cadre des accords commerciaux internationaux, alors qu'il s'agit en réalité d'une « redéfinition en profondeur des rapports entre acteurs économiques et souveraineté politique » et même d'une « profonde transformation de la nature même des systèmes économiques ». ⁴⁷⁶ Cette redéfinition cherchait à

« (...) universaliser normativement et juridiquement l'ensemble des mesures politiques néolibérales qui ont pour effet de dissoudre l'espace national en générant et en étendant partout, en lieu et place des espaces économiques nationaux, cet espace interstitiel, ce *no man's land* sociétal et politique où règneront souverainement les multinationales » ⁴⁷⁷.

Contrairement à ce que stipule le discours de la mondialisation, les accords multinationaux commerciaux -tels que l'AMI ou L'AZLEA-, qui ont veillé à la construction de l'espace transnational constituant le lieu de valorisation des activités des multinationales, ne cherchent pas une simple extension des limites des économies nationales, il s'agit d'une « constitution politique et idéologique au service d'un projet d'émancipation de l'économie à l'égard de toute finalité et de toute responsabilité sociale ». Mais le caractère politique et idéologique de ce projet néolibéral a été occulté à travers « la négation de l'importance des transformations qualitatives du rapport entre acteurs économiques et souveraineté politique qu'implique ce projet ». Ceci a abouti à « la naturalisation du processus politique de construction de l'économie globalisée et à l'effacement des bouleversements socio-politiques qui accompagnent ce transfert de pouvoir et de souveraineté de l'État aux multinationales » ⁴⁷⁸.

Si elle est politique, la constitution implicite de la globalisation n'aboutit pas à l'introduction d'un principe d'intégration des sociétés. Le projet d'émancipation de l'économie à l'égard de toute finalité définit la globalisation non pas comme un mouvement d'élargissement des structures de l'État et de la société, mais comme leur effacement ou leur soumission à la logique économique pure c'est-à-dire à son affranchissement de toute limite normative sociale ou politique. La globalisation correspond ainsi à l'approfondissement des conséquences de que Karl Polanyi a décrit comme « la grande transformation » qui a libéré

⁴⁷⁶ Éric Pineault, « L'AMI, constitution pour une économie? Un rappel des faits et une interprétation de leur signification sociale », in Michel Freitag et Éric Pineault, *Le monde enchaîné.*, op.cit., pp. 35-93, p. 42.

⁴⁷⁷ Ibid., p. 41

⁴⁷⁸ Ibid., p. 42.

l'économie de son « encastrement » (*embeddedness*) dans le social et le politique qui a caractérisé jusqu'ici les activités économiques dans les sociétés humaines pour la faire passer au rang de cadre définissant la vie de ces sociétés. Freitag affirme aussi dans ce sens que,

« (...) le caractère fondamental de la globalisation dans laquelle s'inscrit l'AMI, c'est de résulter, non pas du développement d'une solidarité politique élargie au niveau mondial, mais d'un processus autorégulé et autoréférentiel d'extension de la logique mercantile, celle-là même qu'Aristote opposait sous le nom de "chrématistique" (*ta chremata*, "argent") à la structure normative complexe qui régissait l'*oikonomia* (*oikos*, "la maison") »⁴⁷⁹.

C'est le rêve des libéraux d'une gestion apolitique de la société. Pourtant il s'agit d'un programme et d'une utopie politiques comme le montre bien Pierre Rosanvallon dans *Le capitalisme utopique*. Ce rêve a néanmoins été discrédité. La grande crise de 1929-1930 et ses conséquences, l'effondrement de la civilisation du XIX^e siècle ainsi que les deux guerres mondiales du XX^e siècle ont montré la nécessité de l'assignation de limites politiques et sociales au règne de la chrématistique à travers l'élaboration d'un cadre normatif régularisant l'économie et empêchant d'autres crises (le réformisme libéral keynésien ou la social-démocratie qui a instauré l'État-providence). Pourquoi alors le retour à la vieille orthodoxie libérale? Pourquoi le modèle américain était-il tenu pour la seule alternative de devenir historique s'imposant à l'ensemble des sociétés? La voie pragmatique est-elle celle que toutes les sociétés doivent suivre quitte à disparaître elles-mêmes dans les rets de la globalisation systémique et opérationnelle qui abhorre l'hétérogène, le particulier? Cette homogénéisation à travers la généralisation des rapports marchands est-elle porteuse de pacification comme l'affirme la sagesse libérale? Que penser alors de l'exacerbation des conflits, des guerres, de la généralisation sur le plan ontologique de la guerre de tous contre tous? Comment dans cette « société-monde », celle de la démocratie raisonnable et consensuelle de la fin de l'histoire, a-t-on pu voir le retour de l'obsession de l'ennemi et de la politique de la peur? Pourquoi la globalisation censée aboutir à une société-monde, fondée sur la légitimité et la reconnaissance, a-t-elle pu s'accommoder aussi facilement de la politique du pire qu'est "la guerre contre le terrorisme"? Comment expliquer l'alliance du néolibéralisme et du néoconservatisme?

⁴⁷⁹ Freitag. « La globalisation contre les sociétés. Par delà l'échec circonstanciel de l'AMI : la portée historique de l'autonomisation du capital financier ». in Freitag et Pineault. *Le monde enchaîné*, op.cit., pp. 231-318. p. 234.

CHAPITRE 3

DE L'IDÉOLOGIE DE LA « FIN DE L'HISTOIRE » À LA SYMBOLIQUE DU « CHOC DES CIVILISATIONS » : LE DISCOURS DE LA PUISSANCE ET LA POLITIQUE GLOBALE DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE

En examinant les ressorts de la gouvernance mondiale depuis le début des années 2000, on a pu noter un changement du discours dominant qui définit et constitue « l'air du temps » de cette première décennie du XXI^e siècle. Certains analystes ont parlé d'un passage de la prédominance de l'idéologie néolibérale à celle de l'idéologie néoconservatrice⁴⁸⁰. Ainsi si « au tournant des années 2000, l'évocation du "retrait de l'État" était la norme dans le discours politique sur la mondialisation », ces analystes ont décrit une dynamique du « retour de l'État » sous la poussée sécuritaire que connaissent les démocraties libérales depuis les attaques contre New York le 11 septembre 2001, mais aussi comme acteur important du développement économique⁴⁸¹ et plus récemment en réponse à la crise du capitalisme financier⁴⁸². Aux yeux des apôtres du « retour de l'État », « le vent a tourné » et « l'heure est à la sécurité ». Ce terme est alors devenu le maître mot de tous les discours politiques et est venu remplacer celui de globalisation comme nouveau paradigme pour penser le monde et ses enjeux. Ainsi « le néoconservatisme tend à transformer profondément la gouvernance mondiale en mettant l'accent sur le rôle des États forts ». C'est ce qui fait que « l'État subitement réapparaît au centre de l'analyse et du discours politique ». Par

⁴⁸⁰ Les affirmations qui vont suivre dans les deux premiers paragraphes de ce chapitre sont tirées d'un appel à contributions pour le colloque organisé par la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie (dans le cadre du 76^{ème} congrès de L'ACFAS tenu le 6 et 7 mai 2008). « De la gouvernance néolibérale à la gouvernance conservatrice ». *Calenda*, publié le 10 janvier 2008. URL : <http://calenda.revues.org/nouvelle9664.html> consulté le 13 janvier 2008.

⁴⁸¹ Louis Côté (directeur de l'observatoire de l'administration publique. « Le développement économique et le retour de l'État » (Éditorial). *Vigie*, vol. 9, no 2, 2006, p. 1. (En ligne) URL : www.observatoire.enap.ca/observatoire/docs/Vigie_Volumes6-10/VigieV9N2juin06pdf.pdf consulté le 12 février 2007 ; c.f. également Nicolas Charest. « Le rôle de l'État dans le développement économique ». *Vigie*, op.cit.

⁴⁸² Frantz-Olivier Giesberg. « Le grand retour de l'État ». publié le 02 octobre 2008 sur le site web du magazine français *Le Point.fr*, URL : <http://www.lepoint.fr/actualites-chroniques/2008-10-02/le-grand-retour-de-l-etat-9890278949> consulté le 08 octobre 2008; Gaëtan de Capèle. « Le retour de l'État protecteur ». publié le 08 octobre sur le site web *Le Figaro.fr*, URL : <http://www.lefigaro.fr/debats/2008/10/09/01005-20081009ARTFIG00013-le-retour-de-l-etat-protecteur.php> consulté le 09 octobre 2008; pour une analyse approfondie de cette idée du retour de l'État consulter Bruno Bernardi. « Le retour de l'État? Perspectives politiques sur la crise financière ». publié le 17 octobre 2008 sur le site web *La vie des idées.fr*, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Octobre-2008-le-retour-de-l-Etat.html>, consulté le 12 décembre 2008.

ailleurs, ces analyses évoquent « la perspective d'une fermeture à l'égard de la participation de la société civile dans les affaires internationales »⁴⁸³.

Le passage du néolibéralisme au néoconservatisme expliquerait aussi selon d'autres analystes le fait du passage à un discours répressif qui met l'accent sur l'autorité, la discipline et l'ordre. Ces analyses mettent ainsi l'accent sur la nouveauté radicale de la phase actuelle de l'histoire des sociétés occidentales qui s'expliquerait principalement par le contexte mondial après les attaques terroristes contre les États-Unis le 11 septembre 2001. Pour d'autres ce contexte semble confirmer la validité de l'idée d'un affrontement global entre ensemble géo-culturels mutuellement exclusifs qu'exprime au mieux la thèse du « choc des civilisations ».

En outre, le passage d'une administration américaine républicaine néoconservatrice à une administration démocrate sous la présidence de Barack Obama, le premier président des États-Unis, qui soit d'origine afro-américaine, est aujourd'hui souvent célébré comme fin de cet épisode néoconservateur de l'histoire mondiale, fondé sur une politique de la puissance, des choix bellicistes ainsi que sur une généralisation de l'état d'exception. Nous assisterions ainsi au retour à la politique de la « *soft power* » de l'ère du démocrate Clinton.

Le présent chapitre défend plutôt la thèse que les huit ans de l'administration de Bush n'ont pas constitué une rupture avec la politique démocrate de Clinton qui a fourni les fondements de l'interventionnisme militaire sous la présidence de Bush. En renouant avec les traditions politiques démocrates, l'administration actuelle de Barack Obama ne poursuivra pas des objectifs différents de ceux des administrations précédentes au-delà de la différence des styles du gouvernement. La conversion paradoxale du modèle de l'État libéral-gestionnaire favorable à la globalisation et incarnant « la fin de l'histoire » en État sécuritaire d'exception (engagé dans une guerre contre le terrorisme) n'indique pas une remise en question fondamentale de l'idéologie de la globalisation mais témoigne plutôt d'une alliance pragmatique et stratégique du néolibéralisme et du néoconservatisme dont il faut expliciter les fondements et mettre en évidence la complémentarité comme deux modes de négation du politique pour être en mesure de décrypter le sens de la conjoncture actuelle.

⁴⁸³ Ibid.

3.1 De l'État gestionnaire à l'État sécuritaire : l'État d'exception

Durant les années 1990 la vision dominante nous enjoignait de croire que notre monde serait enfin pacifié et que, puisque l'ennemi communiste est disparu plus rien ne diviserait le monde de l'après-guerre froide qui serait aussi celui de la généralisation des bienfaits de la globalisation de l'économie du marché assurée par le triomphe du modèle libéral sur le modèle concurrent. Nous entrions ainsi l'ère de la fin de la division (disparition de la "lutte des classes"), de la « fin de l'histoire », synonyme de l'harmonie et de la paix globales garanties désormais par une plus grande intégration économique des régions de la planète ainsi que la réduction de leurs distances grâce au développement fulgurant des nouvelles technologies de la communication.

Sur le territoire décrit par la thèse de « la fin de l'histoire », ce à quoi on a assisté avec « la guerre contre le terrorisme », c'est la généralisation d'un discours différent, non plus celui du « pluralisme consensuel » mais de la « communauté » menacée de la désintégration par l'autre que l'on se représente comme violent, terroriste et aveuglé par la haine (motivée par la culture ou la religion). La menace qu'il poserait par sa simple existence (qui nécessite qu'on agisse de façon préventive avant même qu'il ne puisse passer à l'acte) exigerait le rassemblement pour l'exclure. L'image du terroriste s'impose désormais aux imaginaires contemporains comme la figure du Mal sans avoir à passer par une forte idéologie de légitimation. Même si la signification qui lui est attribuée ne renvoie à aucune réalité unifiée⁴⁸⁴, le terrorisme s'impose comme « un phénomène objectivable, qui existe en soi et dont les attentats et autres prises d'otages seraient l'expression en même temps que la preuve de son existence "réelle" »⁴⁸⁵. La vision dominante le pose alors comme une menace à la sécurité des individus et à la sécurité nationale et internationale.

⁴⁸⁴ Voir Jacques-Alexandre Mascotto. « Terrorisme(s). sociétés assiégées et oubli de la société ». in Daniel Dagenais (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*. Québec. Les presses de l'université Laval, 2003, pp. 539-611, notamment pp. 539-545.

⁴⁸⁵ Philippe Bonditti. « L'organisation de la lutte anti-terroriste aux États-Unis ». *Cultures et conflits*. 44 (Défense et identités Un contexte sécuritaire global? ». hiver 2001. p. 76. (En ligne) mis en ligne le 04 février 2003. URL <http://www.conflits.org/index742.html> . consulté le 20 juin 2004. Voir aussi le texte de Jacques-Alexandre Mascotto : « Terrorisme(s). sociétés assiégées et oubli de la société » (loc.cit.). L'auteur souligne notamment au début de son texte la « réduction essentialiste » qui « s'éclate dans l'embellie des extrapolations qui n'ont pas lieu de s'expliquer parce qu'elles vont de soi. elles sont écrites en toutes lettres dans le Grand Livre du Terrorisme ». En effet. « Au début était l'essence originelle. le terrorisme. dont la forme coïncide avec l'Idée. Arrivent d'autres espèces. jaillissent hors de l'essence (ou de l'Idée). c'est-à-dire du système général du terrorisme à l'inépuisable fertilité. Le « terrorisme » produit des terrorismes comme la forêt engendre des arbres qui incarnent la forêt. Ce qui se présente sous les traits d'un langage des conditions. s'affirme comme un métalangage des essences et de

Dès lors la logique qui règne est celle du « choc des civilisations » avec son discours typique de l'insécurité, de la haine et la peur qui frise la paranoïa. Cette logique qui pousse le différentialisme jusqu'à l'élimination de l'autre nous appelle à puiser dans les réserves des mythes des origines. Le discours de la guerre contre le terrorisme est ainsi organisé autour d'« images simples et fortes qui (...) figent (l'imaginaire) dans le cliché et le préjugé et qui s'articulent sur des oppositions artificielles entre des essences différentes et irréductibles »⁴⁸⁶ entre des identités absolues.

3.1.1 La thèse du « choc des civilisations » comme fondement idéologique de l'interventionnisme militaire américain après le 11 septembre : les nouvelles lignes de conflictualité dans un monde globalisé

Contrairement à ce que stipulaient les thèses libérales, loin d'avoir conduit à la généralisation des bienfaits de l'économie du marché à toutes les sociétés ainsi qu'à une homogénéisation du marché mondial portée par la libre circulation des capitaux et des marchandises, la « nouvelle économie » gérée selon les principes néolibéraux a amené la désintégration sociale. Seule une minorité a pu accéder aux promesses démesurées du néolibéralisme. En effet, « au cours des (trois décennies) de politiques économiques néolibérales (de 1980 à 2009), l'exclusion et l'inégalité de la répartition des revenus et des richesses ont progressé de manière renversante»⁴⁸⁷ pas seulement entre riches et pauvres à

leurs relations formelles. (...) Le métalangage offre l'éternité d'une signalétique où s'exerce l'art de la prophétie, où triomphe l'aptitude experte qui convertit les signes des conditions en contraintes systématiques subordonnées à des opérations stratégiques. Dans l'éternité de l'essence tout se ramène à une lecture stratégique des signes qui happe les signifiants possibles d'une situation déhistoricisée ». (Ibid. p. 544). Cette lecture stratégique des signes se traduit notamment par la production sociologique, donc « experte » de « p)rofiles du terroriste-type » énumérant les caractéristiques permettant dorénavant le « dépistage précoce » des éventuels « candidats-terroristes » qui sont à surveiller.

⁴⁸⁶ Georges Conn, *Orient. Occident. La fracture imaginaire*. Paris. La Découverte. 2002. p. 36.

⁴⁸⁷ Louis Gill, *Le néolibéralisme*, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM. 2002. p. 30. Gill affirme que « Selon les chiffres relevés en 1998 par le Rapport mondial sur le développement humain du programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD), à la fin des années 1990, les 20% les plus riches de l'humanité accaparaient 86% des richesses: les 20% les moins riches, 1,3%. En 1960, le revenu des premiers était 30 supérieur au revenu des seconds. En 1995, il était 82 fois supérieur. Dans plus de 70 pays, le revenu par habitant était à la fin des années 1990 inférieur à ce qu'il était 20 ans plus tôt. Les 225 plus grandes fortunes du monde dépassaient les 1000 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel de près de la moitié de l'humanité. Aux États-Unis le pays le plus riche du monde, 45 millions de personnes vivaient sous le seuil de la pauvreté. 40 millions étaient sans couverture médicale. 52 millions étaient illettrés. En ce même pays, selon une enquête de la revue *Business Week*, un dirigeant d'entreprise gagnait en moyenne 20 fois le salaire d'un ouvrier en 1980, 85 fois en 1990 et 530 fois en 2000 » (Ibid.). Dans le même sens le « *Center on Budget and Policy Priorities* » a publié le 14 décembre 2007 une étude qui stipule que l'inégalité des revenus aux États-Unis a atteint des taux records. Arloc Sherman, l'auteur de cette étude affirme que « *Real after-tax incomes jumped by an average of nearly \$180,000 for the top 1 percent of households in 2005, while rising just \$400 for middle-income households and \$200 for lower-income households, according to new data from the Congressional Budget Office (CBO).*

l'intérieur des pays mais aussi entre les pays. En outre, « la mondialisation conduit à une accentuation de la concurrence entre les capitaux, entre le capital et le travail, entre le travail qualifié et le travail non qualifié »⁴⁸⁸.

Par ailleurs, si la conjonction du libéralisme économique et de la fin de la guerre froide était dans l'idéologie néolibérale censée favoriser la paix, on a observé, au contraire, « à la fois une décentralisation et une accélération des conflits. 60 pays ont été en conflit depuis 1989, dont 14 pays africains »⁴⁸⁹. Le « nouvel ordre mondial » proposé par George Bush père, promu par Clinton et imposé par George W. Bush fils a été marqué par la persistance des guerres, des conflits et des antagonismes. Il a été caractérisé par l'exacerbation des conflits ethniques (bon nombre d'entre eux sont le vestige des politiques coloniales), des génocides et des guerres civiles. On note également

« (...) une montée en puissance d'une mondialisation de la criminalité, avec grande corruption, trafic des armes, blanchiment de l'argent dans les *off shore* ou réseaux mondialisés de la drogue. En 1998 on estimait le commerce de la drogue à 8% du commerce mondial et son chiffre d'affaires à 400 milliards de dollars. Cette économie criminelle est à la fois un facteur de conflits et de décomposition des États et de sous-développement »⁴⁹⁰.

Mais « après le 11 septembre, un nouveau niveau de conflictualité a été franchi à l'échelle internationale », avec une administration états-unienne néoconservatrice qui privilégie le militarisme et lance non seulement les États-Unis mais le monde entier dans une aventure impérialiste prédatrice qui ne peut qu'y semer le chaos. Selon Alain Joxe : « Un "chaos" remplace désormais complètement et pour longtemps le monde ordonné, manichéen, de la "guerre froide". Mais il a tout de même des "formes", une morphologie dynamique »⁴⁹¹.

This starkly uneven growth brought income inequality to its highest level since at least 1979, when CBO began gathering this data. Taken together with prior research, the new data indicate that income is now more concentrated at the top than any other time since 1929 ». Arloc Sherman. « Income Inequality Hits Record Levels, New CBO Data Show ». *Center on Budget and Policy Priorities*. publié le 14 décembre 2007 URL <http://www.cbpp.org/> (document PDF). consulté le 18-01-2008.

⁴⁸⁸ Philippe Hugon, « Le renouveau des questions de développement dans le contexte de la mondialisation ». in Pierre Dockès (dir.). *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 491-517, p. 498.

⁴⁸⁹ Ibid. p. 499.

⁴⁹⁰ Ibid.

⁴⁹¹ *L'Empire du chaos*. Paris. La Découverte. 2002. p. 17. Joxe décrit comme suit la morphologie dynamique du chaos : « un noyau surdéveloppé: des zones constellées de grumeaux de démocratie et/ou de libres marchés, disposés en couronnes: puis plus loin, en taches et séparés par des membranes institutionnelles, économiques et militaires flexibles ou éphémères, des zones de crises, avec des violences barbares, s'exerçant contre des poubelles sociales, ou des génocides: au dessus un système de surveillance comprenant des satellites

Face à la réalité du monde de l'après-guerre froide, et tentant de déchiffrer cette morphologie du chaos, plusieurs penseurs qui se disent « réalistes » ont remis en question le modèle de la « société-monde » ou du « petit village mondialisé » comme mythe optimiste de l'eschatologie humaniste. Pour eux, nous ne sommes pas en train de vivre « la fin de l'histoire » avec le triomphe du modèle libéral et la disparition de l'ennemi communiste. L'histoire continue. Ils ont déjà depuis le milieu des années 90 commencé à esquisser les lignes qui définiraient les zones des conflits futurs en se référant de plus en plus à des modèles qui prennent plutôt en considération le caractère polémogène de la politique internationale de la fin du XX^e siècle.

En traçant les lignes de conflictualité qui caractériseraient le monde à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècle, ce n'est pas cependant autour de l'inégalité structurelle⁴⁹² qui marque l'économie du marché ni sur la violence caractéristique de l'expansion impériale qui lui est inhérente⁴⁹³ que certains penseurs « réalistes » ont défini les conflits futurs de l'humanité. En analysant la politique internationale, de nombreux observateurs et commentateurs ont persisté à suivre le raisonnement libéral qui fait l'impasse sur la réalité des rapports de force en jeu ainsi que les origines socio-politiques et l'histoire de ces conflits dans toute leur complexité en les réduisant à l'extrême à travers l'évocation d'un « retour de l'archaïque »

d'observation et des bureaucraties interprétrices des observations et des bases de données; également un peu partout, un système de répression des bases et des stocks fixes ou mobiles, coordonnés pour maintenir une logistique d'intervention militaire globale; enfin, des systèmes d'alliances et des systèmes de commandements euro-américains sous commandement américain. Ce chaos structuré est un modèle fractal. Ce zonage apparaît en effet à toutes les échelles : à l'échelle du monde, à l'échelle des continents, à l'échelle des régions, des nations et des provinces. À l'échelle des villes, enfin, des quartiers et des familles, voire des individus en crise sombrant dans la folie et le suicide, car la "crise" touche toutes les échelles » (Ibid. pp. 17-18).

⁴⁹² Cette inégalité est structurelle dans le sens où elle est une condition essentielle du marché et non pas une anomalie destinée à disparaître. « Contrairement à une idée souvent avancée, la globalisation n'implique pas une homogénéisation de l'espace économique. La différenciation des territoires constitue la condition nécessaire au mouvement des marchandises, des capitaux et des investissements. Elle est au cœur de la dynamique de la marchandisation. Le maintien des disparités fonde la spécialisation » (Charles-Albert Michalet, « La spécialisation internationale n'est plus ce qu'elle était », in Pierre Dockès, op.cit., pp. 389-415, p. 401). Plus encore contrairement à la théorie ricardienne des avantages comparatifs qui fonde la théorie de la spécialisation des nations, le commerce international ne profite pas à tous, et le marché n'est pas le lieu d'un jeu à somme nulle. Il y a toujours des gagnants et des perdants, et la logique de la puissance fait que ceux qui sont gagnants s'arrangent pour l'être et le rester toujours (Consulter le chapitre 4 de la présente thèse pour une explication plus détaillée de ce fait central du capitalisme). Si cette inégalité est masquée dans l'idée smithienne du marché comme le lieu de la rencontre des intérêts à somme nulle et de la théorie ricardienne des avantages comparatifs elle est louée dans l'idéologie néolibérale qui part d'une critique de l'égalitarisme des sociétés démocratiques qui régnerait depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

⁴⁹³ Ces analyses font l'impasse, par exemple, sur le fait que c'est l'organisation territoriale issue de l'ère coloniale et qui ne respecte pas la complexité ethnique qui est à l'origine de nombreux conflits dans les pays du tiers-monde ou entre eux (ex : le conflit entre l'Inde et Pakistan à propos du Kashmir issu de la division héritée de la colonisation britannique et n'ayant à l'origine rien à voir avec les préceptes hindous ni avec l'islam).

ou d'une « montée de l'irrationnel », d'un « retour du religieux »⁴⁹⁴ ou encore de la résurgence des « anciennes haines » ethniques et religieuses comme moteur des conflits dans le monde. Ils ont ainsi décrit le monde de l'après guerre froide comme un monde où règneraient les affrontements entre ensembles géoculturels dans un monde où les particularismes rendraient difficiles de véritables échanges avec l'extérieur, malgré le désenclavement offert par les moyens de transport et de la communication. Dans ce modèle, la conscience de la différence serait l'outil de la compréhension du rapport au monde. Ce modèle obéirait ainsi à une logique de confrontation intercommunautaire entre identités holistiques.

S'insurgeant contre l'optimisme du discours mondialiste, Benjamin Barber a produit ainsi dans *Jihad versus McWorld*⁴⁹⁵ un diagnostic qui se veut réaliste dans sa description de notre monde et qui met sérieusement en doute le potentiel démocratisant du capitalisme. Son analyse montre que les bénéfices de la libéralisation économique ne seront pas équitablement répartis au sein des sociétés qui se convertissent à l'économie du marché. Mais il réussit, quand même, à préserver le modèle capitaliste en faisant de ses détracteurs, des « fondamentalistes » qui rejetteraient les valeurs de la modernité. Ce seraient, à ses yeux, les tendances antimodernes et fondamentalistes, dont les germes se trouveraient dans la culture, qui seraient à l'origine de l'opposition à la globalisation.

Quant à Robert Kaplan, l'influent reporter américain, il affirme dans plusieurs de ses livres et articles⁴⁹⁶, qui décrivent ses voyages personnels dans le monde (l'ex-Yougoslavie et les régions avoisinantes telles que l'Albanie, l'Afrique de l'Ouest, Le « Moyen-Orient ») que les grandes régions du monde sont menacées par les rivalités ethniques et religieuses et le

⁴⁹⁴ Bernard Lewis, *The Crisis of Islam : Holy War and Unholy Terror*, New York, Orion Publishing Group (coll. Phoenix), 2003; Bernard Lewis, *What went wrong? The Clash Between Islam and Modernity in the Middle East*, New York, Orion Publishing Group (coll. Phoenix), 2002. Voir aussi Bernard Lewis, *Le retour de l'islam*, Paris, Gallimard, 1993; Mohamed Cherif Ferjani, *Islamisme. Laïcité et droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan, 1991. Notons que Lewis interprète un événement historique comme le guerre du suez, qui a eu lieu lors du temps fort du nationalisme arabe du leader arabe nationaliste Gamal Abdennaser (bien avant l'émergence de l'islam politique) comme reflétant non pas la volonté des peuples arabes de se libérer de la présence occidentale coloniale sur leurs terres (fait politique) mais « déjà comme une hostilité à la culture occidentale » (Alain Gresh, « Bernard Lewis et le gène de l'islam ». *Le Monde diplomatique*. Août 2005, (En ligne). URL : <http://www.mondc-diplomatique.fr/2005/08/GRESH/12402#nh4>), consulté le 20 décembre 2005.

⁴⁹⁵ *How Globalism and Tribalism Are Reshaping the World*, New York. Times Books, 1995.

⁴⁹⁶ Robert d. Kaplan, *Balkan Ghosts : A Journey Through History*, New York. St.-Martin's Press, 1993; « The Coming Anarchy ». *Atlantic Monthly* 273, n° 2, 1994, pp. 44-76; *The Ends of the Earth A Journey at the Dawn of the 21st Century*, New York, Random House, 1996.

déchaînement de « vieilles haines » qui font que les habitants de ces régions ne peuvent trouver la libération que dans la violence. Esquissant un tableau très pessimiste de ces régions du monde, le discours alarmiste de Kaplan prétend adopter une position plus réaliste que l'optimisme qui a marqué le discours mondialiste à la veille de la chute des régimes communistes. Il exhorte les États-Unis, de façon de plus en plus directe surtout dans ses écrits les plus récents⁴⁹⁷ à assumer leur rôle d'empire en s'impliquant militairement dans le reste du monde pour le sauver de l'anarchie qui le marque et menace de s'étendre pour toucher la « civilisation ».

D'autres, « réalistes » ont aussi « fait appel de façon, à peine voilée, aux vieilles théories raciales »⁴⁹⁸ pour appuyer l'idée du caractère inévitable des conflits entre les peuples et recommander au gouvernement américain de maintenir une solide défense dans le monde de l'après-guerre froide. Ainsi aux États-Unis, Fouad Ajami, Bernard Lewis, Daniel Pipes, en plus d'une autre foule d'experts auto-désignés de « l'islam » ainsi que du « terrorisme » et des questions d'ordre stratégique ont publié et publient encore, surtout depuis le 11 septembre, des analyses alarmistes sur les dangers de ce qu'on appelle « l'islam politique » et la culture de l'islam motivés par une haine des valeurs occidentales et une tendance inhérente à la violence. Réduisant le monde musulman à une culture figée et éternelle, ces analyses le décrivent comme étant caractérisé par une haine qui n'aurait rien à avoir avec l'histoire de la politique américaine dans cette partie du monde mais qui s'expliquerait, de toute évidence par leur rejet des idéaux de liberté et de démocratie qui sont propres à l'Occident, voire à l'Amérique. Dans son article « *The Roots of Muslim Rage* »⁴⁹⁹, Bernard Lewis, qui fut le premier à lancer la formule « le choc des civilisations » qui a été ensuite popularisée par Samuel Huntington, affirme en ce sens,

« (...) cette haine va au-delà de l'hostilité à certains intérêts ou actions spécifiques ou même à des pays donnés. mais devient un rejet de la civilisation occidentale comme telle, non pas seulement

⁴⁹⁷ *Warrior Politics - Why Leadership Demands a Pagan Ethos*, Random House, 2001; « Supremacy by Stealth », *Atlantic Monthly*, July-August, 2003.

⁴⁹⁸ Gresh, loc.cit.

⁴⁹⁹ Bernard Lewis. « The Roots of Muslim Rage. Why Do So Many Muslims Deeply Resent the West, and Why Their Bitterness Will Not Be Easily Mollified ». *The Atlantic Monthly*, Boston, septembre 1990. Notons que Bernard Lewis est très proche de Paul Wolfowitz et des néoconservateurs de l'administration Bush. Il est aussi partisan de la politique israélienne comme de la guerre contre l'Irak.

pour ce qu'elle fait mais pour ce qu'elle est et les principes et les valeurs qu'elle pratique et qu'elle professe »⁵⁰⁰.

Nous trouvons dans l'analyse de Samuel Huntington élaborée dans son livre *The Clash of Civilizations*⁵⁰¹ l'illustration la plus complète de ce genre d'analyse qui se réclame du réalisme. Adoptant le point de vue réaliste de compréhension des relations internationales, Huntington pense comme Hans Morgenthau que « la politique internationale est lutte pour le pouvoir ou pour la suprématie entre nations et groupes de nations ». Pour lui « la fin d'une grande guerre ou des conflits jette les bases pour de nouveaux conflits » car « l'antagonisme et la lutte et les conflits entre individus, groupes et nations sont perpétuels et absolus »⁵⁰². Il rejette ainsi comme irréaliste la possibilité de la fusion des civilisations et de leurs modes d'être dans la mondialisation ainsi que celle de la réduction des causes des conflits engendrée par les relations de dépendance mutuelle liée à une économie mondialisée. Il conçoit la fin de la guerre froide non pas comme équivalente à la fin des conflits dans le monde mais comme le début d'autres genres de conflits.

Selon Huntington, si l'affrontement Est-Ouest avait refoulé les phénomènes identitaires et religieux, la fin de la guerre froide marque leur forte résurgence et même leur exacerbation avec la mondialisation qui, en augmentant les contacts entre les peuples, provoque par la même des réactions de rejet anti-occidentales motivées par la religion et la culture. Il affirme ainsi que le choc intracivilisationnel entre idées politiques incarné par l'Occident est en train d'être supplanté par le choc intercivilisationnel des cultures et des religions. Le choc, opposant ces civilisations entre elles, résultera de conflits souvent très anciens mais réapparaissant avec violence un peu partout avec la fin de la guerre froide qui les avait en quelque sorte neutralisé ou gelé.

Huntington distingue sept principales civilisations contemporaines: occidentale, confucéenne, japonaise, musulmane, hindoue, slavo-orthodoxe, latino-américaine (« excroissance » de l'occidentale). Au sein de ces principales « puissances géo-

⁵⁰⁰ Lewis, « *The Roots of Muslim Rage* », loc.cit.. cité in Gresh. « À l'origine d'un concept ». *Le Monde diplomatique*, septembre 2004, (En ligne), URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/09/GRESH/11390>, consulté le 03 janvier 2005.

⁵⁰¹ « The Clash of Civilisations », *Foreign Affairs*, été 1993, v :72, n° :3, pp. 22-28: « If not Civilizations, What? ». *Foreign Affairs*, novembre-décembre, 1993: *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. London, Simon and Shuster. 1996.

⁵⁰² Cité in Nichols Guyatt. *Encore un siècle américain? Les Etats-Unis et le monde au XXIe siècle*. Montréal. Enjeux-Planète. Ecosociété. 2002. p. 183.

civilisationnelles », deux principaux angles de « conflictualité globale » apparaissent : l'un autour du choc civilisationnel majeur islam / monde non musulman ; l'autre autour de l'opposition, tout aussi prégnante, entre, d'une part, l'Occident hégémonique (la « Supersociété » occidentale à prétention universelle dominée par les États-Unis), et d'autre part, le « Reste du monde » non occidental émergent ou non-industrialisé: principalement la civilisation asiatique « sino-confucéenne », l'islam et l'Inde.

Si, comme le note Jocelyne Cesari, « l'approche "huntingtonnienne" repose sur une prémisse qui ne peut être négligée : à savoir la place déterminante de l'identité et de la culture dans la configuration des relations internationales », et si elle « s'inscrit par ailleurs dans ce courant de recherche⁵⁰³ qui prend la mesure de la révolte contre l'Occident et alerte sur les perspectives ethnocentriques du projet des Lumières », il faut, néanmoins, souligner le caractère éminemment contestable, du point de vue de la sociologie, de « l'approche substantialiste et non critique de la culture en général et de l'islam en particulier employée dans cette démonstration »⁵⁰⁴.

Du point de vue de la sociologie de la culture, les identités et les processus culturels⁵⁰⁵ ne doivent pas être figés dans une approche fixiste et naturaliste comme celle qui domine le

⁵⁰³ Voir Adda Bozeman, « The International Order in a Multicultural World. The Expansion of International Society » in Hedley B. and Watson A., *The Expansion of International Society*, Oxford, Oxford University Press, 1984, pp. 387-406. L'importance donnée aux idées à la culture dans l'analyse de la politique globale et des relations internationales a été longtemps ignorée au profit d'une analyse de type réaliste qui est caractérisée par le positivisme et par l'économisme. La théorie néo-gramscienne d'analyse des relations internationales a tenté de remédier à cela. L'approche développée par Robert Cox a une place centrale dans cette tendance. D'autres auteurs comme Stephen Gill, Mark Rupert, Kees Van der Pijl et Otto Holman (école d'Amsterdam) se sont aussi inspiré du théoricien marxiste italien Antonio Gramsci pour élaborer une théorie de l'ordre mondial. À partir du concept d'hégémonie compris au sens de Gramsci, ils élaborent une théorie critique de la politique globale qui ne soit pas axée essentiellement sur l'économie mais qui tente de placer à son centre le politique et le rôle de l'idéal et du subjectif dans les enjeux qui caractérisent cette politique globale.

⁵⁰⁴ Jocelyne Cesari, « Islam de l'extérieur, musulmans de l'intérieur ». *Cultures et conflits*, 44, 2001, (en ligne), mis en ligne le 19-07-2002. Consulté le 19-08-2002. Actuellement disponible dans une version rééditée publiée le 22-03-2006, URL <http://www.conflits.org/index738.html>, consulté le 25 août 2006.

⁵⁰⁵ Si la question de l'identité a longtemps constitué une sorte de « boîte noire » pour un bon nombre de sociologues (Vincent de Gaulejac. « Sociologues en quête d'identité ». *Cahiers internationaux de sociologie*, n° : 111, février 2001, pp. 355-362, article disponible en ligne à l'adresse: http:// Cairn.webnext.com/load_pdf.php?ID_ARTICLE=CIS_111_0355) pour qui l'individu est d'abord « un agent en proie aux déterminations sociales », « un acteur plus ou moins stratégique », « un individu réagissant à des interactions permanentes ». les sociologues s'intéressent de plus en plus à cette question en cherchant à analyser l'individualisme triomphant. Il s'intéressent alors à l'individu comme sujet « capable d'intervenir sur ce qui le détermine et de contribuer à la production de la société dont il est par ailleurs le produit ». d'où le fameux « retour du sujet » (Ibid.). Ils s'intéressent ainsi à l'analyse de la dynamique du sujet du point de vue de son vécu en reconsidérant les rapports entre psychologie et sociologie. Depuis quelques années ainsi la question de l'identité est l'objet de nombreuses analyses en sciences sociales [ex. Alain Ehenberg. *L'individu incertain*. Paris. Hachette. 1995 (réédition 1999). Alain Ehrenberg. *La fatigue d'être soi. Dépression et société*. Odile Jacob. 2000]. S'ils se sont longtemps intéressés aux identités collectives des groupes, classes sociales, famille, genres, professions, l'identité pour eux

champ de l'étude des relations internationales. Ils apparaissent plutôt comme étant dynamiques et vivants. Or comme l'affirme Cesari, « de telles orientations sociologiques ne peuvent être que judicieuses dans les recherches internationalistes » car elles remettent en cause « la vision dominante d'acteurs stables produisant et reproduisant un monde prévisible et incitent à prendre davantage en considération l'hétérogénéité et les contradictions des univers culturels et sociaux en jeu »⁵⁰⁶. Le terme de civilisation tel qu'invoqué par Huntington renvoie, au contraire, à une conception naturalisante de la culture et de l'identité qui en fait quelque chose d'immuable. L'Orient en particulier correspondrait à cette image de fixité et de stabilité de l'identité qui fonde l'opposition classique entre sociétés modernes et sociétés traditionnelles. Le mouvement serait le propre des sociétés modernes, tandis que les sociétés dites traditionnelles peineraient, quant à elles, à sortir de leur torpeur et du passé.

Dans sa critique de l'orientalisme, c'est-à-dire l'Orient tel que crée par l'Occident⁵⁰⁷, Edward Saïd a déjà démontré que les concepts d'Orient et d'islam, tels qu'ils sont construits dans le discours orientaliste, n'existent pas dans la réalité. Ils sont en fait « des topos, des ensembles de références, une somme de caractéristiques liées à un imaginaire ». Saïd a aussi mis l'accent sur la corrélation entre l'impérialisme et la tradition scientifique orientaliste. Si les analyses de l'impérialisme ne prêtent presque aucune attention à la culture qui, estime-t-il,

designé aussi « un fait de conscience qui différencie les individus entre eux et, ensuite, les attributs du groupe qui lui confèrent une spécificité ». Cependant cette identité n'est pas conçue comme étant un attribut fixe attaché à l'individu, au groupe, ou à la société. c'est un processus complexe et dynamique qui combine plusieurs dimensions » (Jean Étienne et al., *Dictionnaire de sociologie : Les notions, les mécanismes, les auteurs*, Paris, Hatier, 2004, pp. 231-236). De nombreux travaux sociologiques se sont intéressés à l'identité culturelle, notion proposée dans les années 50 par Erikson. pour traiter des problèmes relatifs à l'immigration (ex : Isabelle Taboada-Leonetti, « Identité individuelle, identité collective. Problèmes posés par l'introduction du concept d'identité en sociologie. Quelques propositions théoriques à partir de trois recherches sur l'immigration », *Social Science Information*, vol : 20, no 1, 1981, pp. 137-167), et aux mouvements sociaux. Cette notion est alors devenue « terme d'usage courant mais qui recouvre des situations complexes, étudiées de points de vue différents : personne déplacée, mesure de l'identité, abandon du langage culturel, caractère multidimensionnel et dynamique de l'identité Aux Etats-unis et en France. de nombreux travaux soulignent les difficultés méthodologiques et épistémologiques rencontrées. Il ne s'agit pas d'une identité stable ni unique mais de "l'ensemble des stratégies" que l'individu et les groupes mettent en place selon leurs désirs et intérêts et les contraintes de la situation où ils se trouvent » (Madeleine Grawitz, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2004). C.f. également Jean-Claude Ruano-Borbalan, Jean-Claude Ruano Borbalan et Catherine Helpert (éds.), *Identité(s) L'individu, le groupe, la société*, Paris, Sciences Humaines, 2004 En ce qui concerne la question de l'identité (mais aussi l'identité culturelle et la question de la culture en général) dans le contexte de la mondialisation consulter Thierry Marres (dir.), *Mondialisation et identité, les débats autour de l'occidentalisation et de l'orientalisation*, 2009, Mike Featherstone, *Global Culture Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage, 1990 ; Hannerz, U., *Transnational Connections : Culture, People, Places*, Londres, Routledge, 1996 , Robertson, R., *Globalization . Social Theory and Global Culture*, Londres, Sage, 1992.

⁵⁰⁶ Cesari, loc.cit.

⁵⁰⁷ *L'Orientalisme. L'Orient crée par l'Occident* (traduit par Catherine Malamoud et préfacé par Tzvetan Todorov), Paris, Seuil, 1980.

« a joué un rôle décisif dans l'expérience impériale moderne », au sens de Saïd, la bataille autour du contrôle de la terre « ne se livre pas seulement avec des soldats et des canons mais aussi avec des idées et des formes, des images et de l'imaginaire ». ⁵⁰⁸ Autant que le profit tiré, que le nombre de fonctionnaires et de soldats, les « dispositions d'esprit » jouent un rôle fondamental dans la colonisation.

Ainsi l'orientalisme s'est-il affirmé « au cours du XIX^e et du suivant, à la fois comme une tradition savante, un mode de pensée fondé sur la distinction ontologique entre Orient et Occident et comme une institution au service de la domination ». Adoptant le langage de la science de l'époque, la théorie et la praxis orientalistes ont consisté à « reformuler (...) l'ensemble des structures héritées du passé en contribuant à pérenniser une vision essentialiste et totalisante de l'islam ». C'est ce qui fait que « l'Orient et avec lui l'islam apparaissent comme une “nécessité intellectuelle” ». En fait, « le criticisme historique et le moralisme scientifique de la philologie, permettaient à la critique rationaliste de s'affirmer dans l'étude des religions et de légitimer une opposition entre d'un côté, les religions et en particulier l'islam et de l'autre, la science ». ⁵⁰⁹

Fondée sur une fracture imaginaire et symbolique entre l'Occident rationnel et l'Orient irrationnel, cette représentation du monde est toujours à l'œuvre malgré les nombreuses critiques de l'orientalisme. Comme le remarque Cesari « (l')approche essentialiste dépeinte et critiquée par Saïd est loin d'avoir disparu ». Un orientalisme souvent latent continue d'agir très profondément à la faveur d'une représentation de l'islam comme fondant « un système clos, “un prototype des sociétés traditionnelles fermées” ». Cette représentation qui « dénie, toute capacité de transformation aux hommes et aux sociétés d'islam » s'inscrit dans une vision inégalitaire des sociétés humaines qui va de pair avec la geste coloniale. En fait, « de telles perceptions ont bien évidemment une portée idéologique qui depuis le XIX^e siècle légitiment toutes les entreprises de domination sur ces parties du monde » ⁵¹⁰. Georges Corm affirme dans le même sens que « la fracture imaginaire » ⁵¹¹ entre Orient et Occident cache en réalité de façon opportune des intérêts de puissance très profanes.

⁵⁰⁸ *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 2000, p. 44.

⁵⁰⁹ Cesari, loc.cit.

⁵¹⁰ Ibid.

⁵¹¹ Georges Corm. *Orient-Occident. La fracture imaginaire*. Paris. La Découverte. 2002.

La thèse du choc des civilisations sert à « recréer et légitimer un monde réifié d'agents culturels investis dans des conflits d'intérêts prédéfinis » c'est-à-dire à « la confrontation d'entités abstraites et rivales » qui sont définies culturellement. Ce fait « atteste que l'orientalisme latent a encore de beaux jours devant lui ». Cette tendance est renforcée par le contexte de l'après-guerre froide dans lequel il devient tentant de faire primer les facteurs culturels comme explication unique des conflits et des troubles de l'après-guerre froide. Or ce genre d'explication « ne tient pas compte de la réalité des groupes humains, engagés dans une histoire et dans l'histoire du monde ». En effet, « le comportement des acteurs dans les conflits nationaux, régionaux et mondiaux correspond à des logiques politiques variées qui sont incompréhensibles lorsqu'on refuse leur inscription dans le temps et dans l'espace »⁵¹².

Le discours dans lequel s'inscrit la thèse du choc des civilisations fonctionne ainsi au sens de Corm « en cercle clos, sans prise sur les complexités de l'évolution du monde ». Selon lui

« (...) tous les débats à la mode sur le déclin de la laïcité ou le retour du religieux (comme ceux qu'affectionnent les tenants de la thèse du choc des civilisations) (sont) en décalage complet avec la réalité des problèmes et les sources complexes des différents mal-être des sociétés en Occident et hors d'Occident. Ils entretiennent le mythe de la rationalité de l'Occident, opposée à l'irrationalité des autres sociétés, et continuent de jeter un voile opaque sur la compréhension des événements »⁵¹³.

La thèse de Huntington a suscité dans les milieux intellectuels beaucoup de débats. Ses prédictions sensationnalistes et la carte raciale-culturelle, qui ignore les déplacements massifs des populations qui ont eu lieu à la fin du XIX^e et au XX^e siècle, en jouant sur la « fracture imaginaire » entre l'Occident et le reste du monde, lui ont valu d'être rejetée par de nombreux auteurs⁵¹⁴. Mais ce n'est pas tant son contenu qui attire l'attention que le rôle stratégique qu'elle a joué dans le monde de l'après-guerre froide.

⁵¹² Cesari, loc.cit.

⁵¹³ Corm, op.cit., p. 21

⁵¹⁴ Pour un compte rendu exhaustif des critiques de cette thèse consulter l'article de Engin I Erdem, « The 'Clash of Civilizations' Revisited after september 11 », *Alternatives. Turkish Journal of International Relations*, vol. 1, no. 2, 2002. (En ligne) URL http://www.alternativesjournal.net/volume1_number2_erdem.htm, consulté le 16 mars 2005.

3.1.2 De la nature stratégique de l'outillage conceptuel servant à découper l'espace global du monde de l'après-guerre froide : l'exemple de la thèse du choc des civilisations

Au-delà des critiques que l'on pourrait adresser à la thèse « du choc des civilisations », ce qui est à souligner c'est le statut de celui qui l'a formulée et popularisée. Huntington a été, en fait, l'adjoint du fameux Zbigniew Brezezinski pour la sécurité nationale dans l'administration du président démocrate Carter et il est toujours et depuis longtemps l'un des théoriciens de la Commission trilatérale⁵¹⁵. Il fait partie des intellectuels de droite américains (souvent issus de la gauche et qui se considèrent toujours comme progressistes), qui ont mis en place l'outillage intellectuel du « nouveau capitalisme » ou de la globalisation de l'économie du marché. Quant Huntington parle il le fait en tant que stratège et ses propos reflètent souvent un consensus ou le préparent.

Huntington répond à travers la thèse du choc des civilisations à des questions d'importance stratégique qui se sont posées et se posent encore au monde de l'après-guerre froide :

« Le monde de l'après-guerre froide se caractérise-t-il par les conflits ou l'apaisement, par le désordre ou la stabilité, par la division ou l'unité? Quelle sera la structure future des relations internationales, autrement dit quels sont les principaux acteurs politiques? Quelles sont leurs relations? Où éclateront les principaux conflits? »⁵¹⁶.

Quand Huntington répond à ces questions il ne le fait pas en tant que porte-parole officiel des États-Unis mais exprime un sentiment profond partagé, un état d'esprit général, un jugement de valeur commun à plusieurs sommets de la hiérarchie politique américaine. En fait, si elles sont souvent rejetées sans même avoir été étudiées ailleurs, aux États-Unis, où il

⁵¹⁵ La commission trilatérale est une « boîte à idée » (*think tank*) internationale discrète créée en 1973 à l'instigation de David Rockefeller et Zbigniew Brezezinski, regroupant des membres des élites dirigeantes (grands patrons, hommes politiques, conseillers d'État, universitaires, etc.) d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon et qui derrière l'objectif affiché de construire des liens politiques et économiques privilégiés entre les démocraties occidentales, exerce un contrôle rigoureux sur les États et fixe les règles de l'économie mondiale. Olivier Pironet, in *Manière de voir* (Le Monde diplomatique) 72. Le nouveau capitalisme, décembre-janvier 2004, pp. 96-98, p. 96. d'autres think tanks qui ont des vocations proches le World Economic Forum, les Bilderberg, etc. Voir aussi le site de la Commission trilatérale. <http://www.trilateral.org>.

⁵¹⁶ Wang Jisi. « Conflit de civilisation fondement théorique et significations pratiques », partie 2. *Cultures et Conflits*, http://www.conflits.org/article.php?id_article=6937nb2

jouit au contraire d'une grande notoriété et où il passe pour un fort respectable « *think tank* », ses idées ne font l'objet d'aucun débat⁵¹⁷.

L'implication stratégique de la thèse de Huntington pour les États-Unis est claire. Huntington met en garde les décideurs américains contre l'optimisme mondialiste de la thèse de la fin de l'histoire et affirme que les États-Unis doivent encore faire face à des ennemis importants dans plusieurs domaines. Ces ennemis, les États-Unis en ont aussi besoin car un ordre stable n'est, affirme Huntington, que le résultat du triomphe d'un rival sur un autre ou de l'extermination d'une partie par une autre⁵¹⁸. S'il avait été marqué au début des années 1990 par un optimisme techniciste⁵¹⁹, le débat stratégique aux États-Unis a graduellement accepté les thèses de Huntington comme évidentes. Il était devenu favorable à « un ajustement stratégique » pour contrecarrer les effets du genre de conflit qu'elles décrivent (entre civilisations, venant des extrémistes musulmans ou simplement parfois de l'islam dit-on) ainsi que celles des « menaces asymétriques nées de la globalisation (et qui créent) la possibilité d'annuler les effets de puissance des États-Unis (terrorisme, crime organisé transnationalisé, la prolifération nucléaire, biologique et balistique et la dissémination

⁵¹⁷ D'ailleurs, croyant à l'idée des vieilles haines qui seraient derrière les conflits ressurgissant à la fin de la guerre froide dans le « reste du monde », Washington n'a pu jouer un rôle utile dans la crise des Balkans. C.f. Guyatt, op.cit.

⁵¹⁸ Selon Shadia Drury professeur de science politique à l'université de Regina (Regina, Saskatchewan), titulaire de la chaire de recherche du Canada en justice sociale et auteur de deux livres sur les idées néoconservatrices de la nouvelle droite américaine (*The political Ideas of Leo Strauss*, New York, Saint Martin's Press, 1988; *The American Right*, New York, St. Martin's Press, 1997), cette idée issue de la pensée de Carl Schmitt se trouve au cœur des idées de la nouvelle droite américaine qui ont influencé la politique étrangère américaine durant les huit ans de l'administration de Georges W. Bush. Selon les néoconservateurs il faut maintenir le clivage ami-ennemi, cher à Schmitt, comme fondement de la politique et de l'État, sous peine de connaître le destin de la république de Weimar. Leo Strauss constituerait l'inspirateur principal des idées néo-conservatrices qui ont présidé à la rédaction du *Project for a New Century* et qui ont été mises en pratique lors de la guerre américaine contre le terrorisme. Un cercle formé des disciples de Strauss et de Alan Bloom a particulièrement été actif dans la promotion de cette guerre. Il s'agit d'experts-penseurs placés à des postes-clés de l'administration de Georges W. Bush et soutenus par l'*American Enterprise Institute* tels que Paul Wolfowitz, Richard Perle, Douglas Feith, William Kristol (c'est son père Irving Kristol qui était un étudiant de Strauss) et bien d'autres. Pour une analyse des itinéraires des membres de ce cercle de 1968 aux années 2000 et de la renaissance du conservatisme américain (pour elle les idées de Strauss ne mènent pas nécessairement au néoconservatisme mais il a constitué le maître à penser de toute une génération d'hommes engagés dans l'action politique) consulter Anne Norton, *Leo Strauss et la politique de l'empire américain* (traduit de l'américain par Pierre-Emmanuel Dauzat), France, Denoël, 2006.

⁵¹⁹ Cet optimisme est souvent décrit comme la « révolution dans les affaires militaires » (RMA). Les moyens rassemblés sous visaient à « accroître la souplesse et la maniabilité de projection et de communication des forces, la précision des frappes en développant des innovations techniques susceptibles d'épargner les soldats » et « devaient mener à la pacification globale et à la guerre discriminante, idéalement au "zéro mort" ». Voir Saida Bédard, Recentrage stratégique des États-Unis vers la lutte contre les « menaces asymétriques », in Serge Cordellier (sous la direction de), *Le nouvel état du monde. Les idées-forces pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, La Découverte, 2002 (deuxième éd. actualisée), pp. 80-82, p. 80.

technologique) »⁵²⁰. Cet ajustement était supposé prendre la forme d'un remodelage de la « sécurité nationale » (la Révolution des affaires militaires ou RMA) pour faire face aux ennemis potentiels de la puissance américaine. Adoptant la thèse du « clash des civilisations » comme un paradigme de compréhension du monde, certaines analyses stratégiques ont suggéré l'islam comme le nouvel ennemi principal des États-Unis, voire de la démocratie et de l'Occident, comme la menace « verte » et non plus « rouge » du XXI^e siècle⁵²¹.

Avec le 11 septembre, le « terrorisme islamique » est devenu la menace qui monopolise un débat stratégique qui adopte la thèse du choc des civilisations comme l'unique paradigme valable de compréhension du monde ainsi que comme la seule justification des budgets alloués à la défense aux États-Unis mais aussi partout ailleurs dans le monde. Cette menace justifierait l'exercice par les États-Unis du rôle d'une police internationale qui agirait de façon préemptive contre ceux qui pourraient poser des gestes hostiles à sa puissance.

Avec la doctrine de la guerre préventive (*pre-emptive war*), annoncée par Georges W. Bush lors de son discours sur l'État de l'Union en janvier 2002, le rôle de police internationale s'affirme même contre ceux qui n'ont pas encore posé de gestes hostiles contre l'ordre ainsi imposé. La menace qui justifie le rôle de police n'a pas besoin d'être réelle, elle n'a pas besoin d'exister en soi, elle peut seulement être virtuelle. L'ennemi devient ainsi partout, il est externe et interne, à la fois réel et virtuel. Il devient l'ennemi absolu, celui qui est identifié à un principe mauvais, c'est-à-dire au Mal, d'où le caractère total de la guerre contre lui. Cette guerre n'a pas comme objectif le retour de la paix mais la suppression de cet ennemi, son élimination pure et simple⁵²². La théorie de la « guerre juste » américaine fonctionne ainsi selon une logique manichéenne (*you are with us or against us*) fondée sur une division morale binaire du monde (l'empire du Bien contre les barbares) qui s'applique partout.

⁵²⁰ Les menaces asymétriques étaient définies comme les stratégies de contournement utilisées par les plus faibles au fort, c'est-à-dire par les adversaires potentiels face à la surpuissance technologique des États-Unis, Ibid., p. 81

⁵²¹ Voir le Rapport rédigé dès 1992 par Paul Wolfowitz intitulé *Defence Planning Guidance*, <http://defenselink.mil/osd/topleaders.html>; pour des extraits du rapport voir aussi http://www.barridun.net/pnac_b.html, voir également Elaine Sciolino. "Seeing Green: The Red Menace is Gone but here's Islam". *New York Times*, 21 janvier 1996.

⁵²² C.f. Alain de Benoist. « Repenser la guerre ». loc.cit.

La guerre contre l'Afghanistan, l'invasion de l'Irak qui n'ont fait qu'instaurer le chaos au « Moyen-Orient » comme l'offensive israélienne en 2006 contre le Liban (qui a détruit toute l'infrastructure du pays et a pris les civils pour cible) ont été justifiées au nom de cette guerre préventive contre le terrorisme: celui des Talibans en Afghanistan (censés avoir abrité Ben Laden qui est était comme eux un ancien allié des États-Unis), celui du régime de Saddam Hussein en Irak (censé avoir des liens avec le réseau terroriste fantomatique d'Al-Qaïda, ce qui s'est avéré n'être qu'un mensonge), celui du Hezbollah au Liban.

Ces guerres totales, qui se prétendent justes sans pouvoir prouver la légitimité de leur causes comme l'exige la doctrine classique,⁵²³ et qui n'ont respecté aucune limitation à la conduite de la guerre (entre belligérants et non belligérants, belligérants et neutres, proportionnalité), ont été donc conçues comme des guerres sans fin, sans limites spatiales ni temporelles (*Infinite justice*). Tendanciellement inachevable et justifiant un interventionnisme qui n'accepte aucune limitation morale ou légale, la guerre contre le terrorisme se rattache aux

⁵²³ La doctrine de la "guerre juste" fût à l'origine la réponse au problème, qui s'est posé aux théologiens du christianisme, de la compatibilité de la guerre (entre princes chrétiens mais aussi contre les infidèles à l'occasion des croisades) avec la foi chrétienne, notamment avec la Conquête européenne du Nouveau Monde (la question de la légitimité des titres de Conquête débattue par les théologiens de l'école de Salamanque). Selon Saint Augustin, qui définit le concept de "guerre juste" que nous retrouvons de nos jours, si la guerre est en elle-même immorale (*tu ne tueras point*), il existerait des exceptions qui la rendraient légitime. Dans sa *Somme théologique*, il affirme que la même autorité divine a elle-même prévu des exceptions au « tu ne tueras point »: « les hommes qui ont fait des guerres au nom de Dieu ou qui ont puni de mort des criminels au nom d'un pouvoir officiel agissant selon les lois divines – c'est-à-dire le pouvoir de la raison la plus juste » (Saint Augustin, *La Cité de Dieu*, I, 21, cité in Alain de Benoist, « Repenser la guerre », loc.cit.). Cette doctrine a été réaffirmée par Saint Thomas d'Aquin qui est un autre grand théoricien de la guerre juste. Selon lui c'est la façon dont une guerre est déclenchée (*jus ad bellum*) et la façon dont elle est conduite (*jus in bello*) qui définissent la justice ou l'injustice d'une guerre. Pour Thomas d'Aquin, une guerre offensive peut être considérée « juste » si elle est conforme à trois exigences: être menée par une autorité publique légitime, répondre à une « intention droite » (c'est-à-dire qu'elle a pour but de laver un affront, d'infliger un châtement ou d'obtenir réparation) et être susceptible de causer à l'adversaire seulement des dégâts proportionnés à ceux qui ont provoqué le conflit. Les juristes et théologiens espagnols des XV^e et XVI^e siècles comme Vitoria et Suarez, qui ont systématisé la notion de guerre juste, y ajouteront une condition supplémentaire: que la guerre soit le seul moyen d'obtenir satisfaction ou réparation (Cf. R. Regout, *La doctrine de la guerre juste, de saint Augustin à nos jours*, A. Pedone, 1934 cité in Alain de Benoist, « Repenser la guerre », loc.cit.). Ils sont aussi d'une certaine façon les premiers à avoir parlé d'une juste guerre d'ingérence. Pour Vitoria, la solidarité qui unit les nations les autorise à intervenir dans les des conflits où elles ne sont pas directement impliquées et même à venir en aide à des populations opprimées par la tyrannie. Il écrit ainsi « les princes peuvent, en vertu du droit naturel, défendre l'univers contre l'injustice » (cité in de Benoist, « Repenser la guerre », loc.cit. Dans le même sens, Saint Augustin affirmait avant lui que la guerre juste « punit une injustice » (cité in de Benoist, « Repenser la guerre, loc.cit.). L'autre face de la guerre juste est ainsi celle de la guerre comme punition du coupable. Si en cherchant à légitimer leur guerre contre l'Irak, les Américains ont prétendu venir en aide à une population sous la tyrannie, ce deuxième sens de la "guerre juste" (punir une injustice) se trouve à la tête des arguments invoqués dans leurs justifications de la guerre contre ce pays, conçue comme première étape de la « guerre contre le terrorisme ». Pour justifier la guerre contre l'Irak, l'administration de Bush a tenté d'établir un lien entre le dit « réseau d'Al-Qaïda », accusé d'avoir planifié et perpétré les attaques du 11 septembre contre les États-Unis, et Saddam Hussein. Même si ce lien n'a pu être prouvé, en attaquant l'Irak, l'armée américaine, dans la tête des soldats Américains, agissait en "légitime défense" contre "le terrorisme" dont leur pays a été l'objet pour la première fois dans son histoire.

« (...) anciennes guerres saintes qui apportent l'onction divine à l'extermination de l'ennemi (hébreu *milchemet mitzvah*). Ceux qui mènent de telles guerres ont obligation de n'épargner rien ni personne. La victoire étant censée confirmer la supériorité de la croyance ou de la religion du vainqueur, l'ennemi est tout naturellement assimilé au Mal, c'est-à-dire à un ennemi personnel de Dieu. Toute réconciliation avec lui devient impensable, mais également toute paix, aussi longtemps du moins qu'il ne s'est pas converti, puisque cela reviendrait à accepter un compromis avec le Mal. ».⁵²⁴

Présentant la guerre contre le terrorisme comme une croisade du Bien contre le Mal et se déployant dans une obsession de l'élimination de l'ennemi, à la fois interne et externe, le discours belliciste qui a cultivé la paranoïa et l'insécurité générales face à un danger imminent pendant la première décennie du XXI^e siècle nous rappelle la rhétorique et le vocabulaire de la guerre froide, cette période historique décisive pour la puissance américaine.

Plusieurs intellectuels américains et non américains s'étaient déclarés contre la guerre américaine contre l'Irak, beaucoup d'entre eux avaient condamné l'offensive israélienne contre le Liban et de nombreux autres interrogent le bien-fondé de la poursuite de la guerre en Afghanistan mais la plupart d'entre eux ont appuyé (et appuient encore), néanmoins, l'idée de la guerre contre le terrorisme⁵²⁵. Les divergences et les débats, surtout aux États-Unis, portent souvent sur les moyens à prendre pour combattre le terrorisme et non sur la validité de sa définition comme un seul et unique phénomène identique partout dans le monde. Le débat ne porte surtout pas sur son enracinement socio-historique, c'est-à-dire sur les causes politiques, sociales et économiques dans lesquelles il peut trouver des raisons d'être et de prospérer telles que l'appui inconditionnel des États-Unis à l'État d'Israël au détriment des Palestiniens, la présence militaire massive et provocante sur les territoires nationaux d'États

⁵²⁴ C.f. Alain de Benoist. « Repenser la guerre ». loc.cit.

⁵²⁵ Plusieurs intellectuels américains et non américains se sont déclarés contre la guerre américaine contre l'Irak mais ils appuient, néanmoins, la guerre contre le terrorisme comme une guerre juste. La mission américaine pour en sauver le monde leur semble nécessaire et évidente. Des dissidents de la politique étrangère américaine aussi connus que Richard Falk se sont empressés de déclarer "justes" les bombardements américains contre l'Afghanistan, voir notamment Richard Falk. « A Just Response ». *Nation*, 8 octobre 2001: « Defining a Just War ». *Columbia Journalism Review*, 29 octobre 2001. Quant à Christopher Hitchens, il adhère, comme le rapporte Nicholas Guyatt, à la thèse selon laquelle « le problème qu'Oussama ben Laden posait aux États-Unis ne concernait pas tant le pétrole ou l'aide américaine aux régimes corrompus que la religion. De ce point de vue, Ben Laden n'était rien d'autre que la figure de proue d'un mouvement mondial cherchant à remplacer la laïcité et le gouvernement démocratique par la loi islamique et la théocratie. Il ne pouvait pas être question ni de compromis ni de tolérance envers ben Laden et ses partisans. Leur objectif étant l'éradication du mode de vie occidental ». *Encore un siècle américain?* op.cit., p. 25. Cf. Christopher Hitchens. « Against Rationalization ». *Columbia Journalism Review*, 8 octobre 2000. Nous trouvons plusieurs autres versions de cet argument chez de nombreux intellectuels qui se disent critiques. Cf. Benjamin Barber, *Jihad versus McWorld*, Times Books, 1995. Voir aussi, Joseph S Jr. Nye, Yukio Saloh et Paul Wilkinson, *Addressing the New International Terrorism: Prevention, Intervention, and Multilateral Cooperation*. Commission trilatérale, 2003; Joseph S Jr., *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, Oxford University Press, 2003.

clients (l'Arabie Saoudite, la Jordanie, etc.) perçus par leurs populations comme un obstacle à leurs aspirations de démocratie et de liberté⁵²⁶ - un obstacle qui n'est maintenu que grâce au soutien américain-, les sentiments de frustration qui en résultent et qui sont exacerbés par la répression, l'absence de perspectives politiques, les clivages grandissants entre puissants et faibles, riches et pauvres, etc.⁵²⁷.

Tout genre d'explication de la situation politique, sociale et historique qui peut amener une compréhension réelle des véritables enjeux est occulté dans les médias mais aussi dans les œuvres académiques, littéraires et de divertissement. Ce qu'on appelle « le terrorisme islamique » devient un terme fourre tout pour obscurcir la réalité et pour discréditer tout genre d'action politique dans la région. On trouve mélangés dans ce concept actes de violence répréhensibles, perpétrés par le fameux réseau d'Al-Qaïda, mais aussi résistance nationale (comme celle du peuple palestinien), mouvements de contestation et de lutte contre la politique américaine (comme celle en Irak). À tout ceci la grille d'analyse dominante colle le terme de terrorisme ainsi que l'étiquette religieuse faisant de cette région une zone de violence endémique inexplicable, motivée par la religion ainsi que par l'incapacité de cette partie du monde de s'intégrer à la modernité. La solution qui a été invoquée c'est d'y imposer de force la démocratie, les droits de l'homme et la laïcité. Il faut uniformiser le temps en libérant cette région du passé, duquel elle semble incapable de sortir, pour garantir la généralisation de la paix.

⁵²⁶ Pippa Norris et Richard Inglehart ont conduit une étude empirique, sur la base des résultats de la base de données du « World Values Survey », qui compare les valeurs sociales et politiques des sociétés occidentales et des sociétés musulmanes. À partir de cette étude, ils ont conclu que les sociétés musulmanes n'aspirent pas moins que les sociétés occidentales à la démocratie, et que les sociétés occidentales ne sont pas les seules à croire à ses vertus. C'est ce qui remet en question l'affirmation huntingtonienne selon laquelle les sociétés musulmanes et les sociétés occidentales ont des valeurs politiques (il parle de la démocratie principalement) radicalement différentes à cause de leurs de leurs croyances religieuses différentes (c.f. Pippa Norris et Richard Inglehart, « Islam and the West. Testing the Clash of Civilizations Thesis ». John F. Kennedy School of Government, Harvard University, *Faculty Research Working Papers Series*, avril 2002, p. 14, URL [http://ksghnotes1.harvard.edu/research/wpapers/nsl/rwp/RWP02-015/\\$File/rwp02_015_norris_rev1.pdf](http://ksghnotes1.harvard.edu/research/wpapers/nsl/rwp/RWP02-015/$File/rwp02_015_norris_rev1.pdf)). L'étude empirique de Manus Milarsky arrive à la même conclusion en affirmant à partir des données collectées qu'il n'y a pas de rapport négatif entre islam et démocratie infirmant ainsi la thèse huntingtonienne du conflit imminent entre Occident et monde musulman sur la base de leurs rapports différents à la démocratie (c.f. Manus I. Midlarsky, « Democracy and Islam: Implications for Civilizational Conflict and the Democratic Peace », *International Studies Quarterly*, Vol. 42, No.3, 1998, pp.485-511; Consulter également Susan Buck-Morss, *Thinking Past Terror : Islamism and Critical Theory on the Left*, New York, London, Verso, 2003 ainsi que John Esposito et John Voll, *Islam and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

⁵²⁷ Évidemment en affirmant ceci je ne plaide pas pour une analyse qui ne prend en considération que les facteurs externes dans cet empêchement de la démocratie. Des facteurs internes comme la présence ou l'absence d'une culture politique et l'histoire nationale dans chaque pays de cette région doivent nécessairement faire partie d'une telle analyse. Mais les facteurs externes sont souvent absents des analyses dominantes de la situation de la démocratie dans cette région du monde.

Le résultat de l'application de cette grille d'analyse est l'imposition d'un nouvel ordre juridique et idéologique qui entérine le retour de l'impérialisme rendant caduques les anciens principes du droit international qui tiennent la souveraineté des États pour inviolable et impose le recours à la force (la guerre) comme nouvelle grammaire des relations internationales.

3.1.3 Le retour au colonialisme et la nouvelle doctrine impérialiste

La guerre contre le terrorisme a été pour le gouvernement américain l'occasion d'annoncer haut et fort son intention de s'arroger le droit d'intervenir contre n'importe quel pays non seulement pour éliminer toute menace réelle ou imaginée contre son pays et ses intérêts mais aussi pour y instaurer la démocratie sans aucun égard aux principes du droit international et à sa tête le principe de la souveraineté des États. Seuls les États-Unis ont eu du fait droit à cette souveraineté. La leur était déclarée absolue alors que celle des autres pays était devenue conditionnelle de leur bonne conduite. C'est ainsi que, comme l'affirme Philippe S. Golub, « dans la période historique qui s'ouvre (avec le 11 septembre), la force est devenue la grammaire exclusive des relations internationales »⁵²⁸. Selon lui

« (...) les États-Unis et certains de leurs alliés sont engagés dans ou prêtent main forte à des opérations militaires ou paramilitaires dans plus d'une douzaine de pays en Asie centrale, en Asie orientale, au Moyen Orient, dans le Golfe Arabo-persique, en Amérique latine et en Afrique. D'une intensité variable, ces opérations sont dirigées contre des réseaux islamistes mais aussi contre des mouvements n'ayant aucun rapport direct avec les événements du 11/09 »⁵²⁹.

Ces opérations militaires ont été accompagnées d'une mobilisation militaro-technologique d'une ampleur exceptionnelle⁵³⁰ ainsi que d'une augmentation des dépenses militaires qui a

⁵²⁸ Philippe S. Golub, « Une nouvelle grammaire des rapports internationaux », intervention au colloque international du 11 septembre 2002 organisé par Attac France, publié sur le site Web d'Attac France, le 16-10-2002. URL: [http://www.France.attac.org/\\\$spip.php?article1158](http://www.France.attac.org/\$spip.php?article1158); consulté le 22-03-2003.

⁵²⁹ Ibid.

⁵³⁰ Golub écrit : « Cette réponse opérationnelle anti-terroriste s'accompagne d'une mobilisation militaro-technologique d'une ampleur exceptionnelle déjà équivalent en 2001 aux budgets militaires rassemblés des quinze pays qui suivent les EU en ce domaine. le budget du Pentagone va être augmenté de 120 milliards de dollars sur cinq ans. En 2002, ce budget atteint 343 milliards de dollars, une hausse de 13% par rapport à l'année précédente. D'ici 2006, les dépenses militaires représenteront près de 5% du produit intérieur brut américain (contre 3% en 2000), soit des niveaux de guerre froide. Dans l'immédiat, l'effort sera concentré sur : 1- Le développement d'une nouvelle génération d'armes (moyens de gestion de bataille électroniques permettant aux forces armées américaines d'obtenir la supériorité sur le champ de bataille tout en limitant d'éventuelles pertes américaines, (C3I), drones téléguidés, armes nucléaires miniaturisés, etc.). 2- Le renforcement des moyens de projection aériens et navals des forces d'intervention ("airlift and sealift power projection capabilities") américaines basées aux États-Unis, en Europe et en Asie orientale, et une augmentation des effectifs des forces spéciales (estimées actuellement à près de 40 000 hommes). A plus long terme, l'administration Bush a décidé de privilégier la recherche et le développement de technologies anti-missiles (*National Missile Defense*, NMD) et

atteint les niveaux de la guerre froide (de 3% du produit intérieur brut américain en 2000 on passe à 5% en 2006).

Tout ceci n'avait cependant rien à avoir avec le 11 septembre comme l'affirme Golub. La justification avancée par l'administration Bush de cette mobilisation militaro-technologique a été fondée sur l'idée de la vulnérabilité nouvelle des États-Unis après les attaques du 11 septembre ainsi que sur la nécessité de sa protection contre la menace que représenteraient le terrorisme et les États voyous. Or, comme le soutient encore Golub, «comme toutes les actions terroristes perpétrées les vingt dernières années, les attentats du 11 septembre ont été mis en œuvre avec des moyens techniques très rudimentaires, en l'occurrence des cutters»⁵³¹. En outre, la menace terroriste n'a rien à avoir avec les systèmes anti-balistiques en cours de développement et la militarisation de l'espace. L'effet de dissuasion de ce genre de mesures fonctionne avec les États dont la logique obéit à un calcul rationnel. Mais les menaces terroristes venant d'acteurs non étatiques (réseaux terroristes) n'obéissent pas à ce genre de calcul, donc la menace qu'ils peuvent poser ne peut être prévenue par ce genre de mobilisation. Les États faisant partie de « l'axe du mal », n'obéissent, quant à eux, à la logique du calcul rationnel de tous les États et ne peuvent courir le risque d'une destruction certaine.

Selon Golub « la mobilisation (américaine) a(vait) donc une finalité différente (...), assurer la suprématie militaire perpétuelle des États-Unis »⁵³² et éliminer toute menace à leur hégémonie mondiale. De même, si l'acharnement militaire américain contre l'Irak a été présenté comme une étape cruciale dans la guerre contre le terrorisme, cette guerre semble avoir été en réalité motivée par d'autres raisons. En effet, en attaquant l'Irak, les États-Unis répondaient à la demande de leur allié israélien⁵³³, de plus ils cherchaient à remodeler complètement la région dans un sens plus conforme à leurs intérêts.

d'armes spatiales futuristes destinées à assurer ce que le Pentagone appelle « *Space Dominance* », ou domination spatiale (par exemple, des lasers basés sur des satellites ou encore des missiles stationnées dans l'espace) » (Ibid.).

⁵³¹ Ibid.

⁵³² Ibid.

⁵³³ Consulter à ce sujet John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, « The Israel Lobby ». *London Review of Books*, no 6, vol. 28, le 23 mars 2006 (En ligne) : URL : <http://www.lrb.co.uk/v28/n06/mear01.html> consulté le 02-02-08. Les auteurs développent leur thèse plus amplement dans John Mearsheimer et Stephen Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, London, Penguin Books, 2008 (2007, Farrar, Strauss et Giroux).

Du reste, l'acharnement américain contre l'Irak est souvent analysé, dans une perspective critique, comme étant motivé principalement par une raison concrète qui se trouve derrière la rhétorique de la guerre contre le terrorisme et le discours de la démocratisation de la région, le pétrole. Mais ce n'est pas en soi que le pétrole est convoité. Il l'est surtout en tant que « la clef de voûte d'un système économique mondial et commande sur le long terme les rapports de force entre les puissances. Qui peut peser sur la production, la circulation et les prix du pétrole, peut orienter le système mondial »⁵³⁴. Mais les États-Unis ne cherchent pas seulement à assurer leurs approvisionnements, ils visent beaucoup plus le contrôle des ressources énergétiques dont vont dépendre dans les décennies qui viennent les économies de leurs principaux concurrents, à commencer par la Chine. En effet, l'Asie est actuellement, malgré les difficultés de l'économie mondiale, la région la plus économiquement dynamique dans le monde. Les stratèges américains observent particulièrement la Chine dont la puissance est vraisemblablement la seule qui pourrait, à leurs yeux, rivaliser avec les États-Unis à l'horizon des quinze ou vingt prochaines années. Ce pays, qui est le plus peuplé de la planète est ainsi souvent désigné dans les textes officiels américains⁵³⁵ comme un ennemi potentiel.

Si la rhétorique de la diabolisation de l'ennemi utilisée par les États-Unis pour justifier leur interventionnisme militaire rappelle celle de la guerre froide, la conjoncture dans laquelle la guerre contre le terrorisme a été au centre de la politique étrangère américaine était ainsi différente. Elle était caractérisée par l'hégémonie militaire absolue d'une seule superpuissance : celle des États-Unis. Une hégémonie que les administrations américaines (qu'elles soient républicaines ou démocrates) ont toujours cherché à maintenir peu importe le prix. Leurs politiques étrangères sont essentiellement construites autour de cet objectif.

Au lieu de traiter des origines de la violence et du terrorisme, l'administration américaine de Georges W. Bush a choisi la colonisation directe comme politique privilégiée envisagée et pratiquée. Ainsi, comme le souligne Golub

⁵³⁴ Sami Nair. « Le pétrole véritable enjeu de la guerre américaine en Irak ». in *Libération*, Paris. 13 Janvier 2003, en ligne. URL : <http://www.malhoum.com/press4/128E16.htm> consulté le 03 avril 2005.

⁵³⁵ Voir le document intitulé *Joint Vision 2020*, émanant du comité des chefs de l'état-major américain, qui qualifie la Chine de menace directe pour les États-Unis. URL: <http://www.dtic.mil/jointvision/jvpub2.htm>, Cf. également Robert Kagan et William Kristol (éd.). *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defence Policy*, San Francisco, Ca, Encounter Books, 2000. Les auteurs y tracent notamment un parallèle entre la position des États-Unis vis-à-vis de la Chine et celle de l'Allemagne au début des années trente vis-à-vis de l'Allemagne nazie.

« (...) au lieu de s'attaquer aux racines économiques, sociales et politiques qui engendrent et permettent la reproduction de la violence dans les tiers-mondes, les États-Unis et d'autres pays occidentaux vont y projeter leurs forces armées. Le but affiché est d'assurer la sécurité des États-Unis et de l'Occident par la guerre, en soumettant les peuples indociles des tiers-mondes, en renversant les "États voyous", et en mettant sous tutelle les "États faillis" post-coloniaux»⁵³⁶.

Aux yeux de Golub l'interventionnisme militaire, au nom des principes humanitaires ou sous le motif affiché de la démocratisation, signale en réalité le passage à « une nouvelle ère de colonisation ». On ne se contente plus ainsi de

« (...) la re-colonisation indirecte constatée ces vingt dernières années, organisée au travers des organisations financières internationales et l'institutionnalisation d'un ordre économique mondial néolibéral inégalitaire dans lequel les périphéries étaient soumises aux centres du capital »⁵³⁷.

Il s'agit d'une forme de colonisation directe par la force, effectuée dans des zones sensibles telles que le Golfe arabo-persique. Si cette forme de colonisation s'est exprimée à travers une politique unilatéraliste américaine durant les huit dernières années, elle s'exprime de plus en plus maintenant à travers un rôle plus important de l'OTAN dans cette zone.

L'objectif de cette politique, selon Golub « n'est pas l'acquisition territoriale mais le contrôle »⁵³⁸, il n'empêche qu'il s'agit d'une stratégie impériale »⁵³⁹. En fait, quand on cherche le principe de légitimité qui se trouve au fondement du rôle de police internationale que les États-Unis réclament depuis longtemps (Roosevelt) et pas seulement depuis la fin de la guerre froide, on ne peut retrouver le sens classique de la doctrine de la souveraineté telle qu'elle est limitée par d'autres souverainetés dans le monde. Plusieurs « *think tanks* » américains évoquent plutôt l'idée de l'empire comme fondement de la politique étrangère américaine. Rome hante l'imaginaire de l'après-guerre froide des stratèges américain et elle est souvent citée comme un exemple à suivre. Face aux guerres américaines contre l'Afghanistan et l'Irak, il n'y a eu dans les médias américains qu'apologie pour l'ingérence directe des États-Unis dans ces deux pays. L'Amérique y a été exhortée à prendre à cœur son

⁵³⁶ Golub, loc.cit.

⁵³⁷ Ibid.

⁵³⁸ C'est moi qui souligne.

⁵³⁹ Golub, loc.cit.

rôle d'empire. Si la tentation impériale était déjà là avant les attentats contre les tours jumelles, elle n'a jamais été aussi clairement exprimée⁵⁴⁰. Il était ainsi devenu évident

«qu'une nouvelle doctrine impériale est en train de voir le jour aux États-Unis et au Royaume Uni. une doctrine qui ne se cache pas derrière des euphémismes et des discours lénifiants. Comme toutes les doctrines impériales passées, le nouveau discours impérial et colonial américain se

⁵⁴⁰ Voir par exemple Robert Kaplan, « Supremacy by Stealth », loc. cit., qui cite des exemples éclairants. Le sens de la politique américaine se dégage facilement à la lecture de la presse et des revues spécialisées anglo-saxonnes. On peut citer les exemples recensés par Golub. Il cite par exemple un éditorialiste du *Wall Street Journal* qui écrit (dans un article intitulé « Argument en faveur d'un empire américain ») : « Ce n'est pas un hasard si l'Amérique (est aujourd'hui engagée) dans des actions militaires dans nombre de pays où des générations de soldats coloniaux britanniques ont fait campagne (...), dans des zones où il a fallu que les armées occidentales interviennent pour étouffer le désordre (...) l'Afghanistan et d'autres contrées troublées implorent aujourd'hui [l'Occident] pour qu'il mette en place une administration étrangère éclairée comme celle autrefois offerte par ces Anglais confiants portant des jodhpurs et des casques coloniaux ». Golub cite en outre Stephen Peter Rosen, Directeur de l'Institut d'études stratégiques *Olin* de l'Université Harvard qui écrit « une entité politique disposant d'une puissance militaire écrasante et utilisant ce pouvoir pour influencer sur le comportement des autres Etats s'appelle bel et bien un empire (...). Notre but, poursuit-il, n'est pas de combattre un rival, car il n'y en a pas, mais de conserver notre position impériale et de maintenir l'ordre impérial ». Cet ordre sera entièrement « façonné au profit (exclusif) d'objectifs impériaux américains ». Selon Golub également « le conseiller personnel aux affaires étrangères de Tony Blair, M. Robert Cooper, affirme ``(entre les pays occidentaux) il faut agir selon des lois et dans le cadre d'un [système] de sécurité ouvert et coopératif. Ailleurs, lorsqu'il s'agit d'Etats situés en dehors du continent post-moderne européen, nous devons revenir aux méthodes plus dures d'une ère précédente : la force, l'attaque préventive. La ruse, bref tout ce qui est requis pour s'occuper de ceux qui vivent encore dans la guerre de tous contre tous du XIX^e siècle`` ». Entre nous, ajoute-t-il, « nous respectons la loi. Mais quand nous agissons dans la jungle, nous devons utiliser la loi de la jungle ». Par ailleurs, Cooper affirme selon Golub que « ``même si les mots empire et impérialisme sont devenus des termes d'opprobre en Europe, les opportunités, sinon la nécessité de la colonisation sont aussi grandes qu'elles l'étaient au XIX^e siècle ». Bref, selon M. Cooper, ce qu'il nous faut aujourd'hui ``est une nouvelle forme d'impérialisme, acceptable du point de vue des droits humains et des valeurs cosmopolites (...). Un impérialisme qui a pour but, comme tout impérialisme, d'apporter l'ordre et l'organisation (...). Comme Rome, [l'Occident] transmettra aux citoyens de l'empire certaines de ses lois, leur fournira un peu d'argent, et construira quelques routes`` » (loc. cit.).

Aux yeux de l'historien anglais de Oxford, Niall Ferguson, l'impérialisme anglais et l'impérialisme américain sont « foncièrement bienveillants et bienfaiteurs, tous deux ayant voulu et permis que le libéralisme et l'ouverture économique se répandent dans le monde, promouvant la démocratie, la paix et le règne du droit ». Il estime qu'« aujourd'hui encore plus qu'hier, le monde a besoin d'un empire libéral hégémonique, c'est-à-dire des États-Unis et de la PAX AMERICANA » (Sylvie Laurent, « Grande Bretagne/États-Unis, Niall Ferguson, intellectuel « Rock Star » et dissident transatlantique », *La vie des idées*, Juillet/Août/Septembre 2004, URL : <http://www.rpid.com/spip.php?article232>, consulté le 22-06-2005). S'appuyant sur sa notoriété académique d'historien, Ferguson sert aux américains et au monde un discours déjà familier sur la globalisation, la puissance et l'empire. Ferguson semble donc être la version britannique et rafraîchie des néo-conservateurs qui n'ont cessé de se réclamer de Churchill. Au sens de Ferguson, « il faut que les États-Unis soient un empire mais un véritable empire qui n'a pas peur de dire son nom (comme le souhaitent les néoconservateurs et refusent les démocrates de le faire en préférant se présenter comme ``la nation indispensable``) et qui ne recule pas devant l'expression absolue de la puissance » (Ibid.). Ferguson présente, cependant, une analyse fine mettant « l'accent sur les divergences de nature entre l'empire britannique et les États-Unis d'aujourd'hui : le premier était exportateur d'hommes et de capitaux, alors que le second importe les uns comme les autres (...). Mais la différence principale entre l'Angleterre du 19^{ème} siècle et les États-Unis d'aujourd'hui est plus fondamentale : elle est de nature morale ». Pour Ferguson qui, semble-t-il conseille le candidat républicain aux élections présidentielles américaines John Mc Cain, « alors que la première s'assumait fièrement comme empire et se donnait par conséquent les moyens de la puissance, les États-Unis sont eux un ``empire in demal``, un empire qui refuse de s'accepter tel et donc de faire ``l'empire`` ». Pour Ferguson, « les États-Unis n'ont pourtant jamais cessé, depuis leur naissance de n'être que cela, s'édifiant même sciemment sur les principes d'une idéologie d'expansion impériale » (Ibid.).

targue d'apporter la civilisation et l'ordre aux barbares vivant aux marges dans des zones de désordre »⁵⁴¹.

John Rawls fournit le cadre normatif de ce nouvel impérialisme dans son livre *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*⁵⁴². En vertu de ce cadre normatif (fondé sur une éthique pragmatique), seuls « les peuples ordonnés » ont le droit de mener des guerres. Il affirme en ce sens qu'

« (...) aucun État n'a le droit d'entrer en guerre pour réaliser ses intérêts rationnels, par opposition à ses intérêts raisonnables. Le *droit des peuples* confère cependant le droit d'autodéfense à tous les peuples bien ordonnés (libéraux et décents), ainsi qu'à toute société qui applique et respecte un *droit des Peuples* raisonnablement juste»⁵⁴³.

En outre sa doctrine de la guerre juste stipule que « les peuples bien ordonnés ne se font pas la guerre (...) et ne combattent que les États qui ne sont pas bien ordonnés et dont les visées expansionnistes menacent la sécurité et les institutions libres des régimes bien ordonnés et provoquent la guerre »⁵⁴⁴. Par ailleurs la doctrine juste que Rawls formule spécifie que « dans la conduite de la guerre, les peuples bien ordonnés doivent distinguer avec soin trois groupes: les dirigeants politiques et administratifs de l'État, ses soldats et sa population civile ». Mais si cette population civile ne doit pas être « mis(e) en esclavage ou en servage après la capitulation, et l'on ne peut, le moment venu, lui refuser ses pleines libertés », une exemption à cette règle existe, au sens de Rawls, pendant les moments d' « urgence absolue », dont la définition est, évidemment, laissée aux soins de ce que Rawls appelle les « peuples ordonnés ». Selon lui « cette exemption nous autorise à ignorer dans certaines circonstances le statut bien défini des civils, qui interdit normalement qu'ils soient la cible d'une attaque directe pendant la guerre »⁵⁴⁵.

Rawls fournit une légitimation claire de la conduite des Américains et de leurs alliés dans leurs guerres impériales qui fonctionnent selon des standards doubles. Il y a ainsi dans l'imaginaire libéral une représentation abstraite de l'espace du monde qui le divise en une

⁵⁴¹ Loc.cit.

⁵⁴² (traduit de l'anglais par Bertrand Guillaume). Québec. Boréal. 2006 (President and Fellows of Harvard College 1999).

⁵⁴³ Ibid., p. 113.

⁵⁴⁴ Ibid., p. 117

⁵⁴⁵ Ibid., pp. 117, 121

zone de droit qui s'applique aux rapports entre « États ordonnés » et une zone de non-droit⁵⁴⁶ qui légitime le recours à tous les moyens pour vaincre « les peuples non ordonnés », « les États faillis » et les « États voyous » et les ramener à l'ordre.

3.1.4 L'ennemi interne et la montée du discours autoritaire et répressif de la droite

Le discours de la droite a trouvé dans la conjoncture engendrée par les attaques terroristes contre les États-Unis une bonne occasion non seulement pour la promotion et l'accélération des conditions d'une confrontation globale mais aussi les conditions propices pour imposer l'évidence de la vision néoconservatrice du monde à l'intérieur des démocraties libérales.

Parallèlement à l'obsession sécuritaire de l'ennemi extérieur, une autre obsession se déchaîne ainsi contre l'ennemi interne : l'immigrant ou tout simplement l'« étranger ». La priorité accordée à la question de la sécurité et le contexte d'obsession de l'ennemi a élevé la côte des discours traditionnellement formulés par la droite qui reprennent souvent les thèmes de l'immigration et de « l'identité nationale ». Soutenue par le contexte de la guerre contre le terrorisme, la droite réussit même à établir une association entre immigration et terrorisme.

Ainsi « alors qu'une globalisation impérialiste fait tomber les barrières pour imposer au maximum la libre circulation du capital, des marchandises, de l'information et de la culture de masse, les États du Nord rendent leurs frontières plus étanches aux personnes ». C'est ce qui fait que « l'étranger est refoulé dans un non-lieu légal, national, économique et imaginaire »⁵⁴⁷. Les attaques du 11 septembre semblent être à l'origine d'un durcissement du discours sur l'immigration (ex : Autriche, Danemark, Allemagne, Grèce, Italie et Portugal mais aussi partout ailleurs aux États-Unis et en Europe) et sur la sécurité qui déhistoricise des notions utilisées dorénavant comme allant de soi tels que l'État, le territoire, la nation, l'identité, etc.

Aux États-Unis par exemple, depuis le 11 septembre, « des rhétoriques sur l'ennemi intérieur reprenant les métaphores de la cinquième colonne ou de la tumeur cancérogène reviennent

⁵⁴⁶ Il faut noter que le droit des gens européens a fait la même chose. Dans *Le nomos de la terre dans le droit des gens du jus publicum europaeum* (Paris, PUF, 2001, traduction française du *Der Nomos Der Erde*). Carl Schmitt étudie la construction de cet ordre juridique global européen qui selon lui visait, à partir du XVI^e, non à évacuer la guerre, mais à la limiter.

⁵⁴⁷ Marco Veilleux. « Nouveaux visages de la migration ». *Relations*, numéro 720, novembre 2007, pp. 10-11, p. 11

dans les discours qui font pression sur les communautés pour qu'elles expriment leur loyauté envers les États-Unis »⁵⁴⁸. La lutte contre le terrorisme devient le prétexte pour la création d'une « justice parallèle » à celle qui caractériserait l'État de droit. Répudiant les principes de base de la justice et du droit, cette lutte rend légales des mesures qui sont contraires au principe libéral de l'égalité de tous devant le droit. Comme le souligne Ayse Ceyhan « par sa dimension sécuritaire, la lutte contre le terrorisme porte sur l'identification (*profiling*) et la surveillance d'une nouvelle catégorie de personnes à risques, la restriction de la politique d'immigration »⁵⁴⁹. Ce genre de mesures trouve sa justification dans une dimension symbolique jouant sur les croyances, les émotions et les valeurs.

Imposées sans véritables débats publics, Les lois anti-terroristes et les mesures de sécurité introduites au lendemain des événements du 11 septembre ont été l'occasion d'introduire discrètement une série de rubriques contenues dans les lois anti-terroristes, présentées comme concernant la sécurité au quotidien, mais amalgamant sécurité intérieure, délinquance, critique et contestation sociales mais aussi tout type d'incivilité avec le terrorisme. Ces lois terroristes européennes ont été forgées dans le même esprit que celui de la loi anti-terroriste américaine. Ainsi comme le note Césari,

« La loi anti-terroriste ratifiée par George Bush le 26 octobre 2001 donnant des pouvoirs étendus en matière de contrôle des citoyens – y compris de leur famille et y compris de ceux qui ne sont pas citoyens américains – a été suivie par des initiatives comparables en Europe. En Grande-Bretagne, une loi sur l'anti-terrorisme, le crime et la sécurité est passée le 14 décembre 2001 et a soulevé un vrai débat sur la restriction des libertés publiques car elle aussi donne des pouvoirs accrus à la police en matière de recherche d'informations et de contrôle des citoyens. En Allemagne, deux lois ont été votées. L'une le 8 décembre, la seconde le 20 décembre 2001. Elles accroissent non seulement les moyens financiers des forces de sécurité mais aussi leurs pouvoirs d'investigation, prévoient des agents de sécurité armés sur les avions allemands et une révision de la loi accordant des privilèges aux organisations religieuses en tant que corporation de droit public »⁵⁵⁰.

Sous l'influence de la logique de la peur et tenus à l'écart des débats sur les lois anti-terroristes votées d'urgence sous le prétexte de l'état d'exception, les citoyens des démocraties occidentales ont subi (et subissent encore) des limitations dangereuses à leurs libertés en échange d'une « sécurité » illusoire dans un monde où l'insécurité devient un

⁵⁴⁸ Ayse Ceyhan, « Terrorism, immigration and patriotism. Les identités sous surveillance, *Cultures & conflits*, 44, 2001, (En ligne) mis en ligne le 22 mars 2006. URL <http://www.conflits.org/index746.html>, consulté le 05-07-2006.

⁵⁴⁹ Ibid.

⁵⁵⁰ Césari, loc.cit.

mode d'être quotidien. La généralisation du paradigme de l'insécurité s'accompagne de celui de l'état d'exception : « (...) l'exception devient la règle, tandis que la violence (étatique ou transnationale, institutionnelle ou sauvage) devient elle-même le *modus vivendi* d'un nombre croissant d'individus et de groupes »⁵⁵¹. La société entière est en état de défense indéfini qui justifie, selon la formule de Pierre Hassner une sorte d'« état d'exception permanent »⁵⁵² à l'égard des règles du jeu démocratique que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Ceci reflète un « tournant autoritaire » non seulement aux États-Unis mais dans la plupart des démocraties occidentales. Ainsi, « on assiste à une concentration sans précédent des pouvoirs aux mains de l'exécutif et à un recul important des libertés publiques »⁵⁵³. Ce tournant a été justifié au nom de

« (...) la légitime défense invoquée par les États-Unis (qui) cesse d'être un droit circonstanciel, lié à un événement particulier, pour devenir un droit permanent, structurel, une sorte d'impératif moral de l'Amérique au nom de la défense collective de la démocratie, plaçant de facto les États-Unis au dessus du droit international »⁵⁵⁴.

Étant donné la guerre américaine contre le terrorisme était réputée être une lutte contre le « mal » qui concerne « l'humanité » entière, cet état d'exception était censé s'imposer à toutes les sociétés du monde. L'état d'exception était devenu ainsi l'occasion pour l'imposition globale d'un nouvel ordre juridique dont les Américains étaient les ingénieurs et qui a consolidé leur suprématie dans le monde. Sur la base de cet état d'exception, un discours sécuritaire global a pris forme. Considérant les États-Unis comme le modèle qui répondrait aux problèmes des sociétés contemporaines, les tenants de ce discours ont considéré la « politique du pire » pratiquée par Washington comme une panacée. La démocratie à l'américaine fournirait à leurs yeux la recette non seulement contre « le

⁵⁵¹ Alain de Benoist. « La guerre nouvelle ». publié en septembre 2003 en ligne sur le site des *Amis de Alain de Benoist*. com URL. <http://www.alaindebenoist.com/pages/textes.php?cat+actualite&lang+fr>. consulté le 15-06-2004.

⁵⁵² Pierre Hassner, « Vers l'état d'exception permanent? », *Le Monde*, 24 Juin 2003, cité in Nicole Gnesotto, « Europe et États-Unis. Visions du monde, visions de l'autre », *Commentaire*, n° 115, printemps 2004, pp. 17-27, p. 20. L'article de Hassner peut être consulté en ligne. URL. http://www.libertysecurity.org/clise_article49.html

⁵⁵³ Golub. « Une nouvelle grammaire des rapports internationaux ». loc.cit.

⁵⁵⁴ Gnesotto, loc.cit., pp. 19-20.

terrorisme » mais contre tous les comportements « anti-sociaux » et toutes les formes « d'incivilité »⁵⁵⁵.

Votées d'urgence, les lois anti-terroristes ont été l'occasion d'imposer un encadrement global draconien des individus et des groupes qui est fondé sur l'idéal de la société du zéro risque (fantasme sécuritaire) et qui transforme les suspects d'entre eux (ceux qui dérogent à la normalité de l'ordre néolibéral) en des coupables qui doivent être « éliminés de la circulation »⁵⁵⁶. Ainsi fonctionne, en effet, la logique de la police⁵⁵⁷. Cette logique anti-politique s'affirme aussi dans la mise à l'ordre du jour des questions qui ne faisaient pas l'unanimité au sein des démocraties libérales telles que celles « du renforcement des contrôles des frontières et l'augmentation des pouvoirs des polices fédérales et locales ainsi que des militaires »⁵⁵⁸.

Les mesures de lutte contre le terrorisme marqueraient au sens d'Ulrich Beck le retour de l'affirmation de la souveraineté de l'État qui retrouve sa fonction hobbesienne de garant légitime de la sécurité, donc le retour du politique qui était supplanté par l'économique durant le triomphe de la logique néolibérale. Ulrich Beck souligne en ce sens que « les discours sur la coopération transnationale en matière de lutte contre le terrorisme s'accompagnent d'un renforcement soudain du rôle de l'État au détriment des politiques

⁵⁵⁵ Comme le souligne Jocelyne Cesari à propos de la loi anti-terroriste française. « En particulier, deux des mesures de la loi – celle concernant la tranquillité dans les halls des immeubles collectifs, et celle faisant encourir une peine maximale de six mois de prison aux fraudeurs « habituels » dans les transports en commun – n'ont semble-t-il aucune relation et n'auront d'ailleurs aucun impact sur la grande délinquance et le terrorisme ». (loc.cit.). De nombreux exemples similaires peuvent être tirés des lois anti-terroristes formulées dans d'autres pays.

⁵⁵⁶ C'est ainsi, en effet, que les Américains (le terme « Américains » fait référence ici aux décideurs américains ainsi qu'aux stratèges et « *think tanks* » qui orientent et définissent les politiques du gouvernement américain) comprennent le problème et nul autre ne l'a mieux exprimé qu'un ancien responsable de la CIA qui était à la tête de la section chargée de traquer Ben Laden. Expliquant le fondement du système des opérations de « restitution extraordinaire », ou de « délocalisation de la torture », en vertu duquel on kidnappe des suspects et on les transfère pour qu'ils soient interrogés dans des pays où la torture est pratiquée, et qui a été inventé par les avocats qui travaillent pour donner une base juridique aux opérations de renseignements pratiquées par la CIA afin de permettre des interrogatoires plus efficaces, ce responsable affirme que « le fond du problème est là – retirer de la circulation toute personne dont vous êtes sûr qu'elle est impliquée ou qu'elle envisage de s'impliquer dans des opérations faisant des victimes américaines représente une action qui en vaut la peine ». (Entrevue avec Stephen Grey, cité in Stephen Grey, « Délocalisation de la torture », *Le Monde diplomatique*, Avril 2000, pp. 10-11).

⁵⁵⁷ Voir plus bas dans le texte l'explication de la distinction établie par Rancière entre la logique de la police et la logique de la politique.

⁵⁵⁸ Ayse Ceyhan, loc.cit.

néolibérales de privatisation, de dérégulation et d'unification par le marché »⁵⁵⁹. Quant au retour du colonialisme et à l'interventionnisme militaire, ils sont souvent analysés comme marquant une rupture d'avec la politique étrangère américaine de l'après-guerre froide, fondée sur la promotion des marchés libres et de la démocratie.

S'agit-il vraiment d'un retour du politique? Cette affirmation de la souveraineté de l'État et de son monopole de la violence légitime pour assurer la sécurité s'inscrit-elle en rupture avec l'idée libérale d'un État non interventionniste et neutre, qui renonce à sa souveraineté et fonctionne à l'intérieur d'une rationalité déterminée par la logique du marché? Est-elle en rupture avec la tradition politique libérale mettant l'accent sur le règne de la loi et faisant la promotion des droits de l'homme (État de droit)? Assistons-nous vraiment à un retour soudain de l'État qui signifierait le retour du politique? Les événements du 11 septembre sont-ils suffisants pour expliquer ce passage qui nous fait basculer de la logique de la fin de l'histoire à la scène des origines, qui nous ramène aux identifications primaires et qui nous bute inévitablement contre l'autre? Comment sommes-nous passés de la logique de la globalisation néolibérale à la rhétorique culturalisée du choc des civilisations? D'un autre côté des conservateurs et néoconservateurs contribuent de leur part à promouvoir une vision du monde qui se nourrit des mythes bibliques et scripturaires. Ainsi Bush qualifie-t-il la guerre contre le terrorisme de « croisade », et parle de Ben Laden comme « *the evil one* ». Quant à Blair et Sarkozy, ils affirment que la question spirituelle est plus importante que la question sociale. Comment comprendre tout ceci. S'agit-il d'une rethéologisation du politique? Du retour en force du religieux souvent décrit par les sociologues?

3.2 Quelques éléments d'analyse de la production idéologique et géostratégique des nouvelles lignes de division globales dans le monde de l'après-guerre froide

3.2.1 Une « étrange utopie réaliste » : l'utopie néolibérale et les nouvelles lignes de division

Si l'Antiquité est considérée comme le prologue de la modernité, la conception que les Grecs ont du temps reste, comme celle des non-modernes, dominée par une vision du monde

⁵⁵⁹ Ulrich Beck, « Globalization's Chernobyl », *Financial Times*, 05. 11. 2001 (Une traduction de cet article a été publiée dans *Le Monde* du 18 novembre 2001). cité in Ceyhan. loc.cit.

caractérisée par la répétition, les cycles, ou le retour du même. Dans les théories proposées par les philosophes de l'Antiquité pour concilier la permanence du même et l'apparition du nouveau (problème du changement), les transformations du monde étaient expliquées par l'idée du cycle caractérisé par la croissance, l'apogée et le déclin. En effet, l'idée d'une fin absolue qui orienterait le temps de façon linéaire ne semble pas dominer la pensée des Grecs. « Ils conçoivent bien que les gens sont responsables à la fois de leurs actes individuels et collectifs, mais ils estiment que la modification des régimes politiques (par exemple) s'inscrit dans une trajectoire elle-même cyclique d'amélioration et de décadence »⁵⁶⁰, comme dans le *cosmos* dominé par les cycles et la répétition: le cycle de la reproduction des espèces biologiques, le cycle du parcours des astres...etc.

L'interprétation occidentale moderne de l'histoire provient, au contraire, d'une « espérance d'un accomplissement définitif de l'humanité à travers une temporalité historique linéaire (et cumulative) »⁵⁶¹. C'est la théologie chrétienne qui a ouvert la voie pour cette interprétation de l'histoire à travers la réinterprétation augustinienne d'Aristote qui « conserve de l'aristotélisme les éléments constitutifs du cycle (croissance/déclin) et la notion de nécessité (mais) s'en distingue en construisant une philosophie de l'histoire universelle qui exclut le retour du même (cycle unique) »⁵⁶². Mais si la philosophie de l'histoire augustinienne proposée sous la forme d'une « histoire du salut » conserve l'idée du cycle, fût-ce un cycle unique, maintenant ainsi l'idée d'une limite, l'acquisition de l'idéologie du progrès d'une position dominante dans le paysage intellectuel, à partir du XVII^e siècle, renforce l'idée de la

⁵⁶⁰ Jean-François Robinet. op. cit., p. 218. Robinet écrit « Parce que les Grecs écrivent leur histoire (inscription des événements dans une causalité immanente qui relève de la liberté humaine et non de l'intervention des dieux, constitution de l'histoire en se séparant des catégories du mythe), ils accèdent à la conscience historique. (...) Mais leur conscience historique reste limitée. L'horizon de leur monde est constitué par l'idée d'une nature qui détermine l'essentiel de la vie et d'un *cosmos* qui englobe tout. Dans le *cosmos* domine visiblement le temps de la répétition et du cycle » (Ibid.).

⁵⁶¹ Ibid., p. 221.

⁵⁶² Gilbert Rist, *Le développement: Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996, 427 p. 61. Selon Rist, l'originalité augustinienne quant au problème du développement réside dans trois facteurs importants qui influenceront l'histoire de cette notion: « a) La philosophie de l'histoire - proposée sous forme d'une histoire du salut - concerne l'ensemble du genre humain. Par rapport aux auteurs précédents qui s'intéressaient à l'histoire locale, nationale ou impériale, saint Augustin affirme l'universalité de son schéma, puisque toutes les nations de la terre sont soumises à la province divine. b) Les événements historiques particuliers n'ont d'importance que par rapport à leur inscription dans le plan de Dieu. L'histoire concrète n'est pas négligée, ni abandonnée à d'autres, comme c'était le cas pour Aristote, mais elle est interprétée dans le cadre du conflit qui oppose la cité des hommes à la cité de Dieu. Autrement dit, l'histoire occupe une place importante, mais seconde par rapport à la philosophie de l'histoire. c) En dépit de ses apparences sinieuses, l'histoire, obéit à une nécessité: l'enchaînement historique qui va de la création à la fin des temps ne peut être détourné ni par le hasard ni par les artifices humains. Le dessein de Dieu, arrêté de toute éternité, doit se dérouler inéluctablement ». (Ibid., pp. 60-61).

cumulativité des connaissances déjà présente dans le «débat des Anciens et des Modernes»⁵⁶³ et évacue la notion de cycle, favorisant une nouvelle lecture universelle de l'histoire.

Si dans cette nouvelle lecture de l'histoire la religion n'est plus la source du sens de cette histoire, la modernité désenchantée ne se passe pas de l'idée d'un sens de l'histoire orienté vers la réalisation d'une promesse. À l'espérance de rédemption par le salut dans l'au-delà de la métaphysique judéo-chrétienne, elle substitue la croyance dans un sens de l'histoire, c'est-à-dire «à un temps de marche vers un but, vers la manifestation d'une vérité ou l'accomplissement d'une émancipation»⁵⁶⁴ que les peuples ont à réaliser. L'idée de libération qui travaille les idéologies politiques modernes est fondée sur cette idée du sens de l'histoire tourné vers l'avenir et structuré par la promesse (laïcisée) du salut, de la rédemption que la Raison se charge de réaliser.

Cette histoire serait linéaire et se réaliserait dans l'idée du progrès. Dans le progrès humain, la modernité voyait «une évolution sinon inévitable du moins hautement probable; de plus elle devait être plus ou moins continue, autrement dit séquentielle»⁵⁶⁵. Au cœur de cette idée du progrès se trouve la promesse du salut dans le bonheur matériel pour tous. Le capitalisme et le socialisme partagent l'utopie de masse⁵⁶⁶ du bonheur matériel pour tous en mettant tous

⁵⁶³ Ibid., pp. 62-64.

⁵⁶⁴ Jacques Rancière. *Chronique des temps consensuels*, Paris, Seuil, 2005, p. 22.

⁵⁶⁵ Immanuel Wallerstein, *Impenser la science sociale pour sortir du XIXème siècle*, Paris, PUF, 1991, p. 62.

⁵⁶⁶ C.f. Susan Buck-Morss, *Dreamworld and Catastrophe*, op.cit. Selon Buck-Morss la fin de la guerre froide, qui est le point de départ de son analyse, ainsi que la désintégration des régimes socialistes de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique ne sont pas à interpréter comme le triomphe de la démocratie libérale et du capitalisme occidental. Buck-Morss soutient que ces événements historiques sont à interpréter comme marquant l'abandon de l'idée d'utopie de masse par les deux anciens adversaires de la guerre froide «l'Est» et «l'Ouest», comme le désenchantement général à l'égard d'une vision du monde ou de toute une *Weltanschauung* commune au socialisme et au capitalisme. Au sens de Buck-Morss, le rêve de la construction d'une utopie de masse, qui a travaillé le XX^e siècle, peut-être jugé comme dépassé du point de vue de la fin de ce siècle. Ce rêve qui donnait sens à la vie collective dans «l'Est» comme dans «l'Ouest» impliquait la croyance en l'idée selon laquelle la modernisation industrielle est la voie du progrès historique synonyme de la réalisation du bonheur matériel et de la fin de la rareté ainsi que de la construction de la «bonne société». L'abandon de cette croyance a signifié l'abandon de l'idée de projet social et son remplacement par une multitude de rêves privés de bonheur matériel qui s'associent à un cynisme politique. L'objectif de Buck-Morss est de démontrer les similitudes profondes entre les formes utopiques politiques et culturelles communes au capitalisme et au socialisme soviétique, même s'ils ne dépendent pas de façon similaire aux problèmes de la modernité.

les deux au cœur de la vie sociale, politique et économique des valeurs rattachées au développement et à la croissance compris comme croissance des quantités⁵⁶⁷.

Cette idée de la croissance comme voie de réalisation du bonheur matériel semblait aux yeux des libéraux une bonne solution au problème des inégalités sociales assurant la paix et la stabilité collectives dans la société. Mais, à partir des années 1970, avec la crise de stagflation, cette voie n'était plus envisagée comme solution au problème des inégalités sociales. L'idée de progrès semblait épuisée.

Avec le resurgissement de la question des inégalités sociales, lors de la crise de stagflation des années 1970, plusieurs intellectuels américains et européens (sociologues, politicologues, mais aussi des psychologues, des biologistes, etc.) se sont fait les défenseurs non pas de l'idée du bonheur pour tous mais des privilèges d'une minorité en proposant un nouveau discours qui ne vise plus à faire croire aux bienfaits de la croissance comme réponse à la question des inégalités qui assure une répartition plus équitable des surplus à travers des politiques sociales de redistribution de la richesse (État-providence).

⁵⁶⁷ Cette manière dont la modernité a problématisé son rapport au temps propose un ensemble nouveau de valeurs s'inscrivant en continuité avec saint Augustin et les modernes en considérant le «développement» et la croissance comme processus naturels et nécessaires. Mais elle est en rupture avec eux en ce que l'expansion de ces notions n'est plus «bridée», comme elle l'avait été pendant longtemps, par «la conscience d'une limite, d'une sorte d'optimum à partir duquel la courbe devait nécessairement s'inverser» (Ibid., p. 66. Consulter aussi la section «repères pour l'interprétation occidentale de l'histoire» pour voir l'évolution de la notion de «développement» depuis Aristote passant par St. Augustin jusqu'aux Modernes.(Cf. G. Rist, op. cit., pp. 52-80). En remontant à Aristote, Cornélius Castoriadis souligne, lui aussi, cette spécificité de l'idée du «développement» au sein de la modernité, en mettant l'accent sur le changement qu'elle a subi. En effet, dans la pensée aristotélicienne, «il ne peut y avoir de développement sans point de référence, un état défini qui doit être atteint, et la nature fournit, pour tout être un tel état final» (Castoriadis, «Réflexions sur le "développement" et la "rationalité" », sous la direction de Candido Mendès in *Le mythe du développement*, Paris, Seuil, 1977, pp. 205-241, p. 213). Castoriadis écrit dans ce sens. «le développement est le processus de réalisation du virtuel, le passage de la *dunamis* à l'*energeia*, de la *potentia* à l'*actus*. Cela implique évidemment qu'il y a une *energeia* ou un *actus* pouvant être déterminés, définis, fixés, qu'il y a une norme appartenant à l'essence de ce qui se développe: ou comme dirait Aristote, que cette essence est le devenir-conforme à une norme définie par une forme finale: l'*entelecheia*» (Ibid., pp. 212). Cependant, dans la représentation moderne du développement, cette conception du déroulement de l'histoire connaît un changement. Selon Castoriadis, «le développement historique et social consiste à sortir de tout état défini, à atteindre un état qui n'est défini par rien sauf par la capacité d'atteindre de nouveaux états. La norme est qu'il n'existe pas de norme. Le développement historique et social est un déploiement indéfini, infini, sans fin (aux deux sens du mot fin). Et pour autant que l'indéfini nous est insoutenable, la définitude est fournie par la croissance des quantités» (Ibid., p. 215). Cette idée du mouvement vers le toujours plus agit selon Castoriadis à un niveau très profond parce qu'elle est devenue ancrée dans l'imaginaire social avec «la propagation et la victoire finale de (cette) nouvelle "idée", l'idée que la croissance illimitée de la production et des forces productrices est *en fait* le but central de la vie humaine». Elle est à l'origine de tout un ensemble de valeurs, d'attitudes et de normes, d'une «nouvelle définition de la réalité et de l'être» (Ibid., pp. 214, 215). L'expansion de cette idéologie coïncide selon C. Castoriadis avec l'émergence et le triomphe de la bourgeoisie, et se manifeste dans l'idée de progression illimitée de notre connaissance et de notre puissance (domination de la nature). Mais elle est de moins en moins acceptée socialement ce qui constitue la crise du développement. (Ibid., pp. 214, 216-217).

Loin de chercher à réduire les inégalités, ce nouveau discours cherche plutôt à les justifier et même à les restaurer comme « moteur de l'histoire » et comme source de la vitalité et du caractère dynamique des sociétés. Qu'elles soient biologiques, économiques ou sociales, elles « sont au centre de la vie » et elles rendent possibles « la progression de l'humanité, la sélection et la promotion des meilleurs, des plus doués, dont dépendent l'avenir de tous les hommes et leur liberté ». Pour Irving Kristol, « les inégalités occasionnelles et effectives ne sont pas incompatibles avec la notion bourgeoise d'égalité » car « les talents et capacités humaines se distribuent selon une courbe en forme de cloche ». Cette courbe coïncide avec celle de « la distribution des revenus (...) » ce qui montre que dans une société « ouverte » les inégalités occasionnelles et effectives ne sont pas incompatibles avec la notion bourgeoise d'égalité »⁵⁶⁸.

Dans ce genre d'analyse, l'excès d'égalitarisme est identifié comme la cause de la crise des sociétés modernes qui pourrait inaugurer leur déclin si des mesures correctrices ne sont pas engagées. L'égalitarisme conduirait en effet « inexorablement en douceur ou brutalement vers la nuit et le brouillard totalitaire »⁵⁶⁹. Face à l'idéologie, qui ne peut que rendre le brouillard totalitaire plus dense, ces intellectuels mettent l'accent sur la fin inéluctable de l'idéologie (Daniel Bell) et l'urgence d'une nouvelle rationalité scientifique et philosophique permettant l'élaboration d'une « politique sociale «réaliste» à la marge de l'utopie, et contraire aux principes égalitaires (Huntington)»⁵⁷⁰.

En vertu de ce réalisme il ne devient plus nécessaire de chercher des solutions aux problèmes qui se posent collectivement à la société. Remettant en question la position libérale classique qui tentait d'alléger les maux sociaux par des politiques qui les visaient (Nathan Glazer) à travers une prise en charge collective, ce nouveau discours met l'accent sur l'idée que l'origine de la dégradation sociale ne peut pas être recherchée du côté de la société mais plutôt de celui de l'individu. Ainsi Edward Banfield affirme que

« (...) l'homme de la classe inférieure vit dans l'instant: il ne peut pas ou ne veut pas considérer l'avenir ni contrôler ses instincts (...). Imprévoyant et irresponsable, il a de fortes chances de

⁵⁶⁸ *Commentary*, novembre 1972, traduit et cité par Pierre Dommergues. « Dès 1978, l'outillage intellectuel est en place ». *Manière de voir. Le Monde diplomatique*, (le nouveau capitalisme), no 72, décembre 2003-janvier 2004, pp. 15-17, p. 15.

⁵⁶⁹ Christian de Bric. « Légitimer les inégalités sociales ». *Manière de voir*, op.cit., pp. 18-21, p. 18.

⁵⁷⁰ Dommergues, loc.cit., p. 15.

devenir un ouvrier non qualifié, de passer fréquemment d'un travail sans avenir à un autre, d'être un mari et un père médiocres »⁵⁷¹.

De même, ce nouveau discours rejette les explications économiques et sociales des formes de contestation (ex. les émeutes) des « classes inférieures ». Elles sont analysées comme des formes de déviance caractéristiques de la « populace » (« *the mob* » au sens de Kristol) qui s'expliquent en dernière instance par la culture qui marque les individus ainsi que leur classe. Ainsi en 1967, Banfield assurait qu'il était

« (...) naïf après les émeutes noires de penser que les efforts pour supprimer l'injustice sociale et éliminer la pauvreté, les taudis, le chômage, auront un effet sur le nombre de révoltes. Ces efforts ne modifieront pas sensiblement les facteurs qui produisent les émeutes. Les garçons et les filles des classes inférieures continueront à "tout casser" même lorsqu'il auront des chances égales d'emploi, de logement, d'éducation »⁵⁷².

Ce qu'une société devrait chercher à assurer c'est sa propre stabilité. Cet objectif ne se réalisera pas à travers l'introduction de plus de politiques sociales cherchant à réduire et à corriger les inégalités socio-économiques mais plutôt à travers le retour au respect des règles établies par les traditions et les coutumes (Hayek) qui ont montré leur efficacité en passant par un processus de sélection dans l'histoire, ainsi qu'à travers un retour à des valeurs sûres telles que celles de la famille, du mérite, et du travail.

Par ailleurs, si la république fondée sur le système représentatif était entendue dans l'esprit des pères fondateurs de la démocratie américaine (le pays aux formes politiques libérales exemplaires) comme moyen de contrôle des « factions » servant à « canaliser la populace ("the mob") », il faut désormais de nouveaux moyens pour contrôler les masses, qui ne sont jamais satisfaites, étant donné les tendances de la société démocratique à une « vitalité excessive », à une « participation populaire accrue » ainsi qu'à « la fidélité au concept d'égalité » (Huntington).

Mais les inégalités sociales et économiques ne sont pas seulement justifiées, elles sont camouflées à travers l'accent mis sur d'autres inégalités. Ainsi au lieu des inégalités verticales qui séparent les classes sociales, le nouveau discours sociologique, repris par les médias, met l'accent sur les inégalités transversales en dressant les ouvriers (« cols bleus ») contre les fonctionnaires (« cols blancs »), la société contre les ouvriers, les ouvriers au

⁵⁷¹ *The Unheavenly City Revisited*. Little Brown. Boston. 1970. traduit et cité par Dommergues. loc cit., p. 16.

⁵⁷² Ibid.

salaire minimum en industrie contre ceux du milieu des services, etc. Tout cela fait oublier à tous la solidarité d'antan en effaçant le fait « qu'une même chaîne bien solide les relie au système social hiérarchisé qui les domine, tenue en main par le pouvoir d'État et le pouvoir économique »⁵⁷³. Ce nouveau discours de diversion sur l'inégalité permet également de « préparer de nouveaux clivages sociaux, annonciateurs d'une nouvelle donne du jeu politique »⁵⁷⁴. Dans le même sens ce nouveau discours, remet en cause le tiers-mondisme en

« (...) s'attach(a)nt à démontrer que l'exploitation coloniale ou néo-impérialiste n'est pas "responsable de la misère du tiers-monde", et que "la liberté du marché est le moyen le plus rapide de juguler la famine". que "le but avoué des multinationales, autrement dit le profit", est conforme non seulement à "la confiance de leurs actionnaires qui leur ont confié leur épargne", mais aussi aux véritables intérêts du tiers-monde en vertu de "l'efficacité de [leurs] décisions économiques" »⁵⁷⁵.

Après 1989, célébrant le triomphe du camp de la liberté face à celui des ténèbres du totalitarisme communiste, les tenants du discours néolibéral ont repris l'idée moderne du progrès (dont les principes libéraux seraient la source), en nous affirmant que la généralisation de la logique chrématistique est synonyme de globalisation et condition de la pacification à venir de notre monde. Mais les tenants du discours néolibéral nous ont fait comprendre également qu'il serait vain de chercher une alternative à ce qu'il y a. Ils ont fait de la disparition de tout supplément, de toute autre alternative, de toute utopie, la condition même de la paix. Ainsi l'ère du triomphe du néolibéralisme serait celle du « réalisme désenchanté »⁵⁷⁶, c'est-à-dire de la disparition salutaire de la croyance que l'histoire avait un sens et que les peuples avaient à la réaliser. Cette fin des utopies garantirait, selon le discours néolibéral, la fin des conflits car elle laisserait libre le jeu des intérêts, qui par leur ajustement spontané -grâce aux mécanismes mystérieux de « la main invisible » du marché- assureraient l'équilibre de l'ensemble de la société.

La fin de l'utopie permet, cependant, le triomphe d'une non moins utopiste conception du temps qui nécessite « la soumission à la loi du "présent et du seul possible" pour se mettre

⁵⁷³ De Brie, loc.cit., p. 21

⁵⁷⁴ Ibid.

⁵⁷⁵ Thomas Sowell. « The Economics and Politics of Race - An International Perspective ». *Dialogue*, no 65, mars 1984. cité et traduit par Claude Julien. « Une bête à abattre - le "tiers-mondisme" ». *Manière de voir. Le Monde diplomatique*, no 72, décembre 2003-janvier 2004, pp. 24-28, p. 24.

⁵⁷⁶ C.f. John Rawls. *Paix et démocratie*. op.cit. Rawls parle d'une utopie non idéaliste, contrairement à celle du cosmopolitisme kantien.

entièrement à la disposition du temps qui « doit être obéi et aimé par-dessus tout' », et auquel nous devons faire « don par avance de nos personnes et nos pensées », en éliminant la distinction entre temps de travail et temps de non travail (loisir) ou en nous débarrassant de « tout ce qui nous empêche d'épouser (le) rythme (ou le mouvement) du temps ». ⁵⁷⁷ Ceci permettrait selon les néolibéraux « le déploiement indéfini de nos potentialités d'action et d'imagination » et la « mobilisation en nous de toutes les énergies qui feront de nous des hommes du futur » ⁵⁷⁸.

L'idée selon laquelle les transformations que les sociétés doivent subir sous le signe de la globalisation traduisent un mouvement irrésistible de la réalité auquel elles doivent toutes s'adapter est issue au sens de Michel Freitag de la foi dans le progrès issue de la pensée des lumières mais travestie à travers « une conception formaliste, unidimensionnelle et ultimement utilitariste du « sens de l'histoire » compris comme « progrès » évolutif continu, qui suivrait un cours régi par un principe de nécessité rationnelle (l'historicisme) ». Cette conception particulière de l'histoire qui fonde l'idéologie du progrès réduit les autres mises en forme du symbolique, élaborée dans les autres civilisations, à des étapes dépassées du développement de la civilisation ou les rejette « comme des incongruités exotiques, principalement irrationnelles ou infantiles » ⁵⁷⁹. Or

« (...) cette vision formaliste universaliste spécifiquement occidentale (...) a ouvert le champ entier de l'idéalité symbolique à la réduction opérationnelle-systémique à laquelle nous assistons présentement, et qui a pour conséquences d'abolir la valeur même qui avait été conférée aux idéaux abstraits » ⁵⁸⁰.

L'idée d'un sens de l'histoire tourné vers la réalisation d'un avenir quelconque s'est en effet transformée en une injonction de s'adapter. Selon Freitag « la foi dans le progrès s'est (...) travestie dans le sentiment de l'inéluctable et dans un scepticisme généralisé à l'égard de toutes les valeurs et de toutes les finalités » ⁵⁸¹. Malgré le scepticisme généralisé (qui frise le

⁵⁷⁷ Jacques Rancière. *Chroniques des temps consensuels*, op.cit., pp. 23. 24.

⁵⁷⁸ Ibid., p. 24.

⁵⁷⁹ « La dissolution systémique du monde dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique une critique ontologique et anthropologique ». colloque 2001 Bagues. Globalisme et pluralisme. Panel V Mondialisation et diversité culturelle. une utopie?. (En ligne). URL . <http://www.er.uqam.nobel/ericis/actes/bagues/Frcitag.pdf>. consulté le 03-03-2006.

⁵⁸⁰ Ibid.

⁵⁸¹ Ibid.

nihilisme) une chose semble hors de tout doute : il faut s'adapter. Mais à quoi? À un « futur, qui n'est plus une forme ni une projection de l'action, un espace de confrontation de la liberté avec le monde, du désir avec la réalité, du sujet avec l'objet ». Au sens de Freitag, « ce "futur" est devenu "la réalité elle-même", le monde lui-même, la forme existentielle sous laquelle le "tout" se présente à nous dès que nous cessons de nous dissiper dans les détails immédiats du quotidien »⁵⁸².

En présentant l'adaptation aux processus de la globalisation comme une nécessité, les « réalistes » reprennent le discours utopiste de la modernité sur le progrès tout en le détachant ainsi du projet civilisationnel de la modernité compris dans sa signification normative et identitaire qui constitue le contenu de l'idée de progrès comme émancipation de l'être humain. Ils subordonnent l'ensemble des sociétés mais aussi le monde du vivant tout entier à la logique économique. Sublimant l'économie en une « grande mystique » où le temps devient lui-même « la dernière utopie ». Comme le dit Rancière, ce temps « n'est plus (...) le support d'une promesse qui s'appelait histoire, progrès ou libération. Il est ce qui tient lieu de toute promesse. Il est la vérité et la vie qui doit pénétrer nos corps et nos âmes »⁵⁸³. Ainsi « le réalisme qui prétend de nous libérer de l'utopie et de ses maléfices est (il) lui-même encore une utopie », qui n'admet pas l'autonomie des lieux de synthèse subjectifs (la culture, l'art, le politique), qui fonde à elle seule un projet normatif qui a sa propre rationalité politique et qui vise la destruction des formes normatives⁵⁸⁴ qui la précèdent ainsi que la création d'un « homme nouveau ».

Cet homme nouveau est présenté dans l'idéologie néolibérale dans des termes élogieux qui soulignent ses qualités comme « travailleur symbolique » et « intellectuel », comme « investisseur », ou comme « gestionnaire », de même que son autonomie⁵⁸⁵ et ses talents de

⁵⁸² *Le naufrage de l'université. Et autres essais d'épistémologie politique*. Éditions Nota Bene. 1998. p. 10.

⁵⁸³ Rancière. op.cit., p. 24.

⁵⁸⁴ Consulter le chapitre 5 de la présente thèse pour une explication plus élaborée des formes de cette destruction.

⁵⁸⁵ Selon Nicole Laurin-Frenette, « Atomisés et déterritorialisés, les agents sociaux sont à la poursuite d'eux-mêmes et ils se représentent hors de toute dépendance sociale. L'autonomie individuelle tend à devenir l'ultime fondement de la praxis et de l'éthique (...) La psychologie, la psychiatrie, la criminologie visent à rendre leurs clients autonomes plutôt qu'à les guérir, les redresser, ou les protéger contre eux-mêmes ou leur environnement. L'autonomie est le fil conducteur du discours des agences gouvernementales ou privées qui gèrent l'assistance aux multiples catégories de personnes en difficulté, qu'il s'agisse des sans-travail ou des handicapés, des sans-logis ou des femmes maltraitées, des toxicomanes ou des personnes âgées, ces dernières étant définies précisément par la perte d'autonomie. Plus les ressources s'amenuisent, plus l'injonction d'être autonome se durcit comme une menace. On la retrouve au cœur du discours pédagogique et du discours sur le couple et la

créativité et d'innovation qui le rendent plus compétitif, donc la supériorité de sa condition sur celle des types précédents de travailleurs pris dans les rapports de production. Mais dans les faits, cette idéologie néolibérale « enrobe une réalité cruelle » pour la majorité des membres des sociétés contemporaines comme le note Alain Joxe qui écrit,

« (...) déjà depuis plusieurs années ou décennies, on distinguait dans certains pays du tiers-monde un retour à des formes d'*esclavage libéral*, par fixation des revenus à la limite de la survie –sous menace de mort- pour des masses de main d'œuvre nouvelles lancées vers les villes par la destruction des agricultures de subsistance. Des sortes d'agglomérations-marchés d'esclaves étaient apparues ainsi au Brésil...il existe un peu partout sur le modèle des *maquiladoras* de certaines villes de la frontière mexicaine, des "camps de concentration libéraux" où les relations sociales de production du sous-développement s'installent et pèsent sur les salariats des pays riches comme une menace ou une préfiguration de l'avenir »⁵⁸⁶.

Par ailleurs, dans les sociétés qui sont quant à elles développées, « pour demeurer compétitifs face à la modernisation par la robotique, les travailleurs asservis doivent devenir précaires, sous-payés et même jetables après usage »⁵⁸⁷.

Pour le plus grand nombre, le néolibéralisme est une forme de destruction de la vie « par l'exclusion massive, par la mise au rancard des garanties de santé et (...) des conditions élémentaires de la vie ».⁵⁸⁸ Au nom de l'ordre universel de la marchandisation et de profit auxquelles se rallient les puissances du Nord on liquide « les droits conquis par les

famille. Dans la sphère du travail, l'autonomie caractérise le travailleur, ou la travailleuse, modèles, contractuels, mobiles, créant soi-disant leur propre emploi, assumant seuls les coûts du chômage, de la maladie... Dans cette perspective, la notion de responsabilité renvoie aussi le sujet à sa capacité d'être autonome. Paradoxalement, cette conception de l'autonomie rend non seulement possible mais quasi-inéluctable la subordination des agents aux procès actuels de la domination: elle enserme la liberté dans le carcan de l'individualité, ce qui contrecarre tout projet d'émancipation sociale et culturelle. En effet, l'auto-régulation des sujets est complémentaire du démantèlement des institutions intermédiaires et du renforcement, en retour, des appareils de contrôle à l'échelle nationale et transnationale ». Le démantèlement des institutions intermédiaires de régulation sociale. Vers une nouvelle forme de domination ». *Sociologie et sociétés*, vol. XXXI, no. 2, automne 1995, pp. 65-72. PUM, Montréal, consulté en ligne, URL: http://classiques.ugac.ca/contemporains/laurin_frenette_nicole/demantelement_institutions/demantelement_texte.html. . consulté le 12 janvier 2006. Voir également Alain Ehenberg, *Le culte de la performace*, Calamann-Lévy, Paris, 1991(réédition 2005 sous l'édition Hachette Littérature); Lise Mingasson et Alain Vulbeau, « L'autonomie, nouvelle règle sociale ». Entretien avec Alain Ehenberg, *Informations sociales*, no. 126, juin 2005, (En ligne), URL: <http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-6-page-112.htm> consulté le 14 janvier 2006.

⁵⁸⁶ Alain Joxe, *L'empire du Chaos. Les républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, Paris. La Découverte, 2004, p.21.

⁵⁸⁷ Ibid.

⁵⁸⁸ Jacques Bidet, « Impérialisme. Empire. État-monde », in Jacques Bidet (dir.), *Guerre impériale, guerre sociale*, Actes du Congrès Marx International IV, Coll. Actuel Marx, Paris, PUF, 2005, p. 85.

travailleurs et par les femmes, les garanties reconnues aux citoyens, et toutes les formes de solidarité sociale construites en deux siècles de révolution et de luttes populaires »⁵⁸⁹.

C'est que la fin de la guerre froide a été présentée par l'idéologie néolibérale comme l'âge de l'avènement de la bonne démocratie, celle où il n'y a plus de possibilité d'agir sur le cours du temps. En effet, « la déferlante néolibérale, économique, politique et militaire sur le sud (qui) a sa contrepartie dans une “guerre sociale”, dans la destruction des conquêtes sociales et démocratiques de tous ordres au sein des pays du Nord »⁵⁹⁰ a été précédée par une critique de la démocratie révolutionnaire. Selon Rancière, « toute une école historiographique contemporaine identifie cette fin du siècle révolutionnaire (...) à la fin du cycle long de la démocratie révolutionnaire, ouvert par la révolution française ». Cette fin du siècle marque le début de la bonne démocratie, celle des « gestionnaires du réalisme désenchanté ». En effet,

« (...) la prétention révolutionnaire à une refondation radicale de la communauté aurait lié la démocratie au vide de l'idéologie et à la violence de la terreur pour un temps dont nous sortons à peine. Aujourd'hui nous pourrions par-delà cette longue catastrophe, renouer avec la bonne tradition de la démocratie, celle des *Founding Fathers* américains, la démocratie raisonnable, libérale et réaliste, fondant la paix publique sur l'exercice des vertus privées et l'esprit d'entreprise des individus »⁵⁹¹.

Cette bonne démocratie n'est cependant que la consécration de ce que Rancière décrit comme le pouvoir d'une « caste » constituée à partir d'une élite, qui s'autorecrute, et qui est formée par des gouvernants, experts, des gestionnaires, de riches investisseurs, etc. Si cette élite se présente depuis la fin des totalitarismes comme défendant la démocratie, elle la fustige, en même temps, comme « règne des désirs illimités des individus de la société de masse moderne »⁵⁹². Tout en faisant mine de défendre les droits de l'homme, de façon sélective, le discours de cette pensée métapolitique « se pose fondamentalement en laudateur de valeurs autoritaires »⁵⁹³.

⁵⁸⁹ Ibid.

⁵⁹⁰ Ibid.

⁵⁹¹ Rancière. *Chronique des temps consensuels*, op.cit., pp. 32-33.

⁵⁹² Rancière. *La haine de la démocrate*. Paris. La fabrique éditions. 2005. pp. 30-31

⁵⁹³ Olivier Doubre. « Réouvrir l'espace du politique. *Politix*, le 17 novembre 2005. (En ligne n'est plus disponible sur la toile). consulté le 25 septembre 2006.

Dans *La haine de la démocratie*, Rancière parle d'un « anti-démocratisme » qui se pare des grandes définitions formelles de la démocratie, mais ne juge cette démocratie satisfaisante que « tant qu'elle maintient loin du pouvoir le peuple si dangereux et trop avide de droits supplémentaires »⁵⁹⁴. La régression des conditions de vie de la majorité des habitants de la terre, suite à la généralisation des politiques économiques néolibérales, s'accompagne en fait du rétablissement spectaculaire de l'emprise des classes capitalistes sur les sociétés capitalistes avancées alors que les décennies du compromis keynésien ont été marquées par un certain recul de cette emprise. Un indicateur est significatif à cet égard :

« Aux États-Unis, le 1% le plus riche des ménages recevait, avant la Seconde Guerre mondiale, 16% du revenu total du pays. Il s'agissait d'une bourgeoisie traditionnelle de créanciers et d'actionnaires. Après la guerre, ce pourcentage chuta brutalement à 10%. Ce qui est particulièrement remarquable est que ce déclin se poursuivit lentement jusqu'aux années 1970, où ce taux atteignait 8%. En deux décennies le néolibéralisme permit un retour au 16% du bon vieux temps ».⁵⁹⁵

Ainsi le retour des valeurs autoritaires promues par ce que Rancière appelle « l'État de droit oligarchique » ainsi que la critique de la démocratie sont les corollaires de l'offensive néolibérale qui « doit être comprise comme celle des classes capitalistes dominantes ». Le néolibéralisme est en ce sens un épisode des conflits qui opposent capital et travail à l'échelle mondiale⁵⁹⁶. Il constitue une contre-révolution qui restaure⁵⁹⁷ les privilèges d'une minorité.

Si c'est le capital qui semble l'emporter dans ces conflits, ceci ne veut pas dire que c'en est fini de la politique. « Que l'État soit en train de s'auto-détruire par le néolibéralisme », cela ne scelle pas du tout la fin des luttes sociales contre l'ordre néolibéral dominant. Les tenants de « la fin de l'histoire », et du « réalisme désenchanté » font face au fait que l'histoire continue, que la réalité sociale n'est pas entièrement absorbable dans la logique systémique du capital, dans celle de la totalité. Comme l'a bien vu Braudel, la société n'est pas totalement absorbable dans le capitalisme⁵⁹⁸ comme ordre systémique. Le monde de la vie

⁵⁹⁴ Ibid.

⁵⁹⁵ Gérard Duménil. Ouverture du congrès « *Guerre impériale. Guerre sociale* », op.cit. in *Actuel Marx*, pp. 14-15.

⁵⁹⁶ Ibid., p. 16.

⁵⁹⁷ Cf. Halimi. « L'ère des restaurations », loc.cit.

⁵⁹⁸ *Civilisation matérielle. économie et capitalisme*, op.cit. Pour une description plus élaborée de cette idée, consulter le chapitre 2 de la présente thèse.

n'est pas malgré tout totalement pris dans les rets du monde du système car les êtres humains continuent partout à chercher des alternatives à l'ordre imposé de fait comme les mouvements citoyens qui « balisent depuis le milieu des années quatre-vingt-dix la résurgence d'une pensée de résistance politique populaire »⁵⁹⁹ tel que l'illustre en 1999, la manifestation de Seattle, mais aussi d'autres manifestations du mouvement contre la guerre en Irak qui s'est exprimé dans tous les pays.

Les tenants du discours néolibéral, qui associent marchés libres et paix démocratique, doivent aussi rendre compte de la persistance du conflit, de la guerre dans le monde soi-disant pacifié par l'absence de l'ennemi communiste dans le monde de l'après-guerre froide. Ces conflits ne diminuent ni en fréquence, ni en intensité et il semble même que la disparition de la polarité Est-Ouest ait libéré les fantômes que l'ont pensait mourants ou évanescents de l'utopie, de la critique et de la subversion sociales. Mettant au jour la dialectique politique de l'universel et du particulier (mouvement des femmes, la question de l'immigration), revendiquant la justice sociale et faisant appel au rêve d'un meilleur avenir pour la terre, de nombreux nouveaux mouvements sociaux (qu'incarnent par exemple le mouvement écologique et le mouvement altermondialiste) cherchent sérieusement et proposent des alternatives viables à la mondialisation néolibérale affirmant qu'une autre mondialisation est possible.

Puisqu'il devient de plus en plus évident que « la paix se dérobe à son évidence invoquée, la machine de vision et d'interprétation du consensus⁶⁰⁰ affirme que "la guerre n'a lieu

⁵⁹⁹ Joxe, op.cit., p. 25.

⁶⁰⁰ Cette machine de production du consensus est essentiellement médiatique du point de vue de Noam Chomsky. L'explication que Chomsky nous donne du large appui des américains pour la guerre à son début se résume à l'idée qu'ils sont l'objet d'une propagande médiatique faite de mensonges à propos des "armes de destruction massive" et du lien du régime de Saddam avec le "réseau al-Qaïda". C'est ce qui selon lui explique leur large adhésion aux choix de l'administration de Bush. Le pouvoir de persuasion de Bush se baserait ainsi essentiellement sur l'influence énorme des médias, qui façonnent l'opinion publique et jouent un rôle extraordinaire pour « fabriquer du consensus » (Voir Noam Chomsky en collaboration avec Edward S. Herman, *Manufacturing Consent: the Political Economy of the Mass Media*, Pantheon, 1988. Les médias « amènent l'Américain moyen à se dire que c'est à "nous" de redresser les torts du monde, et au diable les contradictions et les incohérences!». Ainsi, « la guerre du Golfe a été précédée par une série d'interventions qui ont toutes été largement discutées et la plupart approuvées, ou du moins non rejetées car "nous" en avons le droit » (Edward Said résumant les idées du livre de Chomsky dans *Manufacturing Consent*, op. cit, voir Edward Said., op.cit., p. 400). L'accent mis sur le rôle des médias dans la construction du consensus extraordinaire autour de la théorie de la guerre juste américaine et de la nécessité de l'usage et de la projection de la force, ne peut pas à lui seul rendre compte et expliquer l'appui (qui était d'abord large avant de baisser considérablement) à l'interventionnisme militaire des États-Unis au sein de la population américaine. Une telle explication reste partielle car elle ne traite pas des fondements de la culture qui façonne l'image que les sociétés se font d'elles-mêmes et du monde. Ces fondements restent largement intacts dans l'idée de la propagande médiatique comme fondement unique du consensus et ne font l'objet d'aucun questionnement. La machine de fabrication de consensus est certes en grande partie médiatique mais elle a ses racines dans la culture elle-même et surtout dans la culture savante des experts et

qu'ailleurs et autrefois : dans les pays encore soumis à l'obscur loi du sol et du sang, dans les crispations archaïques de ceux qui s'accrochent aux combats d'hier et aux vieux privilèges »⁶⁰¹. C'est ainsi qu'aux problèmes sociaux, impliquant les jeunes, les immigrants, etc., on colle l'étiquette communautaire, religieuse (exemple les émeutes dans les banlieues françaises); aux différentes formes de contestation de la tutelle sur leurs pays; aux résistances locales à l'occupation directe en Irak, en Palestine, au Liban, on oppose l'étiquette religieuse.

La machine du consensus empêche ainsi de considérer les conséquences des politiques pratiquées par les grandes puissances et de les intégrer dans une analyse sensée pour faire de toute contestation de ces politiques, qui n'est que foncièrement politique, une aberration reflétant une haine du mode de vie occidental ou même un soi-disant conflit entre des entités incommensurables, notamment les religions et les civilisations. Cette idée du conflit des religions ou des civilisations, qui n'a pas lieu en fin de compte, fonctionne cependant comme une prophétie auto-réalisatrice, à force de la répéter chaque fois qu'un besoin de compréhension des enjeux à l'œuvre s'impose, elle prend les allures d'une réalité incontestable.⁶⁰²

En dehors de l'utopie et de la politique qui sont axées sur la rupture du temps (la promesse de la libération), et qui fondent une action nécessairement inscrite dans un espace concret (ex : la division territoriale-politique de l'État-nation tel que l'a conçu la modernité), il n'y a donc de salut, pour ceux qui défendent la sortie du politique, que dans un retour à un discours se référant à une autre rupture : celle d'avec l'autre qui n'est plus seulement dans l'ailleurs et l'autrefois - donc qui ne se comporte pas comme il le devrait, ce qui lui confère

des analystes. c'est-à-dire dans les boîtes à fabrication des idées que sont les think tanks qui se trouvent au carrefour du monde politique, du monde corporatif. (C.f. Nicholas Guyatt, *Encore un siècle américain? Les Etats-Unis et le monde au XXI^e siècle*, (traduit de l'anglais par Mariam Brûlon et Caroline Harvey). Paris. Enjeux Planète. 2002). Au sens de Rancière la machine le consensus n'est pas à interpréter comme accord des gens entre eux mais comme « l'accord du sens avec le sens l'accord entre un régime sensible de présentation des choses et un mode d'interprétation de leur sens ». Selon lui également. « le consensus est « une machine de pouvoir pour autant qu'il est une machine de vision » (*Chronique des temps consensuels*, op.cit., p. 8).

⁶⁰¹ Rancière. *Chronique des temps consensuels*, op.cit., p. 32.

⁶⁰² Ce paradigme devient si efficace qu'il fournit désormais un agenda politique non seulement pour des partis de l'extrême droite mais pour certains partis politiques en faillite politique (Aznar en Espagne. Blair en Grande Bretagne. etc.) ou même pour ceux qui manquent d'inspiration (grâce à la dépassionalisation libérale et néolibérale de la politique) après avoir rejoint le consensus néolibéral.

le statut d'ennemi absolu qui menace l'être même du groupe⁶⁰³-, mais qui s'affirme ici et maintenant empêchant ainsi l'harmonie du tout.

Le corollaire de la négation du politique -qui exige toujours l'élaboration d'une idéologie de légitimation- est la suractivation de l'imaginaire symbolique. En effet, plus on dépolitise les conflits plus ils se chargent de symboles sacrés. Plus les libéraux progressistes cèdent du terrain au néolibéralisme et à la souveraineté du marché vis-à-vis de la logique politique de la souveraineté du peuple, plus ils virent à droite pour emprunter au conservatisme son discours fermé sur des sujets tels que la perte de l'identité occidentale, la menace que constitue l'autre (l'étranger, le délinquant, etc.) et plus aussi ils orientent le rôle de l'État, auquel ils ne reconnaissent plus aucune responsabilité sociale (ni aucune responsabilité dans un processus de libération), vers la sécurité. C'est aussi la voie dans laquelle les sociétés, elles-mêmes, peuvent d'emblée s'engager quand elles sont privées de projets politiques intégrateurs et de régulation politico-institutionnelle de leurs conflits. Elles se trouvent ainsi, surtout en temps de crise économique, tournées non pas vers l'expression politique de ces conflits et la formulation d'alternatives à l'ordre existant mais vers la recherche de boucs émissaires⁶⁰⁴, vers la guerre contre l'autre qui canalise ses énergies, ses peurs et sa violence comme nulle autre cause.

Un mouvement centrifuge fait ainsi tourner la machine consensuelle dans le monde de l'harmonie et de la paix démocratique contre tout ce qui est autre, contre tout ce qui divise et empêche l'être d'être « un » en vivant justement non pas dans le « ailleurs » et le « autrefois » mais en vivant au sein du « nous » : l'ennemi intérieur (*the enemy within*).

⁶⁰³ Susan Buck-Morss propose de dépasser la distinction *inimicus/hostis* (ami-ennemi) schmittienne pour faire une place à un élément important que l'on peut identifier dans l'imaginaire politique commun à la démocratie libérale/capitaliste et au socialisme (qui s'est manifesté notamment lors de la guerre froide): l'ennemi absolu. Pour elle, il s'agit d'un élément important de la réalité de la guerre froide autour duquel les formes politiques et culturelles de l'Est comme de l'Ouest étaient organisées. L'ennemi absolu comme le décrit Buck-Morss est celui qui est compris par Hegel comme différence ontologique. Elle écrit : «According to Hegel the enemy is ethical difference [die Sittliche Differenz], as an alien being that is to be negated in its living totality» (*Dreamworld and Catastrophe. The Passing of Utopia in East and West*, MIT Press, 2000, p. 32). La nouvelle typologie des ennemis politiques que Buck-Morss propose ainsi est constituée premièrement par l'ennemi normal (le sens ordinaire du *hostis*) qui est situé sur le même espace de l'imaginaire politique et qui se comporte en conséquence d'une façon prévue, c'est-à-dire dont la menace n'en est pas une. Deuxièmement, elle est constituée par l'ennemi absolu qui est ontologiquement situé en dehors de l'espace de l'imaginaire politique définissant l'identité et qui menace donc l'existence même de la collectivité et la cohérence même de l'imaginaire. Il devient ainsi le symbole du mal absolu à l'égard duquel il ne peut y avoir de tolérance même s'il n'agit pas comme un ennemi. Buck-Morss donne l'exemple du christianisme au moyen âge qui considérait ceux qui commettaient un péché comme inscrits dans la catégorie de l'ennemi normal, alors qu'il considérait les hérétiques comme une menace à la légitimité du dogme chrétien et à sa cohérence, donc comme appartenant à la catégorie de l'ennemi absolu même s'ils ne faisaient rien qui puisse être concrètement considéré comme une atteinte à la paix sociale (elle donne aussi l'exemple de la chasse aux sorcières au Moyen-Âge).

⁶⁰⁴ Cf. René Girard. *Le bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982.

L'étranger, l'immigrant, devient l'incarnation de la figure de l'autre. La machine du consensus pousse le délire de la diabolisation de l'autre en confondant l'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur dans le lien établi entre immigration et terrorisme. Ennemi intérieur et ennemi extérieur y deviennent identiques déchaînant ainsi l'hostilité à l'égard de tout ce qui n'est pas le « même ».

Reprise et encouragée au plus haut niveau des hiérarchies du pouvoir (ex : discours sarkoziste), cette confusion déplace les conflits sociaux et politiques des sociétés contemporaines du plan politique au plan symbolique. Elle suscite des ruptures et des fractures imaginaires dans une réalité qui tend dans les faits à être de plus en plus homogénéisée à travers les processus de la globalisation systémique. Elle revitalise même le principe pré-politique de l'ethnicité et en fait un paradigme explicatif des conflits et des enjeux considérés, quand bien même ils n'y joueraient pas un rôle premier.

C'est ainsi que la machine consensuelle canalise, oriente le sens des transformations du monde et les catalyse du même coup en retraçant sans cesse la rupture du temps et la frontière des territoires que l'ont avait prétendu évanescents avec le mouvement des capitaux, des idées et des populations qui caractériserait la globalisation.

3.2.2 De la logique processuelle et pragmatique de la globalisation à la rethéologisation du politique: la construction du chaos

Selon Michel Freitag, si l'homogénéisation devient le fait marquant de la globalisation comprise comme « le procès et le résultat d'une activité de généralisation, comme la généralisation de la régulation par le marché ou la généralisation extensive de certaines procédures, de certaines techniques, de certaines règles appréhendées d'un point de vue strictement opérationnel »⁶⁰⁵, il s'agirait d'

⁶⁰⁵ Michel Freitag « L'avenir de la société : globalisation ou mondialisation? L'enjeu d'une théorie sociale unificatrice : sociologie critique ou théorisation systémique positive? ». *Société*, no 24-25, hiver 2005, pp. 133-188, p. 160. Si les termes de « globalisation » et de « mondialisation » sont généralement utilisés comme des équivalents, capitalistes suggère au contraire de les opposer. Ainsi si la globalisation désigne pour lui « la généralisation de la régulation par le marché (phénomène à caractère processuel où il n'est plus fait référence à une exigence d'intégration harmonieuse du divers et du multiple », le mot « mondialisation » réfère au contraire à « l'idée d'un monde commun world. *Welt*, cosmos) qui possède une unité et une ordonnance propres ». Selon lui, « c'est le monde concret, social et naturel, qui nous entoure et que nous habitons ». (Ibid.).

« un phénomène à caractère processuel, qui se produit et se déploie de manière autonome, autoréférentielle et virtuellement automatique, notamment dans les domaines de l'économie, des technologies, des systèmes de communication et d'information » (sans qu'il soit fait référence à une exigence ou une finalité d'intégration harmonieuse du divers et du multiple, d'une unité synthétique des contraires, d'ouverture sur la diversité et l'élargissement des horizons »⁶⁰⁶.

Ainsi l'intégration économique censée être le moteur de la paix démocratique ne peut réaliser une intégration harmonieuse du divers et du multiple. Faute d'une telle finalité assurée à travers un projet et des institutions de régulation politique du conflit et de reconnaissance politique de l'autre, la logique processuelle de la globalisation, celle de la généralisation de la régulation par le marché censée dans l'idéologie néolibérale être aussi le moteur de la paix démocratique et de la fin du dissensus ou du règne de l'homogène, aboutit paradoxalement au différentialisme poussé à l'extrême et à l'obsession de l'hétérogène. D'où le retour de la scène des origines, de la haine pré-politique, de la peur de l'autre et de l'obsession de l'ennemi sur le territoire de la fin.

La « guerre contre le terrorisme » consacre l'élimination de la reconnaissance politique de l'ennemi, de l'autre. Elle est fondée sur l'idée de l'ennemi non pas comme *justus hostis*⁶⁰⁷ mais comme un hors-la-loi considéré comme un rebut de l'humanité. Cette idée se trouve au cœur d'un nouvel ordre juridique global qu'on tente d'imposer de fait à toutes les sociétés au nom de l'état d'exception généralisé⁶⁰⁸. L'espace global est ainsi redéfini comme étant la scène d'un affrontement global entre entités géo-culturelles fermées sur elles-mêmes et qui sont mutuellement exclusives.

⁶⁰⁶ Ibid. C'est moi qui souligne.

⁶⁰⁷ Dans le droit international classique, l'image idéal-typique de la guerre était celle d'un duel entre deux États égaux en souveraineté. À cette conception de la souveraineté et de la guerre correspondait une certaine conception de l'ennemi dans la guerre. Selon Schmitt le droit public européen a réussi, en ce qui concerne les relations interétatiques européennes, à « sortir de la problématique de la guerre juste » pour entrer dans celle de la guerre « réglementée », faisant des adversaires, des ennemis justes (*justus hostis*) (André Brigot, « Persistance et utilité des recherches de géopolitique », *Études internationales*, Québec, juillet-août 2000, voir <http://www.chess.fr/centres/cirpes/publi/abmod.html>). Ces conceptions de la guerre, de la souveraineté et de l'ennemi se transforment sous l'effet de deux faits: les tentatives de criminalisation de la guerre (après la première guerre mondiale) mais aussi du recours renouvelé à la force sous forme d'intervention humanitaire. Dans le contexte actuel des relations internationales, l'usage de la force est de plus en plus défini comme imposition de la légitimité du droit ou "*law enforcement*" (ex: la première guerre contre l'Irak en 1991) ou comme action préventive or préemptive contre des État hors la loi (rogue states) (ex: deuxième guerre contre l'Irak en 2003), contre ceux qui posent une menace contre la paix internationale (guerre contre le terrorisme en Afghanistan). Une nouvelle conception de l'ennemi mais aussi de la communauté internationale sont inhérentes à ces nouvelles notions de guerre et de souveraineté. (c.f. Wouter Werner, « From Justus hostis to rogue state. From Justus Hostis to Rogue State the Concept of the Enemy in International Legal Thinking », *International Journal for the Semiotics of Law*, Volume 17, Number 2, June 2004, pp. 155-168).

⁶⁰⁸ Si la situation actuelle de la crise globale des marchés boursiers qui est en train de se propager à l'ensemble de l'économie réelle semble avoir relégué la guerre contre le terrorisme au deuxième plan comme l'a affirmé le nouveau président de la CIA, le sentiment général d'une situation d'exception ne semble pas avoir disparu.

Jouant un rôle prépondérant dans l'histoire humaine ainsi que dans la détermination du sens de la civilisation, les religions ne résument pas à elles seules les civilisations et l'histoire. Les sociétés humaines ne peuvent pas être assimilées à des blocs confessionnels monolithiques. « La diversité réelle, celle de l'islam, comme celle du christianisme, celle des chrétiens comme celle des musulmans, montre bien que de tels blocs n'existent pas ». Ainsi comme l'affirment Catherine Mayer-Jaouen et Françoise Micheau, deux spécialistes de l'histoire du monde arabo-musulman,

« une analyse des problèmes contemporains en termes de conflits de religions, telle que le propose (Huntington) est une négation du politique, c'est-à-dire des enjeux réels. Elle interdit de donner sens aux événements d'hier et d'aujourd'hui. La tragédie irakienne ou la crise palestinienne, la guerre d'Algérie ou les attentats d'Al-Qaïda, ne s'inscrivent pas dans une longue série de conflits entre chrétiens et musulmans : ils sont le fruit de situations historiques, géopolitiques et politiques précises, que l'on peut dater, qui relèvent de l'histoire contemporaine, et ne procèdent en rien du Moyen-âge. Même les slogans utilisés de part et d'autre (Djihad et croisade) sont le produit de l'histoire contemporaine, et non le legs pieusement conservé d'une histoire religieuse immobile »⁶⁰⁹.

En proposant une interprétation réductrice comme la seule grille d'analyse du monde comme la seule désormais valable, Huntington et les autres néoconservateurs, ont tenté d'imposer comme évidente une vision du monde qui ne peut que l'amener à l'impasse. Cette interprétation travestit le sens de l'histoire et ôte à ses événements leur spécificité.

3.2.2.1 La thèse du retour du religieux : quelques éléments pour une analyse critique

Longtemps ignoré ou négligé, le rôle de la religion dans la marche de l'histoire contemporaine, semble maintenant en sciences sociales exagéré et décontextualisé selon une perspective transhistorique qui est le vestige d'un certain imaginaire plutôt que le reflet de la réalité. Dramatisant à l'extrême la représentation des problèmes qui se posent au niveau de la géopolitique mondiale, ils versent dans la mythologisation des enjeux plutôt que de participer à les éclairer entravant ainsi la possibilité de confronter à la fois la globalisation économique déstructurante et le terrorisme qui lui fait écho⁶¹⁰.

⁶⁰⁹ Compte rendu du livre de Jean-Paul Roux. « Le conflit de religion. La longue guerre de la chrétienté et de l'islam 622-2007 ». publié sur le site du « Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire ». URL <http://cvuh.free.fr/spip.php?article115>, consulté le 22 avril 2007.

⁶¹⁰ Georges Corm. *La question religieuse au XXI^e siècle. Géopolitique et crise de la postmodernité*. Paris. La Découverte. 2007.

L'anthropologie symbolique de Geertz permet quant à elle de mieux évaluer la thèse du « retour de religieux ». Elle se démarque des approches structuralistes et fonctionnalistes en ne faisant pas de la religion le reflet du social ou de la psychologie mais elle s'éloigne également des conceptions essentialistes et ahistoricistes de la religion en général. Tentant d'éviter les pièges de l'ethnocentrisme, l'anthropologie symbolique de Geertz recentre son objet sur le cadre cognitif de l'individu appréhendé comme fondement symbolique de son action. Geertz s'intéresse en effet à la question du sens qu'il place au centre de son analyse. Cette analyse s'inscrit dans la même ligne que sa compréhension de l'action symbolique comme ayant un rôle constitutif de l'existence sociale car nous « ne pouvons rien percevoir sans projeter en même temps un ensemble de formes (patterns), un réseau, dirait Geertz, de matrices et de cadres à travers lesquels nous articulons nos rôles sociaux, notre position dans la société, comme étant ceci ou cela ». Ainsi « l'action est immédiatement réglée par des formes culturelles, qui procurent matrices et cadres pour l'organisation de processus sociaux ou psychologiques »⁶¹¹. La religion joue, en ce sens, comme l'idéologie, un rôle positif d'intégration de l'identité fournissant aux membres une orientation générale cohérente, une source de l'action.

Geertz souligne ainsi le besoin en sciences sociales de considérer la religion comme « ayant à avoir avec des conceptions et des attitudes à l'égard du "but", de la "pertinence", de la signification" ou du dessein des choses »⁶¹². Cette perspective de recherche de sens s'est traduite en sciences sociales par des approches herméneutiques, sémiotiques et phénoménologiques. Mais loin de figer l'analyse dans l'exégèse des traditions immuables, elle devrait au sens de Geertz permettre de « mettre en lumière le changement de différentes traditions progressivement libérées (...) des contextes sociaux qui les ont vu naître et prendre forme » pour appréhender les processus de transformation et de reformulation de ces traditions. Cela permet aux sciences sociales de sortir du type d'analyse qui consiste à « évaluer (...) l'avancée et le recul de la religion en général »⁶¹³.

⁶¹¹ Paul Ricoeur. *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997, p. 340.

⁶¹² « La religion. Sujet d'avenir », communication au colloque « Les science sociales en mutation », tenu à Paris du 3 au 6 mai 2006, publié dans *Le Monde* du 4 mai 2006, en ligne, URL : http://www.sezamemag.net/La-religion.-sujet-d-avenir.-par-Clifford-Geertz-*.a405.html consulté le 21 juin 2006.

⁶¹³ Ibid.

En insistant sur ce genre d'analyse, Geertz tient à remettre en question la compréhension dominante en sciences sociales de la thèse wébérienne qui lie l'éthique protestante et le capitalisme. Selon Geertz, « le raisonnement de Weber (...) n'est pas que le calvinisme a été une cause matérielle de l'ascension du capitalisme, mais qu'il en a été le vernis ». Il explique ainsi que « ce que Weber a fait pour les calvinistes et le calvinisme (c'est de) replacer leur éthique dans le cadre d'une situation matérielle changeante qui était à la fois leur cause et leur conséquence ». Tout en relevant les différences entre la situation du calvinisme et celle de l'islam aujourd'hui, Geertz affirme que si nous voulons aujourd'hui « comprendre le prétendu "retour de la religion" et d'en appréhender avec précision les implications », il faut accomplir le même travail que Weber a fait pour le calvinisme. Mais ceci ne veut pas dire chercher des « équivalents fonctionnels » de l'effet de l'éthique protestante ailleurs. Il s'agit plutôt de mener « des recherches sur les croyances et attitudes spécifiques et concrètes des personnes motivées religieusement ». Ces recherches nécessitent, selon Geertz « un travail ethnographique complet et précis ». Ces recherches sont de son point de vue « la condition requise pour parvenir à saisir ce que ces personnes pensent (et ressentent) de leur propre situation et du devenir des communautés auxquelles elles appartiennent ». Dans le cas notamment de l'islam, Geertz met l'accent sur la nécessité en sciences humaines de développer « une analyse culturelle et phénoménologique des changements internes sur le plan de la vision du monde et de l'ethos. du développement de nouveaux cadres de signification et de motivation qui stimulent cette transformation et lui donnent une orientation à long terme »⁶¹⁴.

Ce genre d'analyse du fondement symbolique de l'action doit également s'articuler à une analyse du contexte changeant de cette action symbolique comme l'a fait Weber en ce qui concerne l'éthique protestante, ce qui demeure une tendance minoritaire dans les analyses dominantes qui s'inscrivent dans le cadre de la thèse du « retour de la religion ». Geertz souligne, par ailleurs, la nécessité dans le contexte global actuel de la forte présence des idées religieuses (ex : la revitalisation hindouiste en Inde, le bouddhisme en Asie du Sud-est, évangélique et catholique en Amérique latine, émergence du fondamentalisme protestant aux États-Unis comme élément principal de la politique américaine, etc.), de prendre la mesure de « la religion en tant que composant du changement social, et (non pas simplement

⁶¹⁴ Ibid.

comme) obstacle à ce changement, ni comme la voix, obstinée mais condamnée de la tradition »⁶¹⁵.

L'articulation du sens et du contexte politique global à l'époque actuelle appelle une description des dynamiques de changement présents comme des processus contemporains « en cours de développement dont l'état final, s'il doit en avoir un, est inconnu », mais qui constituent une « formidable occasion de se connecter plus étroitement à la réalité sociale »⁶¹⁶. Il s'agit d'une réalité en cours de développement, dont nous ne pouvons nous tenir à distance, ce qui nécessite le renouvellement des méthodes qui en traitent.

Dans « le rendez-vous des civilisations », poursuivant ses conclusions développées dans *Après l'empire*⁶¹⁷, Emmanuel Todd propose une analyse qui met en lumière le contexte social changeant des sociétés musulmanes dans un sens qui bat en brèche la thèse du choc des civilisations mais aussi de relativiser l'idée du « retour du religieux. À partir d'une analyse démographique des taux de fécondité dans ces sociétés, avec l'anthropologue-démographe Youssef Courbage, Todd est amené à rejeter l'idée d'une différence de nature fondamentale entre les sociétés occidentales et les sociétés musulmanes. Les données étudiées par les deux auteurs les amènent à constater une transition démographique remarquable que connaissent les sociétés musulmanes. Dans cette transition se conjuguent les effets d'une alphabétisation extensive des femmes et des hommes et une baisse de la fécondité qui rapproche le nombre d'enfants par femme de celui des sociétés occidentales⁶¹⁸. Dans le sillage de ces phénomènes structurels décisifs aux yeux des auteurs, on peut identifier une montée de l'individualisme dans ces sociétés dans le cadre d'un processus plus

⁶¹⁵ Ibid.

⁶¹⁶ Ibid.

⁶¹⁷ *Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002.

⁶¹⁸ Les auteurs soulignent que les démographes notent l'effondrement continu depuis une trentaine d'années des taux de fécondité dans les sociétés musulmanes de façon globale. De 6.8 enfants en 1975 en moyenne on arrive à 3.7 en 2005. De même, les auteurs mettent l'accent sur « l'extraordinaire diversité des sociétés musulmanes » au-delà du rôle de la religion. Ainsi au Niger, en Afrique, le taux de fécondité est à 7.6 enfants alors qu'il est de 1.7 en Azerbeïdjan « Tout sépare (aussi) le Yémen encore très peu alphabétisé avec une fécondité supérieure à six enfants par femme, de l'Iran ou de la Tunisie, où l'alphabétisation est massive, y compris chez les femmes et l'indice de la fécondité est à peine égal à deux enfants (même indice qu'en France) » (André Larané, « Le rendez-vous des civilisations. Des chiffres contre les préjugés », *Hérodote.Net*. (En ligne), URL <http://www.herodote.net/articles/article.php?ID=282>, consulté le 03 avril 2009) Selon les auteurs c'est surtout la variable de l'alphabétisation qui est significative « La variable explicative la mieux identifiée par les démographes n'est pas le PIB par tête, mais le taux d'alphabétisation des femmes. Le coefficient de corrélation associant l'indice de fécondité au taux d'alphabétisation féminin est toujours très élevé... » (cité in Larané, loc.cit.)

global d'une modernisation qui est loin de connaître un ralentissement avec les crispations et les résistances qui l'accompagnent. Au sens des auteurs, il s'agit plutôt de signes d'une accélération de ce processus fondamental de modernisation. Il s'agit selon les auteurs d'une mutation profonde des structures familiales, des rapports d'autorité qui s'accompagnent également d'une transformation des références idéologiques.

Plutôt que de buter les sociétés musulmanes contre l'Occident, ce processus les inscrit dans un puissant mouvement de convergence qu'on peut identifier à une échelle plus globale. L'analyse socio-démographique de Todd et Courbage leur permet de conclure à contre-courant, que loin d'être incompatibles avec la modernité démocratique, les sociétés du monde musulman continuent à se moderniser. Les auteurs affirment que les transformations démographiques et anthropologiques que connaissent ces sociétés (dont le contrôle des naissances est à la fois un symptôme et un levier) les rapprochent de l'Occident.

Cependant, ce que les auteurs n'analysent pas en se concentrant uniquement sur les transformations démographiques, c'est le paradoxe profond qui oppose les dynamiques fondamentales de transition dans les sociétés arabo-musulmanes à une situation politique caractérisée par un blocage dont l'importance est variable d'un pays à l'autre, évidemment, mais qui *grosso modo* demeure la caractéristique principale de l'ordre politique. Il y a dans ces sociétés un décalage profond entre une modernisation qui ne ralentit pas et une situation qui ne traduit pas cette modernisation sur le plan politique par des ouvertures et une véritable démocratisation. L'absence de possibilité d'une expression politique des conflits et d'une régulation politique et non pas policière de la société traduit la modernisation en crise qui paralyse l'action politique et amène des déchirements dans les identités individuelles et les rapports sociaux qui ne sont plus intégrés dans des structures traditionnelles, ni dans de nouvelles formes de normativité élaborées politiquement, traduisant une représentation que la société construit collectivement, de façon réflexive, d'elle-même, de son identité et de son unité.

Le modèle importé de l'État-nation⁶¹⁹, célébré à la veille des décolonisations comme voie de libération et de construction de la nouvelle société s'est dans la plupart des sociétés arabo-musulmanes transformé en structure de verrouillage sécuritaire et d'entravement de la traduction politique de la modernisation socio-démographique de ces sociétés. Or la crise de

⁶¹⁹ Cf. Bertrand Badie. *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris, Fayard, 1992.

la modernisation qui ne se traduit pas politiquement est un terrain favorable au développement de toutes sortes de dérapages, de manipulations, de tensions et de violences.

Loin d'une conception a-historique et essentialiste de la religion, son rôle socio-politique comme fondement de l'action s'éclaire, non seulement dans ce contexte mais de façon générale, comme source possible de différentes sortes d'action. Elle peut ainsi être mobilisée dans des situations d'exploitation comme moteur de libération (ex : la théologie de la libération) comme elle peut être mobilisée au service de la domination (ex : justification de la domination et perpétuation de l'asservissement vis-à-vis de l'autorité en niant les possibilités de changement⁶²⁰ comme c'est le cas des dictatures monarchiques ou présidentielles dans le monde arabo-musulman, mais aussi du discours de la nouvelle droite et de l'alliance entre évangélistes et néoconservateurs qui a fondé la politique étrangère américaine durant les années 2000).

C'est que, comme l'affirme Rancière, l'argument de la religion et de la culture, particulièrement celle de l'autre, sert pour la machine consensuelle du discours dominant à manipuler le temps. Si « le consensus affirme sa réalité une et incontournable (...) c'est pour mieux multiplier ses usages, le plier aux scénarios impérieux du présent », d'où la valeur performative et la portée stratégique de la thèse du « choc des civilisations » mais aussi de celle de « la fin de la fin de l'histoire ». Les justifications idéologiques de l'entreprise impérialiste ont trouvé dans le néoconservatisme un allié de taille. Cette idéologie, qui s'est alliée au fondamentalisme religieux aux États-Unis,⁶²¹ est, par ailleurs, utile d'un point de

⁶²⁰ Ce rôle est joué par la religion quand elle s'associe stratégiquement au pouvoir dans une association savoir-pouvoir qui fonctionne comme opium des peuples (ex. dans les monarchies et États soutenus par les États-Unis : ex. en Arabie Saoudite, en Égypte).

⁶²¹ Claus Offe comprend le rôle de la religion aux États-Unis, qui a fait l'objet de nombreuses analyses ces dernières années (cf. par exemple : Collectif, *Le fait religieux aux États-Unis : approches culturelles et culturelles*, dans *Revue française d'études américaines*, n°95, février 2003. Sébastien Fath, *Dieu bénisse l'Amérique. la religion de la Maison-Blanche*, Paris, Seuil, 2003; Isabelle Richet, *La Religion aux États-Unis*, PUF, 2001; Jacques Gutwirth, *L'Église électronique. La saga des télé-évangélistes*, Paris, Bayard, 1998; Sébastien Fath, *Militants de la Bible aux États-Unis : évangéliques et fondamentalistes du Sud*, Paris, Autrement, 2004; Denis Lacorne *De la religion en Amérique. Essai d'histoire politique*, Denis Lacorne, Paris, Gallimard, 2007) dans la même veine tracée par Geertz. Il n'analyse pas le rôle que prend la religion sur la scène politique américaine comme le vestige de la religion puritaine des premiers colons mais comme ayant un rapport avec la structure institutionnelle et constitutionnelle aux États-Unis. Dans son explication de l'importance de la religion dans ce pays et du rapport entre religion et politique, Offe relie l'appel fait aux symboles religieux à la nécessité de se représenter l'identité collective dans un pays dont la constitution est caractérisée par une méfiance à l'égard de toute incursion de l'État dans la sphère sociale et de toute définition de son rôle dans le sens d'une intervention dans cette sphère, éliminant ainsi toute base politique de la solidarité sociale. Offe écrit dans ce sens « *The suspicion of any social service provided by the state is nourished by the constitutional order and is constantly renewed in its virulence: and it means that, from the beginning and still today, political elites have felt obliged to represent the identity of the American nation as a community of free communities in "God's own country", by means of official symbols ("God Bless America" "In God we trust" "City on the hill") and gestures of*

vue pragmatique et stratégique. On ne passe pas ainsi d'un type d'État (néolibéral) à un autre (néoconservateur) mais on fait appel à une meilleure justification idéologique de la domination.

S'il est impératif de prendre la mesure du rôle des idées (culturelles, religieuses, scientifiques, etc.) dans les dynamiques de changement en cours à l'époque actuelle, l'analyse culturaliste, qui met l'accent sur la religion, l'ethnie et la culture au détriment de tous les autres facteurs explicatifs des situations historiques conflictuelles en question, sert ici de justification idéologique de l'entreprise impérialiste. À l'extérieur, cette idéologie crée dans les faits ce qu'elle tente de projeter : elle suscite les divisions sectaires et ethniques et sème le chaos dans les zones qui font l'objet de la domination impérialiste puis justifie la poursuite des entreprises impérialistes au nom de la nouvelle réalité créée. À l'intérieur aussi, « plus les inégalités se creusent, plus la droite, détournant le regard, invoque comme référence centrale les identités culturelles, ethniques et religieuses »⁶²².

Comme l'affirme Joxe, si la guerre anti-terroriste américaine se drape de religion c'est pour « éviter toute approche proprement politique au sens démocratique ». L'approche militariste du problème du terrorisme, qui ne l'analyse que comme culturellement motivé, masque le fait que « la démocratie est aussi un désir global de l'humanité ». Mais cela ne veut pas dire que l'on peut démocratiser de force comme le stipule la doctrine de la démocratisation. Même si « le double prétexte de la guerre (contre l'Irak), "l'armement nucléaire" de Saddam Hussein et sa "complicité avec Al-Qaïda" ont été rapidement écartés », la doctrine de la démocratisation a pu survivre et se présenter comme une stratégie globale. Mais selon Joxe, « on aurait tort d'accorder le moindre crédit à l'idée que le but politique de la guerre (le "zweck" dans le vocabulaire de Clausewitz) n'ait jamais été réellement la démocratisation ». Ce qui en témoigne c'est que, « les États-Unis n'ont jamais mis en œuvre aucun des moyens adéquats ». Plutôt que de démocratiser le « Moyen-Orient » par un effet domino d'une démocratie qui s'étendrait de l'Irak au reste de cette région, les États-Unis y ont plutôt créé une situation de chaos propice au déchaînement des violences. Ils l'ont créée « en écrasant pratiquement sans combat sous les bombes (la campagne *shock and Awe*) et les bulldozers les forces armées irakiennes, en détruisant complètement toutes les institutions, en licenciant

deference towards the religious life» (*Reflections on America: Tocqueville, Weber and Adorno in the United States*, Cambridge, Polity Press, 2005, p. 98)

⁶²² Serge Halimi. « L'ère des restaurations ». *loc.cit.* p. 4.

tous les fonctionnaires»⁶²³ et en remplaçant un État irakien fort par un « État- marionnette » fondé sur une division confessionnelle du pouvoir qui laisse planer pour toujours le spectre de la guerre civile⁶²⁴.

3.2.2.2 Du chaos comme objectif stratégique

Ce chaos n'est pas un résultat fortuit des politiques américaines mais un objectif stratégique. Joxe affirme en ce sens que

« (...) lorsqu'une armée d'occupation n'a pas les moyens d'une présence ubiquitaire répressive, combinée avec une reconstruction, et quand un pays, par ailleurs, regorge d'arsenaux, distribués pour "la défense populaire généralisée" puis récupérés au marché noir des milices confessionnelles, l'occupant est clairement en train de construire le chaos »⁶²⁵.

Pour construire ce chaos, l'administration américaine « n'a pas besoin d'exercer un suivi tatillon et policier ». Sa stratégie « repose sur la libération incontrôlée de toutes les violences⁶²⁶, déchaînées par la peur, la précarité et l'insécurité qui règne dans l'état de guerre ». Face au chaos produit par cette libération des violences « les troupes américaines n'ont jamais envisagé sérieusement de remettre l'ordre. Elles se sont repliées rapidement dans des positions fortifiées et n'ont plus pratiqué que des expéditions punitives, sans jamais

⁶²³ « La stratégie globale des Etats-Unis et sa réalité », publié le 25 janvier 2007. (En ligne) URL <http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=459>, consulté le 20-01-2008.

⁶²⁴ C.f. Georges Malbrunot, *Le nouvel Irak. Un pays sans État*. Paris, Cygne, 2009.

⁶²⁵ Joxe, loc.cit.

⁶²⁶ Selon le Dr. Philip Zimbardo, cette dynamique de libération des violences s'applique aussi aux soldats américains mis dans une situation à laquelle ils n'étaient pas préparés psychologiquement et qui couplée à d'autres conditions (telles que l'anonymat des soldats, l'absence d'un sens de responsabilité personnelle mais aussi une approbation tacite des commandements militaires) ont prouvé expérimentalement de conduire des personnes normalement « décentes » à perpétuer des actes indécents contre d'autres (evil). Selon Zimbardo n'importe qu'elle personne, mise dans une telle situation peut se tourner vers le mal. Cette explication situationniste et behaviouriste du mal, de la violence institutionnelle est à opposer à celle qui a été développée par Marnia Lazreg dans son livre *Torture and the Twilight of Empire : from Algiers to Baghdad*, (Princeton University Press, 2007). Selon Marnia Lazreg qui compare l'expérience de la torture de Alger à Baghdad, c'est-à-dire entre les pratiques de coercition l'armée française durant la colonisation de l'Algérie de 1954 à 1962 et celles des américains en Iraq, en Afghanistan et à Guantanamo, la torture est une pratique systématique de la domination coloniale. En retraçant les significations psychologique, culturelle et politique de la torture vers la fin de l'empire français et en la comparant dans deux expériences historiques différentes, Lazreg identifie la torture comme une pratique centrale dans une guerre totale contre une population-cible. Elle informe une stratégie de pacification de cette population basée sur les techniques psychologiques empruntées aux pratiques des régimes totalitaires. La torture apparaît ainsi comme une pratique non seulement de routine mais largement acceptée. Il faut noter à cet égard la participation de nombreux psychologues américains dans la pratique de la torture de l'armée américaine.

tenir ensuite le terrain ». Selon Joxe, de ce point de vue, « bain de jouvence nécessaire du “néolibéralisme”, le chaos d’Irak peut donc être considéré comme un succès sanglant »⁶²⁷.

Cette guerre contre le terrorisme, dont l’Irak a constitué un axe central, qui était conçue comme « une guerre de trente ans » est ainsi loin d’avoir abouti à la démocratisation de ce pays. Elle a plutôt conduit à « détruire complètement tout ce qui pouvait encore faire surgir de l’Irak, la société arabe technologiquement la plus avancée du « Moyen-Orient » un pouvoir d’État rationnel et éventuellement démocratique ». Le but poursuivi, qui est la destruction permanente de l’État, a été atteint. Après cette destruction était venue la phase de la reconstruction de l’État, qui a justifié les prolongations de la présence américaine en Irak. Cette reconstruction censée achever le processus de démocratisation n’a pas été bâtie sur « un descriptif réel de la situation », mais plutôt sur un protocole expérimental stéréotypique que l’on retrouve aussi dans la guerre israélo-palestinienne et qui « s’applique aussi par clonage sur la guerre du Liban (mais aussi ailleurs dans le monde) ». Joxe décrit comme suit les principes de ce protocole expérimental :

« 1- On organise la démocratie. sous occupation ou sous menace, 2- On punit les électeurs qui ne votent pas dans le bon sens, 3- Par là on crée une impasse permanente et on excite une guerre civile entre bons et mauvais électeurs. dont on se propose d’être le médiateur »⁶²⁸.

Le chaos ainsi construit constitue aux yeux des néoconservateurs une étape nécessaire de la construction du « Grand Moyen-Orient »⁶²⁹. Cette théorie du « chaos constructeur » est issue d’une pensée néoconservatrice longuement mûrie qui soutient que « le vrai pouvoir ne s’exerce pas dans l’immobilisme, mais au contraire par la destruction de toute forme de

⁶²⁷ Joxe, loc.cit.

⁶²⁸ Ibid.

⁶²⁹ Interrogée le 2 juillet 2006 sur les initiatives qu’elle comptait prendre pour ramener la paix au Liban (après l’offensive israélienne contre ce pays durant l’été 2006). Condoleezza Rice a répondu « je ne vois pas l’intérêt de la diplomatie si c’est pour revenir au *statu quo* ante entre Israël et le Liban. Je pense que ce serait une erreur. Ce que nous voyons ici, d’une certaine manière, c’est le commencement, les contractions de la naissance d’un nouveau Moyen-Orient et quoi que nous fassions, nous devons être certains que nous poussons vers le nouveau Moyen-Orient et que nous ne retournerons pas à l’ancien » (citée in Mahdi Darius Nazemroaya, « Le projet d’un “Nouveau Moyen-Orient” Plans de refonte du Moyen-Orient », publié sur le site du *Centre de recherche sur la mondialisation*, le 11-12-2006. URL <http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=4126>. consulté le 18-02-2007).

résistance. C'est en plongeant les masses dans le chaos que les élites peuvent aspirer à la stabilité de leur position »⁶³⁰.

Ce chaos serait la bonne voie pour un remodelage du « Grand Moyen-Orient » qui permettrait de « substituer aux États hérités de l'effondrement de l'empire ottoman des entités plus petites à caractère mono-ethnique⁶³¹, et neutraliser ces mini-États en les dressant en permanence les uns contre les autres ». Ceci signifierait qu'« il s'agit de revenir sur les accords conclus secrètement, en 1916, par les empires français et britannique dits Accords Sykes-Picot et de consacrer la domination désormais totale des Anglo-saxons sur la région »⁶³². Mais pour définir les nouveaux États et redessiner leurs frontières, il faudrait d'abord détruire ceux qui existent. Ainsi « l'Irak occupé par les Anglo-étatsuniens, en particulier le Kurdistan irakien, semble être un terrain d'entraînement à la balkanisation⁶³³ (fractionnement) et à (une prétendue) finlandisation (pacification) du Moyen-Orient »⁶³⁴. La fédéralisation du parlement irakien fournit le cadre législatif pour cette partition de l'Irak.

Cette refonte du « Moyen-Orient » qui créera un champ d'instabilité, de chaos et de violence s'étendant du Liban, Palestine et Syrie, à l'Irak, au golfe persique, à l'Iran et aux frontières de l'Afghanistan ne sera pas seulement propice à redessiner la carte de la région dans un sens permettant de mieux l'intégrer à la globalisation néolibérale dans un sens avantageux pour les multinationales et les grandes puissances⁶³⁵, de mieux briser les résistances aux ordres du

⁶³⁰ Thierry Meyssan, « Les néoconservateurs et la politique du "chaos constructeur" ». Le Liban comme nouvelle cible », *Réseau voltaire*. publié sur le site du *centre de recherche sur la mondialisation* le 25-07-2006, URL : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=2815> consulté le 03-08-2007.

⁶³¹ Comme exemple des analyses politiques qui font la promotion de ce genre d'État mono-ethnique consulter Bernard Dorin (ambassadeur de France), Remodeler l'Irak?, *La revue géopolitique online*. publiée le 21 juin 2003 sur le site *diploweb.com*, URL : <http://www.diploweb.com/Remodeler-l-Irak.html> (consulté le 12 avril 2005). Cf. également le livre de Pierre Hillard qui analyse le rôle de la fondation Bertelsmann (think tank Allemand) très liée à l'OTAN dans la promotion de ce genre de politique : *La fondation Bertelsmann et la « gouvernance mondiale »*, Paris. François-Xavier de Guibert, 2009.

⁶³² Meyssan, loc.cit.

⁶³³ C.f. Jean Arnault Dérens. *Blakans. La mosaïque brisée. Frontières, territoires et identités*, Paris, Cygne, 2008.

⁶³⁴ Nazemroaya, loc.cit.

⁶³⁵ Le projet américain de « Grand Moyen-Orient », qui a été forgé par le département d'État américain, vise à créer une zone de libre échange dans la région. Il a été adopté par le G8 à *Sea Island* aux États-Unis en juin 2004. Il est fondé sur ce qui a été appelé le « *Middle East Partnership Initiative* » (MEPI) qui se présente comme « le fer de lance des efforts américains pour promouvoir des réformes démocratiques des sociétés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il s'agit d'une initiative qui est (toujours aujourd'hui) considérée comme une partie intégrante de la politique américaine en fournissant un soutien tangible et concret coordonné ainsi qu'un engagement public (de la part des États-Unis) à l'égard des efforts locaux (*indigenous*) dans des domaines tels

jour anglo-américain mais sera aussi l'occasion de l'ouverture d'une porte d'entrée en Asie centrale⁶³⁶ via le « Moyen-Orient ». En effet,

« (...) le Moyen-Orient, l'Afghanistan et le Pakistan sont des tremplins pour étendre l'influence US dans l'ancienne Union soviétique et ses anciennes républiques (...) d'Asie centrale. Le Moyen-Orient est en quelque sorte la ligne sud de l'Asie centrale. L'Asie centrale est à son tour nommée "la ligne sud de la Russie" ou le "Proche Étranger" russe »⁶³⁷.

Au sens de Joxe, « toute cette violence a pour objectif certain une volonté de domination et donc de hiérarchisation » qui fait appel à « la répression directe et indirecte (qui) rejoint par des pratiques violentes les usages des oligarchies conquérantes d'autrefois, mais sans plus viser la stabilisation des conquêtes par un ordre pacifique »⁶³⁸. Les États-Unis « n'en sont pas moins la tête d'un empire, mais c'est un système qui se consacre seulement à réguler le désordre par des normes financières et des expéditions militaires ». Appliquant les mêmes recettes politiques et les mêmes normes au-dedans et au-dehors, « ils organisent au coup par coup la répression des symptômes du désespoir ».⁶³⁹

La justification culturaliste qui fonde la rhétorique des avocats de ces plans de refonte du « Moyen-Orient » évite soigneusement de décrire adéquatement les racines des problèmes réels et des conflits qui affectent le « Moyen-Orient » contemporain. Les médias jouent un rôle important dans la diffusion de ce genre de rhétorique. En fait, ils

que le soutien des réformes, les progrès en éducation, le développement économique et la participation politique » (c.f. *US Department of State*, « Middle East Partnership Initiative. Mission and Goals », URL : <http://mepi.state.gov/c10120.htm>, consulté le 16 avril 2009 [ma traduction]). Le département d'État affirme également que cette initiative qui fonde ses interventions au Moyen-Orient soutient les réformes locales visant la création des fondements institutionnels pour une croissance économique et humaine durable à travers des approches contemporaines, rationnelles et innovatrices. Le département D'État américain décrit comme l'une de ces contributions à la démocratie l'encouragement des réformes en éducation. Des réformes scolaires qui vont dans ce sens ont été introduites dans la plupart des pays de la région. Elles visent à « la promotion des qualifications adaptées au marché du travail » et à un environnement caractérisé par la concurrence. Il faut souligner, en outre, que le « Grand Moyen-Orient » auquel se réfère le MEPI « est un concept surprenant (qui) comprend les États de la MEPI, plus l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak et la Turquie (...). La zone concernée correspond en fait aux critères de la guerre contre le terrorisme, ce qui en dit long sur les objectifs réels du plan ». On peut relever une similitude entre ce plan et « un ancien plan du Liban de remodelage de la région qui permettrait le développement territorial d'Israël et l'affaiblissement des autres États de la région ». (Thierry Meyssan, « Bush invente le "Grand Moyen Orient" », *voltairenet.org*, le 22 avril 2004, URL : <http://www.voltairenet.org/article13500.html>, consulté le 02 mai 2005).

⁶³⁶ C. f. Golub, loc.cit.

⁶³⁷ Ibid.

⁶³⁸ Joxe, *L'empire du chaos*, op.cit., p. 83.

⁶³⁹ Ibid., p. 10.

« (...) nourrissent quotidiennement, des notions incorrectes et partiales, selon lesquelles les populations irakiennes ne pourraient pas coexister et le conflit ne serait pas une guerre d'occupation mais "une guerre civile" caractérisée par les différends internes entre chiites, sunnites et kurdes »⁶⁴⁰.

Mais ce que les analyses expertes des stratèges de la nouvelle carte de la région, comme les médias ne reconnaissent pas c'est que, comme l'affirme Joxe, « presque tous les conflits principaux affligeant le « Moyen-Orient » sont la conséquence des ordres du jour anglo-étatsunien ». Comme dans d'autres régions dans le monde telles que le Rwanda, la Yougoslavie, le Caucase, et l'Afghanistan, « de nombreux problèmes affectant le Moyen-Orient contemporain résultent de l'aggravation délibérée des tensions régionales préexistantes »⁶⁴¹.

L'absence d'une démocratie réelle, le blocage des véritables mouvements démocratiques⁶⁴² et le soutien aux dictatures dans la région sont aussi parmi les sources des tensions politiques et sociales de la région. La politique étrangère américaine joue un rôle important non pas dans la démocratisation de cette région (comme dans d'autres régions notamment comme elle l'a depuis longtemps fait en Amérique Latine) mais pour entraver la démocratie. Comme le souligne Mehdi Nazemroaya

⁶⁴⁰ Ibid.

⁶⁴¹ Golub, loc.cit.

⁶⁴² Les États-Unis ont délibérément supplanté de véritables mouvements démocratiques au « Moyen-Orient ». L'Iran en 1953 contre le régime de Mossadegh. en Arabie Saoudite, En Égypte, en Turquie. Aux Emirats Arabes Unis, en Jordanie mais aussi en Palestine. Si après la fin de la guerre froide « la thèse de la paix démocratique circula beaucoup, et se gagna une approbation publique de l'administration », comme l'affirme Nicholas Guyatt, cette thèse a été l'objet de nombreuses critiques qui soulignaient l'optimisme déplacé de la thèse de la fin de l'histoire (Richard Betts. « The Delusion of Impartial Intervention ». *Foreign Affairs* 73, no . 6, 1994, pp. 20-23; Thomas Carothers. « Democracy without Illusions, *Foreign Policy*, 76, no . 1, 1997, pp. 85-99; Fareed Zakaria, « The Rise of Illiberal Democracy ». *Foreign Policy*, no . 6, 1997, pp. 16-32 »). Selon Fareed Zakaria « ...le problème (avec l'interventionnisme américain dans la démocratisation de certains pays) pourrait bien être la démocratie elle-même. Notant l'augmentation du nombre de régimes qui sont dits démocratiques mais qui sont en fait tyranniques ou réélacitrants. Zakaria avançait l'idée que le monde était de plus en plus dominé par une "démocratie non libérale" par des systèmes politiques autorisant des élections générales mais ne pouvant pas garantir l'autorité de la loi. Selon lui les États-Unis auraient tort de poursuivre un objectif aussi fou que la "démocratisation non libérale" ». En outre, Zakaria. « laissait entendre que des pays aussi peu démocratiques que Singapour, La Malaisie, la Thaïlande ou même la Chine offraient plus de possibilités à leurs citoyens que les pays où les élections étaient libres et correctes mais où le climat social ou judiciaire était plutôt explosif » (cité in *Encore un siècle américain? Les États-Unis et le monde au XXI^e siècle*. (traduit de l'anglais par Mariam Brûlon et Caroline Harvey), Paris. Enjeux Planète. 2002. p. 185) Ainsi, comme le remarque Guyatt, «selon cette logique les États-Unis pourraient venir en aide à des nations ou à des régions en leur refusant un gouvernement démocratique ». Il ajoute. « les vétérans du département d'État reconnaîtraient là une politique qui leur serait familière s'ils se souvenaient de tous les régimes non démocratiques auxquels les États-Unis ont accordé leur soutien pendant la guerre froide. Selon les travaux de Zakaria le programme des États-Unis revenait à son point de départ ». Ce genre de critique a contribué, selon Guyatt à ouvrir la voie aux stratégies dites plus « réalistes » en matière de politique étrangère. « tournant principalement autour de la seule poursuite des intérêts américains » (Ibid., pp. 185-186).

« La démocratie (...) a été une exigence (réitérée à l'encontre) des États (...) ne se conformant pas aux demandes politiques de Washington (...). L'Arabie Saoudite, L'Égypte, et la Jordanie sont des exemples d'États non démocratiques avec (lesquels) les États-Unis n'ont aucun problème parce qu'ils sont solidement alignés dans l'orbite ou la sphère anglo-étatsunienne ». ⁶⁴³

Cette stratégie qui, au lieu de s'attaquer aux causes du désespoir dans ces régions, comme ailleurs dans le monde, choisit plutôt de réprimer ses symptômes, mène tout droit « à l'impasse ou à l'avènement d'un régime antidémocratique mondial ». C'est, au sens de Joxe, ce qui « s'est ébauché sous les stratégies globalistes de Clinton et confirmé sous Bush Jr. L'empire, à l'offensive sur le plan économique sous Clinton, s'est donné avec son successeur une forme offensive militaire et expéditionnaire tout à fait nouvelle » ⁶⁴⁴.

3.2.3 La production géopolitique, idéologique et programmatique de l'espace global et les stratégies de survie du capitalisme : le sens de 1989 : triomphe ou crise du libéralisme?

Cette gestion militariste de l'ordre global passe ainsi par une opération de redéfinition des frontières de l'espace, de réorganisation spatiale du monde et de rupture du temps qui n'a pas seulement lieu sur le plan symbolique. Celui-ci fonde et prépare une production géopolitique et idéologique de l'espace ⁶⁴⁵ qui s'appuie sur un hyperactivisme militaire marquant le retour de la colonisation directe des pays du tiers-monde, notamment ceux du Golfe persique. L'objectif de cette politique impérialiste n'est pas simplement la conquête territoriale mais le contrôle.

Selon Samir Amin, cet objectif de contrôle est essentiellement le projet de la classe dominante américaine depuis 1945 et n'est pas seulement un projet né dans la tête des néoconservateurs américains qui sont au pouvoir depuis le début de 2001. La mise en œuvre

⁶⁴³ loc.cit.

⁶⁴⁴ Joxe, op.cit., p. 12.

⁶⁴⁵ La thèse centrale de l'œuvre majeure d'Henri Lefèbvre. *La production de l'espace*. Paris. Économica, 2000 (Anthropos 1974) est que chaque société produit son espace qui exprime et reflète une unité théorique entre l'espace physique, l'espace mental et l'espace social. « le mode de production organise – produit – en même temps que certains rapports sociaux – son espace et son temps. C'est ainsi qu'il s'accomplit. (...) L'espace (social) est un produit (social). L'espace ainsi produit sert aussi d'instrument à la pensée comme à l'action. Il est en même temps qu'un moyen de production, un moyen de contrôle donc de domination et de puissance (cf. p. 35) ». Lefèbvre soutient que « l'espace social n'est pas une chose parmi les choses, un produit quelconque parmi les produits – il enveloppe les choses produites. Il résulte d'une suite et d'un ensemble d'opérations, et ne peut se réduire à un simple objet. Effet d'actions passées, il permet des actions, en suggère ou en interdit (pp. 88-89) » (Jean-Yves Martin. *La production de l'espace de Henri Lefèbvre*, article publié en 2005. URL: http://www.jv-martin.fr/article.php3?id_article=132 consulté le -3-04-2007.

de ce projet passe par l'extension de la doctrine Monroe⁶⁴⁶ à toute la planète et la classe dirigeante américaine ne s'en est jamais départie même si, comme l'affirme Amin,

« sa mise en œuvre est passée par des hauts et des bas, a connu quelques vicissitudes, et a été ici et là mis en échec. et n'a pu être poursuivie avec la cohérence et la violence que celle-ci implique que dans certains moments conjoncturels comme le nôtre, suite à l'effondrement de l'Union soviétique »⁶⁴⁷.

Cet effondrement de l'union soviétique a donné lieu à un nouveau discours impérialiste et colonialiste qui se drape des droits de l'homme. « Comme toutes les doctrines impériales passées, le nouveau discours impérial et colonial (...) se targue d'apporter la civilisation et l'ordre aux barbares vivant aux marges dans des zones de désordre ». Si l'ère des décolonisations a semblé rendre cette logique colonisatrice complètement dépassée, elle fait aujourd'hui un retour en force. Dans l'imaginaire de la puissance, la frontière entre symbole et réalité, entre imaginaire idéologique et la logique opérationnelle et systémique de la totalité disparaît elle-même comme un archaïsme. C'est que, comme le souligne Freitag,

« (...) le concept de puissance réfère à une force de nature animiste ou magique. qui opère "immédiatement", c'est-à-dire sans médiations formalisées. instituées, et c'est bien une force qui appartient à l'univers de la communication informatique et plus largement à celui des fonctionnements systémiques »⁶⁴⁸.

Cette notion de puissance est à opposer à celle de pouvoir, qui, quant à lui, est « par contre toujours de l'ordre de l'institution, du rapport de force reconnu »⁶⁴⁹.

⁶⁴⁶ Bien avant que la guerre contre le Mexique ne permette aux Américains d'atteindre le Pacifique, l'idéologie expansionniste était largement répandue parmi les élites militaire, politique, et commerciale américaines. La doctrine Monroe était largement adoptée et défendue. Définie en 1823, cette doctrine « entendait faire clairement comprendre aux Européens que les États-Unis considéraient désormais l'Amérique Latine comme relevant de sa sphère d'influence ». (Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, trad. Franç. Par Frédéric Cotton, Agone, 2002, pp. 341-342). Le Pacifique faisait objet aussi des rêves des élites américaines (Hawaii, le Japon, les grands marchés chinois). Dans l'esprit de ces élites, grâce à leur marine puissante, les Américains domineraient non seulement ces régions, mais ils hériteraient du monde entier, comme le soutenait le capitaine Mahan, dont les idées expansionnistes influencèrent de nombreux responsables américains. À cause de cette idéologie expansionniste, il y avait déjà eu avant les années 1890 bien des incursions et autres interventions dans les affaires intérieures de pays étrangers au nom de la protection des intérêts nationaux américains (ex. 1852-53 l'Argentine, 1853 : le Nicaragua, 1853-54 le Japon, 1853-54 Ryukyu et les îles Bonin, 1854 le Nicaragua une autre fois, 1855 l'Uruguay, 1859 La Chine, 1860 l'Angola). La doctrine Monroe élargie par McKinley puis par Roosevelt et ensuite par Wilson ont été les préliminaires des investissements massifs du capitalisme américain à l'étranger (l'Europe, le Canada, l'Amérique centrale, l'Amérique du sud, l'Asie, le Mexique).

⁶⁴⁷ « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », publié le 12 novembre 2003 (En ligne). URL <http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=1194>, consulté le 03 février 2004.

⁶⁴⁸ « La dissolution systémique du monde dans l'univers virtuel », loc.cit.

⁶⁴⁹ Ibid.

Dans la logique pragmatique qui fonde la puissance du capitalisme, la rupture des espaces passe par les bombes. La séparation entre le monde de l'harmonie consensuelle de la paix démocratique et celui des guerres archaïques n'est pas confinée à son domaine, ne se limite pas au plan symbolique, elle devient opérationnelle dans la guerre contre le terrorisme. L'Afghanistan en a constitué la première étape, l'Irak la deuxième, le Liban la troisième, l'Iran en sera probablement la quatrième.

Pour être en mesure de comprendre les fondements et les origines de cette nouvelle production géopolitique et idéologique de l'espace de la globalisation, Samir Amin nous invite à remettre en question toute conception déterministe⁶⁵⁰ de l'évolution du capitalisme global. Il soutient qu'on ne peut comprendre l'histoire du capitalisme mondial sans rendre compte (non seulement de sa réponse à ses contradictions⁶⁵¹ qui peuvent l'amener à la crise mais aussi) de ses « ajustements » à des exigences qui ne relèvent pas de sa logique interne exclusive et propre⁶⁵². Amin affirme que le projet du capital d'une « ouverture dérégulée du

⁶⁵⁰ « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », loc.cit. Amin vise surtout les théories du capitalisme global qui mettent l'accent sur l'idée d'une succession des hégémonies au sein du capitalisme global. Une hégémonie est censée façonner la structure de ce capitalisme et décider de son orientation. Mais cette critique peut aussi être adressée à toute la théorie marxiste qui est souvent critiquée pour avoir proposé une vision évolutionniste de l'histoire (surtout dans le *Manifeste communiste* écrit conjointement par Carl Marx et Friedrich Engels) qui paraît obéir à un déterminisme implacable

⁶⁵¹ Dans le troisième livre du *Capital* ([1844], Éd. Sociales, 1960-1970), cherchant à dégager des lois du développement du capitalisme et précisant que ces lois sont seulement tendancielle, Marx identifie dans cette évolution « des phénomènes cycliques ou aléatoires qui viennent se superposer à des tendances (à des trends pour parler comme les économistes), mais aussi que ces tendances sont combattues par des tendances de signe opposé – les contradictions du capitalisme condamnant le système à des crises, mais Marx se garde de décrire avec précision le processus de dégénérescence » (Raymond Boudon et François Bourricaud, « Marx » (sous la catégorie). *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, p. 354). Dans *L'idéologie allemande*, Marx et Engels expliquaient que « tous les conflits de l'histoire ont leur origine dans la contradiction entre les forces productives et le mode d'échange » (p. 91). Le concept de forces productives fait référence à la fois aux forces de production matérielles (machines, outils, techniques productives en général, y compris la science) et aux forces productives humaines ou à la force de travail. Quant à l'échange de la force de travail pour son usage (produire plus de valeur qu'elle n'en contient elle-même), il se noue dans les rapports de production, concept que Marx n'utilise que quelques années plus tard. « les rapports de production mettent en relation les forces productives matérielles (le capital) ... La combinaison des deux termes constitue un mode de production dont Marx a dressé la liste dans l'histoire : modes de production esclavagiste, asiatique, féodal, capitaliste... Surtout le passage d'un mode de production à un autre ne se fait pas de façon linéaire et simple. c'est-à-dire que l'histoire de chaque formation économique et sociale ne comporte pas nécessairement le passage par tous les modes de production : l'histoire est différente dans chacune des formations sociales ». Les tensions entre les forces productives et les rapports de productions constituent les contradictions qui sont le moteur de l'histoire au sens de Marx « les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui ont fait surgir de puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a invoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété, qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination » (*Manifeste du parti communiste*, [1847], Éd. Sociales, 1967, p. 39). (citations et commentaires tirées de Jean-Pierre Durand, *La sociologie de Marx*, Paris, La Découverte, 1995, pp. 23-24).

⁶⁵² « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », loc.cit.

marché » réalisant une unification du système économique synonyme d'une mondialisation n'a « jamais pu être mis en œuvre autrement que durant des moments brefs de l'histoire ». Il soutient que « dans la réalité ce projet a presque toujours été contraint de s'ajuster à de telles exigences ». Ainsi la mondialisation n'est pas dans les faits « une unification du système économique par l'ouverture dérégulée des marchés ». En effet,

« le libre-échange n'a été effectif que pendant deux décennies (1860-1880) auxquels a succédé un siècle (de 1880 à 1980) caractérisé par le conflit des impérialistes et par la déconnexion forte des pays dits socialistes (à partir de la révolution russe de 1917 puis celle de la Chine, et plus modestement des pays où s'est exprimé le nationalisme populiste illustré par l'ère de Bandung pour l'Asie et l'Afrique de 1935 à 1975) »⁶⁵³.

Ces transformations ont imposé au « capitalisme central »⁶⁵⁴ des ajustements dont il faut rendre compte si on veut analyser l'histoire du capitalisme.

La réunification du marché mondial sous le principe de la liberté d'entreprise « inaugurée par le néolibéralisme est elle aussi en train de produire un chaos auquel le capitalisme tente de s'ajuster par de nouvelles stratégies »⁶⁵⁵. Le nouvel impérialisme et la réactivation des fractures symboliques imaginaires entre les aires culturelles du monde (au nom de la théorie du clash des civilisations) sont à comprendre dans ce cadre.

L'ordre qu'il tente de fonder n'étant pas complètement stabilisé à cause des crises⁶⁵⁶ globales qui reviennent le hanter et des pressions exercées par les résistances internes⁶⁵⁷ (sociétés

⁶⁵³ Ibid.

⁶⁵⁴ Consulter le chapitre 4 pour une explication plus élaborée de cette notion.

⁶⁵⁵ Amin. « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », loc.cit.

⁶⁵⁶ Bien que d'ampleurs différentes, la crise actuelle, comme celle de 1929, de 1970, des années 1980, de 1991, de la fin des années 1990 sont des exemples. Au sens de Eric Hobsbawm, « le fonctionnement d'une économie capitaliste n'est jamais sans à-coup, et les fluctuations de durée variable, souvent très fortes, font partie intégrante de cette manière de gérer les affaires du monde. La succession d'expansion et de récession, ou "cycle économique", était bien connue de tous les hommes d'affaire du XIX^e siècle. Le cycle en question était censé se répéter, avec des variations, entre sept et onze ans. Une périodicité relativement plus longue avait commencé à attirer l'attention à la fin du XIX^e siècle, tandis que les observateurs se retournaient sur les péripéties inattendues des décennies précédentes. De 1850 (même si 1857 est une année où à partir des États-Unis, se développe dans le monde une crise économique qui est restée historiquement célèbre économique) environ au début des années 1870, une phase d'essor spectaculaire et sans précédent avait été suivie par une vingtaine d'années d'incertitudes économiques (...), puis d'une autre poussée manifestement séculaire de l'économie mondiale (...). Au début des années 1920, un économiste russe, N.D. Kondratiev, qui fut par la suite l'une des premières victimes de Staline, discerna, à compter de la fin du XVIII^e siècle, un modèle de développement économique passant par une série de "cycles longs" de cinquante à soixante ans. Mais ni lui ni personne d'autre ne put donner d'explication satisfaisante de ces mouvements (...). Depuis lors, ils sont devenus universellement connus sous le nom de Kondratiev dans la littérature spécialisée ». Marx pensait que « ces cycles faisaient partie d'un processus par lequel le capitalisme engendrait des contradictions qui finiraient par devenir insupportables, seuls les socialistes pensaient qu'ils faisaient courir un risque au système économique comme tel. L'économie mondiale était censée

démocratiques libérales) et externes⁶⁵⁸ (périphéries et semi-périphéries⁶⁵⁹) mais aussi transnationales⁶⁶⁰ au projet de domination du nouvel ordre global, le capitalisme adopte plusieurs stratégies de survie où l'impérialisme s'inscrit dans une stratégie plus fondamentale qui s'applique non seulement au tiers-monde mais aux sociétés du capitalisme avancé, celles de la démocratie libérale. Il s'agit d'une stratégie de production idéologique et politico-juridique de l'espace de la globalisation qui détruit l'espace territorial-national, celui qui constitue le lieu d'exercice de la souveraineté mais aussi le lieu d'expression de la volonté générale (fondement de la légitimité démocratique) et de l'identité (la nation, le peuple)

continuer de croître et à progresser comme elle l'avait fait depuis un siècle, mis à part les catastrophes soudaines et éphémères des récessions cycliques ». Avec la Grande Crise des années 1929-1933, « pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, (ces) fluctuations semblaient mettre en danger le système ». *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*. Éditions Complexe, Le Monde diplomatique, 1999, 2003. La crise de stagnation des années 1970 (avec la révolution culturelle de 1968) a aussi été considérée comme mettant en danger le système. Ces crises du capitalisme ont chacune transformé à sa manière les stratégies sociales politiques idéologiques du capitalisme (Cf. Eric. Hobsbawm. *L'Âge des empires. 1875-1914*, Paris, Fayard, 1989; *L'Âge des extrêmes*, op.cit.; Immanuel Wallerstein, *L'Après-libéralisme. Essai pour un système-monde à réinventer*. Henri Lefebvre. *La survie du capitalisme*, (loc.cit.).

⁶⁵⁷ Exemples de résistances internes : les grèves des travailleurs, les luttes sociales qui prennent de nouvelles formes de contestation, C.f. Dominique Efron, « Résistances sociales et transformations de la vie collective ». *Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail*, vol. 2, no : 2, 2007, (En ligne) URL : www.remest.ca/documents/Effros_000.pdf, consulté le 02 mars 2008.

⁶⁵⁸ Samir Amin affirme à propos des résistances externes à la domination du capitalisme. « Je crois que les réactions des peuples des périphéries au déploiement impérialiste ne doivent pas être sous-estimées. Car elles ont provoqué ne serait-ce que l'indépendance des Amériques, les grandes révolutions faites au nom du socialisme (Russie, Chine), la reconquête de l'indépendance par les pays asiatiques et africains et je ne crois pas qu'on puisse rendre compte de l'histoire du capitalisme mondial sans tenir compte des ajustements que ces transformations ont imposé au capitalisme central lui-même ». (« Géopolitique de l'impérialisme », loc.cit.). Plus récemment on peut souligner d'autres exemples de résistances des pays du tiers-monde qui font échec au projet de domination totale du capitalisme : la première et la deuxième *intifadha* en Palestine à travers lesquelles les palestiniens ont exprimé leur refus de la soumission planifiée à travers les projets israélo-américains ainsi que le système d'apartheid mis en place depuis 1967 et sa continuation dans des projets de paix injustes pour eux qui ne feront qu'installer la guerre permanente. La résistance actuelle du peuple irakien à l'occupation américaine témoigne elle aussi du rôle de la résistance externe pour amener des ajustements de la part des milieux politiques américains, qui après avoir soutenu cette guerre ont été amenés à revoir leur position pour formuler des critiques envers cette entreprise. Selon Amin. « le projet de domination des États-Unis –l'extension de la doctrine Monroe à la planète entière. (...) sera fatalement confronté à la montée des résistances grandissantes des nations de l'ancien monde qui n'accepteront pas de s'y soumettre. Les États-Unis seront alors appelés à se comporter comme « l'État voyou » par excellence, substituant au droit international le recours à la guerre permanente amorcé au Moyen-Orient, mais qui vise, au-delà, la Russie et la Chine), glissant sur la pente fasciste ("la loi patriotique" a déjà donné à leur police vis-à-vis des étrangers- les "aliens"- ds pouvoirs similaires à ceux dont la Gestapo avait été dotée) ». (loc.cit).

⁶⁵⁹ Consulter le chapitre 4 de la présente thèse pour une explication plus élaborée de ces notions.

⁶⁶⁰ Critiques formulées contre la globalisation exprimées par exemple lors du Forum Social Européen (Florence 2002), comme à l'occasion de la guerre contre l'Irak, mais aussi lors des manifestations de protestations contre les politiques néolibérales partout dans le monde (ex : Seattle, Québec... etc). Voir André C. Drainville. *Contesting Globalisation. Space and Place in the World Economy*, London, New York, Routledge, 2004, mais aussi André Drainville. « Québec City 2001 and the Making of Transnational Subjects ». *Socialist Register*, Londres, Merlin Press, pp. 15-42.

d'une société et lui substitue l'espace abstrait constitué par les réseaux, celui de la technicité (note de bas de page tiré de Freitag sur les transformations de la culture), dépourvu de sens social et culturel, c'est-à-dire l'espace de fonctionnement opérationnel et systémique des multinationales.

Cet espace est produit politiquement et idéologiquement à travers l'élaboration stratégique (à laquelle les États participent activement) et l'imposition globale d'une « nouvelle constitution » qui détruit le sens de l'équilibre démocratique du pouvoir dans les sociétés occidentales en reléguant la souveraineté dans ses deux sens : nationale et populaire à l'arrière plan pour favoriser les droits des investisseurs ou la souveraineté de l'espace abstrait globalisant qui est celui de la valorisation des activités des compagnies transnationales. Cette constitution est renforcée à travers une machine consensuelle de production de sens qui la présente comme le parachèvement de l'évolution de la démocratie libérale et présente la destruction de l'espace de la souveraineté démocratique comme une libération de l'artifice du politique.

Cette machine produit une culture qui justifie aussi les inégalités structurelles inhérentes au capitalisme qui sont nécessaires pour son fonctionnement en renforçant et en jouant sur les différences (races, sexes, classes...etc.) après les avoir aplatis à travers le processus de désymbolisation du monde auquel correspond la globalisation néolibérale. Au lieu de les intégrer dans un être-ensemble construit de façon politique (en respectant la nature agonistique du réel), elle les produit dans un sens qui sous-tend, de façon efficace, la logique de la puissance. En ce sens, les antinomies présumées entre universalisme et particularisme ou entre d'une part, l'universalisme et d'autre part, le racisme et le sexisme ne fonctionnent pas d'une façon opposée mais jouent au sein de cette la culture ainsi produite des rôles convergeant pour contenir les contradictions du système-monde moderne, contrairement à la croyance générale.⁶⁶¹

⁶⁶¹ Wallerstein écrit à cet égard : «*The two principal ideological doctrines that have emerged in the history of the capitalist world-economy - that is universalism on the one hand and racism and sexism on the other - are not opposites but a symbiotic pair (...) their "right dosage" has made possible the functioning of the system, one that takes the form of a continuing ideological zigzag. It is this zigzag which is at the base of the deliberate confusions inherent to the two usages of the concept of culture*» (*Geopolitics and Geoculture : Essays on the Changing World-System*, New York, Cambridge University Press, 1991, p. 167). Selon lui, ces idéologies ont été aussi utilisées par ceux qui voulaient changer l'ordre des choses comme justification de leur lutte. Il écrit : «*The paired ideologies of universalism and racism-sexism then have been very powerful means which the contradictory tensions of the world-system have been contained. But of course, they have also served as ideologies of change and transformation in their slightly different clothing of the theory of progress and the conscientization of oppressed groups. This has resulted in extraordinary ambivalent uses of these ideologies by the presumed opponents of the existing system, the antsystemic movements*» (Ibid., p. 180). Consulter à propos de la façon dont

En démantelant l'espace de la souveraineté démocratique, la constitution de la globalisation cherche à briser, au centre du capitalisme, le compromis social-démocratique qui a été le fruit des luttes politiques et sociales menées à partir du XIX^e siècle et qui ont donné lieu à l'État social ou l'État-providence mais aussi à l'élargissement du suffrage universel⁶⁶². C'est à travers ces mesures que les sociétés modernes ont essayé de préserver et maintenir la solidarité sociale pour répondre aux conséquences sociales de l'application débridée du libéralisme « manchestérien » ainsi qu'au « capitalisme sauvage » qui en est résultat. Le compromis social-démocratique était un effort de sortir d'une économie qui ne serait comprise que comme chrématistique c'est-à-dire qui « se définit, plutôt, à partir de l'argent (en grec *ta chremata*) et de l'individu calculateur qui, non seulement en dispose librement, mais fait de l'acquisition illimitée de cet équivalent de toutes les valeurs, la fin de son activité sociale (enrichissez vous ». La chrématistique se distingue en ce sens d'un régime sociétal de l'économie qui serait défini « à partir de l'agencement des besoins et des usages dans la vie sociale concrète comprise dans sa forme collective ou communautaire (*Oikonomia*) »⁶⁶³.

Mais cette option sociale-démocratique a aussi permis au capitalisme de sortir de sa crise et en pallier les effets en contenant la révolution⁶⁶⁴ présentant aux masses exploitées et

le racisme fonctionne pour contenir les contradictions de l'économie-monde capitaliste et justifier ses hiérarchies Wallerstein, *Le capitalisme historique*, op. cit., pp. 74, 75, 76-77, 78-79, 84-85. En ce qui concerne le rôle du sexisme à cet égard consulter *Geopolitics and Geoculture*, op.cit., pp. 167, 172-174, 175, 180-183. Consulter aussi Joan Smith (ed.), *Racism, Sexism and the World-System*, New York, Greenwood Press, 1988, voir également. Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein.. *Race, nation et classe. Les identités ambiguës*, Paris. La Découverte. 2005 (première édition 1988).

⁶⁶² Pour un compte rendu historique détaillé de ces luttes consulter Eric Hobsbawm, *L'ère des empires 1875-1914*, Fayard, 1989, notamment chap. :IV : Du bon usage de la démocratie (pp. 115-150), chap. : V : prolétaires de tous les pays (pp. 151-187, et chap. : XII : Vers la révolution (pp. 355-386) et passim.

⁶⁶³ Freitag. « La globalisation contre les sociétés ». in Michel Freitag et Éric Pineault. *Le monde enchaîné*, Québec. Nota Bene. 1999. pp. 234-235, p. 234.

⁶⁶⁴ C.f. Eric Hobsbawm, *L'Ère des révolutions*, Paris. Fayard, 1970 (Éditions Complexe, 1988). Dans la période 1848-1914, qui vient après cette ère des révolutions. « le programme libéral fut la domestication des classes laborieuses dans les zones du centre grâce à l'octroi du suffrage universel et de l'État providence » (Wallerstein. *L'après-libéralisme*, op.cit., p. 78). Selon Hobsbawm « (...) l'irruption soudaine et générale de mouvements ouvriers et socialistes plaça à partir des années 1880 de nombreux gouvernements et les classes qu'ils représentaient dans une situation délicate, même si rétrospectivement il nous apparaît que l'émergence de tels mouvements de masse n'était pas la seule cause de leurs soucis » (*L'Ère des empires*, op.cit., p. 132). Le sens du monde de l'après-guerre froide, celui où l'on vit depuis la fin des années 1980 peut être dégagé par un retour en arrière, sur le monde qui a pris fin avec cette fin des années 1980. Selon Hobsbawm, ce « monde qui s'est morcelé à la fin des années 1980 était le monde façonné par l'impact de la révolution russe de 1917 ». Le court vingtième siècle qui a commencé avec la première guerre mondiale en 1914 a été marqué par un étrange paradoxe dans lequel cette révolution a joué un rôle de premier ordre. Hobsbawm décrit comme suit ce paradoxe « le résultat le plus durable de la révolution d'Octobre, dont l'objet était le renversement mondial du capitalisme, fut de sauver son adversaire, dans la guerre (l'alliance du capitalisme libéral et du communisme contre le fascisme) comme

arrachées aux structures traditionnelles d'appartenance⁶⁶⁵ une autre option de changement que la révolution (le libéralisme réformiste⁶⁶⁶) surtout qu'une révolution sociale anti-capitaliste était venue rendre cette option bien réelle : la révolution d'octobre 1917⁶⁶⁷. Sortie de la de la Seconde guerre mondiale « avec le rang d'une superpuissance » grâce à son rôle dans la défaite d'Hitler, l'Union soviétique issue du régime instauré par la révolution d'octobre rassemblait autour d'elle la révolution qui semblait en progression mondiale. Cette révolution semblait offrir « une solution de rechange globale et réaliste à l'économie capitaliste » qui a survécu de justesse, et grâce à l'URSS, « au triple défi du marasme, du fascisme et de la guerre ». Cette image s'est surtout imposée et renforcée avec la crise des années 1930, si bien qu' « en l'espace d'une quinzaine d'années au milieu du siècle, (l'URSS s'est trouvée) à la tête d'un «camp socialiste» comprenant un tiers de l'espèce humaine, et avec une économie qui parut brièvement sur le point de dépasser la croissance économique capitaliste »⁶⁶⁸.

L'historien britannique Eric Hobsbawm décrit la crise de 1929-1933 comme

« (...) une crise mondiale d'une ampleur sans précédent (qui) mit à genoux même les économies capitalistes les plus fortes et sembla renverser la création d'une économie mondiale unifiée. L'une des réalisations remarquables du capitalisme libéral du XIX^e siècle. Les États-Unis à l'abri de la guerre et de la révolution, semblèrent être sur le point de s'effondrer. Tandis que l'économie vacillait, les institutions de la démocratie libérale disparurent pratiquement entre 1917 et 1942, hormis dans une frange de l'Europe et dans certaines parties de l'Amérique du Nord et de l'Australasie, tandis que le fascisme et ses mouvements autoritaires satellites progressaient »⁶⁶⁹.

Orientant la réflexion politique et publique, cette crise qui semblait signaler la mort du libéralisme « à l'ancienne », « obligea les gouvernements occidentaux à privilégier des considérations sociales aux dépens des considérations économiques dans l'élaboration de leur politique officielle ». Comme l'affirme Hobsbawm « n'en rien faire c'était s'exposer à

dans la paix, en l'incitant par peur, après la Seconde Guerre mondiale, à se réformer. Le communisme rendit en effet la planification économique populaire dans le monde capitaliste, en même temps qu'elle lui donna quelques procédures pour se réformer» (Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, op.cit., pp. 26-27).

⁶⁶⁵ C.f Pierre Fougeyrollas, *L'attraction du futur. Essai sur la signification du présent*. Paris. Méridiens Klincksieck, 1991, notamment, chap. II « L'épopée prolétarienne ». pp. 55-87.

⁶⁶⁶ L'expression est celle de Wallerstein, il l'utilise dans son livre *L'après-libéralisme*, op.cit.

⁶⁶⁷ Hobsbawm, *L'âge des extrêmes*, op.cit., p. 27.

⁶⁶⁸ Ibid.

⁶⁶⁹ Ibid., p. 26.

des dangers très menaçants : la radicalisation de la gauche et, comme le démontraient maintenant l'Allemagne et d'autres pays de la droite ». En effet, comme solution de sortie de la crise trois options se disputaient l'hégémonie politique et intellectuelle : le communisme marxiste, la social-démocratie et le fascisme. Après la seconde guerre mondiale (opposant l'alliance entre communisme et capitalisme contre le fascisme), l'option sociale-démocrate qui était « celle d'un capitalisme dépouillé de sa croyance en l'optimalité des marchés et réformé par un genre de mariage officieux ou de liaison permanente avec la social-démocratie des mouvements ouvriers non communistes »⁶⁷⁰ paraissait la plus efficace aux yeux des libéraux pour sortir du cercle vicieux de la crise, d'où l'instauration des politiques keynésiennes de l'État-providence préconisant le recours à une intervention directe de l'État dans l'économie pour en stimuler la croissance à travers la prise en main de l'ensemble des services publics que sont la santé, l'éducation, le logement social, la protection sociale des sans-emploi des personnes inaptes à travailler, etc. Selon Freitag, cette voie

« (...) fut suivie par les sociétés européennes les plus "avancées" où le système des institutions politiques modernes, et en particulier la structure de l'État, étaient déjà solide et légitime pour pouvoir absorber et résoudre à son niveau propre les contradictions dynamiques résultant du développement du capitalisme »⁶⁷¹.

La voie du réformisme social-démocratique fut de nature politique au sens moderne du terme mais elle a fini par être supplantée par la voie américaine de dépassement de la crise : « la voie organisationnelle-managériale ». Freitag explique que si la voie européenne socio-démocratique

« (...) impliquait une rénovation fondamentale des formes spécifiquement modernes du politique, dans le sens non de leur liquidation mais de leur *aggiornamento* (...) les formes sociopolitiques qu'elle s'efforçait d'inventer furent submergées, à travers certaines convergences formelles, par celles qui avaient été élaborées dans la voie américaine, à l'occasion de l'hégémonie que les États-Unis avaient acquise dans le monde occidental après la seconde guerre mondiale, et elles se fondirent dans ces dernières sans guère laisser de trace »⁶⁷².

Les trente ans qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont été marquées par la généralisation de ces politiques keynésiennes et correspondent en même temps à *l'Age d'Or* du capitalisme : *les trente glorieuses*. Mais, comme le souligne bien Serge Halimi,

⁶⁷⁰ Ibid.

⁶⁷¹ « De la terreur au meilleur des mondes. Genèse et structure des totalitarismes archaïques », in Daniel Dagenais (sous la direction de), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, pp. 248-350, p. 268.

⁶⁷² Ibid.

« (...) alors même que cette période marquait le temps fort de l'État social, de l'État-providence, et alors que le *New Deal* paraissait éternel, que les élections se gagnaient toujours au centre (surtout aux États-Unis), un certain nombre d'intellectuels ont patiemment et avec ténacité préparé l'infléchissement des courbes puis leur retournement »⁶⁷³.

Ceci a été possible grâce à « un travail idéologique, (un) volontarisme politique et (un) militantisme » afin de faire « naître une nouvelle demande »⁶⁷⁴. En effet, « dès 1945, dans divers milieux académiques et cercles du ‘monde des affaires’ éclosent, en parallèle, des projets visant à réunir les défenseurs qualifiés du libéralisme afin d'organiser une riposte d'ensemble aux tenants de l'interventionnisme d'État et du socialisme ». C'est dans trois centres que s'organise le travail de ces défenseurs de la pureté du libéralisme: l'Institut universitaire des hautes études internationales (IUHEI) à Genève, la *London School of Economics* (LSE) et l'université de Chicago. Ces lieux réunissent « des économistes formés par « l'école autrichienne » des années 20 et 30 dont Ludwig Von Mises a été l'un des maîtres »⁶⁷⁵.

Ces économistes prônaient le retour à l'idée de l'État minimal comme ingrédient principal de la prospérité économique menant de fait une guerre idéologique contre l'intervention de l'État dans l'économie. Pour s'implanter partout cette idéologie néolibérale, qui avait subi une défaite sous l'effet des luttes des classes ouvrières et qui avait subi de nombreuses critiques donnant lieu à la naissance de L'État-national-social ou la social-démocratie, s'est transformée en un programme stratégique pour détruire l'État-providence et paralyser les États-nations afin de garantir le droit sacré des entreprises et des investisseurs. Les tenants de cette idéologie ont ainsi travaillé, dès la fin des années 1920 à la reconstruction du marché mondial sur des fondements nouveaux, autres que ceux de la social-démocratie⁶⁷⁶.

Il faut aussi souligner l'importance de l'effet de la révolution de 1968 dans l'ébranlement de la domination du libéralisme dans les sociétés de la démocratie libérale occidentales qui a été

⁶⁷³ Dwight Eisenhower « admettait en 1958 que l'expansion graduelle de l'État fédéral » était « le prix à payer pour une augmentation rapide de la croissance » et la plate forme du parti démocrate annonçait en 1960 que « l'éradication définitive de la pauvreté était ‘en vue’ » (cités par Serge Halimi, « La droite américaine a pensé l'impensable », in *Manière de voir. Le Monde diplomatique*, n° 72, décembre-janvier 2004, p. 10-13.

⁶⁷⁴ Ibid.

⁶⁷⁵ Charles-André Udry, « Von Hayek. Des postulats largement diffusés, un pèlerin prosélyte », (En ligne) URL http://www.alencontre.org/EdPage2/p2_neolib_udry.html, consulté le 08 mai 2004.

⁶⁷⁶ Perry Anderson, « Histoire et leçons du néolibéralisme. La construction d'une voie unique ». *Option Paix*, Printemps 1994, pp. 19-26, disponible en version électronique sur le site *Page#2*, URL http://www.alencontre.org/EdPage2/p2_neolib_anderson.html

à l'origine de la transformation des stratégies idéologiques du capitalisme. Le tournant 1967/1973 marque la destruction des bases du consensus libéral. Selon Immanuel Wallerstein qui analyse ce tournant dans *L'Après-libéralisme*⁶⁷⁷,

« (...) les révolutionnaires de 1968 ont élevé une protestation de gauche contre ce consensus, et surtout contre la transformation historique du socialisme –du léninisme même- en social-libéralisme. Cela a pris la forme d'une résurgence intempestive de divers thèmes anarchistes, mais aussi (...) du maoïsme »⁶⁷⁸.

Cette période coïncide aussi avec la montée des protestations contre l'hégémonie américaine dans le monde ainsi que contre le pouvoir de L'URSS. Les vieux partis politiques ainsi que leurs idéologies sont aussi l'objet de vives contestations. Mais ce n'est pas seulement cette nouvelle gauche qui a exprimé sa volonté de rupture avec le consensus libéral. Au sens de Wallerstein, « dans le sillage de la rupture espérée par la gauche avec (ce) consensus libéral mondial, l'idéologie conservatrice s'est également renouvelée pour la première fois depuis 1848, devenant à nouveau politiquement agressive, plutôt que défensive ». Le programme des tenants de cette idéologie a trouvé dans la crise de stagflation des années 1970 une occasion propice à son application⁶⁷⁹. Ce programme « a été prioritairement conçu pour supprimer les contraintes qui pesaient sur le marché, permettant ainsi de faire un zoom arrière en ce qui concerne la redistribution par l'État-providence pour la première fois de façon aussi spectaculaire depuis un siècle »⁶⁸⁰.

Après l'implosion des régimes politiques que la révolution d'octobre 1917 a fondé, et après s'être concentré sur la destruction de l'option sociale-démocratique à partir des années 1970 et tout au long des années 1980, le libéralisme s'est érigé en alternative unique de devenir historique avec le modèle des États-Unis au centre à travers un nouveau projet politique et idéologique : celui du néolibéralisme. Mais la chute de l'URSS en 1989 révèle-t-elle le triomphe du capitalisme ou plutôt la crise (de la vision du monde dans laquelle il s'insère et qu'il partage avec le communisme)? Quel est le sens de 1989?

⁶⁷⁷ *L'après libéralisme. Essai sur un système-monde à réinventer* (traduit de l'américain par Patrick Hutchinson. L'aube. La Tout Pèlerin, 1999.

⁶⁷⁸ Ibid., p. 78.

⁶⁷⁹ Naomi Klein, *The Shock doctrine The Rise of Disaster Capitalism*, London. Penguin Books, 2008.

⁶⁸⁰ Wallerstein, *L'après-libéralisme*, op.cit., pp. 78-79.

Selon Samir Amin, le passage d'un « libéralisme qui a été tempéré jusqu'aux années 1980 par la dimension sociale prise en compte par et à travers le "compromis historique social démocrate" contraignant le capital à s'ajuster à la demande de justice sociale exprimée par les classes travailleuses » à « un cadre social nouveau inspiré par le libéralisme à l'américaine, anti-social (...) a plongé les sociétés européennes dans une crise multidimensionnelle ». Il explique ainsi qu'il y a

« (...) d'abord, la crise économique tout court, immanente à l'option libérale. Une crise aggravée par l'alignement des pays de l'Europe sur les exigences économiques du leader nord américain, l'Europe consentant jusqu'ici de financer le déficit de ce dernier, au détriment de ses intérêts propres. Ensuite il y a une crise sociale qui s'accroît par la montée des résistances et des luttes de classes populaires contre les conséquences fatales de l'option libérale. Enfin, il y a l'amorce d'une crise politique –le refus de s'aligner, sans conditions tout au moins, sur l'option des États-Unis : la guerre sans fin contre le Sud »⁶⁸¹.

Aux yeux de Wallerstein, 1989 est à comprendre comme en continuité avec 1968 qui a marqué le début de l'ébranlement de l'emprise du libéralisme, de la doctrine du développement, du projet de réformisme rationaliste, ainsi que des modèles de la connaissance qui les sous-tendent. 1989 signale la fin de cette emprise. La chute des communismes n'est ainsi que la continuité de 1968, c'est-à-dire l'échec du libéralisme et non son triomphe, contrairement à ce que suggèrent les thèses dominantes de l'interprétation de cet événement⁶⁸².

Wallerstein décrit 1968 comme une révolution au sein du capitalisme historique⁶⁸³. Il accorde une grande importance à 1968 comme point de retournement dans la géoculture du capitalisme. Dans ce sens, il affirme que

« (...) l'importance de 1968 n'a certes pas résidé dans l'ampleur des changements politiques qu'elle a apportés. Dès 1970, les soulèvements avaient été supprimés ou s'étaient éteints à la façon des pétards mouillés partout. L'importance de ces événements n'a pas consisté non plus dans la nouveauté des idées qu'elle a agitées. Le maoïsme a connu un bref moment de gloire dans les années soixante-dix mais était déjà désintégré dès la mi-décennie, particulièrement en Chine elle-même. Les thématiques des nouveaux mouvements sociaux - le nationalisme culturel des minorités, le féminisme, l'écologie - ont été relativement plus coriaces que le maoïsme mais

⁶⁸¹ « Géopolitique de l'impérialisme ». *Ioc.cit.*

⁶⁸² Wallerstein écrit à ce propos : « *When we look at the period 1945-1990, we immediately notice a few things about it. It starts out as a period of incredible global economic expansion which then slows down. It starts as a period of unquestioned US hegemony in the world-system and then this hegemony begins its decline. We have identified the moment of shift for each of these phenomena as 1967/73* ». ([Avec Terence K. Hopkins]. *The Age of Transition: Trajectory of the World-System 1945-2025*, London. Zed Books, 1996, p. 9)

⁶⁸³ Cf. chapitre 4

doivent encore trouver une réelle assise idéologique. L'importance de 1968 aura plutôt résidé dans le fait que son séisme a fracturé le consensus du condominium Wilson-Lénine (libéralisme-socialisme) en soulevant la question de savoir si l'idéologie "développementiste" pouvait ou non en réalité se targuer de la moindre réalisation d'importance durable. Son choc aura ainsi semé le doute idéologique, et érodé la foi des bâtisseurs»⁶⁸⁴.

Ainsi c'est surtout l'impact géoculturel de 1968 qui est significatif pour Wallerstein⁶⁸⁵. Fonctionnant aujourd'hui sans aucun horizon externe, après la destruction des autres alternatives historiques et l'expansion spatiale de la division capitaliste du travail aux confins de la planète, comment le capitalisme peut-il résoudre et même dépasser ses contradictions? En faisant appel à plusieurs stratégies qui lui permettent de s'ajuster non seulement à ses propres contradictions (engendrant de façon récurrente des crises) mais aussi aux pressions venant de l'extérieur de sa propre logique (résistances). La restauration du credo libéral (mais seulement sous la forme d'un ensemble de slogans) et la destruction des ajustements historiques que le libéralisme (idéologie fondamentale du capitalisme) avait entrepris à l'intérieur des États-nations (le compromis social-démocratique) mais aussi la production idéologique et politico-juridique de l'espace figurent à la tête des stratégies du capital dans sa quête non seulement de la survie⁶⁸⁶ mais de la puissance. Refusant toute limite au plein déploiement de la logique chrématistique, il retourne à ses premiers fondements et se charge de détruire les résistances «résiduelles» à l'emprise totale de cette logique sur tous les aspects de la vie humaine. Le néolibéralisme n'est pas en effet une simple restauration du libéralisme il est un projet politique visant la production opérationnelle, programmatique et idéologique de la réalité elle-même.

⁶⁸⁴ *L'histoire continue*, (trad. de l'américain par Patrick Hutchinson). La Tour-D'Aigues (France). L'Aube. 1999. pp. 27-28.

⁶⁸⁵ Il formule au sujet de 1968 à ce sujet une série d'hypothèses: « *Thesis 1: 1968 was a revolution of the world-system (...)* *Thesis 2: The primary protest of 1968 was against US hegemony in the world-system (and soviet acquiescence in that hegemony).* (...) *Thesis 3: The secondary, but ultimately more passionate protest of 1968 was against the "old left" antisystemic movements (social and national movements).* (...) *Thesis 4: Counterculture was part of revolutionary euphoria, but was not politically central to 1968* ». En ce qui concerne l'héritage de cette révolution, Wallerstein pose aussi deux hypothèses. Il écrit, en fait: « *I shall (...) put before you what I think are the two principal legacies of 1968: Thesis 5: Revolutionary movements representing "minority" or underdog strata need no longer, and no longer do, take second place to revolutionary movements representing presumed "minority" groups.* (...) *Thesis: The debate on the fundamental strategy of social transformation has been reopened among the antisystemic movements, and will be the key political debate of the coming twenty years.*» (*Geopolitics and Geoculture*, op. cit., pp. 65-77).

⁶⁸⁶ C. f. Henri Lefebvre. *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production* (Préface de Jacques Guigou, postface de Rémi Hess). Paris. Anthropos, 2002 (troisième édition).

3.3 De la gouvernance néolibérale à la gouvernance néoconservatrice : les lignes de continuité et d'accord entre néolibéralisme et néoconservatisme

3.3.1 Le néolibéralisme comme un nouveau « mode de gouvernementalité » des rapports sociaux

Au cœur de la production néolibérale de l'espace global, qui ne fait que produire la violence et le chaos, on trouve une « nouvelle morphologie du pouvoir s'exerçant sans contrôle (démocratique, légal) : celui des entreprises privées transnationales fonctionnant selon des critères exclusivement financiers » et celui des « nouvelles classes dominantes agglomérées dans l'empire », qui sont devenues des « instances souveraines transnationales »⁶⁸⁷. Il s'agit d'un nouveau « mode de gouvernementalité », au sens de Foucault⁶⁸⁸, qui n'amène pas le démantèlement de l'État mais le démantèlement de sa légitimité démocratique et son remplacement par la logique de l'efficacité qui devient la nouvelle base de légitimation de sa souveraineté. Le néolibéralisme ne repose pas en effet sur une simple ontologie des « lois naturelles du marché ». « Il vise bien à construire un ordre du marché par un interventionnisme d'une nouvelle sorte ». Loin de perpétuer les illusions des idéologues du laissez faire, les néolibéraux, dès le début « assument le caractère juridiquement et politiquement construit de l'ordre du marché »⁶⁸⁹.

Il s'agit d'une rationalité politique générale et pas seulement d'une politique économique ou monétaire. Elle est aussi plus que la politique d'une classe. Comme l'a bien montré Foucault

⁶⁸⁷ Alain Joxe, *L'empire du Chaos*. op.cit. p. 18. C.f., également, Kees Van der Pijl. *Transnational Classes and International Relations*. London, Routledge, 1998.

⁶⁸⁸ À la fin des années 1970, Michel Foucault s'intéresse aux mutations du libéralisme classique vers le libéralisme tardif, appelé aussi néolibéralisme. « Le cours que Foucault a donné durant l'année 1978-1979 au Collège de France. "La naissance de la biopolitique" a donné lieu à un courant de recherche qui porte sur la "gouvernementalité" », concept que Foucault considérait comme central pour comprendre les nouvelles façons de gouverner les hommes. Le néolibéralisme est ainsi loin d'être une simple restauration du libéralisme, ou seulement une politique monétaire et économique. Il se caractérise par une conception renouvelée de l'État dans laquelle son prétendu retrait serait en réalité une forme sophistiquée d'interventionnisme (c.f. Christian Laval. *Penser le néolibéralisme*. À propos de Wendy Brown. Les habits neufs de la politique mondiale et de François Denord. *Néolibéralisme version française*. La Revue internationale des livres et des idées, no 04, (En ligne). URL <http://revuedeslivres.net/articles.php?id=63>, consulté le 03 janvier 2008. Les analyses qui s'inspirent de cette approche foucauldienne insistent sur l'importance de la notion de responsabilité dans l'élaboration théorique du néolibéralisme et les pratiques.

⁶⁸⁹ C'est ici Christian Laval qui explique cette idée foucauldienne dans, « Stratégie néolibérale, éducation et connaissance où en est la recherche? », publié le 22 décembre 2007. URL <http://www.ecoledemocratique.org/ispip.php?article440>, consulté le 03 janvier-2008.

« le néolibéralisme qui trouve ses racines lointaines dans les problématiques benthamiennes du contrôle et du calcul (pragmatisme), est avant tout une réflexion sur les techniques du gouvernement à employer lorsque le sujet de référence est constitué comme cet être maximisateur de son utilité »⁶⁹⁰.

Le néolibéralisme est ainsi « une forme spécifique de logique politique normative qui organise la sphère politique, les pratiques gouvernementales et la citoyenneté » et qui est fondée sur une forme renouvelée de l'État. Ce projet normatif « s'attaque aux institutions, modifie leur fonctionnement »⁶⁹¹ en leur imposant de nouveaux principes dont les maîtres mots sont « l'efficacité » et « la concurrence ». Ce nouveau mode de gouvernement traite toutes les institutions, tous les champs comme des « marchés », c'est-à-dire comme obéissant à des principes de fonctionnement « où chacun (ne) poursuit (que) des finalités privées, en concurrence avec les autres, sans autre lien que celui de l'accord entre des intérêts privés ». Cette rationalité politique qui s'applique à tous les secteurs de la vie sociale « a pour principe et pour horizon la fabrication de l'homme économique, du sujet de l'intérêt »⁶⁹². Elle met en place des modes de régulation fondés sur l'autonomie supposée de ce sujet de l'intérêt, sur l'accumulation privée des avantages de toutes natures et sur la culpabilisation et la criminalisation du mauvais calculateur.

Comment cette rationalité politique fondée sur le sujet de l'intérêt devient-elle l'allié du néo-conservatisme qui est fondé quant à lui sur les idées du retour aux valeurs de la famille, de la nation et de la religion? Le discours néolibéral s'associe au néoconservatisme dans une entreprise commune d'instauration d'une culture anti-démocratique qui sous-tend le nouveau mode de gouvernemental néolibéral. Il trouve dans la volonté néoconservatrice de substituer la vie familiale et consumériste à la participation politique un terrain favorable à l'instauration de ce nouveau mode de gouvernemental.

3.3.2 Au-delà de l'opposition apparente du néolibéralisme et du néoconservatisme : La négation du politique comme horizon commun du néolibéralisme et du néoconservatisme

Au-delà de leur opposition apparente, les deux idéologies du néolibéralisme et du néoconservatisme se trouvent au fondement de la « constitution néolibérale de la

⁶⁹⁰ Ibid.

⁶⁹¹ Ibid.

⁶⁹² Ibid.

mondialisation ». Ce que les néoconservateurs partagent avec les néolibéraux c'est la sacralisation du capitalisme. Si en attaquant l'utopie mondialiste du "one world", Huntington cherche à développer une analyse plus réaliste de la mondialisation et du rôle des États-Unis dans le monde de l'après guerre froide, il fait bien attention de ménager le capitalisme, qui est le moteur de cette globalisation. Comme nous l'avons vu, à ses yeux, ce n'est pas l'injustice économique, ni la brutalité de l'économie du marché, ni même la politique de puissance des États capitalistes qui seraient à l'origine de la résistance au modèle néolibéral, mais le rejet des valeurs occidentales, la "haine naturelle" (il est naturel de haïr selon Huntington) suscitée par la différence des cultures, la non compatibilité de certaines d'entre elles avec les valeurs de la démocratie et leur propension naturelle à la violence.

De plus, néolibéraux et néoconservateurs ont aussi tous soutenu la théorie « bushiste » de la guerre juste ainsi que l'idée de la mission de l'Amérique dans le monde. Dans le discours dominant les deux thèses de la fin de l'histoire et du choc des civilisations fusionnent⁶⁹³. Éliminer le terrorisme est présenté en fait comme une tâche vitale et urgente pour que l'humanité puisse accéder aux bienfaits du libéralisme ainsi qu'à ses promesses démesurées dans un monde qui sera débarrassé des forces du mal, seul obstacle devant l'avènement de la démocratie et le règne de la paix et de la liberté. La guerre contre le terrorisme se présente ainsi comme *un projet de guerre perpétuelle*⁶⁹⁴ pour établir celui de *la paix perpétuelle*. La première étape de ce projet de guerre visant à éliminer toutes les guerres a été d'abord la guerre contre l'Afghanistan suivie par celle contre l'Irak. Éliminer la mauvaise partie du tout, celle qui prolifère sous la figure des États-voyous et sous la forme de réseaux terroristes est la tâche qui semble s'imposer pour que puisse régner le « dernier homme ».

⁶⁹³ Dans sa justification de son projet de guerre perpétuelle appelé « guerre contre le terrorisme », la rhétorique belliciste de Bush ne s'est pas ainsi contentée de s'appuyer sur la menace que représenterait le terrorisme pour la paix mondiale, elle a aussi, pour chercher le consensus autour de son projet, adopté l'argument de la "paix démocratique" chère aux partisans du marché. Mais, si l'ère de Clinton avait embrassé la rhétorique de la paix démocratique avec enthousiasme sans assumer ce rôle dans la réalité, vu ses coûts élevés, l'administration de Bush prétend qu'il n'y a plus d'écart entre la rhétorique et les moyens de l'Amérique. L'action rejoint la parole et l'on entend mettre à exécution le processus de démocratisation comme remède au terrorisme. Les Américains se disent désormais prêts à propager des élections libres et des marchés libres dans toutes les régions du globe, si nécessaire par le fer et par le feu. Faisant sienne la « cause juste » qui consisterait à promouvoir la démocratie et « sauver l'Humanité » des vestiges du totalitarisme, cette rhétorique a donc transformé la guerre, qui était censée disparaître, d'une défense d'intérêts nationaux (dans la logique réaliste), qui ne peuvent que causer les antagonismes et la « haine » entre peuples, à la défense de « principes moraux universalistes ». Les seules guerres désormais justes et légitimes seraient les « interventions humanitaires » menées au nom du droit d'ingérence pour défendre les « droits humains » et promouvoir la démocratie.

⁶⁹⁴ Eric Alliez et Antonio Negri. « Paix et guerre », *Multitudes*, no 11 hiver 2003. (En ligne). publié janvier 2003. URL : http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=24 . consulté 12 janvier 2004.

En réalité, les deux thèses apparemment opposées relèvent paradoxalement de la même logique, du même imaginaire. Il est, en effet, implicitement stipulé dans les deux thèses que la paix est impossible sans l'abolition de « l'être-ensemble comme être-entre »⁶⁹⁵, comme disparition des intervalles et des distances. La deuxième vient compléter la première qui célèbre le triomphe du libéralisme comme fin du dissensus. Ce triomphe y est perçu comme étant limité par l'existence d'obstacles : les particularismes ou les identités différenciées. Ainsi si elles ne se conforment pas au modèle dominant, c'est-à-dire le modèle américain, elles sont perçues comme des obstacles dangereux menaçant l'expansion illimitée de l'Empire du Bien et la généralisation des bienfaits du néolibéralisme à l'humanité entière.

La thèse de la « fin de l'histoire » ainsi que celle du « choc des civilisations » nous enferment ainsi dans un imaginaire structuré par « l'alternative de l'universalisme et de l'identitarisme » qui oppose la grande communauté (humanité) aux petites et nous empêche d'affronter la question du multiple, cette question qui se trouve au fondement de la question politique. Les deux reflètent une négation du politique : la première est la pensée du consensus et la deuxième prétend penser le conflit inhérent aux rapports sociaux mais ne fait que le limiter à la sphère culturelle. Elle sape la base politique des conflits.

Refusant la reconnaissance politique de la division au sein de la démocratie libérale, cette conception du conflit empêche sa reconnaissance politique. Or cette reconnaissance est le fondement du politique ainsi que de la démocratie. Si, en effet, l'idéologie néoconservatrice se prétend réaliste, elle ne fait que ramener la politique à la logique de la police, celle qui ne voit pas d'« écart », de « distance » ou de « supplément » dans « le partage du sensible » qui fonde la politique. Selon Rancière, ce « partage du sensible », qui fonde la vision dominante,

« (...) définit, énumère, distribue les qualités, les propriétés, les rôles, il assigne les places dans l'ordre des choses parmi les groupes sociaux, les genres, les sous-groupes, en constituant ainsi une symbolique précise du social à même le tout incorporé de la population qui est la somme

⁶⁹⁵ Même si Jacques Rancière soumet la conception arendtienne du politique à la critique (pour lui l'*arché* n'est pas une capacité de commencer quelque chose ensemble, ce qui est fondamental dans la conception arendtienne du politique, mais plutôt la capacité d'un seul d'agir et donc de commander, le politique constitue une rupture de la logique de l'*arché*, donc de la correspondance entre la capacité de commander et celle d'être commandé. Le politique est pour lui dans le litige sur cette correspondance), comme Hannah Arendt Jacques Rancière insiste sur cette idée de « l'être-ensemble-comme-être-entre » qui est consubstantielle de sa conception du politique. (cf. Jacques Rancière, « Biopolitique ou politique? », Entretien avec Éric Alliez pour *Multitude*, no. 1, mars 2000, En ligne. URL : <http://multitudes.samizdat.net/Biopolitique-ou-politique> Consulter aussi Christian Ruby, *L'interruption. Jacques Rancière et la politique*, Paris, La Fabrique, 2009.

immédiate de ses parties. dans une parfaite coïncidence avec elle-même, c'est-à-dire avec l'ensemble de ses données, avec son reflet statistique »⁶⁹⁶.

Il y a en effet selon Rancière deux façons de compter les parties d'une communauté : celle de la police et celle de la politique. « La première ne compte que les parties réelles, des groupes effectifs définis par des différences dans la naissance, les fonctions, les places et les intérêts qui constituent le corps social, à l'exclusion de tout supplément ». Elle est fondée sur « une loi implicite qui définit les formes de l'avoir-part en définissant d'abord les modes perceptifs dans lesquels ils s'inscrivent ».⁶⁹⁷ Elle effectue ainsi un « partage du sensible » et procède selon une « découpe du monde » selon un « *nemein* sur lequel se fondent les *nomoi* de la communauté ». Dans la découpe du monde qui se fonde sur cette loi implicite, il n'y a ni vide ni supplément.

« La société y consiste en groupes voués à des modes de faire spécifiques, en places où ces occupations s'exercent, en modes d'être correspondant à ces occupations et à ces places. Dans cette adéquate des fonctions, des places et des manières d'être. il n'y a de place pour aucun vide. C'est cette exclusion de ce qu'il n'y a pas qui est le principe policier au cœur de la pratique étatique »⁶⁹⁸.

Cette logique se trouve au fondement de « l'axiomatique de la domination », ou encore de « la corrélation entre une capacité à commander et une capacité à être commandé »⁶⁹⁹.

Adoptant une perspective critique à l'égard de la tradition dominante dans la philosophie politique moderne, qui interprète la nature du politique en termes de domination et de subordination d'une volonté à une autre, Rancière définit la politique comme manifestation de la rupture de la correspondance entre ces capacités corrélées (domination, subordination). Comme Hannah Arendt⁷⁰⁰, il affronte avec vigueur l'approche instrumentale du politique qui

⁶⁹⁶ Jacques Mascotto. « Épilogue Du réalisme transcendantal à l'éthique pratique, critique et politique », in *Société* (Penser l'aporie postmoderne). no 24-25, Hiver 2005, pp. 305-325, pp. 306-307.

⁶⁹⁷ Jacques Rancière. *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 2004, p. 241

⁶⁹⁸ Ibid.

⁶⁹⁹ Ibid. p. 232.

⁷⁰⁰ Comme Aristote. Hannah Arendt définit le politique non pas comme une essence mais comme ce qui existe entre les hommes. Elle se trouve au cœur de la tension entre le Un et le multiple et gît au cœur de la pluralité humaine. Le seul bien commun que les êtres humains auraient est justement pour Arendt cette pluralité même qui crée une distance où ils peuvent se reconnaître mutuellement. Dans *Qu'est ce que la politique?* (Paris, Seuil, 2001). mais aussi dans *La condition de l'homme moderne* (Paris, Clamann-Lévy, 1983) Arendt insiste sur cette idée. Pour elle, sans cette pluralité, il n'y aurait pas de politique, elle est le mode de l'expression du multiple qui agit ensemble. « Ce sont des hommes, et non pas l'homme, qui vivent sur cette terre et habitent le monde ». Arendt conçoit ainsi le politique comme quelque chose de relationnel ne pouvant exister qu'entre les hommes. N'étant pas une substance, elle ne « prend naissance (que) dans l'espace-qui-est-entre-les-hommes » (Ibid., pp.

réduit le rapport de pouvoir à l'exercice de l'autorité à travers la contrainte. Ainsi pour lui, comme pour Arendt, la politique est action concertée contre la domination. Elle est expression du supplément et configuration de l'espace selon un principe qui fait voir le monde de ses sujets et de ses opérations. Selon Rancière « l'essence de la politique est de perturber (l')arrangement (de l'espace selon la logique de la police) en le supplémentant d'une part des sans-part identifié au tout-même de la communauté ». Il affirme que « le litige politique est celui qui fait exister la politique en la séparant de la police qui constamment la fait disparaître, soit en la niant purement et simplement, soit en identifiant sa logique à la sienne propre »⁷⁰¹.

La politique est ainsi en son essence « manifestation du dissensus », reconfiguration de l'espace institué par la logique de la police de telle sorte à ce que puisse se manifester le sujet politique : le peuple, les travailleurs, les citoyens. Elle est « le litige institué sur le partage du sensible, sur ce *nemein*, qui fonde tout *nomos* communautaire »⁷⁰². Les deux principes opposés de la police et de la politique expriment en quelque sorte la tension fondamentale entre la souveraineté, ce principe qui se trouve au fondement de l'autorité politique dans la théorie politique moderne et la légitimité, qui justifie le droit de commander et dont le peuple, seul détenteur de la souveraineté, est la source dans la théorie de la souveraineté démocratique du pouvoir de Rousseau (la souveraineté populaire). La définition de la politique sur laquelle Rancière insiste tire le pouvoir du côté de la source de la légitimité, le peuple, contrairement aux définitions qui le tirent du côté de la puissance, soucieuses de « gestion » et de « contrôle » du politique et qu'il décrit comme fonctionnant plutôt sous le principe de la police que sous celui de la politique.

Nous retrouvons la logique de la police au fondement de la définition du terrorisme comme un problème de « circulation » en vertu de laquelle le terroriste est un obstacle à éliminer pour que revienne le « cours normal des choses », celui qu'elle a la responsabilité de protéger, d'organiser et dont elle doit bien assurer le fonctionnement. Cette logique organise le monde pour nous et définit les limites du pensable et de l'impensable ainsi que les modes perceptifs selon le principe de l'absence de vide et de supplément. La guerre contre le

15-17). On retrouve cette conception du politique comme agir ensemble au fondement de la conception freitagienne du politique également. Comme elle, Freitag et Rancière refusent la conception du pouvoir qui n'en fait que l'expression de la domination.

⁷⁰¹ Ibid., pp. 239-242.

⁷⁰² Ibid.

terrorisme est avant tout une opération idéologico-politique et symbolique de transformation du champ discursif contemporain dans le sens d'une limitation du champ de la démocratie et du politique à l'intérieur des sociétés et entre elles. Elle remplace la logique du politique par celle de la police qui opère en traçant les lignes de découpage de l'espace perceptif qu'elle organise selon les critères de la puissance. Ces critères ne permettent de concevoir ni *demos*, ni espace public, ni citoyens mais des entités incommensurables entre elles qui définissent les catégories sociales qu'il s'agit de gérer, dont il faut organiser la circulation. Les lois anti-terroristes assurent le règlement des dérapages par rapport à cette logique, en fournissant ainsi l'occasion d'achever la fin du politique comme « dissensus », comme expression du *demos* conçu comme rupture de la logique de l'*arché*, comme manifestation du sujet politique et litige sur le partage du sensible institué par la logique de la police.

Si elle se réclame du réalisme, qui reconnaît la nature fondamentalement polémogène des rapports sociaux, la pensée néoconservatrice, comme l'illustre le paradigme huntingtonien, fait du conflit non pas l'expression d'un litige politique, lié à l'actualisation de la dialectique de l'universel (le principe de l'égalité fondamentale de tous au sens de Rancière) et du particulier, mais plutôt l'expression de l'incompatibilité qui se traduit en haine. Le fondement de la politique est ainsi psychologisé et naturalisé. Au fondement de l'argumentaire pour le caractère naturel du conflit, qui se dit réaliste et qui prétend réhabiliter le politique, nous ne trouvons que la scène pré-politique des origines, celle de la peur et de la haine de l'autre tenues pour naturelles. Si Huntington tient à réhabiliter la division c'est comme retour de la haine qu'il l'envisage. S'il nous parle de civilisations, il ne s'agit là que d'un euphémisme pour parler des races. La carte raciale-culturelle qu'il nous dessine endosse les vieilles théories raciales et ignore les déplacements massifs de populations à la fin du XIX^e et au XX^e siècle. En vertu de cette carte, Huntington fait des « prédictions sensationnalistes de guerres de races » et propose d'« incorporer les peurs raciales aux politiques intérieure et étrangère » lançant « un appel aux dirigeants américains d'abandonner leur évaluation optimiste du climat international »⁷⁰³.

Au-delà de leurs divergences, la thèse de la fin de l'histoire, dont les néolibéraux faisaient la promotion, et celle du choc des civilisations, qu'ont défendu les néoconservateurs, nous ramènent ainsi aux deux « bords du politique », celui de la « scène des origines » et celui de

⁷⁰³ Guyatt, *op.cit.*, p. 200.

la « fin ». Les deux configurations de l'espace politique que ces thèses nous proposent relèvent d'un même imaginaire qui aboutit à la forclusion du politique comme lieu de manifestation d'un « dissensus », de la manifestation d'une « intervalle », comme lieu de « la formation d'un être qui n'est pas un soi, mais une relation d'un soi à un autre ». L'une voit dans la disparition du prolétaire comme figure de l'autre de la modernité et son « évanouissement comme un analyseur de l'être ensemble » la fin de l'histoire et le début du consensus, l'autre y voit plutôt une prolifération dangereuse du multiple « cette mauvaise partie du tout, qui ne cesse de se reproduire sans loi et qui doit pour cela être exclue du consensus, exclue pour que le consensus soit »⁷⁰⁴.

Par ailleurs, si la première vide la notion de civilisation de son contenu normatif et identitaire⁷⁰⁵, la deuxième l'utilise dans un sens tout aussi réducteur qui la rend synonyme de la race. La classification huntingtonnienne des civilisations est fondée sur une logique impolitique de « purification ethnique » qui se trouve au cœur de la production idéologico-politique actuelle du monde et surtout de ses zones périphériques (ex : les Balkans, l'Irak). En fait, comme le souligne Rancière, « la purification ethnique ne consiste pas simplement à chasser un territoire l'ethnie indésirable. Elle consiste à la constituer en troupeau indifférencié, en niant à la fois la réalité collective d'un peuple doté d'une vie publique et la singularité des individus qui le composent ». Cet ethnicisme est impolitique car il « révoque l'espace même de la politique en identifiant le peuple à la race et le territoire d'exercice de la citoyenneté à la terre des ancêtres »⁷⁰⁶. Cela amène Rancière à parler de deux formes de « suppression de la politique » :

« (...) il y a l'identification du gouvernement du peuple à l'auto-régulation des populations par les automatismes de la distribution de la richesse. C'est la suppression indolore de la politique, celle qu'on nomme consensus, et qui se pratique là où les richesses le permettent. Et il y a la suppression à la portée des pauvres, la suppression violente qui identifie le gouvernement du peuple à la loi du sang, de la terre et des ancêtres »⁷⁰⁷.

Il y a, en outre, au sens de Rancière, une convergence profonde entre la logique de la purification ethnique et la logique humanitaire. Si la purification ethnique est fondée sur une

⁷⁰⁴ Rancière. *Aux bords du politique*, op.cit., p. 187.

⁷⁰⁵ C.f. Freitag. « la dissolution systémique du monde dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique ». loc.cit.

⁷⁰⁶ Rancière. *Chronique des temps consensuels*, op.cit., p. 75.

⁷⁰⁷ Ibid.

logique impolitique de massification des êtres humains, la guerre humanitaire qui oppose les droits de l'homme à la logique ethnique défend un « homme » aux traits spécifiques. Selon Rancière, « il a précisé la figure du produit de l'entreprise purificatrice, la figure de la victime »⁷⁰⁸. Ainsi « l'humanitaire (...) est (...) le double système militaire, assistanciel, par lequel, le consensus des riches contient les excès de la guerre des pauvres. Les peuples défaits, les individus niés, l'humanitaire les traite tel que l'ethnicisme les a constitués, en victimes, en masse ». Cette logique de massification « commune à la purification ethnique, à la guerre dissuasive, et à l'assistance humanitaire »⁷⁰⁹ ne peut que traiter cette victime qui refuse de se comporter comme telle et s'exprime encore de manière politique en « ennemi total »

Fondée sur les notions de « bonne gouvernance » et des « droits de l'homme », qui sont utilisées dans l'idéologie néolibérale comme des slogans, cette logique humanitaire est loin d'être en rupture avec le nouveau racisme qui s'affirme de plus en plus avec la montée des discours de la droite. Ce nouveau racisme est comme l'affirme Rancière

« (...) parfaitement synchrones avec les formes de légitimation des gouvernements éclairés et de la pensée avancée. Il reproduit les formes dominantes de description de la société et le mode régnant de l'opinion, celui de la croyance incroyante, de la croyance qui n'a pas besoin d'être crue pour faire effet ».⁷¹⁰

Si la logique néoconservatrice semble constituer une régression par rapport aux principes de la démocratie libérale, Rancière rappelle que « l'ordinaire de la pensée avancée (celle qu'incarnait la logique de l'État de droit) est à tout moment capable d'être traduit dans des versions arriérées »⁷¹¹ car

« (...) la déflation de la croyance (ne) rend (pas) les passions collectives plus difficiles et (n')assure (pas) la paix sociale (...) l'incroyance et le soupçon peuvent tout simplement produire des passions plus intellectuelles, plus ludiques, plus individualisées et par conséquent plus efficaces, mieux adaptées au règne de l'adhésion soupçonneuse (à l'ère de la fin des idéologies) et de la croyance incroyante ».⁷¹²

⁷⁰⁸ Ibid.

⁷⁰⁹ Ibid., p. 76.

⁷¹⁰ Ibid., pp. 29-30.

⁷¹¹ Ibid., p. 30.

⁷¹² Ibid.

Selon Rancière ce racisme parle le langage des intellectuels, celui de la sociologie⁷¹³, des gouvernements comme celui du marxisme traditionnel.

« (...) Les racistes parlent comme des savants, ils parlent leur langage : ils disent de moins en moins que les nègres sont des sales ou paresseux; ils expliquent de plus en plus qu'il y a des contraintes économiques, des problèmes de compatibilité et d'incompatibilité entre les cultures, des seuils de tolérance et que en définitive, il faut chasser les étrangers parce que si on ne les chasse pas cela risque de créer du racisme. De l'autre côté, ils savent très bien jouer le statut de réalité indécidable et d'énonciation »⁷¹⁴.

Du reste, si les défenseurs de la thèse du « choc des civilisations » se proclament réalistes, leur rhétorique ne témoigne pas moins d'idéalisme. Dans cette thèse, les motifs réalistes fusionnent avec la vision idéaliste des mondialistes enthousiastes du rôle des États-Unis dans le monde de telle sorte qu'il devient insensé de les séparer en ce qui concerne l'analyse de la politique américaine. Cette fusion est évidente dans la nature même de cette thèse qui fonctionne comme une prophétie auto-réalisatrice (*self-fulfilling prophecy*) à travers laquelle ce qui est annoncé devient la réalité et dont le ton énonciateur ne doit pas masquer la valeur performative. Cette fusion est aussi évidente dans la convergence entre le rôle de Huntington comme spécialiste en science politique, spécialiste de la sécurité dans le gouvernement américain (conseiller du prince) ainsi que son rôle de théoricien dans la Commission trilatérale, qui non seulement exerce un contrôle rigoureux sur les États et fixe les règles de l'économie mondiale mais dont les membres s'emploient à imaginer un ordre ultra-libéral puis s'attèlent à en assurer la réalisation.

Ainsi, même si le néolibéralisme et le néoconservatisme sont au fond partiellement incompatibles⁷¹⁵, il existe entre eux, néanmoins, des zones d'accords et des lignes de

⁷¹³ Cf. la critique ranciérienne de Bourdieu (et de la sociologie à travers lui). Cette critique a été examinée par Charlotte Nordmann dans son livre *Bourdieu/Rancière. La politique entre la sociologie et la philosophie*. Paris. éditions Amsterdam. 2006.

⁷¹⁴ Ibid., p. 29.

⁷¹⁵ En identifiant des zones de convergence et de continuité entre le néolibéralisme et le conservatisme. Wendy Brown ne nie pas les divergences des deux idéologies. Elle écrit à cet égard : « Néo-libéralisme et néo-conservatisme diffèrent sensiblement, notamment parce que le premier fonctionne comme rationalité politique tandis que le second demeure une idéologie. Ils se rejoignent toutefois significativement dans l'électorat et sur les priorités politiques. Ainsi, ceux qui se réclament de l'un ou de l'autre s'opposent également à la plupart des aspects de l'État-providence. Mais il y a aussi entre eux des tensions : les positions morales néo-conservatrices - contre l'avortement, contre l'homosexualité, pour la famille traditionnelle - n'ont rien à voir avec le néolibéralisme, et sont même en contradiction avec la rationalité économique appliquée par le néo-libéralisme aux questions de société. Cet article est consacré au néo-libéralisme, mais une étude des interactions entre néo-libéralisme et néo-conservatisme reste sans aucun doute à faire. d'autant plus que les républicains au pouvoir sont des néo-conservateurs. Il serait également intéressant de travailler sur la façon dont, étant donnée la teneur hautement moralisatrice du programme et du ton des néo-conservateurs, la rationalité néo-libérale amoraliste est devenue partie prenante de l'arsenal tactique et stratégique employé pour permettre au programme néo-

continuité qui ont préparé l'avènement du sujet néolibéral. En analysant l'articulation problématique du néo-libéralisme et du néo-conservatisme, Brown identifie une possible zone de concordance entre eux dans « une commune référence à "l'individu responsable de lui-même", qui se doit de réussir sans rien attendre des autres ». Selon elle,

« c'est au nom de cette "responsabilisation" des conduites comme, de cette privatisation des problèmes sociaux que les dirigeants occidentaux entreprennent de démanteler les systèmes de retraite, d'éducation publique, et de santé en prenant pour modèle, d'un côté "l'individu entrepreneur de soi" et, de l'autre. le bon père de famille travailleur, courageux et prévoyant »⁷¹⁶.

Le sujet néolibéral qui émerge du mariage de la morale conservatrice et de la logique marchande privée de l'intérêt « n'est plus attaché aux valeurs et pratiques de la démocratie libérale, il a abandonné son statut de citoyen, il est "moins récalcitrant par rapport à son propre assujettissement, tout en participant davantage à sa propre subordination »⁷¹⁷. Ainsi la morale néoconservatrice « plus ou moins teintée selon le cas de religion, de tradition, de nationalisme, prend l'allure d'une manipulation cynique des citoyens-clients, qui s'accorde bien avec la gestion de type managérial de l'opinion ». Cette morale instrumentalise, à des fins de domination, tous les faits du présent, du passé surtout s'ils sont de l'ordre du sacré. En l'absence de véritables buts communs de la collectivité et d'un projet politique qui les réalise, cette morale fait de la guerre « qu'elle ait eu lieu, qu'elle soit en cours ou qu'elle soit programmée un levier d'agrégation et de mobilisation des individus dispersés ». De même, « la discipline sociale de la "valeur-travail" et le gouvernement fort sont des composantes essentielles du néolibéralisme comme mode de gouvernement des individus »⁷¹⁸. Par ailleurs, le néoconservatisme, de son côté instrumentalise le néolibéralisme pour gagner du terrain. Wendy Brown explique ainsi qu'

« (...) étant donné la teneur hautement moralisatrice du programme et du ton des néoconservateurs. la rationalité néolibérale est devenue partie prenante de l'arsenal tactique et

conservateur de gagner du terrain - du calcul *stricto sensu* aux plus « sales coups » comme la manipulation des preuves » (« Néolibéralisme et fin de la démocratie ». *Vacarme*, no : 29, automne 2004. édition en ligne. URL <http://www.vacarme.org/article1375.html> consulté le 02 juin 2006.

⁷¹⁶ Christian Laval. « Penser le néolibéralisme ». loc.cit.

⁷¹⁷ Wendy Brown, *Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néoconservatisme*, Les Prairies Ordinaires. 2007, citée in Christian Laval, « Penser le néolibéralisme, loc.cit. Consulter également le chapitre 5 de la présente thèse pour une analyse des modalités de cet abandon de l'individu à son assujettissement qui explique l'absence d'une résistance massive aux ordres-du-jours néolibéraux. Cette analyse est faite à la lumière de la sociologie de Michel Freitag.

⁷¹⁸ Christian Laval, « Penser le néolibéralisme. loc.cit.

stratégique employé pour permettre au programme néoconservateur de gagner du terrain —du calcul strictu-sensu aux plus ``sales coups`` comme la manipulation des preuves »⁷¹⁹.

3.4 Guerre impériale et guerre sociale : L'affirmation de la puissance et le regain d'agressivité : Un retour de l'État? La continuité des objectifs de la puissance au-delà de ses diverses stratégies

L'argument qui décrit la conjoncture actuelle comme étant celle du retour de l'État et du passage de l'État néolibéral à l'État néoconservateur ne rend pas compte de l'alliance de la logique de la puissance avec la logique opérationnelle et systémique de la globalisation. Cette alliance, qui n'est pas nouvelle, est banalisée dans le discours qui la justifie comme étant une exception qui ne peut que confirmer la règle libérale de la réduction de la souveraineté de l'État au profit des dynamiques libres du marché et de la société civile.

Or l'exception actuelle est plutôt une exception fondatrice au sens schmittien qui fait de l'exception une situation qui révèle la règle et non le contraire⁷²⁰. Au-delà de leurs différences idéologiques indéniables, néoconservateurs et néolibéraux sont des alliés idéologiques principaux de la globalisation. Ils ont fourni les justifications idéologiques du nouveau capitalisme, ils communient dans la sacralisation du capitalisme et dans la conviction du caractère indispensable de la puissance qui le sous-tend et de la nécessité de sa domination sur le reste du monde. Ils ont participé et participent encore à l'euphémisation de cette domination et la présentent comme une panacée aux problèmes de l'humanité.

⁷¹⁹ Wendy Brown, loc.cit.

⁷²⁰ Carl Schmitt défend l'hypothèse selon laquelle c'est la situation exceptionnelle qui révèle l'essence et la nature de la souveraineté. En confrontant la question inévitable de la détermination de celui qui est concrètement souverain, Schmitt affirme ce qui suit «est souverain celui qui décide de l'état d'exception» parce que «décider de l'État d'exception c'est avoir le pouvoir d'abolir la loi en vigueur (...) et par conséquent celui de la restaurer, voire celui de l'instaurer» (Olivier Beaud. « La souveraineté », in Raynaud et Rials, op.cit., p. 232). Schmitt est, en effet, «le premier auteur à avoir conféré à l'exception et aux situations extrêmes un rôle central dans la pensée du droit et de l'État» (Ibid.) Derrière le statut privilégié accordé à l'exception et non à la norme se trouve la critique de l'État de droit et du libéralisme à laquelle Schmitt consacre la part majeure de son œuvre. Ce choix de se concentrer sur les situations extrêmes se fonde aussi sur une critique du normativisme de la théorie du droit du juriste allemand Kelsen. Le choix du cas extrême de l'exception se fonde aussi sur un principe gnoséologique commun aux contemporains de Schmitt tels que Walter Benjamin et et Siegfried Kracauer. Selon ce principe, la formation des concepts (*Begriffsbildung*) «nécessite la prise en compte du cas extrême ou limite, qui la plupart du temps n'est rien d'autre que le résultat d'une construction intellectuelle» (François Châtelet, Olivier Duhamel et Évelyne Pisier [dir.]. *Dictionnaire des œuvres politiques*, Paris. PUF 1995. p. 1097). Mais tel que l'affirme Schmitt. «notion limite ne veut pas dire notion confuse comme dans la terminologie approximative de la littérature vulgarisée. Il s'agit d'une notion de la sphère extrême De là vient que sa définition ne saurait se rattacher au cas normal elle se rattache au cas limite» (Ibid.). Consulter également le chapitre 2 de la présente thèse.

Cette alliance ne date pas du 11 septembre, qui n'a fait que fournir un prétexte pour consolider cette alliance et pour poursuivre plus ouvertement ses objectifs stratégiques avec une bonne couverture idéologique. De nombreuses tendances actuelles sont contenues dans l'idéologie néolibérale elle-même et dans l'histoire du capitalisme. Contrairement à ce que stipulent les thèses de l'idéologie dominante de la globalisation, l'État malgré son affaiblissement continue à jouer un rôle important. Le néolibéralisme n'aboutit pas au démantèlement de l'État mais seulement à modifier la nature et les fondements de la légitimité.

Si la logique politique devient subordonnée aux impératifs du capital cela n'élimine pas les prérogatives de la puissance (monopole de la violence, pouvoir de décision dans les moments d'exception). De plus, l'ère néolibérale a été fondée dès son début sur la violence et la négation du politique (ex : Au Chili, le coup d'État contre le régime démocratiquement élu d'Allende, l'expérimentation des politiques néolibérales sous Pinochet). Comme l'affirme Gilbert Achcar à cet égard,

« (...) nous sommes entrés, depuis un quart de siècle avec l'avènement de l'ère néolibérale dans une phase particulièrement agressive de l'histoire du capitalisme. une phase où la contre-offensive sociale du capitalisme s'est accompagnée d'un durcissement de la répression étatique intérieure et d'un regain d'agressivité dans les relations extérieures »⁷²¹.

Il y a au sens d'Achcar un rapport naturel et logique entre la contre-révolution néolibérale et la guerre sociale au sens propre et non métaphorique. Selon lui, le démantèlement des acquis sociaux et des filets de protection, la privatisation, la précarisation, etc., entraînent inévitablement une aggravation des tensions sociales et doivent aller de pair avec l'accentuation de la répression ». Il formule ainsi une hypothèse principale qu'il défend « le moins d'État social a pour corollaire le plus d'État policier ». Il affirme ainsi que « le discours de l'État fort et de la "tolérance zéro", l'accroissement effrayant des populations carcérales sont des corollaires de l'offensive socio-économique du néolibéralisme »⁷²².

Si le néolibéralisme semble privilégier le consensus et le maintien de l'ordre établi de la domination à travers une machine qui perfectionne sa fabrication, c'est surtout par la force qu'il s'impose aux sociétés contemporaines. Selon Achcar

⁷²¹ « Guerre impériale et guerre sociale – trois propositions et une espérance ». in Jacques Bidet (dir.). « *Guerre impériale. Guerre sociale* ». op.cit., pp. 27-30, p. 28.

⁷²² Ibid.

« (...) dans l'équation gramscienne de la force et du consensus, le néolibéralisme tend à réduire le second terme au minimum et doit donc augmenter le rôle direct de la force (...). Le capitalisme échange de plus en plus, un gouvernement sur le mode de "l'hégémonie" pour un gouvernement sur le mode de la "domination", au sens gramscien de ces expressions »⁷²³.

La tendance répressive dans la politique intérieure « s'accompagne d'un équivalent en politique extérieure ». Le contexte néolibéral a ainsi fait que les relations internationales de l'après guerre froide sont caractérisées plus par la coercition que par la gestion du consensus. C'est ainsi que

« (...) les débats au plus haut niveau de l'élite au pouvoir états-unienne, sous l'administration démocrate de Clinton, furent tranchés en faveur de la priorité accordée à la consolidation du "moment unipolaire" et au renforcement de ce que l'ère Reagan avait établi comme atout principal des États-Unis dans leur bataille pour la suprématie mondiale, c'est-à-dire leur puissance militaire »⁷²⁴.

Enchanté par l'idée de la fin du plus important débat de toute l'histoire du monde et de la disparition de l'ennemi communiste, Charles Krauthammer célébrait ainsi le « moment unipolaire »⁷²⁵ qui soumet désormais le monde au bon vouloir américain. Ce sont les États-Unis, comme « hégémonie bienveillante » (*benevolent*) du monde globalisé qui sont appelés à jouer le rôle de « police internationale » pour instituer et maintenir ce « nouvel ordre mondial ».

Depuis la guerre froide, au-delà des différences de style des administrations américaines, selon le géostratège français Bruno Colson⁷²⁶ les objectifs stratégiques de la politique étrangère des États-Unis demeurent inchangés:

« anéantir ou affaiblir les ennemis, rivaux ou concurrents potentiels afin de garder le plus longtemps possible leur statut de Superpuissance unique. Qu'ils soient "Occidentaux" ou non. Qu'ils soient d'anciens membres du Pacte de Varsovie ou de proches "alliés" de l'Otan »⁷²⁷.

⁷²³ Ibid. p. 29

⁷²⁴ Ibid.

⁷²⁵ Charles Krauthammer. « The Unipolar Moment ». *Foreign Affairs* 70. n° 1. 1991. pp. 23-33. cité in Guyatt. op.cit, p. 183.

⁷²⁶ *La stratégie américaine et l'Europe*. Economica. 1998.

⁷²⁷ Cité in Alexandre Del Valle. « De la stratégie à la géopolitique. Quelques éléments d'une approche pluridisciplinaire ». mis en ligne le 03 mai 2001 URL . http://www.alexandredelvalle.com/publications.php?id_art=152. consulté le 02 décembre 2003.

Il s'agit d'une doctrine stratégique intégrale⁷²⁸ ou globale que l'on peut déceler dans le concept américain de « Stratégie Nationale de Sécurité »⁷²⁹. Il est stipulé dans le document qui énonce cette stratégie que les États-Unis devaient tout faire pour

« (...) dissuader d'éventuels rivaux, parmi les pays avancés et industrialisés, de défier notre domination, ne serait-ce que d'aspérer à un rôle plus grand à l'échelle mondiale ou régionale (...). La mission des États-Unis sera de s'assurer qu'il ne soit permis à aucune puissance rivale d'émerger en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de la CEI »⁷³⁰.

Le document souligne, en outre, que ce qui est primordial « c'est le sentiment que l'ordre international est en fin de compte soutenu par les États-Unis, lesquels doivent être en position d'agir indépendamment lorsqu'une action collective ne peut pas être orchestrée »⁷³¹. D'autres documents⁷³² confirment ces orientations de la politique étrangère américaine.

⁷²⁸ Selon Del-Valle : « On a bien affaire ici, on le voit, à une *stratégie totale*, en ce sens que la stratégie nationale des États-Unis est autant *intégrale* qu'*intégrée*, autant victorieuse qu'absolue, et que l'hégémonisme américain de fait est justifié et *intérieurisé* par une idéologie légitimante, forgeant des *représentations valorisantes* et morales des États-Unis et de son *leadership* "bienfaisant" » (Ibid.).

⁷²⁹ Le contenu de cette stratégie fut révélé au grand public à l'occasion de la parution, en mars 1992 du *Defence Planning Guidance* du Pentagone élaboré en liaison avec le « Conseil National de Sécurité » (NSA), plus haute instance américaine de Sécurité et de politique internationale (Ibid.).

⁷³⁰ Selon Del-Valle « Pour Washington, il s'agit en fait d'empêcher l'Europe et le Japon, "alliés" relativement dociles, ainsi que la Russie, affaiblie, mais encore redoutée, de relever la tête et de porter un jour ombre au *leadership* américain, en fait à la formidable puissance economico-commerciale américaine. », (Ibid.).

⁷³¹ Ibid.

⁷³² Selon Del-Valle. « plus récemment, un autre document américain officiel émanant de la Communauté Nationale du renseignement (NIC), rendu public en janvier 2001 et intitulé *Global trends 2015*, donne les grandes lignes de l'état du monde et confirme les orientations du rapport du Pentagone. Rédigé sous la direction de John Gannon, ce document réitère la priorité stratégique américaine de demeurer l'unique Superpuissance et de dissuader tout concurrent ou alliance "anti-hégémonique". Parmi les pays susceptibles de constituer une menace majeure car enclins à s'opposer au "leadership" de Washington, le rapport mentionne le triangle Russie-Chine-Inde, bien que des réserves soient émises sur les capacités - et non les velléités - du gouvernement de Vladimir Poutine à redresser le cap. En fait, ce rapport est à mettre en parallèle avec la nouvelle stratégie internationale de l'Administration républicaine de Bush jr, marquée par le retour de vétérans de la guerre froide et des acteurs clés de la guerre du Golfe, comme Colin Powell, Condoleezza Rice ou Donald Rumsfeld, auteur d'un rapport (1998) dénonçant la volonté des "États-voyous" (Iran, Irak, Corée du Nord, Soudan, Libye) de se doter d'arsenals balistiques. Rice et Rumsfeld ne manquent d'ailleurs pas de dénoncer une Russie coupable de rompre son encerclement stratégique en se rapprochant de la Chine, de l'Iran et de l'Inde, et de renouer avec les puissances communistes comme Cuba ou la Chine. Pour la nouvelle Administration républicaine, la Russie demeure donc une menace pour les États-Unis et l'Occident dans son ensemble, et l'hostilité du Président Poutine à l'élargissement de l'Otan aux Pays Baltes constituant un "défi" envers la Superpuissance étatsunienne. Désignant à la fois les États-parias (*rogue states*) et les puissances nucléaires eurasiatiques (Chine, Russie, Inde) récalcitrantes comme les dangers majeurs, *Global Trends 2015* confirme l'orientation *unilatérale* de la Stratégie Nationale de Sécurité des États-Unis qui doivent pouvoir agir sans être limités par les organisations internationales et poursuivre le projet de défense anti-missile en violation des traités de non-prolifération » (Ibid.).

Perry Anderson affirme, lui aussi, que les objectifs de la politique étrangère américaine demeurent stables depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire depuis un peu plus qu'un demi-siècle. Ce qui varie ce sont seulement le style et les façons de poursuivre ces objectifs. Assurer des conditions favorables à l'économie capitaliste et garantir la suprématie de l'hégémonie américaine dans le monde constituent des objectifs permanents de la politique américaine qui font sa continuité au-delà des différences des styles des administrations américaines. Ce sont des objectifs qui sont l'objet d'un large consensus au sein de la classe politique américaine qu'elle soit démocrate ou républicaine.

La poursuite de ces objectifs a nécessité pendant la guerre froide d'essayer de contenir et même d'éliminer « la menace communiste », de protéger et de reconstruire l'Europe⁷³³ après la fin de la deuxième guerre mondiale mais aussi de mettre sous tutelle le Japon et l'Allemagne⁷³⁴. Les États-Unis se sont attaqués en outre, après la guerre froide à la tâche de la reconstruction de l'économie-mondiale⁷³⁵ qui a souffert entre les deux guerres d'une crise globale, qui a failli achever le libéralisme, dans un sens qui assure la pérennité de l'économie du marché et sa résistance face aux alternatives⁷³⁶ de la crise du libéralisme.

⁷³³ Comme l'attestent *le Plan Marshall* et les *14 principes* annoncés par le président Wilson . promouvoir le droit des peuples à l'autodétermination donc finir de déconstruire les empires coloniaux français et anglais et assurer l'hégémonie américaine dans les zones décolonisées. Les américains travaillent sur cet objectif en outre en introduisant des politiques de développement dans le tiers-monde pour le prémunir contre l'attrait des alternatives au libéralisme. notamment de l'expansion du communisme et de l'attrait de la révolution.

⁷³⁴ Perry Anderson écrit à ce propos: «*From the start, Washington pursued two integrally connected strategic goals. On the one hand, the US set out to make the world safe for capitalism. That meant according top priority to containing the USSR and halting the spread of revolution beyond its borders, wherever it could not directly contest the spoils of war, as in Eastern Europe. With the onset of the Cold War, the long-term aim of the struggle against Communism became once more—as it had been at the outset of Wilson's intervention in 1919—not simply to block, but to remove the Soviet antagonist from the map. On the other hand, Washington was determined to ensure uncontested American primacy within world capitalism. That meant in the first instance reducing Britain to economic dependency, a process that had begun with Lend Lease itself, and establishing a post-war military regency in West Germany and Japan. Once this framework was in place, the wartime boom of American capitalism was successfully extended to allied and defeated powers alike, to the common benefit of all OECD states* » (« Force and Consent ». *New Left Review*, 17, septembre-octobre 2002, en Ligne, URL : <http://www.newleftreview.net/NLR17.shtml>)

⁷³⁵ C.f. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, op.cit.

C.f. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, op.cit.

⁷³⁶ C.f. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, op.cit.

Par ailleurs, selon leurs calculs stratégiques, les stratèges américains choisissent de mettre l'accent soit sur l'internationalisme, soit sur l'intérêt national américain en fonction des intérêts immédiats de leur pays. Ainsi ils optent d'agir sous mandat de l'ONU en Irak en 1990-1991 lorsque les résolutions d'une telle organisation internationale correspondent à leurs intérêts nationaux. Par contre, quand la façade internationaliste ne sert plus stratégiquement ces intérêts nationaux, ils décident d'ignorer ces organisations en ex-Yougoslavie (1999) ou de nouveau en Irak (1998-2001). Perry Anderson affirme ainsi que :

*« American policy planners today are the heirs of unbroken traditions of global calculation by the US state that go back to the last years of the Second World War. Between 1943 and 1945, the Roosevelt administration worked on the shape of the American system of power which it could see that victory over Germany and Japan, amidst mounting Russian casualties and British debts, was bringing. »*⁷³⁷

Après la fin de la guerre froide, poursuivant les mêmes objectifs américains de consolidation de l'hégémonie américaine « bienveillante », l'administration de Clinton tenait l'Amérique pour nécessaire dans un monde qui n'était plus désormais bipolaire mais unipolaire. Ne défendant plus le monde libre contre le communisme, la puissance américaine affirme que ses intérêts nationaux coïncideraient avec ceux du monde et que le commerce serait devenu après la fin de la guerre froide le véhicule de sa politique dans le monde et réaliserait la paix et le bien-être de toute l'humanité. Adoptant avec enthousiasme la thèse optimiste de la fin de l'histoire ainsi que l'idée de son triomphe des « ténèbres » du « totalitarisme » et de la « barbarie » communistes, de nombreuses analyses aux États-Unis ont ainsi chanté les louanges du commerce comme moteur de la « paix démocratique » et vanté l'implication élargie de leur pays dans le monde de l'après guerre froide pour promouvoir non seulement leurs intérêts mais ceux de l'humanité qui coïncideraient de manière magique avec les leurs grâce au commerce dans « le nouvel ordre mondial ».

D'autres analystes, comme Bruce Russett, Tony Smith⁷³⁸ ont mis l'accent sur la nécessité pour les États-Unis dans le monde de l'après-guerre froide de prendre la responsabilité de promouvoir la démocratie et la paix dans le « petit village interconnecté » dans lequel ils nous enjoignent de vivre « avançant que les pays démocratiques sont moins enclins à faire la

⁷³⁷ « Force and Consent ». Force and Consent ». *New Left Review*, 17, septembre-octobre 2002. [En Ligne], URL : <http://www.newleftreview.net/NLR17.shtml>, consulté le 21 janvier 2003

⁷³⁸ Bruce Russett, *Grasping the Democratic Peace*. Princeton, Princeton University Press. 1993; Tony Smith, *America's Mission. The United States and the Worldwide Struggle of Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press. 1994 et « In Defence of Interventionism ». *Foreign Affairs* 73, n° 6, pp. 34-46. cité in Guyatt. op.cit. p. 182-183.

guerre que les pays non démocratiques»⁷³⁹. Se réclamant de la tradition de l'internationalisme altruiste de Woodrow Wilson, Clinton s'est engagé d'abord (en 1992) à renforcer les Nations Unies et à mettre la puissance des États-Unis à leur service pour développer la démocratie à l'étranger. Mais cet internationalisme se convertit en américanisation quand dans son discours de l'état de l'Union en 1999, il parle d'un « prochain siècle américain », dans lequel seul son pays aura « l'occasion et la responsabilité (...) de façonner un monde plus pacifique, plus sûr, plus libre ». C'est que maintenant qu'ils ont pu se débarrasser de l'ennemi, de « l'empire du mal », les États-Unis peuvent exporter leur modèle économique partout pour « mettre un visage humain sur l'économie mondiale »⁷⁴⁰, ce que les Américains auraient fait chez eux durent le siècle dernier.

Cette tâche qui définira désormais la politique étrangère américaine sera facilitée par la disparition des limites traditionnelles à son exercice : les souverainetés nationales. Ainsi, sur les traces de Fukuyama, Jessica Matthews⁷⁴¹ défend l'idée de « l'émergence d'une société civile mondiale » de telle sorte que le paradigme de relations internationales fondé sur la concurrence des États-nations devient presque obsolète. Il y aurait selon elle un transfert du pouvoir ou de la souveraineté des États vers les acteurs non gouvernementaux et leurs intérêts transnationaux vers lesquels les décideurs américains doivent se tourner en ce qui concerne leur politique étrangère.

L'idée de l'harmonie entre les gens ordinaires du monde entier et les intérêts commerciaux américains constitue le moteur de ce genre d'analyse « mondialiste ». Ainsi, selon Josef Joffe ce qui fait la force des États-Unis, en tant qu'une grande puissance, c'est qu'ils favorisent leurs propres intérêts en servant les autres. Ce sont eux qui profitent le plus de l'économie mondiale tout en étant « l'ultime garant du système de libre échange mondial »⁷⁴².

L'idée de la symbiose entre les « intérêts américains » et « l'altruisme » de la mission américaine dans le monde est développée de manière encore plus évidente chez Jeffrey

⁷³⁹ Guyatt, op.cit., p. 183.

⁷⁴⁰ « Discours sur l'état de l'union ». 1999. cité in Guyatt, op. cit., p. 85.

⁷⁴¹ Jessica Matthews. « Power Shift ». *Foreign Affairs* 76, n° 1, 1997. pp. 50-66 cité in Guyatt. op.cit. p. 32.

⁷⁴² Joseph Joffe. « How America Does It? ». *Foreign Affairs* 76. n° 5. 1997. pp. 67-79. p. 75. cité in Guyatt. op.cit., p. 31

Garten, sous-secrétaire au commerce dans l'administration Clinton. Selon lui, l'augmentation des revenus des gens dans les marchés émergents, donc des biens et des services qu'ils peuvent consommer, augmenterait les chances de l'amélioration de leur condition politique.⁷⁴³

Quant à Thomas Friedman, chroniqueur au *New York Times* (la rubrique des affaires étrangères) et grand défenseur de la mondialisation, il affirme dans son livre *The Lexus and the Olive Tree*⁷⁴⁴, publié en 1999, que le but principal de la politique étrangère américaine devrait être d'encourager les gens à adopter le modèle de l'économie du marché qui est le meilleur garant universel de la prospérité mondiale et de la paix et de décourager les particularismes idéologiques et identitaires (l'olivier est le symbole de l'attachement à un territoire ou à une idéologie⁷⁴⁵) qui ne sont porteurs que de conflits et de guerres. À ses yeux, en poursuivant cet objectif, les États-Unis n'agiraient pas comme une puissance impérialiste qui imposerait un modèle sociétal de façon autoritaire mais répondrait à une aspiration profonde des gens à avoir accès au bonheur de la consommation (la *lexus* en est le symbole). La mondialisation capitaliste vient donc selon lui d'en bas et les États-Unis en en faisant la promotion ne font que se conformer à leur devoir et à leur mission noble d'être un phare pour le monde entier⁷⁴⁶ et de civiliser les régions les plus reculées.

⁷⁴³ Garten écrit : « l'intérêt des États-Unis d'améliorer la vie des gens dans les marchés émergents va bien au-delà de l'augmentation de leurs revenus afin qu'ils puissent acheter davantage de biens et de services, aussi important cela soit-il. La question est l'autorité de la loi. Si les gouvernements étrangers ne s'efforcent pas de protéger les droits de la personne les plus élémentaires, il est fort probable qu'ils négligeront ou qu'ils contourneront d'autres lois élémentaires de grande importance commerciale, telles que celles qui protègent les droits de la propriété intellectuelle, qui combattent la corruption, ou qui rendent obligatoire la divulgation d'informations financières de première importance ». Comme le souligne Guyatt, il faut noter dans ce qu'affirme Garten « le double déplacement du respect des droits de la personne vers l'abstrait » (Jeffrey E. Garten, « Business and Foreign policy », *Foreign Affairs*, n° 5, 1997, pp. 67-79, 75, cité in Guyatt, op.cit., p. 191). Tout en réitérant l'argument classique de la nécessité de respecter les droits de la personne et que ce « respect puisse avoir comme effet de produire davantage de consommateurs satisfaits dans un pays donné », Garten met l'accent sur le respect dans l'abstrait de l'augmentation des consommateurs. « avec pour heureux corollaire un climat légal plus serein dans lequel les compagnies américaines peuvent faire leurs affaires » (Guyatt, op.cit., p.191-192).

⁷⁴⁴ Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*. New York, Straus and Giroux, Farrar, 1999.

⁷⁴⁵ Il faut noter la différence entre l'interprétation de la signification symbolique de l'olivier qu'adopte Friedman et celle qui en est classiquement faite dans les cultures traditionnelles : si l'olivier symbolise un attachement à la terre, aux dogmes qui seraient porteurs de conflits aux yeux de Friedman, dans la culture méditerranéenne par exemple l'olivier symbolise la paix et non la guerre. L'attachement à la terre, au territoire, n'y est pas perçu comme la source de la violence mais la limite à la violence.

⁷⁴⁶ op.cit., p. 378.

La politique étrangère américaine était donc appelée à la fin de la guerre froide à jouer le rôle que l'ennemi communiste aurait empêché : utiliser l'économie comme son véhicule principal, comme le fondement d'une diplomatie de la paix dans un monde débarrassé des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes et des idées que furent les idéologies et les souverainetés nationales. Débarrassé de ces vieilles divisions ainsi que de l'artifice de la politique, le monde pourrait désormais profiter des avantages de l'ouverture aux marchés libres sous l'hégémonie bienveillante des États-Unis d'Amérique, pays « indispensable » au maintien de la paix et du bien-être de « l'humanité », jadis le bastion du « monde libre » et qui serait devenu maintenant le modèle sans concurrent auquel doivent aspirer toutes les sociétés.

Si la promotion de l'économie du marché et des élections comme voies de pacification du monde a constitué une constante dans la rhétorique qui sous-tend la politique étrangère américaine, une nouvelle justification idéologique de l'hégémonie américaine et de son interventionnisme dans un monde unipolaire s'ajoute à ces deux idées : l'argument humanitaire. C'est que avec la fin de la menace communiste, les objectifs de la politique étrangère américaine qui consistent essentiellement à assurer les conditions de fonctionnement du capitalisme et garantir la suprématie de l'hégémonie américaine n'étaient plus intrinsèquement liés et ne s'imposaient plus comme une justification évidente de l'hégémonie américaine comme puissance nécessaire à la stabilité de l'ordre mondial ⁷⁴⁷.

La combinaison idéologique faisant la promotion de l'économie du marché, des élections libres (la démocratie) et des droits de l'homme a été d'abord testée principalement dans la guerre du Golfe (1990-1991) ainsi que dans celle du Balkans. Le principe humanitaire qui y a été appliqué souligne la nécessité de limiter la souveraineté nationale au nom des droits de l'homme. Mentionnée comme fondement de l'ordre mondial inauguré avec la création des Nations Unies à la fin de la guerre froide, la doctrine de la souveraineté nationale fut réaffirmée dans le contexte des décolonisations ainsi que dans le contexte subséquent de la guerre froide et de l'équilibre des grandes puissances où on a cherché à le respecter. Mais

⁷⁴⁷ Expriment cette idée Anderson écrit « *During the years of the Cold War, there was little or no tension between these two fundamental objectives of US policy. The danger of Communism to capitalist classes everywhere, in Asia increased by the Chinese Revolution, meant that virtually all were happy to be protected, assisted and invigilated by Washington ()The disappearance of the USSR marked complete US victory in the Cold War. But, by the same token, the knot tying the basic objectives of American global strategy together became looser. The same logic no longer integrated its two goals into a single hegemonic system. For once the Communist danger was taken off the table, American primacy ceased to be an automatic requirement of the security of the established order* » (« Force and Consent », loc.cit.).

après la fin de la guerre froide, il semblait qu'il était devenu plus facile d'enfreindre ce principe étant donné la nature unipolaire de l'ordre mondial. La rhétorique des droits de l'homme permet en fait d'enfreindre ce principe sans risquer de représailles de la part d'une puissance rivale. Lors de la première guerre américaine contre l'Irak en 1990-1991, c'est au nom de la « légitimité internationale » et de la défense de la souveraineté de la dynastie des Sabbah du Koweït que ce pays est attaqué.

Cette première guerre du nouvel ordre mondial de l'après guerre froide, que nous avons tendance à oublier face à la dernière offensive américaine contre l'Irak, marque le début de la dernière phase de l'expansion impériale des États-Unis⁷⁴⁸. Cette phase a commencé sous Bush père, « s'est poursuivie avec l'expansion à l'Est de l'Europe sous Clinton (Les Balkans) ». Les guerres humanitaires des années 1990, et surtout celle des Balkans, ont fourni un terrain pour tester la nouvelle formule idéologique sous-tendant les politiques de puissance de l'hégémonie américaine dans l'après-guerre froide. Si l'Europe avait considéré l'intervention militaire américaine à l'Est de l'Europe comme une exception au comportement des États démocratiques, la deuxième guerre de l'administration américaine contre l'Irak en 2003 la confirme comme la règle⁷⁴⁹. Elle constitue en ce sens un fondement important de la nouvelle constitution de la globalisation.

L'administration de Clinton est ainsi celle qui a fourni la base idéologique et doctrinaire à l'interventionnisme militaire de celle de Bush. En matière de politique impériale, l'administration de G. W. Bush s'inscrit dans une continuité fondamentale avec les administrations précédentes depuis la fin de la guerre froide. Elle ne constitue pas une

⁷⁴⁸ Anderson décrit quelques phases de cette expansion comme suit. «... *American policy planners could confront the post-Cold War world with an unprecedentedly free hand. Their first priority was to make sure that Russia was locked, economically and politically, into the global order of capital, with the installation of a privatized economy and a business oligarchy at the switches of a democratic electoral system. This was the major diplomatic focus of the Clinton administration. A second concern was to secure the two adjacent zones of Soviet influence—Eastern Europe and the Middle East. In the former, Washington extended NATO to the traditional borders of Russia, well before any EU expansion to the East, and took charge of liquidating the Yugoslav estate. In the latter, the war for Kuwait was a windfall that allowed it to install advanced military bases in Saudi Arabia and the Gulf, establish a protectorate in Kurdistan, and tie the Palestinian national movement down in an Israeli-dictated waiting-zone. These were all, in some degree, emergency tasks arising from the aftermath of victory in the Cold War itself* » (Ibid.).

⁷⁴⁹ Contrairement à la rhétorique européenne traditionnelle mettant l'accent sur le respect de la doctrine classique de la souveraineté, plusieurs européens étaient devenus enthousiastes pour l'idée de la supériorité du principe de la défense des droits de l'homme sur celui du respect de la souveraineté des États. Ainsi « *In a speech in Chicago, Blair outdid Clinton in enthusiasm for a new military humanism, while in Germany a thinker like Habermas saw disinterested commitment to the ideal of human rights as a definition of European identity itself, setting the Continent apart from the merely instrumental aims of the Anglo-American powers in the bombing of Yugoslavia and the need to limit national sovereignty in the name of human rights* » (Ibid.).

exception ni un déraillement mais l'apogée du recours aux expéditions militaires depuis 1990. Comme l'affirme Achcar, Washington s'engagea dans une longue campagne pour le parachèvement de son Empire planétaire, ainsi que pour la mainmise sur le pétrole mondial, facteur de puissance dont on savait pertinemment que l'importance irait croissant dans les prochaines décennies du XXI^e siècle ». L'administration de George W. Bush marque l'engagement américain dans une guerre tous azimuts :

« (...) implantation en Afghanistan et en Asie centrale, poursuite de l'expansion à l'Est de l'Europe, conquête de l'Irak (une chose que les administrations de Bush père et de Clinton n'ont osé faire par manque de couverture idéologique), menaces contre l'Iran et le Venezuela, etc. »⁷⁵⁰

Sous G. W. Bush « la guerre impériale et la guerre sociale sont plus que jamais au diapason » avec l'exploitation par l'administration Bush du climat de peur créé par le 11 septembre 2001 pour présider à la « principale régression sociale, juridique, politique et idéologique de l'histoire des États-Unis »⁷⁵¹.

Cette continuité entre les différentes administrations américaines n'est pas due au hasard. Elle « relève d'un consensus très largement majoritaire dans la classe dominante aux États-Unis ». Ainsi, au-delà des différences de style entre les diverses administrations et des modes de gestion de l'entreprise impériale, il y a un consensus sur les objectifs de cette entreprise impériale. Ce consensus est « fondé sur les intérêts lourds des États-Unis du point de vue d'une perspective de domination mondiale commune à la majorité de la classe dominante ». Parmi les objectifs partagés par tous figure celui de « la mainmise sur le pétrole mondial (qui est un souci largement partagé au sein de la classe mondiale »⁷⁵².

L'invasion de l'Irak (la première et la deuxième) a fait l'objet d'un large consensus au sein de la classe dominante américaine. La condamnation tardive actuelle de cette entreprise n'a été faite qu'en terme des coûts élevés de cette guerre, des calculs stratégiques préalables et non au nom de sa légitimité (au regard du droit international, de la souveraineté des États, de la morale : mensonges) d'une telle entreprise. Elle est considérée comme une erreur de jugement et non comme acte criminel illégal relevant du banditisme. Ce qui fait aussi l'objet d'un consensus au sein de la classe politique américaine, mais aussi dans toute la culture

⁷⁵⁰ Achcar. « Guerre impériale et guerre sociale » loc.cit.

⁷⁵¹ Ibid.

⁷⁵² Ibid.

américaine, c'est l'idée de la mission américaine dans le monde donc de la place de l'Amérique comme nation indispensable à la stabilité d'un ordre mondial caractérisé par la montée des questions sécuritaires. La différence entre démocrates et républicains ce sont les dispositifs envisagés pour faire face à ces questions (coopération transnationale ou unilatéralisme). Au delà de cette différence, le risque immédiat dans cet ordre mondial, où les élections américaines deviennent un enjeu global, est la transformation de la coopération transnationale en matière de sécurité en un dispositif de sécurisation où des législations d'exception deviendront une norme et où les libertés civiles et publiques seront profondément affectées.

3.5 *Le capitalisme et la dialectique de la répression et de la libération*

Selon Wendy Brown, ces offensives contre les libertés civiles et publiques font partie d'un processus de dé-démocratisation plus large engendrée par une rupture: la substitution d'un mode de gouvernementalité par un autre. Le néolibéralisme inaugure un tournant dans l'histoire du capitalisme et « n'est pas un avatar historique inévitable du capital ni de la rationalité instrumentale; il n'est pas la suite logique des lois du capital (Marx) ou de la rationalité instrumentale (Weber) »⁷⁵³. Selon elle le mode de gouvernementalité néolibéral est en rupture avec le libéralisme classique qui maintenait une tension entre l'économie politique capitaliste et le système politique démocrate libéral, c'est-à-dire entre libéralisme économique et libéralisme politique.

Cette tension que maintenait le libéralisme classique permettait une autonomie relative de certaines institutions (la loi, les élections, la police, la sphère publique, etc.) les unes par rapport aux autres et l'autonomie de chacune d'entre elles par rapport au marché. Or cette autonomie est ruinée avec le néolibéralisme. Ceci entraîne « l'érosion des oppositions politique, morale ou subjective qui s'exprimaient dans une démocratie libérale ». Elle décrit la démocratie libérale vis-à-vis de l'économie capitaliste comme « du moins potentiellement, un Janus à deux visages : alors même qu'elle encode reflète et légitime les relations sociales capitalistes, elle leur résiste, les contre et les tempère dans le même mouvement »⁷⁵⁴. L'économie capitaliste a ainsi pu être maintenue en symbiose avec la démocratie libérale.

⁷⁵³ « Néolibéralisme et fin de la démocratie ». loc.cit.

⁷⁵⁴ Ibid.

Cette compatibilité de la démocratie libérale et de l'économie capitaliste n'a cependant pu être maintenue qu'au prix d'une exportation de la logique répressive du capitalisme en dehors des sociétés capitalistes sous la pression des luttes sociales qui ont amené un compromis social historique permettant un équilibre entre capital et travail. Grâce à ce compromis une confusion était maintenue entre capitalisme et démocratie libérale.

Cette confusion restait possible au sein de l'idéologie libérale classique tant qu'il y avait en dehors, un ailleurs où les ajustements forcés du capitalisme aux pressions sociales internes et externes ainsi qu'à ses propres contradictions pouvaient être compensés par l'expansion spatiale, ou l'impérialisme à l'extérieur, de telle sorte que le prix de la pacification des sociétés « modernes capitalistes », de la gestion de la contestation sociale interne et du compromis social-démocratique qui en résultait était compensé par l'ouverture d'autres zones où les mains des capitalistes n'étaient pas enchaînées par ce compromis et où la logique chrématistique pouvait s'exercer pleinement et révéler la nature totale de sa domination. Les méthodes répressives de l'impérialisme dans les zones périphériques, le soutien offert aux régimes dictatoriaux s'explique par cette dynamique. L'impérialisme compensait ainsi les concessions internes de la démocratie et permettait la survie du capitalisme par la répression externe et l'exercice d'un capitalisme sauvage non policé, à l'abri de la logique politique qui régulaient les rapports sociaux dans les sociétés démocratiques.

Cette division a été souvent justifiée au nom d'une fracture symbolique et imaginaire alors que les zones qui sont sujettes à l'impérialisme sont de fait maintenues dans un état de dépendance et de sous-développement stratégique qui est structurellement nécessaire à la croissance des zones libres du monde⁷⁵⁵. Cette dialectique de la liberté et de la répression est, en ce sens, centrale dans l'évolution et la survie du capitalisme et non un épiphénomène de son évolution. Une zone de droit est stabilisée et pacifiée au prix de l'exportation de la violence à une zone de non droit.

Jusqu'à 1968, la métahistoire du capitalisme (l'idéologie du progrès) a réussi à entretenir un «flou conceptuel» brouillant les différences entre croissance économique, progrès technologique et marche irrésistible vers la liberté humaine, vers une démocratie et une

⁷⁵⁵ Consulter le chapitre 4 de la présente thèse pour une explication plus élaborée de cette idée.

égalité croissantes. Le libéralisme politique et le libéralisme économique ont été présentés comme des caractéristiques centrales des sociétés capitalistes.

C'est ce que Wallerstein décrit comme une symbiose entre « deux modernités »: celle de la modernisation technologique (et matérielle) et celle de la libération. La contradiction culturelle fondamentale de ces « deux modernités » et leur tension latente est cependant devenue apparente avec la crise de la géoculture du capitalisme historique (le libéralisme est son élément fondamental). La tension entre les « deux modernités » est selon lui désormais déclarée et ouverte. Elle marque la longue transition du capitalisme historique vers un autre système. La période actuelle de l'histoire de son évolution serait celle de l'«après libéralisme» et non de son triomphe. Ainsi

«(...) l'année 1989 serait venue signifier la fin de toute une ère de réalisation technologique sans précédent. au cours de laquelle les principes de la Révolution française ont été considérés par l'immense majorité des gens comme fidèles reflets d'une vérité historique incontournable dont la réalisation inéluctable pourrait seulement être différée»⁷⁵⁶.

Pendant cette période de transition, l'incompatibilité fondamentale de la démocratie (comme principe du politique au sens de Rancière) et du capitalisme se révèle au grand jour et la logique de la libération qui semble caractériser le capitalisme s'avère incapable de livrer ses promesses. La disparition de l'alternative socialiste, est en même temps la disparition de toute espérance et de toute promesse de réforme de la logique capitaliste. Si on continue à maintenir un discours de libération, ce discours s'avère, après au moins deux décennies, plutôt creux. Devant la crise (multidimensionnelle : politique, sociale, économique, existentielle et culturelle, le retour du fascisme ou le néofascisme devient une stratégie de gestion efficace. Comme le dit bien Michel Clouscard,

«(...) le néofascisme sera l'ultime expression du libéralisme social-libertaire. de l'ensemble qui commence en Mai 68. Sa spécificité tient dans cette formule : "Tout est permis, mais rien n'est possible". À la permissivité de l'abondance, de la croissance, des nouveaux modèles de consommation succède l'interdit de la crise, de la pénurie, de la paupérisation absolue. Ces deux composantes historiques fusionnent dans les têtes et les esprits, créant ainsi les conditions subjectives du néofascisme. Voici venu le temps des frustrés revanchards... »⁷⁵⁷.

Dans la pensée de Clouscard cette dialectique de la libération et de la répression est centrale dans le fonctionnement du capitalisme. Ils constituent deux pôles symétriques de l'économie

⁷⁵⁶ Wallerstein, *L'Après-libéralisme*. op. cit., p. 14.

⁷⁵⁷ «Les "trente honteuses" ». *L'Humanité*, 30 avril 2002, (En ligne), URL : http://www.humanite.fr/popup_imprimer.html?id_article=33111, consulté le 27-03-2008.

politique du néolibéralisme ou de ce qu'il appelle le « libéralisme libertaire ». Ils forment une dialectique où ils sont tous les deux réciproquement engendrés: un essor de la permissivité pour créer ce que Clouscard appelle « le marché du désir » et une répression sur le travail et la production. Pour lui le néolibéralisme est une synthèse d'un « libéralisme ô combien répressif dans l'acte de produire et ô combien permissif dans l'acte de consommer »⁷⁵⁸. Cette contradiction constitutive du libéralisme est portée à sa limite maximale avec le néolibéralisme. Son potentiel d'exploitation est développé de façon absolue dans le néolibéralisme de telle sorte que celui-ci est un « libéralisme absolu, terminal ». Le but recherché de ce néolibéralisme est en effet « la mise en place de deux appropriations, celle du champ de l'économie politique, celle du champ de la conscience humaine »⁷⁵⁹. Pour réaliser cette finalité le néolibéralisme

« (...) a su développer deux marchés (le marché des marchés traditionnels et le marché du désir); une double exploitation (celle du terrorisme économique et celle de la permissivité des mœurs); une double économie (du diurne et du nocturne, du licite et de l'interdit) inventant ainsi un double système de profit »⁷⁶⁰.

À travers cette stratégie, perfectionnée durant les trente dernières années, le marché devient « virtuellement infini puisque la gestion libérale couvre tout à la fois et le principe de la réalité et le principe du plaisir »⁷⁶¹. Cette gestion structure la conscience humaine de manière oppressante et déplace le conflit des classes qui organisait la société avant les années 1970 entre classe ouvrière exploitée et bourgeoisie « potentiellement ou réellement consommatrice » vers cette nouvelle structure de la conscience et de l'inconscient qui devient prédominante avec le déferlement des classes moyennes. Cette nouvelle structure de la conscience intériorise le conflit. « Ce sont les mêmes qui tantôt travaillent et tantôt consomment, selon les incontournables modèles de l'exploitation du travailleur et de la permissivité du temps libre, de la consommation libidinale, ludique, marginale! Tantôt esclaves, tantôt maîtres du monde! ». C'est ainsi que « s'opère un dédoublement

⁷⁵⁸ Ibid.

⁷⁵⁹ La théorie freitagienne de la société contemporaine décrit bien les modalités de cette appropriation comme le montre le chapitre 5 de la présente thèse.

⁷⁶⁰ Clouscard. « Les « trente honteuses » ». loc.cit.

⁷⁶¹ Ibid.

schizophrénique, une causalité folle : pour jouir je m'exploite moi-même. "je" est un autre, mon contraire...mon patron »⁷⁶². Le lit du néofascisme est fait.

L'impossibilité révélée par la crise de l'accomplissement des désirs libérés et promulgués par la logique permissive du « capitalisme de la séduction »⁷⁶³ ne peut ainsi qu'être traumatisante pour cette structure de la conscience. Brisant cette causalité folle, la crise est vécue comme une jouissance promise qui est confisquée et débouche sur le populisme des « déçus de la libération des désirs »⁷⁶⁴.

Mettant en pratique les catégories philosophiques qu'il propose pour analyser l'irruption politique de l'extrême droite en France (Le Pen à la tête du Front National), Clouscard affirme que:

« Les racismes ne sont – en leur naissance, en leur nature – que les déviations fatales de l'économie du profit, la dégénérescence fatale de la chrématistique. De même que l'accumulation primitive est l'origine criminelle du capitalisme, les racismes déterminent la relation dialectique du pauvre et du riche »⁷⁶⁵.

L'interdiction de la crise transforme la paupérisation en une figure menaçante qui s'identifie à un principe originel matriciel, général : la race. Ce principe aboutit à la

« désignation de l'altérité comme une erreur ontologique qui associe la contingence et la malveillance. L'autre est de trop, il n'est qu'une excroissance cancéreuse de la Création. Il n'a rien et n'est rien : c'est normal puisqu'il est une contingence. Il n'est que la forme vide : une race »⁷⁶⁶

Portée à l'échelle globale, la dialectique de la libération et de la répression, qu'implique le capitalisme, nous transporte de « l'étrange utopie réaliste » des néolibéraux où la généralisation de la chrématistique, non seulement dans les sociétés de la démocratie libérale mais dans toutes les sociétés, est présentée comme un procès inévitable dans un monde libéré de toute autre promesse et dont les parties coïncident désormais avec le tout en permettant

⁷⁶² Aymeric Montville, Entretien avec Michel Clouscard. « Le génie marxiste d'aujourd'hui », in *L'évadé* no. 8, publié sur le site de Michel Clouscard. URL : <http://www.pagesperso-orange.fr/philo-clouscard/pdf/evade8.pdf>, consulté le 12-01-2008.

⁷⁶³ Titre du livre de Clouscard : *Le capitalisme de la séduction. Critique de la social-démocratie libertaire*, Éditions Sociales, 1981

⁷⁶⁴ Ibid.

⁷⁶⁵ Michel Clouscard. Extraits de « La refondation progressiste », publiés sur le site personnel de Michel Clouscard. En ligne. URL : <http://philoclouscard.free.fr/pages/extraits1.html>, consulté le 06 mars 2008.

⁷⁶⁶ Ibid.

enfin sa pacification, vers l'ontologisation des différences qui s'exacerbe de la répression sur le travail et la production ainsi que des « limites du chrématistique » (impossibilité de la richesse et impossibilité de la paupérisation). L'impossibilité de la coïncidence entre les promesses démesurées du néolibéralisme et ses véritables réalisations se transforme, quand elle n'est pas confrontée politiquement, en un terrain favorable à l'identification de l'autre avec le principe du mal. À l'échelle globale, le même principe est appliqué dans la rhétorique qui sous-tend « la guerre contre le terrorisme ». Cette rhétorique ne fait, cependant, qu'obscurcir la nature des enjeux auxquels l'humanité fait face avec la généralisation de la chrématistique qui se présente comme globalisation en euphémisant les rapports d'exploitation ainsi que la polarisation croissante et les rapports de domination qu'elle engendre.

CHAPITRE 4

LES STRUCTURES HISTORIQUES ET LA DYNAMIQUE D'EXPANSION DU CAPITALISME: DE L'ACTUALITÉ DES « THÉORIES DU CAPITALISME GLOBAL » : LA « THÉORIE DES SYSTÈMES-MONDES »

Le capital a toujours produit l'espace de son activité, cette production ne s'est pas limitée aux États-Nations mais a pris une forme globale avec l'expansion motivée par la dynamique de l'accumulation. La théorie marxienne a étroitement lié le développement d'un marché mondial au développement du capitalisme car il répond à des besoins du système tel que l'approvisionnement en matières premières et en main d'œuvre bon marché - mais surtout à la nécessité permanente de trouver de nouveaux débouchés pour les marchandises et pour les investissements. Pour Marx « la tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept même de capital »⁷⁶⁷. Ce marché mondial est une conséquence inséparable du principe même du capitalisme. Il « s'établit dans la généralisation de la marchandise et par la confrontation du capital-argent à d'autres formes de production que celle du capitalisme industriel »⁷⁶⁸.

Si la genèse du capitalisme est à situer géographiquement en Europe au XV^e siècle, l'accumulation primitive et l'expansion coloniale ont fait que cette genèse n'appartient plus seulement à l'Europe. L'espace de reproduction du rapport capital-travail n'est pas seulement national mais il est dès le début mondial⁷⁶⁹ plaçant les sociétés « dans la contemporanéité du temps du capitalisme »⁷⁷⁰. Lénine affirmait de sa part que « l'impérialisme est inhérent à la structure du capitalisme monopoliste ». Il définit « un

⁷⁶⁷ Karl Marx. *Œuvres*, t. II. Paris. Gallimard (Pléiade). 1968. p. 158.

⁷⁶⁸ Remy Herrera, « Pourquoi relire les théories du système mondial capitaliste? Amin. Wallerstein. Arrighi et Frank », *Laberinto*, 21. (En ligne) URL : <http://laberinto.uma.es>, consulté le 14 mars 2007, disponible actuellement sous format PDF sous le titre « Les théories du système mondial capitaliste », à l'adresse électronique suivante : <http://www.Mafisssc.univ-paris1.fr/doc2/mse076.pdf>

⁷⁶⁹ C.f. également Ellen Meiksins-Wood. *Empire of Capital*, Londres. Verso, 2003.

⁷⁷⁰ Herrera, loc.cit.

système asymétrique dans les rapports entre les sociétés inégales et qui se traduit indépendamment des volontés politiques »⁷⁷¹. Mais contrairement à ce qu'affirmait Lénine, l'impérialisme n'est pas le stade suprême de l'évolution du capitalisme. Le capitalisme est dès le départ mondial. C'est même au sens de Marx le premier mode de production mondialisé si on le compare aux modes de production pré-capitalistes.

Son expansion a pris dès le début une forme polarisée (classes, hiérarchisation spatiale du système mondial qui a pris la forme du contraste centre-périphérie). Les théories marxistes, qui ont insisté sur la polarisation entre sociétés dominantes et sociétés dominées au sein de l'économie capitaliste mondiale et qui ont fait une critique radicale de l'économie politique académique basée sur les schémas keynésiens, monétaristes, ricardiens ou marginalistes, ont reçu différentes dénominations : marxisme tiers-mondiste, théorie de la dépendance, néo-marxisme, théories du capitalisme mondial. Elles offrent un apport théorique considérable à la connaissance approfondie d'un « capitalisme mondial considéré comme un système cohérent, et non plus comme un agrégat d'économies nationales ». De même, elles mettent en évidence « la nécessité de penser l'économie mondiale dans son lien avec les contradictions sociales et politiques », ainsi que de « démasquer les lois et mécanismes sous-jacents au marché mondial, et de montrer le caractère asymétrique de ce système »⁷⁷² (ex: Samir Amin, André Gunder Frank, Immanuel Wallerstein).

Une théorie qui s'est basée dans les années 1970 sur ce genre d'analyse et qui reste aujourd'hui très actuelle est celle des « systèmes-mondes » (*World-Systems Theory*). Une théorie qui renouvelle la théorie de l'impérialisme et s'efforce de prendre la mesure des transformations du capitalisme et qui est à opposer aux approches de la société-monde et aux explications culturalistes des conflits et des violences qui caractérisent le monde de l'après-guerre froide (la thèse du choc des civilisations). Comme les autres théories du capitalisme global, la théorie des systèmes-mondes soutient que les lignes de division au sein du système-monde sont tracées par l'évolution du capitalisme et expriment sa nature polarisante. C'est dans le cadre de l'évolution du capitalisme organisé en système historique qu'il faut comprendre les divisions, les conflits et les transformations actuelles du monde.

⁷⁷¹ Fouad Nohra (préface par Samir Amin). *Théories du capitalisme mondial*, Paris, L. Harmattan, 1997, p. 247

⁷⁷² Ibid., p. 52.

4.1 L'héritage de Marx : autour du marché global

C'est d'abord dans la pensée de Marx que les théories du capitalisme mondial ou global puisent leur première inspiration. Si Marx n'a pas développé une théorie achevée du capitalisme global, il fournit l'ébauche et la fondation d'une pensée systématique de son système. Ses idées invitent à penser plusieurs problématiques riches dans ce sens. Parmi les idées qu'il a développées et dont les implications analytiques ont nourri les réflexions contemporaines des tenants des théories du capitalisme global, on peut retenir quelques unes qui semblent particulièrement riches d'implications théoriques. On peut mentionner d'abord le constat que fait Marx d'une

« (...) superposition des rapports de domination de nations et d'exploitation des classes (*Discours sur le soulèvement polonais* de 1830, *Discours sur le libre-échange*) qui complexifie les luttes de classes, par essence internationaliste mais formellement nationale, d'un prolétariat divisé structurellement selon le critère de nationalité»⁷⁷³.

Dans sa *critique du programme de Gotha*, attaquant Lasalle, il écrit :

« Il est tout à fait évident que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit avant tout s'organiser dans sa propre maison en tant que classe, et que son propre pays est le théâtre immédiat de sa lutte. C'est dans cette mesure que sa lutte de classe est nationale, non pas dans son contenu mais dans sa forme comme le dit *le manifeste communiste*. Toutefois "le cadre de l'État national actuel", celui de l'Empire allemand par exemple, se situe à son tour, économiquement, "dans le cadre" du système des États. Le premier commerçant venu sait que le commerce allemand est en même temps commerce extérieur, et la grandeur de M. Bismarck consiste précisément dans une sorte de politique internationale »⁷⁷⁴.

Marx va même jusqu'à affirmer que la révolution en Irlande, « où fusionnent question coloniale et question nationale, constitue "le préalable à tout changement social en Angleterre" »⁷⁷⁵. De même, Marx affirme dans une *Lettre à Annenkov* (1846), où il attaque Proudhon, que « toute l'organisation intérieure des peuples, toutes leurs relations internationales (ne sont pas autre chose que) l'expression d'une certaine division du travail (...). (Elles) doivent (...) changer avec le changement de la division du travail (...) »⁷⁷⁶. Dans sa *critique du programme de Gotha* (1875) Marx soutient également que cette division

⁷⁷³ *Lettre à Kugelmann* 1869. *Lettre à Engels* 1869. cité in Herrera. loc.cit.

⁷⁷⁴ Marx, *Œuvres*, t. I. Paris, Gallimard (Pléiade). 1963. p. 1423. cité in Immanuel Wallerstein, *Impenser les sciences sociales. Pour sortir du XIXe siècle*. Paris. PUF, p. 183,

⁷⁷⁵ *Lettre à Meyer et à Vogt* 1870. *Lettre d'Engels à Kautsky* 1882. cité in Herrera. loc.cit.

⁷⁷⁶ Herrera, loc.cit.

du travail qui organise le marché mondial contraint, « selon les lois qui les régissent ensemble », les structures productives des « nations opprimées » détruites par la colonisation à se « régénérer par une spécialisation rigoureusement conforme aux intérêts métropolitains dominants »⁷⁷⁷.

Au sens de Marx, par leur insertion dans le marché global, les nations colonisées ou même les pays tels que l'Allemagne dont le développement de l'économie capitaliste est « en retard » par rapport à celui de l'Angleterre en viennent à souffrir à la fois du développement et du manque de développement. Il écrit ainsi dans sa préface à la première édition allemande du *Capital* :

« Chez nous, là où la production capitaliste a pris pied, par exemple dans les fabriques proprement dites, l'état des choses est bien pire qu'en Angleterre, parce que le contrepois des mois anglaises fait défaut. Dans toutes les autres sphères nous sommes, comme tout l'Ouest de l'Europe continentale affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de cette époque nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue des modes de production qui ont vécu, avec la suite des rapports politiques et sociaux à contretemps qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. "Le mort saisit le vif" »⁷⁷⁸.

Les lois du capitalisme régissent ensemble ces différentes zones du marché global mais se complexifient par l'accumulation des modes de production historiques en une formation sociale qui doit être analysée dans toute cette complexité. Marx ne se départira, cependant, jamais de l'idée de "progrès" par le capitalisme. Le marxisme a en fait, tout comme le libéralisme, hérité de la pensée des Lumières et de sa foi bien ancrée dans la nécessité du progrès.

Par ailleurs, si les mouvements socialistes ont retenu des analyses de Marx et de Engels l'idée que le prolétariat occupe une place centrale dans les processus économiques et politiques du monde capitaliste, Marx souligne « la similitude de certains modes d'exploitation – de la petite paysannerie précisément – avec celui du prolétariat industriel »⁷⁷⁹. De plus, contrairement à l'idée souvent affirmée dans les analyses marxistes que seul un travailleur salarié peut fournir au capital de la plus-value, Marx reconnaît qu'une

⁷⁷⁷ « La domination britannique en Inde » dans le *New York Daily Tribune* 1853. cité in Herrera, loc.cit.

⁷⁷⁸ Karl Marx, *Œuvres. Économie*. I. Gallimard (Pléiade). 1963. pp. 48-49. cité in Immanuel Wallerstein, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIXe siècle*. Paris. PUF, p. 180.

⁷⁷⁹ *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*. 1852. cité in Herrera, loc.cit.

« extraction de plus-value est possible en l'absence de subsumption même formelle du travail au capital, et que "l'esclavage du système de plantation pour le marché mondial", aux États-Unis, doit être tenu pour une "condition nécessaire de l'industrie moderne" – il en est de même d'ailleurs pour d'autres formes de relations non salariées, celles soumettant les *coolies* chinois ou les *ryots* indiens par exemple »⁷⁸⁰.

Ces éclaircissements soulignent des réserves, des précautions significatives avec lesquels Marx a entouré ses idées mais qui sont souvent oubliées dans l'interprétation ultérieure que les mouvements socialistes ont fait de ses idées ce qui les avait amené à des impasses.⁷⁸¹

4.2 De la continuité des structures du capitalisme : la mondialisation n'est pas un nouveau phénomène

En 1916-1917, Rosa Luxembourg soulignant le lien intrinsèque entre capitalisme et mondialité affirmait qu'à la recherche de la productivité, soumis à la loi de la valeur, le capitalisme est un système économique qui ne peut rester enfermé à l'abri des frontières. Elle exigeait le développement des analyses critiques du niveau national au niveau mondial. Mais la dominance géopolitique rendait sa tentative prématurée. Aujourd'hui, la mise en place d'un marché global n'apparaît pas du tout comme une conjoncture nouvelle pour ceux que David Held⁷⁸² décrit comme les « sceptiques » de la globalisation. Loin de s'interpréter comme une nouveauté radicale, pour eux, la globalisation s'inscrit en continuité avec la dynamique séculaire propre à la nature même du capitalisme.

D'autres auteurs marxistes et non marxistes comme Hobsbawm, Harvey, Hirst et Thompson, Zevin, Soros, Arrighi, Wallerstein et bien d'autres affirment que la conjoncture d'une économie mondiale a déjà existé dans l'économie internationale. Ils discernent ainsi d'importantes analogies entre l'expansion financière centrée sur les États-Unis et celle qui a été menée sous domination britannique à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Ils analysent la période entre la deuxième moitié du XIX^e siècle et 1914 comme étant caractérisée par la liberté du commerce, les migrations des populations, le mouvement des capitaux, ainsi que par un développement considérable des technologies du transport et des communications. Certains d'entre eux se concentrent plus particulièrement sur la période entre 1875 et 1913 appelée la *Belle Époque* pour soutenir leurs thèses.

⁷⁸⁰ Marx. Chapitre inédit des *Manuscrits de 1861-1863*, Livre II du *Capital*, cités in Herrera. loc.cit.

⁷⁸¹ C.f. Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op.cit., p. 184

⁷⁸² David Held et Anthony McGrew (eds.). *The Global Transformations Reader. An Introduction to the Globalization Debate*. Cambridge (UK), Malden (Mass). Polity Press, 2003 (2^{ème} édition révisée).

Selon Eric Hobsbawm le XIX^e siècle est se caractérise par

« (...) l'apparition d'une économie mondiale unifiée englobant peu à peu les coins les plus reculés de la planète. l'édification d'un réseau de plus en plus dense de communication et d'échanges économiques, de circulation des marchandises, des capitaux et des personnes liant entre eux les pays développés et ceux-ci aux pays non développés»⁷⁸³.

Hobsbawm décrit tout ceci comme une mondialisation de l'économie. Mais il tient aussi à souligner le caractère non inédit de cette dynamique elle-même. Selon lui, « après s'être considérablement accélérée vers le milieu du siècle, elle se poursuivait à un rythme moins rapide mais quantitativement plus fort. Entre 1848 et 1875 les exportations européennes avaient quadruplé, alors qu'elle ne firent que doubler entre 1875 et 1915 »⁷⁸⁴.

David Harvey, quant à lui, affirme que si la révolution de l'information, qu'on identifie comme caractéristique de la globalisation, semble impressionnante, d'autres révolutions technologiques qui l'ont précédée l'étaient tout autant comme celles inaugurées par l'invention des chemins de fer ou celle du téléphone⁷⁸⁵.

D'autres critiques soulignent aussi que la virtualisation de l'activité économique n'est pas quelque chose de nouveau. Paul Hirst affirme à cet égard que :

*« Submarine telegraphs from the 1860's onward connected intercontinental markets. They made possible day to day trading and price making across thousands of miles. A far greater innovation than the advent of electronic trading today. Chicago and London, Melbourne and Manchester were linked in close in real time. Bond markets also became closely interconnected, and large scale international lending – both portfolio and direct investment – grew rapidly during this period »*⁷⁸⁶.

Paul Bairoch et R. Kozul-Right affirment de leur côté que le mythe de la nouveauté radicale de la globalisation sur la base de la nature des investissements doit être confronté et relativisé. Selon eux, l'investissement direct étranger (FDI *Foreign Direct Investment*) a

⁷⁸³ *L'ère des empires; 1875-1914*, Paris. Fayard, p. 87

⁷⁸⁴ Ibid.

⁷⁸⁵ David Harvey, « Globalization in Question », *Rethinking Marxism*. 8. 4. 1-17. cité in Giovanni Arrighi, « Globalization. State Sovereignty and the "Endless" Accumulation of Capital ». article publié en 1997 sur le site web du Centre Fernand Braudel de la state University of New York in Binghamton. (En Ligne) URL : <http://www.binghamton.edu/fbc/gairv97.htm>. consulté le 21 juin 2004

⁷⁸⁶ « Global Market and the Possibilities of Governance ». article présenté à la « Conference on Globalization and the New Inequality ». Université d'Utrecht, 20-22 novembre 1996. cité in Arrighi. « Globalization, State Sovereignty and the "Endless" Accumulation of Capital ». loc.cit.

connu une croissance tellement rapide en 1913 qu'il représentait plus que 9 % de l'output mondial, ce qui reste largement supérieur aux chiffres enregistrés dans les années 1990. De même, l'ouverture au commerce externe, telle que mesurée pour les importations et les exportations combinées, et comme une proportion du PIB, n'était pas significativement plus importante en 1993 qu'en 1913 pour tous les pays sauf pour les États-Unis⁷⁸⁷.

Eric Helleiner⁷⁸⁸ et Saskia Sassen⁷⁸⁹ affirment chacun de son côté que, contrairement à ce qu'affirment les thèses dominantes de l'idéologie de la globalisation, l'expansion la plus importante des deux dernières décennies n'était pas dans le commerce international mais dans le monde des marchés financiers. Selon Sassen :

*« Since 1980, the total value of financial assets has increased two and a half times faster than aggregate GDP of all rich industrial economies. And the volume of trading in currencies, bonds and equities has increased five times faster »*⁷⁹⁰.

Ceci l'amène à conclure que le seul marché vraiment global est celui du change. Giovanni Arrighi qui la cite en conclut que sans cette croissance explosive des marchés financiers globaux, il n'aurait probablement pas été possible de parler de globalisation ou sinon il n'aurait pas été possible de parler d'une rupture ou d'une déviation dans le processus continu de reconstruction du marché global entrepris sous l'hégémonie américaine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Comme plusieurs autres tenants de « théorie des systèmes-mondes » (*World-system Theory*), et dans la même lignée que Fernand Braudel, Arrighi suggère que les expansions qui paraissent caractéristiques de la globalisation ont des antécédents qui remontent au XVI^e et au XVII^e siècle.

⁷⁸⁷ « Globalization Myths: Some Historical Reflections on Integration, Industrialization and Growth in the World Economy ». document de travail UNCTAD no 113, 1996.. cité in Arrighi, « Globalization, State Sovereignty and the "Endless" Accumulation of Capital », loc.cit

⁷⁸⁸ « A Challenge to the Sovereign State? Financial Globalization and the Westphalian World Order », article présenté à la Conférence : « States and Sovereignty in the World Economy ». University of California. Irvine. 21-23 février 1997, cité in Arrighi, « Globalization, State Sovereignty and the "Endless" Accumulation of Capital ». loc.cit

⁷⁸⁹ « The Global Economy: Its Necessary Instrumentalities and Cultures ». article présenté à la conférence : « States and Sovereignty in the World Economy ». University of California. Irvine. 21-23 février, 1997, citée in Arrighi, « Globalization, State Sovereignty and the "Endless" Accumulation of Capital ». loc.ci.

⁷⁹⁰ Ibid.

4.3 L'économie-monde capitaliste moderne : Le capitalisme comme « système historique »

Selon les tenants de la théorie des systèmes-mondes (dont Immanuel Wallerstein et Giovanni Arrighi sont parmi les principaux représentants), pour comprendre la globalisation aujourd'hui il faut l'analyser dans le cadre de l'histoire de « l'économie-monde⁷⁹¹ capitaliste-moderne ». L'objet d'analyse de cette théorie est identifié comme étant « le capitalisme à travers l'ensemble de son histoire et dans l'unité de sa réalité concrète comme système historique »⁷⁹². Selon les tenants de cette théorie nous avons besoin d'« envisager le capitalisme à travers l'ensemble de son histoire, et dans l'unité de sa réalité concrète » comme « un système social historiquement situé », c'est-à-dire comme un « système historique ». C'est dans sa réalité vivante que cet objet de son analyse doit être examiné. Leur objectif est donc de « décrire cette réalité et d'y distinguer avec précision ce qui a toujours relevé d'un mouvement perpétuel de changement, de ce qui n'a jamais connu aucune modification, de façon à pouvoir appréhender l'entière réalité de ce système historique, le capitalisme ».⁷⁹³ S'agissant d'une réalité sociale-historique hypercomplexe, ce système doit donc être analysé à la fois en tenant compte de ses structures réelles et de son histoire. C'est ce qui signifie selon eux examiner sa genèse et son fonctionnement et réfléchir sur sa

⁷⁹¹ Ce mot est la traduction de Braudel (Cf. Fernand Braudel, *la dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985) du mot allemand *Weltwirtschaft* qu'il a trouvé pour la première fois chez un chercheur allemand des années 20. Celui-ci l'utilisait dans le même sens auquel se référait Braudel. Selon Wallerstein « Braudel lut cela en allemand, et dans cette langue il n'y avait aucune possibilité de faire la distinction à laquelle il est arrivé en français. Il n'a pas traduit *Weltwirtschaft* par économie mondiale mais par économie-monde. C'est un néologisme bien sûr, mais il est important. Une économie-monde, ce n'est pas le monde, c'est un monde qui est une économie alors que l'économie mondiale se réfère simplement à l'économie internationale. Ce sont donc des divisions bien différentes. On ne pouvait pas obtenir cette distinction en allemand, il a eu l'idée de la faire en français. ». Il ajoute: « En anglais la différence est presque aussi difficile à faire, je n'y parviens qu'en utilisant un trait d'union world-economy, c'est l'économie-monde, alors que world economy c'est l'économie mondiale (...). Chaunu (Pierre Chaunu, historien français) a par la suite fait un fréquent usage de ce terme et je l'ai repris. La différence c'est que j'ai essayé de théoriser. Chacun de nous est prisonnier de sa biographie. ». (I. Wallerstein, *Hôtel de l'Amérique*, in *EspacesTemps*, n° 34-35, 1986, pp. 42-46, p. 43).

⁷⁹² Immanuel Wallerstein, *Le capitalisme historique*, (trad. de l'américain par Philippe Steiner et Christian Tutin), Paris, La Découverte, 1985, p. 11. Il explique ainsi la nature double de cet ensemble contextuel: «... systématique car (les ensembles étudiés) comprennent des structures permanentes qu'on peut analyser dans leurs relations réciproques, historique (car) ils mènent des vies, naissent et meurent». Le caractère historique des structures de cet ensemble contextuel est d'autant plus important qu'il est complexe. Wallerstein écrit, dans ce sens: «tous les phénomènes complexes ont leurs lois, leurs contraintes, leurs tendances et leurs vecteurs, c'est-à-dire leurs structures. Toute structure réelle, par opposition aux structures imaginaires, a ses particularités qui tiennent à sa genèse, à son évolution, son environnement, elle a donc une histoire propre, essentielle à son mode de fonctionnement. Plus la structure est complexe, plus son histoire est donc cruciale. Par là, il ne s'agit pas de savoir manier une thèse métaphysique, mais plutôt de savoir manier cette vérité dans le monde réel, pour l'étude de tout phénomène complexe» (Ibid.)

⁷⁹³ Ibid., pp. 13, 11

trajectoire probable dans le futur en explicitant l'éventail des choix historiques qui sont devant nous. Cette unité d'analyse correspond à un découpage spatio-temporel qui inscrit le capitalisme dans la longue durée et dans un espace d'une étendue plus large que celle de l'État-nation. Immanuel Wallerstein parle d'une

« (...) succession et (de la) coexistence de plusieurs entités de grande échelle et de longue durée, (qu'il) appelle des systèmes historiques. (Il) les (définit) par trois caractères. D'abord, ils sont relativement autonomes, c'est-à-dire qu'ils fonctionnent surtout en suivant des processus qui leur sont internes. Ensuite, ils sont limités dans le temps: ils ont un début et une fin. Enfin, ils ont des limites spatiales lesquelles, cependant, peuvent varier au cours de leurs histoire ».⁷⁹⁴

Pour lui un système historique peut être défini comme suit :

« (...) un système historique doit former un réseau intégré de processus économiques, politiques et culturels dont la somme assure l'unité (...). Si les paramètres d'un quelconque processus particulier changent, les autres processus doivent s'adapter à leur tour d'une manière ou d'une autre à ce changement ».⁷⁹⁵

En se basant sur son critère de détermination des limites d'un système historique, c'est-à-dire la division des processus de production intégrés, Wallerstein repère deux formes de systèmes historiques, les mini-systèmes et les systèmes-mondes. De plus, selon le type de structure politique qui surplombe les systèmes-mondes, il en identifie deux classes: les empires-mondes et les économies-mondes. Il écrit:

« (...) je dirais que (l)es divisions autonomes de travail (critère de délimitation) ne peuvent occuper, historiquement, que des entités assez réduites, au sens spatial et temporel - je les appelle des mini-systèmes -, ou au contraire des entités de large échelle et de longue durée, que j'appelle des systèmes-mondes. Ces systèmes-mondes, je les réparties en deux variantes majeures: les systèmes que surplombe une structure politique unique, les empires-mondes, et les économies-mondes qui en sont dépourvues».⁷⁹⁶

L'existence dans l'histoire de ces trois formes de systèmes historiques, les mini-systèmes, les empires-mondes et les économies-mondes peut être décrite selon un aperçu schématique qui divise cette histoire en trois époques. Dans la première, le monde était constitué seulement de mini-systèmes. C'est la période qui « précédait l'année 8000 ou 1000 avant notre ère (et) dont nous connaissons peu de choses»⁷⁹⁷. De 8000 avant J.-C. à 1500 après J.-C., les mini-

⁷⁹⁴ Ibid., p. 262.

⁷⁹⁵ Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 262.

⁷⁹⁶ Ibid. p. 263.

⁷⁹⁷ Ibid., p. 22.

systèmes, les empires-mondes et les économies-mondes⁷⁹⁸ ont coexisté. Durant cette période, les empires-mondes étaient le système historique le plus fort, le plus stable et qui souvent absorbait les autres formes de systèmes historiques. La logique de base des empires-mondes est la domination politique alors que celle des économies-mondes est la domination économique dépassant les frontières étatiques⁷⁹⁹. Par ailleurs, l'expansion des premiers était toujours suivie d'une implosion (ex : l'empire romain). Même s'ils ont une durée de vie significative (de l'ordre d'un demi-millénaire), «les empires-mondes paraissent avoir des limites spatiales et temporelles intrinsèques, puisque leur expansion a toujours atteint un point où le pouvoir central se trouvait dépassé par des forces de désintégration, ils se sont contractés».⁸⁰⁰

Contrairement aux autres systèmes historiques, une économie-monde a échappé à la décomposition autour de 1500, s'est consolidée et donna naissance au système-monde moderne. Ce système-monde, qui n'était de 1450 à 1750 qu'européen, s'est répandu sur la

⁷⁹⁸ Au sujet de la nature de ces systèmes historiques. Wallerstein avance une autre série d'hypothèses. Il écrit: «tout d'abord, les "mini-systèmes", qui occupaient un espace réduit et une durée relativement brève, environ six générations. Très homogènes dans leurs structures culturelles et politiques, ils avaient pour logique de base la "réciprocité" des échanges. En second lieu, les "empires-mondes" au moins à leur apogée - car ils semblent suivre tous un même destin, où l'implosion succède au mouvement d'expansion -, ils formaient de vastes structures politiques qui englobaient une large variété de modèles "culturels". Leur logique de base était l'extraction du tribut: les producteurs directs, en général des ruraux qui, au niveau local s'administraient eux-mêmes, ce tribut remontait jusqu'au centre du système, pour enrichir une minorité toute puissante d'officiels. Quant aux économies-mondes, elles intègrent les structures de production dans de vastes chaînes de tailles inégales que recourent de multiples cadres politiques: selon leur logique de base, la distribution inégalitaire du surplus accumulé doit profiter à ceux qui dans la structure du marché parviennent à former pour un temps des monopoles: c'est une logique "capitaliste" » (Ibid., pp. 280).

⁷⁹⁹ C.f. Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System, 1 1: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century (1450-1640)*, New York, Academic Press, 1974, pp. 62-63. C'est un argument qui rejoint l'idée de Helen Meiksins-Wood sur la spécificité de ce qu'elle appelle « l'empire du capital » (c.f. *Empire of Capital*, op.cit.) qui est cherché à imposer son hégémonie économique sans vraiment qu'elle soit nécessairement liée à la domination politique là où il est possible de s'en passer. Comme Wallerstein, Wood fait appel à des arguments historiques pour mettre en lumière la différence entre l'empire du capital et ceux qui l'ont précédé dans l'histoire (« l'empire de la propriété » et « l'empire du commerce »). Wood, comme Wallerstein, souligne la séparation de la puissance économique et du pouvoir politique et militaire dans l'idéologie du capitalisme (le libéralisme). Elle discute des rapports entre le politique, l'économique et le militaire ainsi que des conséquences de la séparation entre le politique et l'économique sur la relation entre l'économie et l'État. Selon elle, l'économie est liée à l'État dans le sens où elle joue un rôle déterminant quant à la classe qui contrôle l'État. L'État est ainsi souvent une sous-structure de l'« empire du capital » et sert ses intérêts (théorie marxiste de la classe au pouvoir). Dans les deux derniers chapitres de son livre, Wood met en lumière la transformation de l'empire du capital lui-même qui transforme l'État en un allié essentiel de l'empire du capital (essentiel adjunct). Elle remet en question l'argument selon lequel le pouvoir du capital a remplacé celui de l'État à l'ère de la globalisation, ce qui a signifié la disparition de la souveraineté. Elle met l'accent ainsi sur l'idée que le système interétatique est essentiel pour l'expansion de l'empire du capital. Elle examine le rôle de ce système interétatique ainsi que de la force militaire dans l'expansion de l'empire du capital en soulignant que le nouvel impérialisme nécessite l'action militaire de façon inconditionnelle et illimitée.

⁸⁰⁰ Wallerstein, *Impenser les sciences sociales*, op.cit. p. 264.

totalité du globe et a absorbé dans sa course tous les mini-systèmes et les empires-mondes selon un processus qui ne semble pas avoir comporté de limites intrinsèques. À la fin du XIX^e siècle, se trouvait ainsi une «situation structurelle inédite» où il n’existait qu’un seul et unique système historique: l’économie-monde capitaliste. Ceci pose pour les tenants de la théorie des systèmes-mondes trois problèmes théoriques: l’explication de ce grand tournant des années 1500, de l’expansion incessante de ce système ainsi que des «conséquences au fait que ce système fonctionne aujourd’hui sans aucun horizon extérieur»⁸⁰¹.

4.3.1 L’accumulation comme la *differentia specifica* du capitalisme

Selon Wallerstein, les structures et les processus vraisemblablement spécifiques à l’économie-monde capitaliste/«moderne» sont «moins distincts en pratique qu’en théorie»⁸⁰². Ce qui fait la spécificité historique (*differentia specifica*) de cette économie-monde c’est qu’elle est «gouvernée par le désir rationnel de maximiser l’accumulation» du capital à travers la maximisation des profits, au moyen de l’efficacité et à travers l’exploitation du travail par les propriétaires des moyens de production. Dans le capitalisme historique, le capital a fini par être «employé dans le but premier et délibéré de son auto-expansion» contrairement aux autres systèmes historiques où le processus de l’accumulation du capital était bloqué en l’un des points de son circuit ou en étant considéré comme amoral et irrationnel. L’économie-monde est ainsi ce système social où «se sont trouvés à la fois élargi sans interruption le champ d’exercice des lois d’accumulation, accru sans cesse le degré de pénétration de ces dernières dans “la machine sociale” alors même que dans la société l’opposition à ces règles haussait le ton et s’organisait».⁸⁰³ Cette loi de l’accumulation illimitée, qui constitue la raison d’être de ce système, ne régit pas seulement l’activité économique mais elle agit surtout sur l’imaginaire social et à un niveau psychologique très profond, d’où l’efficacité de sa légitimation sociale. Wallerstein écrit:

« (...) le développement comme réalisation du plus. c’est le mythe de Prométhée. C’est l’accomplissement de toute notre libido. C’est la combinaison, ou plutôt, la fusion du plaisir et de la puissance. Le désir nous habite sous, mais ce fut le propre de l’économie-monde capitaliste,

⁸⁰¹ Ibid., p. 267.

⁸⁰² Immanuel Wallerstein. « L’Occident, le capitalisme et le système-monde moderne ». *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n°: 1, avril 1990, pp. 15-52, p. 27.

⁸⁰³ Wallerstein, *Le capitalisme historique*, op. cit., pp. 18, 14, 12.

comme système historique. que de donner à ces désirs. pour la première fois, une légitimité sociale. "Accumulez, accumulez!", tel est le mot d'ordre du capitalisme"⁸⁰⁴.

La seule spécificité de l'économie-monde capitaliste est ainsi «la priorité structurelle accordée à l'accumulation incessante du capital»⁸⁰⁵. Cette priorité accordée à l'accumulation constante constitue un argument sur lequel les théoriciens de la « *World-System Theory* » se basent dans les polémiques sur l'identification de l'économie-monde capitaliste comme une nouveauté par rapport aux autres systèmes historiques⁸⁰⁶.

Ce que Wallerstein vise à souligner que «s'il s'est produit en Europe (de l'ouest) quelque chose de particulier qui était radicalement nouveau, ce quelque chose n'était pas un événement nécessairement progressiste»⁸⁰⁷. La seule différence entre ce système historique nouveau et les autres, c'est la poursuite de l'accumulation sans répit du capital, comme raison d'être de ce système. Selon lui, «aucun autre système historique antérieur ne semble avoir eu un mot d'ordre comparable de l'absence des limites sociales»⁸⁰⁸.

⁸⁰⁴ Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 124.

⁸⁰⁵ Wallerstein, « Système mondial contre système-monde: le dérapage conceptuel de Frank », in *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n°: 2, octobre 1990, pp. 219-222, p. 220.

⁸⁰⁶ L'usage que Wallerstein fait des types de système historique qu'il construit soulève de nombreuses questions et critiques telles que, par exemple, celle d'André Gunder Frank, qui est relative aux notions de système mondial et de système-monde. Frank va jusqu'à mettre en cause l'idée de transition marquant l'espace et le temps de l'unité de l'analyse qu'utilise Wallerstein. C.f. le débat entre les deux auteurs. André Gunder Frank, « De quelles transitions et de quels modes de production s'agit-il dans le système mondial réel? Commentaire sur l'article de I. Wallerstein », in *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n°: 2, octobre 1990, p. 207- 219, p. 208 ainsi que la réponse de Wallerstein « Système mondial contre système-monde: le dérapage conceptuel de Frank », in *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n°: 2, octobre 1990, pp. 219-222. Conscient de l'importance soulevées lors de ce genre de débat sur la définition et les limites de son unité d'analyse qu'est l'économie-monde capitaliste Wallerstein écrit : «Mais quel est donc l'espace structurel de cette économie-monde capitaliste? Le premier point que je voudrais préciser, c'est que les limites extérieures de cet espace ont évolué. Quand et comment? La question fait objet de sérieux débats: c'est mon second point. À mon sens, au cours du "long" XVI^e siècle, l'économie-monde capitaliste a inclus géographiquement l'essentiel de l'Europe et une partie les deux Amériques, mais non point la Russie, ni l'empire Ottoman, ni le sub-continent indien ni l'Afrique occidentale. Je pense que ces parties ont été incorporées plus tardivement à ce système au cours de sa deuxième grande phase d'expansion, c'est-à-dire environ de 1750 à 1850. Mais d'autres tout en utilisant le même modèle de base, affirmeraient qu'elles étaient déjà "à l'intérieur" du système-monde aux XVI^e et XVII^e siècles (...) un débat semblable existe sur les limites géographiques de l'économie-monde capitaliste après 1945. La majorité situait les pays de l'ancien bloc dit socialiste "à l'extérieur" du système et considérait qu'ils s'en étaient en un certain sens retirés. Une minorité dont j'étais pensais que c'était là une façon incorrecte de conceptualiser l'histoire de ce qui se produisait même après 1945 (...) Encore une fois ce qui est en question, c'est la façon dont nous conceptualisons, et par conséquent mesurons l'espace structurel ». (*Impenser la science sociale*, op. cit., p. 165).

⁸⁰⁷ Wallerstein, « Système mondial contre système-monde: le dérapage conceptuel de Frank, in *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n°: 2, octobre 1990, pp. 219-222, p. 219.

⁸⁰⁸ Wallerstein, « L'Occident, le capitalisme et le système-monde capitaliste ». loc. cit., p. 19. Wallerstein remet en question, en effet, l'idée des antécédents culturels de l'Angleterre qui auraient impulsé son progrès et son avancement par rapport par exemple à la France. Les explications dominantes de la transition du féodalisme au

4.3.2 Contre l'idée de « société-monde » (ou d'empire sans centre) comme résultat de l'expansion du capitalisme: L'économie-monde comme réseau hiérarchisé et la polarisation structurelle

Si les tendances actuelles de l'économie-monde capitaliste qui sont souvent décrites comme relevant d'un processus de mondialisation semblent dessiner une configuration du monde qui

capitalisme cherchent des caractéristiques structurelles propres à l'Europe occidentale, à sa civilisation et à sa culture qui l'on menée inévitablement vers l'ascension (ex: Marx, Weber...). (Wallerstein, « L'Occident, le capitalisme et le système-monde moderne », loc. cit., p. 33). Ces explications s'incarnent dans celle du « modèle Anglais » qui soutient que l'Angleterre a connu au XIX^e siècle des triomphes extraordinaires qui s'expliquent par « la sagesse anglaise qui remonte aux années 1066 et même avant » et son incontestable supériorité sur tous les plans. (Ibid., pp. 35, 36.). En ce sens, le développement, la modernisation sont un processus de transformation économique nationale qui est « d'une manière ou d'une autre une imitation consciente » de ce modèle. Wallerstein affirme cependant qu'il y a plusieurs sources d'erreurs dans le mythe qui sous-tend ce modèle (c.f. Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 51). Pour montrer qu'il n'y avait rien d'inévitable en ce qui concerne la transition du féodalisme à l'économie-monde capitaliste moderne, Wallerstein propose l'idée en vertu de laquelle l'émergence de ce système historique ne s'explique pas par les antécédents culturels ou institutionnels de l'Europe mais par la crise économique et sociale entre 1250 et 1450-1500. Loin de constituer un progrès et d'être inévitable, l'émergence du « système historique capitaliste/moderne », s'expliquerait par « la faiblesse particulière de l'Europe occidentale ayant permis qu'un tel désastre se produise. Cette faiblesse, (il) la trouve dans la conjonction imprévisible de quatre effondrements, celui des seigneurs, celui des États, celui de l'Église et celui des Mongols » (Wallerstein, « L'Occident, le Capitalisme et le système-monde moderne », loc. cit., p. 220). En effet, la chute démographique en Europe occidentale à cause de la Peste noire entre 1250 et 1450 a selon Wallerstein mené, d'une part, à la disparition des diverses restrictions liées au servage, ce qui s'est traduit par une crise des revenus seigneuriaux. D'autre part, cette chute a entraîné « le renforcement de la paysannerie moyenne », comme le soulignent Marc Bloch, Maurice Dobb, Édouard Perroy, etc. Par ailleurs, les guerres, telles que celle des Deux-Roses et celle de Cent Ans, ont davantage réduit les revenus des seigneurs à cause de l'interruption de la production (et la réduction de leur nombre), ce qui les a affaiblis vis-à-vis des producteurs directs dont les révoltes se sont accentuées. Tout ceci a conduit au déclin du pouvoir des seigneurs et a exacerbé leur incapacité de garder le contrôle de la force du travail et de la surexploiter. (Ibid., pp. 40-41). De plus, selon Wallerstein, le déclin du pouvoir des seigneurs a aussi été aggravé par l'effondrement des États. En effet, les grandes dépressions économiques et les guerres ont affaibli les États et ont fait régresser les processus de sa construction. « Affaiblis vis-à-vis de la paysannerie, les seigneurs pouvaient au moins devenir plus forts vis-à-vis des rois » (Ibid., p. 42). Mais leur inclusion dans le processus de décision politique a renforcé les écarts entre les dirigeants et les bureaucrates. Ce qui a sapé la cohésion interne du pouvoir central et l'a davantage affaibli. L'effondrement des seigneurs et celui des États se sont, selon Wallerstein, accompagnés de celui de l'Église. En effet, la force d'organisation de l'Église et le fait qu'elle n'était pas subordonnée à une autorité politique laïque, ont réduit fatalement son autorité morale et sa capacité de constituer, pour les autorités politiques, une force contraignante qui agirait contre les éléments proto-capitalistes. De plus, l'Église était elle-même « un prétendant séculier de plus au pouvoir et à la richesse » (Ibid., p. 45). L'avènement simultané des trois premiers effondrements a fait que « dans l'ensemble, la période 1250-1450 a été désastreuse pour les classes dirigeantes de l'Europe collectivement (...), le désordre public était élevé (...). Ce fut une crise du système historique (qui) aux yeux de l'aristocratie menaçait de devenir un paradis de Koulaks ». Ceci aurait pu selon Wallerstein « entraîner la conquête de l'Europe occidentale par une puissance extérieure, ce qui aurait mis fin à toute possibilité de voir naître le capitalisme ». Mais ce moment précis de l'histoire de l'Europe était aussi, affirme-t-il, celui de l'effondrement momentané d'un réseau commercial ou un système-monde qui reliait d'une façon non hiérarchique les sous régions chinoise, arabo-perses, et européenne », à travers l'effondrement des Mongols qui constituaient un élément crucial de son fonctionnement. Cela signifiait « l'impossibilité pour quiconque de conquérir l'Europe à ce moment précis de son histoire » alors qu'elle était vulnérable « et que les barrières qui la protégeaient contre le capitalisme ont été levées » (Ibid., pp. 45, 46, 220). La naissance de l'économie-monde capitaliste fut ainsi selon Wallerstein une issue de la crise de l'Europe. Ce système historique a établi de nouvelles règles du jeu servant de manière invisible les intérêts de la classe dirigeante après la crise du féodalisme en favorisant l'accumulation. Contrairement à ce système, les autres systèmes historiques ont mis, malgré leurs éléments proto-capitalistes (marchés, bases technologiques...), des limites à l'accumulation incessante du capital considérée comme une menace invisible et irrationnelle, donc inacceptable.

serait celle d'une société-monde où «la distance est par définition nulle, puisque tous les points de la Terre appartiennent à la même société»⁸⁰⁹, c'est-à-dire vers un espace et un temps unifiés, et si la thèse du choc des civilisations parle au contraire d'un espace qui a tendance à être unifié mais où c'est la distance culturelle (les civilisations) qui devient désormais la dynamique centrale expliquant les conflits à venir, la théorie des systèmes-mondes conçoit le monde comme «un réseau hiérarchisé»⁸¹⁰.

La quête de l'accumulation illimitée, qui est la dynamique centrale de l'économie-monde capitaliste et sa raison d'être, a impliqué en effet l'extension de la division sociale du travail du point de vue géographique et fonctionnel. L'objectif d'«accroître le montant global du surplus centralisé dans le(s) main(s) (des capitalistes)», a engendré un processus d'incorporation de régions⁸¹¹ ou de zones qui étaient externes à l'économie-monde dans des «réseaux» marchands ou des «chaînes de marchandises» (*commodity chains*) sur lesquelles sont situées les multiples activités particulières de production⁸¹². C'est la prolétarianisation non complète (semi-prolétarianisation) des secteurs de travailleurs dans ces nouvelles zones incorporées qui a rendu les profits possibles. Les travailleurs dans les nouvelles zones incorporées appartiennent en fait en majorité à des ménages⁸¹³ (*households*) semi-

⁸⁰⁹ Marie-Françoise Durand. Jacques Lévy et Denis Retaille (dir.). «Introduction. Espaces-monde : mode d'emploi», in *Le monde : espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 2^e éd. revue et augmentée, 1993, p. 27.

⁸¹⁰ Ce modèle est l'un des quatre modèles qui font l'objet de l'analyse de l'organisation du monde présentée par Durand, Lévy et Retaille. *Le monde : espaces et systèmes*, op.cit.

⁸¹¹ Dans l'approche des systèmes-mondes, une région est ainsi définie «*A region of the world-economy refers to a zone of multiple states which, although fully integrated into the world-economy, also manifests a high degree of integration of production processes within its bounds, and thus approaches the situation of being a single, fairly large state*» (Centre Fernand Braudel. *Report on an Intellectual Project: The Fernand Braudel Center, 1976-1991*, publié sur le site internet de ce centre. URL <http://www.binghamton.edu/fbc/fbcintl.htm>, consulté le 11 février 2005.

⁸¹² Wallerstein. *Le capitalisme historique*, op. cit., p. 29-30. Voir aussi Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 126.

⁸¹³ Wallerstein introduit une nouvelle façon de définir les classes sociales: il ne parle pas de prolétaires mais il part pour analyser les structures dans lesquelles les travailleurs sont engagés au sein de l'économie-monde, d'une unité d'analyse, qu'il appelle ménages. Il écrit: «On peut se demander s'il est conceptuellement possible d'appliquer le qualificatif de "prolétaire" à des individus. Pour ma part, j'en doute fort. Sous le régime capitaliste, de même que dans les régimes historiques antérieurs, les individus tendent généralement à vivre dans le cadre de structures relativement stables, qu'on peut appeler "ménages" au sein desquelles est partagé un fonds commun de revenu courant et de capital accumulé. Le fait que ces "ménages" voient leurs frontières évoluer en permanence au rythme de l'arrivée et du départ d'individus ne leur retire rien en tant qu'unités élémentaires de calcul rationnel des revenus et des dépenses. Pour assurer leur subsistance, les membres du ménage regroupent l'ensemble des revenus auxquels ils ont droit, quelle qu'en soit l'origine, et les répartissent entre les diverses dépendances réelles auxquelles ils ont à faire face. Leur objectif minimal est la subsistance, puis, pour des revenus plus élevés, la recherche du mode de vie qui leur convient le mieux, et enfin, avec des revenus encore plus grands, la participation au grand jeu du capitalisme, comme agents de l'accumulation. Dans

prolétariés où les salaires forment une fraction moins importante du revenu total, contrairement aux ménages dans les anciennes zones qui dépendent plus de leur revenu salarial à cause d'une cloche plus extensive du travail, c'est-à-dire une prolétarianisation plus complète. Cela est à l'origine d'une différence du seuil minimal de rémunération de la main d'œuvre entre ces deux zones, qui est avantageuse pour les producteurs dont le souci est la disponibilité et le coût de cette main d'œuvre. Si la prolétarianisation croissante est l'une des conséquences les plus acceptées du développement du capitalisme, ce qui semble ainsi étonnant pour Wallerstein c'est que la prolétarianisation incomplète a été la norme statistique dans l'économie-monde capitaliste, contrairement à ce que l'on pourrait croire.⁸¹⁴

Ce processus a engendré une «hiérarchisation de l'espace calquée sur la structure des processus productifs (qui) a conduit à une polarisation toujours plus grande entre zones centrales et zones périphériques de l'économie-monde»⁸¹⁵. Comme les théoriciens de la dépendance⁸¹⁶, les théoriciens de l'économie-monde capitaliste-moderne soutiennent que les

tous ces projets concrets. l'unité économique activement engagée est le ménage. Habituellement, celui-ci trouve son unité dans les relations familiales, mais il n'en a pas toujours été ainsi ou pas exclusivement. La cohabitation au sein du ménage a été la règle la plus générale. encore que celle-ci soit moins stricte à moins que la marchandisation se généralise» (Ibid., p. 24). Consulter aussi, dans le présent travail, la section: En finir avec la chronosphie linéaire, la critique d'une méta-histoire (troisième chap. de ce mémoire). Pour en savoir plus au sujet du concept de ménage, la façon dont il a été construit, ses applications, consulter également Fernand Braudel Center, *Intellectual Report*, loc. cit., pp. 9-10. Consulter aussi, Hans-Dieter Evers, Joan Smith, Wallerstein I. (ed.), *Households and the World-Economy*, Beverly Hills (Calif.), Sage, 1984; Immanuel Wallerstein et Maria del Carmen Baerga, *Creating and Transforming Households: the Constraints of the World-Economy*, Cambridge (U.K.), Cambridge University Press, 1992.

⁸¹⁴ Dans ce sens, Wallerstein écrit: «le développement historique du capitalisme s'est traduit par une prolétarianisation croissante de la force de travail. Ce constat n'est pas original, ni en rien surprenant, (...). Ce dont on peut s'étonner, ce n'est nullement qu'il y ait eu une si forte prolétarianisation, mais au contraire qu'elle ait été limitée. (...) L'appartenance des salariés à des ménages semi-prolétariés plutôt qu'à des ménages prolétariés a justement été la norme statistique» (*Le capitalisme historique*, op. cit., pp. 23-27).

⁸¹⁵ Ibid., p. 30.

⁸¹⁶ Dès le début des années 50, la Commission économique pour les Nations Unies (CEPAL), a déjà exprimé des réserves à l'égard de la doctrine dominante du «développement», en mettant en lumière des décalages entre les principes sur lesquels elle repose (Le transfert massif des capitaux, notamment d'origine privée, l'exportation des matières premières et le libre jeu du marché dans le cadre de la théorie des avantages comparatifs censés profiter à tous les échangistes. [Gilbert Rist, *Le développement Histoire d'une croyance occidentale*, op.cit., p. 185]. En fait, la théorie classique du commerce international, élaborée par David Ricardo (1772- 1823), prétend que, dans l'échange international, «chacun des partenaires a intérêt à se spécialiser parce que l'échange élève le niveau du revenu global dans les deux pays». (Samir Amin, *Le développement inégal*, Paris, Minit, 1973, p. 113)] et les situations historiques concrètes. Selon les résultats de son enquête, les différences entre les structures des économies développées et celle des «économies dominées» conduisent à un «échange inégal», dans la longue durée, et à la détérioration des «termes de l'échange» pour les pays du Sud. Ce qui établit entre l'ensemble de ces structures des relations qui s'organisent selon le modèle centre/périphérie. Ces résultats sont à l'origine des travaux d'un nombre important de chercheurs «intéressés aux phénomènes historiques internes des pays latino-américains afin d'expliquer leurs relations avec le «système capitaliste international». Par-delà leurs différences individuelles, ces travaux forment une école: celle de la dépendance. Elle propose «un corpus de concepts et une perspective théorique, qui remet radicalement en question l(e) paradigme dominant. (...) de la modernisation»

rappports liant les zones centrales aux zones périphériques de l'économie-monde capitaliste sont celles d'un «échange inégal». Ces relations sont, en ce sens, fondamentalement basées sur l'exploitation, puisque les périphéries désignent les zones géographiques qui sont «perdantes dans la distribution du surplus qui s'oriente de façon privilégiée vers les zones du «centre» (zones gagnantes)»⁸¹⁷.

À travers le concept d'économie-monde comme système historique, les théoriciens du système-monde capitaliste moderne proposent donc un découpage du monde qui conçoit son espace comme étant organisé selon un réseau caractérisé par une distance «unifiée mais différenciée» qui «se construit en fonction des hiérarchies existant (en son sein)».⁸¹⁸ Selon eux cette «toile d'araignée du réseau hiérarchisé se tisse (...) sans que ce processus abolisse les différenciations existantes »⁸¹⁹, y compris celle des États, ou qu'il aboutisse à une culture unifiée, à un État mondial, à une société-monde. C'est un processus qui crée au contraire certaines de ces différenciations, qui se cale sur celles qui existent en se déployant dans les particularismes. Cette unité d'analyse est ainsi placée à mi-chemin entre l'humanité entière, donc entre l'universalisme abstrait issu de l'héritage des Lumières, et les unités d'analyse beaucoup trop limitées (la société, l'État), au sens des théoriciens du système-monde, pour comprendre ce qui se passe.

Comme les théoriciens de la dépendance, qui remettent en question les postulats de la théorie de la modernisation, les théoriciens du système-monde soutiennent que les différences initiales entre les zones centrales et les zones périphériques étaient plutôt faibles au début du

(Gilbert Rist, *Le développement Histoire d'une croyance occidentale*, op.cit., p. 190). Dans leur critique de ce paradigme, les différentes analyses «dépendantistes» s'appuient sur des bases théoriques convergeant «autour d'un thème central, véritable centre de gravité de toutes les disciplines sociales et humaines de l'époque: la structure» (André Guichaoua et Yves Goussault, *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 23). En se référant à la distinction entre la conjoncture et la structure, ces analyses mettent en fait l'accent sur le caractère structurel du sous-développement. En ce sens, ce n'est pas un retard de type «rostowien» qui expliquerait le sous-développement de la périphérie mais la nature de ses rapports avec les pays développés du centre. L'influence du structuralisme, omniprésente à cette époque (années 60 et 70), a ainsi marqué les analyses dépendantistes. En effet, l'éclosion du structuralisme coïncide, comme l'affirme François Dosse (*Histoire du structuralisme*, I, II, Paris, La Découverte, 1991), avec un contexte d'épuisement des paradigmes évolutionnistes. Cela s'exprime à travers un désenchantement par rapport à l'humanisme optimiste issu des Lumières et à la conception historiciste, concevant le déroulement du temps historique comme évolution continue vers le progrès. Ceci mène à la recherche d'un renouvellement épistémologique dont le structuralisme, à cette époque, semble fournir le modèle.

⁸¹⁷ Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 126.

⁸¹⁸ Ibid.

⁸¹⁹ Durand, Lévy et Retailé, op.cit. p. 27

processus de polarisation qui a constitué le réseau hiérarchisé de l'économie-monde capitaliste. Leurs disparités (accumulation du capital, organisation sociale de la production locale, organisation politique des États en formation⁸²⁰) se sont plutôt affirmées à travers le développement de cette économie-monde. Wallerstein écrit, dans ce sens,

« (...) quelles que fussent les différences, liées à des facteurs historiques ou autres, elles ont été amplifiées, renforcées et consolidées par le système capitaliste (...). C'est donc le capitalisme historique qui a lui-même donné naissance aux prétendus "écarts historiques" (...), qui ont pris une ampleur si dramatique entre les différentes régions de l'économie-monde»⁸²¹.

Le «sous-développement» est, en ce sens, produit par le développement du capitalisme historique et lui est corollaire. L'inégalité de la structure du système-monde capitaliste est en effet une force motrice du capitalisme. Il est théoriquement impossible que les États se développent simultanément. L'énorme hiatus entre la situation des uns et des autres n'est pas une anomalie destinée à disparaître, contrairement à ce que postulaient les doctrines dominantes du développement. Il est plutôt un mécanisme essentiel de la structure de l'économie-monde capitaliste.

Au sens de Wallerstein, l'échange inégal entre centre et périphéries n'est pas en lui-même une spécificité du capitalisme historique. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau dans les systèmes historiques. Ce qui distingue l'économie-monde capitaliste, à cet égard, est «d'avoir réussi à camoufler cet échange inégal». Le secret de ce camouflage réside dans la «séparation apparente entre les instances économique (division sociale du travail à l'échelle mondiale) et politique (les États souverains)»⁸²². Mais l'hypothèse de la séparation entre ces deux instances est fondée sur deux mythes: l'idée de l'autorégulation des marchés selon laquelle c'est le jeu de l'offre et de la demande qui fixe les prix sans aucune intervention ainsi que l'idée de la souveraineté étatique, élément fondamental du pouvoir de l'État moderne. Ces deux idées fondamentales sont mises en cause dans l'analyse de Wallerstein

⁸²⁰ Au sujet de ces disparités, consulter Wallerstein. *Le capitalisme historique*, op. cit., pp. 31-32, et *Impenser la science sociale*, op. cit., pp. 126-130.

⁸²¹ Wallerstein. *Le capitalisme historique*, op. cit., pp. 31-33.

⁸²² Ibid., p. 30. Wallerstein définit ces deux instances ainsi: «L'instance économique renvoie à la division sociale du travail à l'échelle mondiale, à l'univers des procès de production intégrés, orientés vers l'accumulation illimitée de capital. L'instance politique, de son côté renvoie en apparence au monde des États souverains indépendants les uns des autres, chacun d'eux paraissant disposer d'une autonomie de décision pour tout ce qui relève de sa juridiction politique, et ayant à son service des forces armées pour imposer son autorité». (Ibid.). Consulter aussi, Wallerstein. *The Politics of the World-Economy: the States, the Movements, and the Civilization*, New York, Cambridge University Press, 1984, pp. 27-96.

comme deux mythes, à partir de sa référence au fonctionnement effectif du système-monde moderne où l'imbrication des deux instances économiques et politiques semble évidente. Il écrit:

«l'importance cruciale dans les processus économiques, même en définissant ces deniers de la manière la plus étroite, saute aux yeux dès lors qu'on considère de près le fonctionnement effectif du système. (...) Les modalités par lesquelles l'État constituait un rouage décisif dans la maximisation de l'accumulation de capital étaient (...) variées et nombreuses (ex: politiques commerciales, droit du travail, impôt, dépense, etc.)»⁸²³.

L'accumulation du capital au centre est à la fois à l'origine de la puissance des appareils étatiques dans ces zones de l'économie-monde capitaliste et fonction de cette puissance. Il écrit dans ce sens:

« (...) À son tour, la concentration du capital dans les régions centrales fournissait à la fois l'assiette fiscale et le mobile politique à la mise en place d'appareils d'État relativement puissants, qui avaient notamment la capacité d'affaiblir les appareils d'État des régions périphériques, ou de les maintenir dans une situation d'infériorité. Ils pouvaient de la sorte exercer une pression sur ces structures étatiques pour leur faire accepter, et même les faire activement contribuer au renforcement de la spécialisation des territoires sous leur juridiction dans des activités hiérarchiquement inférieures de la filière marchande, recourant aux forces de travail les moins bien payées, et suscitant (ou consolidant) les structures domestiques adéquates à la reproduction de ces forces de travail».⁸²⁴

4.3.3 Le système interétatique

Pour Wallerstein «l'État moderne n'a jamais constitué une entité politique entièrement autonome, contrairement à ce que suggère le mythe de la souveraineté étatique, qui se trouve au fondement de la pensée politique moderne»⁸²⁵. Il affirme plutôt que

« (...) les différents États se sont constitués et ont pris forme comme parties intégrantes d'un système interétatique (dont les limites coïncident avec celle de l'économie-monde capitaliste), constitué d'un ensemble de règles dans le cadre desquelles agissent les États, et d'un ensemble de modèles de légitimité en dehors desquels ils ne pouvaient survivre»⁸²⁶.

⁸²³ Ibid., pp. 46-54. Pour une description plus longue des modalités de l'intervention étatique dans l'économie-monde capitaliste, consulter les sections: de la souveraineté étatique aux politiques commerciales, le droit du travail, l'impôt et la dépense. (Wallerstein, *Le capitalisme historique*, op. cit., pp. 46-54).

⁸²⁴ Ibid., pp. 32. Consulter aussi Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., pp. 85-86.

⁸²⁵ Ibid., p. 55

⁸²⁶ Ibid.

C'est de ce système interétatique que les États souverains tirent leur identité et leur légitimité. Ces États sont aussi intégrés dans une hiérarchie de pouvoir caractérisée par un «équilibre des puissances» et structurés de «façon pyramidale avec un sommet très étroit». ⁸²⁷ Cet équilibre de forces ne s'explique pas seulement sur le plan politique mais surtout sur le plan économique. Wallerstein écrit:

« (...) l'équilibre des forces qui s'imposait à la fois aux États faibles et aux États puissants, ne se limitait pas à un épiphénomène politique pouvant être facilement remis en question. Il trouvait ses racines au plus profond des modalités d'accumulation dans le capitalisme historique. Cet équilibre des forces n'était pas non plus, réductible à un réseau de relations entre appareils d'État, car les acteurs à l'œuvre au sein de chaque État étendaient leurs activités par-delà les frontières, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'alliances avec d'autres forces à l'œuvre dans d'autres États». ⁸²⁸

L'histoire du système historique actuel est caractérisée par l'alternance «au centre de l'économie-monde de périodes caractérisées par la présence d'une entité hégémonique dominant les autres et de périodes caractérisées au contraire par la présence de plusieurs entités politiques se faisant concurrence autour de la position hégémonique (rivalité)» ⁸²⁹.

La domination de l'État hégémonique au sein du système interétatique qui double l'économie-monde capitaliste s'est historiquement imposée, toujours de manière temporaire et contestée, par des « guerres de trente ans ». Ainsi « comme celles à laquelle elle a succédé (Provinces Unies au XVII^e siècle, Angleterre au XIX^e siècle), l'hégémonie des États-Unis établies depuis 1945 cessera ». En fait, d'autres prétendants au prochain cycle hégémonique mondial s'affirment déjà de plus en plus (Wallerstein parle de l'Europe et du Japon).

⁸²⁷ Ibid. Comme exemples de ce pouvoir hégémonique. I. Wallerstein cite Les Provinces Unies au XVII^e siècle, la Grande-Bretagne au milieu du XIX^e siècle et les États-Unis au XX^e siècle. En ce qui concerne les hégémonies et leurs assises, consulter I. Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., pp. 55-58.

⁸²⁸ Ibid., p. 58. (Ibid., p. 86). On pourrait, ici, noter une influence de Marx et de Braudel. Ainsi, si les analyses de Wallerstein accordent une très grande importance aux « structures réelles » dans toutes leurs dimensions et toute leur complexité, celles-ci sont essentiellement définies en termes économiques. Il accorde une place importante à l'aspect culturel, idéologique, politique, mais l'économique reste en dernière instance l'explication ultime. Néanmoins, il tient à prendre ses distances avec une conception de l'idéal qui en ferait un reflet du matériel, une superstructure. De même, il accorde un rôle constructif à l'idéal en analysant le rapport au temps, sa représentation comme s'insérant dans un méta-récit, en décrivant le rapport au temps non pas comme chronologie, mais comme chronosophie.

⁸²⁹ Nicole Bousquet, « Esquisse d'une théorie de l'alternance de périodes de concurrence et d'hégémonie au centre de l'économie-monde capitaliste ». *Review*, vol II, n° 4, printemps 1979, pp. 501-517, p. 503. La mise en rapport du cycle hégémonique aux cycles de Kondratieff donne un découpage du premier en quatre phases: « A1 ascending hegemony ». « B1 hegemonic victory ». « A2: hegemonic maturity ». « B2: declining hegemony ». (Ibid., p. 504; Thomas Richard Shannon. *An Introduction to the World-System Perspective*. Boulder (Colorado), Westview Press, 1989, p. 121).

L'idée de la base économique de l'hégémonie a été décrite comme un économicisme réducteur caractérisant l'analyse de Wallerstein de l'État⁸³⁰. Mais Wallerstein cherche en fait à mettre en cause une analyse exclusivement géopolitique de la logique du système interétatique et de l'État. Dans ce sens, il accorde une grande importance au politique mais le rôle décisif reste pour lui celui de l'économique. Il soutient que c'est dans le cadre de l'économie-monde capitaliste que se forment les États et que nous avons tort de les considérer comme primaires dans la conception moderne de l'État

4.3.4 Rythmes cycliques et tendances séculaires

Les tenants de la « World-System Theory » accordent, par ailleurs, beaucoup d'attention aux rythmes cycliques et aux tendances séculaires⁸³¹ qui marquent l'évolution de la structure de l'économie-monde capitaliste (analyse structurale mais aussi dynamique) et qui déterminent l'alternance de cycles d'expansion et de stagnation mais aussi la récurrence des grandes crises. La tâche essentielle pour un théoricien du capitalisme historique est de « distinguer le cyclique de la progression linéaire », c'est-à-dire les « rythmes cycliques » ou les conjonctures des « tendances séculaires ». Si les « rythmes cycliques » sont le résultat du fonctionnement normal de ces structures, les « tendances séculaires » sont le résultat de l'évolution constante des structures.

Si le fonctionnement de l'économie-monde capitaliste fait alterner des périodes d'expansion et des périodes de stagnation ou de contraction c'est, en partie, à cause des contradictions qui résultent de contraintes imposées par les structures du système.⁸³² Celles-ci sont en effet

⁸³⁰ Consulter, par exemple, Steiner, « Féodaux et bourgeois », loc. cit., p. 67.

⁸³¹ Wallerstein écrit dans ce sens : « *Another way to describe this (la double nature du système historique) is to say that a system has cyclical rhythms (resulting from its enduring structures as they pass through their normal fluctuations) and secular trends (sectors which have direction, resulting from the constant evolution of the structures). (...) - cycles that restore "equilibrium" and trends that move far from "equilibrium" » (Wallerstein, *The Age of Transition*, op. cit., p. 8). Comment agissent ces dynamiques du système historique de telle sorte que les phénomènes en son sein peuvent se répéter et changer en même temps? Wallerstein pense que « l'essentiel c'est (qu'il faut absolument admettre une relation entre les tendances séculaires et les rythmes cycliques, qui en fait en sont la source possible. En effet, la phase B d'un cycle n'est jamais l'image inversée d'une phase A, autrement dit les conjonctures ne nous ramènent jamais au point d'origine (...), ce qui explique comment les phénomènes peuvent, en même temps se répéter et changer (processus en forme de spirale), (Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 295). Examiner le fonctionnement de ces dynamiques du système historique et leur relation, nécessite aussi selon Wallerstein d'identifier et de préciser clairement les contradictions structurelles inhérentes à un tel système. Il faut, affirme-t-il, « voir plus clairement quelles sont les contradictions d'un système donné et comment les procès cycliques fonctionnent comme des mécanismes de restauration d'un équilibre qui est inévitablement en train de se rompre au fur et à mesure que le système s'ébranle et s'éloigne irrémédiablement de l'équilibre » (Wallerstein, « Le futur de la science sociale », *Espaces Temps*, n° 68-69, 1998, pp. 45-58, p. 56).*

⁸³² Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 295.

caractérisées par le fonctionnement continu de trois antinomies: l'économie/la politique⁸³³, l'offre/la demande⁸³⁴ et le capital/le travail⁸³⁵. Les contradictions issues de ces antinomies peuvent provoquer des « goulots d'étranglement » qui ralentissent l'accumulation. Ceci pousse « les forces économiques du système à agi(r) pour ouvrir ou contourner ce goulot et retrouver le chemin de l'accumulation ».⁸³⁶ Les conséquences de ces solutions sont selon Wallerstein des tendances séculaires que le fonctionnement des rythmes cycliques rend inévitables (l'expansion⁸³⁷, la mécanisation⁸³⁸, la marchandisation⁸³⁹ et la prolétarisation⁸⁴⁰).

⁸³³ Cette antinomie est due au fait que l'économie est structurée à une grande échelle (structure mondiale). Alors que l'activité politique a lieu, avant tout, dans des structures étatiques dont les frontières ne coïncident pas avec celles de l'économie. Selon Wallerstein, cette antinomie est centrale dans le fonctionnement de l'économie-monde capitaliste. (Wallerstein, *The Capitalist World-Economy*, New York, Cambridge University Press, 1979, pp. 273-274).

⁸³⁴ Selon Wallerstein, l'offre à l'échelle de l'économie-monde capitaliste dépend de décisions individuelles concernant la production pour le marché (production anarchique). Or la demande dans cette économie-monde dépend avant tout des salaires dont les niveaux sont socialement déterminés (demande effective fixée). Cette antinomie découle nécessairement de celle de l'économie et de la politique. En fait l'absence d'une structure politique unique et globale rend impossible de limiter l'offre à l'échelle mondiale, car celle-ci obéit à l'objectif de l'accumulation illimitée du capital. (Ibid., p. 275; Wallerstein, « Cyclical Rythms and Secular Trends of the Capitalist World-Economy: Some Premises, Hypotheses and Questions », *Review*, vol II, n° 4, printemps 1979, pp. 483-500, p. 493).

⁸³⁵ Le capital est accumulé par le surplus accumulé du travail. Ainsi, selon Wallerstein, c'est la prolétarisation incomplète (ménages semi-prolétaires) qui a permis l'accumulation plus importante des profits (bourgeoisification). Ceci signifie que plus le rôle du travail diminue, plus le capital est accumulé. Or, le but de l'accumulation illimitée nécessite, en même temps, un niveau élevé de la demande qui ne peut être obtenu sans une plus large distribution des surplus et une prolétarisation accrue (Wallerstein, *The Capitalist World-Economy*, op.cit., pp. 275-278).

⁸³⁶ Wallerstein. « La crise comme transition » in. Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*, Paris, Maspero, 1982, pp. 10-56, p. 11

⁸³⁷ Les périodes de stagnation causées par l'antinomie de l'offre et de la demande « ont souvent pour résultat de repousser les frontières de l'économie-monde pour l'incorporation de nouvelles zones ». Cette intégration ne se justifie pas à court terme par la demande (que ces zones) peuvent fournir, mais au contraire par le réservoir « d'offre » à bon marché qu'elles représentent et par la hausse du taux de profit global qui peut en résulter » (Ibid., pp. 20-21). Mais, selon I. Wallerstein, les limites géographiques de cette expansion sont aujourd'hui atteintes (Immanuel Wallerstein et Terence Hopkins. « Patterns of Development of the Modern World-System: Research Proposal ». *Review*, Vol. I, n° 2, Fall 1977, pp. 111-145, p.124).

⁸³⁸ L'objectif de l'accumulation illimitée qui motive les capitalistes implique une plus importante mécanisation de tous les processus de production. Selon I. Wallerstein, cette mécanisation ne s'arrête pas au niveau national mais se constitue en un continuum qui s'étend à l'échelle de l'économie-monde capitaliste, ce qui remet en question la dichotomie industriel/non industriel ainsi que la signification de la « Révolution industrielle » comme événement historique inédit. (Ibid., p. 126).

⁸³⁹ Dans sa poursuite de l'accumulation illimitée, l'économie-monde capitaliste a tendance, au sens de Wallerstein, à tout transformer en marchandise. Il écrit: « Dans la mesure où le capitalisme est centré sur un processus auto-entretenu, aucune activité ou transaction sociale ne se trouvait par nature à l'abri d'une intégration possible à ce processus. C'est pourquoi l'on peut dire que le développement historique du capitalisme a impliqué

4.3.5 La semi-périphérie

L'échange inégal, ainsi que l'hierarchisation de l'espace dans laquelle il s'inscrit sont également camouflés par l'existence d'une troisième zone géo-économique: la semi-périphérie, qui occupe une position intermédiaire entre les deux autres zones quant à la complexité des activités économiques en son sein et la puissance de ses structures étatiques. Dans la perspective des systèmes-mondes, ce concept est défini comme suit:

«The concept of semi-periphery is that of a group of states which form an in-between mode in a trimodal distribution of the world-system (one that is not simply an arbitrary statistical grouping. (...) Semi-peripheral states can be identified and analyzed by looking at the kinds of commodity chain boxes that tend to lie within their borders. If they have a fairly even mix of core-like (highly profitable) and peripheral-like (not very profitable) boxes, then we may call them semi-peripheral. Such a mix has tended to correlate with (be caused by, be the explanation for) a relatively high degree of state intervention in the economy designed to protect and improve the relative world market position of the enterprises (and populations) located within that state»⁸⁴¹

Le centre et la périphérie ne sont pas donc les seules catégories structurelles possibles dans la perspective de Wallerstein. Mais si ces deux concepts relèvent désormais du langage courant, celui de «semi-périphérie» est encore controversé⁸⁴². Ces catégorisations sont intéressantes en tant que manifestations des débats sur la conceptualisation de l'espace structurel de l'économie-monde capitaliste. La contribution de Wallerstein à ces débats à travers le concept de semi-périphérie est ici à examiner surtout parce qu'elle constitue une manifestation importante de l'accent qu'il met sur la complexité de la réalité du capitalisme.

Il refuse en effet une conception simplement «bimodale» de la hiérarchie de l'espace de l'économie-monde capitaliste : ce système historique est trop complexe pour être compris seulement à partir du couple conceptuel centre/périphérie. Il propose une conception

un mouvement irrépressible de transformation de toute chose en marchandise. une véritable marchandisation du monde ». (*Le capitalisme historique*, op. cit., p16).

⁸⁴⁰ Le travail est l'une des activités les plus importantes que le processus de marchandisation intègre dans son expansion. Ainsi, selon Wallerstein, sous l'effet conjugué de l'antinomie de l'offre et de la demande ainsi que celle du capital et du travail, l'économie-monde capitaliste a tendance à transformer les ménages semi-prolétaires en ménages prolétaires. Ce processus de prolétarianisation réalise des profits à court terme et non à long terme. En effet, tant que l'expansion se poursuit, la prolétarianisation ne réduit pas les profits qui reviennent à la bourgeoisie puisque leur accumulation est plus importante que leur réallocation. Mais si l'expansion se ralentit, une prolétarianisation poussée, réduira les profits retenus par la bourgeoisie.

⁸⁴¹ Centre Fernand Braudel, *Intellectual Report*, loc. cit., pp. 5-6.

⁸⁴² Au sujet des critiques adressées à cette catégorie structurelle, consulter Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 166; Thomas Shannon, *An Introduction to the World-System Perspective*, op.cit., pp. 99-111 passim.

«trimodale» de l'espace hiérarchisé de ce système constitué de zones centrales, de zones semi-périphériques et de zones périphériques. Il s'agit d'une tentative de raffiner les outils conceptuels en vue d'améliorer la puissance de l'analyse de son approche. Cette contribution conceptuelle permettrait de mieux saisir le caractère dynamique des relations structurelles au sein de l'économie-monde capitaliste et de s'éloigner d'une conceptualisation figée de celles-ci. Alvin So écrit pour souligner cette caractéristique du concept de semi-périphérie:

«The formulation of the semi-periphery concept is a theoretical breakthrough because it enables researchers to examine the complexity and the changing nature of the capitalist world-economy. This three-tiered model allows Wallerstein to entertain the possibilities of upward mobility (a periphery moving into the semi-periphery or a semi-periphery moving to the core) as well as downward mobility (a core moving into the semiperiphery or a semi-periphery moving into the periphery). With this intermediate layer of semi-periphery in the model, the world-system perspective is capable of studying the changing locations of the state in relation to the contradictions and crises that are built into the working of the capitalist world-system»⁸⁴³.

Ce caractère dynamique des relations structurelles au sein de l'économie-monde capitaliste est selon Wallerstein ce qui a empêché la désintégration de ce système historique. En effet, la semi-périphérie absorbe les tensions entre la périphérie et le centre. Elle permet aussi à celui-ci d'éviter les effets des changements cycliques auxquels il est sujet, en récupérant les secteurs qui sont en déclin.⁸⁴⁴

Par ailleurs, Wallerstein souligne dans le même sens qu'il y a une mobilité entre les positions structurelles de ces zones géo-économiques. Les États socialistes étaient ainsi considérés comme des États semi-périphériques cherchant à accéder au centre de l'économie-monde capitaliste.⁸⁴⁵ Cependant, s'il y a une mobilité entre ces positions, ceci n'est pas aux yeux de Wallerstein une orientation du système vers une situation plus égalitaire. Ce qui est un gain pour les uns est une perte pour les autres, car l'inégalité de la structure du système-monde capitaliste est une force motrice de son fonctionnement. Il est théoriquement impossible que les États se développent simultanément. L'énorme hiatus entre la situation des uns et des autres n'est pas une anomalie destinée à disparaître, contrairement à ce que postulent les doctrines dominantes du développement. Il est plutôt un mécanisme essentiel de la structure

⁸⁴³ Alvin Y. So, *Social Change and Development: Modernization, Dependency and World-System Theories*, California, Sage, 1990, p. 198.

⁸⁴⁴ Ibid., pp. 180-181

⁸⁴⁵ Ibid., p. 186-187.

de l'économie-monde capitaliste. L'idée du développement/progrès sert ainsi à camoufler la nature de ce système historique et à balayer ses effets négatifs.

4.3.6 La justification idéologique de la hiérarchisation spatiale : une certaine représentation du temps

Selon le modèle explicatif de la théorie des systèmes-mondes, le positionnement du centre et de la périphérie au sein de l'économie-monde capitaliste n'a pas seulement un sens économique. La hiérarchisation spatiale de l'économie-monde capitaliste est en effet justifiée par une certaine représentation du temps, c'est-à-dire par la croyance au progrès et au développement. Cette idée-clé de la pensée moderne a longtemps joué un rôle important pour balayer les effets négatifs du capitalisme en expliquant le passage du féodalisme au capitalisme comme un progrès inévitable. En effet «s'il est une idée associée par excellence au monde moderne, et qui en donne la clé, c'est bien l'idée de progrès»⁸⁴⁶. Son impact est si considérable sur la métaphysique du monde moderne, qu'elle rallie autour d'elle toutes les tendances idéologiques et détermine jusqu'au programme de ce qu'il appelle les « mouvements anti-systémiques »⁸⁴⁷.

Cette métaphysique du système-monde moderne est l'une des plus importantes cibles de la démarche de déconstruction/reconstruction théorique à laquelle Wallerstein procède pour rendre compte du fonctionnement de notre monde et saisir le sens de ses transformations. La construction de la structure conceptuelle sous-jacente à la théorie des systèmes-mondes et des hypothèses qui lui sont reliées vise dans son ensemble une rupture avec cette conception

⁸⁴⁶ Wallerstein, *Le capitalisme historique*, op. cit., p. 95.

⁸⁴⁷ Wallerstein définit un mouvement anti-systémique comme suit: «*An antisystemic movement is a movement to transform the system. An antisystemic movement is at the same time a product of the system*». (*Geopolitics and Geoculture: Essays on the Changing World-System*, New York, Cambridge University Press, 1991, p. 180). Il écrit aussi: «*We mean by antisystemic movements all those movements organized by persons who seek to transform the world-system in a more democratic egalitarian direction. This has included movements of the working classes, nationalist and/or ethnic movements, women's movements, and a variety of other kinds of movements. The concept is an inclusive one in terms of the social composition of the movements and their primary locus of concern, but it is an exclusive one as well, seeking to omit movements narrowly focussed on the ascending of the stratification ladder by some particular group*» (Fernand Braudel Center. *Intellectual Report*, loc.cit., p. 8). En ce qui concerne la culture de ces mouvements, Wallerstein écrit: «*What culture does such a movement incarnate? In terms of culture (usage I), it is hard to see how they could not have been impregnated by and expressed the paired ideologies of universalism and racism*». (*Geopolitics and geoculture*, op. cit., p. 180). Si ces mouvements sont le produit même de l'économie-monde capitaliste, leur crise est selon Wallerstein l'un des signes d'une crise structurelle, de la transition vers un autre système historique (l'autre signe est la crise de la science). Consulter à propos de la crise de ces mouvements *Geopolitics and geoculture*, op. cit., pp. 109, 110, 111-115. Consulter aussi Giovanni Arrighi, Terence Hopkins et Immanuel Wallerstein, *Anti-systemic Movements*, New York, Verso, 1989; Immanuel Wallerstein, *The Politics of the World-Economy: the States, the Movements, and the Civilization*, New York, Cambridge University Press, 1984, notamment part. II, pp. 97-145.

du déroulement historique comme un progrès/développement. Il commence par mettre en lumière cette conception et la façon dont elle a fonctionné (un méta-récit, une méta-histoire, un mythe). Ensuite, il oppose aux explications de type civilisationnel et structurel de la transition au système-monde capitaliste/moderne une explication conjoncturelle. En outre, il met en cause les éléments et les catégories de cette méta-histoire ainsi que son rapport à la réalité. Il ne se contente pas toutefois de mettre en cause la réalité du développement qu'elle décrit. En partant de l'idée de la pluralité des temps historiques développée par Fernand Braudel⁸⁴⁸, dont il s'inspire, il propose un autre modèle du déroulement du temps historique. Il le construit en mettant l'accent non pas sur l'EspaceTemps éternel sous-jacent à l'idée de progrès/développement (changement éternel) mais sur les EspacesTemps structurel, cyclico-idéologique et transformationnel, c'est-à-dire sur la continuité, la répétition, mais aussi sur l'idée de limite temporelle et de rupture.

Héritières de la pensée du XIX^e siècle, les sciences sociales ont adopté le progrès non comme une éventualité dans le devenir des sociétés mais comme la norme, l'état normal d'une société désignant, sa capacité de croître indéfiniment. Dans cette pensée, l'Occident incarne la norme. C'est l'une de ses propriétés spécifiques, des « valeurs positives » qu'il possède; ce qui en fait un modèle pour l'ensemble du monde. Plus spécifiquement, c'est l'Angleterre qui incarne le modèle de cette réussite à travers sa « Révolution industrielle ». C'est d'ailleurs, la Grande Bretagne qui a joué le rôle d'hégémon du système-monde capitaliste-moderne avant d'être supplanté dans ce rôle depuis la deuxième guerre mondiale par les États-Unis.

4.3.7 Pour comprendre la globalisation : ouvrir les sciences sociales vers une « science sociale-historique »

La globalisation néolibérale doit être analysée dans le cadre de l'évolution du système-monde capitaliste-moderne car l'économie-monde qui a émergé au XVI^e siècle continue à être le système historique qui structure et organise la réalité du capitalisme. Au sens de Wallerstein ce sont les modes d'analyse issus des paradigmes qui dominent la connaissance au sein de la modernité qui nous empêchent de saisir la continuité de ce système historique et son identité à travers le temps ainsi que d'appréhender la nature des transformations que sa réalité est en train de subir. Ces modes d'analyse nous obligent à penser la réalité en termes

⁸⁴⁸ L'idée braudélienne de la pluralité des temps historiques est développée dans le premier chapitre de la présente thèse.

d'oppositions binaires apparemment incompatibles (histoire et système, action et structure, ..., etc.) et imposent comme naturels et évidents des découpages du monde qui entravent la saisie de la dynamique du réel (État, société). Selon lui, c'est l'utilisation de la société comme unité d'analyse qui masque la continuité historique des structures de l'économie-monde capitaliste-moderne. Le concept de société présente à ses yeux «un grave défaut: il réifie et cristallise les phénomènes sociaux». Or, pour Wallerstein «leur véritable signification ne réside pas dans leur solidité mais précisément dans leur fluidité, leur caractère malléable. Le concept de société implique que l'analyse doit porter sur une réalité tangible même si elle se "développe"»⁸⁴⁹. Nous avons donc besoin d'un instrument plus précis pour comprendre et disséquer les processus sociaux. C'est ainsi que le concept de système historique, qui assure l'unité de la science sociale historique (au-delà des divisions disciplinaires entre sciences sociales mais aussi entre sciences sociales et histoire) semble aux yeux de Wallerstein préférable à celui de société comme unité d'analyse.

Au sens de Wallerstein, la naturalisation des notions de société et d'État dans les sciences sociales ne permettrait pas de considérer sérieusement le temps et l'espace qui sont pourtant des paramètres importants de notre saisie de ce réel. Ceci devient plus évident avec les difficultés qu'éprouvent ces disciplines face à l'analyse de la globalisation (interrogation de la sociologie sur son objet, incertitudes de la science politique quant au concept d'État et les analyses de la gouvernance). La littérature des sciences sociales durant les années 1990 met ainsi l'accent sur la part d'anomie et d'illisibilité que recèle la réalité du monde contemporain. Mais plus que cette réalité elle-même, les analyses mettent en cause l'inefficacité de nos outils conceptuels pour expliquer une impuissance apparente à penser ce monde. Les analyses des changements fondamentaux qui touchent les sociétés sous le signe de la globalisation, surtout dans les années 1990, enregistrent une confusion intellectuelle devant l'écart entre la réalité et les outils conceptuels dont disposent ceux qui veulent comprendre la nature de notre monde et ses dynamiques.

Le but de Wallerstein est de préparer la recherche d'un nouveau paradigme ouvrant nos modes d'analyse et d'intégrer à la définition même du changement social le temps et l'espace, dont il démontre la centralité dans la connaissance du monde. En plaçant au centre de sa réflexion sur le changement social un découpage de la réalité qui marque la distance qu'il prend quant aux modes d'analyse dominants, Wallerstein s'attaque aussi aux thèses

⁸⁴⁹ *Impenser la science sociale*, op.cit., p. 83.

trionphalistes du libéralisme interprétant le déroulement de l'histoire de l'économie-monde capitaliste comme un progrès continu et illimité. Il remet en cause surtout la thèse selon laquelle la fin de la guerre froide avec la chute des communistes serait celle de la fin de l'histoire⁸⁵⁰ et de la mort des idéologies, ainsi que tout le discours de la mondialisation naturalisant l'économie du marché et affirmant la généralisation inévitable de ses bienfaits. Au sens de Wallerstein, 1989 marque non pas le triomphe du libéralisme mais sa crise et sa mort imminente (*l'après-libéralisme*). Selon lui, « le capitalisme est historiquement entré dans une crise structurelle dans les premières années du XX^e siècle, et il connaîtra sans doute sa fin comme système historique au cours du siècle suivant »⁸⁵¹.

Les prémisses épistémologiques, qui assurent la légitimité socioculturelle des structures de l'économie-monde capitaliste et dominent la pensée moderne depuis au moins deux siècles, sont en effet l'objet de nombreuses critiques. La métaphysique dans laquelle ces prémisses s'insèrent commence selon Wallerstein à perdre sa crédibilité à cause de son incapacité de contenir les contradictions internes au capitalisme historique ainsi que son échec théorique illustré par « l'impossibilité de décrire en termes universalistes, les bouleversements sociaux du monde contemporain et la crise structurelle que nous vivons désormais ». ⁸⁵² Ces prémisses demeurent néanmoins profondément ancrées dans toutes les institutions, incluant même les mouvements de contestation (mouvements anti-systémiques) qui sont, au sens de Wallerstein, supposés transformer le système.

La mise en doute de la validité des prémisses de l'idéologie universaliste est pour Wallerstein la manifestation culturelle et épistémologique de la crise de l'ensemble du capitalisme historique. Cette crise culturelle est surtout évidente depuis la Révolution culturelle de 1968 qui a « mis fin à la domination indiscutable et indiscutée » des idéologies et paradigmes qui sous-tendent ce système historique.⁸⁵³ L'année 1968 marque en effet

⁸⁵⁰ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, traduit de l'ang. (É.-U.) par Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 1992.

⁸⁵¹ *L'Après-libéralisme*, op.cit., p. 16.

⁸⁵² Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 44. Wallerstein distingue une crise structurelle, une vraie crise, d'une crise conjoncturelle correspondant à une phase descendante des cycles d'évolution d'un système historique tel que l'économie-monde capitaliste. Il écrit à propos de la crise structurelle: «...*We may talk of a crisis, a real crisis, meaning a turning point so decisive that the system comes to an end, is replaced by one or more alternative successor systems. Such crisis is not a repeated (cyclical) event. It happens only once in the life of any system. And it is not a quick event but a transition, a long period lasting a few generations (...). We have identified the moment of shift (...) as 1967/73 (...) the beginning of a systemic crisis*» (« Is There a Crisis in the World-System », in *The Age of Transition*, op. cit., pp. 8-10).

⁸⁵³ Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 229.

l'ébranlement de l'emprise dominante du libéralisme et de l'universalisme sur la géoculture de l'économie-monde capitaliste.

Apportant une «première note grinçante de réalisme» quant au triomphalisme et à l'optimisme de l'idéologie libérale, 1968 a ébranlé les assises intellectuelles du système-monde moderne. En fait, le libéralisme a «depuis plus d'un siècle démontré que la fonction des sciences sociales était de faire reculer les limites de l'analyse rationnelle (nécessaire condition du réformisme rationnel)»⁸⁵⁴ en imitant le modèle de la science newtonienne et baconienne. Mais les limites de ce projet de la connaissance corollaire de la modernité sont devenues manifestes à travers la crise des prémisses de l'épistémologie universaliste. Cette crise s'exprime sur deux plans inséparables, affirme Wallerstein: le plan politico-culturel et le plan épistémologique, ainsi que dans deux genres d'analyses: les études culturelles (*cultural studies*) et les études de la complexité (*complexity studies*). Ces deux mouvements traduisent selon Wallerstein un scepticisme quant la «neutralité scientifique» comme idéal central du projet de la connaissance moderne et des doutes à l'égard de la validité de la «science newtonienne et baconienne» comme seule version défendable du savoir. Cela signifierait une distance prise quant à l'idée reçue du progrès comme seule éventualité dans le devenir du système historique actuel.

La critique que fait Wallerstein des présupposés sous-jacents aux paradigmes dominants des sciences sociales s'inspire beaucoup des travaux de l'un des principaux porte-paroles de cette contestation - Ilya Prigogine - dont les arguments sont proches de la contestation de l'universalisme qui se joue dans les sciences sociales. Prigogine appelle selon Wallerstein à une rupture avec l'universalité du modèle newtonien pour reconnaître le temps, l'irréversibilité et la diversité comme des prédicats de la nature.

Loin d'être complètement fautive, la physique newtonienne ne représente pour Prigogine qu'un «segment particulier limité» de cette nature. Les «systèmes loin de l'équilibre», qui ne sont pas une exception dans la nature, n'obéissent pas au modèle de réversibilité temporelle décrit par la physique newtonienne mais sont «l'expression d'une flèche du temps» dont le rôle est essentiel et constructif car elle est une source d'ordre. L'étude de ces «systèmes complexes» montre que l'irréversibilité n'est pas une erreur de perception ou induite par l'ignorance et que les lois de la nature n'expriment plus des certitudes mais des possibilités. Cela contribue à «rendre l'idée de la loi de la nature compatible avec l'idée d'événement, de

⁸⁵⁴ Wallerstein. *L'après-libéralisme*, op. cit., pp. 62, 109.

nouveauté, de créativité nouvelles»⁸⁵⁵. Wallerstein en conclut que la complexité et la non-linéarité sont ce vers quoi les sciences de la nature tendent actuellement, contrairement à la science classique qui a choisi «dans l'équation du réel (...) l'aspect déterministe et la face de la linéarité et de la simplification»⁸⁵⁶. Les concepts que Wallerstein retient dans le corpus théorique de Prigogine sont ceux de «flèche du temps» et de «fin des certitudes» qui mettent en cause la conception newtonienne de l'univers. Ceci constitue à ses yeux un défi au modèle épistémologique adopté par les sciences sociales et sape les bases de la division des deux cultures.

Prigogine affirme, par ailleurs, que si la physique newtonienne proclamait «l'extraterritorialité théorique» des scientifiques, nous savons maintenant qu'elle est théoriquement impossible. Wallerstein écrit en citant Prigogine: «loin du positivisme, qui prétendait modeler la science sociale sur l'exemple des sciences physiques, on sait à présent que "toute science est science faite par les hommes pour des hommes"». Ainsi la vérité scientifique est elle-même historique.⁸⁵⁷ Ce qui indique un scepticisme à l'égard de l'idéal de la neutralité scientifique.

Ceci déstabilise sérieusement les prémisses intellectuelles du projet de la connaissance instauré par la modernité, c'est-à-dire les présupposés de son épistémologie universaliste. C'est ce qui se traduit, pense Wallerstein, par un passage à une phase de la connaissance qu'il appelle «l'interprétation des processus». L'objet de l'activité scientifique réside désormais selon lui «plus dans une sorte d'interprétation contrôlée que dans l'affirmation de lois universelles».⁸⁵⁸

S'il refuse l'absolutisme théorique de l'universalisme scientiste, Wallerstein reconnaît cependant la nécessité d'une forme quelconque d'universalisme qui constitue une base de la revendication de la pertinence par une discipline et une condition d'une communauté du discours scientifique. Il tient, surtout, à mettre en évidence la contingence historique de l'idéologie universaliste tout en soulignant l'importance d'accepter un universalisme

⁸⁵⁵ Ibid., pp. 68-69.

⁸⁵⁶ Wallerstein. *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 288.

⁸⁵⁷ Ilya Prigogine et Isabelle Stengers. *La nouvelle alliance: métamorphose de la science*, Paris, Gallimard, 1979, p. 281. in Wallerstein. *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 43.

⁸⁵⁸ Ibid., p. 209.

pluraliste et d'ouvrir nos modes d'analyse à la complexité et à la diversité de la réalité.⁸⁵⁹ Selon lui, les défis posés par les études culturalistes et les études de la complexité aux cadres traditionnels de la science classique ne permettent pas pourtant de parler d'un véritable rapprochement entre les trois cultures (sciences de la nature, sciences sociales et lettres), les divisions organisationnelles restent tenaces. L'avantage de ces deux types d'analyse réside dans le fait qu'ils ont suscité «des débats qui ont éveillé des doutes sur la clarté des distinctions». Wallerstein soutient ainsi qu'«on semble évoluer vers une conception plus “non-contradictoire” entre les différents domaines du savoir» et que les sciences sociales semblent être devenues le lieu de la potentielle réconciliation des «clans polarisés».⁸⁶⁰

Cette mise en cause de l'épistémologie universaliste sous-jacente aux modes de la connaissance moderne permet à Wallerstein de mettre en doute l'apparence de naturalité et d'évidence des principes et des modes de recherche qui en découlent ainsi que des concepts qu'elle implique. Cela le conduit à conclure à la nécessité d'une réforme de nos concepts ainsi que des principes qui ont présidé à la formation des sciences sociales

4.4 Critique de la théorie des systèmes-mondes et pistes pour le renouvellement des théories du capitalisme global

Pour comprendre les transformations du monde contemporain, Wallerstein procède à l'élaboration d'une matrice conceptuelle du temps en s'inspirant de Braudel. La théorie des systèmes-mondes qu'il propose, tente de renouveler le mode de recherche dominant en sciences sociales en y intégrant le temps et l'espace en mettant l'accent sur le temps long de l'histoire (*longue durée*, Wallerstein parle d'«EspaceTemps structurel») mais aussi sur le temps moyen («EspaceTemps conjoncturel»). Mais la matrice conceptuelle qui est sous-jacente à sa théorie a été mise en cause comme évacuant la discontinuité, la rupture. En mettant l'accent sur ces deux types de temps dans leur rejet de la conception linéaire du temps, Braudel et Wallerstein sont soupçonnés d'accorder une priorité à l'immobile et

⁸⁵⁹ Wallerstein tient à souligner, avec les autres chercheurs qui ont participé à la rédaction du rapport de la Commission Gulbenkian, qu'ils partent, d'une «conviction très ferme qu'une forme d'universalisme est le but nécessaire d'une communauté de discours». Ils «cro(ient) qu'il est important d'accepter la coexistence de différentes interprétations d'un monde incertain et complexe. Seul un universalisme pluraliste nous permettra de saisir la richesse des réalités sociales dans lesquelles nous vivons et avons vécu.» (Wallerstein (dir.), *Ouvrir les sciences sociales: rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales*, trad. de l'ang. (É.-U.) par Jean-Michel et Sophie Blanquer, Paris, Descartes, 1996, pp. 65-66).

⁸⁶⁰ Ibid., p. 74.

d'éliminer la « médiation humaine ». Cela se traduirait par la construction d'un modèle d'auto-régulation des systèmes historiques, conçu selon un déterminisme exacerbé.

C'est ce que soutient, par exemple, François Dosse en affirmant que l'influence du structuralisme sur Braudel a fait qu'il a privilégié la permanence sur le changement, la continuité sur la rupture et qu'il a conceptualisé une histoire au temps presque immobile. Il écrit, dans ce sens :

« Fernand Braudel, comme Claude Lévi-Strauss renverse la conception linéaire du temps qui progresse vers un perfectionnement continu, il lui substitue avec son histoire presque immobile, un temps stationnaire où passé, présent et avenir ne diffèrent plus, se reproduisent sans discontinuité. Seul l'ordre de la répétition est possible, il privilégie les invariants et rend illusoire l'événement (...). La longue durée engluée et le paradoxe apparaît manifeste, jamais souligné. L'historien Fernand Braudel évacue l'historicité. La combinatoire d'autorégulation à l'œuvre au niveau des structures de la société permet la répétition du même et rend caduque toute tentative de transformation, de rupture, ou de simple changement »⁸⁶¹.

Dosse pense ainsi que, dans le vieux conflit entre le structural et l'historique, Braudel privilégie l'être contre le devenir, la permanence contre le changement; ce qui va à l'encontre de la pensée historique. Il décrit ce paradoxe comme suit :

« La pensée historique ne peut être que la pensée de la rupture, celle du travail effectif de la scission vers un dépassement de la contradiction, non vers le retour à un passé où la contradiction serait résorbée, mais vers un devenir, une situation nouvelle. Le nouveau ne s'y résorbe pas dans l'ancien, mais se donne comme résolument nouveau dans une pensée qui vise à saisir ce qui est en train de ne plus être, à savoir le réel dans sa transition vers un réel autre. Le discours braudélien résorbe au contraire le nouveau dans l'ancien, le changement dans la continuité, les ruptures dans les immobilités. Les continuités séculaires, les régulations constantes forment le socle des recherches de l'histoire braudélienne »⁸⁶².

Cette lecture de l'histoire aboutit aussi selon Dosse à un décentrement de l'homme. Renvoyé dans la marge de l'histoire par les forces séculaires qui le contraignent et les cycles de la longue durée, l'homme perd sa maîtrise de l'historicité. En reprenant cette lecture de l'histoire, Wallerstein semble ainsi accorder une prédominance aux structures et aux aspects macro-sociaux de la réalité. Par ailleurs, les critiques de la théorie des systèmes-mondes considèrent l'idée de la crise imminente de l'économie-monde capitaliste comme étant l'un de ces points les plus faibles même si la conjoncture actuelle de l'économie-monde semble plutôt confirmer son pronostic.

⁸⁶¹ « Les habits neufs du président Braudel », *EspaceTemps*, n° 34-35, 1986, pp. 83-93, p. 92.

⁸⁶² *Ibid.*, p. 91

Cela dit, la force d'explication de cette théorie du capitalisme global reste remarquable. Selon Étienne Balibar sa force réside toute entière dans sa capacité à « penser la structure d'ensemble du système comme celle d'une économie généralisée (dans laquelle) les processus de formation des États, les politiques d'hégémonie et d'alliance des classes, forment la texture de cette économie »⁸⁶³. De plus, au fondement des théories du capitalisme global, comme celle de la théorie des systèmes-mondes il y a l'accent mis sur l'idée de l'historicité et de la contingence du capitalisme et de ses « lois » censées, dans la théorie économique être universelles et objectives. L'analyse du capitalisme comme un système historique, donc qui a une genèse historiquement située, qui a une vie mais aussi dont on peut imaginer la fin (puisque'il est historique) désabsolutise les affirmations de l'idéologie économique et invite à chercher une explication au fait que les dites lois du capitalisme aient été acceptées comme telles.

En outre, l'idée de la continuité des structures de l'économie-monde capitaliste bat en brèche l'idée du caractère inédit de la globalisation qui euphémise la nature du capitalisme et banalise les réalités qui lui sont inhérentes et qui ont fait l'objet d'âpres luttes sociales (inégalités, exploitation, nécessité de mettre des limites politiques, juridiques et sociales à la domination du capital) remettant ainsi à l'ordre du jour la nécessité de la résistance à l'ordre global que l'on cherche à imposer de fait aux sociétés humaines sous le signe de la globalisation. La théorie des systèmes-monde fournit des outils d'analyse précieux et d'une grande valeur heuristique dans le cadre de cette résistance qui cherche à mettre en lumière la véritable nature des processus de globalisation.

Conscient de l'importance des critiques telles que celles qui ont été formulées par Dosse, Wallerstein y répond en précisant ce qui différencie le modèle d'analyse qu'il propose en s'inspirant de Braudel d'un modèle fondé sur une conception continuiste de l'histoire ou sur une conception radicale du discontinuisme. Ne pas comprendre ces distinctions c'est mal interpréter l'EspaceTemps structurel ainsi que le modèle complexe d'EspacesTemps multiples qu'il construit en s'inspirant de Braudel, affirme-t-il. Il écrit:

«Ceux qui critiquent l'accent mis sur les autres catégories d'EspaceTemps avancent un argument apparemment fort. Ils affirment qu'en tournant notre attention en priorité vers l'EspaceTemps structurel, nous semblons donner la priorité à l'immobile et de ce fait éliminer ce que certains appellent la "médiation humaine". C'est cependant mal interpréter l'EspaceTemps structurel. Il

⁸⁶³ Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein., *Race, nation et classe. Les identités ambiguës*. Paris. La Découverte, 2005 (première édition 1988), p. 56.

n'est pas immobile, au contraire de l'EspaceTemps éternel qui prétend mettre l'accent sur le changement éternel (c'est-à-dire le progrès, ou sur l'immobilité de structures éternelles telles que celles de Lévi-Strauss) mais qui aboutit à un modèle dans lequel le comportement humain obéit toujours aux mêmes règles. L'EspaceTemps structurel met l'accent sur la continuité. soit, mais il pose aussi une limite temporelle à la continuité⁸⁶⁴.

Pour comprendre Braudel, dont il hérite de la typologie de la pluralité des temps qui est centrale dans sa pensée, il faut selon Wallerstein toujours se rappeler qu'il est engagé dans «une guerre sur deux fronts»⁸⁶⁵: contre une analyse de l'histoire concentrée sur l'événementiel ainsi que contre les généralisations structurales a-temporelles qui détruiraient l'histoire. C'est une position intermédiaire que Febvre, Bloch puis Braudel ont essayé de créer⁸⁶⁶. Si « l'EspaceTemps structurel » met l'accent sur la continuité tout en posant une limite temporelle à cette continuité, c'est à cause des contradictions inhérentes à tout système historique qui ne peuvent pas être éternellement résolues à travers les dynamiques selon lesquelles de tels systèmes fonctionnent. Il arrive un moment où ces contradictions sont telles qu'elles déclenchent une crise structurelle dont la seule issue est la disparition même du système historique, décrite par Wallerstein comme une bifurcation. Il écrit: «Les structures se reproduisent jusqu'à ce que leurs contradictions internes, leurs trajectoires d'évolution contraignent à une bifurcation. Alors elles explosent ou implosent dans un changement réel»⁸⁶⁷.

En effet, si les tendances séculaires permettent de dépasser les «goulots d'étranglement» causés par les contradictions internes des systèmes historiques, elles ont leurs limites (100%). Si elles peuvent apporter des solutions à court et peut-être à moyen terme, elles atteignent à un moment donné leurs asymptotes et ne peuvent plus être employées à long terme. Ce qui « rend compte des crises, transitions et ruptures ».⁸⁶⁸

Cela amène Wallerstein à parler d'une autre catégorie d' « EspaceTemps », qu'il ajoute au modèle de temporalités multiples proposé par Braudel⁸⁶⁹, « l'EspaceTemps

⁸⁶⁴ Wallerstein. « Le futur de la science sociale ». loc. cit., p. 57.

⁸⁶⁵ Wallerstein, « Vers une recomposition des sciences sociales ». *EspacesTemps*, n° 29, 1985, pp. 36-42, p. 42.

⁸⁶⁶ Ibid., p. 38.

⁸⁶⁷ Wallerstein. « Le futur de la science sociale ». loc. cit., p. 57.

⁸⁶⁸ Wallerstein. *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 267.

⁸⁶⁹ Cf. chapitre I

Transformationnel » où se déploient la rupture et le changement. Pour décrire cette rupture, Wallerstein empreinte le langage de la physique contemporaine portant sur les systèmes loin de l'équilibre en s'inspirant principalement de Ilya Prigogine. Celui-ci reconnaît en fait « l'existence d'une "pluralité des temps" subtilement reliés entre eux - le temps irréversible, qui mène aux états d'équilibre, le temps des cycles qu'entretient le milieu, le temps des transformations par instabilités et turbulences ». Cela mène à conclure théoriquement à « l'impossibilité de réduire la nature à la simplicité cadrée d'une réalité régie par des lois universelles ». Selon Wallerstein, Prigogine étudie « les structures dissipatives » qui ne sont pas linéaires et n'opposent pas « le hasard » et « la nécessité », contrairement aux structures d'équilibre.⁸⁷⁰

En adoptant le langage utilisé par Prigogine dans la saisie des phénomènes de bifurcation, qui aident à comprendre les systèmes complexes, Wallerstein décrit la fin d'un système historique comme obéissant à un modèle stochastique. Il écrit pour décrire cette fin:

« (...) cette fin, on y verra moins une ligne de démarcation nette qu'une plage de temps, une période de "transition" où les oscillations mesurées autour de toute ligne donnée deviennent de plus en plus irrégulières, (...) on assiste enfin à une bifurcation, source de transformation.(...) Ce processus prend du temps mais il est irréversible. Comme son issue demeure aléatoire ».⁸⁷¹

C'est ce qui correspond à « l'EspaceTemps transformationnel », c'est-à-dire au moment où le choix humain devient crucial. Pendant ce moment, « pour les acteurs sociaux, l'éventail des choix s'élargit, la liberté de décision prédomine sur la nécessité »⁸⁷². Dans le vieux débat opposant «le libre arbitre», «la médiation humaine» au déterminisme, Wallerstein déclare adopter une position qui n'oppose pas ces deux options théoriques, mais qui les articule de telle sorte que dans l'état d'équilibre, les systèmes historiques obéissent à une logique déterministe, à des règles prévisibles, alors que loin de l'équilibre leur comportement devient difficile à prévoir. En ce sens,

« (...) le déterminisme pourrait désigner, en gros, les processus internes ou un ensemble d'institutions autonomes, qui se renforcent elles-mêmes. incarnent la "logique" du système. et déterminent la trajectoire du long terme. De même, on pourrait retrouver le "libre arbitre" dans la

⁸⁷⁰ *Impenser la science sociale*, op.cit., p. 43.

⁸⁷¹ Ibid., pp. 267-296.

⁸⁷² Ibid., p. 268

faillite même de ces structures, les processus de “transition” où l’éventail des choix s’élargit, dans un sens difficile à prévoir »⁸⁷³.

S’il admet le caractère stochastique d’une transition, Wallerstein ne pense pas toutefois que tout est possible. Selon lui, « les vecteurs possibles n’existent pas en nombre indéfini, ils se rangent dans l’éventail que produit la somme du réel ».⁸⁷⁴

De même, concernant l’opposition traditionnelle entre action et structure utilisée pour remettre en question l’accent mis sur « l’EspaceTemps structurel », Wallerstein adopte une position qui se déclare contre la conception volontariste de la transition selon laquelle la question du changement est habituellement traitée. Si «on comprenait le détail des transformations à partir d’une fin inévitable, qu’elles devaient a priori atteindre, et qui formait une seule véritable option historique»⁸⁷⁵, Wallerstein pense au contraire que les occasions de transformer un système historique ne se présentent pas à tout moment. Il écrit:

«À la différence de ceux qui s’agitent autour de l’action, je ne crois pas que nous pouvons transformer le monde à chaque instant. Nous ne possédons ce pouvoir ni individuellement, ni collectivement. Mais nous avons la possibilité de transformer le monde quelques fois, au bon moment, précisément quand les structures s’éloignent fortement de l’équilibre, quand elles sont à l’orée de la bifurcation, que de petites poussées dans une direction ou une autre peuvent avoir un impact énorme, qu’elles peuvent de fait déterminer la forme du système historique de remplacement en train de naître»⁸⁷⁶.

Il propose donc de repenser la conception métaphorique de la transition, héritée du XIX^e siècle. Au lieu de ne concevoir la transition que sous sa forme contrôlée et de discuter interminablement des formes graduelles ou révolutionnaires du changement menant au pouvoir et impliquant nécessairement une certaine continuité de l’exploitation, il faudrait selon lui cesser de

« (...) craindre une transition qui serait bouleversement, désintégration. La désintégration est désordonnée, elle peut se montrer quelque peu anarchique mais elle n’est pas forcément désastreuse. Il n’y a pas de révolutions vraiment révolutionnaires sans un tel effondrement ».⁸⁷⁷

Nous sommes selon Wallerstein déjà entrés dans une telle phase de transition,

⁸⁷³ Ibid., p. 287

⁸⁷⁴ Ibid., p. 297.

⁸⁷⁵ Ibid., p. 287.

⁸⁷⁶ Wallerstein. *Le futur de la science sociale*, loc. cit., pp. 57-58.

⁸⁷⁷ Wallerstein, *Impenser la science sociale*, op. cit., p. 194.

« (...) les oscillations deviennent de plus en plus fortes et irrégulières, (...) l'issue *de facto* reste indéterminée. De même, (...) l'éventail effectif des choix s'est élargi à l'extrême. (...) désormais ces choix politiques et théoriques se présentent comme des questions morales. Bien plus profondément qu'il y a un siècle. ».⁸⁷⁸

Ceci impose aux mouvements de contestation du capitalisme de réviser ce qui fut depuis le milieu du XIX^e siècle leur stratégie fondamentale: la prise du pouvoir de l'État. Une stratégie alternative nécessiterait la mise en cause des paradigmes qui ont suivi et consolidé l'émergence du capitalisme et de l'appareil de savoir qui a constitué le monde moderne.

La sensibilité à la pluralité des temps et des espaces est devenue aujourd'hui d'une importance primordiale, plus qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire de notre système historique, pense Wallerstein. En effet, elle nous « permet de reconnaître les possibilités spatio-temporelles du moment (que nous sommes en train de vivre), de saisir l'opportunité ». Ce rôle est selon lui celui des sciences sociales. A ses yeux, il s'agit de leur tâche la plus importante. Refaçonner ces sciences sociales de telle sorte qu'elles remplissent cette tâche dépend, aujourd'hui, de notre volonté intellectuelle. En ce sens, le processus de reconstruction théorique⁸⁷⁹ qui a lieu dans les sciences de la nature est pour lui l'un des signes de la bifurcation. En sciences sociales, la théorie des systèmes-mondes se veut comme une approche qui cherche à « habiter les incertitudes des transitions » et qui contribue à éclairer les choix historiques qui sont devant nous. Elle tente de le faire en nous sensibilisant au temps et à l'espace, en dénaturant et défatalisant le monde social à travers sa protestation contre la domination des modes de penser a-historiques (centrés sur ce que Wallerstein appelle « l'EspaceTemps éternel ») d'un côté, ou absorbés dans l'« événementiel » (exclusivement centrés sur ce qu'il appelle « l'EspaceTemps géopolitico-épisodique »), de l'autre. Contre l'hégémonie de ce qu'il appelle « la pensée universaliste/sectorisante »⁸⁸⁰ qui privilégie ces deux modes de penser, Wallerstein lance un

⁸⁷⁸ Ibid., p. 268.

⁸⁷⁹ C.f. plus haut dans le texte dans la référence à Prigogine mais aussi le chapitre 5 de la présente thèse sur « la nouvelle science ».

⁸⁸⁰ La domination de cette pensée à partir de 1850 est, pour Wallerstein, le résultat d'une offensive qui « se dessine, à partir de 1815, en vue d'étendre (l'hégémonie britannique assurée dans l'ordre économique et militaire, mais aussi politique) aux domaines de la culture et de l'idéologie, afin de la consolider et de la justifier ». Au-delà des nombreuses variantes de cette pensée, il y a une idée centrale commune relevant de deux principes: « la route de la connaissance commence par le particulier et débouche sur l'abstrait (pensée universalisante avec ses deux variantes: nomothétique et idiographique): les différents "secteurs" du savoir empruntent des voies distinctes et parallèles, reflétant des processus distincts et parallèles du monde réel (pensée sectorisante donnant naissance à dans le domaine des sciences sociales à diverses disciplines spécialisées) » Selon Wallerstein, la pensée sectorisante « mène droit à l'interprétation (vulgaire mais néanmoins très influente) selon laquelle l'exemple britannique forme un modèle universel. Cette thèse a deux implications: les Britanniques méritent les avantages

appel à la construction d'une autre vision du monde pour un système historique à venir qui serait fondé non pas sur une rationalité formelle se présentant comme choix unique, emblématique de la modernité, mais sur une rationalité substantive collectivement conçue.⁸⁸¹

Dans son analyse de la structure et de l'évolution de l'économie-monde capitaliste, la théorie des systèmes-mondes et sa critique des modes d'analyse dominants en sciences sociales s'attaque à un concept central dans l'analyse des dynamiques collectives : celui de société. Optant pour une perspective systémique des structures historiques du capitalisme, Wallerstein identifie la société comme n'ayant pas de consistance effective en dehors de l'idéal de l'État-nation, dont la souveraineté est d'ailleurs conçue comme un mythe ainsi que comme concept inutile dans la saisie des dynamiques du capitalisme. En éliminant le concept de société comme unité d'analyse significative, la théorie des système-monde participe, cependant, elle-même au triomphe de ce que Freitag qualifie comme la « logique opérationnelle systémique » de la globalisation qui aboutit à la dissolution de l'idée même de société. Ce concept qui « traverse toutes nos représentations de la vie collective aussi bien privée que publique »⁸⁸² est trop rapidement écarté comme unité d'analyse significative des processus historiques et sociaux du capitalisme.

Cette mise à l'écart ne nous permet pas de saisir la spécificité des différents trajets que les sociétés occidentales et non occidentales ont parcouru pour être ce qu'elles sont aujourd'hui. Les sociétés du centre sont regroupées dans une même catégorie qui ignore les différences entre les différents types et modèles de capitalisme qui les caractérisent⁸⁸³.

dont ils jouissent, et si d'autres qu'eux veulent y accéder, ils doivent impérativement les imiter». Quant à la pensée sectorisante, «elle interdit à l'analyse de considérer l'ensemble et d'apprécier le cours dialectique du monde historique réel. Ce faisant il rend plus difficile, pour tout le monde, la perception des structures sous-jacentes qui soutiennent le système mondial et donc l'organisation d'un changement». (*Impenser la science sociale*, op. cit., pp. 219-221).

⁸⁸¹ Wallerstein écrit, à ce sujet: « (...) *Freud's Challenge to the very operationality of the concept of formal rationality forces us to take more seriously the weberian pendant concept of substantive rationality, and to analyze it in greater depth than Weber was ready to do himself. (...) Can there be such a thing as formal rationality? Formal rationality is always someone's rationality. How can there be a universal formal rationality? (...) Substantive rationality is precisely the attempt to come to terms with this irreducible subjectivity, and to suggest that nonetheless we can make intelligent, meaningful choices, social choices*» (« The Heritage of Sociology, The Promise of Social Science ». Discours présidentiel au XIV^e Congrès Mondial de l'Association internationale de sociologie, Montréal. 26 juillet-1^{er} août. 1998, p. 26)

⁸⁸² Freitag. « La globalisation contre les sociétés », loc.cit.

⁸⁸³ C.f. Jean Baechler, *Les origines du capitalisme*. Paris, Gallimard, 1971, David S. Landes. *The Unbound Prometheus*, 1969. trad. française, *L'Europe technicienne*, Paris, Gallimard, 1975.

En outre, cette analyse cherche à comprendre ensemble les dimensions politique, stratégique, économique, et culturelle de l'économie-monde capitaliste mais elle n'arrive pas à analyser les subtilités de l'interaction de ces dimensions qui constitue la véritable dynamique du capitalisme dans son histoire. L'accent qu'elle met sur le temps de la longue durée mais aussi sur l'espace plus large de l'économie-monde capitaliste, l'empêche de saisir l'importance des autres échelles du fonctionnement du capitalisme. Comme il a été mentionné dans le chapitre précédent, selon Samir Amin⁸⁸⁴ le capitalisme doit être compris dans son interaction avec les pressions qui sont exercées sur ses dynamiques par les logiques autonomes de la société et du politique. Ces pressions sont toujours locales et ne s'exercent pas seulement dans les moments de crise et de transition, elles peuvent engendrer elles mêmes la crise et la transformation du capitalisme. Amin analyse la théorie de la succession des hégémonies comme étant trop déterministe et occidental-centrique. Selon lui, le libéralisme n'a en fait jamais triomphé pendant de longues périodes de temps. Des luttes politiques et sociales l'ont toujours obligé à s'ajuster pour réorienter ses politiques dans un sens contraire à ses propres dogmes.

Par ailleurs la théorie de la succession des hégémonies qui ne les analyse que dans le cadre d'une théorie qui ne considère pas la société comme une unité d'analyse valable et significative ne permet pas de saisir le fondement social de l'hégémonie. Pourquoi l'Angleterre a-t-elle constitué le modèle du capitalisme et l'hégémonie principale de l'économie-monde capitaliste jusqu'au milieu du XX^e siècle? Wallerstein refuse la théorie des antécédents culturels et de la supériorité culturelle du modèle anglais pour expliquer l'hégémonie britannique au sein de l'économie-monde capitaliste moderne. Ce refus de l'idée de la supériorité du modèle culturel anglais (en l'occurrence sur le modèle français : mais aussi l'affirmation que les différences économiques et technologiques entre les deux ne sont pas significatives avant la révolution française) qui se trouve au fondement de sa critique du mythe du progrès amène Wallerstein à mettre ce modèle de côté sans soumettre la société dont il est issu à l'analyse critique, ce qui prive son approche d'une compréhension fondamentale et nécessaire du fondement de l'hégémonie et sans explication du fait, qu'il note par ailleurs, des différences négligeables entre la France et l'Angleterre du point de vue du progrès technologique et économique jusqu'à la révolution française. Selon Perry Anderson, il est au contraire nécessaire de saisir le fondement social et culturel de l'hégémonie. Sans cela il devient difficile de comprendre la distinction entre les différentes

⁸⁸⁴ « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », publié le 12 novembre 2003 (En ligne). URL <http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=1194>, consulté le 03 février 2004.

hégémonies. Les différences entre l'Europe et l'Amérique ne peuvent être appréhendées qu'à la lumière d'une analyse des sociétés qui leur correspondent⁸⁸⁵.

De plus, en analysant la hiérarchisation de l'économie-monde capitaliste, Wallerstein tente de ne pas lui donner un sens seulement économique. Mais le moteur de l'expansion qui aboutit à cette hiérarchisation est seulement économique pour lui, même s'il a des conséquences politiques sur la structure du système des États. S'il tente de sortir d'une analyse économiciste de l'impérialisme en incluant le système interétatique comme élément fondamental dans la structure de l'économie-monde capitaliste, il ne voit que le profit à l'origine de l'expansion impérialiste. Or, s'il est, par exemple, indéniable que le pétrole constitue un enjeu fondamental de la politique globale du XXI^e, une explication de l'impérialisme en terme du seul intérêt économique ne réussirait pas à révéler la nature de l'impérialisme.

Au sens de Hannah Arendt, si c'est l'intérêt économique (Le pétrole dans le cas du Golfe persique convoité par les États-Unis) qui déclenche l'expansion, son moteur est politique. Seul le monopole du pouvoir politique assure la pérennité de l'intérêt économique. L'expansion devient accumulation du pouvoir. Elle engendre et repose sur une politique de puissance : l'expansion pour l'expansion comme l'accumulation pour l'accumulation. Elle voit dans la montée de la bourgeoisie au pouvoir, le début de la transformation politique qui permet le déploiement de cette volonté de puissance qui mène à la « dissolution du corps politique de la nation ». Pour elle « le pouvoir devint l'essence de l'action politique et le centre de la pensée politique lorsqu'il a été séparé de la communauté politique qu'il est supposé servir ». Elle affirme ainsi que l'impérialisme « doit sa grandeur à l'échec qu'il a infligé à la nation ». La bourgeoisie est la classe qui se trouve à l'origine de ce processus qui a aussi trouvé dans la conception la théorie hobbesienne de la souveraineté le fondement de sa conception du pouvoir comme « contrôle accumulé ». Cette théorie du pouvoir exprime parfaitement selon Arendt les convictions des classes possédantes. Aux yeux d'Arendt,

« (...) dans le *Léviathan*, Hobbes exposait la seule théorie politique selon laquelle l'État ne se fonderait pas sur une quelconque loi constitutive – la loi divine, la loi de nature ou celle du contrat

⁸⁸⁵ C.f. Offe, *Reflections on America*, op.cit.

social – qui déterminerait les droits et interdits de l'intérêt individuel vis-à-vis des affaires publiques. de sorte que 'l'intérêt privé est le même que l'intérêt public'' »⁸⁸⁶.

Les dernières décennies du XX^e siècle ont connu un débat doctrinaire au sein du marxisme qui « apporte des nuances et des modifications à l'évidence plate de cette équivalence entre bourgeoisie et impérialisme »⁸⁸⁷. Henri Lefebvre remet en cause l'identité même de la nouvelle classe dominante. Nous trouvons les germes de son hypothèse dans les analyses de Galbraith qui considère « la technocratie » comme la nouvelle classe dominante qui ne se définit plus par la propriété du capital mais à partir du pouvoir de direction dans le procès de production. Selon Lefebvre cette nouvelle classe dominante se définit objectivement par l'accumulation du pouvoir et non par son rôle de « gestionnaire du procès de production capitaliste » qui « cherche le profit comme une fin principale ». Il écrit dans *De l'État* : « Cette classe hégémonique devenue gestionnaire ne cherche plus le profit pour le seul profit encore que cette motivation exerce un attrait puissant. Elle veut la croissance pour la puissance parce qu'elle-même croît en même temps que les forces productives et que l'État »⁸⁸⁸.

Cette affirmation de la puissance du capital paraît si importante aux yeux de Anouar Abdel Malek (un autre tenant de la théorie des systèmes-mondes), qu'il déplace, quant à lui, la finalité du rapport de domination sur les sociétés périphériques, de façon à mettre l'accent sur la question de la dimension culturelle, inhérente à l'accumulation du pouvoir propre à l'État du centre. Persévérer dans sa puissance exige de la part du capital au centre de contrôler les processus d'orientation, de régulation et de décision partout dans le monde. Abdel Malek parle de l'impérialisme américain en ces termes :

« Ce n'est pas pour continuer de s'assurer le marché vietnamien, le pétrole du sud-est asiatique ou celui du Moyen-Orient, que l'impérialisme hégémonique fait peser toute sa puissance. Il semble bien que l'enjeu soit d'une toute autre importance, à savoir le contrôle des processus d'orientation, de régulation, et de décision de l'évolution du monde, à partir du monopole des secteurs les plus avancés de la connaissance scientifique et de la créativité idéelle »⁸⁸⁹.

⁸⁸⁶ *Les origines du totalitarisme*, t. 1 - *L'impérialisme*. Paris, Seuil (coll. Points), 1997, p. 36.

⁸⁸⁷ Nohra, *Les théories du capitalisme global*, op.cit. p. 253.

⁸⁸⁸ Henri Lefebvre. *De l'État*, vol 3, Paris, coll. 10'18. 1979, p. 175.

⁸⁸⁹ Anouar Abdel Malek, *La dialectique sociale*, Paris, Anthropos. 1974. cité in Nohra. op.cit.. p. 258.

Si la recherche du profit n'est pas la seule finalité du capitalisme, le concept clé de la théorie de l'impérialisme doit être redéfini. L'enjeu principal dans la dynamique de son expansion n'est pas principalement économique, quoique le profit soit central, mais essentiellement celui d'un contrôle, d'une politique de puissance. Il s'agit de dominer non seulement pour prendre mais pour dominer, pour assurer le maintien de la domination. Étant donné que la nouvelle classe ne se définit plus par la propriété du capital mais par son « capital symbolique », sa position de contrôle et d'orientation, l'enjeu de l'impérialisme s'éclaire et s'exprime dans la définition même de la réalité.

Cette définition de la réalité comme le contrôle des processus d'orientation, de régulation et de décision de l'évolution du monde devient justement un enjeu d'une importance capitale dans la phase actuelle de l'évolution du capitalisme. C'est entre autre, ce qui fait sa spécificité. En mettant l'accent sur la continuité des structures du capitalisme, Wallerstein nous empêche en même temps de saisir cette spécificité de la phase actuelle du développement du capitalisme. L'analyse de la globalisation à partir de la théorie des systèmes-mondes capitaliste met certainement à l'ordre du jour, tout en renouvelant, les théories de l'impérialisme, mais ne nous permet pas, à elle seule, de comprendre la nature ni la profondeur des transformations en cours.

La définition économique de la réalité à travers le seul prisme des intérêts n'est pas le résultat d'une évolution naturelle et objective mais plutôt le résultat d'un changement normatif, de la confrontation entre anciens et nouveaux principes ontologiques donnant lieu au passage d'une société où l'économique est encastré dans le social à une nouvelle fondation ontologique où les rapports sociaux sont comme le dit Karl Polanyi encastrés dans l'économie⁸⁹⁰. Ces principes ontologiques doivent faire l'objet d'une analyse profonde qui interroge leur évidence, qui met en lumière leur enracinement dans le social-historique ainsi que leurs implications idéologico-politiques.

Si la globalisation, qui constitue un approfondissement des conséquences de la grande transformation résultant de la généralisation de ces principes, est présentée par les libéraux et les néolibéraux comme le résultat d'une logique objective des intérêts, qui prétend à la neutralité normative et politique, elle représente selon Michel Freitag « plutôt l'idéologie fondamentale d'un nouvel ordre ontologique de la socialité et éventuellement de la société

⁸⁹⁰ Michel Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit. notamment chap. iv. « L'économie et la mutation de la société », pp. 249-323.

entière ». Selon lui « l'évaluation de cet ordre économique de l'action, de son dynamisme propre et de l'emprise de celui-ci sur l'ordre global de la société n'est donc pas un problème purement positif, et la « rationalité économique » que l'on n'a pas à nier dans son champ propre, ne saurait fournir en elle-même le critère de cette évaluation »⁸⁹¹.

La présente thèse cherche dans le prochain chapitre à décrypter le sens de cette évolution du point de vue de la question du lien social et du politique, la globalisation s'éclairant comme généralisation et imposition d'un nouvel ordre ontologique de la socialité et de la société, fondé sur « la logique des intérêts auto-institués » ainsi que comme le pendant stratégique de la domination de la logique systémique du capitalisme.

Par ailleurs, cette thèse souligne l'idée que vu qu'il tend à phagocyter l'économie et à éliminer la société tout en colonisant le monde de la vie (les réseaux techniques et informationnels) sur un mode cybernétique opérationnel et décisionnel, c'est-à-dire a-politique, le règne du système financier du nouveau capitalisme tend à une réalité qui ne peut plus être décrite adéquatement avec le schéma pyramidal et tripartite à partir duquel Braudel décrit le capitalisme et remet en question l'idée qu'il serait une économie du marché. Mais ceci implique aussi que le concept d'économie-monde ne peut rester inchangé.

L'économie-monde au sens de Braudel désigne « une partie de la planète, organisée autour d'un pouvoir politique, comme un État, sur les plans culturel, économique et militaire, autour de lui et de son profit ». Cet espace est économiquement autonome. Une cohérence existe entre ses parties grâce aux relations rendues possibles par ses réseaux de communication. Une économie-monde est « constituée d'espaces politiques et culturels différents, qu'elle englobe ». Ainsi l'économie-monde constitue un monde qui est un système de systèmes qui ne peut cependant pas subsumer la totalité de l'existence humaine ni la dominer entièrement. Il n'élimine pas la diversité des sociétés en son sein ni les détruit. Si son principe d'intégration est d'abord économique, contrairement aux empires, elle n'est pas conçue dans le travail historique de Braudel comme une économie qui élimine toutes les autres logiques en son sein. Il est d'ailleurs important de noter que le concept d'économie-monde au sens de Braudel se définit dans la pluralité. Une économie-monde est définie comme une parmi d'autres. C'est dans ce sens que Braudel parle de la coexistence de plusieurs économies-mondes : ce concept est associé dans sa pensée à l'idée de la pluralité des espaces-temps qui

⁸⁹¹ Ibid., p. 257.

semble à ses yeux d'historien organiser la structure des collectivités humaines qui sont l'objet de son investigation historique.

Si elle est la seule économie-monde qui existe aujourd'hui, c'est que l'économie-monde capitaliste est ce système qui vit de la destruction des autres économies (qu'elles se constituent ou non en économie-monde) produisant ainsi un espace global qui n'a plus d'extérieur donc qui n'est plus à proprement parler un monde au sens ontologique (dans le sens d'une entité fondée sur la dynamique intérieur-extérieur). L'espace global d'exercice de la puissance des multinationales que l'idéologie néolibérale décrit aujourd'hui comme l'espace de la « mondialisation » est l'espace de valorisation des activités de ces multinationales, il est celui du déploiement de leurs réseaux. Cet espace est produit (au sens de la production de l'espace décrite par Henri Lefebvre) de façon opérationnelle-technique mais aussi stratégique et non plus politiquement (comme le suggère Henri Lefebvre) selon une logique d'intégration synthétique réfléchie.

Ces réseaux se substituent dans l'imaginaire global au monde qui devient ainsi un espace abstrait et vide où tous les points sont censés s'équivaloir. Cet espace transnational est censé transcender les États. Ceux-ci sont présentés dans le discours globalisant comme des cadres obsolètes et inutiles de l'économie qu'il faudrait dépasser pour mieux résister à la concurrence mondiale et répondre aux exigences de la croissance économique. En outre, s'il reste indéniablement hiérarchisé, contrairement à ce qu'affirment Hardt et Negri⁸⁹², ce réseau global qui structure l'espace du monde, modifie nécessairement les distinctions classiques entre centre et périphérie⁸⁹³.

⁸⁹² *Empire*, op.cit.

⁸⁹³ C.f. Henri Lefebvre. *La survie du capitalisme*, op.cit.

CHAPITRE 5

DE LA GLOBALISATION COMME NOUVEL ORDRE ONTOLOGIQUE DE LA SOCIALITÉ ET DE LA SOCIÉTÉ : VERS UNE CRITIQUE PHÉNOMÉNOLOGICO-POLITIQUE DE LA GLOBALISATION À LUMIÈRE DE LA SOCIOLOGIE RÉALISTE ET DIALECTIQUE DE MICHEL FREITAG

Selon Henri Lefebvre, la production de l'espace est à comprendre dans le cadre de la problématique de la reproduction des rapports sociaux de production. L'espace ainsi produit « sert (...) d'instrument à la pensée comme à l'action. Il est en même temps qu'un moyen de production, un moyen de contrôle donc de domination et de puissance »⁸⁹⁴. Si le capitalisme a toujours produit l'espace de son activité, cet espace a globalement pris la forme d'une économie-monde, organisée en un réseau hiérarchisé (centres-périphéries-semi-périphéries), gérée par un système interétatique, et dont les limites se sont progressivement élargies aux confins de la terre (chapitre 3); ce qui inscrit la globalisation en continuité avec l'histoire de cette économie-monde et l'impérialisme de l'hégémonie américaine dans le sillage des impérialismes modernes.

Cependant, la production de l'espace global, qui constitue l'une des stratégies du capitalisme dans sa quête non seulement de la survie mais aussi de la puissance, est le corollaire d'un processus opérationnel-systémique où « il ne s'agit plus tellement de la reproduction de la société que directement de sa production, de son engendrement continu » à travers « un système de contrôle et de gestion généralisée du social » dans lequel « la séparation du pouvoir et de la société tend à s'abolir »⁸⁹⁵.

S'il est vrai, en effet, que les transformations des sociétés contemporaines ne sont pas en rupture avec l'histoire du capitalisme et si la globalisation apparaît comme la réalisation de l'idéologie économique, le néolibéralisme s'inscrivant dans une continuité principielle avec libéralisme classique qui incarne l'esprit de la modernité⁸⁹⁶, il n'en demeure pas moins vrai

⁸⁹⁴ Jean-Yves Martin, « Une géographie critique de l'espace quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre ». *Articulo*. Revue des sciences humaines, no 2. 2006, (En ligne), URL : <http://articulo.revues.org/index897.html>. consulté le 10 février 2007.

⁸⁹⁵ Michel Freitag, *Le naufrage de l'université. Et autres essais d'épistémologie politique*. Québec. Nota Bene. 1998, p. 143.

⁸⁹⁶ Cf. Rosanvallon, *Le capitalisme utopique*, op.cit.

que les processus de globalisation renvoient, également aujourd'hui, à une « véritable mutation des sociétés modernes et de leurs modes de constitution ». Ils reflètent, en fait, un processus de transformation et de mutation, non seulement des modes de production capitalistes mais plus fondamentalement des modes de régulation (reproduction) des rapports sociaux. Cette transformation ne permet pas de comprendre la période contemporaine comme simple prolongement du mode d'être de la société capitaliste moderne mais comme relevant

« (...) d'une mutation vers une nouvelle condition sociétale postmoderne dans laquelle les références normatives (qu'elles soient culturelles ou politiques) font place systématiquement à un mode de régulation pragmatique et opérationnel de la réalité sociale, qui tend elle-même à prendre la forme d'un système»⁸⁹⁷.

L'aspect systémique de la nouvelle condition sociétale postmoderne ne doit pas cacher, cependant, son pendant stratégique qui s'est affirmé à travers l'hégémonie américaine, dont le modèle sociétal a été le pivot et le support de l'expansion de la globalisation et des modes de régulation et de reproduction qui la caractérisent. Les États-Unis se trouvent, de ce point de vue, au cœur des transformations que les sociétés contemporaines connaissent sous le signe de la globalisation. Si l'hégémonie américaine a été au cœur de l'économie-monde capitaliste depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les changements dont nous parlons ici sont surtout évidents depuis la fin les années 1960.

De nombreux auteurs s'accordent pour identifier cette date comme le début d'une inflexion majeure du cours des sociétés contemporaines. Mais ils ne s'accordent pas, par contre, sur la nature de cette inflexion, son degré, ou son issue, ni sur les problèmes, les questions qu'elle engage et leur origine.

Tenant de définir la spécificité et les caractéristiques du nouveau type de société qui émerge de cette inflexion, certaines analyses sociologiques ont mis l'accent sur la thématique de la postmodernité (Lyotard, Lipovetsky). Ainsi si les réflexions sociologiques sur les sociétés modernes ont été longtemps mobilisées autour du thème de l'opposition entre tradition et modernité, depuis la fin du XX^e siècle, ces analyses traitent des transformations culturelles et sociales de longue durée des sociétés contemporaines en terme d'une autre rupture ou inflexion dans la continuité qui donne lieu à un nouveau type de société ou de culture se mettant en place.

⁸⁹⁷ Freitag, *Le naufrage de l'université*, op. cit. p. 142.

Tout en prenant acte des transformations des sociétés contemporaines et en adoptant une position critique quant à l'évolution de la modernité, Habermas refuse de qualifier ces transformations de postmodernes. Il pense qu'il faut sauver la modernité. Sur la base des acquis du tournant pragmatique et linguistique de la philosophie du langage (qui fonde l'édifice théorique de Karl Otto Apel) et qui ont été formulés par des auteurs tels que Austin, Searle, Strawson, Grice), Jürgen Habermas cherche à reconstruire la philosophie pratique kantienne. Dans sa théorie de l'agir communicationnel⁸⁹⁸ il reprend la problématique wébérienne de la modernisation comme rationalisation à partir d'une perspective « post-métaphysique ». Si en héritier de la théorie critique de l'école de Frankfort, Habermas exprime une attitude ambivalente à l'égard de la plupart des manifestations de cette modernisation, il fait une rupture avec le point de vue « pessimiste » des représentants de cette école vis-à-vis de la question de la rationalité moderne. Bien que comme eux il pense que la pensée des Lumières a abouti à un monde complètement dominé par la raison instrumentale et par la volonté de puissance, Habermas entend sauver le concept de rationalité et affirme que le projet de la modernité loin d'être aussi désastreux que l'ont affirmé les penseurs critiques de l'école de Frankfort est un projet tout à fait acceptable, qui est inachevé et qu'il s'agit de renouveler.

Sur la base des travaux qui s'inscrivent dans la perspective du tournant pragmatique et linguistique, Habermas formule une conception de la démocratie qui, tout en prenant en considération les réflexions de la théorie critique, tente de la renouveler. Se réclamant comme héritier de la pensée des lumières et de la théorie critique de l'École de Frankfort, Habermas

« (...) propose un ambitieux projet de défense de la modernité. Il cherche alors à reconsidérer les potentialités émancipatrices de la modernité à travers une théorie du consensus par la libre discussion. Mais c'est surtout en s'inspirant de la théorie des actes de langage (Austin, Searle, Strawson, Grice) présentée comme une "pragmatique universelle" que Habermas va formuler une conception de la démocratie comme communication et discussion dans un espace public »⁸⁹⁹.

La rationalité communicationnelle de la démocratie recherche l'entente et l'accord entre des sujets capables d'agir et de parler en vue d'une action commune.

⁸⁹⁸ Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, (T1 · Rationalité de l'agir et rationalisation de la société, T 2 · Pour une critique de la raison fonctionnaliste), Paris, Fayard, 1998.

⁸⁹⁹ Jean Michel Beaudouin et Janette Friedrich, *Théories de l'action et éducation*. Louvain-La-Neuve, De Boeck université, 2001. p. 11

« Tout en prenant acte des transformations sociales, culturelles et idéologiques ayant motivé son emploi »⁹⁰⁰ Habermas considère la modernité « classique » comme « un premier moment inachevé de la modernité » et les transformations en cours dans les sociétés contemporaines comme un parachèvement de la pleine modernité ». Il ne souscrit pas donc à l'idée « de rupture introduite par le concept de postmodernité »⁹⁰¹.

Dans les débats autour de la modernité et la postmodernité, le sociologue québécois d'origine suisse, Michel Freitag, soumet à la critique aussi bien la modernité que la postmodernité qu'il comprend comme « deux types de société impliquant chacune son mode propre de développement sociétal ». Freitag nous invite à porter notre attention sur les différents symptômes de la discontinuité d'un processus socio-historique fondamental que l'on peut relever bien avant la crise de l'État-nation et l'avènement du nouveau capitalisme et de sa légitimation néolibérale dans l'idéologie de la globalisation. Il défend la thèse de

« (...) l'existence réelle, actuelle, d'une nouvelle mutation globale du mode de constitution formel de la société et de la socialité, qui s'impose de manière positive, systématique et accélérée depuis la fin de la seconde guerre mondiale, mais qui s'est manifestée déjà, d'abord négativement, sous la forme de crises, depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle »⁹⁰².

Il s'agit du « passage d'une forme constitutive de l'existence sociale à une autre »⁹⁰³. Pour comprendre cette discontinuité et prendre la mesure de ses conséquences sociales, politiques et culturelles, il suggère de l'inscrire ni en continuité avec la modernité, ni dans le cadre de l'évolution d'un procès spontané et autonome du capitalisme (thèses néolibérales) mais plutôt dans le cadre plus global des « transformations, sociales, politiques et culturelles à l'intérieur desquelles seulement elle trouve sa possibilité de réalisation, ses stimulations et acquiert son sens »⁹⁰⁴. Ceci permettra d'éclairer les enjeux actuels de la globalisation comprise non pas seulement de façon projective mais comme

⁹⁰⁰ Yves Bonny, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou postmodernité?*. Paris, Armand Colin, 2004, pp. 4-5.

⁹⁰¹ Ibid.

⁹⁰² Michel Freitag, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*. Québec, Les Presses de l'université Laval, 2002, p. 55.

⁹⁰³ Ibid.

⁹⁰⁴ Michel Freitag (propos recueillis par Patrick Ernst), *L'impasse de la globalisation. Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*. Montréal, Écosociété, p. 189.

« un procès sociétal réel, (...) qui existe et se produit réellement et qui est investi d'une puissance propre de reproduction dans la mesure où il ne s'agit pas non plus d'un processus simplement objectif, mais d'une réalité sociale significative socialement engendrée ou produite, et assumée comme telle par des acteurs ou agents sociaux »⁹⁰⁵.

Cette perspective sur la globalisation sur laquelle s'appuie Michel Freitag cherche la mise au jour

« d'une logique qui est immanente à un procès historique réel, qu'on peut sociologiquement analyser et caractériser par son mode opératoire interne, dont les effets sont formellement cumulatifs; cela implique une mise en lumière critique de la *visée* des activités sociopolitiques et idéologiques engagées dans la promotion de ce mode de fonctionnement et de développement et qui cherchent à en imposer la suprématie »⁹⁰⁶.

Il s'agit de « dégager ce qui oriente une dynamique d'ensemble, et donc qui lui donne sens » et définit son *telos*⁹⁰⁷. Ce *telos* peut être saisi à travers la mise en lumière d'un idéal-type concret qui permet d'appréhender « la nature des modalités de régulation réelles qui déterminent le *sens du mouvement historique effectif*, tant sur le plan pratique qu'idéologique »⁹⁰⁸.

Pour saisir la signification des enjeux réels actuels des transformations des sociétés contemporaines, il ne suffit donc pas de scander le mouvement d'une réalité en changement mais il faut être capable d'en juger le sens et la valeur en dégageant « une cohérence systématique qui peut elle-même être rapportée à quelques principes, lesquels, par la référence qui leur est faite dans le cours même de la vie sociale, sous-tendent et orientent le développement de ses formes historiques »⁹⁰⁹. Le concept intégrateur qui permet de saisir théoriquement cette cohérence systématique de la réalité sociétale et historique ainsi que le sens de son changement ne sera pas dans la perspective freitagienne, contrairement à Marx, celui de « mode de production capitaliste », « mais celui plus large de "mode de reproduction politico-institutionnel" ». C'est ce concept qui « va (lui) permettre de donner, analytiquement, un sens conceptuel précis à la notion historique de modernité, et ensuite, par

⁹⁰⁵ Ibid., p. 197.

⁹⁰⁶ Ibid., p. 196.

⁹⁰⁷ Pour les Grecs, le *telos* « désignait la finalité qui est immanente à toute réalité d'essence normative et identitaire et qui se trouve incorporée dans sa nature ou son essence biologique ou sociale comme sa raison d'être propre » (Ibid.).

⁹⁰⁸ Ibid.

⁹⁰⁹ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 58.

contraste, à celle de postmodernité »⁹¹⁰. Freitag utilise le terme de modernité pour se référer au

« (...) concept idéal-typique qui peut être dégagé d'une analyse sociologique du statut formel d'un nouveau mode de reproduction sociétal qui a été institué de manière globalement systématique et cumulative, pendant la période historique que les historiens désignent depuis le XVIIIe siècle comme celle des "Temps modernes" »⁹¹¹.

L'interprétation freitagienne du présent est ainsi fondée sur une prise de position « relativement à l'existence effective d'une modernité historiquement et sociologiquement significative, conceptuellement délimitable et définissable »⁹¹². Cette conception de la modernité implique à son tour une adhésion à une certaine conception ontologique de la société. Freitag y voit

« (...) non seulement l'ensemble par définition toujours mobile de rapports sociaux que les individus nouent entre eux à travers toutes leurs interactions mais une instance *sui generis* ayant en propre la capacité de structurer *a priori* ces rapports, tout en dépendant elle-même de l'accomplissement de ceux-ci pour le maintien de sa forme et l'orientation donnée à son développement ».

Cette compréhension de la société, qui constitue le présupposé même de la sociologie, celui-là même que défendait Durkheim, constitue le cadre de son analyse de la postmodernité. Son point de vue réaliste et dialectique sur la société traite ainsi de « la totalité de l'existence sociale comprise comme telle, c'est-à-dire appréhendée dans ses conditions générales de constitution, de cohérence et de maintien »⁹¹³.

La globalisation constitue dans l'analyse freitagienne le mode d'expansion de la postmodernité dont le mode de régulation caractéristique est opérationnel-décisionnel et non plus politico-institutionnel. Elle est « le résultat d'une activité de, « (...) généralisation

⁹¹⁰ Ibid., pp. 59-60.

⁹¹¹ Ibid., p. 64.

⁹¹² Ibid., p. 61. Cette conception de la modernité est à opposer à une approche qui nie la présence historique effective de la modernité comme celle que défend par exemple Bruno Latour dans son livre *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique* (Paris. La Découverte, 1991). Cette idée est reprise par d'autres Cf. par exemple Immanuel Wallerstein. « The Heritage of Sociology. The Promise of Social Science ». loc.cit.

⁹¹³ *L'oubli de la société*, p. 61.

extensive de certaines procédures, de certaines techniques, de certaines règles appréhendées d'un point de vue strictement opérationnel »⁹¹⁴.

L'analyse freitagienne des transformations actuelles des sociétés contemporaines nous fournit un cadre d'interprétation et de réflexion d'ensemble sur le monde contemporain qui permet de développer une interrogation critique sur le temps présent à l'échelle non seulement des sociétés mais à une échelle globale. En outre, cette analyse permet d'intégrer des dimensions diverses des changements que connaissent les sociétés contemporaines dans le même cadre interprétatif : les dimensions politiques, culturelles, sociales, sociétales, de même qu'existentielles. Ce cadre permet également de dégager des enjeux non seulement théoriques du point de vue de l'analyse sociologique mais aussi pratiques, du point de vue de la production même des rapports sociaux et de la détermination des priorités et des modalités de la praxis.

La critique freitagienne de la globalisation se fonde sur une théorie sociologique générale de la société et de l'action qu'il est essentiel d'appréhender afin de saisir sa portée théorique et pratique. Bousculant les habitudes de penser sociologiques, Freitag propose une sociologie dialectique qui part d'une position critique quant aux dichotomies classiques de la sociologie. Sa sociologie est construite sur la base de l'idée que nous ne devons pas analyser la réalité en partant du postulat de la dichotomie entre le sujet et l'objet ou le subjectif et l'objectif, l'idéal et le réel, l'individuel et le collectif (action et structure) mais plutôt de leur rapport dialectique étant donné le caractère dialectique de la réalité sociale-historique elle-même. Ces modes de penser binaires obligeant les chercheurs en sciences sociales à choisir entre des positions opposées et à concevoir le monde d'une manière dichotomique sont en effet stérilisants et non productifs. La sociologie dialectique de Michel Freitag tente quant à elle de surmonter les problèmes issus de ces antinomies tenaces auxquelles sont confrontées les sciences humaines.

⁹¹⁴ « L'avenir de la société : globalisation ou mondialisation? L'enjeu d'une théorie sociale unificatrice sociologie critique ou théorisation systémique positive? ». *Société*, no 24-25, hiver 2005, pp. 133-188, p. 160.

5.1 *Au-delà des modes de penser binaires des sciences sociales : la théorie générale freitagienne de la société et de l'action*

5.1.1 Les dichotomies classiques des sciences sociales et les modes de penser binaires

Le traitement des philosophes et des chercheurs en sciences sociales de la question du rapport entre nos concepts et la réalité est déterminé par leur position quant au problème de la connaissance qui est souvent posé d'une manière qui suppose l'opposition de «deux mondes»⁹¹⁵ : le monde des idées et le monde sensible, où l'un est plus réel que l'autre. D'où l'idée que l'idéal serait opposé au réel ou au matériel. Cette manière de poser le problème de la connaissance est fondée sur l'idée de l'opposition entre un sujet connaissant et un monde extérieur et objectif à connaître, idée dont les traces conceptuelles sont toujours visibles en sciences sociales. C'est ce qui mène à interroger la nature des découpages que ce sujet effectue dans la réalité, ainsi que le statut épistémologique des conceptualisations construites. Procèdent-ils de critères seulement subjectifs, propres à la nature du sujet? Ou de critères propres à la nature de l'objet? Autrement dit, ces découpages n'existent-ils que dans la tête de celui qui les a effectués (artéfactuels)? Ou sont-ils des reproductions du réel?

À cause de leurs conséquences épistémologiques, ces questions importantes ont préoccupé tant les philosophes que les chercheurs en sciences sociales confrontés à la dichotomie classique de l'objectif et du subjectif, dans la question de la détermination du statut épistémologique de nos concepts et de leur rapport à réalité.

Cette antinomie de l'objectif et du subjectif a donné lieu au sein de l'épistémologie à distinction de la vraie connaissance de la fausse connaissance, ou de l'idéologie. Cette distinction a été faite à partir de la conception de la science fondée sur la méthode de Descartes et le projet newtonien d'une science universelle. La vérité étant associée dans ce projet à l'observable et aux lois gouvernant ses relations, la science est devenue synonyme de la science naturelle définie comme totalement distinguée d'une autre forme de

⁹¹⁵ Consulter le premier chapitre de la présente thèse pour un exposé plus détaillé de cette idée.

connaissance «parfois appelée “arts”, parfois “humanités”, d’autres fois “lettres” ou “belles lettres” ou encore “philosophie”.»⁹¹⁶.

Ainsi, si «la science en vint à être définie comme la recherche des lois universelles de la nature qui restent vraies en tout temps»⁹¹⁷, c’est cet idéal que les sciences sociales naissantes ont adopté dans leur quête de légitimité et à travers le processus de leur institutionnalisation. Leur création se révèle donc comme faisant «partie intégrante de la tentative du XIX^e siècle de garantir et de développer une connaissance «objective» de la réalité sur la base de découvertes empiriques»⁹¹⁸. Le positivisme fut alors adopté par les sciences sociales, aspirant à reproduire le modèle d’une science universelle (modèle de la Mécanique céleste, des sciences de la nature), comme le fondement de leur légitimité. Les principes du positivisme logique (surtout le principe de la vérification)⁹¹⁹ s’inscrivant dans la philosophie analytique et qui a été une orientation principale de la pensée européenne dans les années 1920 et 1930, ont reproduit et approfondi le gouffre séparant les sciences de la nature des humanités surtout à partir du milieu du XIX^e siècle.

Soucieuse d’accéder à une connaissance objective de son objet, la société, la sociologie naissante adopte le positivisme comme mode d’analyse privilégié qui distinguerait la connaissance véritablement sociologique d’une fausse connaissance qui ne serait qu’idéologique. Il garantirait sa scientificité en assurant une neutralité axiologique.

⁹¹⁶ Immanuel Wallerstein (sous la direction de), *Ouvrir les sciences sociales: rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales*, trad. de l’américain par Jean-Michel et Sophie Blanquer, Paris, Descartes, 1996, pp. 12.

⁹¹⁸ Ibid., p. 19.

⁹¹⁹ Avec son principe de la vérification, selon lequel n’ont de sens que les propositions analytiques tautologiques (les énoncés logico-mathématiques) ou empiriques (pouvant faire l’objet d’une vérification expérimentale). Le positivisme logique jette dans la zone du non-sens tout énoncé échappant à ce critère et « lance son cri de guerre contre la tradition philosophique spéculative et métaphysique ». Cette doctrine anti-métaphysique, étroitement liée aux sciences et fruit de l’élaboration de philosophes et de savants, nous donne, ajoute J. Russ. « un exemple particulièrement saisissant de l’application de l’idéal cartésien. Valorisation du savoir scientifique, volonté rationaliste, passion de l’unité de la science: tout signale cette orientation apparentée au projet de Descartes ou de l’Aufklärung » (Jacqueline Russ. *La marche des idées contemporaines: un panorama de la modernité*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 38).

Bien que le principe de vérification ait fait l’objet de critiques nombreuses et diverses s’attaquant par exemple à l’idée de l’indépendance des faits ou soulignant l’importance du contexte et des modèles discréditant ainsi le positivisme logique, celui-ci constitue encore une base idéologique importante de nombreux travaux et recherches. Selon Lee, il continue à trouver dans les succès présumés de la science et de la technique au XX^e siècle sa plus grande légitimation comme modèle de compréhension et de contrôle du monde matériel. Richard Lee. « Structures of Knowledge », in *The Age of Transition*, op. cit., pp. 178-206, p. 18.

L'adoption de la mécanique newtonienne et du positivisme comme modèles pour l'établissement de généralisations a renforcé dans les sciences sociales la recherche des structures atemporelles stables, des déterminismes et des certitudes qui sont présumées être vrais en tout temps et en tout lieu ainsi que la construction d'un langage scientifique nominaliste⁹²⁰ qui affirme sa distance du sens commun.

Mais le positivisme fait partie des écueils de la science moderne, qui ont été justement mis en cause par Edmund Husserl comme obstacles à la compréhension du monde ainsi que comme des «maladies» de la science moderne. En Europe, la phénoménologie, qui formait de 1930 à 1960 un horizon philosophique majeur, a été une référence principale dans les critiques du positivisme et de ses postulats. Comme le souligne Jacqueline Russ

« (...) elle marquait aussi une conscience de la crise de la culture et de la science, une crise dont Edmund Husserl (1859-1938) cherche à élucider le sens. Il tente ainsi d'édifier une philosophie rigoureuse, mettant un terme à la détresse de la pensée et de la vie européennes »⁹²¹

À partir de cette philosophie conçue comme «science rigoureuse» et «source originaire», Husserl construit le projet de la «refondation radicale des divers champs scientifiques» afin d'établir les fondements de la connaissance, des sciences. C'est ce qui l'amène à pratiquer un découpage de la pensée moderne en identifiant un certain nombre d'écueils «nuisant à

⁹²⁰ L'épistémologie scientiste établit une ligne de démarcation entre la connaissance scientifique et celle du sens commun que voile l'idéologie. Elle «suscite alors la production d'un langage scientifique formalisé». Cette «ontologie savante» est fondée sur «la dénégation nominaliste de l'existence réelle de "genres", d'"essences", de "structures transcendantales" à travers les événements empiriques (qui empêche d'articuler ouvertement la sphère de l'objet avec la connaissance rationnelle)». Si le nominalisme est au sens de Freitag «une sorte de maladie moderne liée à la spécialisation et à la volonté de formalisation (qui se traduit par la tendance) de vouloir tout "libérer" c'est-à-dire affranchir ou séparer de l'être (voir la libération de la linguistique par Saussure, celle des mathématiques par l'axiomatisation)», la querelle entre nominalisme et réalisme est vieille. On la retrouve déjà dans la philosophie de la première scholastique dans la «querelle des universaux» face à la question cruciale, qui est apparue au Moyen Âge, du statut des universaux (les concepts universels, les espèces –par exemple être vivant, formes- opposés aux choses singulières). La première scholastique posait la question principale suivante : «l'être est-il uniquement propre aux universaux, les choses singulières n'étant alors que dérivations dépendant entièrement d'eux, ou sont-ce uniquement les choses singulières concrètes qui ont une existence concrète, les universaux n'étant alors que de simples noms que l'homme invente? (...) les universaux et les genres existent-ils en soi, ou uniquement dans la pensée? S'ils existent vraiment sont-ils corporels ou non corporels; sont-ils séparés des choses sensibles ou se trouvent-ils en eux?». Les tenants du «réalisme des universaux» soutiennent que «seuls les universaux existent en soi, les choses singulières existent seulement en tant que formes subordonnées à l'essence qui leur est commune». Quant aux tenants du nominalisme, ils défendent l'idée selon laquelle «seul le singulier existe réellement (les individus), tandis que les universaux n'existent que dans l'esprit humain. Ils peuvent être compris soit comme des concepts extraits des choses, soit comme des noms conventionnels» (Kunzmann, Burkard et Wiedmann, op. cit., p. 75).

⁹²¹ Russ, *La marche des idées contemporaines*, op. cit., pp. 44, 30.

l'exercice de la réflexion et donc à la constitution d'une philosophie rigoureuse: psychologisme, naturalisme, positivisme»⁹²².

Faisant dépendre les lois de la pensée logique de processus psychiques, le psychologisme (surtout chez les empiristes anglais) implique « un relativisme tendant à dissoudre toute objectivité (et qui) débouche sur un scepticisme où meurt l'idée même de vérité », affirme Husserl.⁹²³ Le naturalisme constitue une autre maladie de la modernité. En effet, « réduisant l'esprit et ses idéaux à des faits de la nature, et concevant la totalité de l'être (...) comme matière inerte en singeant sans exercice critique le modèle des sciences de la nature, « le naturalisme en vient à traiter la conscience comme une chose ».⁹²⁴

Le positivisme, selon lequel il ne faut s'en tenir qu'aux faits, serait, au sens de Husserl une autre doctrine qui représente un péril menaçant la pensée et la réflexion :

« (...) renonçant à poser les questions ultimes de la raison (celles de la vérité, de l'esprit, etc..), le positivisme, en s'en tenant uniquement aux modèles hérités des sciences de la nature, en refoulant les interrogations profondes de l'humanité, a plongé cette dernière dans une détresse profonde que Husserl explicite et dont il dégagera le sens dans *la Krisis*⁹²⁵».

La solution à cette crise objectiviste est selon Husserl de « construire une science véritable de l'esprit, une science des essences », c'est-à-dire des contenus intelligibles « objets d'une connaissance rigoureuse et d'une intuition intellectuelle». Pour lui, seules les essences sont en mesure de guider la théorie car leur suppression entraînerait celle de l'objet correspondant, mais ceci ne signifie d'aucune manière renoncer à l'expérience car le principe de la phénoménologie est d'aller aux choses elles-mêmes.⁹²⁶

⁹²² Ibid., p. 45

⁹²³ Ibid.

⁹²⁴ Ibid.

⁹²⁵ Edmond Husserl, *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, Paris, NRF-Gallimard, 1936. cité in Russ. *La marche des idées contemporaines*, op.cit., pp. 45-46.

⁹²⁶ Russ. *La marche des idées contemporaines*, op.cit., p. 48

5.1.2 De l'épistémologie normative de la science à l'opérativité directe des concepts des sciences sociales

Dès le début du XX^e siècle, des fissures sont apparues dans les fondements et les certitudes sur lesquelles repose l'autorité du concept de science. Les fondements de la conception classique de la science ont été ébranlés par des crises qui ont modifié la conception de notions importantes dominant notre vision de la réalité telles que celles de causalité, temps, espace, objet, sujet, etc. Ayant pour origine certains développements importants des mathématiques et des sciences de la nature⁹²⁷, ces fissures profondes de l'édifice de la science classique, ont renforcé la déconstruction généralisée de la pensée moderne qui prend toute sa signification à notre époque.⁹²⁸

Aujourd'hui, par exemple, les sciences physiques sont travaillées par des questions de méthode décisives. Elles sont caractérisées par une orientation vers le complexe⁹²⁹ et le

⁹²⁷ Si dès le XIX^e siècle, avaient débuté la formalisation et l'axiomatisation systématiques aussi bien de la logique que de la mathématique afin d'atteindre une vérité absolue, en 1931, Kurt Gödel met radicalement fin à cette espérance. Son « théorème d'incomplétude » met en lumière les difficultés d'une rationalisation totale et systématique ainsi que l'impossibilité d'atteindre une vérité absolue. Étant fortement reliée aux mathématiques, la logique a aussi été bouleversée par les résultats du théorème de Gödel. Il le fait en démontrant qu'il « existe des propositions vraies qui sont indécidables (on ne peut ni les démontrer, ni démontrer leur contraire) dans le champ de l'arithmétique, si celle-ci est supposée consistante. Cette non-déductibilité signifie que le système des axiomes est incomplet: d'où le nom de théorème d'incomplétude» (Russ. *La marche des idées contemporaines*, op.cit., pp. 72-74). L'indécidabilité qui est l'autre face de l'incomplétude et que Gödel établit au sein d'ensembles formalisés complexes signifie qu'il existe des « limites à la méthode axiomatique, à l'élaboration d'un système rationnel et déductif» (Ibid., p. 181). Sur la base de la critique de Gödel de la fermeture des systèmes formels, Alfred Tarski et Jan Lukasiewicz affirment la possibilité de «logiques plurivalentes» admettant d'autres valeurs que le vrai et le faux et rejetant le principe du «tiers exclu». Ils minent donc les certitudes de «l'absolutisme» logique. Ainsi, «régresse l'idée de principes logiques indiscutables, telle cette loi du tiers exclu qui depuis Aristote formait l'âme ou le socle de tout raisonnement logique». Ce qui signale déjà la fin des certitudes, le crépuscule des évidences au sein de la science moderne (Ibid., pp. 74-75, 181). Par ailleurs, dès le début du siècle, de véritables révolutions dans le domaine des relativités restreinte et générale ainsi que dans celui de la mécanique quantique concernant l'infiniment petit, bouleversent la physique. La théorie de la relativité met en question l'indépendance absolue du temps et de l'espace newtonien de la physique classique. Elle amène à renoncer au temps et à l'espace absolus en démontrant qu'ils sont « relatifs à chacun des observateurs, ils dépendent de leurs vitesses relatives et de celle de la lumière ». Contrairement à la mécanique newtonienne, cette théorie permet d'unifier le temps et l'espace en postulant qu'ils « forment un continuum dans lequel ils sont liés. » (Ibid., p. 81). Mais si les théories de la relativité ont fait disparaître certains absolus (l'espace et le temps newtoniens, la conservation de la masse), la véritable révolution de l'édifice de la science commence avec la théorie quantique. Avec cette théorie « ce n'étaient pas seulement nos notions habituelles d'espace et de temps qui étaient remises en question, mais des notions de caractère franchement intellectuel, des principes reliés aux catégories de cause et de substance. Et même des principes purement logiques, comme ceux d'identité et de contradiction, paraissent quelque peu bousculés » (Ibid.) Les métamorphoses annoncées par les mathématiques et la physique (théorie quantique, principe d'indécidabilité de Werner Heisenberg, la non-séparabilité de l'onde et de la particule, etc.) vont ainsi aboutir à une crise des fondements sans précédent.

⁹²⁸ Ibid., p. 180.

⁹²⁹ La méthode scientifique de nos jours remet en question le principe de simplification et s'affronte à la complexité. Jusqu'au XX^e siècle, la méthode en physique et dans toutes les sciences obéissait de manière très cartésienne à la recherche d'unités simples et identifiables. Ces réalités simples permettraient en physique d'appréhender la totalité de l'univers, pensaient les savants. Mais ces principes ont subi des attaques sérieuses

désordre, ainsi que par des questions liées au problème du déterminisme; l'existence même de la méthode est parfois contestée dans l'épistémologie contemporaine⁹³⁰. Cet éclatement des cadres anciens de la méthode et leur substitution par un paradigme complexe et ouvert sont liés à de profondes transformations dans la conception du réel lui-même. Les notions d'ordre et de déterminisme qui le caractérisent dans la conception classique de la science sont en fait remises en question par une classe importante de phénomènes physiques relevant de la théorie du «chaos»⁹³¹ qui a été mise en évidence, essentiellement depuis 1960. À partir du jeu ordre/désordre⁹³² et à la lumière des crises et des révolutions qui affectent la

avec la notion de complexité. En fait, «au paradigme de la simplification (celui qui gouverne la démarche de la science classique) s'oppose le paradigme de la complexité, qui reconnaît que toute approche par isolement systématique des unités ne permet pas de rencontrer le réel » (Ibid., p. 219). Selon Russ, la complexité commence à se manifester au début du XX^e siècle en ce qui concerne les particules atomiques qui cessent d'apparaître comme des objets élémentaires simples et deviennent complexes. C'est surtout la mécanique quantique qui a contribué à mettre de l'avant cette notion, en abolissant la distinction classique entre les particules et les ondes (la non-séparabilité). Il existe aussi beaucoup d'autres façons de définir et de concevoir la complexité dans la science moderne telle, par exemple, celle où «l'univers peut être conçu comme constitué par l'emboîtement d'une série d'objets d'un niveau déterminé (par exemple le niveau des atomes s'emboîte dans celui des molécules): à l'intérieur de chaque niveau et entre les niveaux existent des interactions. Leur nombre immense aboutit à un enchevêtrement inextricable qui défie la notion cartésienne d'analyse». De même, la notion de complexité est conçue dans la théorie de l'information dans une connexion forte avec le désordre (Ibid., p. 220). À partir de cette théorie, Henri Atlan rapproche les deux notions ainsi: «La complexité est un désordre apparent où l'on a des raisons de supposer un ordre caché; ou encore, la complexité est un ordre dont on ne connaît pas le code» (Cf. Henri Atlan, *Entre le cristal et la fumée*, Paris, Points Sciences-Le Seuil, 1979, p. 77, cité in Russ, *La marche des idées contemporaines*, op. cit., p. 224).

⁹³⁰ Le concept de méthode est parfois évacué dans des travaux comme ceux du physicien Paul Feyerabend, qui défend une théorie anarchiste de la connaissance pour rendre à l'esprit scientifique sa liberté face à toutes les règles imposées par les logiciens. De même, pour Feyerabend qui établit une symbiose entre la science, la poésie et le mythe, la séparation entre science et non science est artificielle et nuisible à l'avancement de cette science. Ce qui rappelle qu'il n'existe pas de méthode expérimentale complètement objective, se développant sans passions, sans désirs et sans mythes (...). (c'est) un appel à l'ouverture de l'esprit scientifique» (Russ, op.cit., p. 218).

⁹³¹ Les «systèmes chaotiques» se caractérisent par une grande sensibilité aux conditions initiales. Jacqueline Russ les décrit comme suit: «...une série de phénomènes obéissant à des lois parfaitement déterministes (...) mais dont les systèmes d'équations sont non-linéaires. Ces systèmes (...) possèdent une caractéristique très particulière et très spectaculaire: leur évolution est extrêmement sensible aux conditions initiales. Ainsi, au bout d'un certain temps, deux trajectoires de ce système, aussi voisines que l'on veut à l'instant initial, divergent exponentiellement. Les conditions initiales ne pouvant être connues qu'avec une précision finie, il en résulte qu'il est impossible de prédire où en sera le système, au-delà d'un temps déterminé. L'évolution de tels systèmes paraît totalement *imprévisible* et ils semblent donc instables (...) le comportement du système peut évoluer, allant d'un comportement rigoureusement stable, simple et prévisible jusqu'à une forme entièrement chaotique (où aucune régularité ne semble se manifester), en passant par une série d'états stables et multiples, chaque passage étant marqué par une bifurcation. On découvre donc, dans des systèmes déterministes des états de stabilité et d'instabilité intrinsèques (qui peuvent être décrits) par des lois probabilistes, qui recouvrent cependant un système déterministe.» (Ibid., p. 228).

⁹³² Tout signale en sciences physiques l'idée d'un désordre immanent aux choses, d'un grand jeu ordre/désordre. Russ écrit à cet égard: «conçus dans leur réciprocity et leur forme dialectique, ils (l'ordre et le désordre) représentent un jeu complexe, une loi de l'univers lui-même. Né d'un chaos total, l'univers aboutit à l'ordre des galaxies, qui semble lui-même tendre, selon certains à la désorganisation finale. Ainsi, l'ordre, le désordre, l'organisation désignent-ils un cycle. Il fait dialoguer l'ordre et le désordre pour accéder à une nouvelle image de l'univers.» (Ibid., p. 230) Dans cette nouvelle image, comme le désordre et le déterminisme, le temps se trouve lui aussi réhabilité à «travers les inventions contemporaines et les turbulences novatrices». Si, depuis Galilée, la

physique depuis la fin du XIX^e siècle, se dégage une nouvelle conception de l'univers. Des chercheurs de disciplines diverses de la connaissance s'intéressent à cette conception:

«Edgar Morin, mais aussi Ilya Prigogine, Prix Nobel de chimie en 1977, auteur avec Isabelle Stengers d'un livre de philosophie des sciences, la Nouvelle Alliance, qui connut un grand succès, Henri Atlan, médecin et biologiste, s'intéressent au chaotique et à l'imprévisible».⁹³³

Le jeu de l'ordre et du désordre dans les systèmes complexes s'exprime surtout dans les systèmes auto-organisés où l'ordre se crée à partir du désordre et où l'on ne peut plus parler d'une causalité linéaire à cause des effets de rétroaction (*feedback*).⁹³⁴

La crise de la pensée scientifique classique révèle celle de la raison qui est apparue au sein de la modernité comme étant l'incarnation ultime de la rationalité formelle (science: sommet de l'hierarchie des savoirs). En effet, si «la Science newtonienne, philosophies hégéliano-marxistes, positivismes divers, nous promettaient la certitude», la raison «descend (...) de son piédestal, quand le règne de l'aléatoire s'introduit, quand la complexité s'installe dans l'ordre même des choses, quand le désir d'ordre s'incline devant les puissances du "chaos"». Même le réel expérimental est "voilé".⁹³⁵ Le paradigme universaliste ainsi que les modèles et les méthodes qui lui sont attachés (induction, empirisme, objectivisme, etc.) se trouvent ainsi remis en question.

Si les succès de la science et de la technique ont été au fondement des promesses du progrès et de l'optimisme hérité des Lumières, un désenchantement généralisé quant à cet optimisme commence à se faire sentir dans les sociétés capitalistes modernes à partir des années 1960. Si la pensée du XX^e siècle reste en grande partie puissamment ancrée dans l'héritage de celle du XIX^e siècle, à partir surtout des années 1960 on assiste à la culmination des doutes et des

physique classique a tenté de formuler des lois intemporelles fidèles à l'image d'un univers immuable, l'indétermination fondamentale du réel introduit une «irréversibilité temporelle». Cela conduit des physiciens comme Prigogine à parler d'une évolution intrinsèquement irréversible de l'univers. Selon ce dernier, «le temps irréversible a (...) aujourd'hui pénétré à tous les niveaux de la physique et permet d'entrevoir la possibilité d'une cohérence nouvelle articulée autour de ce devenir que la physique d'hier définissait comme un obstacle» Ainsi, contrairement à la physique classique, les sciences contemporaines et «le paysage actuel donnent à voir l'irréversibilité et la mort des choses. Les galaxies naissent et meurent, les systèmes planétaires semblent voués à la dissolution» (Ibid., pp. 237-238).

⁹³³ Ibid., p. 229.

⁹³⁴ Andrée Fortin, «La sociologie, science de/dans la société», *Sociologie et sociétés*, vol. XII, n^o. 2, octobre 1980, pp. 75-95, p. 77.

⁹³⁵ Ibid., pp. 437-438.

attaques contre les grandes théories, les idéologies et les modes d'explication dominants de la pensée moderne. Ce sont des doutes qui, au-delà de la crise de cette période historique, esquissent les questions et la logique de notre temps et annoncent les fractures ultérieures, la déconstruction généralisée du stock conceptuel du XIX^e siècle, affirmé de nombreux analystes.

L'un des symptômes de la crise des fondements de la science moderne et du déclin de l'idée de vérité scientifique est la théorie kuhnienne des paradigmes de la science. Dans *La structure des révolutions scientifiques*, Thomas Kuhn affirme que l'idéal de la vérité scientifique comme norme et idéal de la science n'est pas une représentation adéquate du travail scientifique. L'analyse empirique de la réalité de ce travail scientifique qui le conçoit comme une activité sociale et comme une sous-culture permet de saisir que ce n'est pas à l'idéal de raison que ce travail répond mais au besoin et à la demande de reconnaissance que les membres de la « communauté scientifique » poursuivent auprès de leur pairs. Il en résulte que cette communauté est le lieu du conformisme, des effets de mode de certaines théories et méthodologies qui font autorité à un moment donné et constituent de ce fait un paradigme accepté qui fonde le consensus dans la « science normale ». La formation du consensus scientifique s'avère ainsi être une activité qui obéit au jeu des intérêts et non pas à un idéal de vérité scientifique qui relève du principe d'objectivité transcendantale (Kant). Kuhn remplace ainsi l'épistémologie normative des sciences par une théorie des paradigmes de la science.

Cette théorie exprime le désenchantement généralisé non seulement par rapport à l'idée de science normative mais par rapport à l'idéal de la rationalité moderne dont l'un des symptômes est le fait que

« (...) quels que soient les modèles de référence, des incertitudes commencent à s'exprimer (...). En Europe et aux États-Unis, la crise idéologique qu'expriment de diverses manières les élites intellectuelles met en cause un projet de société et ses valeurs. Des auteurs aussi divers que (...). H(erbert) Marcuse, ou V(ance) Packard rendent compte des résistances et des insatisfactions en acte»⁹³⁶.

Si les sciences humaines furent pendant longtemps fascinées par «le modèle axiomatique» des mathématiques et par la physique newtonienne, la remise en question des modèles dominants de cette science les amène, elles aussi, à repenser leur objet et leurs méthodes. Dans tous les champs des sciences sociales, s'installe une nouvelle manière de traiter le

⁹³⁶ André Guichaoua et Yves Guossault. *Sciences sociales et développement*. Paris. Armand Colin, 1993, p. 34.

savoir accordant une importance majeure aux relations et structures (fonctionnalisme⁹³⁷, structuralisme⁹³⁸, théorie des systèmes). L'intérêt pour la complexité peut être illustré par un mouvement théorique «mettant au premier plan les relations et non plus les choses (qui) va

⁹³⁷ Talcott Parsons est le représentant principal de cette théorie. Selon Nicole-Laurin Frenette, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale on assiste à « l'émergence d'une sociologie des institutions sans remords et sans état d'âme, théorisant tranquillement la victoire de l'ordre. Cette sociologie s'intègre d'ailleurs dans les institutions en contribuant à définir et à gérer certains problèmes sociaux. La théorie de Parsons connaît une diffusion extraordinaire, elle devient en quelque sorte l'inconscient de toute une génération de sociologues même dans les pays de l'Europe de l'Est. Parsons récapitule Durkheim et Weber, il emprunte les concepts clés de Freud et des théoriciens de la psychologie sociale. L'intégration sociale est l'axe de son système, cependant, elle ne dépend plus du postulat implicite ou explicite de la solidarité entre les classes (Parsons et Shils, 1951). Une seule classe existe dans la pensée de Parsons, la classe moyenne, qui représente la quasi-totalité de la société, pour reprendre la formule de Marx. Au sein même de l'interaction, l'adhésion de tous et chacun des membres de cette non-classe à l'ensemble des valeurs communes assure l'intégration. Certes, les institutions organisent l'interaction mais sa conformité avec les valeurs est déjà inscrite dans les besoins et les dispositions des acteurs (Parsons, 1951). La vie sociale est un long fleuve tranquille: l'ordre sans le pouvoir, le capitalisme sans exploitation, l'impérialisme sans domination. Cette perspective s'accorde bien avec la tonalité idéologique de l'époque du New Deal, du fordisme, du Plan Marshall, qui se termine avec la guerre du Vietnam, la révolte des jeunes et celle des Noirs aux États-Unis. Le structuro-fonctionnalisme amorce alors son déclin ». « Le démantèlement des institutions intermédiaires de la régulation sociale. Vers une nouvelle forme de domination », *Sociologie et sociétés*, Vol. XXXI, no 2, automne 1999, pp. 65-72, publié le 06 avril 2004 sur le site web *Les classiques des sciences sociales*, en ligne, URL : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

⁹³⁸ L'influence du structuralisme, omniprésente à dans les années 60 et 70, a été considérable. L'éclosion du structuralisme coïncide, comme l'affirme François Dosse (*Histoire du structuralisme*, I, II, Paris, La Découverte, 1991, 472 p.), avec un contexte d'épuisement des paradigmes évolutionnistes. Cela s'exprime à travers un désenchantement par rapport à l'humanisme optimiste issu des Lumières et à la conception historiciste, concevant le déroulement du temps historique comme évolution continue vers le progrès. Ceci mène à la recherche d'un renouvellement épistémologique dont le structuralisme, à cette époque, semble fournir le modèle. La conception de toute réalité comme système de relations et comme unité organisée, que propose Claude Lévi-Strauss, constitue en effet un apport considérable à l'épistémologie et à la méthode des sciences sociales. Empruntée directement aux travaux du linguiste Ferdinand de Saussure, la notion de structure est au cœur du dispositif théorique du structuralisme. Elle désigne « un ensemble d'éléments qui entretiennent des relations de dépendance les uns avec les autres. L'interaction de ces éléments va dans le sens d'une complexité croissante, jusqu'à produire un système. En ce sens, la structure signifie à la fois ce qui organise les éléments entre eux et ce qui permet de produire leur évolution et leur accomplissement » (Kunzmann, Burkard et Wiedmann, op. cit., p. 233). Claude Lévi-Strauss écrit à propos de la notion de structure sociale: « Le principe fondamental est que la notion de *structure sociale* ne se rapporte pas à la réalité empirique mais aux modèles construits d'après celle-ci. Ainsi apparaît la différence entre deux notions si voisines qu'on les a souvent confondues, (...) celle de *structures sociales* et celle des *relations sociales*. Les *relations sociales* sont la matière première employée pour la construction des modèles qui rendent manifeste la *structure sociale* elle-même. En aucun cas celle-ci ne saurait donc être ramenée à l'ensemble des relations sociales, observables dans une société donnée. Les recherches de structure ne revendiquent pas un domaine propre parmi les faits de société: elles constituent plutôt une méthode susceptible d'être appliquée à divers problèmes ethnologiques, et elles s'apparentent à des formes d'analyse structurale en usage dans des domaines différents ». (C. Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, pp. 305, in Russ, *La marche des idées contemporaines*, op. cit., p. 302). En appliquant la méthode structurale aux sociétés « archaïques », afin d'étudier leurs systèmes de signes et de « classification ». Lévi-Strauss tente d'atteindre les formes d'organisation inconscientes - structures - sous-jacentes aux sociétés et aux cultures. Loin des dichotomies entre civilisés et non-civilisés, il soutient que les croyances décrites comme étant primitives « relèvent d'une vision du monde aussi cohérente que logique (capable d'analyser, de classer, de procéder à des distinctions aussi ordonnées que minutieuses), d'une approche synthétique globale, faisant partie de nous mêmes et au fond de notre esprit ». À travers cette réhabilitation de la société archaïque et de la pensée primitive, Lévi-Strauss dégage le concept d'ethnocentrisme. En affirmant que « nul critère ne permet de juger dans l'absolu d'une culture ou d'une civilisation, (il) refoule l'idée d'une valeur hiérarchique attribuée de l'une par rapport à l'autre » (Ibid., p. 303). Ce qui remet en question les présupposés de la vision évolutionniste de l'histoire.

envahir très lentement (la) culture (et la pensée contemporaines), et ce jusqu'à notre époque de communication universelle»⁹³⁹.

La sociologie d'inspiration systémique illustre bien l'intérêt des sciences sociales pour la complexité, la contingence et l'autopoïèse. Ces concepts forment les assises de la sociologie générale de Niklas Luhmann, qui constitue une référence principale de la sociologie systémique. Selon Luhmann «une théorie générale des systèmes sociaux est immanquablement confrontée aux problèmes de complexité et de contingence du monde dans la mesure où elle appartient toujours déjà au monde»⁹⁴⁰. Basant son argumentation sur les thèses de la cybernétique et de la systémique organisationnelle (Morin), de l'autopoïèse cognitive (Maturana, Varela, etc.), Luhmann conçoit la société comme un système. La société est selon lui un système autoréférentiel et auto poïétique qui émerge comme structure d'ordre qui réduit la complexité et rend prévisible la contingence du monde conçu lui-même comme environnement virtuel ou comme la somme des possibilités non actualisées. Il ne s'agit pas d'une totalité possédant une consistance et une cohérence ontologique propres mais d'une entité qui est à différencier par rapport à un environnement qui est constitué par «les informations que le système doit traiter pour assurer sa propre reproduction». Cet environnement comportant toujours plus d'information qu'il est en mesure de traiter, le système est «condamné à (sélectionner et à) internaliser une part de son environnement en accroissant sa propre complexité»⁹⁴¹. Selon lui

« (...) un système social, qu'il s'agisse d'une interaction face à face ou d'une société globale n'est pas composé d'individus, ni d'acteurs dans-des-rôles ou même d'actions (comme l'affirmait Parsons au niveau de sa théorie générale de l'action), mais bien d'actes de communications»⁹⁴²

Cette communication doit être comprise de façon détachée du sujet mais aussi de la notion sociologique de l'action comme une action significative (comportant en elle-même sa signification). Sa théorisation de la société ne fait pas donc de place à l'homme même si elle

⁹³⁹ Russ, *La marche des idées...*, op.cit., p. 438.

⁹⁴⁰ Michel Lalonde. «La sociologie systémique de Niklas Luhmann - L'Être et la société comme résolution de problèmes». in *Cahiers de recherche du Groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité [La postmodernité comme théorie de la société]*, n° 23, séminaire du 10 décembre 1993, pp. 1-25, p. 2).

⁹⁴¹ Freitag. «L'avenir de la société». loc.cit., p. 170.

⁹⁴² Lalonde. «La sociologie systémique de Niklas Luhmann». loc.cit., p. 7.

place la communication à son centre. Pour lui en effet « la vie du système est purement processuelle (au sens du *processing* informatique), opérationnelle, réactive et intégrative »⁹⁴³.

Réseaux, information et communications deviennent des concepts centraux dans la nouvelle conception du monde qui émerge de la nouvelle science mais aussi des sciences sociales. Selon Jacqueline Russ,

« (...) information et communication régissent désormais toutes choses et parcourent le champ du savoir. Les problèmes du langage (le tournant linguistique) dominent l'ensemble des mises en perspectives et des interrogations. Nous sommes au sein de relations, de réseaux, de liaisons, d'interconnexions (...). Même le pouvoir (Foucault) relève d'un simple jeu de relations. L'éthique et la morale relèvent de l'agir communicationnel (Habermas), principe d'une raison pratique»⁹⁴⁴.

De même, désordre et chaos pénètrent avec force tous les champs de la recherche scientifique et deviennent des centres d'intérêt majeurs pour la pensée contemporaine.⁹⁴⁵ Il est même possible de détecter une parenté entre les itinéraires esthétique et scientifique. Des transformations se sont accomplies en même temps en art, en esthétique (surtout concernant l'abstraction) et en mathématiques. Russ note en effet que

« (...) dans l'art comme dans la science, on retrouve (...) un même intérêt pour le complexe, l'irrégulier (lien entre fractales et art décoratif, musique et peinture souligné par Lévi-Strauss), l'aléatoire, etc. Par exemple, à travers la disparition de la notion d'œuvre comme ensemble ordonné, le désordre envahit le domaine de l'art »⁹⁴⁶.

Ces développements amènent Russ à conclure à la possibilité de détecter ici un mouvement de fond de la pensée et de la culture. «La science et l'art se répondent, manifestant les mêmes troubles, les mêmes inquiétudes et les mêmes puissances de l'esprit ».⁹⁴⁷

Ces mouvements fondamentaux de la science et de la culture peuvent être compris à la lumière de l'analyse freitagienne de la transition postmoderne comme relevant de la crise épistémologique des sciences qui « incarne l'idée postmoderne de la fin de la raison universelle ». Dans l'analyse freitagienne, la théorie kuhnnienne des paradigmes de la science,

⁹⁴³ Freitag, « L'avenir de la société ». loc.cit., p. 171.

⁹⁴⁴ Russ, *La marche des idées contemporaines*, op. cit., p. 439.

⁹⁴⁵ Ibid.

⁹⁴⁶ Ibid., p. 417

⁹⁴⁷ Ibid.

par exemple, contribue elle-même à l'idée de la fin de la raison universelle ainsi qu'à l'idéologie de la perte de sens. De même, la théorie des systèmes luhmanienne constitue une description idéal-typique de la conversion postmoderne de la société en système que promet la globalisation. Dans la perspective freitagienne il ne s'agit pas là simplement d'un mouvement qui est à enregistrer et à comprendre au niveau des transformations de la culture (perte de sens, fin des idéologies et des grands récits qui font l'objet des analyses courantes de la postmodernité) mais plus fondamentalement au niveau sociétal.

Comme le mouvement de déconstruction de l'héritage conceptuel de la science moderne, l'idée de la fin de la raison universelle ainsi que l'idéologie de la perte de sens, se trouvent au fondement d'une mutation plus générale des sociétés modernes, c'est-à-dire de leur passage d'un mode de reproduction de la société qui est politico-institutionnel à un mode de reproduction décisionnel-opérationnel. De même, la théorie luhmanienne des systèmes rend compte théoriquement de la désocialisation radicale des relations interindividuelles dans les régulations systémiques dont la diffusion extensive et intensive correspond à la globalisation.

Selon certaines analyses comme celle d'Immanuel Wallerstein (mais aussi d'Edgar Morin par exemple) la remise en question du paradigme universaliste et de modèles et méthodes qui en sont issus relève d'une reconnaissance des difficultés d'une rationalisation totale et absolue de la réalité qui peut être illustrée par l'intégration de plus en plus importante de la notion de complexité défiant la notion cartésienne d'analyse, comme principe de compréhension de l'univers. L'inextricable enchevêtrement du réel, décrit par cette notion, invite les chercheurs à mettre en cause les frontières rigides de leurs disciplines, à intégrer dans leurs analyses l'aléatoire, l'indéterminé, le temps et l'espace, et à reconnaître le caractère arbitraire de nos découpages conceptuels, le caractère construit de la science ainsi que le caractère provisoire des théories et des paradigmes. Un mouvement de rapprochement pourrait ainsi s'établir non seulement entre les sciences sociales et l'histoire mais entre les diverses disciplines des sciences sociales, ainsi qu'entre la culture des humanités et celle des sciences de la nature. Si ces développements de la pensée contemporaine remettent en question «les modèles traditionnels de légitimité», ils invitent à l'élaboration d'un nouveau principe d'intelligibilité de l'évolution historique dépassant les anciennes dichotomies ainsi que les fausses alternatives imposées par les paradigmes classiques de la science.

Par ailleurs, en quête de reconnaissance sociale et scientifique et toujours inconfortables face au modèle normatif et universaliste de la vérité scientifique des sciences positives de la

nature par rapport auquel elles ont essayé de se définir comme sciences de la société et non comme des idéologies, les sciences sociales ont célébré la rupture avec l'épistémologie normative des sciences (ex : Touraine, Wallerstein, Bloor, etc.) qui leur permet de ne plus passer pour des « idéologies » dont l'analyse reste interne à l'objet d'analyse, la société, et dont la connaissance produite restait « infalsifiable », donc dont la scientificité était problématique. Libérées de l'idéal normatif de l'épistémologie classique, elles peuvent désormais prétendre au statut de science ou « faire de la science ».

La complexité devient une méta-idéologie, « post-rationaliste » d'absence d'idéologie, qui justifie aux yeux de nombreux sociologues leur renoncement à la connaissance proprement théorique de la société, « au profit d'une multiplication indéfinie d(es) modalités d'intervention directe du social »⁹⁴⁸ à travers des techniques de sa gestion. Contre cette tendance, la critique freitagienne éthico-politique des sciences sociales met l'accent sur leur nature intrinsèquement idéologique comprise comme traduisant la nature normative-expressive de leur objet d'analyse. Freitag plaide pour la reconnaissance du mode d'être symbolique de la société et appelle les sciences sociales à sortir des « limbes épistémologiques » pour « reprendre leur rôle normatif de connaissance-de-soi de la société, en cessant de justifier l'absence de synthèses parce que le monde est aujourd'hui trop complexe »⁹⁴⁹ (ex : Touraine) qui risque de rendre leur travail complice de la logique technoscientifique.

Si la mutation des modes de régulation de la société est occultée dans de nombreuses analyses⁹⁵⁰ des transformations actuelles des sociétés contemporaines et si elle est parfois

⁹⁴⁸ Jean-François Fillion. *Sociologie dialectique. Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*. Québec, Nota Bene, 2006, p. 50.

⁹⁴⁹ *Ibid.*, p. 66.

⁹⁵⁰ L'analyse du système-monde capitaliste moderne, par exemple, demeure incapable de saisir la nature des transformations actuelles et de la façon dont ces transformations engagent la vie des « membres » des différentes sociétés contemporaines ainsi que leur vision du monde. La globalisation n'y étant comprise que comme la continuité du capitalisme historique, la perspective adoptée est celle du « il n'y a rien de nouveau sous le soleil ». De même, ce genre d'analyse continuiste de l'histoire ne permet pas de saisir le rapport entre modernité et capitalisme dans toute sa complexité. Il y a quand même dans l'idée de deux modernités avec laquelle Immanuel Wallerstein tente de saisir l'ambiguïté des rapports entre capitalisme et modernité une certaine sensibilité au rapport dialectique entre modernité et capitalisme mais que l'auteur ne développe pas dans une analyse théorique explicite, étant concentré essentiellement sur les structures larges de l'économie-monde capitaliste et ne considérant la modernité et l'idéologie libérale que comme un élément central de la géoculture de l'économie-monde capitaliste. Ne concevant l'histoire de cette économie-monde que dans une perspective continuiste, Wallerstein n'enregistre dans son analyse des dynamiques fondamentales du capitalisme aucune mutation qui nous ferait par exemple passer du territoire politique des États-nations à l'espace économique global post-national. Pour lui, dès le début les États nationaux sont intégrés dans un système interétatique qui est une structure fondamentale de l'économie-monde capitaliste. Son intérêt pour la nouvelle conception de la science et

analysée comme un développement positif qui va dans le sens d'une libération des sciences sociales des apories de la pensée moderne, du point de vue de la théorie freitagienne de la postmodernité, la nouvelle conception de la science ainsi que la révolution kuhnienne (qui sont des symptômes de cette mutation) sont à l'origine de la dissolution de la distinction entre question de fait et question de droit en épistémologie et relèvent d'une mutation sociétale qui est « ontologiquement problématique et en dernière instance humainement inacceptable pour la pratique ». Freitag défend en effet la thèse selon laquelle cette mutation doit être saisie comme comportant

« (...) la dissolution du moment subjectif synthétique de la pratique dans des opérations systémiques impersonnelles et virtuellement automatisables, mais aussi de la dimension objective du monde naturel, auquel la révolution cybernético-informatique tend à substituer un univers purement virtuel »⁹⁵¹.

C'est aussi dans ce cadre que doit être compris le renoncement des sciences sociales à toute théorie générale de la société – et même à leur unité d'analyse privilégiée, la société⁹⁵² - ainsi

les théories de la complexité ne l'amènent pas à enregistrer une mutation dans la géoculture du système-monde moderne qui l'éloigne justement des modes de régulation modernes de la société, mais à parler de la nouvelle conception de la science comme quelque chose de positif qui est à comprendre comme une résistance au mode d'analyse universaliste normatif de la science (qui ne respecte pas la complexité de la réalité et son caractère multidimensionnel) et à l'impérialisme des modes de penser modernes (qui se présentent comme les seules voies rationnelles de la vérité) vers une ouverture de la rationalité formelle moderne et la construction d'une rationalité substantive inclusive. Le problème avec l'interprétation wallersteinienne de la nouvelle conception de la science c'est qu'elle ne voit pas que la rupture de la nouvelle conception de la science avec l'épistémologie normative ne favorise pas la construction d'une rationalité substantive par rapport à des fins idéales mais d'une « rationalité procédurale » adaptée aux nouveaux modes de régulation opérationnels et décisionnels (C.f. par exemple Herbert Simon. « *From substantive to procedural rationality* ». in Spiro J. Latsis (éd.) *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980; Herbert Simon, *Reason in Human Affairs*, Stanford California, Stanford University Press, 1983) qui est indifférente à toute finalité humaine mais qui est guidée par le seul principe de l'efficacité et dont l'application intensive et extensive dans le cadre des processus de globalisation s'inscrivent dans une dynamique fondamentale de désymbolisation et de déshumanisation du monde tel que monde.

⁹⁵¹ Fillion, op.cit., p. 51

⁹⁵² Devant une réalité en mouvement perpétuel et dont le changement semble accéléré sous le signe de la globalisation, la sociologie dont l'unité d'analyse privilégiée est la société doute de plus en plus de l'efficacité de ses concepts pour décrire ce qui se passe. Pour décrire sociologiquement les transformations actuelles, certains sociologues proposent de délaisser complètement ce concept qui ne correspond à aucune réalité stable. Les dynamiques de la globalisation étant caractérisés par le débordement des frontières de l'État-nation qui deviennent de plus en plus poreuses et qui paraissent évanescentes. C.f. Alain Touraine, « L'inutile idée de société », in Collectif, *Philosopher*, Paris, Fayard, 1980; Alain Touraine, « La sociologie après la sociologie », *La Revue du Mauss* (Une théorie sociologique générale est elle possible? De la Science sociale), no 24, second semestre 2004, pp. 51-60.

que leur transformation en « techniques de gestion des rapports sociaux orientés vers l'adaptation des acteurs aux processus techno-économiques globalisés »⁹⁵³.

En effaçant l'opposition entre question de fait et question de droit en épistémologie, la nouvelle conception de la science devient solidaire d'une conception procédurale de la rationalité adaptée au mode de régulation décisionnel-opérationnel caractéristique de la postmodernité qui s'inscrit dans la mutation des sociétés modernes en une nouvelle réalité opérationnelle et systémique postmoderne. Contre cette conception de la science, Freitag défend la conception normative classique de la science et son idéal de vérité tout en remettant en question les modes de penser binaires de l'épistémologie classique de la science et en plaidant pour une conception réaliste et dialectique de la société.

5.1.3 La sociologie réaliste et dialectique de Michel Freitag

Une ontologie dialectique et réaliste de la vie de l'étant subjectif fonde la sociologie freitagienne. Contre les approches positivistes, naturalistes mais aussi contre le nominalisme et le formalisme, qui se trouvent au cœur de la crise des fondements de la science moderne, la sociologie dialectique de Michel Freitag est fondée sur

« (...) la reconnaissance d'une donnée à caractère ontologique, à savoir que la réalité sociale est constituée non de choses et de relations, mais de pratiques et de rapports signifiants, et qu'inversement, toute activité cognitive, y compris la connaissance scientifique, participe de ce mode d'être de la pratique et des rapports signifiants »⁹⁵⁴.

Freitag définit la société comme n'ayant pas simplement une dimension instrumentale ou fonctionnelle mais aussi comme ayant une dimension expressive. De même, elle a pour lui une signification réaliste et non nominaliste. Elle n'est pas l'invention des sociologues. Il la définit comme étant « une instance synthétique concrète et autonome régissant (...) l'ensemble des pratiques et rapports sociaux particuliers qu'elle intègre en une totalité en même temps "fonctionnelle" et "signifiante" »⁹⁵⁵. Cette définition est particulièrement intéressante face à la confusion engendrée par les critiques adressées à la sociologie

⁹⁵³ Fillion, op.cit., p. 51

⁹⁵⁴ *Dialectique et société. tome II Culture, pouvoir, contrôle. Les modes de reproduction formels de la société*, Montréal. Éditions Saint-Martin, 1986. p.25.

⁹⁵⁵ Freitag. « Pour une approche théorique de la postmodernité comprise comme mutation de la société. *Société*, no 18-19, pp. 1-62. p. 1. cité in Bonny. loc.cit., p. 25

classique pour avoir découpé son unité d'analyse première « la société » selon les contours de l'État-nation qui ne constitue qu'une réalité historique contingente.

Dans sa critique de l'antinomie de la pratique et de la théorie (ou celle du réalisme et de l'idéalisme) dont découle l'opposition entre l'objectif et le subjectif, la sociologie dialectique de Freitag ne se contente pas de juxtaposer les approches subjectivistes et objectivistes. Loin de traiter la réalité comme se présentant sous la forme de substances antinomiques qui *existeraient d'emblée comme réalités autoconsistantes* et qui entreraient en relation les unes avec les autres, Freitag la conçoit comme se présentant « sous la forme d'un mouvement permanent de différenciation et de mise en rapport des "moments" ou des dimensions d'une même réalité concrète qui se constituent par ce mouvement et ce rapport mêmes ». L'analyse dialectique au sens de Freitag « consiste alors à effectuer un va-et-vient permanent entre ces différents moments et à étudier les médiations à travers lesquelles ce rapport se constitue, se maintient, se transforme »⁹⁵⁶.

Contrairement à une perspective théorique qui ne privilégie que la représentation de la réalité et le point de vue du sujet (ex : le constructivisme de Paul Watzlawick et l'école de Palo Alto), « la réalité première pour la démarche dialectique n'est plus l'objet tel qu'il apparaît à un sujet (...) pas plus d'ailleurs que la conscience du sujet (Descartes) mais le rapport même à travers lequel "sujet" et "objet" se constituent en tant que moments de ce rapport ». Si la phénoménologie a bien montré qu'il n'existe d'objet que par rapport à une conscience et à une intentionnalité, cette conscience « n'est pas première et autoconsistante », comme le pose la philosophie cartésienne ou kantienne, elle est elle-même constituée sur des bases génétiques et historiques et « fait intervenir une intersubjectivité a priori dans laquelle les acteurs puissent se reconnaître en tant que membres d'une même collectivité »⁹⁵⁷.

C'est par sa différenciation vis-à-vis de son horizon d'objectivité qu'une subjectivité peut se constituer. Ce rapport d'objectivation est ainsi décrit par Freitag :

« (...) la pratique délinie comme rapport d'objectivation n'est pas simplement l'activité du "sujet", entendu par exemple au sens cartésien, parce qu'elle comprend précisément le mode

⁹⁵⁶ Yves Bonny. « Préface au livre de Michel Freitag ». *L'oubli de la société*, p. 18.

⁹⁵⁷ Ibid., p. 26.

d'être du sujet et le mode d'être de l'objet en tant qu'ils sont spécifiés par le mode de leur rapport. c'est-à-dire par la médiation »⁹⁵⁸.

Dans le procès effectif de différenciation de la subjectivité de son horizon d'objectivité cette subjectivité se constitue en intégrant cet horizon d'objectivité dans sa propre constitution. Ce rapport d'objectivation constitue aux yeux de Freitag, la « réalité phénoménologique première » et « le fondement ontologique ultime »⁹⁵⁹.

L'étude sociologique de la pratique définie comme rapport d'objectivation déplace l'attention vers les médiations de ce rapport d'objectivation (à travers lequel un « horizon d'objectivité » est appréhendé par un « sujet »). Dans la dialectique du réel, Freitag distingue trois médiations et trois modalités fondamentales du rapport d'objet, ce qui lui permet de clarifier la spécificité ontologique de la socialité humaine par rapport à la fois au monde biologique et à l'univers matériel étudié par la physique classique et constituant les systèmes formels :

« (...) la médiation sensori-motrice caractérise en propre la vie animale; la médiation symbolique, dont la première figure essentielle est le langage commun, constitue la socialité proprement humaine; enfin la médiation de l'opération formelle, telle que la logique et les mathématiques en offrent le modèle, permet la constitution et l'utilisation de systèmes opératoires réflexifs et systématiques, ce qu'illustre de façon exemplaire le développement de la science moderne logico-expérimentale »⁹⁶⁰.

En outre, si toute subjectivité ne se constitue qu'à travers un rapport d'objectivation qui la constitue en tant que telle, l'analyse de la pratique significative ne peut se limiter au rapport sujet-objet et à ses médiations, c'est-à-dire à la dimension horizontale du rapport d'objectivation. Il faut considérer aussi le niveau vertical de ce processus d'objectivation qui « touche à l'inscription du sujet dans une "intersubjectivité a priori" toujours déjà donnée pour un sujet quelconque, à travers son engendrement et sa socialisation »⁹⁶¹. Dans le cas de la vie biologique cette « intersubjectivité a priori » prend la figure de l'espèce et du genre, alors que dans le cas de la socialité humaine elle prend celle de la culture puis du politique. Si seule une subjectivité singulière peut s'engager dans une pratique significative, le sujet ne

⁹⁵⁸ *Dialectique et société. vol. I Introduction à une théorie générale du symbolique*. Montréal. Saint-Martin, 1986. p. 23. cité in Yves Bonny. loc.cit.. p. 20.

⁹⁵⁹ *Dialectique et société. vol. I, op.cit.*, p. 77.

⁹⁶⁰ Bonny. loc.cit.. p. 21

⁹⁶¹ Ibid., p. 22.

peut lui-même produire la signification, il ne peut que « s'approprier un univers de significations partagées déjà donné et l'actualiser et l'enrichir au travers de ses pratiques »⁹⁶². Selon Freitag, les médiations significatives qui orientent et structurent toute pratique et interaction proprement humaine relèvent d'une objectivité transcendante « quand bien même elles sont le produit d'une genèse et d'une histoire qui se poursuit sans cesse à travers ces pratiques et ces interactions même »⁹⁶³. Leur « unité synthétique est au fondement de la constitution également synthétique des sujets sociaux, de la société et du monde compris comme "monde" pour l'esprit »⁹⁶⁴.

En intégrant dialectiquement la pratique significative et la totalité signifiante dans laquelle elle s'inscrit, la compréhension freitagienne de la socialité humaine sort de l'opposition classique en sociologie entre les perspectives « individualiste » et « holiste » ou entre celle de l'action et celle de la structure. La sociologie dialectique s'inscrit aussi contre la fausse opposition entre le collectif et l'individuel, qui se trouve à l'origine de l'opposition entre le « holisme » (accent sur le tout plutôt que les parties) et de « l'individualisme méthodologique » (accent sur l'individu comme unité de base de l'analyse des processus sociaux). Cette opposition rituelle, qui explique « la difficulté pour les sciences sociales à penser la co-production des parties et du tout »⁹⁶⁵, sera remise en question dans la sociologie dialectique freitagienne à travers le déplacement de l'objet même de la sociologie. Cet objet n'est

« (...) ni la société ni les individus, envisagés comme des entités séparées. mais les relations entre individus (au sens large et pas seulement les interactions de face-à-face), ainsi que les univers objectivés qu'elles fabriquent et qui leur servent de supports. en tant qu'ils sont constitutifs tout à la fois des individus et des phénomènes sociaux »⁹⁶⁶.

⁹⁶² Ibid.

⁹⁶³ Ibid.

⁹⁶⁴ Freitag. « Pour un dépassement de l'opposition entre "holisme" et "individualisme" en sociologie ». *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XXXIII, no 99, 1994, pp. 169-219. p. 180. cité in Bonny. loc. cit., p. 22

⁹⁶⁵ Ibid., p. 15.

⁹⁶⁶ Ibid., p. 16.

À la fois contre le holisme et l'individualisme, la sociologie dialectique de Freitag tendra alors à « appréhender des individus pluriels produits et producteurs de rapports sociaux variés »⁹⁶⁷.

Pour penser ensemble le niveau de l'action et celui de la structure, Freitag développe deux concepts indissociables : « la régulation des pratiques sociales » et la « reproduction de la structure des rapports sociaux ». Il développe ainsi une dialectique de la régulation et de la reproduction. Si la réalité première pour la sociologie dialectique ce sont les relations et les interactions entre sujet et objet qui se constituent en moments différenciés d'un seul rapport, son objet privilégié ce sont les modes de constitution de la réalité sociale-historique que les rapports sociaux forment, ses modes de reproduction et de transformation. Il s'agit d'une analyse des régulations objectives qui sont au principe de la structuration d'ensemble des rapports sociaux, afin de saisir aussi bien les caractéristiques structurelles d'une société que la dynamique interne qui l'anime ou l'expérience des acteurs⁹⁶⁸.

Le concept de régulation des pratiques sociales « renvoie à tout ce qui structure et oriente l'action en fonction des configurations dans lesquelles elle s'inscrit et de la position de l'acteur ». Ce concept de régulation n'est pas du tout entendu au sens déterministe ou mécaniste car il « va directement de pair avec la reconnaissance de l'autonomie des acteurs ». Cette autonomie n'a, cependant, rien à avoir avec une liberté métaphysique au sens d'une indétermination radicale et ne signifierait pas « se donner soi-même des normes » mais plutôt « participer subjectivement, par soi-même, à l'actualisation des normes de son action ». En effet,

⁹⁶⁷ Ibid. L'approche dialectique de Freitag qui se fonde sur ce concept est à rapprocher sur plusieurs plans de celle de Norbert Élias. Comme Freitag, Élias cherche à dépasser de l'opposition individus/société dans le champ des sciences sociales. Il le fait à travers le déplacement de l'objet de la sociologie qui n'est pas la société comme simple agrégation des unités individuelles (individualisme méthodologique) ni comme un ensemble interdépendant des actions individuelles (holisme). « L'objet propre de la sociologie pour Norbert Élias, ce sont des individus interdépendants. C'est dans cette perspective que les notions d'individu et de société peuvent retrouver un sens sociologique, mais subordonné à la notion d'interdépendance... la société est donc conçue comme le tissu mouvant et changeant des multiples dépendances réciproques qui lient les individus les uns avec les autres. Mais le tissu social est traversé par de nombreuses formes d'interrelations qui s'entrecroisent. Norbert Élias nomme "configuration" (parfois aussi traduit par "figuration" ou "formation") les formes spécifiques d'interdépendance qui relient les individus entre eux » (Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995). Comme Élias Freitag cherche dans sa sociologie dialectique à éviter les faux problèmes classiques de la sociologie reliés à l'opposition individualisme-holisme. De plus, comme lui, contre l'orientation dominante tournée vers les changements sociaux situés sur une échelle temporelle limitée, Freitag privilégie les transformations sociales de longue durée qu'il capte grâce au concept de mode de reproduction des rapports sociaux qui scande l'évolution lente du social-historique dans la long terme.

⁹⁶⁸ Bonny, loc.cit., p. 24

« les régulations ont pour les acteurs un caractère à la fois objectif, dans la mesure où ils s'imposent à eux (voir la contrainte collective de Durkheim), et subjectif, dans la mesure où ils s'engagent par rapport à elles (voir l'orientation significative, Weber), les prennent en charge, parce qu'elles sont pour eux habilitantes et pas simplement contraignantes (voir Élias), parce qu'elles constituent des ressources symboliques pour la construction de la subjectivité et des repères pratiques pour l'action, y compris lorsqu'ils les contestent ou les transgressent »⁹⁶⁹.

À travers cette prise en charge des régulations par les sujets, s'effectue la reproduction des structures. Ainsi la régulation et la reproduction sont-elles à penser ensemble. « La structuration de la vie sociale ne peut être appréhendée indépendamment des pratiques qui la mettent en œuvre, elle n'est efficiente que par la médiation de l'engagement pratique des acteurs »⁹⁷⁰. Ceci est vrai pour toute forme de totalisation synthétique et significative pour les acteurs. À son niveau de généralité le plus grand, l'ordre d'ensemble qui assure la régulation des pratiques significatives assure la reproduction de la société. Freitag écrit :

« la réalité sociale étant comprise comme l'ensemble des pratiques sociales concrètes, le concept de "société" renvoie à la récurrence (à travers le temps social) de certains rapports déterminés entre ces pratiques. Cette récurrence sur laquelle repose l'idée même de "structure sociale", ne peut à son tour être imputée – si l'on maintient l'analyse dans la même perspective concrète – qu'à l'existence de "mécanismes réels, c'est-à-dire eux-mêmes sociaux" de régulation des pratiques sociales. On peut dire alors que ces mécanismes de "régulation" assurent la reproduction de la société »⁹⁷¹.

À partir de l'articulation entre « régulation des pratiques » par les structures sociales et « reproduction des structures » par les pratiques, se dessine le projet d'une reconstruction d'ensemble de la sociologie. L'objet d'étude privilégié de cette sociologie ce sont « les régulations objectives qui sont au principe de structuration d'ensemble des rapports sociaux afin de saisir aussi bien les caractéristiques structurelles d'une société que la dynamique interne qui l'anime ou l'expérience des acteurs »⁹⁷². L'unité de la société n'est pas en ce sens simplement fonctionnelle car « ce qui définit une société en tant que totalité synthétique, c'est aussi la capacité de production d'une intégration significative à son propre niveau, à partir de laquelle se constitue une identité collective »⁹⁷³.

⁹⁶⁹ Bonny, loc.cit., p. 24

⁹⁷⁰ Ibid.

⁹⁷¹ *Dialectique et société*, vol. I, op.cit., p. 229. cité in Bonny, loc.cit., p. 25

⁹⁷² Bonny, loc.cit., p. 26

⁹⁷³ Ibid.

À travers les régulations et les références identitaires de chaque société, il y a une objectivation de la réalité par et pour les acteurs et c'est cette objectivation qui doit être l'objet d'étude de l'objectivation sociologique qui doit en « saisir les lignes de structuration significatives, (...) comprendre comment la réalité est constituée par les acteurs et comment ils sont eux-mêmes constitués par rapport à elle »⁹⁷⁴. Contrairement à la démarche sociologique d'inspiration positiviste, qui « conduit à réifier l'objet visé par la connaissance, à le vider de toute sa consistance symbolique propre »⁹⁷⁵, Freitag insiste ainsi sur la nécessité d'explicitier « la dimension subjective, normative, expressive, réflexive et historique de la réalité sociale »⁹⁷⁶. C'est la démarche compréhensive que Freitag privilégie pour étudier cette réalité. Elle procède par « interprétation et reconstruction de l'unité de la société et de ses régulations les plus fondamentales du point de vue de l'objet d'étude ». Cette démarche compréhensive fait appel à « l'analyse phénoménologique qui s'associe à une approche herméneutique, portant simultanément sur les structures et sur l'expérience des acteurs » restituée en passant par une distanciation critique qui cultive « une connaissance de soi de la société dans son autoproduction réfléchie »⁹⁷⁷.

Le discours des sciences sociales sur la société n'est pas en effet extérieur à cette société, contrairement aux injonctions positivistes de se couper épistémologiquement de son objet d'étude pour établir une ligne de démarcation claire entre « science » et « sens commun » ou « science » et « idéologie ». L'explication sociologique positiviste de la structuration des rapports sociaux ne peut être qu'un moment d'une démarche plus fondamentale qui est première et centrale et qui est essentiellement compréhensive. Cette démarche compréhensive porte d'abord sur les modalités même de constitution des rapports sociaux dont le procès historique doit être restitué dans toute son épaisseur.

Par ailleurs, si toute objectivation théorique participe de la reproduction de soi du sujet dans le monde et de la connaissance de la société, cela veut dire que la théorie ne s'oppose pas à la pratique. Ce double rapport d'objectivation signifie que, dans la perspective freitagienne, la théorie est pensée comme un moment de la praxis. En effet, « Freitag retient du kantisme,

⁹⁷⁴ Ibid., p. 27

⁹⁷⁵ Ibid.

⁹⁷⁶ Freitag, « Joseph Shumpeter. L'économie et le développement de la société ». *Société*, no 8, pp. 19-74, p. 20. cité in Bonny, loc.cit. p. 27.

⁹⁷⁷ Bonny, loc.cit., pp. 27-27.

à l'encontre des positivistes, que c'est la pratique qui prédomine sur la théorie »⁹⁷⁸. Les sciences humaines, qui ne peuvent faire table rase de leur inscription dans la société sont conçues dans la sociologie réaliste dialectique de Freitag comme « une modalité essentielle de l'autocompréhension de la société et de son orientation normative »⁹⁷⁹. Il expose « comment la dimension pratique à la fois pragmatique et éthico-politique fait irréductiblement partie de la sociologie »⁹⁸⁰.

Cette sociologie assume ainsi explicitement une fonction d'orientation normative à travers une approche à la fois normative et critique. Elle élabore une « critique immanente » (École de Frankfurt) de la société en la confrontant à ses propres idéaux, aux principes dont elle se réclame, ce qui lui permet de relever ses contradictions qui sont interprétées alors comme des marques des rapports structurels de domination qui la traversent. La critique développée par la sociologie freitagienne est ainsi élaborée « sur d'autres bases, à travers la distance que nous procure la démarche comparative, les idéaux qui fondent notre époque et la réflexivité critique que nous pouvons engager à l'égard de l'histoire »⁹⁸¹. Freitag le fait en reconstruisant rétrospectivement les développements historiques afin d'en saisir la logique interne mais sans que cette reconstruction réponde à aucune nécessité historique (contrairement à Hegel).

Cherchant à saisir les modes de constitution, de reproduction et de transformation de la réalité socio-historique, Freitag mobilise différentes méthodes : la méthode typologique, génétique et comparative. Les types-idéaux sont construits dans l'objectif de dégager les caractéristiques essentielles d'un univers socio-historique qui sont directement tirées de la réalité étudiée. Il s'agit d'une reconstruction conceptuelle-historique, dans une perspective phénoménologique et herméneutique qui cherche à « reconstituer la logique qui préside à la structuration des rapports sociaux afin de comprendre aussi bien la portée des phénomènes rencontrés que les logiques d'action dans lesquelles s'engagent les acteurs »⁹⁸². Freitag analyse donc les régulations objectives de la pratique en les saisissant « à travers les réalités

⁹⁷⁸ Fillion, op.cit., p. 61.

⁹⁷⁹ Bonny, loc.cit., p. 30.

⁹⁸⁰ Filliom, op.cit., p. 60.

⁹⁸¹ Bonny, loc.cit., p. 30.

⁹⁸² Ibid., p. 33.

phénoménales où elles se manifestent et les concepts qui en condensent la signification ». Ceci lui permet « d'objectiver conjointement les modalités de structuration des rapports sociaux et les modalités d'engagement subjectif des acteurs »⁹⁸³.

En plus de la méthode typologique, Freitag fait appel fréquemment aux méthodes génétique et comparative. La méthode génétique « consiste à remonter aux origines d'un phénomène pour en saisir les conditions de naissance et de développement et par là la signification sociale effective ». Quant à la démarche comparative, elle permet de « sortir de la singularité historique (...) (pour) situer les types les uns par rapport aux autres et monter en généralité »⁹⁸⁴.

À partir de la dialectique générale de la régulation et de la reproduction, Freitag élabore un concept qui lui permet de saisir comparativement les types de société. C'est le concept de « mode formel de reproduction ». Ce concept est appliqué à différents niveaux de totalisation, à différentes configurations. Au sens de Freitag,

« le concept de mode de reproduction désigne la cohérence d'ensemble d'une modalité formelle de régulation de l'action, qui assure en même temps l'intégration des pratiques sociales et une structure d'ensemble à l'intérieur de laquelle elle sont en "réciprocité fonctionnelle", et la reproduction globale de cette structure à travers l'accomplissement "discret" des actions particulières »⁹⁸⁵.

Le mode de reproduction de la société obéit à une logique de structuration et de fonctionnement qui se réalise à travers la logique dominante des pratiques et des rapports sociaux dont la mise en œuvre réalise l'ensemble de la société par delà ses multiples niveaux de différenciation interne et de totalisation partielle. L'objectif est de saisir la dynamique interne dont ce mode de reproduction est porteur et qui constitue « la forme générale que prend la régulation des rapports sociaux et leur reproduction structurelle, c'est-à-dire "leurs principes ou modalités opératoires spécifiques" »⁹⁸⁶. Cette analyse procède sur des bases réalistes et non nominalistes car les différents modes de reproduction sont tirés de l'histoire.

⁹⁸³ Ibid.

⁹⁸⁴ Bonny, loc.cit., p. 34.

⁹⁸⁵ *Le naufrage de l'université*, op.cit., p. 92.

⁹⁸⁶ Bonny, loc.cit., p. 37.

5.2 Les modes de reproduction des rapports sociaux

Freitag distingue trois modes formels de reproduction des rapports sociaux : 1) « culturel-symbolique », 2) « politico-institutionnel », 3) et « opérationnel-décisionnel ». Son analyse systématique de ces modes de reproduction se penche sur l'encadrement et l'orientation des pratiques ainsi que sur l'intégration d'ensemble des rapports sociaux dans chacune de ces logiques dont il considère également la dynamique interne. En outre, il analyse, au niveau formel, les conditions de transition d'un mode de reproduction à un autre (car ils sont à comprendre les uns par rapport aux autres). Ces trois modes de reproduction ont été mis en œuvre au sein de formes sociétales-historiques différentes dont Freitag élabore, également, la typologie : les sociétés primitives ou archaïques, traditionnelles, modernes et de transition à la postmodernité.

Cette typologie socio-historique permet d'éclaircir la spécificité et les enjeux du temps présent en combinant une analyse systématique et comparative des caractéristiques structurelles des différents types à une analyse « logique » et historique des transitions d'un type de société à un autre, mais aussi à « une analyse de la dynamique concrète à travers laquelle chaque type s'est effectivement réalisé historiquement »⁹⁸⁷. L'application de la méthode génétique à l'analyse idéal-typique des formes de la société nous donne « une sociologie dynamique des passages, des articulations entre différentes formes, des crises, des formes différentes de sortie de ces crises »⁹⁸⁸.

5.2.1 Le « mode de reproduction culturel-symbolique »

Dans « le mode de reproduction culturel-symbolique », les normes de l'action sont intériorisées par l'ensemble des membres de la communauté socio-linguistique. « Une culture commune substantielle » intègre donc ces normes et assure l'unité de la collectivité. Selon Freitag « cela correspond, en gros, à ce que Fernand Dumont nomme la “culture primaire” à caractère vernaculaire et intégrateur ». Si ce mode de reproduction correspond au type de société primitive ou archaïque, « la dimension “culturelle symbolique” de la

⁹⁸⁷ Ibid., p. 38.

⁹⁸⁸ Jacques-Alexandre Mascotto. « Michel Freitag. Ou pourquoi mieux vaut venir au monde que de tomber dans l'environnement », in Benoît Coutu (dir.). *La pensée enracinée. Essais sur la sociologie de Michel Freitag*, Québec. Carré Rouge, 2008. pp. 4-42, p. 14.

régulation structurante des pratiques sociales est le fondement tout à fait général de l'humanité et n'est donc pas réservée aux sociétés "primitives" »⁹⁸⁹.

Dans ce modèle, le système symbolique a une structure sémantique qui est isomorphe à la structure des rapports sociaux. L'intégrité du système symbolique commun auquel tous les membres de la collectivité réfèrent normativement l'ensemble de leurs actions assure l'intégration des pratiques sociales dans le fonctionnement de la société et dans la récurrence de ses structures par la médiation du sens que ces membres donnent à chacune de leurs activités particulières, qui viennent chacune fondre son propre cours dans le flux ordonné de la vie sociale. Il y a ainsi « une coïncidence entre le sens subjectif et la signification sociale-fonctionnelle, ou objective de l'action ». Ceci fait que « dans ce type, l'unité fonctionnelle de la société tend (...) à coïncider avec l'intégration ou l'intégrité sémantique du système symbolique tel qu'il est vécu par chaque acteur dans toutes les circonstances particulières de sa vie, dans toutes ses actions ». Dès lors « ...chacune médiatise la reproduction de l'autre »⁹⁹⁰. Cependant « cette coïncidence entre le sens subjectif et la signification sociale-fonctionnelle, ou objective, de l'action n'est jamais parfaite ». Si c'est seulement sur la base d'un consensus très profond au sein de la société que la régulation culturelle-symbolique peut fonctionner, ceci ne veut pas dire que les « sociétés de culture » ne connaissent pas les conflits. Mais le conflit dans ce type de société apparaît et est vécu comme « une déchirure qui menace la plénitude de son évidence, comme une perturbation de son harmonie, comme "étrangeté", comme "aberration" »⁹⁹¹. Cette menace contre l'ordre même de la société est conjurée à travers des « mécanismes de rétablissement du sens » tels que le mythe, les rituels, etc.

5.2.2 Le « mode de reproduction politico-institutionnel »

Quand les normes culturelles intériorisées qui régissaient les rapports sociaux et permettaient de dépasser les conflits d'orientation significative, dans les sociétés de culture, n'étaient plus opérantes, c'est la règle imposée et sanctionnée en extériorité par un pouvoir qui est venue

⁹⁸⁹ Freitag. « Imaginaire épistémique et imaginaire socio-politique ». *Les Cahiers des imaginaires* (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique Latine), volume 6, no. 8, septembre 2008, pp. 26-27, (En ligne), URL : http://www.gripal.ca/images/stories/Image/pdf/Cahiers_des_imaginaires_08.pdf, consulté le 13 octobre 2008.

⁹⁹⁰ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 127.

⁹⁹¹ Ibid.

rétablir l'unité de la société. Par-delà les conflits d'orientation qui la traversent, l'unité de la société est rétablie par le pouvoir, sans nécessairement abolir ces conflits. Freitag définit le pouvoir (par contraste avec la simple autorité inscrite dans la culture commune) comme « une "capacité d'institutionnalisation", c'est-à-dire capacité d'énoncer des règles générales qui s'imposent à tous indépendamment de leur intériorisation par les agents sociaux, sous l'effet d'une sanction extériorisée à caractère virtuel ou conditionnel »⁹⁹². Aux normes culturelles intériorisées et immanentes au déroulement de l'action comme lieu d'intégration de la société, Freitag oppose « les règles institutionnelles (qui) possèdent un double caractère d'extériorité et d'objectivité propre »⁹⁹³. Il définit l'institution, en fait comme « un système formellement intégré de "règles" que leur caractère explicite, abstrait et universaliste distingue de ce qui a précédemment été désigné comme norme »⁹⁹⁴. Si la littérature classique confond les concepts de pouvoir, de puissance et de violence⁹⁹⁵, Freitag tient à les distinguer. Il rattache à la conception de l'institution

« (...) le concept du droit, dont le propre est d'être défini et sanctionné envers et contre tous par une capacité juridictionnelle (et pas encore nécessairement législative) autour de laquelle s'articule justement la définition même du pouvoir, en tant qu'il se distingue idéal-typiquement de la simple violence ou du simple exercice d'une puissance quelconque, reconnue ou non »⁹⁹⁶

L'unification de la société à travers les institutions qui encadrent et orientent les pratiques et les rapports sociaux (ex : système juridique) est ainsi une objectivation de la société qui « implique une capacité de distanciation et de réflexivité d'ensemble sur l'ordre social » et qui instaure par là même la domination du pouvoir sur la société. Le pouvoir et le droit apparaissent à travers cette reconstruction analytique et conceptuelle comme « une superstructure qui vient se superposer et s'imposer, dans l'ordre de l'intégration et de la

⁹⁹² Freitag, « Imaginaire épistémique. imaginaire socio-politique », loc.cit., p. 27.

⁹⁹³ Freitag, *L'oubli de la société*. op.cit., p. 129.

⁹⁹⁴ Ibid.

⁹⁹⁵ Selon Olivier Beaud « (...) des difficultés (...) se posent lors de l'examen de la traduction de la notion de pouvoir *Herrschaft* traduit souvent par force mais qui équivaut à l'idée de pouvoir, et *Gewalt*, traduit le plus souvent soit par puissance soit par violence, et qui associé à l'État donne l'équivalent de (...) puissance publique (au sens français)» (loc.cit.). La définition élaborée par Bernhard Waldenfels illustre cette confusion quand il écrit par exemple « "violence" comes close to the term "power" (*Macht*), which has to do with the ability and productivity of acting, and which socially, following Max Weber's famous definition [.] "means the chance to carry through (*durchzusetzen*) one's own will within a social relation, even against resistance (*Widerstreben*) ». (« Violence and Its Conceptual Surroundings », in James Brady et Newton Garver. *Justice, law and Violence*, Philadelphia, Temple University Press, 1991, p. 106).

⁹⁹⁶ « Imaginaire épistémique et imaginaire socio-politique ». loc.cit., p. 27.

reproduction d'ensemble des rapports sociaux ou de la structure sociétale, à la régulation culturelle-symbolique originelle ». Freitag pense qu'on peut désigner la régulation institutionnelle-politique comme « une régulation de deuxième degré, à caractère vertical »⁹⁹⁷.

En quête de légitimité, le pouvoir vise à rétablir non seulement l'unité mais également l'identité et le sens par delà le conflit. Ceci l'amène à produire une « idéologie de légitimation », « c'est-à-dire une doctrine de justification des institutions et du système juridique, visant à les fonder dans une théorie de la justice »⁹⁹⁸. Cette légitimation du pouvoir est assurée dans les sociétés traditionnelles par « la projection du fondement des normes en dehors de l'horizon ontologique auquel réfère le sens commun, qui est celui du monde »⁹⁹⁹.

Il s'agit selon Freitag du premier mode de constitution du politique qui s'est d'abord exprimé dans toutes les sociétés traditionnelles à travers l'idée d'un

« (...) "autre monde" projectif, qui est transcendant à l'égard de "ce monde-ci" : c'est le monde des dieux, qui vient assumer ou imposer son propre règne sur celui de toutes les "puissances" qui appartiennent directement, existentiellement, au monde de la vie, et qui ne parle plus directement à travers lui, s'y offrant à l'interprétation de tout un chacun »¹⁰⁰⁰.

Par-dessus la faille du sens que représente le conflit, le lien est ainsi rétabli de l'extérieur de l'ordre social. La représentation de l'unité de la société, par-dessus les représentations particularisantes (et sources de conflits) que s'en font les membres de la société se rapporte désormais à une instance verticale qui a une double face : politique et religieuse. Le nouvel ordre social fondé par le pouvoir prend alors « figure de réalité distincte (et) s'objective en tant que concept, élevé au dessus des pratiques qui le réalisent concrètement ». Le pouvoir n'apparaît plus ainsi comme étant contingent ou arbitraire mais il est « accepté comme l'expression d'un ordre transcendant »¹⁰⁰¹. En réalisant l'unité de la société, le pouvoir rattaché à cet ordre transcendant produit un nouvel ordre synthétique global de la société à

⁹⁹⁷ Ibid., pp. 27-28.

⁹⁹⁸ Bonny, loc.cit., p. 41

⁹⁹⁹ Freitag, « Imaginaire épistémique, imaginaire socio-politique », p. 28.

¹⁰⁰⁰ Ibid.

¹⁰⁰¹ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 129.

travers « la production réflexive des institutions et des règles sociales, à partir de principes et de finalités explicites »¹⁰⁰².

Si dans la perspective freitagienne les sociétés traditionnelles sont conçues comme n'étant plus intégrées sur la seule base du sens, si elles connaissent les conflits et si elles ne sont pas dénuées de structures de domination politique, c'est seulement dans la modernité que la logique propre au « mode de reproduction politico-institutionnel » peut se déployer pleinement. Selon Freitag, « dans la société bourgeoise puis capitaliste, cette référence ontologique transcendante prend une forme plus abstraite que dans les sociétés religieuses traditionnelles »¹⁰⁰³. Dans ces sociétés, en effet, le pouvoir n'y détient que la *potestas ordinaria* et non *absoluta*. Il demeure encadré culturellement. Il est légitimé par une idéologie qui renvoie à un discours cosmologique ou religieux mais aussi par la tradition. Ainsi le pouvoir dans les sociétés traditionnelles reste-t-il soumis à un ordre préexistant qu'il doit respecter. Dans ces sociétés, ce sont les références normatives issues de cet ordre préexistant qui se condensent dans la religion et la tradition qui assurent l'unification de la société et servent de fondement à la construction de l'identité collective.

Dans la modernité, au contraire, la référence objective ultime est transcendantalisée en un absolu ontologique abstrait et formalisé. Cette référence ontologique « se présente d'abord comme idéologie éthique dans un rapport normatif absolu entre Conscience et Devoir, puis comme idéologie rationaliste, dans un rapport analogue entre Raison et Nécessité »¹⁰⁰⁴. Cette transcendantalisation de la référence objective ultime aboutit à la transcendantalisation de l'identité ultime du sujet » compris individuellement comme « citoyen » et collectivement comme « peuple ». Ce sujet participe directement d'une « Raison universelle » à laquelle la modernité confère une valeur transcendante. Elle

« (...) est posée comme une Lumière intérieure immanente à tout être humain en tant que simple être humain, qui va assumer le rôle d'instance ultime de légitimation, par la médiation du postulat selon lequel, dans l'exercice collectif de la souveraineté, le peuple suivrait les "lumières de la Raison" qui animent chaque individu au plus profond de sa conscience et donc de sa nature, lorsqu'il est libéré de l'"oppression" et de l'"obscurantisme idéologique" dans lesquels le

¹⁰⁰² Bonny, loc.cit., p. 41

¹⁰⁰³ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 130.

¹⁰⁰⁴ Ibid.

maintenaient "arbitrairement les autorités politiques et religieuses traditionnelles, ou encore lorsqu'il s'affranchit lui-même de l'emprise aveugle de ses "passions"»¹⁰⁰⁵.

Enraciné dans la volonté des sujets sociaux qui est fondée par la Raison, le pouvoir devient dépendant de la société, le lieu de son auto-représentation, de sa synthèse réfléchie et de son action réflexive sur elle-même et non simplement l'expression de la domination. Domination et légitimation sont ainsi censées coïncider idéologiquement

« (...) dans la mesure toute "idéale". évidemment, où les "dominés" (les sujets de droit ou les personnes privées) coïncident avec les dominants (les sujets responsables de la formation du droit et de sa validité). puisque individuellement comme citoyen (vis-à-vis de la législation et du gouvernement) ou collectivement (vis-à-vis de la constitution) ils représentent le législateur ultime (soit directement, comme dans les révolutions, soit indirectement, à travers la représentation) »¹⁰⁰⁶.

Le peuple prend ainsi la position du souverain dont la « volonté générale » s'impose à l'ensemble des institutions politiques comme l'illustre la notion de souveraineté populaire issue de la Révolution française. Compris dans sa continuité historique particulière, le peuple devient la Nation dont la « communauté de destin (...) s'est forgée dans l'action politique elle-même »¹⁰⁰⁷. Cette nation est le sujet collectif qui

« (...) transcende dans chaque moment historique particulier l'ensemble empirique des "gens", et de leurs "droits acquis" déterminés. de même qu'elle dépasse les syncrétismes simplement culturels et évolutifs de "race, de couleur, et de religion" qui peuvent être fixés en elle (...) mais qui ne la spécifient pas dans son essence moderne »¹⁰⁰⁸.

En instituant politiquement la société et en l'affranchissant de la tradition qui servait de fondement de légitimation du pouvoir dans les sociétés traditionnelles, la modernité

« (...) n'a pas supprimé toute référence transcendante : dans la dialectique de son rapport antagoniste à la tradition, elle a réalisé plutôt une formidable abstraction généralisante de la référence transcendante (religieuse : la dette de sens¹⁰⁰⁹) qui possédait dans les sociétés traditionnelles une valeur ontologique concrète. Et cette référence, sous l'effet de cette abstraction généralisante a été intériorisée dans la personne individuelle au lieu d'être projetée à l'extérieur

¹⁰⁰⁵ Ibid., p. 92.

¹⁰⁰⁶ Ibid., p. 93.

¹⁰⁰⁷ Ibid. p. 91.

¹⁰⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁰⁹ C.f. Marcel Gauchet sur le rapport entre le religieux et le politique et la dette de sens que le religieux lègue au politique. « *la dette de sens et les racines de l'État* ». *Libre*, no 2, 1977, pp. 5-43. C. f. également. *Le désenchantement du monde*. Paris, Gallimard. 1985 et *La condition politique*. Paris. Gallimard. 2005.

dans une entité concrète. Siège de la Raison universelle, l'individu en tant que tel devenait le porteur de la "dignité humaine", associée aux idées de liberté, d'égalité et de justice qui représentaient désormais (idéologiquement toujours) la référence ontologique ultime »¹⁰¹⁰.

La double référence à la Raison et à la Nation a été mobilisée au sein de la modernité comme

« (...) justification de l'exigence de participation à la production et à l'exercice du pouvoir lui-même compris non seulement dans sa puissance d'agir (le pouvoir exécutif et réglementaire), mais aussi et d'abord dans sa capacité législative (vision proprement républicaine et démocratique) »¹⁰¹¹.

Si, en effet, dans les sociétés traditionnelles, le pouvoir politique (le prince) prend un caractère avant tout juridictionnel « au sens étymologique de dire le droit, d'arbitrer les conflits et d'énoncer les règles collectives puis de les sanctionner en s'appuyant sur la tradition et la religion »¹⁰¹², dans la modernité « le pouvoir d'État est caractérisé désormais par la capacité législative » qui acquiert une prééminence dans la constitution même du pouvoir et qui « contrairement aux capacités exécutive et judiciaire est seule spécifiquement moderne ». Le peuple se trouve au fondement de cette autorité législative de l'État. Cette légitimité, il la détient

« (...) au nom de la société et de la valeur transcendante qui est maintenant reconnue directement à la personne humaine libre et souveraine, laquelle est désormais soumise à la Raison, ou encore au nom de la "nation" comprise comme corps politique agissant en vue des "intérêts communs supérieurs" qui prennent eux-mêmes valeurs transcendante relativement aux intérêts individuels et particuliers »¹⁰¹³.

La modernité se caractériserait, ainsi, formellement, par « la production humaine, sociale, du droit, et donc (par la) production sociale réflexive de l'ordre social »¹⁰¹⁴, production qui obéit aux finalités collectivement assignées à cet ordre (liberté, égalité, justice).

Cette production réflexive de l'ordre social se traduit par la prépondérance du législatif dans le pouvoir de l'État moderne. Freitag insiste sur cette prépondérance du législatif dans la constitution du pouvoir moderne et sa justification idéologique spécifique à l'encontre du discours libéral qui naturalise l'origine et le fondement des droits (le droit naturel) tout en

¹⁰¹⁰ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 92.

¹⁰¹¹ Ibid.

¹⁰¹² Bonny, loc.cit., p. 41.

¹⁰¹³ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 78.

¹⁰¹⁴ Ibid.

instrumentalisant l'État dont le pouvoir tend, dans ce discours à être « identifi(é) purement et simplement avec l'exercice d'une domination centralisée, abolissant ainsi a priori ce qui fait la spécificité formelle de l'État moderne »¹⁰¹⁵. Freitag ajoute que,

« Marx ne différera pas fondamentalement d(es libéraux) sur ce point capital, sauf qu'il verra dans l'État le reflet et l'expression d'un rapport de domination qui a son assise dans la société civile. C'est donc de la société civile –des rapports de propriété capitalistes- qu'il fera directement la critique»¹⁰¹⁶.

Freitag définit le pouvoir ainsi comme une dimension structurelle verticale de la société qui « correspond à l'institutionnalisation formelle ou expresse des normes qui assurent la régulation des pratiques et des rapports sociaux dans les sociétés modernes ». Selon lui, « si dans les sociétés traditionnelles (...) les droits concrets appartiennent immédiatement aux sujets qui les possèdent en propre, selon des distinctions et des hiérarchies toujours particulières », dans la modernité, au contraire, « la production ou la création politique du droit va en même temps établir le droit comme une réalité positive extérieure aux individus, et reconnaître le principe de l'autonomie de l'action des individus à l'égard de la société – sous la seule condition du respect de la loi »¹⁰¹⁷. L'État et la société civile sont ainsi séparés, la société civile étant « comprise comme le champ de toutes les activités sociales librement engagées mais régies par des institutions politiquement établies et sanctionnées». La vie privée, qui échappe au regard de la loi et du pouvoir publiques, devient, quant à elle, « le champ de maintien de la coutume, de la tradition, de la culture vernaculaire, de la morale privée comprise par contraste avec le droit positif »¹⁰¹⁸.

Ce n'est plus alors par l'identité subjective immédiate de l'acteur qui s'exprime désormais dans la sphère privée, ni dans la spécificité intime de son action, que passe l'unité réelle de la société. C'est un absolu ontologique abstrait et formalisé dans les règles institutionnelles qui est source d'une normativité qui les régit et qui leur sert de mode d'insertion sociale. Vis-à-vis de ce mode d'insertion abstrait « la totalité de la vie sociale concrète ne possède plus, à la limite, qu'un caractère et qu'une valeur instrumentaux. La pratique concrète quotidienne perd au profit du système institutionnel » qui crée un espace de prévisibilité formelle et

¹⁰¹⁵ Ibid., p. 75.

¹⁰¹⁶ Ibid.

¹⁰¹⁷ Ibid., p. 89.

¹⁰¹⁸ Ibid.

explicitite suite à l'« affranchissement du sujet à l'égard des régulations et des normes culturelles traditionnelles ». L'emprise des institutions abstraites et « générales dans la société moderne crée ainsi « un espace de “neutralité” ou d' “indifférence” normative de l'activité, dans lequel s'exerce la liberté individuelle du sujet comprise comme un arbitraire »¹⁰¹⁹.

Acteur principal du développement institutionnel moderne, la bourgeoisie a placé la propriété à son cœur. Fondée sur son opposition à la possession traditionnelle, la propriété

« (...) affranchit l'objet de tout lien normatif à un usage déterminé, et le libère de toute appartenance ou assignation sociale, statutaire, symbolique a priori : elle en fait un simple “bien” dont la “valeur” se laisse quantifier puisqu'elle consiste dans le rapport d'échange dans lequel le “bien” peut entrer avec n'importe quel autre bien en tant qu'ils ne se définissent plus comme propriétés »¹⁰²⁰.

Cette propriété qui se trouve au centre du système institutionnel moderne,

« (...) institue (...) l'individu privé en son sens moderne, c'est-à-dire comme personne juridique disposant dans la sphère de sa propriété d'une autonomie totale, et ayant par conséquent la capacité de s'y engager vis-à-vis de tout autre individu analogue : par un simple acte de volonté autonome dans le contrat »¹⁰²¹.

La propriété privée, la personne juridique et le contrat forment le cadre de l'activité économique qui se déploie librement sur le terrain de la société civile et qui n'obéit à d'autres règles que ceux de l'intérêt individuel en transformant aussi la culture en « besoin ». Le marché contractuel est le lieu de la confrontation des intérêts individuels unifiés et homogénéisés derrière la forme sociale de leur équivalence subjective dans l'échange. .

5.2.3 Le « mode de reproduction décisionnel-opérationnel » et la théorie critique de la postmodernité

Aux modes de reproduction « culturel-symbolique » et « politico-institutionnel », Freitag oppose un mode de reproduction « décisionnel-opérationnel », en tant qu'idéal-type caractéristique de la postmodernité considérée comme une mutation de niveau global ou sociétal. La mutation postmoderne de la société correspond selon Freitag au contexte contemporain, qui est marqué par la disparition ou la « dissolution » du politique dans les

¹⁰¹⁹ Ibid., p. 130.

¹⁰²⁰ Ibid., p. 131

¹⁰²¹ Ibid.

régulations de troisième ordre, à caractère organisationnel, décisionnel, opérationnel et systémique. La généralisation de ces régulations nous fait selon lui entrer dans « un nouveau régime de socialité postmoderne »¹⁰²².

En appliquant sa méthode idéal-typique à l'analyse de la postmodernité, Freitag comprend celle-ci comme

« (...) un renversement formel, (...) tout à fait réel de (la) logique caractéristique de la modernité. un renversement qui n'a rien d'abstrait, mais (qui) s'opère très visiblement dans les formes explicites de régulation sociale, et qui agit comme tel dans l'orientation significative des acteurs sociaux singuliers »¹⁰²³.

Cependant, il ne renonce pas pour autant à toute idée de continuité entre la modernité et la postmodernité. Cette continuité se situe, néanmoins, pour lui au niveau concret et non formel. Ainsi affirme-t-il accepter « l'évidence d'une continuité concrète entre le développement de la modernité et celui de sa progressive subversion postmoderne », dans son analyse de la société contemporaine. Du point de vue formel la postmodernité peut être saisie comme « instauration d'un nouveau "régime de transformation cumulative" des rapports sociaux et des sociétés »¹⁰²⁴.

Cette subversion progressive postmoderne de la logique de la modernité se traduit du point de vue des formes de domination par

« (...) la substitution progressive, dans la régulation effective des pratiques et rapports sociaux, de la puissance directe d'organisations instrumentales poursuivant la réalisation contextuelle

¹⁰²² « Imaginaire épistémique, imaginaire socio-politique », loc.cit., p. 36.

¹⁰²³ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 68. Ce diagnostic est à opposer par exemple à celui que fait Marcel Gauchet de la situation actuelle des sociétés contemporaines. S'il y a des points de convergence entre Freitag et Gauchet en ce qui concerne leur conception de l'histoire mais aussi sur le constat de la crise profonde de la modernité et de son projet d'émancipation ainsi que d'une inflexion majeure du cours des sociétés contemporaines. Gauchet exprime un diagnostic de cette inflexion qui ne partage pas le point de vue freitagien sur le degré de cette inflexion, la nature des problèmes qu'elle engage. De plus, Gauchet ne qualifie pas la situation actuelle de postmoderne et n'y voit pas une rupture avec la modernité. Il ne croit pas qu'il existe une postmodernité mais parle plutôt d'« une réalisation radicalisée des idéaux modernes qui littéralement débordent la conscience moderne, ce qui la fait éclater. Ce qui fait que la réalisation de la modernité à laquelle nous continuons d'assister (...) est sans langage et du coup aussi, ceci crée tout le problème politique de fond sans possibilité véritable de maîtrise ». Gauchet ajoute qu'« en l'état actuel des choses la réalisation des idéaux modernes qu'on peut attacher à l'idée générale d'autonomie dans le moment présent se présentent sous le signe de la dépossession » (Verbatim de l'intervention de Gauchet dans le cadre de la discussion entre Michel Freitag et Marcel Gauchet, « Une démocratie désenchantée. Table ronde et discussion », *Monde commun.com* (La revue du CIRCEM). En ligne, publié le 17 juin 2007, URL : <http://www.mondecommun.com/index.php/enjeux-et-debats/une-democratie-desenchantee>, consulté le 10 mai 2008.

¹⁰²⁴ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 69.

d'objectifs particuliers, au pouvoir d'État à caractère expressif et valeur transcendante, qui s'exerce en vue de la création et du maintien d'un ordre général »¹⁰²⁵.

Le processus évolutif de cette subversion ne se fait pas ainsi à travers un affrontement entre la logique de la régulation des rapports sociaux caractéristique de la modernité et la nouvelle logique de régulation (Révolution) mais de manière rampante et proliférante. Freitag affirme que

« si la transition de la tradition à la modernité a été accomplie de front, c'est-à-dire (...) ouvertement dans un affrontement idéologique et politique qui s'est progressivement globalisé et systématisé, le passage de la modernité à la postmodernité s'opère maintenant essentiellement par en dedans, de manière en même temps rampante et proliférante, comme par métastases »¹⁰²⁶.

C'est alors de l'intérieur même que va se décomposer « le pouvoir d'État conçu de manière unitaire à partir de l'idée de la représentation du *corps* social et de celle d'un monopole des fonctions législatives exécutives, administratives et judiciaires qui en découle ». Cette décomposition du pouvoir en une multitude d'instances décisionnelles, orientées toutes vers la maîtrise stratégique de « leur environnement social immédiat concret », fera déborder l'État de l'extérieur et donnera lieu à une nouvelle configuration des structures de la domination que Freitag nomme « le mode de régulation et de reproduction "décisionnel-opérationnel" » dont la logique d'ensemble est à « opposer idéal-typiquement à celle qui caractérisait le mode de reproduction "politico-institutionnel" caractéristique de la modernité »¹⁰²⁷.

La régulation des pratiques et des rapports sociaux dans ce nouveau mode de reproduction, ne se fait pas indirectement à travers le droit et les institutions, c'est-à-dire à travers une production réflexive et verticale des règles de la vie collective accompagnée d'un discours de justification (idéologie) qui énonce explicitement les finalités de l'être-ensemble de la société et donc prête à contestation (et donc l'action politique), mais selon une logique qui opère directement dans la réalité sans passer, contrairement à la reproduction culturelle-symbolique, par la médiation d'une culture commune intériorisée. Freitag décrit comme suit la mutation postmoderne des modes de constitution et de régulation de la société :

¹⁰²⁵ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 76.

¹⁰²⁶ Ibid., p. 74.

¹⁰²⁷ Ibid., p. 77.

« À une régulation des rapports sociaux par l'institution *a priori* de règles générales (normativité culturelle ou politique) sanctionnées de manière idéalement uniforme va donc succéder un nouveau régime de contrôle direct de la réalité environnante, tant sociale que naturelle, qui va procéder *a posteriori* et localement de manière stratégique, pragmatique, procédurale et opérationnelle par adaptation, programmation, décisions, le tout en fonction non plus d'une référence universaliste à un principe commun et abstrait de légitimité, mais selon des critères circonstanciels d'efficacité et dans un contexte par définition mobile de rapports de force »¹⁰²⁸.

Cette mutation postmoderne des modes de constitution et de régulation de la société se traduira non pas par l'abolition ni par la contestation formelle du mode de production politico-législatif du droit mais par son débordement progressif « par un double processus dont l'un a ses racines dans la sphère privée des corporations et associations, et l'autre dans la sphère de l'État et ses pouvoirs publics, et qui vont d'ailleurs finir par s'interpénétrer largement jusqu'à se confondre » Le premier aspect de ce processus est relatif à « la reconnaissance de la capacité juridique à divers types de "corporations" de droit privé (entreprises économiques "incorporées" en tant que telles, syndicats, associations, groupes d'intérêts quelconques) »¹⁰²⁹. Selon Freitag, cette reconnaissance

« (...) va d'un côté conduire à la prolifération d'un droit conventionnel d'origine corporative qui prendra progressivement dans ses rets une partie de plus en plus considérable des rapports sociaux concrets (dans le domaine du travail et de l'activité économique d'abord, cf. Pinard 2000), mais aussi ensuite dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la vie familiale, de la gestion territoriale, du développement technique et scientifique »¹⁰³⁰.

Quant au deuxième aspect du processus de débordement du mode politico-législatif du droit, il est à noter dans l'expansion du champ et des formes d'intervention de l'État et des pouvoirs publics d'abord avec l'élargissement du champ d'exercice de la fonction administrative classique, « ensuite à travers des délégations de plus en plus fréquentes et massives de la capacité exécutive » qui se sont muées en un « système de concession rampante et de dispersion fractionnée de la capacité législative, dans la mesure où celle-ci se confondait de plus en plus en plus avec l'activité réglementaire »¹⁰³¹.

Une multitude d'organismes d'intervention ponctuelle et d'agences spécialisées est venue remplacer le pouvoir public. Ce n'est plus ainsi sur la base d'une logique qui répond à des

¹⁰²⁸ Ibid.

¹⁰²⁹ Ibid., p. 81.

¹⁰³⁰ Ibid.

¹⁰³¹ Ibid., pp. 81-82.

principes transcendants normatifs et qui surplombe les puissances particulières que ces organismes sont gérés. Ils sont désormais engagés dans des négociations stratégiques produisant non plus des normes qui transcendent l'action mais « des conventions et des accords transitoires avec leurs "partenaires sociaux" particuliers ». La conclusion de ces conventions et de ces accords obéit à la logique des « rapports de force, de la programmation stratégique, de l'efficacité et de l'efficacité opérationnelle, de la performance et de la recherche de consensus sur les objectifs et les moyens »¹⁰³².

Si le mode de reproduction des pratiques et des rapports sociaux spécifiquement moderne se caractérise, au sens de Freitag, par la production réflexive et verticale de règles de la vie collective, la nouvelle configuration des organismes et organisations publics et privés qui vient prendre la place des pouvoirs publics fonctionne, au contraire, selon « une logique stratégique de réalisation pragmatique de leurs objectifs, de maximisation des résultats de leurs interventions et de contrôle programmé de leurs ressources et de leurs effets (*inputs* et *outputs*) dans leurs environnements respectifs »¹⁰³³.

L'extension et la généralisation de cette logique aboutissent à la mise en place extensive d'un « système excentré de contrôle et de prise en charge directe du social (dont les éléments interagissent eux-mêmes adaptativement et *a posteriori* les uns avec les autres) qui tend à s'imposer comme le nouveau mode le plus effectif de régulation des activités sociales ». Au sens de Freitag, dans ce contexte, il n'est même plus possible de parler d'action car celle-ci devient simple adaptation et perd toute autonomie « pour devenir la simple matière première sur laquelle s'exerce l'emprise des multiples puissances organisationnelles, décisionnelles et opérationnelles avec lesquelles la société finit par s'identifier ». Les différentes activités sociales ne sont plus que des *inputs* et des *outputs* d'un même mode de fonctionnement systémique qui opère au sein du « nouvel espace de l'information et de la communication cybernétique »¹⁰³⁴.

Le recul de la régulation proprement politique et institutionnelle fait, également place, selon Freitag, dans le contexte de la mutation postmoderne, à « une "juridicisation" et "judiciarisation" de la vie privée autant que publique avec la prolifération des

¹⁰³² Ibid., p. 82.

¹⁰³³ Ibid.

¹⁰³⁴ Ibid.

réglementations et des procédures judiciaires à toutes les pratiques et à tous les rapports sociaux comme mode de régulation et de gestion »¹⁰³⁵. Cette juridicisation est aussi évidente dans l'expansion de « la régulation *a posteriori* par le biais du recours aux tribunaux » comme dans « la tendance à la substitution des procédures d'arbitrage, rendant des décisions par référence aux “intérêts en cause”, et non par rapport à des normes transcendantes »¹⁰³⁶.

Selon Freitag, ceci nous éloigne de « l'idée moderne de la loi comprise comme une règle générale fondée expressivement sur des principes et des valeurs à portée universelle, et orientée vers la réalisation du bien commun »¹⁰³⁷. La conception positiviste du droit le rend plutôt synonyme de procédures judiciaires et d' « instrument neutre et malléable dont on tente de s'assurer stratégiquement le contrôle dans les rapports de force ponctuels de la vie collective »¹⁰³⁸. Les organisations impersonnelles plus que les individus mobilisent le droit compris comme procédure judiciaire dans la défense de leurs intérêts particuliers pour en faire un instrument de *lobbying*. C'est ainsi que s'efface la distinction entre la loi –qui « est de nature expressive et la réglementation- essentiellement circonstancielle et instrumentale »¹⁰³⁹. Cette extension de la juridicisation des pratiques sociales qui relève du pouvoir exécutif a plusieurs conséquences dont celle de

« (...) court-circuiter les rapports de force globaux –et les rapports idéologiques dans lesquels ils s'expriment- qui président à la formation et à la mise en forme de universaliste du pouvoir d'État moderne, et donc de soustraire “les rapports de force fondateurs” à toute remise en question »¹⁰⁴⁰.

La juridicisation de la vie privée aboutit d'un côté à sa politisation, comme d'un autre côté à la dépolitisation des pouvoirs publics, produisant « une nouvelle socialité procédurale » dans laquelle « les sujets sociaux légitimes » sont les « puissances organisées qui dominent

¹⁰³⁵ Fillion, op. cit., p. 267.

¹⁰³⁶ Ibid.

¹⁰³⁷ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 84.

¹⁰³⁸ Fillion, op.cit., p. 267.

¹⁰³⁹ Ibid.

¹⁰⁴⁰ Ibid., p. 268.

maintenant le mode de production (effectif aussi bien que formel) de la réalité sociale commune »¹⁰⁴¹.

Si c'est désormais empiriquement et à travers des rapports de force que se détermine le sens de la réalité sociale-historique tel qu'il est façonné par ces puissances organisées, il subsiste dans la logique de régulation des sociétés contemporaines une référence à une instance universaliste. « C'est celle qui a été entièrement rabattue sur les "lois du marché" et sur l'absolutisation du droit de propriété qui représente la condition de leur autonomisation »¹⁰⁴². Or cette référence aux lois du marché comme se trouvant à la base de la logique de régulation des sociétés contemporaines est, au sens de Freitag, trompeuse car ce n'est pas le marché qui règne sur le nouvel univers organisationnel. Le marché n'est en fait que l'idéologie globale du nouveau mode de régulation des pratiques et des rapports sociaux. Freitag tient à souligner

« (...) le caractère plutôt idéologique que réel des lois du marché qui sont ainsi invoquées – dans le cadre du discours néolibéral dominant – puisque concrètement et pratiquement, l'espace du marché est très largement tombé sous le contrôle des organisations, et tout particulièrement sous l'emprise des stratégies des corporations transnationales »¹⁰⁴³.

Le nouvel univers organisationnel décrit par Freitag correspond à une nouvelle réalité postmoderne des sociétés contemporaines mais profite de la légitimité conférée par les deux pôles de justification de la société moderne : l'individu et l'universalité de la loi rationnelle, et auxquels renvoie le concept de marché dans le libéralisme classique. En récupérant ces éléments de justification de la société moderne et en les appliquant à la nouvelle réalité organisationnelle-systémique, le néolibéralisme fait « profiter de cette légitimité encore proprement moderne » cette nouvelle réalité « à laquelle toute forme de justification transcendantale fait défaut par principe »¹⁰⁴⁴. En outre, si elle se réfère à l'individu, cette justification idéologique est appliquée à une réalité qui, au contraire, ne laisse plus de place pour l'autonomie de l'agir individuel, puisque ce sont les organisations qui définissent cette réalité qui n'est plus régulée à travers des institutions politiques universalistes mais sur un mode systémique. Ce système dont Niklas Luhmann a fait la théorie « n'est plus régi par le

¹⁰⁴¹ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 85.

¹⁰⁴² Ibid.

¹⁰⁴³ Ibid.

¹⁰⁴⁴ Ibid., p. 316.

marché, sa régulation autoréférentielle est de nature ou de mode cybernético-informatique »¹⁰⁴⁵.

Conformément à sa conception du rôle instituant de l'idéologie¹⁰⁴⁶, Freitag ne se contente pas d'analyser la dimension négative de l'idéologie du marché. Il ne la comprend pas seulement dans sa fonction d'occultation mais aussi comme « une réalité positive directement opérationnelle ». Cette réalité opérationnelle est selon lui double :

« (...) d'un côté la logique du marché, avec l'utilitarisme radical qui lui est consubstantiel sert de lien motivationnel entre les individus et le système, elle assure leur participation au système selon un mode purement behavioriste (...). de l'autre côté, elle renvoie, par contre, à une mutation effective de la nature même du marché en tant que modalité ultime de régulation des rapports économiques et virtuellement de la totalité des rapports sociaux »¹⁰⁴⁷.

Au-delà de la permanence globale formelle du « cadre institutionnel qui définit les rapports économiques comme rapports marchands régis par le cadre juridique de la propriété et du contrat », Freitag met en lumière la transformation de la substance des rapports économiques et la nature même du marché comme système interpersonnel d'allocation des biens et des ressources à l'intérieur de la permanence globale de ce cadre formel. Cette transformation renvoie d'un côté au « développement de la réalité organisationnelle et son emprise de plus en plus prononcée non seulement sur les rapports de production, d'échange et de consommation, mais aussi sur l'ensemble de la vie politique et même "privée", identitaire et existentielle ». Mais elle renvoie également, d'un autre côté, à « la domination de la fonction financière spéculative sur l'ensemble de l'économie et de ses procès de développement, et par là sur toute la dynamique des sociétés »¹⁰⁴⁸.

Selon Freitag, si le développement de la réalité organisationnelle et l'emprise de l'économie et du fonctionnement systémique sur les sociétés contemporaines est « une tendance qui n'est pas exclusivement postmoderne » mais qui « s'était déjà manifestée très fortement dans la modernité, tant idéologiquement que pratiquement, aussi bien dans la pratique politique que dans les théorisations des sciences sociales », il faut souligner que cette tendance est devenue « en quelque sorte structurelle avec la conversion organisationnelle-décisionnelle-

¹⁰⁴⁵ Ibid.

¹⁰⁴⁶ Sur le concept d'idéologie, consulter le premier chapitre de la présente thèse.

¹⁰⁴⁷ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 316.

¹⁰⁴⁸ Ibid.

managériale de l'État lui-même »¹⁰⁴⁹. La réalité à laquelle renvoie cette conversion « s'oppose (...) formellement à la théorie d'une régulation ultime de l'activité économique par les lois du marché ». Avec l'emprise généralisée des organisations et du fonctionnement systémique sur la réalité, il ne faut plus simplement parler d'une transformation de la « structure du marché » (comme le font les théories du monopole et de l'oligopole), mais plus précisément désormais de la mise en question de « la nature "marchande" ou purement "échangiste" du marché »¹⁰⁵⁰ avec la gestion organisationnelle et systémique directe du capital, du travail, de la production, de l'échange et de la consommation selon un nouveau mode organisationnel-managérial de régulation et d'intégration dont la seule finalité est le contrôle, qui représente la nature même de ce mode de régulation.

Au sens de Freitag, la transformation de la nature « échangiste » du marché est à associer d'un autre côté à l'emprise de la logique du marché à un niveau supérieur qui est celui des marchés financiers qui dominent l'ensemble des grandes entreprises corporatives. L'économie devient un champ autonome

« (...) obéissant à ses propres lois ("lois économiques", objet de la "science économique") dépendait entièrement (...) de l'institution du marché généralisé régi lui-même par un principe de rationalité immanent, à caractère universaliste, qui était celui de la rationalité instrumentale »¹⁰⁵¹.

Quant au nouveau marché financier, il « possède une caractéristique tout à fait particulière à l'aune de laquelle il faut juger la fonction de régulation suprême qu'il exerce aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre sur l'économie mondiale : c'est d'être essentiellement de nature spéculative »¹⁰⁵². Or la logique spéculative des marchés financiers n'a d'autre rationalité que celle du jeu qui est « irrationnelle par rapport à toute fin humaine substantielle et (qui) sort entièrement du champ de cette forme restreinte de la raison qu'est la logique instrumentale »¹⁰⁵³. C'est ainsi que

« le marché en tant que marché spéculatif est devenu l'instance de référence transcendante irrationnelle à laquelle se réfère le système social lorsque ses conditions de fonctionnement,

¹⁰⁴⁹ Ibid.

¹⁰⁵⁰ Ibid., p. 317.

¹⁰⁵¹ Ibid., 318.

¹⁰⁵² Ibid.

¹⁰⁵³ Bonny, loc.cit., p. 39.

désormais organisationnelles et systémiques, sont devenues entièrement fluides et imprévisibles »¹⁰⁵⁴.

La nature de la socialité et de la société est mise en jeu dans ce contexte où les conditions de fonctionnement du système social « ne se rattachent plus à une quelconque volonté de réalisation de fins communes substantielles, à une quelconque idée du bien commun, quelle qu'en soit par ailleurs la définition, voire même à la simple idée d'utilité »¹⁰⁵⁵. C'est que la réalité sociale-historique contemporaine est animée tendanciellement par une « raison cybernétique » qui s'accorde avec la référence transcendantale au marché spéculatif et dont la généralisation est synonyme non seulement de « la fin de toute compréhension "fonctionnaliste" de la société » mais aussi de « l'exclusion opérationnelle de toute réflexion sur le bien commun et (de) toute recherche sur les manières d'y parvenir collectivement »¹⁰⁵⁶.

Freitag récuse cette exclusion de toute réflexion sur les fins qui caractériseraient la « fin de l'histoire » au sens de Francis Fukuyama, mais aussi la démocratie au sens de Richard Rorty¹⁰⁵⁷ -que celui-ci comprend comme un pragmatisme éthico-politique-, comme l'abandon de toute idée de praxis et rejet de toute forme de politique. Selon lui, ces formes de pensée sont antipolitiques et s'accordent parfaitement avec cette nouvelle forme de marché qu'est la spéculation financière globalisée. Régnant sur l'économie en dissolvant la substance sociale, la dynamique spéculative devient « la nouvelle forme du destin » dont la « théorie du jeu » et de façon complémentaire « la théorie des catastrophes » seraient une forme d'explication¹⁰⁵⁸.

La raison cybernétique que célèbrent ces théories constitue, en fait, la logique fondamentale de la nouvelle réalité systémique qui structure le social-historique. Elle est issue de l'auto-finalisation du système technicien, technologique et technocratique en vertu de laquelle « la

¹⁰⁵⁴ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 319.

¹⁰⁵⁵ Ibid.

¹⁰⁵⁶ Ibid.

¹⁰⁵⁷ Il faut noter ici le fondement pragmatique commun à la conception de Rorty et de Habermas de la démocratie au-delà de leurs divergences. Cf. Françoise Gaillard, Jacques Poulain et Richard Schusterman (dir.). *La modernité en questions. De Richard Rorty à Jürgen Habermas*, Paris, Cerf, 1998.

¹⁰⁵⁸ *L'oubli de la société*, op.cit., pp. 319-320.

technique s'est émancipée de sa position ontologique de subordination instrumentale »¹⁰⁵⁹. Elle exerce désormais une emprise sur la réalité qui

« (...) ne vise plus la réalisation d'aucune finalité extérieure, mais seulement des objectifs toujours particuliers et circonstanciels, qui sont continuellement reformulés à mesure que surgissent dans le fonctionnement même des systèmes de nouveaux problèmes à "résoudre" »¹⁰⁶⁰.

L'instauration du technocratisme et « technologisme » en système implique, en effet, « la dissolution de la structure de différenciation des fins et des moyens, de la réalité et de sa représentation, du sujet et de l'objet, de l'individu et de la société, de la société et de la nature »¹⁰⁶¹. Cette dissolution de la structure de différenciation des fins et des moyens est aussi dans l'analyse freitagienne comprise comme une dissolution du politique en vertu de laquelle la gestion pragmatique généralisée se substitue à la régulation politico-institutionnelle de forme universaliste. Cette gestion implique le contrôle et la production directs des pratiques et des rapports sociaux et ne passe plus par des formes de régulation à caractère normatif-expressif, c'est-à-dire, par « des règles générales justifiées par référence à des principes de nature philosophique ayant une portée idéale ou transcendante, et qu'une autorité sociétale unifiée dans l'État créait législativement »¹⁰⁶². Dans cette mutation postmoderne, la technique va acquérir, affirme Freitag, une fonction centrale

« en tant que mode dominant non seulement dans la gestion et le contrôle des pratiques sociales, mais également dans leur "production", dans la mesure où une partie essentielle de la vie publique (politique) et de la vie privée (existentielle) va être absorbée dans les nouvelles modalités de participation organisationnelle, et où les technologies de communication et de

¹⁰⁵⁹ Ibid., p. 411. Cette mutation technologiste et technocratique est comprise dans l'analyse freitagienne à partir d'un ensemble de thèses dont la portée critico-cognitive est liée à une prise de position normative qu'il explicite comme suit 1) ontologiquement, la technique ou la technicité est une dimension essentielle mais cependant partielle ou non suffisante de l'action humaine, et plus largement de toute activité subjective dans le monde (...). 2) Cette dimension formelle de l'activité, déjà présente dans l'activité animale, s'est, dans la société humaine, objectivée et autonomisée dans une succession de figures historiques, correspondant respectivement à un moment originel d'indifférenciation dans la culture, puis à l'émergence des techniques particulières associées au travail compris dans le sens durkheimien d'une division institutionnalisée des tâches, et enfin à l'unification concrète du concept dans l'autonomisation de la dimension instrumentale relativement aux autres dimensions de l'action, et tout spécialement par opposition à sa dimension normative (...). Freitag retrace rétrospectivement le développement de la technique et identifie « 3) une rupture fondamentale (qui) est en voie de s'opérer relativement à cette détermination instrumentale unitaire qui a caractérisé la constitution et l'essor de la technique dans la modernité ». Selon lui, « 4) ... Cette mutation, à laquelle une portée ontologique radicale doit être reconnue reste, néanmoins, encore l'enjeu d'un choix sociétal à caractère politique, normatif, esthétique et pédagogique » (Ibid., p. 325).

¹⁰⁶⁰ Ibid., p. 379.

¹⁰⁶¹ Ibid., p. 326.

¹⁰⁶² Ibid., p. 377

l'information vont se substituer aux formes symboliques, à caractère synthétique, qui régissent l'échange social »¹⁰⁶³.

Contre l'autonomisation de la raison spéculative, comme celle de l'économie, de la raison cybernétique et de la technique, Freitag rappelle que « tout agir humain est symbolique et implique a priori une référence constitutive à autrui et à la totalité ». De même, il insiste sur l'idée que la vie des sociétés ainsi que leur reproduction ont toujours été régies par « des finalités idéales à caractère phénoménologiquement transcendant »¹⁰⁶⁴. Ces finalités (de nature cognitive, normative et esthétique) ont jusqu'ici institué dans la société une tension entre l'idéalité et l'empirie. Selon Freitag,

« (...) seule une telle tension, en établissant une différence ontologique entre les fins et les moyens, est en mesure de conférer un sens civilisationnel commun – quoique toujours conflictuel – aux pratiques individuelles et collectives; seule cette tension peut, du même coup, fonder la capacité des personnes de porter un libre jugement, non seulement sur leurs propres actions, mais encore sur la nature et le développement de la société à laquelle elles appartiennent et participent »¹⁰⁶⁵.

De même c'est dans cette tension que réside la condition de possibilité de l'action politique. Or l'emprise des logiques systémiques à caractère opérationnel et instrumental qui font abstraction de toutes les finalités cognitives, normatives et esthétiques de la société ne se limite pas aux activités de production et de distribution des biens mais s'impose sur l'ensemble et l'essentiel de la vie collective. Dominée par les organisations et les réseaux, cette vie collective

« (...) tombe sous l'emprise des nouvelles modalités pragmatiques de régulation sociale à caractère "adaptatif" et "réactif", dans lesquelles s'imposent les mêmes modalités d'autorégulation opératoire que celles qui caractérisent déjà le marché », et dont le « mode même d'opération (est) à caractère purement technique »¹⁰⁶⁶.

L'emprise de ces nouvelles modalités d'autorégulation opératoire et systémique, indifférentes aux finalités qui régissent la société, transforme la vie collective en un espace abstrait qui se présente pour l'individu de façon immédiatement positive comme « un champ d'action neutre et vide ouvert à l'exercice de son arbitraire ou, au contraire, (comme) un

¹⁰⁶³ Ibid.

¹⁰⁶⁴ Ibid., p. 369.

¹⁰⁶⁵ « Présentation » de Michel Freitag et Éric Pineault (sous la direction de). *Le monde enchaîné*. Québec. Nota Bene, 1999. pp. 7-34, p. 16.

¹⁰⁶⁶ Ibid.

environnement à caractère immédiatement positif et contraignant »¹⁰⁶⁷. Dans ce nouvel espace abstrait, il n'y a aucune reconnaissance de l'existence d'une réalité synthétique existant en soi et pour soi. Structuré par la nouvelle réalité systémique et organisationnelle, cet espace consiste en un « immense entrelacement de réseaux processifs et interactifs de nature indéfinie et à finalité indifférente ». C'est ainsi que « disparaît aussi toute idée d'un ordre d'ensemble à caractère ontologique, alors qu'une telle référence avait formé le cœur idéologique des sociétés archaïques, et même encore traditionnelles ». Si dans les sociétés modernes, c'est le principe de rationalité qui fondait l'idéologie de légitimation de l'ordre d'ensemble de la société (niveau sociétal), dans la réalité systémique ce principe « va être remplacé par un pur principe d'efficacité opérationnelle à caractère auto-référentiel »¹⁰⁶⁸.

La généralisation d'un mode de régulation purement technique chasse ainsi hors du développement collectif les questions d'orientation en finalité, d'obligation et de limite qui sont vitales dans l'ordre symbolique pour imposer « la prééminence de son principe spécifique d'effectivité et d'opérativité à toute autre structure d'action et à tout autre ordre et considération normative et expressive ou identitaire ». Ne permettant plus de juger l'état effectif de la société par rapport à des fins, l'extension de l'emprise du mode de régulation technique rend l'ordre d'ensemble « globalement aveugle en ce qui concerne le sens et l'orientation de son développement ou de sa croissance »¹⁰⁶⁹.

En outre, au lieu de libérer l'individu et la société, la gestion purement pragmatique et pratique de la vie sociale, qui ne reconnaît plus la signification des conflits portant sur le sens, finit par assujettir la réalité sociale aux « rapports de force empiriques à caractère toujours stratégique, dont les fronts multiples s'ouvrent sans cesse sur de nouveaux espaces de déploiement ou se replient au contraire sur de nouvelles lignes de retranchement ». Il n'y a ainsi plus rien qui puisse rester hors du champ de contrôle des nouvelles techniques de gestion et de production de l'information. Rien qui n'existe de façon autonome en soi et pour soi hors de l'emprise de cette logique opérationnelle. « Tout ce qui existe entre virtuellement

¹⁰⁶⁷ Ibid., p. 17.

¹⁰⁶⁸ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 375.

¹⁰⁶⁹ Ibid., pp. 382-383. Freitag souligne que « le concept de sens est ici entendu selon la double acception d'une orientation directionnelle et d'une référence à des finalités et valeurs substantielles ultimement justificatives parce qu'assumées ontologiquement par les êtres humains dans l'intimité de leur conscience identitaire, par la médiation de sa culture et des institutions politiques auxquelles ils adhèrent ou consentent » (*L'oubli de la société*, op.cit., p. 383).

dans l'environnement des systèmes techniques de contrôle et leur mode d'existence et de développement en suppose l'intégration »¹⁰⁷⁰.

Tout cela aboutit à la rupture du rapport entre individu et société. D'où la destruction de la possibilité même de l'action politique, puisque « c'est seulement dans ce lien substantiel et dialectique entre individu et société, impliquant participation et distanciation, que se fonde la possibilité même de l'action politique et de la créativité –ou de la résistance culturelle, (c'est-à-dire de) la liberté humaine »¹⁰⁷¹.

La généralisation des modalités de fonctionnement opérationnels, systémiques et cybernétiques à tout le réel donne lieu à « la production d'une réalité virtuelle qui se referme sur elle-même de manière de plus en plus continue et consistante »¹⁰⁷². Dans cette nouvelle réalité « tout "en soi" a définitivement disparu des environnements systémiques »¹⁰⁷³.

Freitag explique que

« (...) dans la théorie comme dans la pratique, l'environnement d'un système se réduit aux informations qu'il va lui-même y collecter pour se reproduire en élargissant sans cesse le contrôle qu'il exerce sur lui : pour le système, un tel environnement n'existe donc, cette fois-ci rigoureusement, ou littéralement, qu'en miroir. Subsumé aux informations qu'en tire le système et qu'il synthétise selon ses propres programmations, il ne possède vis-à-vis de lui aucune extériorité réelle et substantielle »¹⁰⁷⁴.

Freitag décrit ainsi à travers l'explicitation de cette conception de l'environnement des systèmes opérationnels et cybernétiques le postulat de base des théorisations systémiques qui définit en même temps le mode de production opérationnel-décisionnel. Le résultat de l'emprise de ce mode de production sur la réalité sociale-historique est l'exclusion de l'humanité. Ceci est évident dans « la mutation opérationnelle du politique et la réduction procédurale de la morale et du droit »¹⁰⁷⁵.

¹⁰⁷⁰ Ibid., pp. 383-384.

¹⁰⁷¹ « L'avenir de la société », loc.cit., p. 151.

¹⁰⁷² « Imaginaire épistémique, imaginaire socio-politique », loc.cit., p. 43.

¹⁰⁷³ Ibid., pp. 44.

¹⁰⁷⁴ Ibid., p. 43.

¹⁰⁷⁵ Ibid.

Freitag saisit cette mutation comme renvoyant « d'un côté à la crise de l'humanisme (voir Nietzsche, Spengler, etc.), et de l'autre côté au triomphe du capitalisme, l'une référant à l'autre »¹⁰⁷⁶. Il analyse la cohérence d'ensemble du mode de reproduction décisionnel-opérationnel comme une réalité tendancielle qui « ne se laisse saisir que par extrapolation, comme principe formel de convergence systématique (et ultimement systémique) de nombreuses transformations en cours dans la société contemporaine »¹⁰⁷⁷. Dans l'analyse freitagienne, ces transformations s'inscrivent dans une continuité concrète avec la modernité, mais témoignent en même temps d'une rupture formelle et conceptuelle de la logique d'ensemble de cette modernité. Freitag conçoit ces transformations structurelles comme résultant de « la dynamique des rapports sociaux inhérents à la société moderne, bourgeoise, libérale et démocratique, ainsi que dans la logique de développement propre au système économique capitaliste »¹⁰⁷⁸.

5.3 Modernité et capitalisme

C'est à l'intérieur du rapport dialectique entre modernité et capitalisme, et dans le cadre de l'interférence de leurs logiques distinctes et largement contradictoires, qu'il situe en effet l'origine des transformations structurelles en cours dans la société contemporaine. Il affirme ainsi que ces transformations « ne peuvent simplement être déduites ni des principes qui régissent le mode de reproduction politique institutionnel, ni de la dynamique qui est inhérente au mode de production capitaliste, telle qu'elle a été décrite aussi bien par l'économie politique classique que par Marx »¹⁰⁷⁹. Selon lui, c'est dans l'interférence entre ces deux logiques « le moment de transition vers une forme de réalité sociétale postmoderne a été amorcé dans l'interférence de ces deux logiques distinctes qu'il faut placer le moment de transition vers une forme de réalité sociétale postmoderne » qui aboutit à « la substitution d'un nouveau mode de reproduction décisionnel-opérationnel au mode de reproduction politico-institutionnel »¹⁰⁸⁰.

¹⁰⁷⁶ Ibid.

¹⁰⁷⁷ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 149.

¹⁰⁷⁸ Ibid.

¹⁰⁷⁹ Ibid.

¹⁰⁸⁰ Ibid.

Il faut souligner que l'analyse freitagienne des rapports entre capitalisme et modernité est fondée sur une critique à la fois du marxisme et du libéralisme. En vertu de cette critique Freitag remet en question l'idée d'un mode de reproduction capitaliste autonome comme tel fondé en dernière instance sur le droit naturel (libéralisme) ou sur la contradiction entre le développement des « forces productives » et celui des « rapports sociaux de production » (Marx). Aux yeux de Freitag,

« le système économique capitaliste n'a jamais comporté un mode autonome de reproduction (...). La société "capitaliste" fut toujours d'abord une société politique dans laquelle, par définition, l'intégration entre la sphère économique et la sphère politique n'était plus assurée par une culture commune a priori (notamment religieuse) capable d'assumer la fonction ultime de totalisation »¹⁰⁸¹.

Dans ce type de société, c'est en fait « une nouvelle médiation générale des pratiques sociales à caractère réflexif (la régulation politico-institutionnelle) qui rassemble dorénavant les citoyens par la médiation du pouvoir (compris comme capacité d'institutionnalisation) »¹⁰⁸². Tout en instituant les conditions de l'autonomisation et l'universalisation des moments potentiels de l'action, le pouvoir rétablit l'unité ontologique de ces moments de l'action à travers sa verticalité et son idéologie de légitimation. C'est ainsi que

« (...) l'autonomisation de ces moments de l'action et de leurs objectifs ou finalités spécifiques a (...) eu pour condition que les activités autonomisées soient réintégrées dans la totalité à un niveau supérieur, ce qui a (...) été réalisé par l'établissement d'un rapport de régulation "politico-institutionnel" »¹⁰⁸³.

L'unité du système politico-institutionnel de la modernité constitue donc le lieu du dépassement des contradictions qu'engendrait en elle l'exercice des libertés individuelles, l'autonomisation des sphères de l'action et l'autonomisation générale du sujet. Ainsi les interactions humaines dans le cadre de la modernité sont-elles restées soumises à des régulations normatives et expressives au-delà de l'autonomisation des « instances » ou champs autonomisés de la vie sociale et des formes d'action correspondantes. « Que ce soit dans le politique et le droit, dans la recherche scientifique, dans l'art et dans l'économie (...)

¹⁰⁸¹ Ibid., p. 150.

¹⁰⁸² Ibid.

¹⁰⁸³ Ibid., p. 370.

des principes normatifs et expressifs (...) assurent la primauté absolue des fins et des valeurs sur les moyens »¹⁰⁸⁴.

Selon Freitag, la rupture entre la modernité et la postmodernité doit être saisie en la situant dans l'espace créé par « le développement d'un *feedback* politique (tantôt démocratique, tantôt totalitaire) à l'intérieur même de la logique propre au capitalisme industriel »¹⁰⁸⁵. Il examine ainsi

« (...) la nature de la contradiction qui s'est développée entre les logiques économiques et politiques qui sous-tendaient le développement formel des sociétés modernes libérales et capitalistes, et qui a servi de ressort à la dialectique de transition vers une nouvelle forme sociétale postmoderne »¹⁰⁸⁶.

Analysant les rapports entre capitalisme et modernité du point de vue de la sociologie dialectique, Freitag affirme que la transformation globale du mode de reproduction de la société, qui a donné lieu à la régulation politico-institutionnelle, a été « la condition de développement d'une économie du marché dans laquelle les activités primaires de production et d'échange se trouvaient "émancipées relativement aux prescriptions normatives concrètes d'une culture commune" »¹⁰⁸⁷. La bourgeoisie, acteur principal de la modernité, est parvenue en fait à reconstruire la société moderne « autour des institutions-clés de la propriété, de la responsabilité civile et du contrat en produisant l'État de droit universaliste »¹⁰⁸⁸. Cependant, comme le souligne Freitag,

« (...) on peut observer que dès la seconde moitié du XIX^e siècle, avec le développement du capitalisme industriel, toute cette logique universaliste, formaliste et naturaliste du développement institutionnel, correspondant à la société bourgeoise et à la petite propriété individuelle, commence à générer massivement des effets qui échappent à son mode de régulation et surtout de légitimation spécifique (le modèle de la domination "rationnelle-légale" de Weber) »¹⁰⁸⁹.

Produisant de manière systématique et cumulative l'exclusion des nouveaux producteurs-prolétaires à l'égard de la propriété des moyens de production et favorisant le développement

¹⁰⁸⁴ Ibid., p. 373.

¹⁰⁸⁵ Ibid., p. 150.

¹⁰⁸⁶ Ibid.

¹⁰⁸⁷ Ibid., p. 369.

¹⁰⁸⁸ Ibid., p. 151

¹⁰⁸⁹ *Le naufrage de l'université*, op.cit., p. 149.

et l'expansion infinie des moyens de production de façon autonome par rapport aux fins idéales assignées collectivement à la société moderne, le capitalisme était « formellement contradictoire avec les principes universalistes de la liberté et de la participation qui formaient la nouvelle légitimation du pouvoir d'État moderne ». Ce capitalisme dépendait, néanmoins « de ce pouvoir d'État pour la définition et le sanctionnement de ses propres bases légales (la propriété et le marché) et son propre mode de fonctionnement (salarariat et autorité patronale)»¹⁰⁹⁰.

Le développement économique fondé sur la logique du système libéral et tout le procès de régulation et de reproduction de la société moderne entraînera graduellement et de façon cumulative « une inflexion, elle aussi cumulative, de la logique de développement de la modernité, et une dissolution progressive des finalités transcendantales qui en assuraient la légitimation »¹⁰⁹¹. Si la modernité instaurait la normativité politique comme formellement externe à la société civile, ceci va plutôt engendrer « la dissolution progressive de (ce) rapport d'extériorité formelle qui existait entre l'État et la société civile »¹⁰⁹² ». Ainsi à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, deux procès historiques vont se superposer : « la poursuite du développement de la modernité d'un côté, et la subversion interne progressive des modalités formelles de régulation et des principes transcendants de légitimation caractéristiques de celle-ci, de l'autre »¹⁰⁹³. Freitag situe le point formel de rupture d'avec la logique universaliste et abstraite de la modernité dans le passage de la primauté de « l'intérêt politique négatif, orienté vers l'autonomie de l'individu » à « l'expansion purement empirique des intérêts positifs divergents et concurrentiels propres aux "catégories sociales" » et la conversion du principe politique de représentation démocratique en un « nouveau principe de la représentation de toutes les demandes sociales "légitimes", cette "légitimité tautologique ne référant plus désormais, essentiellement qu'à la capacité sociale, également purement empirique, de les satisfaire » qui constitue la base de la légitimation et l'institutionnalisation des « groupes de pression » et des *lobbies*.¹⁰⁹⁴

¹⁰⁹⁰ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 151

¹⁰⁹¹ *Le naufrage de l'université*, op.cit., p. 147.

¹⁰⁹² *Ibid.*, 148.

¹⁰⁹³ *Ibid.*

¹⁰⁹⁴ *Ibid.*, 154

En même temps, la légitimité universaliste propre à la société bourgeoise a permis le développement d'une réponse politique aux conséquences dévastatrices du capitalisme et de sa logique économique sur la société. C'est sur la base de cette légitimité qui était en contradiction avec la logique du capitalisme que

« (...) le prolétariat industriel, de même que la petite propriété artisanale, commerciale et paysanne que l'expansion capitaliste précarisait, purent ainsi s'engager (...) dans une lutte de classe politique dont l'enjeu était précisément les institutions qui régissaient le système économique capitaliste »¹⁰⁹⁵.

Les mouvements socio-politiques des XIX^e et XX^e siècles ont tous été préoccupés par les contradictions engendrées par l'individualisme moderne et l'autonomisation de la sphère de la chrématistique, et qui menaçaient l'ordre même des sociétés modernes. Ils ont ainsi engagé des luttes politiques exerçant une pression sur l'orientation et le fonctionnement de la société capitaliste qui l'a amenée à se réformer et s'ajuster politiquement à travers des formes institutionnelles multiples de façon à « remédier aux conséquences sociales les plus inacceptables du capitalisme en “socialisant” l'économie »¹⁰⁹⁶.

La mobilisation des rapports de force issus des regroupements des intérêts conflictuels que la société capitaliste engendrait systématiquement a abouti à sa transformation. Cette transformation a, selon Freitag, « suivi formellement deux voies distinctes, l'une essentiellement “européenne”, l'autre typiquement “américaine”, deux voies qui ont fini, dans la seconde moitié du XX^e siècle par largement fusionner sous l'égide de la seconde »¹⁰⁹⁷. La première est la voie politique sociale-démocratique qui était conforme à la nature politique réelle de la société bourgeoise libérale. Sur la base de leurs intérêts et de leurs idéaux communs, les masses ouvrières ont, en effet, engagé une lutte pour la conquête de leurs droits politiques. Elles sont parvenues

« (...) par l'action politique et contre la résistance bourgeoise-conservatrice à transformer le contenu des institutions (travail, propriété, régulation de l'économie, éducation, armée) responsables de la misère, de l'inégalité et de l'injustice en imposant des limites institutionnelles au libre du système de la propriété capitaliste »¹⁰⁹⁸.

¹⁰⁹⁵ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 153.

¹⁰⁹⁶ *Ibid.*, p. 321

¹⁰⁹⁷ *Ibid.*, p. 153.

¹⁰⁹⁸ *Ibid.*

Ceci s'est traduit dès la deuxième moitié du XIX^e siècle par le développement du droit social. Ainsi le réformisme social-démocratique a-t-il réussi à transformer le caractère purement capitaliste de la société en préservant son mode politico-institutionnel, légaliste et universaliste, de reproduction. L'encadrement politique et législatif de l'économie a donné lieu à l'État providence, dont John Meynard Keynes a fait la théorisation.

La deuxième voie de transformation de la société moderne capitaliste individualiste est, au contraire, caractérisée par la mutation interne des conditions d'exercice de l'autorité entrepreneuriale dans l'entreprise « dans le sens d'une rationalisation managériale et organisationnelle ». Ce processus, qui a eu lieu principalement aux États-Unis, « comportait l'ouverture d'un nouveau champ de confrontation, de négociation et de production des normes, situé cette fois-ci en dehors de l'espace politique et directement au cœur de la société civile et de son appareil économique de production ». C'est ainsi que « la dimension politique s'y trouvée court-circuitée et le problème du pouvoir y était ramené à un jeu d'influences arbitré par des rapports de force et des procédures »¹⁰⁹⁹.

Le développement du mouvement syndical exprime cette orientation, comme le fait aussi « la constitution des diverses modalités de propriété collective impliquant la création d'organes formels de direction et de décision »¹¹⁰⁰. Les nouvelles modalités de régulation à travers les procédures conventionnelles se sont ensuite généralisées entraînant même l'État dans un renversement complet du mode de constitution de la société dont l'unité n'est plus réalisée *a priori* mais « pragmatiquement par une multitude d'ajustements empiriques et marginaux, effectués de manière "décentralisée", entre les "variables" relativement indépendantes que sont les résultats de tous les procès, eux aussi décentralisés, de décision ». Dans ce nouveau contexte, l'unité de la société n'est plus réalisée *a priori* politiquement mais à travers « l'adaptation réciproque des multiples procès de décision, condition de leur efficacité respective »¹¹⁰¹.

Ceci aboutit à « l'érosion et l'effritement progressif du monopole des institutions universalistes d'État dans la régulation des rapports sociaux et dans la reproduction de leur

¹⁰⁹⁹ « La globalisation contre les sociétés », loc. cit., p. 248.

¹¹⁰⁰ *L'oubli de la société*, op. cit., p. 154.

¹¹⁰¹ Ibid.

structure »¹¹⁰². Ce processus est compris dans l'analyse freitagienne comme transformation du mode de reproduction de la société. Si dans la voie politique sociale-démocratique les intérêts et les rapports de force se sont mobilisés autour des institutions universalistes de l'État, les rapports de force dans cette deuxième voie « ont débordé hors de ces (institutions) pour s'articuler autour d'objectifs plus immédiats, plus particuliers et plus fragmentaires réalisables à l'intérieur d'une logique de plus en plus compétitive sur la base de conventions bilatérales de "droit privé" »¹¹⁰³.

Dans le domaine de l'économie, cette transformation renvoie au remplacement du capitalisme entrepreneurial par le capitalisme corporatif organisé dont la régulation est assurée par des procédures locales de gestion, de contrôle, de négociations, de prise de décisions. La transformation de l'économie renvoie également au passage d'une « économie de production » à une « économie de consommation » (société post-industrielle) centrée sur les activités de service plutôt que sur la production des biens. Dans cette société, le travail productif « cède la place à l'emploi, c'est-à-dire (à) la participation aux activités organisationnelles de gestion, traitement de l'information, prise de décision, etc. »¹¹⁰⁴. Par ailleurs, cette transformation de l'économie capitaliste renvoie à la transformation du procès global

« (...) de création et d'accumulation de la valeur n'est plus centré sur le profit réalisé dans l'activité productive (le "prélèvement de la plus-value", en termes marxistes), mais directement sur l'inflation spéculative de la valeur boursière des titres de propriété quels qu'ils soient (prolifération des "options" spéculatives et des "produits dérivés") »¹¹⁰⁵.

Cette transformation de l'économie et de la société capitaliste touche aux concepts mêmes de la propriété, de l'entreprise, du travail et du marché « qui ont subi une mutation (...) substantielle (et) essentielle ». Il s'agit d'une « mutation interne » qui « s'est produite dans le champ même de la société civile sous la forme d'une révolution managériale et organisationnelle » que Freitag désigne comme « la voie américaine de transition de la

¹¹⁰² Ibid.

¹¹⁰³ Ibid., pp. 153-154.

¹¹⁰⁴ Ibid., p. 155.

¹¹⁰⁵ Ibid.

modernité à la postmodernité, par contraste avec la voie européenne social-démocratique (...) qui possédait un caractère essentiellement politique »¹¹⁰⁶.

Cette révolution managériale et organisationnelle de l'entreprise, qui renvoie à ce qui s'est produit aux États-Unis depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire à « l'extension progressive de la personnalité juridique aux "entreprises corporatives, et la substitution de ces organismes corporatifs aux individus en tant que principaux acteurs de la vie économique »¹¹⁰⁷, aboutit à la substitution de l'organisation, de la gestion et du contrôle à l'activité proprement productive gérée de manière institutionnelle et universaliste. Mais plus important encore, elle place au cœur de la société « une nouvelle forme organisée de rapports sociaux dont elle devient le mode immanent de reproduction ». Il s'agit, au sens de Freitag de l'aspect le plus radical de la mutation en cours dans les sociétés contemporaines. Séparé de toute finalité en dehors de lui-même, ce mode organisationnel de reproduction se déploie et « fonctionne en circuit fermé, orienté vers sa propre expansion indéfinie »¹¹⁰⁸.

L'expansion des modalités de régulation organisationnelles et systémiques propres aux sociétés postmodernes correspond selon Freitag au procès de la globalisation dont le lieu de synthèse processuelle est désormais l'économie. Il souligne le fait que l'aspect systémique de la logique formelle et processuelle de la postmodernité se couple d'une dimension stratégique. Son expansion

« (...) ne s'impose pas par elle-même dans le monde contemporain. selon le mode d'une révolution culturelle-communicationnelle-informatique diffuse et cosmopolite, ou encore, plus particulièrement. sous les traits d'une simple mutation économique et technologique »¹¹⁰⁹.

Freitag défend plutôt la thèse selon laquelle « dans sa forme même, (cette mutation postmoderne) correspond à la mutation que la modernité politique et institutionnelle a subie dans le cours particulier qu'a pris l'histoire de la société américaine ». Cette mutation

¹¹⁰⁶ Ibid., p. 299.

¹¹⁰⁷ Ibid.

¹¹⁰⁸ Ibid., p. 307

¹¹⁰⁹ Ibid., p. 363.

correspond donc, selon lui, « déjà à un modèle proprement américain d'organisation et d'agencement de la vie collective »¹¹¹⁰.

Si Freitag soutient que la « logique de développement » des sociétés contemporaines ne peut plus être qualifiée de moderne et qu'elles sont engagées désormais dans une transition sociétale et historique de la modernité à la postmodernité, pour lui cette transition s'est opérée d'abord en Amérique. De même, « sous l'emprise que l'Amérique a exercée sur l'ensemble du monde (...) cette mutation se généralise maintenant (et) diffuse partout ses effets »¹¹¹¹. Donc aux yeux de Freitag

« (...) si l'on peut attribuer à l'hégémonie européenne la portée historique globale de la modernité, c'est (...) à l'hégémonie que l'Amérique a conquise au cours de l'ensemble de l'histoire mondiale au XXe siècle qu'il faut rapporter maintenant la globalité de la mutation postmoderne »¹¹¹².

Si nous voulons alors saisir le sens de la postmodernité, c'est dans la société américaine qu'il faut le chercher. Freitag fonde son analyse sur le postulat de base de la spécificité de la société américaine par rapport aux sociétés européennes. Pour lui,

« (...) la société américaine inaugure, dès la période de sa fondation coloniale et plus systématiquement à partir de la Constitution politique autonome dont elle s'est dotée à la suite de la guerre d'indépendance, une nouvelle logique et une nouvelle dynamique de développement sociétal qui diverge à bien des égards du sens dominant qu'on peut donner au procès historique global de la modernité »¹¹¹³.

La spécificité de l'hégémonie américaine ne se situe pas, au sens de Freitag, sur le plan économique et politique, même si elle constitue une grande puissance, mais plutôt sur le plan idéologique et culturel. Ce qu'il y a de plus radical dans l'hégémonie américaine tient à son modèle sociétal, c'est-à-dire « tout ce que l'Amérique a inventé comme formes nouvelles de régulation des rapports sociaux et de la société et qui se substituent aux régulations politico-

¹¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹¹ Freitag. « La Métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique ». *Société*, no. 12-13, hiver 1994, pp. 1-137, p. 4.

¹¹¹² Ibid.

¹¹¹³ Ibid., p. 7

juridiques, rationnelles-légales, universalistes qui caractérisent la modernité »¹¹¹⁴. Freitag se réfère ici aux

« (...) nouvelles techniques d'organisation, de communication, d'analyse de l'information, à toutes les nouvelles procédures de gestion et de contrôle sociétal, qui ont pu être transplantées et appliquées partout ailleurs (...) sans venir heurter de front, comme les anciens impérialismes, ni les structures de sociétés qu'elles pénétraient, ni même leurs cultures »¹¹¹⁵.

Il soutient que c'est dès son origine coloniale que commence le procès qui a engendré la postmodernité en Amérique. L'Amérique a en fait hérité de la forme anglo-saxonne de développement de la modernité sans s'être préalablement engagée dans la lutte idéologique et politique qui caractérise le rapport entre la tradition et la modernité. Elle a fait de la modernité anglo-saxonne, couplée à ses origines puritaines, le fondement naturel et évident de sa conception d'elle-même et du monde.

Selon Freitag, la forme anglo-saxonne de développement de la modernité est caractérisée par le fait que « la crise de la tradition ne s'était pas accumulée jusqu'à une résolution révolutionnaire ». Elle a été caractérisée plutôt par « une sorte d'assimilation et de transsubstantiation continue des "réserves de tradition" ». La société américaine s'est constituée en « capitalisant dès sa naissance dans son héritage les acquis éthiques, juridiques, culturels, esthétiques, économiques et techniques de la modernité anglaise, mais en les détachant de la dialectique politique et donc conflictuelle qui avait présidé à leur développement ». Ces acquis seront transformés au sein de la société américaine en « une sorte d'assise morale et juridique naturalisée, non réfléchie et a-politique ». D'un projet politique à valeur idéale normative, expressive et identitaire, la modernité se transforme en un « mode de vie » émancipé du politique et « engagé évolutivement dans un procès continu de "modernisation" »¹¹¹⁶. C'est ce mode de vie qui est devenu le modèle de la globalisation sous l'emprise de l'hégémonie américaine qui s'est exercée dès la deuxième moitié du XX^e siècle.

¹¹¹⁴ Ibid., p. 15.

¹¹¹⁵ Ibid.

¹¹¹⁶ Freitag, « De la terreur au meilleur des mondes. Genèse et structure des totalitarismes archaïques », in Daniel Dagenais (dir.) *Hannah Arendt. Le totalitarisme et le monde contemporain*. Presses de l'Université Laval, 2003, pp. 248-350, p. 266-267.

Pour appréhender le sens de la réalité actuelle, ce chapitre a ainsi fait un retour sur le sens du mouvement historique effectif de la modernité, tel que l'a décrit Freitag, sur la façon dont les sociétés modernes se sont constituées ainsi que sur leurs modes de régulation des rapports sociaux. À partir de l'analyse freitagienne, il est apparu que si la structure symbolique ou culturelle est le lieu de l'intégration des sociétés de culture, qui sont régies par les orientations normatives de l'action, l'institution est le lieu de l'intégration des sociétés modernes. Ce chapitre a examiné ensuite la transformation progressive de ce mode de constitution et de régulation des sociétés modernes qui a amené leur mutation profonde produisant une

« (...) dynamique sociale et sociétale qui suit toute une autre loi, obéit à toute une autre logique et répond à des principes qui sont incompatibles avec les déterminations particulières et synthétiques auxquelles obéissaient (les) institutions et manières d'être et de faire (non seulement) traditionnelles (mais aussi) modernes »¹¹¹⁷.

5.4 De l'idéologie de légitimation politique moderne à l'imaginaire symbolique postmoderne

Un ensemble de questions a orienté la présente thèse dans sa tentative de saisir le sens des transformations actuelles que les sociétés contemporaines sont en train de vivre sous le signe de la globalisation : Comment sommes-nous arrivés au triomphe de cette dynamique sociale dont l'économie et le règne technique constituent les relais? Comment de la modernité libératrice du sujet moderne arrivons-nous à la toute-puissance immanente des systèmes opérationnels? Par ailleurs, pourquoi le nouvel espace systémique organisant le monde en réseau et l'unifiant à travers l'expansion du capitalisme, la généralisation du modèle du marché ainsi que l'emprise généralisée des technologies de la communication n'aboutit-il pas comme il est censé le faire, dans la perspective du néolibéralisme, à une harmonisation de ce monde qui est synonyme de sa pacification? Pourquoi les modes de régulation post-politiques n'arrivent-ils pas à une dépassionalisation des rapports sociaux comme ils sont censés le faire dans la perspective libérale?

Ma thèse situe la réponse à ces interrogations dans le cadre de l'analyse de la mutation des modes d'intégration et de régulation objectifs dans les sociétés contemporaines. Elle inscrit cette analyse dans la même voie théorique tracée par Freitag en partant de l'idée centrale en vertu de laquelle il postule que « la socialité fait partie de l'essence de l'être humain et cette socialité n'existe et n'est possible qu'en étant déjà structurée objectivement (extérieurement

¹¹¹⁷ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 62.

aux individus qui participent) de quelque façon. Cette structure objective forme ce que la sociologie nomme la société »¹¹¹⁸. De même, elle confirme l'idée selon laquelle la société est une « réalité synthétique, de nature symbolique, culturelle, identitaire et collective » et non pas un ensemble de systèmes opérationnels »¹¹¹⁹. De plus, en se concentrant sur la mutation des régulations objectives de la société dans les sociétés contemporaines, ma thèse place son analyse dans le cadre d'une conception de ces régulations qui se rapproche de celle que donne Freitag à ce concept en insistant sur l'idée que

« (...) les régulations ont pour les acteurs un caractère à la fois objectif, dans la mesure où elles s'imposent à eux (voir la contrainte collective de Durkheim), et subjectif, dans la mesure où ils s'engagent par rapport à elles (voir l'orientation significative de l'action, Weber). Elles prennent en charge, parce qu'elles sont pour eux habilitantes¹¹²⁰ et pas simplement contraignantes (voir Éliás), parce qu'elles constituent des ressources symboliques pour la construction de la subjectivité et des repères pratiques pour l'action, y compris lorsqu'ils les contestent ou les transgressent »¹¹²¹.

Si ma thèse a tenté d'appréhender la continuité des structures du capitalisme dans lesquels s'inscrit la globalisation néolibérale, elle a aussi cherché à cerner la spécificité de la phase actuelle du capitalisme historique ainsi que la nature des transformations (sociales, culturelles, politiques, épistémologiques, etc.) qui la caractérisent à travers une lecture de la sociologie freitagienne du présent (de la globalisation) qui est elle-même sous-tendue par une théorie de la société et de l'action. Cette sociologie critique ne se place pas seulement sur le terrain de l'analyse des structures (mode de régulation de la société et structures historiques du capitalisme) mais cherche précisément à saisir la manière dont la mutation actuelle des modes de régulation de la société engage l'univers significatif partagé des acteurs sociaux, ainsi que ses ressources symboliques en tant qu'ils sont déterminants non seulement pour l'orientation de l'action, le rapport à soi (l'identité) et au monde (l'altérité) - qui structurent

¹¹¹⁸ « L'avenir de la société . globalisation ou mondialisation? ». loc.cit., p. 134.

¹¹¹⁹ « Penser l'aporie postmoderne ». *Société*, no : 24-25, hiver 2005, pp. 7-29, p. 4.

¹¹²⁰ Voir aussi la notion d'habitus chez Bourdieu. Au sujet de cette notion, Alain Accardo et Philippe Corcuff écrivent : « La notion même d'habitus n'a pas été inventée par Bourdieu - Elle appartenait depuis longtemps au langage de la Philosophie classique dans lequel elle servait à traduire exactement, à l'aide d'une forme du verbe latin *habere* (qui signifie entre autres, se porter - bien ou mal - être en bonne ou en mauvaise condition), la notion grecque correspondante d'*hexis* (du verbe *echein*, même signification). Bourdieu a repris les deux mots en leur conservant leur signification fondamentale de condition, manière d'être, état du corps, ou encore disposition durable, mais en intégrant la notion à une théorie originale des rapports entre structures objectives et structures objectives ». *La sociologie de Bourdieu* (textes choisis et commentés), Bordeaux, Le Mascaret, 1986. Consulter le chapitre III consacré à l'habitus.

¹¹²¹ Bonny, loc.cit., p. 24.

la définition du politique-, mais aussi dans la définition des structures objectives d'intégration de la société. Elle s'intéresse ainsi aux implications épistémologiques, ontologiques et politiques de la globalisation, qui correspond dans l'analyse freitagienne à la généralisation des modalités opérationnelles, systémiques impersonnelles et abstraites à caractère décisionnel, qui caractérisent la postmodernité, à toutes les sociétés contemporaines.

5.4.1 La conflictualisation des « interrelations sociales »

Selon Freitag, si nous voulons juger de la valeur des changements actuels des sociétés contemporaines et du système social que ces changements sont en train d'instituer, c'est normativement et politiquement qu'il faut le faire. Visant l'objectivité historique et le réalisme critique, cette évaluation doit être engagée sur le terrain de l'ontologie « et non pas seulement sur celui de l'expressivité subjective existentielle »¹¹²². La sensibilité de l'analyse freitagienne à l'ontologie dialectique hégélienne l'amène à placer au cœur de sa critique de la postmodernité le concept de l'aliénation « comprise dans le double sens d'une "réalisation objective de l'esprit dans l'extériorité" et d'une "réification", c'est-à-dire d'une "perte de soi" ou d'un "abandon de soi" de cet esprit, dans l'immédiate positivité de la choseité »¹¹²³.

Selon Hegel, le lieu du dépassement des contradictions entre les moments de l'universel et du particulier de la dialectique de l'esprit est le politique. Il conçoit l'État de droit constitutionnel comme le lieu de synthèse qui permet de dépasser la contradiction de ces deux moments sans les anéantir. Suivant Hegel, Freitag souligne que

« (...) c'est en effet dans l'État de droit constitutionnel moderne que l'individu accède à une participation effective et réfléchie à la constitution de la totalité, et qu'il voit sa liberté subjective reconnue non plus de manière seulement particulière, circonstancielle et empirique mais universelle et transcendante. C'est donc dans ce moment de participation et de reconnaissance politique que l'individu parvient à s'élever à l'universel en même temps que l'universel de son côté vient à coïncider avec la liberté de chaque individu. en tant que celle-ci, dans et par la médiation objective de l'État, est reconnue par tous »¹¹²⁴.

Réagissant à la dialectique hégélienne et à sa conception du dépassement des contradictions et de la réalisation concrète de la synthèse objective et réflexive de l'esprit dans l'État de

¹¹²² *L'oubli de la société*. op.cit.. p. 149.

¹¹²³ *Ibid.*, p. 114.

¹¹²⁴ *Ibid.*, p. 115.

droit constitutionnel moderne, Marx a mis l'accent sur l'aliénation capitaliste et sur l'idée de « l'État moderne comme le reflet et l'instrument de maintien de la contradiction et de l'aliénation ancrées dans la société civile bourgeoise, comprise (...) comme le fondement réel concret de la vie sociale dans le monde capitaliste »¹¹²⁵. En partant lui aussi d'une position critique non seulement face à la modernité mais aussi face à son prolongement concret et à sa rupture formelle dans la postmodernité, Freitag affirme que

« (...) le mode de reproduction (de la société) caractéristique de la postmodernité (...) ne réalise en aucune manière un (...) dépassement (des contradictions et des apories de la modernité). mais il représente au contraire une nouvelle forme radicalisée et absolutisée de l'aliénation et de la réification, où non seulement l'idée hégélienne d'une synthèse ultime (dans le politique) est abandonnée mais où s'opère, en plus, pour la première fois dans l'histoire des formes sociétales. la dissolution de tous les lieux ontologiques de synthèse »¹¹²⁶.

Au sens de Freitag, la dissolution tendancielle de toute entité synthétique, tant objective que subjective constitue, en effet, du point de vue ontologique, « la forme matricielle de cette nouvelle aliénation spécifiquement postmoderne ». Les lieux de synthèse objectifs désignent « l'ensemble des médiations symboliques intégrées a priori qui régissent la pratique humaine et qui assurent du même coup son intégration sociale et sociétale ». Quand il parle des lieux de synthèse subjectifs, Freitag fait référence aux « modes de l'individuation subjective-identitaire, tant individuels que collectifs »¹¹²⁷. Explicitant l'aliénation postmoderne au niveau des lieux de synthèse objectifs, Freitag affirme que

« (...) les médiations significatives objectives de l'action et de la pensée, c'est-à-dire l'existence d'une culture commune, d'institutions reconnues, de pouvoirs légitimes auxquels les individus peuvent faire référence dans l'orientation cognitive, normative et expressive de leur action, tendent, dans le mode de fonctionnement décisionnel-opérationnel, à être remplacées ou submergées par des procédures de contrôle impersonnelles au niveau des conditions les plus générales de la régulation de la vie collective, ce qui implique le passage à une nouvelle réalité ayant forme de système et non plus de société ».¹¹²⁸

Les sujets humains concrets et existentiels qui sont le siège de la synthèse subjective ne sont plus, quant à eux, reconnus comme des entités synthétiques *a priori* et indissolubles par le système mais sont décomposés, dans le mode opérationnel de ce système, « en variables, en agglomérats environnementaux, en simples lieux d'assignation d'*input* et d'*output* ». Ceci

¹¹²⁵ Ibid.

¹¹²⁶ Ibid., p. 116.

¹¹²⁷ Ibid.

¹¹²⁸ Ibid.

aboutit à un « déni d'être » au sujet et à sa « perte de reconnaissance commune » qui a des conséquences sur le vécu existentiel du sujet individuel.¹¹²⁹

En attaquant les lieux de synthèse objectifs de l'action et de la pensée tels que la culture commune, les institutions reconnues et le pouvoir légitime, le développement de la société décisionnelle est en train de détruire le fondement de la reconnaissance de l'autre comme « alter ego », mais aussi comme autrui, c'est-à-dire la structure même de la communication, du langage, de la subjectivité, de l'identité, de l'altérité et de la réciprocité. La reconnaissance de l'autre comme « alter ego », qui fonde l'identité (de participation) implique en effet, « la référence à un système significatif commun posé comme a priori de la communication »¹¹³⁰. Selon Freitag, dans les sociétés traditionnelles, cette reconnaissance était concrète.

« (l)es diverses identités sociales étaient constituées dans l'a priori d'une reconnaissance mutuelle des différences de condition, de statut, de fonction, de mode d'être social, et (...) s'emboîtaient ainsi visiblement les unes dans les autres pour constituer en leur articulation une identité collective à laquelle chacun participait de manière particulière »¹¹³¹.

Dans la société bourgeoise moderne, cette reconnaissance était abstraite. On

« (...) tendait à la formation d'une identité individuelle commune à tous dans son abstraction, et coïncidant donc immédiatement avec l'identité collective (le "sujet de droit", le "sujet économique", le "citoyen", "l'homme cultivé", etc. Le reste, le particularisme propre à chacun tombait dans le domaine de la vie "privée", dans le secret de l'intimité qui la protégeait »¹¹³².

Freitag met l'accent sur les implications de la généralisation des modes de régulation opérationnelle, technique et systémique sur l'unité formelle de sujet universaliste tant individuel que collectif ainsi que sur le rapport entre le deux niveaux. Ainsi soutient-il que

« (...) la multiplication des objectifs et des procédures "excentrées" de décision et la diversification des modalités et des titres de participation (organisationnelle) aux rapports de force entraînent une décomposition progressive de l'ancienne unité formelle et abstraite du sujet, tant au niveau individuel que collectif. Du même coup, la mise en coïncidence formelle de ces deux niveaux s'évanouit elle aussi »¹¹³³.

¹¹²⁹ Ibid., p. 117.

¹¹³⁰ Ibid., p. 159.

¹¹³¹ Ibid., p. 158.

¹¹³² Ibid.

¹¹³³ Ibid., p. 159.

Sans retourner à une structure concrète de l'identité, le mode abstrait de reconnaissance et d'identification est détruit privant ainsi la subjectivité individuelle d'un lieu de totalisation et de synthèse. Il en résulte une identité purement empirique et contingente, qui est fragmentée, dont l'imaginaire est désancré, dépolarisé, désenchanté (et qui est donc aussi dépolitisé). En quête de reconnaissance, cette identité éclatée ne peut que se rabattre sur des moments empiriques et désarticulés de subjectivité. Il s'en suit

« (...) un grand déballage de la subjectivité (tel que celui) auquel on assiste (aujourd'hui dans l'engouement généralisé et médiatique pour les récits de vies qui tombent sous le thème à la mode du "retour du sujet", ce qui) coïncide (plutôt) avec une perte de la subjectivité, dont la schizophrénie est le seuil ou la limite »¹¹³⁴.

Privé d'une identification intersubjective *a priori* dans une structure symbolique qui fonde le sens de la subjectivité et surplombe les rapports intersubjectifs, le sujet postmoderne « retombe (alors) sur lui-même pour se nourrir de sa source et s'accroître indéfiniment sur lui-même sans parvenir à se réaliser et à se fixer dans des formes sociales objectives, c'est-à-dire institutionnelles »¹¹³⁵. Comme exemples de formes de renfermement sur soi, Freitag mentionne « la tentation du renfermement totalitaire d'une subjectivité concrète sur l'autre, dans le couple par exemple, ou encore dans le culte de la personnalité et plus généralement dans le narcissisme (c.f. Lasch, 1981) »¹¹³⁶.

Cette identité éclatée, renfermée sur les moments empiriques de la subjectivité est aussi une identité dépolitisée qui ne chapeaute plus de façon abstraite, universelle et institutionnelle les divers vécus immédiats de la culture anthropologique qui avait été refoulée par le déplacement de la reproduction sociale au niveau institutionnel et politique plutôt que culturel. À la place du sujet abstrait et institutionnel (le citoyen) qui fait valoir ses droits politiquement par référence à des principes idéaux universels et qui œuvre aussi politiquement à leur reconnaissance institutionnelle et collective, ce sont les

« divers vécus "immédiats" de la "culture anthropologique" refoulée dans la vie privée (qui) refont surface précisément sous la forme des "droits" et des prétentions subjectives particulières

¹¹³⁴ Ibid., p. 160.

¹¹³⁵ « Imaginaire épistémique, imaginaire socio-politique ». loc.cit., p. 58.

¹¹³⁶ *L'oubli de la société*. op.cit., p. 160.

à faire valoir dans les rapports de force, et par là, ils s'inscrivent à nouveau dans les mécanismes de la régulation sociale »¹¹³⁷.

Ces droits ne sont plus intégrés au niveau sociétal qu'*a posteriori* par ajustements et adaptations mutuels purement empiriques ou pragmatiques et non plus par leur identification préalable à des principes universels dont ils sont déduits normativement.

Plutôt que de signaler le retour du sujet, l'inflation des vécus immédiats qui refont surface sous la forme des droits particuliers, « répond (...) au thème de la "mort du sujet" »¹¹³⁸ au sein de la nouvelle structure de totalisation sans totalité qu'est le système. Ne se reconnaissent plus au sein d'un droit universel qui est l'expression politique et idéale de principes supérieurs (la justice, l'égalité, etc.) qui fondent l'esprit du droit, les droits particuliers sont revendiqués et affirmés individuellement dans un contexte de juridicisation du droit qui est l'expression de la dissolution postmoderne du politique dans le judiciaire. Les droits particuliers tendent alors, comme le remarque Freitag, à « se réaliser dans une compulsion "délirante" pour le litige et la mise en procédure »¹¹³⁹. Une conflictualisation généralisée des interrelations sociales¹¹⁴⁰ (note de bas de page sur cette notion) accompagne ainsi « la mutation du droit normatif en droit opérationnel »¹¹⁴¹, qui est consubstantielle de la mutation postmoderne de la société.

Cette conflictualisation généralisée des interrelations sociales est exacerbée par une autre conséquence de la dépolitisation de l'imaginaire postmoderne qui est la projection de cet imaginaire, en l'absence de structuration sociétale synthétique et apriorique des rapports sociaux, « directement dans le monde systémique de l'économie, sous le mode d'une

¹¹³⁷ Ibid., p. 161.

¹¹³⁸ Ibid.

¹¹³⁹ « Imaginaire épistémique. imaginaire socio-politique ». loc.cit., p. 59.

¹¹⁴⁰ Freitag affirme qu'« on passe d'une structuration sociétale synthétique et apriorique des rapports sociaux à une "toile" (*web*) indéfiniment extensible et complexifiable d'interrelations communicationnelles entre les individus, dans laquelle la régulation intervient principalement *a posteriori*, toujours ponctuellement et circonstanciellement-contextuellement, pour assurer non plus un ordre d'ensemble, mais une circulation généralisée: et le seul mode d'unité "sociétale" est dès lors celui qui rétablit sans cesse cette circulation généralisée dont le maintien et l'expansion sont devenus l'unique condition fonctionnelle de l'existence du tout, lui-même réduit à un simple ensemble dynamique (*ongoing concern* comme disait Parsons dont la théorisation sociologique s'est justement située sur le moment du passage d'une conceptualisation fonctionnaliste à une compréhension systémique de la vie collective) ». « Imaginaire épistémique. imaginaire socio-politique ». note no 76, loc.cit., p. 57

¹¹⁴¹ « Imaginaire épistémique, imaginaire socio-politique », loc.cit., p. 59.

participation compulsive à la consommation, d'une course à la réussite ou d'une exigence anxieuse de sécurité (assurance, etc.) »¹¹⁴². Or l'économie ne fonde pas de lien social. C'est le règne de l'intérêt privé qui fonde l'individualisme possessif dont la prédominance aboutit à un solipsisme généralisé contraire à toute conception de l'être comme être-entre ou comme être-ensemble (*mit-sein*). Contrairement à ce qu'affirme le credo libéral et néolibéral, le marché ne peut pas fonder de lien social. C'est même la société de marché (société capitaliste) qui a paralysé les capacités dialogiques de la raison moderne à cause du règne de l'intérêt privé comme seul principe de constitution et de régulation des liens sociaux. Or le règne de l'intérêt privé comme seul fondement des liens sociaux est celui de la non reconnaissance de l'autre, de la disparition de la possibilité de sa représentation symbolique, de sa présentification en soi.

Si le capitalisme classique s'appuie sur la propriété privée et si « le droit de propriété est à la fois l'expression principielle de la liberté moderne et le fondement de son exercice social pratique (voir Hegel et Kant) », ce droit se transforme en droit de possession illimité dans le sillage de la mutation postmoderne qui a d'abord eu lieu aux États-Unis. L'individu des théories libérales (ex : Locke) qui se trouve au fondement du credo libéral -et qui est repris dans les slogans néolibéraux-, est en effet conçu dans son individualité immédiate qui est complète et libre en elle-même. Elle l'est dès l'état de nature et non pas face à la société qui constitue la condition ontologique de son existence et de son autonomie. Sa liberté est comprise comme « disposition naturelle de l'individu à poursuivre son intérêt » (ex : Locke, Montesquieu). Cette individualité est caractérisée par son individualisme possessif¹¹⁴³. Elle est en ce sens un être-là exclusif en état de tension (concurrence) avec les autres individualités. Cet individualisme implique que l'autre est exclu. La prise en possession des choses par les individus exprime en effet « la puissance (du soi) à l'égard de toutes choses », mais elle « revêt aussi la signification d'exclure un tiers ».¹¹⁴⁴

Les théories modernes essayent de comprendre comment cette possession devient légitime ou de droit. Or cette légitimité au sens de Hegel ne peut venir d'un droit naturel, ni de

¹¹⁴² Ibid.

¹¹⁴³ Crawford B. Macpherson, *La théorie politique de l'individualisme possessif de Hobbes à Locke*, Gallimard, Paris, 2004.

¹¹⁴⁴ Hegel, *Philosophie de l'esprit*, p. 216. cité in Jacques Taminaux, *Naissance de la philosophie hégélienne de l'État*, Payot, Paris, 1984, p. 34.

l'immédiateté de la possession mais d'une reconnaissance préalable entre les individus. Cette reconnaissance est ce qui vient avant. Elle est « la première chose qui doit advenir ». Loin de fonder le lien social, l'intérêt individuel fondé dans la possession des choses, ne peut être reconnu comme légitime que médiatisé par le lien social qui vient avant lui. Ainsi la possession des choses « n'est pas essentielle », elle ne fonde pas de lien. L'individualisme possessif qui exclut l'autre comme conscience effective exclut aussi la possibilité de rencontre d'avec soi-même car « on ne vaut pas à titre de singularité immédiate exclusive de l'autre, mais à titre de singularité médiatisée par l'autre »¹¹⁴⁵. De même, la sursumption de l'être de l'étranger en celui de son pour-soi le plus propre est la condition de la transformation de l'individualité naturelle immédiate en personnalité juridique. Pour qu'il y ait droit il faut qu'il y ait reconnaissance de l'autre et de soi à travers l'autre, donc « il faut que la primauté de l'individualisme possessif soit dépassée »¹¹⁴⁶.

5.4.2 De la totalisation politique à l'intégration systémique des entités sociales opérationnelles : Analyse phénoménologique des conséquences de la dissolution du politique

Dans la perspective hégélienne, si le conflit est la caractéristique de l'état de nature, le passage à l'état de droit n'est pas une élimination du conflit mais transformation de la négation réciproque en sursumption, c'est à-dire en « négation qui conserve autrement ou à un autre niveau »¹¹⁴⁷. Le principe de la souveraineté du pouvoir dans la théorie politique moderne réalise ceci : L'État est à la fois cet universel qui nie le particulier mais sans lequel le particulier ne vaut pas ni pour soi ni pour les autres particuliers. En lui se réalise l'harmonisation de l'universel et du particulier qui les conserve tous les deux et ne les élimine pas. Cette intégration du particulier dans l'universel au sein du politique est ce qui permet la remise de l'universel sous forme polémique dans le processus démocratique. Comme l'affirme Rancière en effet le processus démocratique implique « l'action de sujets qui, en travaillant sur l'intervalle des identités, reconfigurent les distributions du privé et du public, de l'universel et du particulier ». De même, le politique commence par la reconnaissance de l'existence d'un monde commun « sous la forme d'un espace public où

¹¹⁴⁵ Hegel, *Philosophie de l'esprit*, cité in Taminaux. op. cit., p. 36.

¹¹⁴⁶ Ibid., p. 36.

¹¹⁴⁷ Ibid.

deux groupes parlent, (...) échangeant leurs arguments, où le sujet politique peut s'identifier à un universel commun à tous »¹¹⁴⁸. Comme l'affirme Rancière, la subversion politique a lieu dans l'identification d'un écart d'avec cet universel.

Mais « cette scène “argumentative” politique n'existe justement pas dans le monde privé du travail et de l'économie »¹¹⁴⁹, qui dans la vision libérale sont le lieu de la rencontre d'intérêts privés. Dans la seule rationalité des intérêts privés, le libéralisme classique prétendait trouver un meilleur principe de constitution et de régulation des liens sociaux, une meilleure voie de leur pacification à travers leur dépassionnalisation. Mais la réalisation de ce credo libéral repris par l'idéologie néolibérale dans la société de marché constitue une transformation de la raison normative de la modernité en raison instrumentale seulement préoccupée par la domination de la nature. Cette transformation a abouti à la mise en échec du projet politique de la modernité de faire régner les normes juridiques qui substituent les rapports de droit aux rapports de force et qui lient le pouvoir et le limitent par la légitimité.

Cette transformation ouvre elle-même la voie à l'autofinalisation de l'économie et du marché qui répondent désormais, dans le cadre de la financiarisation du capitalisme, à une raison cybernétique qui n'est plus orientée par une finalité significative du point de vue des sociétés. Cette transformation aboutit à la destruction du monde comme monde commun et au règne non plus de la logique du politique, qui intègre le multiple au sein du politique, mais de la logique de la police qui aboutit à ramener sans cesse l'universel à « un partage du pouvoir entre naissance, richesse et compétence qui joue dans l'État comme dans la société » c'est-à-dire à une privatisation du public et à une particularisation de l'universel¹¹⁵⁰. Or, comme l'affirme Rancière, « la démocratie ne s'identifie pas à la domination de l'universel sur le particulier car l'universel est sans cesse ramené sous la logique de la police »¹¹⁵¹.

Si la modernité a ouvert la voie à l'autonomisation de l'intérêt individuel, en le détachant des normes culturelles et symboliques dans lesquelles il était inscrit dans l'économie traditionnelle et qui transcendaient ses modalités formelles de fonctionnement, le sens de

¹¹⁴⁸ « La mésentente », in Jacques Poulain, Françoise Gaillard et Richard Shusterman. *La modernité en questions*, op.cit., pp. 169-185, p. 180.

¹¹⁴⁹ Ibid. p. 178.

¹¹⁵⁰ Rancière. *La haine de la démocrate*, op.cit., p. 69.

¹¹⁵¹ Ibid.

l'émancipation de l'individu dans la modernité demeurait attaché à l'horizon collectif. C'est collectivement que les citoyens pouvaient agir politiquement (la volonté générale : Rousseau) et c'est par rapport à la collectivité qu'ils pouvaient inscrire leur émancipation individuelle et collective. La société comme entité *sui generis* s'exprimait de façon réflexive dans le politique qui est le lieu de la détermination de son identité, de la réalisation de son unité et de son action réflexive sur elle-même¹¹⁵². Si la modernité a donc ouvert la voie à l'autonomisation actuelle des intérêts à travers l'autonomisation de l'individu, elle a conservé une normativité dont la source n'est plus la culture ou la religion mais l'ordre politique et institutionnel. L'individu s'y affirmait à travers une identité universelle abstraite (comme citoyen) dont la tension avec la « perpétuelle privatisation de la vie publique » constituait le propre du jeu politique. C'est ainsi que la normativité politique permettait en même temps de limiter et d'encadrer les conséquences sociales du développement du capitalisme industriel.

Dans la société capitaliste postmoderne, la participation de l'individu à la société n'est plus faite à travers une identité universelle abstraite de l'individu autonome (chère aux libéraux) mais à travers « une identité partielle et tronquée qui a son fondement dans les conditions particulières (“curriculaires”) de participation à la société organisationnelle »¹¹⁵³. À travers leur participation organisationnelle et corporative,

« (...) les individus et les groupes se trouvent à nouveau hiérarchisés selon la puissance qu'ils détiennent empiriquement dans les jeux de l'influence, selon la capacité qu'ils ont de mobiliser toutes sortes d'intérêts et d'identités spécifiques et selon les aptitudes qu'ils déploient pour faire reconnaître dans le public de manière médiatique, la légitimité de leurs objectifs ou la valeur des finalités qu'ils poursuivent, ces finalités et cette valeur finissant par s'identifier tautologiquement aux conditions d'opération du système et à la puissance qui y est détenue ou exercée »¹¹⁵⁴.

C'est ce qui transforme l'espace public en espace publicitaire régi non plus par la logique politique (de mise en scène politique d'une faille, d'un écart par rapport à un principe universel) mais de sollicitation médiatique, de séduction (et de simulation).

À ce nouveau contexte de dissolution de l'individualisme transcendantal caractéristique de la modernité et de sa « triple figure du citoyen (champ politique), de la personne responsable

¹¹⁵² C.f. Freitag, *Dialectique et société*, vol. II, op.cit, notamment chap. 8 « Aperçu phénoménologique sur la nature du politique », pp. 169-180.

¹¹⁵³ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 220.

¹¹⁵⁴ Ibid.

(champ éthique) ainsi que de l'individu économe et calculateur (l'ascétisme tourné vers le monde de Weber) »¹¹⁵⁵, correspond, ce que Riesman décrit comme une personnalité qui n'est plus « *inner-directed* », c'est-à-dire « qui est mue par un gyroscope interne (auquel correspond en termes psychanalytiques une sorte d'hypertrophie du "surmoi" », mais

« (...) une nouvelle personnalité "*other-directed*" qui n'est plus guidée de l'intérieur de manière fixe, ferme et stable, mais qui doit s'orienter comme un radar dans un environnement toujours mobile et incertain pour s'y adapter sans cesse (tout en étant mue désormais par ses pulsions du "ça", qui tentent de prendre leur revanche) »¹¹⁵⁶.

Loin de réaliser l'idéal de l'autonomie et de la liberté individuelles, cette nouvelle individualité tend à être, au contraire, assujettie au contrôle, à l'influence et à la manipulation de toutes sortes d'organisations qui « gèrent les différents paramètres de sa vie en tant que ceux-ci entrent justement dans leurs environnements respectifs »¹¹⁵⁷. L'image qui peut décrire cette individualité est celle de « l'individu téléguidé » qui ne tend plus vers l'idéal de l'émancipation de la réflexivité critique mais vers « la réactivité comportementale irréfléchie et largement aléatoire, et dont l'accomplissement et les effets deviennent dès lors objets de simples prévisions ». Dans ce contexte l'action « n'est plus formée que d'attitudes et de réactions adaptatives, aux divers environnements systémiques »¹¹⁵⁸.

Ces environnements systémiques qui sont le résultat du fractionnement de la société contemporaine en des « entités sociales opérationnelles et techniquement particularisées autour de la réalisation d'objectifs quelconques (...) interagissent en pure extériorité les uns avec les autres, selon des modalités d'action stratégique, des rapports de force, de programmation, de décision et de contrôle »¹¹⁵⁹. Leur coordination s'opère selon une logique d'intégration systémique qui procède de manière purement technique privant l'individualité et la société postmodernes d'une totalisation synthétique qui puisse créer un sens unifié. La structure opérative unifiée de tous les environnements

¹¹⁵⁵ Ibid., p. 105.

¹¹⁵⁶ Ibid.

¹¹⁵⁷ Ibid., p. 105-106.

¹¹⁵⁸ Ibid., p. 97.

¹¹⁵⁹ Ibid., p. 111

« (...) tend à jouer le rôle de “médiation généralisée” entre tous les éléments actifs et autonomisés du système. Mais cette médiation, précisément, n’en est pas une puisqu’elle ne possède plus aucune valeur synthétique, réflexive, symbolique propre. Elle n’est plus qu’un “milieu communicationnel et médiatique généralisé”, qui finit par s’imposer comme la forme la plus évidente, la plus contraignante de la réalité »¹¹⁶⁰.

La structure unifiée de tous les environnements organisationnels qui sont le produit du fractionnement de la société ne constitue pas « le monde ». Elle n’est pas « la totalité de ce qui est », mais plutôt « l’ensemble de tout ce qu’on peut faire, prévoir, contrôler, transformer à volonté dans n’importe quel environnement : un monde entièrement centré sur “notre” puissance d’agir et qui en résulte directement, actuellement et surtout virtuellement »¹¹⁶¹. Cette puissance d’agir ne revient plus aux individus ni à la société (à travers ses institutions reconnues et son pouvoir légitime) mais aux organisations. Ainsi nous échappe-t-elle « dans son objectivation » et prend-elle valeur de réalité première. « Ainsi s’efface progressivement la différence entre le réel et le possible, entre l’*analogon* imaginé ou imaginaire et l’objet existant en soi »¹¹⁶².

Tout en colonisant le « monde de la vie », celui de la culture, des besoins, de la « vie matérielle » au sens de Braudel¹¹⁶³, les organisations créent leurs propres environnements réels et virtuels qui n’ont plus rien à avoir avec le monde réel de la vie, de la culture. Ceux-ci deviennent des ressources (les « ressources humaines ») ou des *inputs* qui ne sont considérés que comme matière première de l’action autoréférentielle et autofinalisée des systèmes organisés. Ils sont mobilisés comme base pour l’optimisation des puissances d’agir particulières de ces systèmes organisés qui contrôlent directement les opérations et l’action par l’information, qui obéit au principe de l’efficacité.

Au sens de Freitag, contrairement à la société, la structure unifiée de tous les environnements organisationnels n’est plus donc régie indirectement par des institutions, ni par la signification et le sens, ni par la norme et l’obligation, qui sont détruits dans la logique pragmatique et opérationnelle de ces environnements, mais à travers le contrôle direct des opérations et de l’action par l’information qui ne « se mesure (qu’) à son efficacité et à ses

¹¹⁶⁰ Ibid.

¹¹⁶¹ Ibid., p. 389.

¹¹⁶² Ibid.

¹¹⁶³ *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XI^e-XVIII^e siècles*, 3 vol., Paris. Armand Colin, 1979.

effets sur d'autres systèmes d'information »¹¹⁶⁴. Il s'agit ici de l'information telle que conçue dans la théorie de l'information et traitée dans les technologies de l'informatique. Cette information

« (...) n'a rien à voir avec la signification entendue au sens phénoménologique ou subjectif; elle est uniquement mesure de variation, analyse d'ordre séquentiel, numérisation de tout processus et de tout phénomène à travers sa description linéaire, comme dans le balayage de l'image télévisée; elle inscrit par conséquent tout phénomène qu'elle décrit comme un moment transitoire dans un procès global de transformation »¹¹⁶⁵.

Étant donné que son champ d'application est virtuellement sans limites, elle est « synonyme de la transformabilité de tout en tout, selon des algorithmes quelconques ». C'est ce qui lui permet de « prendre la place et la forme du symbolique et de la conscience en en prenant possession et en devenant « la conscience opérante "sans sujet ni fin", "sans altérité" »¹¹⁶⁶.

Coupée de l'expérience synthétique (sensible et symbolique) qui constitue le fondement de la conscience de soi du sujet, ainsi que de sa conscience du monde telle que connue depuis que les sociétés existent, il n'existe pour l'information telle que traitée dans les technologies informatiques « ni "être", ni "sentir", ni "pensée", mais seulement action et transformation, quel qu'en soit le support (physique, biologique, symbolique) : tout devient formel, purement processif »¹¹⁶⁷, faisant disparaître du même coup « tout jugement synthétique (...) de même que toute pensée tant théorique que pratique »¹¹⁶⁸. C'est ce qui transforme la société en un vaste système opérationnel où

« (...) le principe de la synthèse de l'expérience sociale qui est à la base de la culture, du langage, de la civilisation est abandonné morceau par morceau, séquence par séquence, dans le procès de l'informatisation progressive des activités et des interactions concrètes et toujours particulières dans laquelle cette synthèse est produite, reproduite, transmise et transformée »¹¹⁶⁹.

¹¹⁶⁴ Ibid., p. 387.

¹¹⁶⁵ Ibid.

¹¹⁶⁶ Ibid.

¹¹⁶⁷ Ibid., pp. 387-388.

¹¹⁶⁸ Ibid., p. 391.

¹¹⁶⁹ Ibid., p. 393.

La logique opérationnelle-systémique agit donc à un niveau très profond de l'expérience humaine. Selon Freitag, « au cœur de l'opérationnalité systémique, on a (...) la dissolution "ontologique" de la régulation symbolique et de toute dimension synthétique qui lui correspond ». Plus profondément encore cette dissolution ontologique, « s'enracine dans la dissolution (...) de la dimension synthétique de l'expérience sensible propre à la vie en général », étant donné que l'opérationnalité systémique vient s'installer au cœur des rapports des êtres vivants avec leur milieu » qui sont normalement intégrés dans une expérience synthétique.¹¹⁷⁰

Dans la société de communication et de consommation qui succède à la société industrielle de production, les systèmes d'information, de communication et de contrôle exercent alors une emprise sur la réalité telle qu'ils « deviennent (ultimement) eux-mêmes la réalité la plus objective et la plus englobante »¹¹⁷¹. Ils « se substituent au symbolique comme médiation des rapports entre les hommes, et aux mathématiques classiques comme mode un universel de description de la nature ». Leur mode de fonctionnement devient « la « forme générale de l'action humaine »¹¹⁷² et se place désormais entre le sujet et l'objet, c'est-à-dire au cœur même du « rapport d'objet ».

Si le développement de la gestion scientifique du travail a dépossédé l'ouvrier de son savoir-faire synthétique tout en lui faisant échapper « tout rapport expressif-synthétique avec la nature et la forme de l'objet produit », l'extériorisation des capacités non seulement symboliques et intellectives mais aussi sensibles (ex : le champ de l'intelligence artificielle) en dehors de l'unité synthétique du sujet dans des systèmes informatiques et des logiciels « n'aboutit pas à la libération de l'intellect et de la capacité d'expérience phénoménale », contrairement à ce que prétendent ses promoteurs, mais à l'extériorisation et à l'objectivation de l'ensemble de l'ordre symbolique. Or le symbolique est ce qui définit la vie proprement humaine. D'où l'informatique devient-elle « sur le plan social et sociétal, le nouveau langage universel dans lequel tout est décomposable analytiquement en paramètres opérationnels, et où tout est recomposable de manière purement stratégique ». C'est ainsi que « l'informatisation participe directement (...) à la réduction analytique, « informationnelle-

¹¹⁷⁰ « L'avenir de la société. globalisation ou mondialisation? ». loc.cit., p. 173.

¹¹⁷¹ *L'oubli de la société*, op.cit., p. 390.

¹¹⁷² Ibid., p. 385.

communicationnelle », de toute dimension représentative et synthétique qui est essentielle au symbolique, et elle participe donc à la « désymbolisation » du social comme tel, partout où elle pénètre »¹¹⁷³.

À la première aliénation capitaliste de l'ouvrier par rapport au produit de son travail et qui a altéré considérablement son expérience sensible (ex : expérience moderne de l'automatisation du travail dont les effets sur l'expérience du monde ont été si bien décrites par Walter Benjamin)¹¹⁷⁴ et son rapport expressif synthétique avec la nature, succède une autre aliénation qui, cette fois-ci, ne concerne plus l'ouvrier et le processus de production des biens matériels mais l'ensemble des activités de communication significative, qui fondent l'expérience du monde comme monde commun mais aussi le mode de constitution de l'identité, qui ne se définit que dans l'expérience synthétique à travers l'épreuve de l'altérité.

L'altérité n'est en fait reconnue qu'à travers sa représentation et mise en scène (donc sa mise à distance) symbolique par l'imaginaire¹¹⁷⁵, qu'elle structure par là même. L'emprise sur cet

¹¹⁷³ Ibid., pp. 392-393.

¹¹⁷⁴ On retrouve l'idée de dissolution de la dimension synthétique de l'expérience humaine dans l'analyse que fait Walter Benjamin de la destruction des conditions de possibilité de l'expérience avec le règne de la technique reprise par le philosophe italien Giorgio Agamben (*Enfance et histoire. Destruction de l'expérience* (trad. De l'italien par Yves Hersant), Paris, Payot et Rivage, 2001. 2002). L'expérience à laquelle se réfère Benjamin ici est entendue au sens de *Erfahrung* et non comme *Erlebnis*. Benjamin distingue en effet, dans sa conception de l'expérience historique, entre l'authentique expérience historique (*Erfahrung*) et les simples moments vécus (*Erlebnis*). Comme le constate Michael Löwy : « tandis que la première est un trait culturel enraciné dans la tradition, la deuxième se situe à niveau psychologique immédiat qui n'a pas du tout la même signification ». En citant Benjamin, il ajoute : « L'expérience appartient à l'ordre de la tradition, dans la vie collective comme dans la vie privée. Elle se constitue moins de données isolées, rigoureusement fixées par la mémoire que de données accumulées, souvent inconscientes qui se rassemblent en elle » (Michael Löwy, « Walter Benjamin critique du progrès. À la recherche de l'expérience perdue », in *Walter Benjamin et Paris*, Paris, Éditions du Cerf, 1983, pp.629-639, p. 632). L'avènement de la modernité est associé dans la pensée de Benjamin à la perte de l'*Erfahrung* collective pré-capitaliste présente dans la narration et les contes de fées et qui se représentaient la nature comme le complice de l'homme. L'essor de l'industrie moderne et la production des marchandises sont étroitement liés chez Benjamin à l'idée de « transformation en automate ». En effet, la technologie nouvelle opère selon lui un « dressage des corps » en leur imposant une adaptation à son rythme continu et uniforme d'une façon qui les transforme en « automates ». Les travailleurs aux prises avec la machine illustrent cette image à travers leurs gestes répétitifs, vides de sens et mécaniques. L'allégorie de l'automate est centrale dans les derniers écrits de Benjamin (ex : ses écrits sur Beaudelaire de 1936-1939, les *Passagen-Werk*, ses *Thèses sur le concept d'histoire*). Selon lui, le monde moderne est celui de la transformation généralisée des êtres humains en « poupées » et en « automates ». La perception humaine s'en trouve tellement affectée qu'elle « transforme les "expériences" (*Erfahrungen*) en "expériences vécues" (*Erlebnisse*) » sous « le choc répété des impressions (*Chockerlebnisse*) ». Cette désintégration du contenu de l'expérience fait que « la mémoire ne retient pas ce qui s'est passé ni la signification qu'a un événement dans notre vie : la conscience ne fait qu'enregistrer que quelque chose s'est produit », comme le fait remarquer Rolf-Peter Jans en analysant l'idée de perte de l'expérience chez Benjamin (« Expérience mythique et expérience historique au XIX^e siècle », in *Walter Benjamin et Paris*, op.cit., pp. 453-466, p. 46).

¹¹⁷⁵ Jeffrey Alexander, « Citizen and Enemy as Symbolic Classification: On the Polarising Discourse of Civil Society », in Shirin Rai, (dir.), *Real Civil Societies*, London, Sage Publications, 1998.

imaginaire des technologies de la communication et de l'information et de leur représentation numérique du monde qui devient « le nouveau lieu ou mode universel de la signification, le nouveau mode de constitution de l'identité »¹¹⁷⁶, élimine la distance entre le représentant et le représenté qui « pour la première fois se confondent, ils agissent l'un sur l'autre, sans passer par la médiation du rapport dialectique que toute identité entretenait jusqu'ici avec l'altérité, que ce soit celle du monde ou celle d'autrui »¹¹⁷⁷. Le langage numérique est en effet un langage qui

« (...) à la différence des langages "naturels". c'est-à-dire les médiations culturelles de l'humanité, (...) n'est plus produit dans une expérience du monde qui a été mise en commun à travers la patiente épreuve du temps; il l'est dans l'impatience immédiate du pouvoir faire et dans l'arbitraire débridé de l'imaginaire technologique : dans l'urgence immédiate du tout est possible, où rien ne se tient plus en soi-même »¹¹⁷⁸.

Les médiations culturelles, quant à elles, sont formées dans la confrontation existentielle à la résistance des choses et l'altérité d'autrui donc en fournissant au sujet une existence réelle liée à une place dans le monde forgée à travers la participation au sens construit collectivement (les normes, les valeurs) ou même à travers son opposition et sa contestation de ce sens, ce qui lui donne une reconnaissance. Quand elles n'étaient plus capables d'assurer à elles seules l'intégration du tout et la stabilité du sens, les médiations culturelles ont été remplacées comme mode de construction de l'identité de la société par les médiations politiques et institutionnelles, ce qui donnait toujours aux identités individuelle et collective un cadre de définition et d'intégration par-delà les conflits qui traversent et structurent la société moderne. Ainsi le mode de reproduction politico-institutionnel a-t-il constitué le cadre abstrait et universel de définition et d'intégration des identités particulières plurielles au sein de la modernité dont l'État constitue le lieu et le moment de synthèse du particulier dans l'universel.

Le langage numérique, dont l'emprise sur l'imaginaire contemporain est assurée par la généralisation extensive et intensive des technologies de l'information et la communication dans tous les champs de la vie, produit quant à lui directement la réalité et ne le représente plus, sans répondre à aucune exigence ontologique de reproduction et de permanence mais selon les critères de l'efficacité, l'efficacité et l'immédiateté du faire. Le réel ainsi produit et

¹¹⁷⁶ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 394.

¹¹⁷⁷ Ibid.

¹¹⁷⁸ Ibid.

non plus représenté à travers une expérience synthétique du monde est « le produit de la conversion immédiate de la pensée en technologie productive »¹¹⁷⁹, du politique dans la gestion, le contrôle, la décision, l'influence qui se traduisent dans le langage de la politique postmoderne « gouvernance ».

La conversion immédiate de la pensée en technologie réalise immédiatement le spectre de tous les possibles dans le virtuel en franchissant ainsi toutes les limites et en dissolvant tous les genres. Si l'en-soi se tient toujours dans des limites qui le définissent et lui donnent sa forme, cette dissolution de toutes les limites détruit en même temps tout en-soi, toute identité synthétique. Le virtuel n'obéit à aucun principe de réalité ni d'identité. En lui « tout est virtuellement partout et en même temps » aboutissant ainsi à la « fin réelle-pratique (et pas seulement théorique ou philosophique) de la représentation dans la sensibilité comme dans le concept, puisque le virtuel se présente partout comme le réel, immédiatement sans distance »¹¹⁸⁰. Or le réel n'est pas ce qui est simplement. Il est plutôt

« (...) ce qui existe dans une distance, une distance qui est en lui comme une faille intime, ontologique. Et nous sommes nous-mêmes, comme sujets la constitution de cette faille. Nous n'habitons que dans la non immédiateté d'exister quelque part dans ce qui nous a depuis toujours précédé »¹¹⁸¹.

À cause des liens intimes tissés dans la société postmoderne entre la technologie informatique, la société de gestion, d'organisation et des systèmes, la fin réelle-pratique de la représentation touche l'ensemble de l'expérience sociale dont tous les champs sont désormais affectés par la décomposition des finalités et des valeurs d'orientation. La dissolution du moment synthétique de l'expérience sociale et existentielle concerne ainsi non seulement le champ de l'expérience symbolique mais d'autres champs institutionnalisés de cette expérience sociale et existentielle : le politique, l'économie, la culture, la recherche scientifique, etc. Ainsi affirme-t-il que si

« (...) dans l'expérience symbolique en général, il y a suppression de la représentation dans la communication opérationnelle et informatique; dans le politique, il y a dissolution du pouvoir et de l'action politique réfléchie (la praxis) dans des systèmes et procédures de contrôle, de prise de décision et de gestion; dans l'économie dominée par la régulation financière spéculative, il y a abolition de toute référence à une structure des besoins à toute finalité humaine, sociale et naturelle extrinsèque; dans la culture, il y a dissolution des formes signifiantes synthétiques dans

¹¹⁷⁹ Ibid., p. 388.

¹¹⁸⁰ Freitag. « Penser l'aporie postmoderne ». *loc. cit.*, p. 9.

¹¹⁸¹ Ibid.

des procès médiatiques dominés par une logique comportementale; dans la connaissance scientifique, il y a abandon de la finalité cognitive au profit d'un principe d'efficacité opérationnelle qui est intégré dans les programmes de recherche technoscientifiques, etc. »¹¹⁸².

La même production de la réalité a donc lieu dans le développement auto-référentiel des nouvelles technologies informatiques et cybernétiques, dans la financiarisation spéculative de l'économie globalisée, dans la production médiatisée de la culture de masse. Tout ceci aboutit à la décomposition du concept moderne de société, comme totalité investie d'une référence idéalisée à une finalité collective synthétique, en une multitude d'organisations centrées sur des intérêts particuliers et fonctionnant en réseaux. L'intégration d'ensemble de cette réalité fragmentée se recompose sur le mode systémique qui constitue le mode de régulation typique de la postmodernité.

L'espace social n'est plus ainsi constitué comme « un espace commun de vie dans lequel les êtres humains réalisent ensemble leur humanité et leur socialité »¹¹⁸³. Cet espace « objectivement constitué et institué par le symbolique en dehors des individus qui doivent l'« interioriser » dans le cours de leur formation et de leur socialisation », constitue la condition ontologique ou existentielle qui permet d'appréhender les faits sociaux ainsi que la réalité qui englobe les actions et interactions individuelles (en tant qu'elles sont significatives) et l'humanité ou l'identité spécifique des êtres sociaux. Dans le cadre de la mutation postmoderne, cet espace est intégré directement dans le fonctionnement systémique. Son altérité est dissoute dans le champ organisationnel « qui non seulement s'en assure le contrôle, mais encore le produit comme tel créativement, ce qui manifeste la mutation de l'espace public en espace publicitaire et celle de la société civile en réseaux d'interaction systémiques »¹¹⁸⁴.

Dans le nouvel univers systémique unidimensionnel et autoréférentiel, la vie privée, l'espace public et la société civile fusionnent dans l'espace systémique abstrait. Ils sont « internalisés » dans le système qui tend ainsi à se substituer lui-même à la société. Or « dans la théorie politique classique, l'espace public, le *Koinon*, se réfère depuis les Grecs à l'espace de la liberté des citoyens dans lequel s'exerce leur capacité de participation critique à la gestion des affaires communes ». Il s'agit au sens de Freitag d'un « espace qui est soustrait à

¹¹⁸² « L'avenir de la société. Globalisation ou mondialisation? ». loc.cit, p. 174.

¹¹⁸³ Ibid., p. 148.

¹¹⁸⁴ Freitag, *L'oubli de la société*, op.cit., p. 405.

la domination et (qui) est soumis au principe de délibération ». C'est l'espace de manifestation du sujet politique, de l'expression du litige politique, de définition de l'unité de la société, de son auto-réflexivité et de son action sur elle-même.

La transformation de cet espace politique en un espace abstrait dans le contexte de la mutation postmoderne abolit la société comme espace de la reconnaissance, de la réciprocité et de la solidarité, qui la fondent comme espace de vie et comme champ symbolique des interactions des êtres humains et à travers lequel ils s'affirment en même temps comme *zoon politikon* (Aristote). Cette transformation n'est pas à comprendre ainsi comme l'affirme le discours néolibéral comme une libération qui va dans le sens d'une autonomisation plus grande des individus et de la société. Ceci est d'autant plus vrai que cet espace abstrait est aussi un espace sans obstacles au déploiement de la logique de la puissance. Ce qui est décrit comme une autonomisation plus grande de l'individu aboutit au contraire à un plus grand assujettissement de l'individualité à une logique systémique qui pénètre tous les aspects de la vie, mobilise l'imaginaire, phagocyte le monde de la vie. La montée en puissance de l'agir technique qui sous-tend l'expansion de la logique systémique ne va de pair avec une croissance parallèle de l'incapacité de résoudre politiquement les problèmes collectifs de l'humanité, notamment de ceux qui sont imposés par l'expansion (polarisante) du capitalisme et de ses modes d'organisation et de gestion des sociétés (croissance des inégalités et de la misère, pollution, surpopulation, risques militaires, retour du colonialisme, terrorisme, etc.).

C'est dans le cadre d'une telle transformation qu'il faut comprendre la crise de la démocratie dans les sociétés libérales mais aussi le retour à un discours répressif qui joue sur les peurs collectives (contre l'ennemi externe, l'ennemi interne, les épidémies, etc.). Cette crise est inhérente à « l'abandon des références transcendantales qui avaient orienté et légitimé durant l'essor de la modernité, le déploiement d'un mode de régulation normatif (...) universaliste à caractère politique »¹¹⁸⁵. En vertu du processus d'autofinalisation du système technique, technologique et technocratique et d'érosion des références transcendantales, la démocratie n'est plus l'expression du mode d'existence politique de la société. Avec le procès de la globalisation, cette érosion des références transcendantales politiques prend une proportion dramatique à travers le « désengagement systématique des États »

¹¹⁸⁵ Ibid.

Conclusion

La critique freitagienne de la mutation postmoderne et du processus de généralisation (globalisation) des modes de régulation qui la caractérisent offre des pistes pour la réflexion critique sur les transformations que connaissent les sociétés contemporaines et permet un éclairage global qui relie de façon synthétique les différents aspects d'une réalité en mouvement, dont nous faisons irrémédiablement partie. Cette critique touche aux fondements même de la réalité qui nous entoure et du monde en tant que monde. Elle permet de juger et d'évaluer les transformations actuelles des sociétés contemporaines, dans leur continuité avec les structures historiques du capitalisme et avec les modes de régulation de la modernité, tout en soulignant les différents symptômes de la rupture qui les marque. Se plaçant sur le plan de l'ontologie, cette critique renvoie aux modes de constitution de l'ordre d'ensemble de la société, ainsi que de définition de son unité, de son identité et de son intégration.

L'analyse freitagienne de la société nous permet de comprendre la situation contemporaine comme s'inscrivant dans une continuité concrète avec la modernité mais aussi comme inaugurant une rupture fondamentale avec la logique formelle de cette modernité. Au sens de Freitag en effet, loin de constituer une « fin de l'histoire », l'époque actuelle marquée par la prédominance de la globalisation néolibérale fait encore face aux problèmes non résolus de la modernité. Face à ces problèmes, elle semble impuissante car elle a opté pour des solutions qui ne réalisent pas un dépassement des contradictions de la modernité. Ce choix a plutôt paralysé les voies de l'élaboration collective d'une critique normative autoréflexive sur les finalités de l'ordre global. La postmodernité est ainsi pour Freitag une aporie. Un chemin qui ne mène nulle part.

Freitag situe l'identification d'une rupture d'avec la modernité au niveau formel. Ce niveau formel est, cependant, récusé dans la théorie marxiste comme étant de l'ordre de l'idéologie qui masque la nature de la réalité et des rapports d'exploitation. Mais dans la théorisation freitagienne des modes de régulation de la société, ce niveau formel, qui est celui de l'idéologie de légitimation du politique occupe une place centrale justement comme fondement de la normativité politique. La dimension idéale, normative à laquelle ce niveau formel renvoie, n'est pas à comprendre comme une fausse façade des rapports de domination modernes mais constitue le fondement même du politique comme l'idéologie de légitimation du pouvoir. L'idéologie n'est pas pour lui une fausse connaissance mais joue un rôle

instituant. Elle constitue l'horizon idéal de la modernité, qui permet de la juger et d'en faire une critique immanente. Les sociétés modernes étaient tournées vers la réalisation de cet horizon idéal et sa contradiction avec la logique économique du capitaliste a constitué un fondement des luttes politiques et sociales contre les effets dévastateurs de son emprise sur les sociétés modernes. L'action politique n'est en effet possible que par rapport à cet horizon idéal qui fournit une base universelle aux revendications sociales et politiques. C'est ce que soutient également Rancière pour qui la mise en scène politique n'est possible qu'au nom d'un universel : l'égalité de tous qui remet en question le titre au pouvoir revendiqué par quelques uns.

La disparition de ce fondement universel sape la base du politique et pose le problème de l'action dans la dynamique sociétale générale actuelle de la mutation postmoderne. La constitution de la globalisation technico-économique vise d'ailleurs à éliminer stratégiquement le pouvoir des sociétés sur elles-mêmes qu'elles exercent de façon réflexive dans le politique. Ce lieu de représentation de son unité, de son identité et d'exercice de son auto-réflexivité est aboli au profit d'une multitude de mécanismes d'ajustement systémique qui visent l'adaptation. Dans ce contexte, toute entité synthétique devient suspecte car antithétique avec le fonctionnement systémique. Elle ne peut être que résiduelle. Sa permanence est vue comme une menace contre l'existence même du système.

Dans sa critique de la mutation postmoderne des modes de régulation de la société, Freitag décrit une transformation des modes de domination. Cette transformation nous fait passer du pouvoir qui repose dans la théorie politique moderne sur une idéologie de la légitimation qui le prête à la critique, à la discussion et à la contestation, qui dynamisent l'espace public et actualisent la logique du politique, au contrôle qui transforme la réalité directement à travers des modes de faire, de gestion, qui se présentent comme idéologiquement et politiquement neutres. Or comme l'analyse Freitag, cette neutralité n'est qu'une voie plus efficace d'un contrôle qui, pour être a-politique, n'en est pas moins total.

Le processus de désymbolisation de la vie sociale, inhérent à la généralisation des modes de régulation techniques, opérationnels et systémiques caractéristiques de la postmodernité, attaque aussi d'autres lieux de totalisation et de synthèse de l'identité qui constituent la source de l'action réflexive de la société sur elle-même : la culture, la langue, la socialité, ou tout ce qui fonde la constitution de l'identité synthétique de l'individu et de la société. Cependant, tout en étant l'ennemie des identités synthétiques (et des lieux de cette synthèse

de l'identité), en tant qu'ils constituent un lieu de résistance et une source de réflexivité, la globalisation néolibérale les instrumentalise. N'ayant pas de philosophie, ni de culture assignée -le libéralisme est la philosophie de la négation de tout ce qui peut entraver ou perturber la poursuite des intérêts : la philosophie (spéculative), la religion, la morale, etc., qui ne sont que des nuisances suscitant les passions donc les conflits et menaçant le « vivre en paix »-, le capitalisme transforme en sa propre substance, métabolise¹¹⁸⁶, tout ce qui n'est pas de son essence. S'il n'arrive pas à instrumentaliser les cultures, à les phagocyter, il cherche à les détruire stratégiquement. La puissance stratégique et hégémonique devient alors vitale pour sa survie même si son empire est censé réaliser son expansion de façon indirecte, c'est-à-dire a-politique et non idéologique, à travers l'expansion des marchés et de l'économie ainsi que celle des modes de régulation systémiques.

C'est ainsi que Freitag met l'accent sur la double nature de la globalisation. Si « la logique d'expansion du capital s'est toujours déroulé à partir d'un centre », la puissance stratégique de ce centre devient d'autant plus importante dans le contexte actuel de la globalisation. La généralisation du mode de régulation décisionnel-opérationnel, caractéristique de la postmodernité, qu'implique cette globalisation, n'est pas en fait un processus purement systémique. Il est aussi « l'effet d'une stratégie qui dans ses temps forts ou ses moments-clés, répond à une politique délibérée qui, de son côté, échappe encore comme telle à la logique systémique qu'elle entend non seulement promouvoir mais imposer »¹¹⁸⁷. Le déclin apparent actuel de l'hégémonie américaine qui est exacerbé non seulement par la montée d'autres puissances rivales (ex : Chine) mais aussi par la crise qui frappe au cœur de l'économie américaine, signalent-ils cependant la fin de cette alliance stratégique entre volontarisme politique et puissance systémique au sein de la globalisation? Cela signifierait-il que le contexte créé par ce déclin s'apprête actuellement à une redéfinition de la globalisation dans un sens moins hégémonique? Dans le monde multiplolaire qui se dessine, les sociétés contemporaines peuvent-elles s'attendre à être débarassées des puissances qui ont cherché jusqu'à maintenant à les assujettir aux processus impersonnels du systémisme globalisant?

¹¹⁸⁶ Cf. Jacques-Alexandre Mascotto. « Michel Freitag ou pourquoi mieux vaut venir au monde que de tomber dans l'environnement ». loc.cit.

¹¹⁸⁷ Freitag. « Globalisation et américanisation du monde ». in *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, op.cit., pp. 353-404. pp. 356-357.

CONCLUSION

Comment analyser les dynamiques du présent? À partir de quel modèle d'analyse comprendre ces dynamiques? À partir de quel principe d'intelligibilité saisir leur sens? Comment appréhender une réalité qui se dérobe à l'analyse? Quels concepts permettront de décrypter le sens des dynamiques qui travaillent l'ordre global et lesquels permettent de penser ses origines, ses structures et son évolution? Quelle sorte de savoir permet de penser et de maintenir la pluralité réelle des temps et des espaces au-delà de l'unité techno-économique du monde qui tend à s'y imposer?

Partant d'un ensemble de faits et d'événements géopolitiques (1989, 2001, 2008) qui marquent le monde de l'après-guerre froide, la présente thèse a essayé d'en saisir le sens en dégageant, d'abord, les énoncés principaux et les maîtres-mots des discours dominants, qui accompagnent les conjonctures inaugurées par les événements en question. Elle a tenté ensuite de saisir la nature et le sens des enjeux que ces conjonctures engagent en les reliant aux dynamiques fondamentales dans lesquels ils s'insèrent et qui s'inscrivent dans la « longue durée ».

À la recherche d'un paradigme de synthèse réflexive permettant d'élaborer une compréhension synthétique des événements en question, ainsi que des ruptures et continuités qui s'esquissent dans leur sillage, cette thèse a d'abord identifié les découpages du monde sous-jacents aux modèles d'analyse dominants, faisant référence à des logiques ou principes d'explication du monde, censés prendre le dessus sur la logique géopolitique de l'État (le monde uni techno-économiquement et formant tendanciellement une « société-monde » incarnant la « fin de l'histoire », le monde comme ensemble de blocs géoculturels, se tournant mutuellement le dos, et possiblement en conflit, comme dans la thèse du « choc des civilisations »). Cette thèse a tenté d'examiner les fondements théoriques mais aussi les présupposés des discours qui ont mobilisé ces modèles d'analyse pour rendre compte des dynamiques qui travaillent la géopolitique en mouvement dans le monde de l'après-guerre froide. Quatre modèles d'explication théoriques principaux, fondés sur des découpages différents du monde (donc quatre unités d'analyse différentes), ont été identifiés comme ayant été servi à expliquer le monde de l'après-guerre froide. On peut les énumérer comme suit :

1. L'État comme unité première d'analyse du monde (ou le modèle géopolitique): Il s'agit du modèle classique de découpage et d'analyse du monde qui domine la réflexion sur l'organisation du monde et ses dynamiques. C'est le modèle qui se trouve au coeur de l'économie politique classique ainsi que des sciences sociales. Pour la sociologie, il s'agit du modèle qui définit les contours de son unité d'analyse classique et privilégiée depuis sa fondation: la société. Ce modèle a été, dans le cadre de la globalisation, l'objet d'une remise en question fondamentale. C'est aussi le modèle qui se trouve, dans la présente thèse, à l'arrière plan de l'examen critique des autres modèles comme cadre classique d'ancrage du politique, de définition de l'identité du sujet politique moderne mais aussi comme critère d'évaluation des transformations des sociétés contemporaines

2. La société-monde : C'est le modèle promu par les « mondialistes » enthousiastes, comme résultat de l'unification techno-économique du monde et non pas d'une intégration qui obéirait à des finalités collectivement déterminées. Il est le corollaire des thèses de la fin des idéologies et de la libération des sociétés de l'artifice du politique. Il signifierait ainsi la fin des territoires politiques (déperissement de la souveraineté comme un archaïsme) et l'ouverture à l'espace économique régulé par les mécanismes du marché, donc dépassionné et pacifié. Le déclin des territoires politiques, de la souveraineté étatique, serait donc un progrès de la liberté. La logique qui y serait dominante est celle de la communication. Mais ce modèle se trouve aussi au cœur de l'analyse critique du néolibéralisme qui voit dans le déclin de la souveraineté de l'État un progrès qui ouvre la voie à une plus grande participation de la société civile, donc qui revitaliserait le politique. Il s'agirait selon d'autres d'une libération qui ouvrirait la porte à la compréhension des véritables ressorts du capitalisme comme par exemple dans l'analyse développée par Tony Negri et Michael Hardt qui affirment que le déclin de la souveraineté ouvre la voie à l'abolition des frontières artificielles entre les classes ouvrières qui deviennent ainsi la « multitude ». Face aux structures globales et intégrées de l'*Empire*, la « multitude » devient un levier de résistance et d'action politique.

3. Le monde comme ensemble d'entités géoculturelles fermées mutuellement exclusives : Dans ce modèle, la logique ne serait pas celle de la communication mais de l'affrontement qui définirait les conflits à l'échelle globale en termes civilisationnels-religieux-culturels dans le cadre de la globalisation. La thèse du « choc des civilisations » et son corollaire « la guerre contre le terrorisme » sont fondées sur ce

modèle d'analyse qui n'est pas nouveau mais qui devient une sorte de paradigme spontané, malgré les critiques adressées souvent à cette thèse et à la guerre contre le terrorisme.

4. Le monde comme un réseau intégré mais hiérarchisé : Dans ce modèle d'analyse, l'unité première découpée par le théoricien comme étant le champ social significatif de l'action, n'est ni la société-monde, ni le monde comme ensemble d'entités géo-culturelles mutuellement exclusives (avec « la distance culturelle » comme variable significative principale). Cet espace significatif est déterminé comme étant une économie-monde organisée en un système-monde qui définit l'identité du système historique du capitalisme depuis le XVI^e siècle. Dans l'analyse engagée à partir de cette unité de découpage et d'interprétation du monde, la globalisation n'est pas un phénomène inédit de l'histoire du capitalisme. L'impérialisme n'est pas en ce sens le dernier stade de l'évolution du capitalisme mais il est là dès le début, étant donné la centralité de la dynamique de l'expansion capitaliste pour la logique de l'accumulation. Partant de l'idée de la pluralité des temps, ce modèle met l'accent sur les continuités qui marquent l'histoire du capitalisme tout en tentant d'en scander les ruptures. Ce modèle d'analyse s'oppose aussi aux autres en ce qu'il ne nie pas l'État. Mais, en même temps, il ne lui reconnaît pas d'autonomie. L'État s'insérerait et se formerait dès le début dans une structure centrale dans le système-monde capitaliste moderne : le système interétatique, qui connaît, comme l'économie-monde, une évolution cyclique qui ferait alterner des périodes de montée en puissance, de stabilisation et de déclin de l'hégémonie. Cette hégémonie est comprise à la fois comme résultat et comme cause du maintien d'une position centrale (le centre du centre) au sein de l'économie-monde (par opposition à une position dans la périphérie). Cette conception cyclique du fonctionnement de l'économie-monde capitaliste est conçue comme critique à la conception linéaire classique du capitalisme comme progrès continu et comme généralisation des bienfaits de la chrématistique à toutes les sociétés (théories de la modernisation et du développement). Avec l'économie capitaliste comme principe de son organisation (économie-monde), le monde ne se dirigerait pas vers une homogénéisation unificatrice et égalisatrice qui généraliserait les bénéfices de la logique libérale à toutes les sociétés: il faut se pencher sur le caractère polarisant du capitalisme et rendre compte de l'inégalité structurelle qui marquerait son développement et organiserait ses structures. Ainsi contrairement à ce que stipule la thèse du choc des civilisations, les lignes de division globales ne seraient pas nouvelles et leur naissance ne coïnciderait pas avec la

fin de la guerre froide. Elles ne seraient pas, non plus, principalement culturelles. Leur sens serait à tirer de la position hiérarchique occupée dans la dynamique du développement de l'économie-monde capitaliste. Cette logique ne serait pas seulement économique mais ferait référence à une logique sociale du développement. Les différenciations basées sur le racisme et le sexisme feraient partie de l'idéologie fondamentale du système-monde moderne : elles ne sauraient être comprises sans les inclure dans cette « idéologie » (au sens faible et non fort du terme) comme justification des inégalités structurelles du l'économie-monde capitaliste. Elles auraient permis au capitalisme, qui n'a pas d'idéologie, ni de philosophie fondamentale, de masquer ses contradictions (et de dépasser ses crises), ses structures, ses stratégies d'expansion en les instrumentalisant.

Après avoir exposé les grandes lignes de la théorie des systèmes-mondes qui a mobilisé le concept d'économie-monde comme unité d'analyse première de découpage et d'analyse, la présente thèse a procédé à une critique qui a d'abord souligné la valeur heuristique du découpage conceptuel proposé dans cette théorie ainsi que sa force explicative des structures historiques du capitalisme et de la configuration des rapports de force qu'il définit dans la géopolitique mondiale. Mais cette thèse a également mis en lumière les limites de ce modèle d'analyse, tel que développé par Immanuel Wallerstein, du point de vue d'une théorie critique cherchant à appréhender les fondements ontologique, politiques, sociaux et culturels (et pas uniquement économiques). De même, ma thèse a mis l'accent sur l'idée que cette théorie ne permet pas de saisir la spécificité de la globalisation, étant donné qu'elle adopte un point de vue essentiellement continuiste sur l'histoire du capitalisme, en insistant surtout sur l'identité et la continuité de ses structures, au-delà des rythmes cycliques et tendances séculaires marquant l'évolution de « l'économie-monde capitaliste ».

Cette théorie ne permet pas ainsi de rendre compte de la mutation fondamentale en cours qui toucherait les sociétés et les individus ainsi que les structures de la vie matérielle, et qui modifierait le monde en tant que monde. Or, comme l'affirme Étienne Balibar, s'il y a continuité dans les structures du capitalisme, il s'agit de celle des formes, le contenu est, lui, différent¹¹⁸⁸. Il se modifie selon les formes de reproduction des rapports sociaux (ex : les différentes formes de production de l'espace déterminées selon les modes de reproduction des rapports sociaux qui sont historiquement spécifiques à chaque société). Dans le contexte de la globalisation, comprise comme homogénéisation techno-économique du monde, les

¹¹⁸⁸ *Race, nation et classe*, op.cit.

transformations que subissent les sociétés contemporaines sont quelque chose d'inédit qui doit être saisi en faisant appel à des logiques plus fondamentales qui se trouvent au cœur de la configuration des rapports de forces caractéristiques de l'ordre global.

Par ailleurs, l'identification des modèles d'analyse décrits ci-haut a été au cœur de l'examen critique des discours qui les ont mobilisés pour expliquer le monde de l'après-guerre froide. Ainsi si la société-monde a été l'horizon des discours progressistes (libéraux ou de la gauche), et si la civilisation peut effectivement être un fondement symbolique d'une reprise en main réelle de leur pouvoir sur elles-mêmes de la part des sociétés, fondant en même temps leur ouverture sur le monde¹¹⁸⁹, le capitalisme a aussi souvent réussi, quoique pour un certain temps, dans les conjonctures ouvertes par la fin de la guerre froide, à en récupérer le sens pour les mobiliser symboliquement (et non sur le mode de l'idéologie au sens fort, c'est-à-dire de l'idéologie politique) pour sa survie, mais aussi pour consolider les politiques de puissance qui le sous-tendent. Suscitant l'adhésion immédiate et irréfléchie plutôt que la pensée critique, les paradigmes mobilisés ont fonctionné comme des matrices fondamentales d'évidences qui s'imposaient à tous les discours dans les conjonctures identifiées, d'où le caractère hautement subversif de leur remise en question dans un ordre (ou un désordre) qui ne fonctionne plus à l'idéologie mais à la mobilisation de l'imaginaire. C'est ainsi qu'« impenser » les présupposés fondamentaux de ces matrices, devient la priorité pour l'analyse qui se présente comme s'insérant dans la théorie critique.

La présente thèse a tenté d'explorer quelques avenues qui vont dans ce sens et qui ont été élaborées dans le cadre de la pensée d'auteurs qui se placent généralement au carrefour de plusieurs champs de la pensée théorique. L'intrication extrême des dynamiques à l'œuvre dans les conjonctures identifiées appelle en effet le décloisonnement des frontières disciplinaires tout en identifiant un terrain privilégié de l'analyse, car on se place toujours face au temps historique depuis un point de vue, et on procède nécessairement d'un certain découpage des champs significatifs de son déploiement. De même, en sociologie, la première tâche à laquelle les chercheurs font face est celle du découpage de l'espace, ou du champ significatif de l'action visée par leur analyse. Ainsi, même si le travail d'analyse théorique mené dans la présente thèse s'est placé d'emblée dans un cadre inter-disciplinaire, à cause de la nature des enjeux examinés, tentant d'explorer l'éclairage apporté par exemple par la

¹¹⁸⁹ Au sens arendtien de l'ouverture à l'autre, conscience historique radicale de la pluralité des temps et des espaces, distance culturelle fondant la conscience-de-soi des sociétés et des civilisations ainsi que le dialogue entre elles et non leur confrontation imminente.

philosophie (ex : Rancière, Ferret), la science politique (théorie politique moderne), l'histoire (Braudel, Hobsbawm, Zinn, Anderson), la sociologie demeure son cadre principal de référence.

Cette thèse a tenté d'évaluer les modèles d'analyse, traités dans le cadre de ce travail théorique, en partant du critère du politique qui se trouve au cœur de la question de la société. Dans la ligne d'auteurs comme Rancière, Arendt, et Freitag, la conception du politique à la quelle la thèse a fait principalement référence est celle qui en fait non pas une essence, mais un mode de représentation de la société, de son auto-réflexivité et qui serait au principe de son action sur elle-même (qui s'est exprimé au sein de la modernité dans l'articulation et la tension entre souveraineté et légitimité). Le politique ne serait pas en ce sens l'expression des rapports de domination mais plutôt de leur remise en question.

C'est à partir de ce critère que cette thèse a tenté de saisir les origines de la représentation dominante de la société et du politique dans le monde de l'après-guerre froide. À partir de ce critère, au-delà de l'image de la globalisation comme quelque chose d'inédit dans l'histoire, elle a pu saisir le sens du libéralisme et de l'idée du marché autorégulateur du point de vue de la question de l'institution et de la régulation du social, le libéralisme s'avérant non pas simplement le règne du marché mais l'expression radicale des vœux d'autonomie de la société moderne qui se traduit dans le libéralisme dans l'idée d'un ordre auto-fondé, auto-régulé par la rencontre des intérêts. Ceci a aussi permis d'appréhender l'unité principielle entre le libéralisme le néolibéralisme comme règne de l'individu libre, mais dont la liberté ne se définit pas par rapport à la société mais de façon abstraite. Il ne s'agit pas de l'individu autonome mais de l'individu libre de tout ce qui peut entraver la poursuite et « la jouissance paisible de ses intérêts».

Une société civile neutre apparaît dans le sillage de cette conception de l'individu et devient en même temps le lieu de déploiement de la propriété privée se trouvant au cœur de la logique du capitalisme. La modernité n'ayant pas, cependant, rejeté toute forme de normativité (qui fait partie d'un projet civilisationnel humaniste), il demeurait possible d'encadrer politiquement cette logique en lui mettant des limites qui préservent la société de l'expansion illimitée de la logique chrématistique à toutes les sphères (ex : la terre, le travail, la monnaie). Cet encadrement politique devient lui-même une condition de possibilité de la survie du capitalisme qui ne peut évoluer sans détruire la société. C'est à partir de l'évolution de cette normativité politique que le néolibéralisme peut être compris comme une guerre

contre les limites (politiques, culturelles, civilisationnelles, idéologiques) que les sociétés s'étaient données et qu'elles peuvent mobiliser pour se protéger de son emprise sur toutes leurs sphères.

Pour saisir le sens de la période historique qui s'ouvre avec la chute du mur de Berlin en 1989, la présente thèse est partie de l'hypothèse qu'elle ne marque pas le triomphe du libéralisme comme idéologie fondamentale du capitalisme mais plutôt sa défaite, qui s'inscrit en ligne avec des développements qui l'ont précédée dans l'histoire. Elle a, par ailleurs, identifié un paradoxe qui oppose un discours de libération qui se rattache au libéralisme, en tant qu'idéologie fondamentalement moderne et un discours répressif que ce libéralisme moderne n'a pas manqué de soutenir dans l'histoire du capitalisme. Cette contradiction fondamentale entre deux logiques, celle de la libération et celle de la répression au sein du discours dominant, devient aujourd'hui plus claire, mais surtout il devient possible de les saisir comme se trouvant au fondement de l'ordre global.

Si leur contradiction est aujourd'hui apparente, leur symbiose a déjà été possible grâce à l'exportation de la violence dans les périphéries de l'économie-monde capitaliste. Cette symbiose a fait coexister démocratie libérale et capitalisme, démocratie libérale et capitalisme entrepreneur, mais dans le capitalisme financier, l'expansion globale des réseaux fait en sorte qu'il n'est plus possible de maintenir cette symbiose. Les limites de l'expansion de l'économie-monde capitalistes sont atteintes et il ne reste plus comme solution de survie du capitalisme que de se retourner contre les sociétés elles-mêmes. La conclusion du deuxième chapitre souligne le caractère fondamentalement double et hybride du capitalisme comme fondement de son dynamisme et met en lumière les conséquences du fait que cette dualité ne peut pas être maintenue dans le contexte actuel.

Dans la spirale obsessionnelle de la « destruction créatrice », dans le langage des néolibéraux, et des destructions correctives, le capitalisme s'attaque aujourd'hui à tout ce qui peut constituer une limite à son plein dépouillement et à son expansion mais aussi aux conditions de sa propre survie. Le nouveau capitalisme réinvente le capitalisme historique en s'attaquant à la vie matérielle (les codes génétiques) mais aussi au symbolique (la culture, l'imaginaire), c'est-à-dire à tout ce qui peut le limiter mais qu'il tend à récupérer comme de sa propre essence. Si cette logique est fondamentalement anti-politique, et anti-démocratique, elle s'exprime aujourd'hui plus radicalement comme destruction du monde en tant que monde, c'est-à-dire

de tout ce qui constitue l'humanité. La société en tant que mode d'être des collectivités humaines devient sa cible.

Dans cette spirale se conjuguent les effets de la logique systémique et opérationnelle du capitalisme avec celle d'une politique de la puissance. La présente thèse a tenté de souligner ce paradoxe et d'en analyser les aspects principaux qui s'expriment dans la politique de puissance pratiquée par les Etats-Unis dans le contexte de l'après-guerre froide en interrogeant les fondements de cette alliance paradoxale au sein de ce que Ellen Meiksins-Wood appelle « l'empire du capital ».

Tout en soulignant le caractère fondamental de cette alliance, Freitag affirme qu'elle n'est cependant qu'une étape vers un totalitarisme systémique. Un déclin de l'hégémonie américaine (comme au sens de Wallerstein) ne serait pas nécessairement une fin de l'emprise de la régulation systémique. Celle-ci conduirait, selon Freitag, à l'indifférenciation complète des champs objectifs de la vie collective et à « la perte de toute leur spécificité aussi bien épistémique que sociale »¹¹⁹⁰, confondant dans l'opérationnalité immédiate des procès « les différentes modalités de l'action (cognitive-normative, instrumentale-expressive) qui se nouent entre elles dans la réflexivité du sujet synthétique »¹¹⁹¹.

D'ailleurs, si les Etats-Unis ont sous l'administration de Georges W. Bush adopté des politiques bellicistes menées de façon unilatérale et à l'encontre de toutes les règles du droit international, et si l'administration démocrate actuelle semble vouloir retourner au multilatéralisme et à la primauté de la diplomatie et des négociations politiques comme moyens de défendre les intérêts américains, cela ne signifie absolument pas le déclin du bellicisme américain, ni la fin de la main-mise américaine sur les affaires du monde. De même, si l'ampleur de la crise économique actuelle qui a commencé dans les marchés financiers américains et qui est en train de précipiter l'économie mondiale dans une crise profonde, est ce qui semble le plus préoccuper l'administration américaine actuelle, cela ne veut pas dire que le monde est libéré de la volonté de puissance qui cherche à contrôler le cours de son histoire et à le façonner dans un sens qui l'apprête mieux à son contrôle. Les États-Unis ne sont comme l'affirme Samir Amin¹¹⁹² que le pôle central de l'impérialisme

¹¹⁹⁰ « Globalisation et américanisation du monde ». loc.cit., p. 387.

¹¹⁹¹ Ibid.

¹¹⁹² « Géopolitique de l'impérialisme contemporain ». loc.cit.

collectif de la triade constituée en plus par l'Europe –occidentale et centrale- et le Japon. D'ailleurs L'OTAN comme organe essentiel de la puissance de cet impérialisme collectif est en train d'assumer de plus en plus le rôle hégémonique joué dans les années 2000 par les États-Unis de façon unilatérale (ex : en Afghanistan, au Moyen-Orient). Le retour de l'affirmation du rôle des organes de la « gouvernance globale » ne sera pas en ce sens synonyme d'un quelconque retour au respect des souverainetés des peuples (souveraineté démocratique). Dans un contexte de déclin de l'hégémonie américaine, les organes de la « gouvernance globale » deviennent les relais du totalitarisme systémique décrit par Freitag. Ce totalitarisme systémique ne se passera pas, cependant pour le moment, du volontarisme politique qui continuera à caractériser l'ordre global en cherchant à attaquer tout ce qui serait susceptible de fonder le pouvoir des sociétés sur elles-mêmes, c'est-à-dire les sources de leur action réflexive sur elles-mêmes.

Ce diagnostic peut sembler alarmiste, se rangeant du côté pessimiste de l'histoire. Mais en décrivant les tendances de ce totalitarisme systémique, Freitag parle du *telos* d'une époque, de son principe d'organisation que la théorie critique se doit de dégager pour éclairer les enjeux qui se donnent à l'analyse. Il construit un idéal-type sociétal qui permet d'évaluer les tendances du présent pour mieux le confronter et non pas pour renoncer à le faire. Ainsi affirme-t-il à propos des traits formels de son idéal-type de l'époque actuelle : « Or cela n'est pas fait, le grand mélange dans l'indifférence totale n'est pas encore fait...le totalitarisme systémique n'est pas encore réalisé. Il n'est qu'en marche »¹¹⁹³...Une marche qui mène tout droit à l'aporie de la confusion de tout en tout. Si nous n'y sommes pas encore, c'est qu'il est encore temps d'y échapper affirme Freitag.

Comment le faire? Freitag pense que le premier pas dans ce sens peut-être entrepris en reconnaissant d'abord le mode propre de domination spécifique à l'époque actuelle, « qui se confond avec les formes encore diversifiées de la régulation systémique...qui sont la négation de toute auto-nomie des êtres réels »¹¹⁹⁴. Cette autonomie n'est pas à comprendre dans le sens libéral d'une liberté abstraite mais dans une inscription de l'être dans le monde. Tendancé à anéantir tout sens d'une quelconque liberté en assujettissant les individus et les collectivités et en détruisant le lieu de leur synthèse, et n'étant pas capable d'assurer l'intégration et la reproduction des rapports sociaux, le mode de reproduction opérationnel décisionnel doit être dépassé à travers la recherche d'une nouvelle normativité « qui ne peut

¹¹⁹³ Ibid.

¹¹⁹⁴ Ibid.

s'élaborer qu'à travers le dialogue des cultures et des civilisations et un ensemble des luttes sociales ». Il s'agit de reprendre les voies de la « formation synthétique, de la réflexion et de la capacité d'orientation normative au niveau global »¹¹⁹⁵. C'est, selon lui, la voie d'une reprise de la capacité de l'action. Si la société actuelle est la première de l'histoire qui ait libéré les puissances (du faire par opposition au pouvoir d'action), qui ait aboli (ou qui tend à le faire) toutes les limites, qu'elles soient culturelles ou politiques, au règne des puissances systémiques, la priorité doit être accordée à la nécessité de renverser cette tendance dans le sens de fonder ces puissances sur des bases raisonnables et des normes collectivement élaborées.

Ce projet normatif ne se fonde pas au sens de Freitag, malgré tout, uniquement à partir du principe de la peur, ni seulement sur un « principe de la responsabilité » (Hans Jonas), mais à partir d'une reconstruction ontologique qui fonde une réconciliation avec le monde, avec « cette manière spécifiquement humaine de vivre », ce monde qui est « tissé aux vies humaines (et qui) n'apparaît que par et dans l'action politique qui, en elle-même, est la liberté de faire l'expérience de la diversité du monde »¹¹⁹⁶. Les apories de la modernité, à laquelle la postmodernité n'a pas pu donner les bonnes réponses, ne peuvent en ce sens être dépassées dans une « présumée fin de l'histoire » techno-économico-cybernétique. Partant de l'idée arendtienne selon laquelle le politique est un mode éminent du vivre ensemble comme être-entre et non comme simple *mitdasein*, Freitag nourrit l'espoir d'une sortie de l'aporie postmoderne à travers l'ouverture à une histoire qui reste toujours à réinventer humainement et de façon collective pour l'institution d'un monde commun. Il s'agit de « restituer l'être humain dans une dialectique terrestre du mondial, de l'universel et du particulier, qui tienne ensemble l'ontologie, l'éthique et le politique, dans la perspective d'élargir en même temps que le champ de l'expérience, les facultés humaines ». Le retour au fondement de la condition humaine remet à l'ordre du jour la question du pouvoir comme recouvrement de « la condition de s'avoir, de savoir et d'agir ».¹¹⁹⁷

C'est là justement qu'une conception du politique comme celle que propose Rancière devient centrale. Si la sociologie permet d'appréhender les structures de la domination, la philosophie ranciérienne du politique permet de saisir dans l'espace social ce qui permet de rompre la reproduction indéfinie de la domination en mettant en lumière toute la puissance

¹¹⁹⁵ Bonny. « Introduction ». in Freitag. *L'oubli de la société*, loc.cit.

¹¹⁹⁶ Mascotto. « Michel Freitag ». loc.cit., p. 29.

¹¹⁹⁷ Ibid., p. 9.

sociale de la déclaration d'égalité qui fonde le politique en démasquant l'arbitraire de cette domination.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

ABENSOUR, Miguel et al. (ed.), *Ontologie et politique*, Actes du colloque Hannah Arendt, Paris, Tierce, 1989.

ACCARDO, Alain, *Initiation à la sociologie : L'illusionnisme social. Une lecture de Bourdieu*, Bordeaux, Le Mascaret, 1983, 1991 (nouvelle édition refondue).

ACCARDO, Alain et CORCUFF, Philippe, *La sociologie de Bourdieu* (textes choisis et commentés), Bordeaux, Le Mascaret, 1986.

ACHCAR, Gilbert, *Le choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002.

ACKERMAN, Bruce A., *Au nom du peuple : les fondements de la démocratie américaine* (traduit de l'anglais par Fabien Spitz), Paris, Calmann-Lévy, 1998.

ADDE, Alain, *Sur la nature du temps*, Paris, P.U.F., 1998.

AGAMBEN, Giorgio, *Moyens sans fins. Notes sur la politique*, Paris, Payot-Rivages, 1995.

AGAMBEN, Giorgio, *Enfance et histoire. Destruction de l'expérience* (trad. De l'italien par Yves Hersant), Paris, Payot et Rivage, 2001, 2002.

AGAMBEN, Giorgio, *État d'exception. Homo sacer*, II, I (trad. De l'italien par Joël Gauraud), Paris, Seuil, 2003.

À LA GUILLAUME, Luc-Benoît, *Les discours d'investiture des présidents américains*, Paris, L'Harmattan, 2000.

AMIN, Samir, ARRIGHI, FRANK, André Gunder, et WALLERSTEIN, Immanuel, *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*, Paris, Maspero, 1982.

AMIN, Samir, *Le développement inégal*, Paris, Minuit, 1973.

AMIN, S., *Critique de l'air du temps : Le cent cinquantième anniversaire du manifeste communiste*. Paris, L'Harmattan, 1997.

AMIN, S., *L'empire du chaos. La nouvelle mondialisation capitaliste*, Paris, L'Harmattan, 1992.

AMIN, S. *Le capitalisme sénile*, Paris, PUF, (coll. Actuel Marx), 2002.

AMIN S., et HOUTART, François, *Mondialisation des résistances et des luttes*, Paris, L'Harmattan, 2002.

- AMIN, S., *The Liberal Virus : Permanent War and the Americanization of the World*, London, Pluto Press, 2004.
- AMIN, S., *Beyond US Hegemony : Assessing the Prospects for a Multipolar World*, London, Zed Books, 2006.
- ANDERSON, Benedict, *l'imaginaire national, réflexion sur l'essor du nationalisme* (trad. De l'ang. Par Pierre-Emmanuel Dozat), Paris, La Découverte, 2002
- ANGHIE, Anthony, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge (RU), Cambridge University Press, 2005.
- ARENDT, Hannah, *The Origins of Totalitarianism*, San Diego Calif., Harcourt Brace Jovanovich, 1973, 1951.
- ARENDT, H., *Du mensonge à la violence. Essai de politique contemporaine* (trad. de l'anglais par Guy Durand), Paris, Clamann-Lévy, Paris, 1972.
- ARENDT, H., *Les origines du totalitarisme, t.1 : L'impérialisme* (trad. par Martine Leiris), Paris, Fayard, 1982.
- ARENDT, H., *Condition de l'homme moderne*, (trad. De l'anglais par Georges Fradie, préface de Paul Ricoeur), Paris, Pocket, 1988.
- ARENDT, H., *Qu'est ce que la politique?*, Paris, Seuil, 1995
- ARRIGHI, Giovanni, HOPKINS, Terence et WALLERSTEIN, Immanuel, *Anti-systemic Movements*, New York, Verso, 1989.
- ARRIGHI, G., *The Long Twentieth Century: Money, Power, and the Origins of Our Times*, London, Verso, 1994.
- ARRIGHI, G. and SILVER, Beverly, *Chaos and Governance in the Modern World System*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999.
- ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1984.
- AYMARD, Maurice, et al., *Lire Braudel*, Paris, La Découverte, 1988.
- BADIE, Bertrand et BIRNBAUM, Pierre, *Sociologie de l'État*, Paris, Hachette, 1994 (1979).
- BADIE, B., *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.
- BADIE, B., *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 1999.
- BAECHLER, Jean, *Les origines du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1971.
- BAILYN, Bernard, *The Ideological Origins of the American Revolution*, Cambridge, Mass., The Belknap Press of Harvard University Press, 1992 (1967).

- BALAKRISHNAN, Gopal, *The Enemy: An Intellectual Portrait of Carl Schmitt*, London New York, Verso, 2000.
- BALIBAR, Étienne, et WALLERSTEIN, Immanuel, *Race, nation et classe. Les identités ambiguës*, la découverte, 2005 (première édition 1988).
- BARBER, Benjamin, *Jihad versus Mc World*, Times Books 1995.
- BARRETT-KRIEGEL, Blandine, *État de droit ou empire?*, Paris, Baillard, 2002.
- BAUDRILLARD, Jean, *La société de consommation*, Paris, Denoël, 1970.
- BAUDRILLARD, J., *L'esprit du terrorisme*, Paris, Galilée, 2002
- BAUMAN, Zigmunt, *Modernity and the Holocaust*, Ithaca, Cornell University Press, 2001 (1990).
- BAUMAN, Z., *Le coût humain de la mondialisation* (traduit de l'anglais par Alexandre Abensour), Paris, Hachette, 1999.
- BEARD, Charles A., *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, New York, Transaction Publishers, 1998 (New York, McMillan, 1935).
- BEAUD, Olivier, *La puissance de l'État*, Paris, PUF, 1994.
- BEAUDOUIN, Jean-Michel et FRIEDRICH, Janette, *Théories de l'action et éducation*, Paris, Louvain-La-Neuve, De Boeck université, 2001.
- BECK, Ulrich, *Risk Society: Towards a New Modernity*, London, Sage, 1992.
- BECKER, Carl Lotus, *La déclaration d'indépendance. Contribution à l'histoire des idées politiques*, Paris, P. Seghers, 1967.
- BELL, Daniel, *The End of Ideology*, Glencoe, Free Press, 1967 (*La fin de l'idéologie*, traduit de l'américain par Emmanuelle Baillon, préface de Raymond Boudon, Paris, PUF, 1997).
- BENJAMIN, Andrew et OSBORNE, Peter, *Walter Benjamin's Philosophy : Destruction and Experience*, London, New York, Routledge, 1994.
- BENJAMIN, Walter, *Critique of Violence (Zur Kritik Der Gewalt)*, in *Reflections: Essays, Aphorisms, Autobiographical Writings*, New York, Schocken Books, 1978.
- BERGER, Peter et NEUHAUS, Richard John, *To Empower People: From State to Civil Society*, Washington, American Enterprise Institute (AEI) for Public Policy Research Press, 1996.
- BERNIER, Christian et CAPEILLERES, Fabien (éds.), *Kant et les kantismes dans la philosophie contemporaine 1804-2004*, France, Presses universitaires du Septentrion, 2004.
- BESNIER, Jean-Michel, *Histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, t. 1, Paris, Grasset & Fasquelle, 1993.

- BESNIER, Jean-Michel, *Les théories de la connaissance*, Paris, Flammarion, 1996.
- BIGO, Didier et HERMANT, Didier (ed.), *Approches polémologiques. Conflits et violence politique dans le monde au tournant des années quatre-vingt dix*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1991.
- BIRNBAUM, Pierre, *La fin du politique*, Paris, Seuil, 1975.
- BODIN, Jean, *Les six livres de la république*, Bordeaux, Confluences, 1999.
- BLONDIAUX, Maurice, *Les sciences du politique aux Etats-Unis*, 1- Histoire et paradigmes, 2-Domaines et actualités, Paris, L'Harmattan, 1998
- BONNY, Yves, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou modernisme?*, Paris, Armand Colin, 2004.
- BOULAD-AYOUB, Josiane et BONNEVILLE, Luc (dir.), *Souverainetés en crise*, Paris, Québec, L'Harmattan, Les Presses de l'université Laval, 2003.
- BRAUDEL, Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985.
- BRAUDEL, F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 3 volumes, 1979.
- BROSSAT, Alain, *L'épreuve du désastre. Le XX^e siècle et les camps*, Paris, Albin Michel, 1996.
- BROSSAT, A., *Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie*, Paris, La Fabrique, 1998.
- BUCK-MORSS, Susan, *Dreamworld and Catastrophe, The Passing of Utopia in East and West*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2002.
- BUCK-MORSS, S., *Thinking Past Terror: Islamism and Critical Theory on the Left*, New York, London, Verso, 2003.
- BULL, Hedley, et WATSON, Adam, *The Expansion of International Society*, Oxford, Clarendon, 1984.
- BURGAT, François, *L'islamisme en face*, Paris, la Découverte, 1996.
- BURNS, James Henderson, *Histoire de la pensée politique moderne : 1450-1700*, Paris, PUF, 1997.
- BUTLER, Jon, *Awash in a Sea of Faith : Christianizing the American People*, Harvard University Press, 1990.
- CAILLÉ, Alain, *Critique de la raison utilitaire*, Paris, La Découverte, 1989.
- CALHOUN, Craig. (ed.). *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1992.

- CASTORIADIS, Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1999 (1^{ère} éd. 1979).
- CAZZANIGA, Jean Mario et ZARKA, Yves Charles, *Penser la souveraineté à l'époque moderne et contemporaine*, tomes 1 et 2, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 2001.
- CÉFAI, Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001
- CHOMSKY, Noam et HERMAN, Edward S. (en collaboration), *Manufacturing Consent: the Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon Books, 1988.
- CHOMSKY, N., Les dessous de la politique de l'Oncle Sam, (traduit de l'anglais par J. –M Flémal), Montréal, Écsociété, 2002.
- CHOMSKY, N., *Le nouvel humanisme militaire*, Montréal, Eco-société, 2000.
- CHOMSKY, N., *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Marseilles, Agone, 2001.
- CHOPIN, Thierry, *La république «une et indivisible». Les fondements de la fédération américaine*, (Préface de Pierre Rosanvallon), Paris, Plon/Commentaire, 2002.
- CHOSSUDOFISKY, Michel, *Guerre et mondialisation. La vérité derrière le 11 septembre*, Montréal, Eco-société, 2002.
- CLOUSCARD, Michel, *Le capitalisme de la séduction. Critique de la social-démocratie libertaire*, Éditions Sociales, 1981.
- CLOUSCARD, M., *Critique du libéralisme libertaire. Généalogie de la contre-révolution. De la révolution française aux Trente Honteuses*, Paris, Éditions Delga, 2005.
- CLOUSCARD, M. *La refondation progressiste. Face à la contre-révolution libérale*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- COMMAGER, Henry S., *L'esprit américain : interprétation de la pensée et du caractère américains depuis 1880*, (traduit par Honoré Lesage et Madeline Lesage), Paris, P.U.F., 1965.
- COMMAGER, H. S., *Documents of American History*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1968.
- CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995.
- CORDELLIER, Serge, (dir.), *Le nouvel état du monde. Les idées-forces pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, La Découverte, 2002 (deuxième éd. actualisée).
- CORDELLIER, Serge, et DOUTAT, Fabienne (eds.), *Les dossiers de l'état du monde . La fin du tiers-monde?*, Paris, La Découverte, 1996.
- CORM. Georges, *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2000*. Paris, Gallimard, 1991.
- CORM. G., *Orient/Occident. La fracture imaginaire*, Paris, La Découverte, 2002.

- CORM, G., *La question religieuse au XXI^e siècle. Géopolitique et crise de la postmodernité*, Paris, La découverte, 2007.
- CÔTÉ, Jean-François (dir.), *Individualismes et individualité*, Québec, Septentrion, 1995.
- CÔTE-JALLADE, Marie-Françoise, RICHARD, Michel. et SKRYPCZAK, Jean-François, *Penseurs pour Aujourd'hui*, Lyon, Chronique Sociale, 1985.
- COULET Noel, et GENET, Jean Philippe., *L'État moderne, le droit, l'espace et les formes d'État*, Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1990.
- COX, Robert et SINCLAIR, Timothy J., *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- CROKATT, Richard, *The Fifty Years War. The United States and the Soviet Union in World politics, 1941-1991*, London, Routledge, 1995.
- DAALDER, Ivo H. et LINDSAY, James. M., *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, Brookings Institution Press, 2003.
- DAHL, Robert, *A Preface to Democratic Theory*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.
- DAGENAIS, Daniel (dir.) *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 2003.
- DAVID, Marcel, *La souveraineté du peuple*, Paris, PUF, 1996.
- DAVUTOGLU, Ahmet, *Alternative Paradigms : the Impact of Islamic and Western Weltanschauungs on Political Theory*, Univerity Press of America, 1993.
- DEBRAY, Régis, *Critique de la raison politique ou l'inconscient religieux*, Gallimard, Paris, 1981.
- DELUMEAU, Jean, *La peur en Occident*, Paris, Fayard, 1978.
- DÉRENS, Jean-Arnault, *Blakans. La mosaïque brisée. Frontières, territoires et identités*, Paris, Cygne, 2008.
- DE TOCQUEVILLE, Alexis, *De la démocratie en Amérique* ; J. Vrin, Paris, 1990 (1^{ère} éd. historico-critique rev. et augm. par Eduardo Noll).
- DEVIN, Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte. 2002
- DICK, Howard, *Aux origines de la pensée politique américaine*, Paris, Buchet-Chastel, 2004.
- DOCKÈS, Pierre, *L'espace dans la pensée économique du XVI^e siècle*, Paris, Flammarion, 1969.
- DOCKÈS, P., (dir.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF. 2002.

- DOMMERGUES, Pierre, *Les États-Unis d'aujourd'hui par les textes*, Paris, Armand Colin, 1969.
- DOSSE, François, *Histoire du structuralisme*, I, II, Paris, La Découverte, 1991.
- DRAINVILLE, André C., *Contesting Globalisation. Space and Place in the World Economy*, London, New York, Routledge, 2004.
- DRAPER, Theodore H., *A Struggle for Power: the American Revolution*, New York, Times Books, 1995.
- DRAPER, T. H., *Present of Things Past. (Selected essays)*, New York, Hill and Wang, 2001 (1990).
- DRUDY, Shadia, *The political Ideas of Leo Strauss*, New York, Saint Martin's Press, 1988.
- DRUDY, S., *The American Right*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- DUCHASTEL, Jules, *Crise de l'État. Revanche des sociétés*, Athéna, 2006.
- DUCHASTEL, J., *Mondialisation, citoyenneté et démocratie: la modernité politique en question*, Ste-Foy, Presses de l'université Laval, 2008.
- DURAND, Gilbert, *L'imagination symbolique*, Paris, PUF, 1984.
- DURAND, G., *les structures anthropologiques de l'imaginaire. Introduction à l'archéologie générale*, Paris, Dunod, 1990.
- DURAND, G., *Champs de l'imaginaire*, Paris, Éditions littéraires et linguistiques de l'Université Stendhal, 1996.
- DURAND Marie-Françoise, LÉVY Jacques, and RETAILLÉ, Denis, *Le monde. Espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 1993 (2^e éd. revue et augmentée).
- DURAND, Jean-Pierre, *La sociologie de Marx*, Paris, La Découverte, 1995.
- DURKHEIM, Émile, *Pragmatisme et sociologie (Cours inédit, prononcé à la Sorbonne en 1913-1914 et restitué par Armand Culliver d'après des notes d'étudiants)*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1981.
- DYE, Thomas R. et ZEIGLER, Luther H., *The Irony of Democracy. An Uncommon Introduction to American Politics*, Monterey (Ca.), Duxbury Press, 1981
- EAGLETON, Terry, *Ideology. An Introduction*, London, Verso, 1991
- EAGLETON, T., *The Illusions of Postmodernism*, Oxford, Blackwell, 1996
- EHRENBERG, Alain, *Le culte de la performance*, Paris, Calmann-Lévy, 1991 (réédition 2005 sous l'édition Hachette Littérature).
- EHRENBERG, A., *L'individu incertain*, Paris, Hachette, 1995 (réédition 1999).

- EHRENBERG, A., *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 2000
- Élias, Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Clamann-Lévy, 1975.
- ÉLIAS, N., *Du temps* (traduit de l'allemand par Michèle Hulin), Paris, Fayard, 1996.
- ELSTER, Jon, *Deliberative Democracy*, Cambridge University Press, 1998
- ESPOSITO, John et VOLL, John, *Islam and Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1996.
- ESPOSITO, J. et TAMIMI, Azzam, *Islam and Secularism in the Middle East*, London, Hurst, 2000.
- EVERS, Hans-Dieter, SMITH, JOAN, and WALLERSTEIN, Immanuel (ed.), *Households and the World-Economy*, Beverly Hills (Calif.), Sage, 1984
- FALK, Richard, *On Humane Governance. Towards a New Global Politics : The World Order Models Project Report of the Global Civilization Initiative*, Pennsylvania, University of Pennsylvania Press, 1995
- FATH, Sébastien, *Dieu bénisse l'Amérique, la religion de la Maison-Blanche*, Paris, Seuil, 2003.
- FATH, S., *Militants de la Bible aux États-Unis : évangéliques et fondamentalistes du Sud*, Paris, Autrement, 2004.
- FEATHERSTONE, Mike, *Global Culture: Nationalism, Globalization and Modernity*, London, Sage, 1990.
- FERGUSON, Adam, *An Essay on the History of Civil Society*, 1767, London, BiblioLife, 2008.
- FERRET, Stephane, *Le bateau de Thésée. Le problème de l'identité à travers le temps*, Paris, Minuit, 1996.
- FERRET, S., *Le philosophe et son scalpel: le problème de l'identité personnelle*, Paris, Minuit, 1993.
- FILLION, Jean-François, *Sociologie dialectique. Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, Québec, Nota Bene, 2006.
- FINLEY, Moses I. et VIDAL-NAQUET, Pierre, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot et Rivages, 2003.
- FINE, Robert et RAI, Shirin, (ed.), in *Civil Society: Democratic Perspectives*, London, Portland, Frank Cass, 1997.
- FOISNEAU, Luc, *Politique, droit et théologie chez Bodin, Grotius et Hobbes*, Paris, Kimé, 1997.
- FORRESTER, Vivianne, *La dictature du profit*, Paris, Fayard, 2000.

FOUGEYROLLAS, Pierre, *L'attraction du futur. Essai sur la signification du présent*, Paris, Méridiens-Klinkcsieck, 1991.

FREITAG, Michel, *Dialectique et société, vol. 1 : Introduction à une théorie générale du symbolique, vol. 2 : Culture, pouvoir et contrôle. Les modes de reproduction formels de la société, L'Âge d'Homme*, Montréal, éditions Saint-Martin, 1986.

FREITAG, M., *Le naufrage de l'université. Et autres essais d'épistémologie politique*, Québec, Éditions Nota Bene, 1998.

FREITAG, M., PINEAULT, Éric (dir.), *Le monde enchaîné. Perspectives sur L'AMI et le capitalisme globalisé*, Québec, Nota Bene, 1999.

FREITAG, M., *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Ste-Foy, Presses de l'université Laval, 2002.

FREITAG, M., *L'impasse de la globalisation. Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Montréal, Écosociété, 2008.

FREUD, Sigmund., *Civilization and its discontents*, London, Hogarth Press, 1951.

FRIEDMAN, Milton, *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1961.

FRIEDMAN, M. et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton University Press, Princeton. New Jersey, 1971, 1969, 1963.

FRIEDMAN, Thomas L., *The Lexus and the Olive Tree*, New York, Straus and Giroux, Farrar, 1999.

FRIEDMAN, T. L., *The world is Flat: A Brief History of the Twenty-First Century*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2005.

FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, (traduit de l'américain par Denis-Armand Canal), Paris, Flammarion, 1992.

FUKUYAMA, F., *America at the Corssroads : Democracy, Power and the Neoconservative Legacy*, New Heaven, Yale University Press, 2006.

FUKUYAMA, F., *Nation-Building; Beyond Afghanistan and Iraq*. Baltimore, John`s Hopkins University Press, 2006.

GARON, Lise et EL-CHADLI, Mostapha (dir.), *Et puis vint le 11 septembre. L'hypothèse du choc des civilisations remise en question*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003.

GAUCHET, Marcel, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.

GAUCHET, M., *La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005.

GEORGE, Susan, *La mondialisation libérale*, Paris, Bernard Grasset : Les Échos, 2002

GIDDENS, Anthony, *The Third Way*, Cambridge, Polity Press, 1998.

- GILL, Louis, *Le néolibéralisme*, Québec, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, deuxième édition revue et mise à jour, 2002.
- GOMEZ-MULLER, Alfredo, *Penser la rencontre de deux mondes. Les défis de la découverte de l'Amérique*, Paris, PUF, 1993.
- GORZ, André, *Métamorphoses du travail. Quête de sens. Critique de la raison économique*, Paris, Gallilée, 1988.
- GOUSSOT, Michel, *Espaces et territoires aux États-Unis*, Paris, Belin, 2004.
- GREENSTEIN, Fred I. (ed.), *The George W. Bush Presidency: An Early Assessment*, Johns Hopkins University Press, 2003.
- GUÈVREMONT, Normand, *L'avènement de la démocratie libérale, Le parlement en Angleterre, la révolution et la constitution américaines*, Saint-Joachim de schefford, Cartier, 2001.
- GUICHAOUA, André, et GOUSSAULT, Yves, *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin, 1993.
- GUILBERT, Thierry, *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- GUTWIRTH, Jacques, *L'Église électronique. La saga des télé-évangélistes*, Paris, Bayard, 1998.
- GUYATT, Nicholas, *Encore un siècle américain? Les États-Unis et le monde au XXI^e siècle* (traduit de l'anglais par Mariam Brûlon et Caroline Harvey), Paris, Enjeux Planète, (Montréal, Écosociété), 2002.
- HABERMAS, Jürgen, *The Theory of Communicative Action*, vol : I et II, Cambridge, Polity Press, 1984, 1989.
- HABERMAS, Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, (T1 : *Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, T 2 : *Pour une critique de la raison fonctionnaliste*), Paris, Fayard, 1998.
- HAMILTON, Alexander, JAY, John et MADISON, James, *Le fédéraliste*, Paris, Économica, 1988.
- HANNERZ, Ulf, *Transnational Connections : Culture, People, Places*, Londres, Routledge, 1996.
- HANS-DIETER, Evers, SMITH, Joan Smith and Wallerstein Immanuel (ed.), *Households and the World-Economy*, Beverly Hills (Calif.), Sage, 1984.
- HAQUET, Arnaud, *Le concept de souveraineté en droit constitutionnel français*, Paris, PUF, 2004.

- HARDT, Michael et NEGRI, Antonio (traduit de l'Américain par Denis Armand-Canal), *Empire*, Harvard University Press, 2000, (édition française : Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000).
- HASSENER, Pierre, *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Paris, 1995.
- HAUT CONSEIL DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (France), *Les non-dits de la bonne gouvernance. Pour un débat politique sur la pauvreté et la gouvernance*, Karthala, Paris, 2001.
- HEFNER, Richard, *Democratic Civility, On the History and Possibility of an Ideal*, New Brunswick (U.S.A) and London (U.K), Transaction Publishers, 1998.
- HELD, David et MCGREW, Anthony (eds.), *The Global Transformations Reader. An Introduction to the Globalization Debate*, Cambridge (UK), Polity Press, 2003 (2^{ème} édition révisée).
- HENTSCH, Thierry, *L'Orient imaginaire. La vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris, Éditions de Minuit, 1988.
- HERRERA Carlos-Miguel (dir.), *Le droit, le politique : autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- HIGGS, Robert, *Crisis and Leviathan. Critical Episodes in the Growth of American Government*, New York, Oxford University Press, 1987.
- HILL, Christopher., *Puritanism and Revolution, Studies in Interpretation of the English Revolution of the 17th Century*, New York, Schocken Books, 1970 (1964).
- HILL, C., *Le monde à l'envers : Les idées radicales au cours de la Révolution anglaise*, trad., Paris, Payot, 1977.
- HILL, C., *Maritime Law*, London, Lloyd's of London Press, 1989.
- HILL, C., *La révolution anglaise* (traduit de l'anglais par Jean-Pierre Barrois), Paris, Éditions de la Passion, 1993.
- HILLARD, Pierre, *La fondation Bertelsmann et la « gouvernance mondiale ». Un empire des médias et une fondation au service du mondialisme*, Paris, François- Xavier de Guibert, 2009.
- HOBBS, Thomas, *Leviathan* (edited by Richard Tuck), New York, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- HOBSBAWM, Eric, *L'Ère des révolutions*, Paris, Fayard, 1970 (Editions Complexe, 1988).
- HOBSBAWM, E., *L'ère des empires 1875-1914*, Paris, Fayard, 1989
- HOBSBAWM, E., *The Age of Extremes: The Short History of the Twentieth Century 1914-1991*, London, Penguin Books, 1994.

- HOBSBAWM, E., *L'Age des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Paris, Éditions Complexe, 1999, 2003.
- HOBSBAWM, E., *On Empire : America, War and Global Supremacy*, New York, Pantheon Books, 2008.
- HOFFMAN, Stanley (entretien avec Frédéric BOZO), *L'Amérique, vraiment impériale?*, Paris, Éditions Louis Audibert, 2003.
- HOFSTADTER Richard. et WALLACE, Michael, *American Violence. A Documentary History*, New York, Knopf, 1972.
- HOFSTEDE, Geert et KASSEM, Sami N. (eds), *European Contribution to Organization Theory*, Amsterdam, Van Gorcum, 1976.
- HOPE, Tim et SPARKS, Richard, *Crime, Risk and Insecurity. Law and order in everyday life and political discourse*, London, Routledge, 2000.
- HOURANI, Albert, *Histoire des peuples arabes*, Paris, Seuil, 1993.
- HOURS, Bernard, *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'une anthropologie politique*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- HOWARD, Michael E., *War in European History*, Oxford (US), Oxford University Press, 2001.
- HOWELL, Jenny et PEARCE Jude, *Civil Society and Development: A Critical Exploration*, London, Lynne Rienner Publishers, 2001
- HUNTINGTON, Samuel, *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Belknap Press, 1981.
- HUNTINGTON, S., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon and Shuster, 1996.
- HUNTINGTON, S., *Who Are We? The challenges of America's National Identity*, New York, Simon & Schuster, 2004.
- HUNTZINGER, Jacques, *Introduction aux relations internationales*, Paris, Seuil, 1987.
- ILLICH, Ivan, *La perte des sens* (traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat), Paris, Fayard, 2004.
- JENNINGS, Francis, *The Creation of America-Through Revolution to Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- JENSEN, Merrill, *The Articles of Confederation. An Interpretation of the Social-constitutional History of the American Revolution, 1774-1781*, Madison, Wisc, University of Wisconsin Press, 1940.
- JENSEN, M., *The Making of the American Constitution*, Princeton, NJ, 1964.

- JOHNSON, Chalmers, *Blowback: the Costs and Consequences of American Empire*, Holt Paperbacks, 2004.
- JOXE, Alain, *L'empire du Chaos. Les républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, Paris, La Découverte, 2004.
- KAGAN, Robert et KRISTOL, William (éd.), *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defence Policy*, San Francisco, CA, Encounter Books, 2000.
- KALDOR, Mary, *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 1999.
- KAMENAROVIĆ, Ivan P., *Le conflit. Perceptions chinoise et occidentale*, Paris, Editions du Cerf, 2001.
- KAPLAN, Robert, *Balkan Ghosts: A Journey Through History*, New York, St.Martin's Press, 1993.
- KAPLAN, R., *The Ends of the Earth: A Journey at the Dawn of the 21st Century*, New York, Random House, 1996.
- KAPLAN, R., *Warrior Politics: Why Leadership Demands a Pagan Ethos*, New York, Random House, 2001.
- KASPI, André., *Les Américains* (1. Naissance et essor des États-Unis 1607-1945 2. Les États-Unis de 1945 à nos jours), Paris, Seuil, 1986, 1998 et 2002 (pour la nouvelle édition augmentée).
- KASPI, A., DURPAIRE, François., HARTER, Hélène, et LHREN Adrien, *La civilisation américaine*, Paris, PUF, 2004.
- KEANE, John, *Civil Society and the State*, London, New York, Verso 1988.
- KEANE, J., *Reflections on Violence*, London, New York, Verso, 1996.
- KEANE, J., *Civil Society. Old Images, New Visions*, Stanford, California, Stanford University Press, 1998.
- KELSEN, Hans, *Théorie pure du droit*, 2^e éd. (trad. Par Eisenmann), Paris, Dalloz, 1962.
- KERJAN, Liliane, *L'égalité aux Etats-Unis : mythes et réalité*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991.
- KIRZNER, Israël, (traduit de l'américain par Raoul Audoïn) *Concurrence et esprit d'entreprise*, Paris, Économica, 2005.
- KLEIN, Étienne, *Le temps*, Paris, Flammarion, 1995.
- KLEIN, Naomi, *The Shock doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, Totronto, Random House of Canada, 2008.

- KOLKO, Gabriel, *The Roots of American Foreign Policy: an Analysis of Power and Purpose*, Boston, Beacon Press, 1969.
- KOLKO, G., *Politics of War, The World and the United States Foreign Policy. 1943-1945*, New York, Vintage Books, 1970.
- KOLKO, G., *The Limits of Power. The World and the United States Foreign Policy : 1945-1954*, New York, Harper & Row, 1972.
- KOLKO, G., *Main Currents in American History*, New York, Harper & Row, 1976.
- KOLKO, G., *Un siècle de guerres, politique, conflits et société depuis 1914*, (traduction de Johanne Patry), Ste-Foy, Presses de l'université Laval, 2000.
- KOTTAK, Philip C., *Researching American Culture: A Guide for Student Anthropologists*, MI, The University of Michigan Press, 1982.
- KRIEGEL, Blandine, *Cours de Philosophie politique*, Paris, Librairie Générale Française-Livre de Poche, 1996.
- KRIEGEL, B., *État de droit ou empire?*, Paris, Baillard, 2002.
- KUTLER, Stanley, *The American Inquisition: Justice and Injustice in the Cold War*, New York, Hill and Wang, 1982.
- LACORNE, Denis, *L'invention de la République. Le modèle américain*, Paris, Hachette, 1991.
- LACORNE, D., *De la religion en Amérique. Essai d'histoire politique*, Denis Lacorne, Paris, Gallimard, 2007.
- LACROIX Jean-Guy., et MASCOTTO Jacques-Alexandre, *Manifeste pour l'Humanité*, Québec, Lanctôt, 2000.
- LAÏDI, Zaki, *La tyrannie de l'urgence*, Montréal, Fidès, 1999.
- LANDES, David S., *The Unbound Prometheus. Technological Change and Industrial Development in Western Europe from 1750 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 (1969, deuxième édition révisée), (trad. française, *l'Europe technicienne ou le Prométhée libéré*, Paris, Gallimard, 1975).
- LATOUCHE, Serge, *Faut-il refuser le développement?*, Paris, PUF, 1986.
- LATOUR, Bruno, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La découverte, 1991.
- LATSIS, Spiro J., (éd.) *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.
- LAZARRE, Daniel, *The Frozen Republic. How the constitution Is Paralyzing Democracy*, New York, Harcourt Brace, 1996.

- LAZREG, Marnia, *Torture and the Twilight of Empire: from Algiers to Baghdad*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2007.
- LEFÈBVRE, Henri, *De l'État, 1 : L'État dans le monde moderne*, Paris, Union Générale d'éditions, coll. 10/18, 1976.
- LEFÈBVRE, H., *De l'État 3 : Le mode de production étatique*, coll. 10/18, Union Générale d'Éditions, Paris, 1977.
- LEFÈBVRE, H., *La production de l'espace*, Paris, Économica, 2000.
- LEFÈBVRE, H., *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production* (Préface de Jacques Guigou, postface de Rémi Hess), Paris, Anthropos, 2002 (troisième édition).
- LEFORT, Claude, *Essais sur le politique : XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1986.
- LEFORT, C., *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1995 (1981).
- LEGROS, Robert, *La question de la souveraineté. Droit naturel et contrat social*, Paris, Éditions Ellipses, 2001.
- LE MOIGNE, Jean-Louis, *Les épistémologies constructivistes*, Paris, P.U.F., 1995.
- LÉVY, Jacques et al., *L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- LEWIS, Bernard, *Le retour de l'islam*, Paris, Gallimard, 1993.
- LEWIS, B., *What went wrong?: The Clash Between Islam and Modernity in the Middle East*, New York, Orion Publishing Group (coll. Phoenix), 2002.
- LEWIS, B., *The Crisis of Islam: Holy War and Unholy Terror*, New York, Orion Publishing Group (coll. Phoenix), 2003.
- LIEVEN, Anatol, *Le nouveau nationalisme américain* (préface d'Emmanuel Todd, traduit de l'anglais par François Boisvin avec la collaboration de Vincent Raynaud), Paris, Éditions Jean-Claude Lattès, 2005.
- LIND, Michael, *The Next American Nation: The New Nationalism and the Fourth American Revolution*, New York, Free Press (Simon and Shuster), 1995.
- LIPSET, Seymour, *The First New Nation : the United States in Historical and Comparative Perspective*, New York, Basic Books, 1963.
- LIPSET, S. and HOFSTADTER, Richard., *Turner and the Sociology of the Frontier*, New York, Basic Books, 1968.
- LIPSET, S., *The Gap of Confidence, Business, Labour and Government in the Public Mind*, New York, Free Press, 1983.

- LIPSET, S., *American Exceptionalism: a double-edged sword*, New York, W. W. Norton, 1996.
- LYND, Staughton, *Class conflict, Slavery and the United States Constitution*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1967.
- MACPHERSON, Crawford B., *La théorie politique de l'individualisme possessif, De Hobbes à Locke*, Paris, Gallimard-Folio, 2004.
- MAFFESOLI, Michel, *La violence totalitaire*, Paris, P.U.F., 1979.
- MAFFESOLI, M., *Essais sur la violence banale et fondatrice*, Paris, Librairie des Méridiens, 1984.
- MAILER, Norrmand, (tra. de l'américain par Bernard Cohen), *Pourquoi sommes-nous en guerre*, Paris, Denoël, 2003.
- MAIRET, Gérard, *Le principe de souveraineté; Histoire et fondements du pouvoir moderne*, Paris, Gallimard, 1997.
- MALBRUNOT, Georges, *Le nouvel Irak. Un pays sans État*, Paris, Cygne, 2009.
- MANENT, Pierre, *Naissances de la politique moderne : Machiavel, Hobbes, Rousseau*, Paris, Payot, 1977 (rééd.1998).
- MANENT, P., *Histoire intellectuelle du libéralisme. Dix leçons*, Paris, Calmann-Lévy, 1987 (rééd. Hachette, « Pluriel », 1989).
- MANENT, P., *Cours familial de philosophie politique*, Paris, Fayard, 2001.
- MANN, Michael, *Incoherent Empire*, New York, London, Verso, 2003.
- MAPPA, Sophia (sous la direction de), *Développer par la démocratie? Injonctions occidentales et exigences planétaires*, Paris, Carthala, 1995.
- Marcuse, Herbert, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
- Marcuse, H., *Vers la libération. Au-delà de l'homme unidimensionnel* (traduit de l'anglais par Jean-Baptiste Grasset), Paris, Éditions de Minuit, 1969.
- MARIENSTRAS, Élise, *Nous, le peuple. Les origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, 1988.
- MARIENSTRAS, É., *Les mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance (1763-1800)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992.
- MARIENSTRAS, É., *Vie privée, bien public. Histoire de la sociabilité américaine*, Paris, Institut d'études anglophones de l'Université Paris 7-Denis Diderot, 1997.

- MARRES, Thierry (dir.), *Mondialisation et identité, les débats autour de l'occidentalisation et de l'orientalisation*, Academia Eds., 2009.
- MARTUCELLI, Danilo, *Sociologies de la modernité, L'itinéraire de XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1999.
- MARTUCELLI, D., *Grammaires de l'individu*, Paris, Gallimard, 2002.
- MARX, Karl ET ENGELS, Friedrich, *Manifeste du parti communiste (1848)* (traduction de Corinne Lyotard, introduction, notes et commentaires de François Châtelet), Paris, Librairie Générale Française, 1973.
- MARX, K., *Le capital*, Livre I, sections I à IV (préface de Louis Althusser), Paris, Flammarion, 1985 (1867).
- Marx, K., *Le capital*, Livre III (« Le procès d'ensemble de la production capitaliste »), T. 1, T. 2, Paris, Gallimard, 2008 (1867).
- MASNATA, François, *Pouvoir, société et politique aux États-Unis*, Paris, Payot, 1970.
- MASNATA, F., *Autopsie d'une Amérique*, Paris, Payot, 1973.
- MATARD-BONUCCI, Marie-Anne (dir.), *La démocratie au XX^e siècle : Europe de l'Ouest et États-Unis*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2000.
- MAYER, Arno J., *The Furies-Violence and Terror in the French and Russian Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- MEARSHEIMER John, and WALT, Stephen, *The Israel Lobby and US Foreign Policy*, Farrar, Strauss and Giroux, 2007.
- MEIER, Heinrich., *Carl Schmitt, Léo Strauss, la notion de politique : un dialogue entre absents*, Paris, Julliard, 1990.
- MEINECKE, Friedrich, *L'idée de la raison d'État dans l'histoire des temps modernes*, (trad. de l'allemand par Maurice Chevallier), Genève, Droz, 1973.
- MEIKSINS WOOD Ellen, *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- MEIKSINS WOOD, E., *Empire of Capital*, New York and London, Verso, 2003.
- MERCIER, Guy (dir.), *Les territoires de la mondialisation*, Ste-Foy, Presses de l'université Laval, 2004.
- MERCURE, Daniel, *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la globalisation*, Ste-Foy, Presses de l'université Laval, 2001.
- MEYERSON, Émile, *Identité et Réalité*. Paris, Félix Alcan, 1926.
- MILLS, Charles W., *L'élite du pouvoir* (traduit de l'américain par André Chassigneux), Paris, F. Maspero, 1969.

- MINC, Alain, *La mondialisation heureuse. La France sera-t-elle le mauvais élève de la mondialisation? Elle mérite mieux*, Paris, Pocket, 1999.
- MOORE, Barrington, *The Social Origins of Dictatorship and Democracy, Lord and Peasant in the making of the modern world*, New York, Beacon Press, 1966.
- MORGAN, Richard, *Disabling America: the "Rights Industry" in our Time*, New York, Basic Books, 1984.
- MORIN, Edgar, *Terre-patrie* (avec la collaboration d'A.B. Kern), Paris, Seuil, 1993.
- MORRIS, Richard Brandon, *Basic Documents in American History*, Princeton (NJ), D. Van Nostrand, 1956.
- MOUFFE, Chantal, *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, La Découverte/Mauss, 1994.
- MOUFFE, Chantal, *The Challenge of Carl Schmitt*, London, Verso, 1999.
- MUCCHIELLI, Laurent, *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, 2008.
- MÜNSTER Arno, *Progrès et catastrophe, Walter Benjamin et l'histoire*, Paris, Kimé, 1996.
- NAGEL, Thomas, *The View From Nowhere*, Oxford, Oxford University Press, 1986.
- NOHRA, Fouad, (préface par Samir Amin), *Théories du capitalisme mondial*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1997.
- NORDMANN, Charlotte, *Bourdieu/Rancière : Le politique entre sociologie et philosophie*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.
- NORTON, Anne, *Léo Strauss et la politique de l'empire américain* (traduit de l'américain par Pierre-Emmanuel Dauzat), France, Denoël, 2006.
- NOTOMB, Charles-Ferdinand, VERCAUTEREN, Pierre, *L'après-duopole, Le monde orphelin de la guerre froide*, Paris, Economica, 1997.
- NOUAILLAT, Yves-Henri., *Les États-Unis et le monde au XX^e siècle*, Paris, Arman Colin, 1993.
- NYE, Joseph S Jr., SALOH Yukio et WILKINSON Paul, *Addressing the New International Terrorism: Prevention, Intervention, and Multilateral Cooperation*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2003.
- NYE, J. S. Jr., *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, New York, Oxford University Press, 2003.
- O'BRIEN, Robert, SCHOLTE, Jan Aarte, GOETZ, Anne-Marie et WILLIAMS, Marc, *Contesting global Governance : Multilateral Economic Institutions and Global Social Movements*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2000.

OFFE, Claus, *Reflections on America: Tocqueville, Weber and Adorno in the United States*, Cambridge (UK), Polity Press, 2005

PALAYRET, Guy, *La société, le droit et l'État moderne*, Paris, Ellipses, 1998.

PARIZEAU, Marie-Hélène et KASH, Soheil (dir.), *Pluralisme, modernité et monde arabe. Politique, droits de l'homme et bioéthique*, Beyrouth, Delta, (Sainte-Foy, Presses de l'université Laval), 2006.

PICHETTE, Jean (sous la direction de), *Les tours de babel. La paix après le 11 septembre*, Montréal, éditions des 400 coups, 2002.

PISIER, Evelyne, *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 1996.

POLANYI, Karl, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

PORTES, Jacques. (dir.), *Autour de la démocratie aux États-Unis et en Europe*, Paris, Ellipses, 1999.

POULAIN, Jacques, GAILLARD, Françoise et SHUSTERMAN, Richard, *La modernité en questions. De Richard Rorty à Jurgen Habermas*, Paris, Cerf, 1998.

PRIGOGINE, Ilya et STENGERS, Isabelle, *La nouvelle alliance: métamorphose de la science*, Paris, Gallimard, 1979.

PUTMAN, Robert, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton (NJ.), Princeton University Press, 1993.

PUTMAN, R., *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Shuster, 2000.

RAMEL, Frédéric et CUMIN, David, *Philosophie des relations internationales*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2002.

RAMONET, Ignacio, *Nouveaux Pouvoirs, nouveaux maîtres du monde*, Montréal, Fidès, 1996.

RANCIÈRE, Jacques, *Les noms de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Paris, Seuil, 1992.

RANCIÈRE, J., *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 1998.

RANCIÈRE, J., *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La fabrique, 2000.

RANCIÈRE, J., *Chronique des temps consensuels*, Paris, Seuil, 2005.

RANCIÈRE, J., *La haine de la démocratie*, Paris, La fabrique, 2005.

RAWLS, John, *Justice et démocratie*. (traduction de l'Américain par Catherine Audard), Paris, Seuil, 1993.

RAWLS, J., *The Law of Peoples*, Cambridge, (Mass.), Harvard University Press, 1999.

- RAWLS, J., *Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison publique*, (traduit de l'anglais par Bertrand Guillaume), Québec, Boréal, 2006.
- RENAUT, Alain, (dir.), *Histoire de la philosophie politique, Tome II : Naissances de la modernité*, Paris, Calmann-Lévy, 1999.
- RENOUVIN, Pierre, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Pocket, 1997.
- REZÉ, Michel et BOWEN, R. H., *Key Words in American Life*, New York, Paris, Masson, 1979.
- RICHET, Isabelle, *La Religion aux États-Unis*, Paris, PUF, 2001.
- RICOEUR, Paul, *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.
- RIST, Gilbert, *Le développement: Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996.
- ROBERT, Frédéric, *La civilisation américaine par les textes de 1494 à nos jours*, Paris, Éditions Ellipses, 2003.
- ROBINS, Robert, *Political Paranoia. Psychopolitics of hatred*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1997.
- ROBERTSON, Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, Londres, Sage, 1992.
- ROCHER, Guy, *Introduction à la sociologie générale : l'action sociale, l'organisation sociale et le changement social*, Québec, Hurtubise, 1969-1992.
- ROCHER, G., *Talcott Parsons et la sociologie américaine*, Paris, PUF, 1972.
- ROSANVALLON, Pierre, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1999,(1979, 1989).
- ROSANVALLON, P., *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998.
- ROSANVALLON, P., *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.
- ROSANVALLON, P., *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.
- ROSS, Marc H., *The Culture of Conflict. Interpretations and Interests in Comparative Perspective*, New Haven & London, Yale University Press, 1993.
- ROSSIGNOL, Marie-Jeanne, *Le ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis : 1789-1812*, Paris, Belin, 1994.

- ROSTOW, Walt W., *Les étapes de la croissance économique*, trad. franç., Paris, Le Seuil, 1963.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques, *Du Contrat social*, Livre I, chap. vi, Paris, Flammarion, 1992.
- ROVIELLO, Anne-Marie, *Sens commun et modernité chez Hannah Arendt*, Bruxelles, Ousia, 1987.
- RUANO-BORBALAN, Jean-Claude, et HELPERN, Catherine (éds.), *Identité(s) : L'individu, le groupe, la société*, Paris, Sciences Humaines, 2004.
- RUSS, Jacqueline, *Histoire de la philosophie de Socrate à Foucault*, Paris, Hatier, 1985.
- RUSS, J., *La marche des idées contemporaines: un panorama de la modernité*, Paris, Armand Colin, 1994.
- RUSS, J., *Les théories du pouvoir*, Paris, Librairie Générale Française, 1994.
- SACHS, Wolfgang, ESTEVA, Gustavo, *Les ruines du développement* (traduit de l'allemand par Valentin DURANTHON et de l'espagnol par Christine BALTA), Montréal, Écosociété, 1996.
- SAÏD, Edward, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (traduit par Catherine Malamoud et préfacé par Tzvetan Todorov), Paris, Seuil, 1980.
- SAÏD, E., *Covering Islam. How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World*, New York, Vintage Books (Random House), 1997 (1981).
- SAÏD, E., *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 2000.
- SAHLINS, Marshall, *Âge de Pierre. Âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976.
- SASSEN, Saskia, *Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalisation*, New York, Columbia University Press, 1996.
- SCANLON, Thomas, *What We are to Each Other*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2000.
- SCHLESINGER, Arthur M., *Congress and the Presidency. Their role in modern times*, Washington D. C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1967.
- SCHLESINGER A. M., *The Dynamics of World Power. A Documentary History of United States Foreign Policy*, New York, Chelsea Pub, 1973.
- SCHLESINGER, A., M., *The Imperial Presidency*, Boston, Houghton Mifflin, 1973.
- SCHLESINGER A. M., *The cycles of American History*, Boston, Houghton Mifflin, 1986.
- SCHLESINGER, A. M., *L'Amérique balkanisée. Une société multiculturelle désunie*, Paris, Économica, 1999.

- SCHLESINGER, A. M., *War and the American Presidency*, New York, W. W. Norton, 2004.
- SCHMITT, Carl, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988 (1922, 1969).
- SCHMITT, Carl, *Considérations politiques* (Traduction et préface de W. Gueydan de Roussel), Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942.
- SCHMITT, C., *Terre et mer : un point de vue sur l'histoire mondiale*, Paris, Éditions du Labyrinthe, 1985.
- SCHMITT, C., *Du politique. Légalité et Légitimité et autres essais*, Paris, Pardès, 1990.
- SCHMITT, C., *La notion de politique : Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- SCHMITT, C., *Le nomos de la terre dans le droit des gens du Jus Publicum Europaeum*, Paris, P.U.F., 2001.
- SCHMITT, C., *Le Leviathan dans la doctrine de l'État de Thomas Hobbes, sens et échec d'un symbole politique*, (traduit de l'Allemand par Denis Trierweiler, préface par Étienne Balibar, Postface de Wolfgang Palaver), Paris, Seuil, 2002.
- SCHAWB George, *The challenge of the Exception. An Introduction to the Political Ideas of Carl Schmitt between 1921 and 1936*, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1989.
- SENNETT, Richard, *La Culture du nouveau capitalisme*, Paris, Albin Michel, 2006.
- SERRES, Michel, *Hermès I, la communication*, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
- SHANNON, Thomas R., *An Introduction to the World-System Perspective*, Westview Press, 1989.
- SIMON, Herbert, *Reason in Human Affairs*, Stanford California, Stanford University Press, 1983.
- SKLAIR, Leslie, *Sociology of the Global System*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.
- SMITH, David A. et SOLINGER, Dorothy J. (eds.), *States and Sovereignty in the Global Economy*, London, Routledge, 1996.
- SMITH, Joan, (ed.), *Racism, Sexism and the World-System*, New York, Greenwood Press, 1988.
- SMITH, Tony, *America's Mission: The United States and the Worldwide Struggle of Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SMOUTS, Marie-Claude et BADIE, Bertrand, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de sciences-po et Dalloz, 1992.
- SO, Alvin Y., *Social Change and Development: Modernization, Dependency and World-System Theories*, Californie, Sage, 1990.

- SOFAER, Abraham D., *War, Foreign Affairs and Constitutional Power*, Cambridge, Ballinger, 1976.
- SOFSKY Wolfgang, *Traité de la violence (Traktat über die Gewalt* traduit de l'allemand par Bernard Lortholary), Paris, Gallimard, 1998.
- SOCIÉTÉ FRANÇAISE POUR LE DROIT INTERNATIONAL, *L'État souverain à l'aube du XXI^e siècle, colloque de Nancy*, Paris, A. Pedone, 1994.
- SAINT-ARMAND, Paul, *The Politics of Hostility. Politics, Violence and the Enlightenment*, Minnesota, University of Minnesota Press, 1996.
- SY-WONYU, Aissatou, *Les États-Unis et le monde au 19^{ème} siècle*, Paris, Armand-Colin, 2004.
- SWEDBERG, Richard, *Une histoire de la sociologie économique*, Paris, Desclée de Bouver, 1994.
- TAMINIAUX, Jacques, *Naissance de la philosophie hégélienne de l'État*, Paris, Payot, 1984.
- TERREL, Jean, *Les théories du pacte social. Droit naturel, souveraineté et contrat social de Bodin à Rousseau*, Paris, Seuil, 2001.
- TILLY, Charles., *The Formation of national States in Western Europe*, Princeton (N. J.), Princeton university press, 1975.
- TILLY, C., *Coercion, Capital and the European States: AD 990-1990*, Cambridge (Mass.), Blackwell, 1990.
- TODOROV, Tzvetan, *La conquête de l'Amérique. La question de l'autre*, Paris, Seuil, 1982..
- TODD, Emmanuel, *Après L'Empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002.
- TODD, E. et COURBAGE, Youssef, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, 2007.
- TOINET, Marie-France, *La chasse aux sorcières. 1947-1957*, Bruxelles, Complexe, 1984.
- TOINET, M.-F., LACORNE, Denis et RUPNIK, Jacques, *L'Amérique dans les têtes : un siècle de fascinations et d'aversion*, Paris, Hachette, 1986.
- TOINET, M.-F., *Le système politique des États-Unis*, Paris, P.U.F, 1987.
- TOINET, M.-F., *Et la constitution créa l'Amérique*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1988.
- TOINET, M.-F., KEMPF, Hubert et LACORNE, D., *Le libéralisme à l'américaine. L'État et le marché*, Paris, Economica, 1989
- TOINET, M.-F., *L'État en Amérique*, Paris, P.U.F, 1989.

- TOINET, M.-F., *L'Amérique triomphante*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994.
- TOINET, M.-F., *La présidence américaine*, Paris, Montchrestien, 1996.
- TORMEY, Simon, *Making Sense of Tyranny. Interpretations of Totalitarianism*, Manchester & New York, Manchester University Press, 1995.
- TRUMAN, Harry, *M. Le président; carnets, lettres, archives et propos de Harry Truman, 32^e président des États-Unis d'Amérique* (présentées par William Hillman, trad. De l'américain par R. Jouan), Amiot et Dumont, 1952.
- TURNER, Frederic-Jackson, *The Frontier in American History*, New York, Dover Publications, 1996 (première édition: Henry Holt 1920).
- VAN DER PIJL, Kees, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, London, Verso, 1984.
- VAN DER PIJL, K., *Transnational Classes and International Relations*, London, Routledge, 1998.
- VAN DOREN, Carl., *Constitution des États-Unis. Exemple d'une fédération*, Paris, Correa, 1956.
- VARGAS, Yves (dir.), *De la puissance du peuple. La démocratie de Platon à John Rawls*, Le temps de cerises, France, Pantin, 2000.
- VAYSSE, Jean-Marie, *Hegel, temps et histoire*, Paris, PUF, 1998.
- VEBLEN, Thorstein, *Théorie de la classe de loisir* (traduit de l'anglais par Louis Evard), Paris, Gallimard, 1970.
- VINCENT, Bernard et MARIENSTRAS, E., *Les oubliés de la révolution américaine (Femmes, Indiens, Noirs, quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1990.
- VINCENT, B. (dir.), *Histoire des États-Unis*, Paris, Flammarion, 1995.
- VINCENT, B., *La destinée manifeste : aspects idéologiques et politiques de l'expansionnisme américain au dix-neuvième siècle*, Paris, Messene, 1999.
- VINCENT, B., *La destinée manifeste. Textes et documents*, Paris, Messene, 1999.
- VIRILIO, Paul (entretien avec PETIT, Philippe), *Cybermonde ou la politique du pire*, Paris, Textuel, 1996.
- VON HAYEK, Friedrich, *The Road to Serfdom*, Chicago, The University of Chicago Press, 1994 (50th anniversary edition, 1944).
- VON HAYEK, F., *Droit, Législation et Liberté*, vol. 1 « Règles et ordre », vol. 2 « Le mirage de la justice sociale », vol. 3 « L'ordre politique d'un peuple libre », Paris, PUF, 2008.

- WALLEMACQ, Anne, *L'ennui et l'agitation: figures du temps*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1991.
- WALLERSTEIN, Immanuel, *The Modern World-System*, t I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century (1450-1640), New York, Academic Press, 1974.
- WALLERSTEIN, I., *The Capitalist World-Economy*, New York, Cambridge University Press, 1979.
- WALLERSTEIN, I., *The Politics of the World-Economy: the States, the Movements, and the Civilization*, New York, Cambridge University Press, 1984.
- WALLERSTEIN, I., *Le capitalisme historique*, trad. de l'angl. (É. -U.) par Philippe Steiner et Christian Tutin, Paris, La Découverte, 1985.
- WALLERSTEIN, I., *Geopolitics and Geoculture: Essays on the Changing World-System*, New York, Cambridge University Press, 1991.
- WALLERSTEIN, I., *Impenser la science sociale pour sortir du XIXème siècle*, Paris, PUF, 1991.
- WALLERSTEIN, I., et BAERGA, Maria Del Carmen, *Creating and Transforming Households: the Constraints of the World-Economy*, Cambridge (Eng.), Cambridge University Press, 1992.
- WALLERSTEIN, I., and HOPKINS, Terence K., *The Age of Transition: Trajectory of the World-System 1945-2025*, London, Zed Books, 1996.
- WALLERSTEIN, I., (dir.), *Ouvrir les sciences sociales: rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales*, trad. de l'ang. (É. -U.) par Jean-Michel et Sophie Blanquer, Paris, Descartes, 1996.
- WALLERSTEIN, I., *L'après-libéralisme: Essai sur un système-monde à réinventer*, (traduit de l'américain par Patrick Hutchinson), La Tour D'Aigues, Éditions de l'aube, 1999.
- WALLERSTEIN, I., *L'histoire continue*, (trad. de l'américain par Patrick Hutchinson), La Tour-D'Aigues (France), De L'aube, 1999.
- WALZER, Michael, *Just and Unjust Wars*, New York, Basic Books, 1977.
- WATZLAWICK, Paul, WEAKLAND, John et FISH, Richard, *Changements : Paradoxes et Psychothérapie*, trad. de l'américain par Pierre Ferlain, Paris, Seuil, 1975.
- WEBER, Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1969.
- WEBER, Max, *Économie et société*, Paris, Plon, 1971.
- WIDENFELD, Werner, KOCH-WESER, Caio, BERGTSEN Fred C, STÜTLZE, Walther, HAMRE, John (eds.), *From Alliance to Coalitions : The Future of Transatlantic Relations*, Gütersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 2004.

WEINBERG, Albert K., *Manifest Destiny, A Study of Nationalist Expansionism in American History*, Chicago, Quadrangle Books, 1935.

WHITE, Morton G., *Philosophy, the Federalist and the Constitution*, New York, Oxford University Press, 1987.

WILCOX, Francis O, *Congress, the executive and Foreign Policy*, New York, Harper and Row, 1971.

WOLF, Martin, *Why Globalization Works*, Baltimore, Yale University Press, 2004.

WOLIN, Sheldon, *The Presence of the Past: Essays on the State and the Constitution*, Baltimore (Maryland), John Hopkins University Press, 1989.

ZINN, Howard, *The Zinn Reader*, New York, The Seven Stories Press, 1997:

ZINN, H., *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours* (traduit de l'anglais par Frédéric Cotton), Marseilles, Agone, 2002 (deuxième édition révisée et corrigée : 2004).

ZIZEK, Slavoj, *The Fragile Absolute*, London and New York, Verso, 2000.

Articles et chapitres de monographies

AGLIETTA, Michel, « Le Schumpeter de l'histoire », *EspacesTemps*, n°: 34-35, 1986, pp. 47-50.

AHRNE, Göran, « Civil Society and Uncivil Organisations », in RAI, Shirin, (dir.), *Real Civil Societies*, London, Sage Publications, 1998, pp. 84-95.

AKOUN André, « Positivisme et néopositivisme », in BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAOUI, Mohamed et LÉCUYER, Bernard-Pierre [dir.], *Dictionnaire de La sociologie*, Paris, Larousse, 1995, p. 178.

ALEXANDER, Jeffrey (ed.), « Introduction », in RAI, Shirin, (dir.), *Real Civil Societies*, London, Sage Publications, 1998 in *Real Civil Societies*, London, Sage Publications, 1998, pp. Vii-19.

ALEXANDER, J., « Citizen and Enemy as Symbolic Classification: On the Polarising Discourse of Civil Society », in RAI, Shirin, (dir.), *Real Civil Societies*, London, Sage Publications, 1998, pp. 97-114.

ARRIGHI, Giovanni, « Hégémonie américaine et marché mondial », in Gilbert Achcar (dir.), « L'hégémonie américaine », *Actuel Marx*, no : 27, premier trimestre 2000, Paris, PUF, pp. 54-69.

AVANT, Deborah, « Selling Security: Post-cold War Private Security Services in Historical Perspective », *American Political Science Association Annual Meeting*, San Francisco, 2001.

BAECHLER, Jean, « Changement », BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAOUI, Mohamed et LÉCUYER, Bernard-Pierre [dir.], *Dictionnaire de La sociologie*, Paris. Larousse, 1995.

- BEAUD, Olivier, « La souveraineté », dans Stéphane Rials et Philippe Raynaud (eds.), *Dictionnaire de philosophie politique*, P.U.F, 1996, pp. 626-632.
- BEAUD, O., « L'état d'exception », in RAYNAUD, Philippe et RIALS, Stéphane, *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, pp. 632-635.
- BECK, Ulrich, « Globalization's Chernobyl », *Financial Times*, du 05 novembre 2001.
- BÉDARD, Saida, « Recentrage stratégique des Etats-Unis vers la lutte contre les « menaces asymétriques » », in Serge Cordellier (sous la direction de), *Le nouvel état du monde. Les idées-forces pour comprendre les nouveaux enjeux internationaux*, Paris, La Découverte, 2002, pp. 80-82.
- BERCOVITCH, Sandra, « How the Puritans Won the American Revolution », *Massachusetts Review*, vol. 17, no: 4, 1976.
- BETTS, Richard « The Delusion of Impartial Intervention », *Foreign Affairs* 73, no : 6, 1994, pp. 16-32.
- BIDET, Jacques, « Impérialisme, Empire, État-monde », in Jacques Bidet (dir.) « Guerre impériale, guerre sociale », Actes du Congrès Marx International IV, Coll. *Actuel Marx*, PUF, Paris, 2005.
- BONNY, Yves, Préface du livre de FREITAG, Michel, *L'Oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Les Presses de l'université Laval, 2002, pp. 11-53.
- BOOT, Max, « The case for American Empire », *Weekly Standard*, Washington D.C., vol. 7, no: 5, 15 octobre 2001.
- BOUSQUET, Nicole, « Esquisse d'une théorie de l'alternance de périodes de concurrence et d'hégémonie au centre de l'économie-monde capitaliste », *Review*, vol II, n°: 4, printemps 1979, pp. 501-517.
- BOZEMAN, Adda, « The International Order in a Multicultural World. The Expansion of International Society » in BULL, H. et WATSON A., *The Expansion of International Society*, Oxford, Oxford University Press, 1984, pp. 387-406.
- CAMPBELL, Colin D., « L'École de Chicago », in Douglas Greenwald (éd.), (préface de Michel Albert) *Encyclopédie économique*, Paris, Économica, 1984, pp. 264-269.
- CAROTHERS, Thomas, « Democracy without Illusions », *Foreign Policy*, 76, no. 1, 1997, pp. 16-32.
- CASTORIADIS, Cornélius, « Réflexions sur le «développement» et la «rationalité», in Candido Mendès (dir.), *Le mythe du développement*, Paris, Seuil, 1977, pp. 205-241.
- COLLIOT-TÉLÈNE, Catherine, « Carl Schmitt contre Max Weber. Rationalité juridique et rationalité économique », in Herrera, *Le droit, le politique : autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*. Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 205-227.

- COURTINE, Jean-François, « Vitoria, Suarez et la naissance du droit naturel moderne », in Alain Renaut (dir.), *Histoire de la philosophie politique, Tome II : Naissances de la modernité*, pp. 127-181.
- DE BENOÎST, Alain, « Préface », in Carl Schmitt, *Du politique, « légalité et légitimité » et autres essais*, terme, Puiseaux, 1990, pp. vii-xxxiii.
- DE BRIE, Christian, « légitimer les inégalités sociales », *Manière de voir*, Le Monde diplomatique, (le nouveau capitalisme), no : 72, décembre 2003-janvier 2004, pp. 18-21.
- DOCKÈS, Pierre, « Périodisation du capitalisme et émergence d'un nouveau capitalisme », in P. Dockès (dir.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 81-110.
- DOCKÈS, Pierre, « Introduction », in Pierre Dockès (dir.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 17-21.
- DOMMERGUES, Pierre, « Dès 1978, l'outillage intellectuel est en place », *Manière de voir*, *Le Monde diplomatique*, n° : 72, Décembre 2003-Janvier 2004, pp. 15-17.
- DOSSE, François, « Foucault face à l'histoire », *EspacesTemps*, no: 30, 1985, pp. 4-22.
- DOSSE, F., « L'histoire en miettes: des Annales militantes aux Annales triomphantes », *EspacesTemps*, n°: 29, 1985, pp. 47-60.
- DOSSE, F. « Les habits neufs du président Braudel », *EspaceTemps*, n°: 34-35, 1986, pp. 83-93.
- DRAINVILLE, André C., « Québec City 2001 and the Making of Transnational Subjects », *Socialist Register*, Londres, Merlin Press, pp. 15-42.
- DUBLOCK, Christian et BRUNELLE, Dorval, « Globalisation et nouveaux cadres normatifs. Le cas de l'accord multilatéral sur l'investissement », in Michel Freitag, et Éric Pineault (sous la direction de), *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Québec, Nota Bene, 1999, pp. 95-150.
- DUCLOS, Denis, « Du loup-garou au tueur en série : variantes du déviant, en miroir de la société-machine », *Société*, no : 12-13, hiver 1994.
- DUPLESSIS, Isabelle, « La souveraineté politique », in BOULAD-AYOUB, Josiane et BONNEVILLE, Luc (dir.), *Souverainetés en crise*, L'Harmattan, Les Presses de l'université Laval, 2003, pp. 17-27.
- DURAND, Marie-Françoise, « Autour du modèle-État », in DURAND Marie-Françoise, LÉVY Jacques, and RETAILLÉ, Denis, *Le monde. Espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 1993 (2^e éd. revue et augmentée), pp. 45-95.
- DURAND Marie-Françoise, LÉVY Jacques, and RETAILLÉ, Denis (dir.), « Introduction : Espaces-mondes: mode d'emploi », Introduction à M. -F. Durand, J. Lévy et D. Retaillé, *Le monde: espaces et systèmes*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 1993 (2^e édition revue et augmentée), pp. 19-44.

- ELIAS, Norbert, « Violence and Civilisation », in KEANE, John, *Civil Society and the State* (ed. John Keane), London, New York, Verso, 1988, pp. 177-198.
- ETOUNGA-MANGUELLE, Daniel, « De l'ajustement structurel à l'ajustement culturel : la seule solution pour l'Afrique », *Bulletin DMPN*, n° : 2, août 1994.
- FALK, Richard, «A Just Response», *The Nation*, 8 octobre 2001.
- FALK, R., «Ends and Means: defining a just war», *The Nation*, 29 octobre, 2001.
- FALK, R., «Defining a Just War», *Columbia Journalism Review*, 29 octobre 2001.
- FINE, R. and RAI, S., «Understanding Civil Society: A Preface», in FINE, R. and RAI, S., *Civil Society: Democratic Perspectives*, London, Frank Cass, 1997, pp. 1-6.
- FINE, R., «Civil society theory, Enlightenment and Critique», in FINE, R. and RAI, S., *Civil Society: Democratic Perspectives*, London, Frank Cass, 1997, pp. 7-28.
- EDWARDS, Bob and FOLEY, Michael, « The Paradox of Civil Society », *Journal of Democracy*, vol. 7, no: 3, juillet 1996, pp. 38-52.
- FACENDIS (DE), Dario, « La possibilité de l'expérience dans le monde contemporain : sur Giorgio Agamben », *Cahiers du GIÉP* (Groupe d'étude interuniversitaire sur la postmodernité), no : 16, séminaire du 12 Février 1993, pp. 1-12.
- FORTIN, Andrée, « La sociologie, science de/dans la société », *Sociologie et sociétés*, vol. XII, n°: 2, octobre 1980, pp. 75-95.
- FOURNIER, Richard, « La crise de l'État néolibéral et l'utopie de l'éducation continue à la rescousse de l'individu », in CÔTÉ, Jean-François (dir.), *Individualismes et individualité*, Québec, Septentrion, 1995, pp. 135-163.
- FREITAG, Michel, «La fin de l'histoire et le dernier homme (de Francis Fukuyama) », *Cahiers du GIÉP* (Groupe d'étude interuniversitaire sur la postmodernité) no : 21, Séminaire du 17 septembre 1993 (Présentation par les membres de la revue *Conjoncture* et débats avec les membres de la revue *Société*).
- FREITAG, M., « La métamorphose. Genèse et développement d'une société postmoderne en Amérique », *Société* (Postmodernité en Amérique), no : 12-13. Hiver 1994, pp. 1-137.
- FREITAG, M., « Pour un dépassement de l'opposition entre 'holisme' et 'individualisme' en sociologie », in CÔTÉ, Jean-François (dir.), *Individualismes et individualité*, Québec, Septentrion, 1995, pp. 263-326.
- FREITAG, M., « La globalisation contre les sociétés, Par delà l'échec circonstanciel de l'AMI : La portée historique de l'autonomisation du capital financier », in Michel Freitag et Éric Pineault (dir.), *Le monde enchaîné*, Québec, Nota Bene, 1999, pp. 231-318.
- FREITAG, M., « Genèse et structure des totalitarismes archaïques », in Daniel Dagenais (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, pp. 248-350.

- FREITAG, M., « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique », in Daniel Dagenais, (sous la dir.) Hannah Arendt, *le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, pp. 353-404.
- FREITAG, M., « L'avenir de la société : globalisation ou mondialisation? L'enjeu d'une théorie sociale unificatrice : sociologie critique ou théorisation systémique positive? », *Société*, no : 24-25, hiver 2005, pp. 133-188.
- FREITAG, M., « Penser l'aporie postmoderne », *Société*, no : 24-25, hiver 2005, pp. 305-325.
- FREUND, J., « Carl Schmitt's Political Thought », *Telos*, no : 102, Hiver 1995.
- FREYSSINET, Jacques, « Modes d'accumulation du capital : une nouvelle dialectique? », in Pierre Dockès (dir.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 55-80
- FUKUYAMA, Francis, « La fin de l'histoire et le dernier homme », *Commentaire*, no. 47, 1989.
- FUKUYAMA F., « The End of History? », *The National Interest*, no. 16, Summer 1989.
- GARTEN, Jeffrey E., « Business and Foreign policy », *Foreign Affairs*, n°: 5, 1997, pp. 67-79.
- GAUCHET, Marcel, « la dette de sens et les racines de l'État », *Libre*, no : 2, 1977, pp. 5-43.
- GNESOTTO, Nicole, «Europe et Etats-Unis. Visions du monde, visions de l'autre», *Commentaire*, n° : 115, printemps 2004, pp. 17-27.
- GUILHOT, Nicholas, « Banque mondiale réclame « bonne gouvernance » », in *Manière de voir/Le Monde diplomatique* (« le nouveau capitalisme »), no : 72, Décembre 2003-Janvier 2004, pp. 62-65.
- GUNDER FRANK, André, « De quelles transitions et de quels modes de production s'agit-il dans le système mondial réel? Commentaire sur l'article de Immanuel Wallerstein », in *Sociologie et sociétés*, vol, XXII, n°: 2, octobre 1990, pp. 207- 219.
- HALIMI Serge, « Notre utopie contre la leur », *Manière de voir/Le Monde diplomatique*, no : 72, décembre 2003-janvier 2004, pp. 94-95,
- HALIMI, S., « La droite américaine a pensé l'impensable », in *Manière de voir/ Le Monde diplomatique*, n° : 72, décembre-janvier 2004, pp. 10-13.
- HAMEL, Jacques et SFIA, Mohamed, « Sur la transition », *Sociologie et sociétés*, vol, XXII, no : 1, avril 1990, pp. 5-14.
- HENTSCH, Thierry, « L'Islam imaginaire. Fonction de l'altérité pour le sujet moderne », in PARIZEAU, Marie-Hélène, et KASH, Soheil, *Pluralisme, Modernité. Monde Arabe*, Sainte-Foy, Presses de l'université Laval, 2006, pp. 13-23.

- HUGON, Philippe, « Le renouveau des questions de développement dans le contexte de la mondialisation », in DOCKÈS, Pierre (dir.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 491-517.
- JANS, Rolf-Peter, «Expérience mythique et expérience historique au XIX^e siècle », in *Walter Benjamin et Paris*, Paris, Éditions du Cerf, 1983, pp. 453-466.
- JULIEN, Claude, « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" », *Manière de voir/Le Monde diplomatique*, no : 72, décembre 2003-janvier 2004, pp. 24-28.
- KAPLAN, Robert., « The Coming Anarchy », *Atlantic Monthly* 273, n^o: 2, 1994, pp. 44-76.
- KELKEL, Arion, « La modernité et la mutation du politique », dans POULAIN, Jacques, GAILLARD, Françoise et SHUSTERMAN, Richard (dir.), *La modernité en questions. De Richard Rorty à Jurgen Habermas*, Paris, Cerf, 1998, pp. 295-321.
- KERVÉGAN, Jean-François, « Carl Schmitt et l'unité du monde », *Études philosophiques*, PUF, janvier 2004, pp. 3-23.
- KERVÉGAN, J.-F., « La critique schmittienne du normativisme kelsénien », in Herrera, *Le droit, le politique : autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 229-241.
- KERVÉGAN, J.-F., « Souveraineté et représentation chez Hegel », dans CAZZANIGA, Jean Mario et ZARKA, Yves Charles, *Penser la souveraineté moderne et contemporaine*, t.1, Paris, Pise, Librairie Philosophique J. Vrin, ETS, 2002, pp. 445-462.
- KORTIAN, Garbis, « L'histoire et l'État de droit dans la modernité politique », in Rada Ivekovic, POULAIN, Jacques et JANICOT, Daniel (dir.), *Guérir de la guerre. Juger la paix*, Actes du colloque international de Philosophie tenu au siège de l'UNESCO du 21 ou 23 juin 1995, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 101-115.
- LABELLE, Micheline et SALÉE, Daniel, « Identité et politique : plaidoyer en faveur du regard sociologique », *Cahiers de recherche sociologique*, no : 30, 1998, pp. 211-229.
- LACROIX, Jean-Guy, « Présentation. La sociologie face au troisième millénaire », *Cahiers de recherche sociologique*, no : 30, 1998, pp. 5-10.
- LACROIX, J.-G., « Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité », *Cahiers de recherche sociologique*, no : 30, 1998, pp. 79-152.
- LACROIX, J.-G., invitation et animation du débat «La sociologie a-t-elle encore aujourd'hui une capacité normative? », tenu au département de sociologie de l'UQAM, le 26 février 1998, verbatim publié dans *Cahiers de recherche sociologique*, no : 30, 1998, pp. 249-298.
- LADD, John, « The Idea of Collective Violence », in BRADY, James and GARVER, Newton, *Justice, Law and Violence*, Philadelphia, Temple University Press, 1991, pp. 1-48.
- LALONDE, Michel, « La sociologie systémique de Niklas Luhmann : L'Être et la société comme résolution de problèmes », in *Cahiers de recherche du GIÉP (Groupe*

- interuniversitaire d'étude de la postmodernité*), n° : 23, séminaire du 10 décembre 1993, pp. 1-25.
- LEE, Richard, « Structures of Knowledge », in WALLERSTEIN, Immanuel et HOPKINS, Terence K., *The Age of Transition: Trajectory of the World-System 1945-2025*, London, Zed Books, 1996, pp. 178-206.
- LE GOFF, Jacques, « Le changement dans la continuité », *EspacesTemps*, n°: 34-35, 1986, pp. 20-22.
- LESSAY, Frank, « John Austin lecteur de Hobbes : la souveraineté à l'épreuve du positivisme juridique », in CAZZANIGA, Jean Mario et ZARKA, Yves Charles, *Penser la souveraineté à l'époque moderne et contemporaine*, tomes 1 et 2, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 2001, pp. 385-404.
- LPIETZ, Alain, « Le Proudhon du vingtième siècle », *EspacesTemps*, n°: 34-35, 1986, pp. 47-50.
- LORENZI, Jean-Hervé, « Un nouveau système productif? », in DOCKÈS, P (dir.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 123-165.
- LÖWY, Michael, « Walter Benjamin critique du progrès : À la recherche de l'expérience perdue », in WISMAN, Heinz (ed.), *Walter Benjamin et Paris*, Paris, Éditions du Cerf, 1983, pp.629-639.
- LUHMANN, Niklas, « A General Theory of Organized Social Systems », HOFSTEDE, Geert et KASSEM, Sami N (eds.), *European Contribution to Organization Theory*, Amsterdam, Van Gorcum, 1976, pp. 96-113.
- LUHMANN, N., « Modern Systems Theory and the Theory of Society » in VOLKER, Meja, MISLGELD, Dieter et STEHR, Nico (eds.), *Modern German Sociology*, New York, Columbia University Press, 1987.
- LUHMANN, N., « Remarques préliminaires en vue d'une théorie des systèmes sociaux », *Critique*, tome 27, no : 413, 1981, pp. 995-1014.
- LUSSAULT, Michel, « Renouveler le dialogue », in *EspacesTemps*, no: 68-69-70, 1998, pp. 31-44.
- MALLABY, Sébastien, « The reluctant Imperialist, terrorism, failed states, and the case for American Empire », *Foreign Affairs*, New York, March-April 2002.
- MARRAMAIO, Giacomo, « Pouvoir et puissance. À propos de Carl Schmitt », in Herrera, C. *Le droit, le politique : autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 69-81.
- MASCOTTO, Jacques-Alexandre, « Épilogue : Du réalisme transcendantal à l'éthique pratique, critique et politique », in *Société (Penser l'aporie postmoderne)*, no : 24-25, Hiver 2005, pp. 305-325.

MASCOTTO, J.-A., « Terrorisme(s) : sociétés assiégées et oubli de la société », dans Daniel Dagenais (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 2003, pp. 539-611.

MASCOTTO, J.-A., « L'overclass et son imaginaire » entrevue réalisée par Jean François Fillion et Jean-Claude Ravet), *Relations*, septembre 2005, no : 703, pp. 17-20.

MASCOTTO, J.-A., « Michel Freitag. Ou pourquoi mieux vaut venir au monde que de tomber dans l'environnement », in COUTU, Benoît (dir.), *La pensée enracinée. Essais sur la sociologie de Michel Freitag*, Québec, Carré Rouge, 2008, pp.4-42.

MERCIER JOSA, Solange, « À propos de "Légalité et légitimité" de Carl Schmitt », in Carlos Miguel Herrera, *Le droit, le politique : Autour de Max Weber, Hans Kelsen et Carl Schmitt*, Colloque organisée par l'URA 1394 CNRS-Université de Paris X : « Philosophie politique, économique et sociale » avec le patronage de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques, L'Harmattan, Paris, 1995, pp. 83-117.

MICHALET, Charles-Albert, « La spécialisation internationale n'est plus ce qu'elle était », in Pierre Dockès, Pierre Dockès (dir.), *Ordre et désordre dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 2002, pp. 389-415.

MIDLARSKY, Manus I., « Democracy and Islam: Implications for Civilizational Conflict and the Democratic Peace », *International Studies Quarterly*, vol. 42, no.3, 1998, pp. 485-511.

MILOT, Micheline, « Religion et intégrisme ou les paradoxes du désenchantement du monde », in *Cahiers de recherche sociologique*, no : 30, 1998, pp. 153-177.

MONOD, Jacques, « La déstabilisation humanitaire du droit international et le retour de la "guerre juste" : Une lecture critique du nomos de la terre », in *Études philosophiques*, PUF, janvier 2004, pp. 39-56.

MORINEAU, Michel, « Un grand dessein: civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècle) », in AYMARD, et al., *Lire Braudel*, Paris, La Découverte 1988, pp. 25-57.

MOSS, Laurence S., « Libéralisme réformiste », in Douglas Greenwald (éd.), *Encyclopédie économique*, Paris, Économica, 1984.

PERROT, Dominique et RIST, Gilbert, « Passager clandestin et indispensable du discours: le présumé », in RIST, G. et SABELLI, Fabrizio [textes résumés et présentés par], *Il était une fois le développement*, Lausanne, Ed. D'en bas, 1986, pp. 91-111

PETRELLA, Ricardo, « L'Évangile de la compétitivité », *Manière de voir/Le Monde diplomatique* (« Le nouveau capitalisme »), no : 72, décembre 2003-janvier 2004, pp. 45-47.

PINEAULT, Éric, « L'AMI, constitution pour une économie globalisée ? Un rappel des faits et une interprétation de leur signification sociale », in Freitag, M. et PINEAULT, É., *Le monde enchaîné, Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Québec, Nota Bene, 1999, pp. 35-93.

- PIRONET, Olivier, « Des sites sur Internet », *Manière de voir/le Monde diplomatique*, no : 72, décembre-janvier 2004, pp. 96-98.
- RANCIÈRE, Jacques « La mésentente », in POULAIN, Jacques, GAILLARD, Françoise et SHUSTERMAN, Richard, *La modernité en questions. De Richard Rorty à Jurgen Habermas*, Paris, Cerf, 1998, pp. 169-185.
- REIS, Elisa, « Banfield's Amoral Familism Revisited: Implications of High Inequality Structures for Civil Society », in RAI, S. et FINE, F., *Real Civil Societies*, London, Frank Cass, 1998, pp. 20-40.
- RENAUT, Alain, « Représentation moderne du monde et humanisme », in Renaut, A. (dir.), *Naissances de la modernité*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, pp. 185-186.
- RENAUT, A., « L'avènement de l'individu comme dissolution du sujet », in CÔTÉ, Jean-François (dir.), *Individualismes et individualité*, Québec, Septentrion, 1995, pp. 27-56.
- RICHARD, Michel, « Louis Althusser. Le théoricien marxiste dans la lutte des classes », in CÔTE-JALLADE, Marie-Françoise, RICHARD, Michel et SKRYPCZAK, Jean-François (dir.), *Penseurs pour Aujourd'hui*, Lyon, Chronique Sociale, 1985, pp. 101-126.
- RICOEUR, Paul, « Pouvoir et violence », in Miguel Absensour (et al.), *Politique et pensée*, Colloque Hannah Arendt, tenu entre le 14 et le 16 avril 1988, à l'initiative du Collège international de philosophie, avec la collaboration du Goethe-Institut de Paris, Paris, Payot, 2004 (1989, 1996).
- RONIGER, Luis, « Civil Society, Patronage and Democracy », *Real Civil Societies*, London, Frank Cass, 1998, pp. 66-83.
- RUPNIK, Jacques, « Totalitarianism Revisited », in KEANE, J. (ed.), *Civil Society and the State*, London, New York, Verso 1988, pp. 263-289.
- JACOBS, Ronald, « The Racial Discourse of Civil Society: the Rodney King Affair and the City of Los Angeles », *Real Civil Societies*, London, Frank Cass 1998, pp. 138-161.
- SALAMON, Lesler M. and ANHEIER Helmut K., « Social Origins of Civil Society : Explaining the Nonprofit Sector Cross-Nationally », *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, vol. 10, no : 1, 1999, pp. 213-248 (disponible aussi en ligne).
- SALAMON, L. M., « The New Governance and the Tools of public Action : An Introduction », *Fordham Urban Law Journal*, vol. 28, n° : 5, juin 2001, pp. 1611-1675.
- SCHMITT, Carl, « Appropriation/Distribution/Production : Towards a Proper Formulation of Basic Questions of any Social and Economic Order (1953) », *Telos*, no : 95, Printemps 1993.
- SINCLAIR, Timothy J., "Beyond International Relations Theory: Robert W. Cox and Approaches to World Order", in COX, Robert et, Timothy J., *Approaches to world Order*, Cambridge, Cambridge University Press. 1996, pp. pp. 3-18.

- SMITH, Philip, « Barbarism and Civility in the Discourses of Fascism, Communism and Democracy: Variations on a Set of Themes », *Real Civil Societies*, London, Frank Cass, 1998.
- TABOADA-LEONETTI, Isabelle, « Identité individuelle, identité collective. Problèmes posés par l'introduction du concept d'identité en sociologie. Quelques propositions théoriques à partir de trois recherches sur l'immigration », *Social Science Information*, vol : 20, no : 1, 1981, pp. 137-167.
- TAYLOR, George H., « Introduction à Paul Ricœur », *L'Idéologie et l'utopie*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, pp. 7-12.
- TEMPEST Clive, « Myths from Eastern Europe and the Legend of the West », FINE, R. and Rai, S. (ed.), *Civil Society. Democratic Perspectives*, 1997, pp. 132-144.
- TOURAINÉ, Alain, « L'inutile idée de société », IN DELACAMPAGNE, Jean et MAGGIORI, Roberto (eds.), *Philosopher. Les interrogations contemporaines*, Paris, Fayard, 1980, pp. 237-244.
- TOURAINÉ, A., « La sociologie après la sociologie », *La Revue du Mauss* (Une théorie sociologique générale est elle possible? De la Science sociale), no : 24, second semestre 2004, pp. 51-61.
- ULMEN, Gary, « The Concept of Nomos, Introduction to Carl Schmitt's « Appropriation/Distribution/Production » », *Telos*, no : 95, Printemps 1993, pp. 39-51.
- VEILLEUX, Marco, « Nouveaux visages de la migration », *Relations*, numéro : 720, novembre 2007, pp. 10-11.
- WACQUANT, Loic, « L'idéologie de l'insécurité : Ce vent punitif qui vient d'Amérique », *Le Monde Diplomatique*, avril 1999, 1, 24-25.
- WALLERSTEIN, Immanuel et HOPKINS, Terence « Patterns of Development of the Modern World-System: Research Proposal », *Review*, vol. I, n°: 2 Fall 1977, pp. 111-145
- WALLERSTEIN, I., « Cyclical Rythms and Secular Trends of the Capitalist World-Economy: Some Premises, Hypotheses and Questions », *Review*, vol II, n°: 4, printemps 1979, pp. 483-500.
- WALLERSTEIN, I., « Vers une recomposition des sciences sociales », *EspacesTemps*, n°: 29, 1985, pp. 36-42.
- WALLERSTEIN, I., « Hôtel d'Amérique », *EspaceTemps* n°: 34-35, 1986, pp. 42-46.
- WALLERSTEIN, I., « L'Occident, le capitalisme et le système-monde moderne », *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n°: 1, avril 1990, pp. 15-52.
- WALLERSTEIN, I., « Système mondial contre système-monde: le dérapage conceptuel de Frank », in *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, no: 2, octobre 1990, pp. 219-222.

WALLERSTEIN, I., « La crise comme transition » in, Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, *La crise, quelle crise? Dynamique de la crise mondiale*, Paris, Maspero, 1982, pp. 10-56.

WALLERSTEIN, I., « Le futur de la science sociale », *EspacesTemps*, n°: 68-69, 1998, pp. 45-58.

WALLERSTEIN, I., « The Heritage of Sociology, The Promise of Social Science », Discours présidentiel au XIV^e Congrès Mondial de l'Association internationale de sociologie, Montréal, 26 juillet-1^{er} août, 1998.

WALLERSTEIN, I., « Système mondial contre système-monde: le dérapage conceptuel de Frank », in *Sociologie et sociétés*, vol. XXII, n°: 2, octobre 1990, pp. 219-222.

WALDENFELS, Bernhard « Violence and Its Conceptual Surroundings », in BRADY, James et GARVER, Newton, *Justice, law and Violence*, Philadelphia, Temple University Press, 1991.

WERNER, Wouter, « From Justus Hostis to Rogue State the Concept of the Enemy in International Legal Thinking », *International Journal for the Semiotics of Law*, Volume 17, Number 2, June 2004.

WHITE, Gordon, « Civil Society. Democratization and Development: Clearing the Analytical Ground », *Democratization*, Automne 1994, pp. 375-390.

WOLIN, Sheldon, « Violence and the Western Political Tradition », *American Journal of Orthopsychiatry*, XXXIII, no: 1, janvier, 1968, pp. 15-29.

Articles de source électronique (biblioweb)

ALLIEZ, Eric, et NEGRI, Antonio, « Paix et guerre », *Multitudes*, no :11, 2003, mis en ligne janvier 2003, URL : http://multitudes.samizdat.net/article.php?id_article=24, consulté 12 janvier 2004.

AMIN, Samir, « Géopolitique de l'impérialisme contemporain », publié le 12 novembre 2003, en ligne, URL : <http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=1194>, consulté le 03 février 2004.

AMIN, S., « Économie de marché ou capitalisme financiarisé? », en ligne, URL : <http://www.universidadnomada.net/IMG/doc/CAPITALFINANCIEROsamiramin.doc> consulté le 21 novembre 2007.

AMOUROUX, Mathieu, « ‘La société civile globale’ : une ‘chimère insaisissable’ à l'épreuve de la reconnaissance juridique », *Lex electronica*, volume 12, no : 2, Automne 2007, URL : <https://papyrus.bib.umontreal.ca/jspui/bitstream/1866/2301/1/La%20soci%c3%a9t%c3%a9%20civile%20globale.pdf>, consulté le 28 janvier 2008.

ANDERSON, Perry, « Histoire et leçons du néolibéralisme. La construction d'une voie unique », *Option Paix*, Printemps 1994, pp. 19-26, disponible en version électronique sur le site Page*2, URL : http://www.alencontre.org/EdPage2/p2_neolib_anderson.html

ANDERSON, P., « US Elections : Testing Formula Two », *New Left Review*, n° : 8, mars-avril, 2001, En ligne, URL : <http://www.newleftreview.org/A2310>, consulté le 22 septembre 2004.

ANDERSON, P., « Force and Consent », *New Left Review*, 17, septembre-octobre 2002, En Ligne, URL : <http://www.newleftreview.net/NLR17.shtml>, consulté le 22 septembre 2004.

ANSALDI, Saverio, « Politique de la puissance, politique du capital. Sur le livre de Frédéric Lordon : *La politique du capital* », *Multitudes.net*, http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=1384, consulté le 13 mars 2004.

ARRIGHI, Giovanni, « Capitalism and the Modern World-System : Rethinking the Non-Debates of the 1970's », présenté à la rencontre de l'association Américaine de sociologie, New York, août 16-20, 1996, publié en 1997 sur le site web du *Centre Fernand Braudel* (*Fernand Braudel Center*, State University of New York, en ligne, URL : <http://www.uni-muenster.de/PeaCon/eliten/arrighi1.htm>, consulté le 21 avril 2004.

BERNARDI, Bruno, « Le retour de l'État? Perspectives politiques sur la crise financière », publié le 17 octobre 2008 sur le site web *La vie des idées.fr*, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Octobre-2008-le-retour-de-l-Etat.html>, consulté le 12 décembre 2008.

BIGO, Didier, « Charter of the International Political Sociology », Section of the *International Studies Association*, en ligne, URL : <http://www.conflicts.org/ips.htm>, consulté le 21 mai 2004.

BIGO, D., « La voie militaire de la guerre au terrorisme et ses enjeux », *Cultures et Conflits*, no : 44, hiver 2001, pp. 5-18, en ligne, URL : <http://www.conflicts.org/index730.html>, consulté en juillet 2004.

BIRNBAUM Normand, « Aux Racines du nationalisme américain », *Le Monde diplomatique*, octobre 2002, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/10/BIRNBAUM/16927>, consulté le 26 mars 2004.

BONDITTI, Philippe, « L'organisation de la lutte anti-terroriste aux Etats-Unis », *Cultures et conflits*, no : 44 (« Défense et identités : Un contexte sécuritaire global? »), hiver 2001, p. 76, mis en ligne le 04 février 2003, URL : <http://www.conflicts.org/index742.html>, consulté le 20 juin 2004.

BOURDEAU, Michel, « Le nomos de la terre- dans le droit des gens du Jus Publicum Europaeum de Carl Schmitt », mis en ligne le 05 décembre 2001, URL : <http://www.parutions.com/pages/1-76-0-1967.html> consulté le 22 mars 2004.

BRIGOT, André, « Géopolitiques », *Le débat stratégique*, no : 57, Juillet 2001, en ligne, URL : <http://www.ehess.fr/centres/cipres/ds/ds57/geoplo.html>, consulté le 21 décembre 2004.

BRIGOT, André, « Persistance et utilité des recherches de géopolitique », *Études internationales*, Québec, juillet-août 2000, en ligne, URL : <http://www.ehess.fr/centres/cirpes/publi/abmod.html>, consulté le 15 mai 2005.

BROWN, Wendy, « Néolibéralisme et fin de la démocratie », *Vacarme*, no : 29, automne 2004, en ligne, URL : <http://www.vacarme.org/article1375.html>, consulté le 02 juin 2006.

BULEON, Pascal, « Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne », *EspaceTemps.net, Textuel*, mis en ligne le 01 mai 2002, URL : <http://espacestemp.revues.org/document339.html>

CENTRE FERNAND BRAUDEL, *Report on an Intellectual Project: The Fernand Braudel Center, 1976-1991*, publié sur le site internet de ce centre, URL : <http://www.binghamton.edu/fbc/fbcintel.htm>, consulté le 11 février 2005.

CESARI, Jocelyne, « Islam de l'extérieur, musulmans de l'intérieur », *Cultures et conflits*, no : 44, 2001, mis en ligne le 19-07-2002. Consulté le 19-08-2002. Actuellement disponible dans une version rééditée publiée le 22-03-2006, en ligne, URL : <http://www.conflits.org/index738.html>, consulté le 25 août 2006.

CEYHAN, Ayse « Terrorisme, immigration et patriotisme. Les identités sous surveillance », *Cultures & conflits*, no : 44, 2001, mis en ligne le 22 mars 2006, URL : <http://www.conflits.org/index746.html>, consulté le 05 juillet 2006.

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie (dans le cadre du 76^{ème} congrès de L'ACFAS tenu le 6 et 7 mai 2008), « De la gouvernance néolibérale à la gouvernance conservatrice », *Calenda*, publié le 10 janvier 2008, en ligne, URL : <http://calenda.revues.org/nouvelle9664.htm> consulté le 13 janvier 2008.

CIRCEM, (revue de) Discussion entre Michel Freitag et Marcel gauchet, « Une démocratie désenchantée. Table ronde et discussion », *Monde commun.com*, en ligne, publié le 17 juin 2007, URL : http://www.mondecommun.com/index.php/enjeux-et-debats/une_democratie_desenchantee8, consulté le 10 mai 2008.

CLITON- RODHAM, Hillary, « Security and Opportunity for the Twenty First Century », *Foreign Affairs*, november-december 2007, en ligne, URL : <http://www.foreignaffairs.com/articles/63005/hillary-rodham-clinton/security-and-opportunity-for-the-twenty-first-century>, consulté le 08 janvier 2008.

CLOUSCARD, Michel, « Les 'trente honteuses' », *L'Humanité*, 30 avril 2002, en ligne, URL : http://www.humanite.fr/popup_imprimer.html?id_article=33111, consulté le 27 mars 2008.

CLOUSCARD, M., « La refondation progressiste », extraits publiés sur le site personnel de Michel Clouscard, en ligne, URL : <http://philoclouscard.free.fr/pages/extraits1.html>, consulté le 06 mars 2008.

CLOUSCARD, M., « Le génie marxiste d'aujourd'hui », *L'évadé* no : 8, Entretien avec in MONTVILLE, Aymeric, (publié sur le site de Michel Clouscard), en ligne, URL : <http://www.pagesperso-orange.fr/philoclouscard/pdf/evade8.pdf>, consulté le 12 janvier 2008.

CONESA, Pierre and LEPICK, Olivier, « Washington démantèle l'architecture internationale de sécurité », *Le Monde diplomatique*, juillet 2002, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/07/CONESA/16699>, consulté le 26 mars 2004.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES, *Résolutions en 2002* (dont la résolution 1441 à propos de L'Irak), 8 novembre 2002, en ligne, URL : <http://www.un.org/french/docs/sc/2002/cs2002.htm> .

CONSTANT, Benjamin, « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes », Discours présenté à l'athénée royal à Paris en 1819, en ligne, URL : http://www.catallaxia.org/wiki/Benjamin_Constant:De_la_libert%C3%A9_des_Anciens_compar%C3%A9e_%C3%A0_celle_des_Modernes, consulté le 02 mai 2005.

COOPER, Richard, « The new Liberal Imperialism », *The London Observer*, 7 avril 2002, en ligne ; URL : <http://www.guardian.co.uk/world/2002/apr/07/1> consulté le 22 mars 2005.

CÔTÉ, Louis, « Le développement économique et le retour de l'État » (Éditorial), *Vigie*, vol. 9, no : 2, 2006, p. 1. en ligne, URL : <http://www.observatoire.enap.ca/observatoire/docs/Vigie/Volumes6-10/VigieV9N2juin06pdf.pdf>, consulté le 12 février 2007.

CUMIN, David, « L'ennemi dans les relations internationales. Le point de vue de Carl Schmitt », Institut de Stratégie Comparée, Commission Française d'Histoire Militaire, Institut d'Histoire des Conflits Contemporain, *Stratisc.org*, en ligne, URL : http://www.stratisc.org/strat/strat72_Cumin2-tdm.html, consulté le 28 mars 2004

CUMIN, D., « Police internationale ou reconnaissance de l'ennemi? », *Stratisc.org*, en ligne, URL : http://www.stratisc.org/strat/strat72_Cumin2-10.html

CUSSET, François, « Cybernétique et théorie française : faux alliés, vrais ennemis », *Multitude* 22, Automne 2005. URL : <http://multitudes.samizdat.net/Cybernetique-et-theorie-francaise> , consulté le 22 avril 2008.

DE BENOÎST, Alain, « Critique de l'idéologie libérale », en ligne, URL : http://www.alaindebenoist.com/pdf/critique_de_l_ideologie_liberales.pdf

DE BENOÎST, A., « Repenser la guerre », en ligne, URL : http://www.alaindebenoist.com/pdf/repenser_la_guerre.pdf, consulté le 22-03-2003

DE BENOÎST, A., « La nouvelle guerre », publié en septembre 2003 en ligne sur le site des *Amis de Alain de Benoist.com* URL : <http://www.alaindebenoist.com/pages/textes.php?cat+actualite&lang+fr>, consulté le 15 juin 2004

DE BENOÎST, A., « Critique de l'idéologie libérale », article publié en ligne sur le site personnel de Alain de Benoist (*Les amis d'Alain de Benoist.com*) : http://www.alaindebenoist.com/pdf/critique_de_l_ideologie_liberales.pdf, consulté le 06 juin 2004.

DE CAPÈLE, Gaëtan, « Le retour de l'État protecteur », publié le 08 octobre sur le site web *Le Figaro.fr*, URL : <http://www.lefigaro.fr/debats/2008/10/09/01005-20081009ARTFIG00013-le-retour-de-l-etat-protecteur-.php> consulté le 09 octobre 2008

DE GAULEJAC, Vincent, « Sociologues en quête d'identité », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° : 111, février 2001, en ligne, URL :

http://cairn.webnext.com/load_pdf.php?ID_ARTICLE=CIS_111_0355, consulté le 22 février 2007.

DE LA GORCE Paul-Marie, « Ce dangereux concept de la guerre préventive », *Le Monde diplomatique*, septembre 2002, en ligne, URL : <http://www.mafhoum.com/press4/125P5.htm>, consulté le 23 mai 2004.

DEL VALLE, Alexandre « De la stratégie à la géopolitique. Quelques éléments d'une approche pluridisciplinaire », mis en ligne le 03 mai 2001, URL : http://www.alexandredelvalle.com/publications.php?id_art=152, consulté le 02 décembre 2003.

DOCKES, Pierre, « Pouvoir, autorité et convention d'obéissance », *Journal of World-System Research*, vol. VI, number 3, Fall-Winter 2000, en ligne, URL : <http://www.wsr-ucr.edu/archive/vol6/number3/pdf/jwsr-v6n3-dockes.pdf>, consulté le 25 mars 2007.

DORIN, Bernard, « Remodeler l'Irak? », *La revue géopolitique online*, publiée le 21 juin 2003 sur *diploweb.com*, URL : <http://www.diploweb.com/Remodeler-l-Irak.html> consulté le 12 avril 2005.

DOUBRE, Olivier, « Réouvrir l'espace du politique », *Politis*, le 17 novembre 2005, (en ligne : n'est plus disponible sur la toile), consulté le 25 septembre 2006.

EFROS, Dominique, « Résistances sociales et transformations de la vie collective », *Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail*, vol. 2, no : 2, 2007, en ligne URL : www.remest.ca/documents/Effros_000.pdf, consulté le 02 mars 2008.

EHENBERG, Alain, « L'autonomie, nouvelle règle sociale », Entrevue avec MINGASSON, Lise et VULBEAU, Alain, *Informations sociales*, no : 126, juin 2005, en ligne, URL : <http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-6-page-112.htm>, consulté le 14 janvier 2006.

ERDEM, Engin I., « The "Clash of Civilizations": Revisited after september 11 », *Alternatives. Turkish Journal of International Relations*, vol. 1, no : 2, 2002, en ligne, URL : <http://www.alternativesjournal.net/volume1/number2/erdem.htm>, consulté le 16 mars 2005.

FREITAG, Michel, « De la terreur nazie au meilleur des mondes cybernétiques. Réflexions sociologiques sur les tendances totalitaires de notre époque », *Argument*, vol. 5 no 1 automne-hiver 2003, disponible aussi en ligne, URL : <http://dogma.free.fr/txt/MF-Totalitarisme.htm>

FREITAG, M., « La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique : une critique ontologique et anthropologique », TREMBLEY, Gaëtan, (dir.), *Bogues 2001, Globalisme et pluralisme. Communication, démocratie et globalisation*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2002, en ligne, URL : www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/bogues/Freitag.pdf, consulté le 16 janvier 2004.

FREITAG, M., « Imaginaire épistémique et imaginaire socio-politique », *Les Cahiers des imaginaires* (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique Latine), volume 6, no : 8, septembre 2008, pp. 26-27, En ligne, URL :

http://www.gripal.ca/images/stories/Image/pdf/Cahiers_des_imaginaires_08.pdf, consulté le 13 octobre 2008.

FREITAG, M., « Projet de société et subordination de l'économie à des finalités collectives assumées politiquement. Réponse à Éric Forgues », en ligne, URL : <http://www.unites.uqam.ca/aep/FREI1.htm>, consulté le 12 novembre 2005.

FRENETTE, Nicole-Laurin « Le démantèlement des institutions intermédiaires de la régulation sociale. Vers une nouvelle forme de domination », *Sociologie et sociétés*, vol : XXXI, no : 2, automne 1999, pp. 65-72, publié le 06 avril 2004 sur le site web *Les classiques des sciences sociales*, en ligne, URL : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, consulté le 12 janvier 2006.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, « Perspectives de l'économie mondiale », Washington, mai 2000, en ligne, URL : <http://imf.org/external/pubs/ft/weo/2000/01/index.htm>, consulté le 12 janvier 2004.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, « La mondialisation : faut-il s'en réjouir ou la redouter? », publié le 10 avril 2000, Washington, en ligne, URL : <http://imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/041200f.htm>, consulté le 12 janvier 2004.

GEERTZ, Clifford, « La religion. Sujet d'avenir », communication au colloque « Les science sociales en mutation », tenu à Paris du 3 au 6 mai 2006, publié dans *Le Monde* du 4 mai 2006, en ligne, URL : http://www.sezamemag.net/La-religion.-sujet-d-avenir.-par-Clifford-Geertz-*_a405.html, consulté le 21 juin 2006.

GIDDENS, Anthony, « Quel avenir pour la troisième voie? », Entrevue de Anthony Giddens avec *le Nouvel Observateur* de la semaine du 22 Novembre 2007, no : 2246, en ligne, URL : <http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2246/articles/a360471-.html>, consulté le 04 octobre 2008.

GIESBERG, Frantz-Olivier, « Le grand retour de l'État », publié le 02 octobre 2008 sur le site web du magazine français *Le Point.fr*, URL : <http://www.lepoint.fr/actualites-chroniques/2008-10-02/le-grand-retour-de-l-etat/989/0/278949> consulté le 08 octobre 2008.

GOLUB, Philippe S., « Tentation Impériale », *Le Monde diplomatique*, septembre 2002, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/09/GOLUB/16900>, consulté le 22 juin 2004.

GOLUB P. S., « L'évangile néocolonial de M. Blair », *Le Monde Diplomatique*, September 2002, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/09/GOLUB/16838>, consulté le 22 juin 2004.

GOLUB, P.S., « Une nouvelle grammaire des rapports internationaux », intervention au colloque international du 11 septembre 2002 organisé par *Attac France*, publié sur le site web d'*Attac France*, le 16-10-2002. URL: <http://www.France.attac.org/spip.php?article1158> consulté le 22 mars 2003.

GRESH, Alain, « À l'origine d'un concept », *Le Monde diplomatique*, septembre 2004, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/09/GRESH/11390>, consulté le 03 janvier 2005.

GRESH, A., « Bernard Lewis et le gène de l'islam », *Le Monde diplomatique*, août 2005, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/08/GRESH/12402#nh4>), consulté le 20 décembre 2005.

GREY, G., « Les États-Unis inventent la délocalisation de la torture », *Le Monde diplomatique*, avril 2005, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/04/GREY/12050>, consulté le 14 mai 2005.

HASSNER, Pierre, « Vers l'état d'exception permanent? », *Le Monde*, 24 juin 2003, en ligne, URL : <http://www.libertysecurity.org/elise/article49.html>, consulté le 17 juin 2005.

HERRERA, Rémy « Pourquoi relire les théories du système mondial capitaliste? Amin, Wallerstein, Arrighi et Frank », *Laberinto 21*, en ligne, URL : <http://laberinto.uma.es>, disponible actuellement sous format PDF sous le titre « Les théories du système mondial capitaliste », en ligne, URL : <http://www.Matisse.univ-paris1.fr/doc2/mse076.pdf>, consulté le 14 mars 2007.

HITCHENS, Christopher, « Against Rationalization », *Columbia Journalism Review*, 8 octobre 2000, en ligne, URL: <http://www.thenation.com/doc/20011008/hitchens> consulté le 16 mai 2005.

HUNTINGTON, Samuel, «The Clash of Civilisations?», *Foreign Affairs*, vol : 72, n° :3, été 1993, en ligne, URL: <http://www.foreignaffairs.com/articles/48950/samuel-p-huntington/the-clash-of-civilizations> consulté le 13 mars 2005.

HUNTINGTON, S., « If not Civilizations, What? Samuel Huntington Responds to His Critics », *Foreign Affairs*, novembre-décembre, 1993, en ligne, URL: <http://www.foreignaffairs.com/articles/49414/samuel-p-huntington/if-not-civilizations-what-samuel-huntington-responds-to-his-crit> consulté le 13 mars 2005.

JISI, Wang, « Conflit de civilisation : fondement théorique et significations pratiques », partie 2, *Cultures et Conflits*, en ligne, URL : http://www.conflits.org/article.php3?id_article=693#nb2, consulté le 13 mai 2004.

JOHNSON, Paul, « The Answer to Terrorism? Colonialism », *Wall Street Journal*, 9 October 2001, disponible en ligne, URL: <http://www.libertes-internets.net/archives/20040601.html> consulté le 09 octobre 2005.

JOXE, Alain « La stratégie globale des Etats-Unis et sa réalité », publié le 25 janvier 2007, en ligne, URL : <http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=4591>, consulté le 20 janvier 2008.

KIRKPATRICK, JANE, J, « The Modernising Imperative : Tradition and Change, *Foreign Affairs*, septembre-octobre 1993, en ligne, URL : <http://www.foreignaffairs.com/articles/49208/jeane-j-kirkpatrick/the-modernizing-imperative-tradition-and-change> consulté le 13 mars 2005.

KAGAN, Robert., « The Benevolent Empire », *Foreign Policy*, Summer 1998, en ligne, URL: <http://www.foreignpolicy.com/Ning/archive/archive/111/empire.pdf>, consulté le 25 mai 2005.

KAPLAN, Robert, « Supremacy by Stealth », *Atlantic Monthly*, July-August, 2003, en ligne, URL: <http://www.theatlantic.com/doc/200307/kaplan>, consulté le 13 avril 2005.

KAPLAN, R., « The hard Edge of American Values », Entrevue avec Elizabeth Shelburne (éditeur en chef), en ligne, URL : <http://www.theatlantic.com/unbound/interviews/int2003-06-18.htm>, consulté le 13 avril 2005.

KENNEDY, Paul, « The Greatest Superpower ever », *New perspectives Quarterly*, Washington, winter 2002, en ligne, URL: http://www.digitalnpq.org/archive/2002_spring/kennedy.html, consulté le 07 septembre 2005.

KRAUTHAMMER, Charles, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs* 70, n° : 1, 1991, en ligne, URL: <http://www.foreignaffairs.com/articles/46271/charles-krauthammer/the-unipolar-moment>, consulté le 25 octobre 2005.

LARANÉ, André « Le rendez-vous des civilisations. Des chiffres contre les préjugés » *Hérodote.Net*, en ligne, URL : <http://www.herodote.net/articles/article.php?ID=282>, consulté le 03 avril 2009.

LAURENT, Vincent, « Les renseignements généraux à la découverte des quartiers », *Le Monde diplomatique*, avril 1999, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/04/LAURENT/11911>, consulté le 21 novembre 2005.

LAURENT, Sylvie, « Grande Bretagne\États-Unis : Niall Ferguson, intellectuel “Rock Star” et dissident transatlantique », *La vie des idées*, juillet\août\septembre 2004, en ligne, URL : <http://www.rpid.com\spip.php?article232>, consulté le 22 juin 2005.

LAURIN-FRENETTE, Nicole « Le démantèlement des institutions intermédiaires de la régulation sociale. Vers une nouvelle forme de domination », *Sociologie et sociétés*, Vol : XXXI, no : 2, automne 1999, PUM, Montréal, pp. 65-72, publié le 06 avril 2004 sur le site web *Les classiques des sciences sociales* de l'Université du Québec à Chicoutimi, en ligne, URL : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, consulté le 12 janvier 2006.

LAVAL, Christian, « Stratégie néolibérale, éducation et connaissance : où en est la recherche? », publié le 22 décembre 2007, en ligne. URL : <http://www.ecoledemocratique.org\spip.php?article440>, consulté le 03 janvier 2008.

LAVAL, C., « Penser le néolibéralisme. À propos de Wendy Brown. *Les habits neufs de la politique mondiale* et de François Denord, *Néolibéralisme* » version française, *La Revue internationale des livres et des idées*, no : 4, en ligne, URL : <http://revuedeslivres.net/articles.php?id=63>, consulté le 03 janvier 2008.

LAZSLO, Ervin, « Vers une nouvelle conscience planétaire. *Sagesse et science en dialogue vers une conscience globale* », en ligne, URL : <http://www.kabbalah.info/fr/kabbalah-worldwide/vers-conscience-planetaire>, consulté le 12 novembre 2008.

LÉVY, Jacques, « Quels espaces pour la société-monde? », *Le monde.fr*, le 25 juin 2003, en ligne, URL : http://www.lemonde.fr/savoirs-et-connaissances/article/2003/06/25/jacques-levy-quels-espaces-pour-la-societe-monde_325363_3328.html, consulté le 30 mai 2005.

LEWIS, Bernard, « The Roots of Muslim Rage. Why Do So Many Muslims Deeply Resent the West, and Why Their Bitterness Will Not Be Easily Mollified », *The Atlantic Monthly*, septembre 1990, en ligne, URL : <http://www.theatlantic.com/doc/199009/muslim-rage>, consulté le 03 octobre 2005.

LOPES, Paulo-Serge, « Médecins sans frontières et le droit international », Congrès AFSP, en ligne, URL : <http://www.sites.iniv-lyon2.fr/congres-afsp/IMG/pdf/Lopes.pdf> consulté le 8 novembre 2007.

LORDON, Frédéric, « “La menace protectionniste”, ce concept vide de sens », mardi 17 février 2009, *Les blogs du Diplo*, consulté le 20 février 2009, en ligne, URL : <http://blog.mondediplo.net/2009-02-17-La-menace-protectionniste-ce-concept-vide-de-sens>, consulté le 20 février 2009.

LOSSON, Christian, « Sarkozy, Merkel et Blair cogitent sur la crise. Analyse : colloque comment refonder le capitalisme? », *Libération*, 9 janvier 2009, en ligne, URL : <http://www.liberation.fr/economie/0101310587-sarkozy-merkel-et-blair-cogitent-sur-la-crise>, le 15 janvier 2009.

MARLIÈRE, Philippe, « Un néo travaillisme très conservateur », *Le Monde diplomatique*, mai 2005, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/05/MARLIERE/12217.htm>, consulté le 21 juin 2006.

MARTIN, Jean-Yves, « La production de l'espace de Henri Lefèbvre », article publié en 2005, en ligne, URL : http://www.jy-martin.fr/article.php3?id_article=132 consulté le 3 avril 2007.

MARTIN, J.-Y., « Une géographie critique de l'espace quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefèbvre », *Articulo. Revue des sciences humaines*, no : 2, 2006, en ligne, URL : <http://articulo.revues.org/index897.html>, consulté le 10 février 2007.

MASCOTTO, Jacques-Alexandre, « La désintégration du monde », *Cahiers de recherche du GIÉP (groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité)*, no : 42, séminaire du 27 septembre 1996, en ligne, URL : <http://www.er.uqam.ca/nobel/societe07/archives/giepcahier42.pdf>, consulté le 12 mai 2007.

MASSIAH, Gustave, « Grandeur et décadence de l'ajustement structurel. Les programmes de l'ajustement structurel et le développement », article publié sur globenet.org le site de l'association internationale de techniciens, chercheurs et experts (AITEC), en avril 2000, URL : <http://www.globenet.org/aitec/contributions/pasetdeveloppement.htm>,

MCLEAN, George F., « Philosophy and civil society, its nature, its past and its future », in MCLEAN, G. (éd.), *Civil Society and Social Reconstruction, Cultural Heritage and Contemporary Change*, Series I, vol. 16, 1997, Washington D.C., *The Council for Research in values and Philosophy*, disponible en ligne, URL : http://www.crvp.org/book/Series01/1-16/chapter_i.htm, consulté le 21 avril 2005.

MEARSHEIMER, John J. et Stephen M. Walt, « The Israel Lobby », *London Review of Books*, no : 6, vol. 28, le 23 mars 2006 (En ligne) : URL : <http://www.lrb.co.uk/v28/n06/mear01.html>, consulté le 02 février 2008.

MEYSSAN, Thierry « Bush invente le “Grand Moyen Orient” », *voltairenet.org*, le 22 avril 2004, URL : <http://www.voltairenet.org/article13500.html>, consulté le 02 mai 2005

MEYSSAN, T., « Les néoconservateurs et la politique du « chaos constructeur ». Le Liban comme nouvelle cible », *Réseau voltaire*, publié sur le site du *centre de recherche sur la mondialisation* le 25 juillet 2006, URL : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=2815> consulté le 03-08-2007.

MILLER, D. W., « Perhaps We Bowl Alone, but Does it Really Matter? » *The Chronicle of Higher Education*, 16 juillet 1999, pp. 16-17 disponible en ligne, URL : <http://chronicle.com/weekly/v45/i45/45a01601.htm> consulté le 07 juin 2005.

MIRON, Jeffrey A., « Bankruptcy Not Bailout Is the Right Answer », *CNN Politics.com*, le 28 septembre 2008, en ligne, URL : <http://www.cnn.com/2008/POLITICS/09/29/miron.bailout/> consulté le 21 octobre 2008.

NAIR, Sami, « le pétrole véritable enjeu de la guerre américaine en Irak », in *Libération*, Paris, 13 Janvier 2003, en ligne, URL : <http://www.mafhoum.com/press4/128E16.htm>, consulté le 03 avril 2005.

NAZEMROAYA, Mahdi D., « Le projet d'un “Nouveau Moyen-Orient”. Plans de refonte du Moyen-Orient », publié sur le site du *Centre de recherche sur la mondialisation*, le 11 décembre 2006, URL : <http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=4126>, consulté le 18 février 2007.

NORRIS, Pippa et INGLEHART, Richard, « Islam and the West. Testing the Clash of Civilizations Thesis », John F. Kennedy School of Government, Harvard University, *Faculty Research Working Papers Series*, avril 2002, en ligne, URL : [http://www.ksgnotes1.harvard.edu/research/wpaper.nsf/rwp/RWP02_015/\\$File/rwp02_015_norris_rev1.pdf](http://www.ksgnotes1.harvard.edu/research/wpaper.nsf/rwp/RWP02_015/$File/rwp02_015_norris_rev1.pdf), consulté le 05 mai 2005.

OBAMA, Barack, H., « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, July-August, 2007, en ligne, URL : <http://www.foreignaffairs.com/articles/62636/barack-obama/renewing-american-leadership>, consulté le 3 septembre 2007.

OBAMA, Barack, H., « Discours d'investiture », publié en français in *Le monde* du 21 janvier 2009, en ligne, URL : http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1067213, consulté le 22 janvier 2009.

OCDE. « Principes de gouvernement d'entreprise : 2004 », en ligne, URL : http://www.oecd.org/document/56/0,3343,fr_2649_34813_31530872_1_1_1_1.00.html

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, Section Nouvelles, « Pascal Lamy met en garde contre le protectionnisme dans un climat de crise financière », 24 septembre 2008, URL : http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl101_f.htm

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, « Dix avantages du système commercial de l'OMC », en ligne, URL : http://wntagees.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/10ben_f/10b01_f.htm

- PALAVAR Wolfgang, « Schmitt's Critique of Liberalism », *Telos*, n°: 102, Hiver 1995, en ligne, URL : <http://es.geocities.com/sucellus23/telos22.htm>, consulté le 21 juin 2005.
- PING, Huang, «September 11th: A Challenge to Whom?», *Social Sciences Research Council*, en ligne, URL: <http://www.ssrc.org/sept11/essays/huang.htm>
- QUESTER SÉMÉON-FARIA, Natacha, « Le cybermonde canal de la conscience planétaire? », publié sur *Cyberhumanisme.org*, en ligne, URL : http://www.cyberhumanisme.org/conscience_planetaire.html, consulté le 12 novembre 2008.
- RAMONET, Ignacio, « Adieu Libertés », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/01/RAMONET/15986>, consulté le 04 février 2002.
- RAMONET, I., « Les seigneurs des réseaux », *Le Monde diplomatique*, mai 2002, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/05/RAMONET/16411>, consulté le 06 juin 2002.
- REDECKER, Robert, « Radicalité de l'imagination », *le Monde diplomatique*, juin 2000, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/06/REDECKER/13835>, consulté le 12 janvier 2003.
- RIEFF, David, « The false dawn of Civil Society », *The Nation*, 22 février 1999, en ligne, URL: <http://www.thenation.com/doc/19990222/rieff>, consulté le 24 mars 2005.
- ROSENAU, James., « Stability, Stasis and Security: Reflections on Superpower Leadership», article élaboré à partir d'une contribution à la "Conference on Globalization and National Security", subventionnée par the *National Defense University*, Washington, D.C., le 15 mai 2000, en ligne, URL: http://web.nps.navy.mil/~relooney/NDU_Globalization_2.pdf, consulté le 12 juin 2005.
- ROSS, Marc H., « The Political Psychology of Competing Narratives: September 11 and Beyond», *Social Science Research Council*, en ligne, URL: <http://www.ssrc.org/sept11/essays/ross12.htm>, consulté le 21 octobre 2004.
- ROUX, Jean-Paul, « Le conflit de religion. La longue guerre de la chrétienté et de l'islam 622-2007 », publié sur le site du « Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire », URL : <http://cvuh.free.fr/spip.php?article115>, consulté le 22 avril 2007.
- SALAMON, Lester M. and ANHEIER, Helmut K., *The Civil Society Sector : A new Global Force*, Working Papers of the Center for Civil Society Studies, Johns Hopkins University Institute for Policy Studies, 1996, En ligne, URL: <http://www.ccss.jhu.edu/index.php?section=content&view=16&sub=34&tri=48>
- SALAMON, L. M. and ANHEIER, H. K., *The Third Route : Government-Nonprofit Collaboration in Germany and the United States*, Center for Civil Society Studies, Johns Hopkins University Institute for Policy Studies, 1996, En ligne, URL: <http://www.ccss.jhu.edu/index.php?section=content&view=16&sub=34&tri=48>
- SCIOLINO, Elaine, « Seeing Green: The Red Menace is Gone but here's Islam» *New York Times*, January 21, 1996, en ligne. URL:

<http://www.nytimes.com/1996/01/21/weekinreview/seeing-green-the-red-menace-is-gone-but-here-s-islam.html?pagewanted=all>, consulté le 14 janvier 2005.

SHERMAN, Arloc, « Income Inequality Hits Record Levels, New CBO Data Show », *Center on Budget and Policy Priorities*, publié le 14 décembre 2007, en ligne, URL : <http://www.cbpp.org> (document PDF), consulté le 18 j anvier2008.

SOMBART, Nicholaus, (entretien avec), *Libération*, salon du livre 2001, en ligne, URL : <http://www.liberation.com/livres/salon2001/actu/1503schmitt2.html>, consulté le 13 mars 2004.

UDRY, Charles-André, « Von Hayek : Des postulats largement diffusés, un pèlerin prosélyte », en ligne, URL : http://www.alencontre.org/EdPage2/p2_neolib_udry.html, consulté le 08 mai 2004.

US DEPARTMENT OF STATE, « Middle East Partnership Initiative. Mission and Goals », en ligne, URL : <http://mepi.state.gov/c10120.htm>, consulté le 16 avril 2009.

VAN DER PIJL, Kees, « Modes de relations étrangères. Élargir le champ des relations internationales », *Études internationales* (Regards Philosophiques croisés sur l'étude des relations internationales), vol. 37, n° : 2, juin 2006, pp. 257-275, en ligne, URL : <http://www.erudit.org/revue/ei/2006/v37/n2/013361ar.html>, consulté le 13 janvier 2008.

VIDAL, Dominique, « Par-delà les modes », *Le Monde diplomatique*, mars 2009, en ligne, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/03/VIDAL/16881> consulté le 02 mars 2009.

WOLFOWITZ, Paul, *Defence Planning Guidance*, en ligne, URL : <http://defenseink.mil/osd/topleaders.html> (pour des extraits du rapport voir aussi http://www.bariidun.net/pnac_b.html).

ZAKARIA, Fareed, « The Rise of Illeberal Democracy », *Freign Policy*, no: 6, 1997, en ligne, URL : <http://www.fareedzakaria.com/ARTICLES/other/democracy.html>, consulté le 21 janvier 2005.

Dictionnaires et encyclopédies

BADIE, Bertrand et TOLOTTI, Sandrine, L'état du monde 2009, Paris, La découverte (Canada, Boréale), 2009. (en ligne aussi, URL : <http://etatdumonde.demarque.com/fr/ca/>).

BEZBACH Pierre, et GHERARDI Sophie, *Dictionnaire de l'économie*, Paris, Larousse, 2000.

BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAOUI, Mohamed et LÉCUYER, Bernard-Pierre [dir.], *Dictionnaire de La sociologie*, Paris, Larousse, 1995.

BOUDON, Raymond et BOURRICAUD, François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 2000.

CHÂTELET, François, DUHAMEL, Olivier et PISIER, Évelyne (dir.), *Dictionnaire des œuvres politiques*, Paris, P.U.F, 1995

COLAS, Dominique, *Dictionnaire de la pensée politique*, Larousse, 1997.

ÉTIENNE, Jean et al., *Dictionnaire de sociologie : Les notions, les mécanismes, les auteurs*, Paris, Hatier, 2004.

FÉRRÉOL, Gilles, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Armand Colin, 1991

GRAWITZ, Madeleine, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2004.

GREENWALD, Douglas, (éd.), *Encyclopédie économique*, Paris, Économica, 1984

HOUSEZ, Zoé et ROBILLARD, Stéphane, *Atlas de la Philosophie*, trad. de l'all. par, Paris, 1991.

KUNZMANN, Peter, BURKARD, Frantz-Peter, et WIEDMAN, Frantz, *Atlas de la Philosophie*, le livre de poche, 1993 (traduit de l'Allemand par Zoé Housez et Stéphane Robillard), Paris, Larousse, 1991.

RIALS, Stéphane et RAYNAUD, Philippe (eds.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, P.U.F, 1996.

SMOUTS, Marie-Claude, BATTISTELLA, Dario et VENESSON, Pascal (sous la direction de HERMET, Guy), *Dictionnaire des relations internationales*, Dalloz, Paris, 2006 (2^e édition).